Conseil régional

RAA 405

OCTOBRE 2020

ISSN 0762-6096

Recueil
des actes administratifs
de la Région d'Île-de-France

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ

- N° CP 2020-526 du 15 octobre 2020 relative à l'aménagement des dispositifs Chèque numérique et fonds Résilience Île-de-France et collectivités……9

SPORT, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2020-532 du 15 octobre 2020 relative à la mise à jour des statuts de la SEM Île-de-France loisirs….25

SOLIDARITÉS, SANTÉ ET FAMILLE - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2020-C28 du 15 octobre 2020 relative aux diverses mesures régionales dans le cadre de la crise du Covid-19……..51

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT

- N° CP 2020-527 du 15 octobre 2020 relative à l'amélioration de la qualité de l'air - Règlement d'intervention "véhicules propres"……93

- N° CP 2020-459 du 15 octobre 2020 relative au budget participatif écologique et solidaire - 1ère session…104

RELATIONS INTERNATIONALES

Motion de l'exécutif du 15 octobre 2020 sur l'Arménie et Erevan……..1064

AVIS DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Avis du CESER n°2020-13 du 15 octobre 2020 portant sur l'évaluation de la stratégie de la Région Ile-de-France pour la francophonie……1065

Avis du CESER n° 2020-14 du 15 octobre 2020 portant sur la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030……1083

Avis et rapport du CESER n°2020-15 du 15 octobre 2020 portant sur l'entreprise 4.0 : réussir le passage à l'entreprise du futur…… ...1106

ARRÊTÉS DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N°2020-209 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Fondation Les Diaconesses de Reuilly, 95, rue de Reuilly - 75012 Paris…….1148

- N°2020-210 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI), site de Paris de l'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale Croix Rouge Française Île-de-France (IRFSS CRF) 120, avenue Gaston-Roussel – 93230 Romainville……..1149

- N°2020-211 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Centre Hospitalier Sud Seine-et-Marne (CH SUD 77) 55, boulevard du Maréchal-Joffre – 77305 Fontainebleau cedex……..1150

- N°2020-212 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) du Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF), site de Coulommiers 6-8, rue Saint-Fiacre – BP 218 – 77104 Meaux Cedex……..1151

- N°2020-213 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de Formation en soins infirmiers (IFSI) du Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF- MLV) site de Marne-la-Vallée 6-8, rue Saint-Fiacre – 77104 Meaux cedex……..1152

- N°2020-214 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de Formation en soins infirmiers (IFSI) du Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF), site de Meaux 6-8, rue Saint-Fiacre – BP 218– 77104 Meaux cedex……..1153

- N°2020-215 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) du Centre Hospitalier Marc-Jacquet Groupe Hospitalier Sud Ile-de-France (GHSIF) 270, avenue Marc Jacquet – 77000 Melun……..1154

- N°2020-216 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Centre Hospitalier de Rambouillet 5-7, rue Pierre-et-Marie-Curie - 78120 Rambouillet……..1155

- N°2020-217 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de Formation en soins Infirmiers (IFSI CRF de Mantes-la-Jolie) de l'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale Croix-Rouge Française Île-de-France (IRFSS CRF) 120, avenue Gaston-Roussel – 93230 Romainville……..1156

- N°2020-218 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de Formation en soins Infirmiers (IFSI) de l'Établissement Public de Santé Barthélémy-Durand Avenue du 8-Mai-1945 - 91150 Étampes…1157

- N°2020-219 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de Formation en soins Infirmiers (IFSI) Centre Hospitalier Sud Francilien (CHSF) 40, avenue Serge-Dassault - 91100 Corbeil-Essonnes….1158

- N°2020-220 du 7 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Centre d'Accueil de Soins Hospitaliers de Nanterre (CASH) 403, avenue de la République – 92104 Nanterre Cedex……..1159

- N°2020-221 du 08 octobre 2020 portant désignation pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des nouveaux contrats ruraux, votés en Commission Permanente le 4 mars 2020, pour les communes de Yèbles (77) et de Guibeville (91) Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT : Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France……...1160

- N°2020-222 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Etablissement Public de Santé de Ville-Evrard 202, avenue Jean-Jaurès - 93332 Neuilly-sur-Marne……...1161

- N°2020-223 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Montreuil (93) Fondation Œuvre de la Croix-Saint-Simon 18, rue de la Croix-Saint-Simon – 75020 Paris……..1162

- N°2020-224 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Institut de Formation Interhospitalier Théodore-Simon (IFITS) 19, avenue de Maison-Blanche - 93331 Neuilly-sur Marne Cedex……..1163

- N°2020-225 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Centre de formation Louise Couvé (CFLC) 44/53, rue de la Commune-de-Paris - 93300 Aubervilliers……..1164

- N°2020-226 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Centre Hospitalier Intercommunal Lucie et Raymond Aubrac 40, allée de la Source - 94195 Villeneuve-Saint-Georges……1165

- N°2020-227 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers Séraphine de Senlis (IFSI) Centre Hospitalier Les Murets 17, rue du Général-Leclerc - 95410 La Queue-en-Brie……1166

- N°2020-228 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers Jean-Baptiste PUSSIN (IFSI) Hôpitaux de Saint-Maurice 12-14, rue du Val-d'Osne – 94410 Saint-Maurice……1167

- N°2020-229 du 9 octobre 2020 fixant capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Centre hospitalier René Dubos (CHRD) 3 bis, avenue de l'Île-de-France – 95300 Pontoise……1168

- N°2020-230 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Groupe Hospitalier Carnelle Portes de l'Oise (GHCPO) Route de Noisy « Les Oliviers » 95260 Beaumont-sur-Oise……...1169

- N°2020-231 du 9 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Fondation Léonie-Chaptal 19, rue Jean-Lurçat - 95200 Sarcelles…….1170

- N°2020-232 du 9 octobre 2020 portant désignation pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la Commission consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)…….1171

- N°2020-233 du 13 octobre 2020 portant désignation pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'assemblée générale de l'Association AVICCA Marie-Christine DIRRINGER : Conseillère régionale, Déléguée spéciale……..……...1172

- N°2020-234 du 13 octobre 2020 portant désignation en remplacement de Monsieur Ludovic TORO, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) de Seine-Saint-Denis, le 15 octobre 2020 : Monsieur Claude BODIN, Conseiller régional d'Ile-de-France……..……..1173

- N°2020-235 du 15 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical augmentation de capacite d'accueil annuelle Institut de formation d'Aides-Soignants (IFAS) ASSISTEAL Formation 50 boulevard de Ménilmontant 75020 PARIS……1174

- N°2020-236 du 15 octobre 2020 portant agrément de direction Centre de formation de Préparateur en pharmacie hospitalière (CFPPH) Institut de formation de Manipulateur d'Electroradiologie Médicale (IFMEM) de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP) Centre de la formation et du développement des compétences Campus Picpus – 33, bd de Picpus – C21705 – 75571 Paris cedex 12…….1175

- N°2020-237 du 15 octobre 2020 portant agrément de direction Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Centre de formation Louis Couvé (CFLC) 44/53 rue de la Commune – 93300 Aubervilliers……...1176

- N°2020-238 du 15 octobre 2020 portant agrément de direction Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS) Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux (CHIMM) 1 rue du Fort – 78250 Meulan-en-Yvelines……1177

- N°2020-239 du 15 octobre 2020 portant agrément de direction Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS) Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy-Saint-Germain-en Laye (CHIPS) 10, rue du Champ Gaillard- CS 73082 - 78303 Poissy Cedex……..1178

- N°2020-240 du 15 octobre 2020 portant agrément de direction Ecole régionale d'infirmiers anesthésistes diplômés d'Etat (ERIADE) Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy-Saint-Germain-en Laye (CHIPS) 10, rue du Champ Gaillard- CS 73082 - 78303 Poissy Cedex…….1179

- N°2020-241 du 15 octobre 2020 portant agrément de direction Institut de formation en Masso-Kinésithérapie de l'Est Francilien (IFMK-EF) Institut Supérieur de Rééducation Psychomotrice (ISRP) 25 rue Ginoux – 75015 PARIS……..……..……..1180

- N°2020-242 du 15 octobre 2020 fixant capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS CRF de Romainville) Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale de la Croix Rouge Française Ile-de-France (IRFSS CRF) 120 avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville……1181

- N°2020-243 du 15 octobre 2020 portant agrément de direction Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)Séraphine de Senlis Centre Hospitalier les Murets (GHT 94 Nord) 17, rue du Général Leclerc – 94510 La Queue-en-Brie……..……..……..1182

- N°2020-244 du 15 octobre 2020 portant agrément de direction Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Institut de formation d'auxiliaires de puériculture (IFAP) Institut de formation d'aides-soignants (IFAS) de l'Institut Hospitalier Franco-Britannique de l'Oeuvre du Perpétuel Secours CNIT 3 -2, Place de la Défense – 92800 PUTEAUX……..……..……..1183

- N°2020-245 du 15 octobre 2020 portant nomination au Comité de lecture du Fonds de soutien Audiovisuel et International Audiovisuel de la Région Île-de-France……..……1184

- N°2020-246 du 16 octobre 2020 portant délégations de signature du Pôle Cohésion Territoriale……1186

- N°2020-247 du 19 octobre 2020 portant désignation pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Etablissement Public d'Aménagement de Sénart (EPA Sénart) : Laure-Agnès Mollard-Cadix, Conseillère régionale d'Île-de-France (mis en ligne le 27 octobre 2020) ……1190

- N°2020-248 du 19 octobre 2020 portant désignation pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France des nouveaux contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 23 septembre 2020, des communes ou structures intercommunales ales situées dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne : Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT- Vice-président d'Île-de-France……1191

- N°2020-249 du 19 octobre 2020 portant désignation pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature du nouveau contrat rural, voté en Commission Permanente le 23 septembre 2020, de la commune d'Oncy-sur-Ecole située dans le département l'Essonne : Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT- Vice-président d'Île-de-France……1192

- N°2020-250 du 20 octobre 2020 portant délégations de signature de la Direction des Systèmes d'information……...1193

- N°2020-251 du 21 octobre 2020 portant délégations de signature de la Direction des Systèmes d'information……...1195

- N°2020-252 du 21 octobre 2020 portant sur le règlement intérieur des comités de lecture des Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel et Fonds de soutien International Cinéma et Audiovisuel de la Région Île-de-France……...1197

- N°2020-253 du 21 octobre 2020 portant agrément d'un établissement de formation en travail social (création) Unité Mobile Evaluation Gérontologie (UMEG) ……1203

- N°2020-254 du 21 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement et augmentation de capacité d'accueil Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS CRF de Mantes-la-Jolie) de l'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale de la Croix-Rouge Française Île-de-France (IRFSS CRF) 120, avenue Gaston-Roussel – 93230 Romainville……1205

- N°2020-255 du 22 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation d'Auxiliaire de Puériculture (IFAP) Lycée Fernand et Nadia Léger 7 allée Fernand Léger – 95100 Argenteuil……..1206

- N°2020-256 du 22 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation d'Aides-Soignants (IFAS) Lycée Fernand et Nadia Léger 7allée Fernand Léger – 95100 Argenteuil……1207

- N°2020-257 du 22 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en pédicurie podologie (IFPP) Ecole DANHIER 15 rue Nicolau – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine……...1208

- N°2020-258 du 22 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en Masso-Kinésithérapie (IFMK) Ecole DANHIER-75 rue Saint-Denis – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine……...1209

- N°2020-260 du 22 octobre 2020 fixant le transfert et renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en Soins Infirmiers Camille Claudel (IFSI) du Centre Hospitalier Victor Dupouy - 69 rue Lieutenant-Colonel Prudhon – 95100 Argenteuil……...1210

- N°2020-261 du 22 octobre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation d'Aides-soignants Camille Claudel (IFAS) Centre Hospitalier Victor Dupouy - 69 rue du Lieutenant-Colonel Prud'hon - 95100 Argenteuil……1211

- N°2020-262 du 30 octobre 2020 portant nomination au Comité de lecture du Fonds de soutien Cinéma et du Fonds de soutien International Cinéma de la Région Ile-de-France……1212

DÉLIBERATIONS
DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 20-093 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la convention de partenariat entre l'Agence des espaces verts et la Région Île-de-France pour l'utilisation de la plate-forme « Île-de-France Smart services »……1215

- N° 20-094 du 7 octobre 2020 portant sur la révision d'autorisations de programme 2016……1231

- N° 20-095 du 7 octobre 2020 portant sur la révision d'autorisations de programme 2017……1233

- N° 20-096 du 7 octobre 2020 portant sur l'affectation d'autorisations de programme 2020 et modifications d'affectations d'autorisations de programme 2019, 2018 et 2017……1234

- N° 20-097 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de l'accord-cadre à bons de commande de prestations de géomètres experts pour 3 lots géographiques : territoire Nord-Ouest, territoire Nord-Est et territoire Sud……..1245

- N° 20-098 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de l'accord-cadre à bons de commande de travaux de restauration écologique sur les espaces régionaux d'Ile-de-France - Territoire Nord-Ouest……1246

- N° 20-099 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de l'acte modificatif n°2 au marché de fourniture et pose de clôtures pour permettre la mise en place de zones de pâturage sur l'espace naturel régional du Plateau d'Andilly……1247

- N° 20-100 du 7 octobre 2020 portant sur la modification du tableau des effectifs……..1256

- N° 20-101 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la convention relative à la contribution du conseil départemental du Val-de-Marne aux frais d'entretien des espaces naturels régionaux de Grosbois, Plessis-Saint-Antoine, Morbras et du bois de Granville (94) ……1260

- N° 20-102 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la convention de partenariat avec la communauté d'agglomération Val Parisis relative à la gestion des espaces naturels et forestiers régionaux de Boissy et des Buttes du Parisis pour la période 2020-2022……..1270

- N° 20-103 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la convention de partenariat avec la commune d'Argenteuil relative à la gestion de l'espace naturel régional des Buttes du Parisis pour la période 2020-2022……..1284

- N° 20-104 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la convention de partenariat avec la communauté d'agglomération de Melun Val de Seine (CAMVS) relative à la gestion des espaces naturels régionaux intégrés au PRIF de Rougeau-Bréviande pour la période 2021-2023……..1308

- N° 20-105 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la convention entre l'AEV et ADIM Paris-Ile-de-France pour le financement de la restauration écologique d'une mare forestière du bois de la Tour (PRIF de Rougeau-Bréviande)……1316

- N° 20-106 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la convention de partenariat avec le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de Jouy-Vélizy (78) relative à la gestion de la forêt régional de la Cour Roland……1330

- N° 20-107 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de l'avenant n°4 à la convention de participation financière de la Région Île-de-France pour la gestion des espaces naturels de l'île de loisirs de Vaires – Torcy……1336

- N° 20-108 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation d'une convention de partenariat financier avec la communauté d'agglomération Plaine Vallée, la commune de Groslay, la commune de Montmagny et l'État permettant à l'Agence des espaces verts de bénéficier de la dotation de soutien à l'investissement local pour l'éradication de décharges et dépôts sauvages, la dépollution et la sécurisation de parcelles régionales dans le cadre de l'aménagement de la Butte Pinson……..1342

- N° 20-109 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation d'une convention de partenariat financier avec la communauté d'agglomération Val Parisis et l'État permettant à l'Agence des espaces verts de bénéficier de la dotation de soutien à l'investissement local pour le projet de restauration et de mise en valeur de la caponnière de gorge du Fort de Cormeilles……..……1348

- N° 20-110 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la conclusion d'un bail rural sous seing privé avec un agriculteur (PRIF Montjean)……..……..……...1354

- N° 20-111 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la conclusion d'un bail rural sous seing privé avec la SCIC Les Champs des Possibles (PRIF Hurepoix)……..……...1368

- N° 20-113 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de la convention cadre avec l'association Incredible Edible France - Les Incroyables Comestibles pour la mise à disposition de parcelles régionales (tous PRIF) ……..……..……1380

- N° 20-114 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation d'acquisitions foncières au titre d'opérations déclarées d'utilité publique et au titre d'opérations d'acquisition amiable……...1388

- N° 20-115 du 7 octobre 2020 portant sur la confirmation des modalités d'acquisition du bois Saint-Martin (PRIF du Val Maubué)……..……..……..1393

- N° 20-116 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation d'une préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles…….1395

- N° 20-117 du 7 octobre 2020 portant sur l'approbation de l'aménagement forestier de la forêt régionale de Maubué……1397

-- N° 20-118 du 7 octobre 2020 portant sur l'actualisation du règlement intérieur du domaine régional……1398

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-526
DU 15 OCTOBRE 2020

AMÉNAGEMENT DES DISPOSITIFS CHÈQUE NUMÉRIQUE ET FONDS RÉSILIENCE ÎLE-DE-FRANCE ET COLLECTIVITÉS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187/1 modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU la communication de la commission relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (2020/C 91I/01) du 20 mars 2020 et la décision de la commission notifiée à la France sur le fondement de cet encadrement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 portant adoption de la Stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce 2018-2021 ;

VU la délibération n° CR 2019-043 du 19 septembre 2019 portant adoption du Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens « pour un commerce connecté » ;

VU la délibération n° CP 2019-439 du 17 octobre 2019 relative à l'affectation du budget affecté au chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens : « pour un commerce connecté » ;

VU la délibération n° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 relative au soutien à l'innovation et l'entrepreneuriat ;

VU la délibération n° CP 2020-162 du 27 mai 2020 relative à « Paris Région Up : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 3ème rapport pour 2020 » ;

VU la délibération n° CR 2020-029 du 11 juin 2020 relative à la participation de la Région au fonds Résilience Île-de-France et collectivités ;

VU la délibération n° CP 2020-C14 du 1er juillet 2020 relative aux aides entreprises : PM'up Covid-19, 2ème rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-414 du 23 septembre 2020 relative au déploiement de l'aménagement numérique, de la politique entrepreneuriat, de l'artisanat et des métiers d'art ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-526 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Modification du règlement d'intervention du « Chèque numérique pour un commerce connecté »

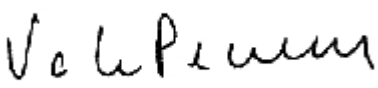
Décide de modifier le règlement d'intervention du dispositif « Chèque numérique pour un commerce connecté » tel que figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Décide d'autoriser la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires, à compter du 12 mars 2020, par dérogation prévue aux articles 17 et 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Avenant n° 3 à la convention tripartite du fonds Résilience

Adopte l'avenant n° 3 à la convention tripartite du fonds Résilience adoptée par la délibération n° CR 2020-029 du 11 juin 2020 susvisée, tel que figurant en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

15/10/2020 12:22:53

Acte rendu exécutoire le 15 octobre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 15 octobre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201015-lmc194162-DE-1-1) et affichage ou notification le 15 octobre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention du Chèque numérique

Règlement d'Intervention

Chèque numérique
« Pour un commerce connecté »

BASES REGLEMENTAIRES

Règlement (UE) n°14/08/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Articles L. 1511-2 et L1611-7 I du code général des collectivités territoriales.

OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Conformément à la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce de proximité adoptée par délibération CR 2018-043, le présent dispositif a pour objectif de réduire le retard numérique et développer l'activité en ligne des artisans et commerçants de proximité.

Le chèque numérique « pour un commerce connecté » se décline en deux volets en fonction de la typologie de bénéficiaires visés :

- **Volet 1** : artisans et commerçants franciliens
- **Volet 2** : communes ou leurs groupements

VOLET 1 : CHEQUE NUMERIQUE EN FAVEUR DES ARTISANS ET COMMERÇANTS FRANCILIENS

L'aide régionale a une valeur incitative et intervient sur les volets suivants :

- Améliorer sa gestion digitale
- Développer le Web-to store grâce au marketing digital et la présence en ligne
- Booster ses ventes grâce au e-commerce
- Faciliter l'accès de la clientèle au wifi pour les bars et restaurants accueillant du public avec places assises

<u>Bénéficiaires</u>

Sont éligibles :

- les artisans et commerçants de proximité[1] indépendants ou non (hors franchise), avec ou sans point de vente, sédentaires ou non, y compris les artisans d'art,
- ayant leur établissement en Île-de-France,
- avec un effectif inférieur à 10 salariés, y compris les entreprises sans salarié
- inscrites au RCS et/ou au RM

[1] Sont éligibles les artisans et commerçants de proximité, c'est-à-dire les établissements qui proposent la vente de produits ou services aux <u>particuliers</u> dont les achats sont quotidiens ou fréquents : commerce de détail (dt commerces de bouche), coiffure-soin de beauté, restauration, fleuristes, services de réparation aux particuliers, … mais aussi artisan d'art, avec ou sans atelier. Il cible ainsi les artisans et commerces de proximité tels que définis ci-dessus et relevant des codes APE 10 à 33, 43 à 47, 49, 55 et 56, 7420Z, 79, 81, 9312 et 9313, 95 et 96. Sont donc notamment exclus les entreprises de la filière numérique, la vente par correspondance, les activités financières et immobilières, les organismes de formation, les activités de conseil, les bureaux d'études, les activités de services aux entreprises. La Région se réserve par ailleurs le droit d'exclure un établissement dont l'activité ne correspond manifestement pas à son code APE ou à celle d'artisan et commerce de proximité défini plus haut.

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent s'inscrire sur la plateforme des aides régionales Mes Démarches et compléter le dossier de candidature en ligne comprenant notamment :

- un extrait Kbis ou D1,
- un RIB,

- SOIT directement **les factures acquittées ;**
- SOIT les **pièces justificatives des dépenses prévisionnelles** (devis ou tout document émis par le prestataire comme une grille tarifaire,...) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur **transmission des factures acquittées**.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication (notamment l'affichage dans sa boutique du sticker « Ici la région Île-de-France soutient la transition numérique de vos artisans et commerçants », l'inscription de la version numérique de ce sticker sur l'application ou le site web de l'entreprise réalisé grâce au chèque numérique ainsi que l'inscription d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France), en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, ni à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses ayant pour objet grâce au digital de renforcer ou faciliter :

- la gestion de l'activité par le biais d'outils numériques,
- la visibilité, la notoriété, la présence en ligne, l'attractivité du commerce et la fidélisation de la clientèle, etc. ;
- le développement des ventes par la réservation en ligne, le click and collect, le drive, la vente en ligne, etc.
- les compétences numériques des artisans et commerçants grâce à des formations individuelles,
- l'accès gratuit de la clientèle au wifi (hors consommation) uniquement pour les commerces ayant une activité de restauration, de cafétéria, de débit de boissons et accueillant du public avec places assises

Parmi les dépenses éligibles on compte notamment :

En fonctionnement :

- Abonnements à des logiciels et solutions digitales de gestion en ligne (gestion de stock, facturation, solutions de paiement, logiciel d'encaissement pour caisse tactile-connectée ou imprimante connectée, comptabilité, gestion et relations clients, CRM/EBP…), ainsi que les frais d'installation et de paramétrage de ces solutions
- Solutions de géolocalisation, frais de référencement (SEO), achat de mots clés, campagne Adwords (SEA), analyse des statistiques d'audience, etc.
- Dépenses de publicité digitale : solutions pour la visibilité digitale (page vitrine, « landing page »), campagne de publicités en ligne, création de contenus d'un site vitrine, achat de publicités sur les réseaux sociaux (SMA, SMO), solutions de fidélisation (programme

fidélité, carte de fidélité, promotion, bons plans..), solutions d'envois de mails, sms, newsletters,…
- Réservation de nom de domaine, frais d'hébergement, etc.
- Abonnement à un logiciel de création de site / création de site en SaaS, frais d'optimisation
- Abonnement ou commissions sur les ventes liés à une solution visant à développer les ventes : prise de RDV, création de devis, marketplace (place de marché, plateforme en ligne), application de vente en ligne ou de click and collect, solution digitale, gestionnaire de marketplaces /gestionnaire de flux…
- les frais de formation, d'installation et d'optimisation liés à l'acquisition de ces solutions,…
- les frais de formation individuelle pour améliorer ses compétences numériques (formation en présentiel ou en ligne) ;
- les frais liés au recours à des solutions ou services de livraison (prestation ponctuelle, abonnement…)
- les frais de fonctionnement (abonnement, location hors crédit-bail, …) relatifs à des écrans numériques à visée informationnelle ou promotionnelle.

Pour les commerces ayant une activité de restauration, de cafétéria, de débit de boissons et accueillant du public avec places assises, sont également éligibles les dépenses facilitant l'accès de la clientèle au wifi, à savoir notamment les dépenses de fonctionnement relatives à la location ou prêt de borne wifi professionnelle ainsi que les abonnements wifi professionnels. Ces dépenses peuvent être prises en compte uniquement si l'accès wifi est proposé gratuitement aux consommateurs clients.

En investissement :
- Investissement lié à l'acquisition de licence, achat de logiciel
- Investissement pour le développement, réalisation, acquisition d'un site internet
- Investissement relatif à l'acquisition d'écrans à usage professionnel pour des diffusions à visée informationnelle ou promotionnelle.

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement des dépenses de fonctionnement à l'exception des dépenses d'investissement indiquées ci-dessus pour l'achat d'écrans pour des diffusions à visée informationnelle ou promotionnelle, l'achat de licences ou logiciels, le développement / réalisation / acquisition / renouvellement de site internet relevant de la section investissement. Selon le type de dépenses qui seront présentées par le bénéficiaire, il conviendra de sélectionner le type d'aide adéquat (investissement ou fonctionnement).

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale d'un an**.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses de fonctionnement soient comptabilisées dans les charges de l'entreprise, hormis les dépenses relatives au développement / réalisation / acquisition d'un site internet et l'acquisition d'une licence qui devront être comptabilisées en immobilisations et inscrites à l'actif de l'entreprise. Il devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes démarches. La subvention finançant l'acquisition d'immobilisation correspond pour le bénéficiaire à une subvention d'investissement.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **à compter du 12 mars 2020** et dans un délai maximal de 18 mois après la date de notification de l'aide.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal : **1500 €** sous forme de subvention

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles.**

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 150 € sur les dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 300 €	**150 €**
A partir de 600 €	**300 €**
A partir de 900 €	**450€**
A partir de 1200 €	**600 €**
A partir de 1500 €	**750 €**
A partir de 1800 €	**900 €**
A partir de 2100 €	**1050 €**
A partir de 2400 €	**1200 €**
A partir de 2700 €	**1350 €**
A partir de 3000 €	**1500 €**

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Modalités de versement et caducité

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :
- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
- ou d'un paiement unique, notamment dans le cas d'une transmission directe des factures,

dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Pour les demandes ayant reçu un avis préalable de notification sur devis :

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date de notification de l'aide**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte,** le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date de notification de l'aide,** quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).

VOLET 2 : CHEQUE NUMERIQUE EN FAVEUR DES COMMUNES OU DE LEURS GROUPEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMMERCES DE LEUR TERRITOIRE

L'aide régionale a pour objet de soutenir la mise en place de projets digitaux par les communes ou leurs groupements visant à renforcer les compétences numériques des commerces de leur territoire et développer leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits.

Bénéficiaires

Sont éligibles les communes du territoire francilien ou leurs groupements.

Modalités de la demande d'aide

Pour être bénéficiaire de l'aide, le candidat doit s'inscrire sur la plateforme des aides régionales et compléter le dossier de candidature en ligne.

Le candidat transmet notamment les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles pour un avis de notification. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur **transmission des factures acquittées**.

Le candidat devra justifier de la pertinence du développement de la solution à l'échelle de son territoire en articulation avec l'offre existante.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, ni à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Dépenses éligibles

Le volet 2 du chèque numérique vise à soutenir la mise en place ou le renouvellement par les communes ou leurs groupements de projets digitaux visant à développer grâce au digital l'activité des commerces de proximité en renforçant leurs compétences numériques et en favorisant leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits, tels que :

- solution de référencement / recensement des commerces / géolocalisation,
- solution de click and collect,
- solution d'aides à la vente, de marketplace locale, avec ou non solution de paiement et service de logistique,
- solution de promotion et de fidélisation, gamification, d'animation commerciale
- formation en ligne au numérique pour les commerces de son territoire…

L'aide proposée prend en charge soit des dépenses de fonctionnement, soit des dépenses d'investissement en fonction de la solution choisie, notamment :

- abonnement sur 12 mois maximum,
- frais de formation liés à l'acquisition de la solution,
- frais d'installation, de paramétrage, gestion des encaissements,
- hébergement, licence,…
- acquisition, développement ou renouvellement de la solution,…
- dépenses de communication,…
- assistance à maîtrise d'ouvrage, accompagnement,
- dépenses liées à la mise en place de formations en ligne pour renforcer les compétences numériques des commerces de son territoire,…

Le bénéficiaire devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes Démarches.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **après le dépôt de la demande sur Mes Démarches.**

Nature et montant de l'aide

Montant maximal : **10 000 €** sous forme de subvention

Un même porteur ne peut être bénéficiaire de l'aide qu'une fois par an dans la limite maximale de 3 années.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles.**

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 1 000 € sur les dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 2 000 €	**1 000 €**
A partir de 4 000 €	**2 000 €**
A partir de 6 000 €	**3 000 €**
A partir de 8 000 €	**4 000 €**
A partir de 10 000 €	**5 000 €**
A partir de 12 000 €	**6 000 €**
A partir de 14 000 €	**7 000 €**
A partir de 16 000 €	**8 000 €**
A partir de 18 000 €	**9 000 €**
A partir de 20 000 €	**10 000 €**

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Modalités de versement et caducité

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
- ou d'un paiement unique,

dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte,** le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante,** quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).

Annexe 2 : Avenant 3 à la convention tripartite Résilience

Avenant n°3 à la Convention de dotation du Fonds Résilience Île-de-France&Collectivités

ENTRE

La **région Île-de-France**, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2020-526 du 15 octobre 2020.

Ci-après dénommée la « Région »,

ET

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L 518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56 rue de Lille, 75007 Paris, représentée par Madame Marianne Louradour, en sa qualité de Directrice Régionale Île-de-France agissant en vertu d'un arrêté portant délégation de signature du Directeur général en date du 1 juin 2020,

Ci-après dénommée la « Caisse des Dépôts »,

La Région et la Caisse des Dépôts étant désignées ensemble les « Contributeurs ».

ET

L'association InitiActive Ile-de-France, dont le siège est situé 36, rue des Petits Champs 75002 Paris, représentée par ses co-présidents, Monsieur Loïc Dupont et Monsieur Lionnel Rainfray,

Ci-après dénommée « l'Association »,

La Région, la Caisse des Dépôts et l'Association sont désignées ensemble les « Parties », et individuellement une « Partie ».

Vu la convention relative à la dotation du Fonds Résilience Île de France&Collectivités adoptée par délibération n°CR 2020-029 en date du 11 juin 2020 signée le 18 juin 2020 ;
Vu l'avenant n°1 adopté par délibération n°CP 2020-C14 du 1er juillet 2020 ;
Vu l'avenant n°2 adopté par délibération n°CP 2020-414 du 23 septembre 2020.

PREAMBULE

Dans le contexte de la crise sanitaire impactant fortement le tissu économique francilien, l'Association a souhaité créer un fonds à l'attention des petites entreprises et des structures de l'ESS et a proposé d'abonder ce fonds sur la base de l'article L. 1511-7 du code général des collectivités territoriales en vue d'apporter une réponse responsable, efficace et coordonnée, et d'assurer une équité de traitement sur l'ensemble du territoire régional.

Par délibération n° CR 2020-029 du 11 juin 2020, la Région a décidé de participer à un fonds d'avances remboursables intitulé Fonds Résilience Île-de-France & Collectivités.

ARTICLE 1er

Le présent avenant à la convention tripartite a pour objet de préciser certaines modalités d'interventions du fonds Résilience Île-de-France & Collectivités.

ARTICLE 2

A l'article 4 : Caractéristiques générales des avances remboursables et opérations éligibles :

Dans l'alinéa B/, il est proposé d'ajouter le paragraphe suivant « Les entreprises, pourront bénéficier du Fonds Résilience même si leur effectif ou l'effectif cumulé des différentes entités du groupe est supérieur à 20 Equivalent Temps Plein, dans la limite de 50. Les secteurs concernés par cette disposition sont l'hôtellerie, la restauration, le tourisme, l'évènementiel, le divertissement, et le bien-être ».

- Dans le paragraphe intitulé «Date maximale de dépôt d'une demande d'avance : », ll est proposé de remplacer la phrase: «Les candidatures devront être déposées au plus tard le 31/10/2020. Dans l'hypothèse où le fonds disposerait de ressources disponibles à cette date, la date de dépôt des candidatures pourra être prolongé jusqu'au 15/12/2020 » par « Les candidatures devront être déposées au plus tard le 31/10/2020. Dans l'hypothèse où le fonds disposerait de ressources disponibles à cette date, la date de dépôt des candidatures pourra être prolongé jusqu'au 15/12/2020, sur simple décision du comité de pilotage. »

A l'annexe 1 à la convention : Règlement du fonds Île de France&Collectivités

Dans l'article 6 : Durée de vie

- ll est proposé de remplacer la phrase: «Les candidatures devront être déposées au plus tard le 31/10/2020. Dans l'hypothèse où le fonds disposerait de ressources disponibles à cette date, la date de dépôt des candidatures pourra être prolongé jusqu'au 15/12/2020 » par « Les candidatures devront être déposées au plus tard le 31/10/2020. Dans l'hypothèse où le fonds disposerait de ressources disponibles à cette date, la date de dépôt des candidatures pourra être prolongé jusqu'au 15/12/2020, sur simple décision du comité de pilotage. »

Dans l'article 8 : Structures éligibles au « Fonds Résilience Ile-de-France & Collectivités »

- Dans le troisième paragraphe « les entreprises », il est proposé d'ajouter le paragraphe suivant « Les entreprises, pourront bénéficier du Fonds Résilience même si leur effectif ou l'effectif cumulé des différentes entités du groupe est supérieur à 20 Equivalent Temps Plein, dans la limite de 50. Les secteurs concernés par cette disposition sont l'hôtellerie, la restauration, le tourisme, l'évènementiel, le divertissement, et le bien-être ».

ARTICLE 3

Les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent inchangées**.**

Fait en trois exemplaires originaux,

Le, XX/XX/2020 à XXX

Pour le conseil régional

Valérie Pécresse

Pour la Banque des Territoires

Marianne Louradour

Pour InitiActive IDF

Lionnel Rainfray

Pour InitiActive IDF

Loïc Dupont

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-532
DU 15 OCTOBRE 2020

MISE À JOUR DES STATUTS DE LA SEM ÎLE-DE-FRANCE LOISIRS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la commande publique ;

VU le code de commerce ;

VU la délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 28 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 2020-041 portant création de la SEM régionale Île-de-France loisirs ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-532 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

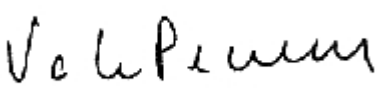
Après en avoir délibéré,

Article unique :

Prend acte de la modification du tour de table des actionnaires de la SEM « Île-de-France loisirs ».

Approuve en conséquence les statuts modifiés et autorise la Présidente à les signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 15 octobre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 15 octobre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201015-lmc194496-DE-1-1) et affichage ou notification le 15 octobre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Statuts constitutifs mis à jour

ÎLE-DE-FRANCE LOISIRS

Société anonyme d'économie mixte locale
au capital social de 2 Millions d'euros
Siège social : 2, rue Simone Veil – 93400 Saint Ouen
(la « **Société** »)

STATUTS CONSTITUTIFS

Interne

ÎLE-DE-FRANCE LOISIRS
Société anonyme d'économie mixte locale
au capital social de 2 Millions d'euros
Siège social : 2, rue Simone Veil – 93400 Saint Ouen
(la « **Société** »)

STATUTS

LES SOUSSIGNÉS :

(1) **La Région Ile de France**, [*forme*], dont le siège social est situé [*adresse du siège social*], représentée par [*prénom et nom du signataire*], en qualité de [*fonction du signataire*], dûment habilité aux fins des présentes aux termes d'une délibération de [*nom de l'entité délibérante*] en date du [*Date*], (« [□] »),

(2) **La Caisse des Dépôts et Consignations**, établissement spécial, créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est situé au 56, rue de Lille, 75007 Paris, représentée par [□], [□], dûment habilité, (la « **CDC** »),

(3) Le Conseil départemental de Seine-et-Marne
(4) Le Crédit Agricole Brie Picardie
(5) La société CFI (Cofely Finance et Investissement)
(6) La Fédération Française de Canoë Kayak et sports de pagaie

ont décidé de constituer entre eux une société anonyme d'économie mixte locale et ont adopté les statuts établis ci-après et devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'actionnaires en raison de l'intérêt général qu'elle présente :

CHAPITRE I : FORME – OBJET – DENOMINATION - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société anonyme d'économie mixte locale, régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce et les dispositions des articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, ainsi que par les présents statuts et tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L. 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet de développer un projet d'intérêt général, social et environnemental, en créant et/ou améliorant les conditions économiques nécessaires à la gestion et l'exploitation des Iles de loisirs régionales.

A cet titre, elle pourra notamment :

- Organiser la recherche de financements sous toutes ses formes nécessaires à l'amélioration des conditions d'investissement et d'exploitation
- Arbitrer les priorités de déploiement géographique dans le cadre de son périmètre d'intervention
- Participer ou programmer des projets de développement avec tout partenaire en lien avec ses missions

Plus généralement, la société effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

Elle pourra également prendre des participations dans des sociétés ou entités de toute forme juridique appropriée, à l'exclusion cependant de prises de participation dans des sociétés commerciales d'exploitation ou de services.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera l'ensemble de ses activités tant pour son propre compte que pour celui d'autrui.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : ÎLE-DE-FRANCE LOISIRS

Dans tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « s*ociété d'économie mixte locale* » ou des initiales « *S.E.M.L.* » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN.

Il peut être déplacé par le conseil d'administration dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

CHAPITRE II – CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

A la constitution de la Société, il est procédé aux apports suivants:

- La Région Ile de France apporte à la Société la somme en espèces de *un million cent mille euros (1.1 million d'euros)*, ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 11.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;

- La CDC apporte à la Société la somme en espèces de trois cent mille euros (300.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 3.000 actions de valeur nominale de 100 euros.
- Le Conseil départemental de Seine-et-Marne apporte à la société la somme en espèces de trois cent mille euros (300.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 3.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;
- Le Crédit Agricole Brie Picardie apporte à la société la somme en espèces de 50 000 euros (50.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 500 actions de valeur nominale de 100 euros ;
- La société CFI (Cofely Finance et Investissement) apporte à la société la somme en espèces de trois cent mille euros (200.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 2.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;
- La Fédération Française de Canoë Kayak et sports de pagaie apporte à la société la somme en espèces de trois cent mille euros (50.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 500 actions de valeur nominale de 100 euros ;

Montant total des apports en numéraire : deux millions d'euros (2.000.000 €), correspondant à la totalité de la valeur nominale de 20.000 actions de valeur nominale de 100 euros.

Le montant du capital souscrit et libéré est déposé à la banque [XXXX], sur un compte ouvert au nom de la Société, le [□].

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **deux millions d'euros (2.000.000 €)**

Il est divisé en vingt mille (20.000) actions de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie.

Conformément, aux articles L. 1522-1 et L. 1522-2 du Code général des collectivités territoriales, la participation des collectivités territoriales et de leurs groupements ne peut être supérieure à 85% et inférieure à plus de la moitié du capital social.

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

Si l'augmentation de capital résulte d'une incorporation d'un apport en compte courant d'associés, consenti par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, l'augmentation de capital ne pourra valablement être décidée qu'au vu d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement se prononçant sur l'opération.

Si l'augmentation ou la réduction du capital résulte d'une modification de la composition de celui-ci, l'accord du représentant des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales devra intervenir, à peine de nullité, sur la base d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante approuvant la modification.

Les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales, actionnaires de la société, peuvent allouer à cette dernière, des apports en compte courant d'associés, dans le respect des dispositions de l'article L. 1522-5 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions ont obligatoirement la forme nominative.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS

9.1 Transmission des actions

Sous réserve des dispositions des articles 9.2, 9.3 et 9.4, les actions sont librement négociables. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Le transfert de propriété des actions résulte de leur inscription au compte du cessionnaire dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le virement du compte du cédant au compte du cessionnaire s'effectue sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La cession des actions appartenant aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales doit être autorisée par délibération de la collectivité ou du groupement cédant.

Tous les Transferts de Titres effectués en violation du présent article 9 sont nuls.

DÉFINITIONS PRÉALABLES ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

- « ***Affilié*** » d'un actionnaire : désigne, pour cet actionnaire, toute personne physique ou morale qui, directement ou indirectement, contrôle cet actionnaire , ou est contrôlée par cet actionnaire ou est contrôlée par toute personne contrôlant cet actionnaire , ainsi que tout fonds commun de placement dont cet actionnaire ou tout Affilié de cet actionnaire est la société de gestion, ou tout fonds d'investissement dont cet actionnaire ou tout Affilié de cet actionnaire est le gestionnaire, étant précisé que les termes « contrôle», « contrôler », « contrôlant » ci-avant s'entendent au sens de l'article L. 233-3 I et II du Code de commerce.

- « ***Titres*** » : actions et autres titres émis par la Société (ou les titres représentatifs du capital social ou des droits de vote de la Société après une opération de transformation, fusion, d'apport partiel d'actif ou une opération assimilée), qu'il s'agisse d'actions, de certificats d'investissements ou de vote, de droits de souscription ou d'attribution, d'obligations convertibles, échangeables ou remboursables en actions, de bons autonomes de souscription ou d'attribution ou de tous autres droits, bons ou valeurs mobilières composées pouvant donner immédiatement ou à terme des droits quelconques partiels ou globaux à une fraction du capital, aux bénéfices, ou aux votes des assemblées générales de la Société (ou de toutes sociétés qui viendraient aux droits de la Société notamment après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif ou opération assimilée).
- « ***Transfert*** » : toute opération (autre qu'une émission de Titres par la Société), à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée, entraînant le transfert, même à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit d'un Titre ou de tous droits dérivant d'un Titre ou y donnant droit (en ce compris notamment tout droit de vote, droit préférentiel de souscription ou droit de percevoir des dividendes), y compris, notamment, (i) les transferts par voie de cession, d'apport en société, de fusion, scission, de transfert universel du patrimoine, d'échange, de remboursement, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de dation en paiement, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, d'attribution, de liquidation de société, communauté ou succession, par voie d'adjudication publique ou (ii) toute renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution ou (iii) toute mise en œuvre de sûreté sur les Titres ou (iv) tout mécanisme d'*equity swap* ou similaire.

9.2 Notification de Transfert

Tout projet de Transfert par un actionnaire (le « ***Cédant*** ») de Titres qu'il détient (le « ***Projet de Transfert*** ») à un autre actionnaire ou un tiers (le « ***Cessionnaire*** ») devra être notifié aux actionnaires et à la Société (la « ***Notification de Transfert*** »), sauf s'il s'agit d'un Transfert Libre au sens de l'article 9.4 ci-dessous.

9.2.1 Eléments de la Notification de Transfert

Les modalités d'envoi de la Notification de Transfert devront répondre aux conditions définies au présent article 9.2.1 et la date de la Notification de Transfert sera déterminée en application des stipulations dudit article 9.2.1.

La Notification de Transfert devra comporter les éléments suivants :

- nombre et nature des Titres dont le Transfert est envisagé (les « ***Titres Transférés*** ») ;
- le prix ou la contrepartie auquel le Cessionnaire propose d'acquérir les Titres Transférés ;
- les autres conditions, notamment de paiement, du Transfert (en ce compris toute cession/rachat de créance(s) au titre d'avance(s) en compte courant) ;
- l'identité précise du Cessionnaire ainsi que, s'il n'est pas une personne physique, de la ou des personnes qui en détiennent, directement ou indirectement, le contrôle ultime au sens de l'article L. 233-3 I du Code de commerce ;
- les liens financiers ou autres, directs ou indirects, entre le Cédant et le Cessionnaire ;
- la justification, au moyen d'une attestation du Cessionnaire que ce dernier (i) n'est pas domicilié dans un pays ou territoire figurant sur la liste des États ou Territoires Non Coopératifs (ETNC) et (ii) respecte les

règles relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme prévues au chapitre 1er du titre VI du livre V du code monétaire et financier ;

- si le Cessionnaire est un tiers, son engagement irrévocable d'adhérer à un accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société au plus tard à la date de réalisation du Transfert projeté en la même qualité que celle du Cédant ;

- la copie de l'engagement irrévocable du Cessionnaire d'acquérir les Titres Transférés aux conditions indiquées dans la Notification de Transfert.

Dans le cas d'un Projet de Transfert à titre gratuit (la « ***Donation*** »), d'un Projet de Transfert dont le prix ne serait pas payé intégralement en numéraire (tel que notamment en cas d'apport, de fusion ou de scission) (l'« ***Opération d'Echange*** ») ou d'un Projet de Transfert dont les Titres Transférés ne seraient pas le seul bien dont le Cédant envisage le Transfert (l'« ***Opération Complexe*** »), la Notification de Transfert devra également comporter les éléments de référence pris en compte et la(es) méthode(s) de valorisation retenue(s), la valeur des Titres Transférés ainsi que, dans le cas d'une Opération d'Echange ou d'une Opération Complexe, la valeur des biens qu'il recevrait au titre de l'échange.

9.2.2 Effets de la Notification de Transfert - Délais d'exercice des droits

La Notification de Transfert ouvrira aux autres actionnaires le droit d'exercer, au titre du Projet de Transfert considéré, son ou ses droits résultants de l'article 9.3.

La Notification de Transfert vaudra, le cas échéant, et sous les conditions prévues audit article 9.3 promesse de Transfert au profit des autres actionnaires.

La date de la Notification de Transfert fera courir le(s) délai(s) d'exercice des droits des actionnaires prévus à l'article 9.3.

A l'expiration de ce(s) délai(s), l'actionnaire qui n'aura pas notifié l'exercice d'un droit lui étant consenti aux termes de l'article 9.3 sera réputé avoir renoncé à l'exercice de ce droit au titre du seul Projet de Transfert en question.

Par ailleurs, dans le cas où le Cédant détiendrait une créance en compte courant d'actionnaire, le Préempteur (tel que défini ci-après à l'article 9.3) devra acquérir cette créance auprès du Cédant, dans les mêmes conditions que dans le cadre du Projet de Transfert.

9.2.3 Expertise

Dans tous les cas où les actionnaires auront recours à une expertise pour la détermination d'un prix ou d'une valeur, les principes suivants s'appliqueront :

(i) l'expertise désigne la procédure de détermination d'un prix ou d'une contrepartie par un expert désigné, soit d'un commun accord entre les actionnaires concernés, soit, à défaut d'accord entre les actionnaires concernés dans un délai de quinze (15) jours, par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal compétent statuant en la forme des référés, sans recours possible, sur demande de la partie la plus diligente (l'« ***Expert*** ») ;

(ii) l'Expert exercera sa mission conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil ;

(iii) d'ores et déjà, il est convenu entre les actionnaires qu'ils feront leurs meilleurs efforts pour que l'Expert désigné opère suivant une méthode multicritères telle qu'habituellement pratiquée pour ce type de transaction et qu'il ne pratique aucune décote, notamment de minorité, de *holding* ou d'illiquidité, concernant l'évaluation des Titres ;

(iv) les frais d'expertise seront répartis entre le Cédant, d'une part, et les actionnaires ayant sollicité l'expertise, d'autre part, à parts égales ;

(v) dans le cas où plusieurs stipulations des statuts pouvant s'appliquer concurremment et pouvant donner lieu à expertise seraient invoquées à l'occasion d'un même Transfert, il ne sera procédé qu'à une seule expertise. Dans ce cas, l'Expert désigné devra inclure dans son rapport les réponses aux demandes complémentaires présentées par d'autres actionnaires ;

(vi) préalablement à la remise de son rapport définitif, l'Expert remettra aux actionnaires concernés un rapport provisoire sur lequel les actionnaires concernés pourront pendant un délai de dix (10) jours à compter de la remise du rapport provisoire, lui faire part de leur éventuelles remarques, le rapport définitif de l'Expert sera notifié aux actionnaires concernés et à la Société dans les vingt (20) jours de la remise du rapport provisoire ; les actionnaires (concernés ou non) seront tenus par les conclusions de l'Expert, qu'ils acceptent par avance et renoncent par avance à contester, sauf en cas d'erreur grossière ou manifeste de l'Expert ;

(vii) le Cédant et/ou l'actionnaire ayant mis en œuvre l'Expertise pourront renoncer au Projet de Transfert concerné, en le notifiant au plus tard dans les dix (10) jours suivant la notification du rapport de l'Expert, à céder/acquérir les Titres, auquel cas la partie qui se rétractera supportera seule les honoraires et les frais de l'Expertise par exception au paragraphe (v) ci-dessus.

9.3 Droit de préemption

9.3.1 Principe

Tout Cédant consent aux autres actionnaires un droit de préemption sur les Titres Transférés mentionnées dans la Notification de Transfert.

Il est rappelé, en tant que de besoin, que le droit de préemption ne s'applique pas en cas de Transfert Libre.

9.3.2 Modalités d'exercice du droit de préemption

Les autres actionnaires disposeront d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la Notification de Transfert pour notifier au Cédant et à la Société qu'ils entendent exercer leur droit de préemption (le « ***Préempteur*** »), en indiquant le nombre de Titres qu'ils souhaitent préempter (les « ***Titres Préemptés*** »).

Le droit de préemption prévu au présent article s'exercera dans les conditions suivantes :

(i) le droit de préemption des autres actionnaires ne pourra s'exercer que pour la totalité des Titres Transférés, tel que ce nombre résulte des termes de la Notification de Transfert étant précisé que si le

nombre cumulés de Titres dont la préemption est demandée par les autres actionnaires, dépasse le nombre de Titres Transférés, ceux-ci seront répartis entre les actionnaires (i) en premier lieu, dans la limite de leurs demandes respectives et en proportion des participations dans le capital de la Société de chacun de ces actionnaires immédiatement avant la réalisation de la préemption et (ii) pour le surplus, dans la limite de la demande de chaque actionnaire qui aura souhaité exercer la préemption sur une quote part des Titres Transférés qui dépasse sa participation dans le capital de la Société, en proportion des participations dans le capital de la Société que chacun de ces actionnaires détiendrait immédiatement après la réalisation des Transferts visés au (i) ;

(ii) il est rappelé, à toutes fins utiles, que le Cessionnaire, dans le cas où il serait actionnaire et serait ainsi lui-même bénéficiaire du droit de préemption, pourra décider d'exercer ou de renoncer à son droit de préemption, sous réserve d'avoir mentionné explicitement sa décision dans la Notification de Transfert ;

(iii) en cas d'exercice du droit de préemption, le prix d'achat au Cédant des Titres Transférés sera :

(a) en cas de Transfert des Titres Transférés dont le prix est payable uniquement en numéraire, le prix convenu entre le Cédant et le Cessionnaire et mentionné dans la Notification de Transfert ; ou

(b) dans les autres cas, et notamment en cas de Donation, ou d'Opération d'Echange, ou d'une forme combinée de ces formes de Transfert, comme en cas d'Opération Complexe, la contrepartie offerte de bonne foi par le Cessionnaire (la « ***Contrepartie*** »), ou, en cas de contestation, la Contrepartie fixée par un Expert tel que défini à l'article 9.3, étant précisé que, dans cette hypothèse, la contestation devra être notifiée par l'autre actionnaire au Cédant et à la Société dans le délai prévu à l'article 11.3.2 ci-dessus pour l'exercice du droit de préemption ;

(iv) dans le cas où le droit de préemption serait exercé pour un nombre de Titres au moins égal à la totalité des Titres Transférés, le Cédant procédera au Transfert des Titres Transférés au bénéfice du Préempteur dans le délai prévu dans la Notification de Transfert (ou à défaut d'un tel délai dans les trente (30) jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption, éventuellement étendu en cas de recours à un Expert) ;

(v) dans le cas où les actionnaires auraient pu exercer leur droit de préemption et ne l'auraient pas exercé à l'occasion d'un Projet de Transfert ou dans le cas où le droit de préemption aurait été exercé pour un nombre de Titres inférieur à celui des Titres Transférés, le Cédant devra procéder au Transfert des Titres Transférés au profit du Cessionnaire, dans le strict respect des termes de la Notification de Transfert et dans le délai figurant dans la Notification de Transfert ou, à défaut de délai prévu, au plus tard dans les trente (30) jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption ;

(vi) faute pour le Cédant de procéder aux Transferts dans le respect des termes prévus aux paragraphes (iv) et (v) ci-dessus, il devra à nouveau, préalablement à tout Transfert de Titres, se conformer aux stipulations des présentes.

9.4 Transfert Libre

Tout actionnaire pourra librement Transférer tout ou partie des Titres qu'il détient à un ou plusieurs Affiliés (un « ***Transfert Libre*** »), à la condition que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

(i) que l'Affilié Cessionnaire se soit engagé à rétrocéder à l'actionnaire Cédant, qui se soit engagé à les acquérir ou à les faire acquérir par l'une de ses sociétés Affiliées, les Titres de la Société que l'Affilié détient, préalablement à la date à laquelle l'Affilié Cessionnaire cesserait d'être Affilié de l'actionnaire Cédant ;

(ii) que l'Affilié Cessionnaire soit préalablement devenu partie à tout accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société, l'actionnaire Cédant ayant convenu de rester solidaire des obligations de l'Affilié Cessionnaire au titre de cet accord extrastatutaire ;

(iii) que l'actionnaire Cédant ait notifié son projet de Transfert Libre aux autres actionnaires au moins dix (10) jours ouvrés avant la réalisation de ce Transfert. Cette notification devra comprendre l'ensemble des informations de nature à permettre aux autres actionnaires de vérifier que le Transfert Libre envisagé répond au cas de Transfert Libre visé au présent article.

Un Transfert Libre pourra également résulter d'un accord écrit et non-équivoque de l'ensemble des actionnaires de ne pas soumettre un Transfert de Titres aux restrictions prévues par le présent article 9. Cet accord pourra résulter d'un acte spécifique ou d'un accord général préalable dans le cadre d'un accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE – USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Le droit de communication ou de consultation de l'actionnaire peut être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et par le nu-propriétaire d'actions.

CHAPITRE III – ADMINISTRATION DE LA SEM

ARTICLE 12 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

12.1 Composition du conseil d'administration

Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un conseil d'administration composé de douze (12) membres, dont six (6) membres représentant la Région, deux (2) les collectivités territoriales et leurs groupements, (le « **Conseil d'Administration** ») désignés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La proportion des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au Conseil d'Administration est égale à la proportion du capital détenu par les collectivités territoriales ou leurs groupements, avec possibilité d'arrondir à l'unité supérieure ; les collectivités et leurs groupements devant détenir au moins la majorité des sièges.

Si le nombre des membres d'un Conseil d'Administration prévu à l'article L 225-17 du Code de commerce ne suffit pas à assurer, en raison de leur nombre, la représentation directe des collectivités territoriales ou de leurs groupements ayant une participation réduite au capital, ils sont réunis en assemblée spéciale, un siège au moins leur étant réservé. L'assemblée spéciale désigne parmi les élus de ces collectivités ou groupements le ou les représentants communs qui siégeront au Conseil d'Administration.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

12.2 Durée des fonctions

La durée des fonctions des administrateurs, autres que ceux représentant les collectivités territoriales ou leurs groupements, est de six (6) années. Elles prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les collectivités territoriales et leurs groupements ne participent pas à la désignation de ces administrateurs. Pour le calcul du quorum et la majorité, leurs actions ne sont pas prises en compte.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de celle-ci, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leur remplaçant par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant, dans ce cadre, à la gestion des affaires courantes de la Société.

En cas de vacance des postes représentants les collectivités territoriales ou leurs groupements, leurs assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref.

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration par l'assemblée délibérante qui les a élus, celle-ci étant tenue de pourvoir simultanément à leur remplacement et d'en informer le Président du Conseil d'Administration.

12.3 Limite d'âge :

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil d'Administration le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

Nonobstant ce qui précède, les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements ne peuvent être déclarés démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, ils dépassent la limite d'âge statutaire.

Il n'est pas tenu compte de ces personnes pour le calcul du nombre des administrateurs qui peuvent demeurer en fonction au-delà de la limite d'âge, en vertu des statuts de la Société.

12.4 Organisation et direction du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres personnes physiques un président (le « **Président** »). Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le Président est rééligible.

La rémunération du Président est déterminée par le Conseil d'Administration

Si le président est le représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, il ne peut percevoir une rémunération ou des avantages particuliers qu'après avoir été autorisé par une délibération expresse de l'assemblée qui l'a désigné. Cette délibération prévoit le montant maximum de la rémunération du Président.

Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'Administration s'il est âgé de plus de 70 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office, sauf s'il est désigné en tant que représentant d'une collectivité territoriale.

Le Conseil d'Administration peut révoquer le Président à tout moment. Toute disposition contraire est réputée non écrite.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

En cas d'absence du Président, le Conseil d'Administration désigne, parmi ses membres, un président de séance.

12.5 Réunions et délibérations de Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président, au siège social ou en tout autre lieu en France.

Tout membre du Conseil d'Administration ou le directeur général peut demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par les demandes qui lui sont ainsi adressées.

La convocation, qui mentionne l'ordre du jour, est faite par tous moyens écrits, en ce compris les courriels (avec accusé de réception), au moins huit (8) jours ouvrés avant la date de réunion ; elle peut aussi intervenir verbalement et sans délai si tous les administrateurs en sont d'accord et sont tous présents, réputés présents ou représentés ou en cas d'urgence dûment motivée par des circonstances exceptionnelles. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mission et une prise de décision éclairée.

Tout administrateur peut donner, par tous moyens écrits, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'Administration ; chaque administrateur ne pouvant représenter plus d'un administrateur.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi sous réserve des aménagements apportés par les statuts ou le règlement intérieur. En cas de partage des voix, celle du Président n'est pas prépondérante.

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires, le règlement intérieur pourra prévoir que sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Toutefois, la présence effective ou par représentation sera nécessaire pour toutes délibérations du Conseil relatives à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion, ainsi que pour l'établissement des comptes consolidés et du rapport sur la gestion du groupe ainsi que pour les décisions relatives à la révocation du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de

séance et au moins un administrateur ayant pris part à la séance. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par au moins deux administrateurs. Ils sont établis sur un registre spécial, coté et paraphé et tenu au siège social. Les copies ou extraits des délibérations du Conseil d'Administration sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

12.6 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Les décisions suivantes concernant la Société et ses Filiales seront soumises à l'autorisation expresse préalable du Conseil d'Administration :

(i) Validation et actualisation du plan d'affaires et du budget annuel ;

(ii) Validation et actualisation des critères de sélection des opérations d'investissements ;

(iii) Validation et actualisation du budget annuel et tout dépassement (qui ne figure pas dans le budget annuel) de budget annuel de plus de 5 % ;

(iv) Toute décision représentant un investissement, engagement, coût, responsabilité même potentielle (en ce compris toute décision concernant un éventuel litige), cession ou désinvestissement (y compris d'actifs) (i) dont le montant est supérieur à [200.000] euros, (ii) représentant plus de 10% des actifs ou (iii) portant sur un actif essentiel dans tous les cas, à l'exception de ce qui a été prévu dans le plan d'affaires et/ou dans le budget annuel voté et approuvé conformément au point (i) ci-dessus ;

(v) Toute décision de prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association ainsi que toute décision de création, transformation, acquisition, cession ou liquidation de succursales, filiales, bureaux ou autres établissements distincts (en ce compris tout prêt, apport en fiducie, démembrement des actions, droits de vote ou titres de filiales) ;

(vi) Toute émission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ou ses Filiales, et notamment tout plan d'intéressement des salariés ;

(vii) Conclusion et octroi de tout prêt, avance, caution, aval ou garantie consenti par la Société ou ses Filiales et conclusion par la Société ou ses Filiales de tout emprunt ou contrat de financement ainsi que la modification de leurs termes et conditions ;

(viii) Toute proposition de distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou autres distributions assimilées et sans que cette distribution ne puisse remettre en cause un investissement prioritaire pour la solvabilité de la société ;

(ix) Arrêté des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et approbation du rapport de gestion ;

(x) Nomination, rémunération, renouvellement et révocation du Président Directeur Général/Directeur Général ;

(xi) Tout appel de fonds en compte courant d'actionnaire (autre que dans le cadre d'un engagement existant des actionnaires au titre d'une convention de compte courant d'actionnaire) ;

(xii) Toute décision de recrutement, rupture ou modification du contrat de travail de toute personne dont le salaire brut annuel serait supérieur à [150.000] euros à l'exception des licenciements pour motif disciplinaire non prévu au Plan d'Affaires et/ou au budget annuel ;

(xiii) Toute modification de la localisation géographique des activités de la Société en dehors de la région ;

(xiv) Décision de confier tout mandat ou mission en vue de la levée de fonds, de la cession des titres de la Société ou l'une de ses filiales ;

(xv) Tout remboursement de dépenses excédant x euros en cumulé sur 12 mois glissants encourues par le Président Directeur Général/Directeur Général, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ;

(xvi) Toute décision susceptible de conduire à un cas de défaut au regard de la documentation relative au(x) financement(s) ;

(xvii) Toute décision soumise par le Conseil d'administration et ayant reçu un avis défavorable ou partagé d'un Comité.

« ***Filiale*** » désigne toute société contrôlée par la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou toute société dont les organes de direction sont composés majoritairement de membres nommés (ou dont la nomination a été proposée) par la Société.

Les décisions visées aux points (i) à (viii) ci-dessus sont prises à la majorité qualifiée des [5/6ème] des voix des membres présents ou représentées. Les décisions visées aux points (ix) à (xvii) ci-dessus sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas d'égalité de vote, le Président du conseil d'administration dispose d'une voix prépondérante. Dans le cas où la Société intervient pour le compte de tiers n'ayant pas apporté ou garanti la totalité du financement nécessaire à une opération autre que des prestations de services, l'intervention de la Société est soumise à l'accord préalable du Conseil d'Administration pris à une majorité des deux tiers comprenant la moitié, au moins, des administrateurs représentants les collectivités territoriales ou de leurs groupements, actionnaires, ainsi, s'il y a lieu, qu'à l'accord de la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'investissement est prévu.

12.7 Rémunération des administrateurs

Les administrateurs ne percevront aucune rémunération au titre de leurs fonctions et les frais éventuellement exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur mandat ne seront pas remboursés par la Société à l'exception des frais raisonnablement encourus par le Président du conseil d'administration qui seront remboursés sur présentation de justificatifs dans la limite de 2.000 euros en cumulé sur 12 mois glissants.

12.8 Comités

Le Conseil d'Administration peut décider de la création de tout comité chargé d'étudier les questions que le Conseil d'Administration ou son Président soumet pour avis à leur examen.

Le Conseil d'Administration fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Le Conseil d'Administration pourra notamment décider la création d'un comité technique en charge de se prononcer sur les opérations d'investissement de la Société et ses Filiales au regard notamment des critères de sélection approuvés le Conseil d'Administration.

ARTICLE 13 – DIRECTION GENERALE

13.1 Modalités d'exercice

Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société (la « **Direction générale** ») est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et qui prend le titre de directeur général (le « **Directeur Général** »).

Le Conseil d'Administration, en délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 12.6 des présents statuts, choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent. Ce mode de direction demeure en application jusqu'à décision contraire.

Lorsque la Direction générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'Administration, les stipulations ci-après relatives au Directeur Général lui sont applicables et il prendra dans ce cas le titre de Président Directeur Général.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

13.2 Pouvoirs

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve (i) des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration et (ii) des dispositions de l'article 12.7 ci-dessus. Le Conseil d'Administration pourra en outre limiter l'étendue des pouvoirs du Directeur Général de façon spécifique.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social de la Société, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Les stipulations des statuts ou les décisions du Conseil d'Administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

13.4 Rémunération

La rémunération du Président Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration.

13.5 Limite d'âge

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 65 ans. Si un Directeur Général vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

13.6 Révocation

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 14 - COMMUNICATION

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, les délibérations du Conseil d'Administration et des assemblées générales, accompagnées du rapport de présentation et de l'ensemble des pièces s'y rapportant, sont communiquées dans les quinze (15) jours suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département où la Société a son siège social.

De même, sont transmis au représentant de l'État les contrats visés aux articles L. 1523-2 à L. 1523-4 du Code général des collectivités territoriales, ainsi que les comptes annuels et le rapport du ou des commissaires aux comptes.

En cas de saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État, il est procédé à une seconde lecture de la délibération contestée par le Conseil d'Administration ou l'assemblée générale.

CHAPITRE IV – ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 15 – ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires, mixtes ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

14.1 Convocation

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu choisi par l'auteur de la convocation.

14.2 Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration et procéder à leur remplacement.

14.3 Droit d'admission aux assemblées

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription de ses actions dans les comptes de la Société au jour de la réunion de l'assemblée.

Tout actionnaire remplissant les conditions requises pour participer aux assemblées peut y assister personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance. Les formulaires de vote ne sont pris en compte qu'à condition de parvenir à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation au plus tard le jour ouvré précédent la date de l'assemblée, sauf délai plus court fixé par le Conseil d'Administration.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication satisfaisant aux caractéristiques techniques prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

14.4 Présidence

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration ou par le vice-président, s'il en existe un. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son Président.

14.5 Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, tant en son nom personnel que comme mandataire.

14.6 Quorum et majorité

Les assemblées générales, qu'elles soient à caractère ordinaire, extraordinaire, mixte ou spécial sont subordonnées à la présence au quorum d'une majorité des actions détenues par les collectivités territoriales. Elles délibèrent en outre dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur qui les régissent et exercent les pouvoirs qui leurs sont attribués par lesdites dispositions,

ARTICLE 16 – CENSEURS

Le Conseil d'Administration peut nommer, sur proposition de son Président, un ou plusieurs censeurs n'excédant pas 3, choisis parmi les actionnaires, personnes physiques ou morales, ou en dehors d'eux.

La durée de leurs fonctions est fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse excéder six (6) ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice social au cours duquel expire la durée de six (6) ans susvisée.

Les censeurs sont toujours rééligibles. Le Conseil d'Administration peut, à tout moment, mettre fin à leur mandat.

En cas de décès, démission ou cessation de fonctions d'un censeur pour tout autre motif, le Conseil d'Administration peut procéder à son remplacement pour la durée de ses fonctions restant à courir.

Les censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration. Les censeurs ont accès aux mêmes informations que celles communiquées aux administrateurs.

Les censeurs ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions.

CHAPITRE V – COMMISSAIRES AUX COMPTES – DELEGUE SPECIAL

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes exerçant leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le [□] et finit le [□].

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le [□].

ARTICLE 19 – COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration établit des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 20 - DELEGUE SPECIAL

Lorsqu'une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société, elle a le droit, à condition de ne pas en être actionnaire, d'être directement représentée auprès de la Société par un délégué spécial désigné par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement parmi ses membres.

Le délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par tous les organes de direction de la Société. Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration.

Le délégué spécial peut procéder à la vérification des livres et des documents comptables, et s'assurer de l'exactitude de leur mention, conformément aux dispositions de l'article L. 1524-6 du Code général des collectivités territoriales.

Le délégué spécial rend compte de son mandat dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les représentants au conseil d'administration par l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales.

Les mêmes dispositions sont applicables aux collectivités territoriales et au groupement de collectivités territoriales qui détiennent des obligations émises par la Société.

CHAPITRE VI – INVENTAIRE – BENEFICES - RESERVES

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Le Conseil d'Administration peut procéder à la distribution d'acomptes sur dividende dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

CHAPITRE VII – DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATION

ARTICLE 22 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 23 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les membres du Conseil d'Administration ou les commissaires aux comptes, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement relatifs aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 24 – NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés administrateurs de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le [◘] et tenue au cours de l'année [◘] :

- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘];
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘].

- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘];
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘].

Chacun des administrateurs a déclaré par avance accepter les fonctions ainsi confiées et déclaré qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne lui interdit d'exercer celles-ci.

ARTICLE 25 – NOMINATION DES PREMIERS CENSEURS [OPTIONNEL]

Sont nommés censeurs de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le [◘] et tenue au cours de l'année [◘] :

- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘];
- Monsieur/Madame [◘], né le [◘] à [◘] de nationalité [◘], domicilié au [◘] ;

ARTICLE 26 – DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Sont nommés pour une durée de six (6) exercices :

- [□], société [□], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [□] sous le numéro [□] dont le siège social est sis [□] en qualité de Commissaire aux comptes titulaire,

- [[□] né(e) le [□] à [□] de nationalité française domicilié(e) [□], en qualité de Commissaire aux comptes suppléant,]

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, ont fait connaître à l'avance qu'ils acceptaient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni interdiction susceptible d'empêcher leur nomination.

ARTICLE 27 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – REPRISE DES ENGAGEMENTS SOUSCRITS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter, purement et simplement, les actes accomplis pour le compte de la société en formation, tels qu'ils sont énoncés dans un état annexé aux présents statuts avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la Société.

En conséquence, la Société reprendra, purement et simplement, lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

L'immatriculation de la Société emportera de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

ARTICLE 28 - PUBLICITÉ – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à [□] ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social,
- pour faire procéder à toutes les formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés,
- et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à [□],
Le [□] 2020
En [□] ([□]) exemplaires

_____ _____

Pour la Caisse des dépôts et consignations
Monsieur/ Madame [◻]
Et pour acceptation de son mandat d'administrateur

Pour [◻]
Monsieur/ Madame [◻]
Et pour acceptation de son mandat d'administrateur

_____
Monsieur/ Madame [◻]
Pour acceptation de son mandat d'administrateur

_____
Monsieur/ Madame [◻]
Pour acceptation de son mandat d'administrateur

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C28
DU 15 OCTOBRE 2020

DIVERSES MESURES RÉGIONALES DANS LE CADRE DE LA CRISE DU COVID-19

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 relatif au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 2020-046 du 24 septembre 2020 relatif à la prorogation des dispositifs liés à la crise Covid-19 ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 relative à diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CP 2020-C04 du 3 avril 2020, modifiée par la délibération n° CP 2020-170 du 27 mai 2020, relative au fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé ;

VU la délibération n° CP 2020-408 du 23 septembre 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de- France – 5ème affectation pour 2020 ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU les demandes d'aide formulées aux services de la Région ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C28 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1. Modifications du règlement d'intervention d'aide aux collectivités et établissements d'enseignements supérieurs franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19.

Approuve la modification du RI relatif à l'aide aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur pour la mise en place d'actions de dépistage COVID-19 adopté par délibération n° CP 2020-408 du 23 septembre 2020, tel que présenté en annexe 1 de la présente délibération.

Approuve la modification de la convention-type associée à ce dispositif adoptée par délibération n° CP 2020-408 du 23 septembre 2020, telle que présentée en annexe.

Article 2 : Subventions dans le cadre du fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé

Décide d'attribuer des subventions aux bénéficiaires et pour les montants figurant en annexes 2, 3, 4 et 5, au titre du dispositif « fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé » adopté par délibération n° CP 2020-C04 du 3 avril 2020 modifiée par délibération N° CP 2020-170 du 27 mai 2020, pour un montant total de 1 059 239,09 €.

Les modalités de versement et les conditions d'utilisation des subventions sont régies par le règlement d'intervention du fonds d'urgence de soutien aux professionnels de santé et le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France susvisés.

Approuve la modification de la convention-type adoptée par décision n° PR 2020-001 du 6 juillet 2020, figurant en annexe 6 de la délibération.

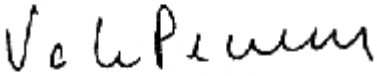
Subordonne le versement des subventions supérieures ou égales à 23.000 € à la signature, avec les bénéficiaires, de cette convention-type et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions inférieures à 23.000 € à l'envoi de notifications.

Le montant des subventions de fonctionnement attribuées de 597 883,50 €, et présentées en annexes 2 et 3, est imputé sur l'autorisation d'engagement affectée par délibération n° CP 2020-C04 susvisée sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 01) « Prévention et éducation à la santé », action 141 00 113 « Région solidaire – Covid 19 » du budget 2020.

Le montant des subventions d'investissement attribuées de 461 355,59 €, et présentées en annexes 4 et 5, est imputé sur l'autorisation de programme affectée par délibération n° CP 2020-C04 susvisée sur le chapitre 904 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 02) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 00 204 « Région solidaire – Covid 19 » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 15 octobre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 15 octobre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201015-lmc194073-DE-1-1) et affichage ou notification le 15 octobre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE_1___RI_COLLECTIVITES_ET_UNIVERSITES.docx.pdf

Règlement d'intervention :
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19

Face à la recrudescence de l'épidémie de Covid-19 en Ile-de-France, le renforcement des capacités de tests est une clé essentielle pour que la rentrée des Franciliens se déroule dans les meilleures conditions.

En complément des actions organisées au niveau national et par l'Agence Régionale de Santé, les collectivités locales jouent un rôle majeur dans la prévention et la sensibilisation des Franciliens ainsi que dans la lutte contre la circulation du virus. Pleinement consciente de ce rôle et dans la droite ligne des actions menées conjointement depuis le début de la crise sanitaire, la Région Ile-de-France souhaite soutenir financièrement les collectivités désireuses de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 sur leur territoire.

En outre, face à l'augmentation de clusters dans les écoles et les universités franciliennes, la Région entend accompagner les établissements d'enseignement supérieur pour mettre en place des actions de dépistage de la COVID-19.

Objectifs du dispositif

Le dispositif consiste en une subvention proposée aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et aux établissements d'enseignement supérieur souhaitant mettre en place de nouvelles opérations de dépistage du Covid-19 au moyen de tests virologiques et sérologiques rapides, gratuits et sans rendez-vous.

L'objectif est de proposer aux étudiants, aux Franciliens, et notamment à ceux utilisant les transports en commun, de nouveaux points de dépistage sur le territoire francilien.

Critères d'éligibilité

Bénéficiaires

Sont éligibles au dispositif : les communes et les EPCI dont les syndicats mixtes, les syndicats intercommunaux et les établissements d'enseignements supérieurs.

Projets

Les projets éligibles consistent en la réalisation d'une campagne de tests diagnostiques du Sars-CoV-2. Les points de dépistage doivent permettre de proposer gratuitement et sans rendez-vous, des tests de sérologie rapide, des tests virologiques de type RT-PCR, ou les deux types de tests.
Ces tests doivent être accessibles au grand public, grâce à la mise en place de nouveaux points de dépistage.

Les tests doivent être réalisés dans le strict respect de la réglementation en vigueur, notamment concernant la qualification des professionnels au contact du public. La confidentialité des données recueillies doit être assurée.

Le bénéficiaire doit faire respecter les recommandations sanitaires visant à limiter la propagation de la maladie Covid-19 telles que fixées par les protocoles nationaux.

Modalités de l'aide

Le montant de l'aide est de 20 000 euros (€) maximum par commune ou EPCI ou établissements d'enseignement supérieur, dans la limite de 100% des dépenses éligibles.

Cette subvention est dédiée exclusivement aux dépenses ayant permis la mise en place de nouveaux points de dépistage, et, couvre en fonctionnement notamment les prestations de services, achats de fourniture ou petit équipement, et en investissement les dépenses relatives au matériel ou équipement immobilisable associé directement à l'objet du soutien régional.

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA.

En application de la règle de non-cumul des aides, un même projet ne pourra pas être financé par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des projets différents.

Dans le respect du Règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur, les dépenses prises en compte pour le calcul de la subvention ne peuvent être antérieures au 15 septembre 2020.

Les subventions attribuées au titre du présent règlement en fonctionnement relèvent du chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 01) « Prévention et éducation à la santé », action 141 00 113 « Région solidaire – Covid 19 » et en investissement sur le chapitre 904 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 02) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 00 204 « Région solidaire – Covid 19 ».

Convention-type : Solutions de dépistage du Covid-19

Lutte contre le Covid-19 et soutien à la reprise de l'activité
Dispositif d'aide à la mise en place d'opérations de dépistage

Convention entre la région Ile-de-France et …….

Entre
La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et
La ……représenté(e) par.....,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie, la Région s'est pleinement mobilisée aux côtés des établissements d'enseignement supérieur pour soutenir le système de santé et accompagner au mieux la reprise de l'activité.

Une politique massive de tests est aujourd'hui une des clés de la maîtrise de la propagation du virus COVID-19. Soucieuse d'éviter l'apparition d'une nouvelle vague épidémique, la Région joint ses efforts à ceux des établissements d'enseignement supérieur pour faciliter et encourager le dépistage du virus en Ile-de-France.

A cet effet, la Région souhaite soutenir financièrement les établissements d'enseignement supérieur désirant développer, en partenariat avec la Région, une opération de dépistage du Covid-19, rapide, gratuite et sans-rendez- vous, à partir de septembre 2020. La multiplication des points de dépistage permettra ainsi un accès facilité à des tests virologiques et sérologiques rapides, au plus grand nombre d'étudiants Franciliens.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de l'établissement d'enseignement supérieur « …… » en vue d'aider à la mise en place d'une opération de dépistage du COVID-19 conformément au dossier déposé lors de la demande de subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1. La réalisation du projet

Le bénéficiaire de la subvention versée par la Région prend les engagements suivants :

- Il réalise le projet visé à l'article 1 et conformément au dossier déposé lors de la demande de financement ;
- Il inscrit dans son budget de fonctionnement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération de dépistage ;
- Il ne doit pas avoir démarré l'opération avant le 15 septembre 2020 ;
- L'opération de dépistage propose à la fois des tests virologiques et sérologiques rapides. L'accès aux tests de dépistage du Covid-19 doit être gratuit, instantané et sans rendez-vous. Le patient doit être rapidement informé du résultat du dépistage ;
- Il veille à ce que l'ensemble des opérations de dépistage se déroule conformément à la réglementation en vigueur, tout particulièrement concernant le secret médical et le respect du RGPD, et dans le respect des protocoles et consignes délivrées par les autorités sanitaires ;
- La confidentialité des données de santé recueillies doit être assurée conformément à la réglementation en vigueur.

2.2. Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou d'alternant(s)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », une dérogation exceptionnelle est accordée à tous les bénéficiaires afin de prendre en compte le contexte actuel lié au plan de relance régional de la crise sanitaire Covid -19.

2.3. Obligation d'information, d'accès aux documents et de bilan

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région, à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité de l'opération de dépistage aux objectifs visés à l'article 2.

Un bilan quantitatif et qualitatif de la campagne de tests sera communiqué à la Région, faisant apparaitre le nombre de personnes ayant pu bénéficier d'un test, la nature des tests pratiqués (sérologiques, virologiques), et dans la mesure du possible le taux de positivité desdits tests. Le bénéficiaire s'engage à respecter strictement, tout au long des opérations de dépistage, les règles de secret médical mais aussi du RGPD.

2.5. Obligation en matière de communication

Cette opération de dépistage étant fortement soutenue par la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, la contribution régionale.

A ce titre, il prend les engagements suivants :

- Il insérera le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble de ses supports de communication (physiques ou numériques) relatifs à l'opération de dépistage ;
- Pendant toute la durée de l'opération, les points de dépistage mis en place devront assurer une visibilité de la Région au moyen de supports visuels mentionnant l'implication de la Région ;
- Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention feront expressément référence à l'implication de la Région ;
- Il coopérera à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention et décidées par l'institution régionale ;
- Il respectera les usages, le protocole et l'ordre de préséance sur les supports d'invitation en tant que financeur et respecter le rang et les préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son

représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports ;
- Après l'achèvement de l'opération, il présentera, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage soutenir financièrement, selon les taux définis dans le dispositif-cadre, le projet de ……

A la demande du bénéficiaire, la Région peut fournir des tests sérologiques rapides (TROD), dans la limite de ses stocks disponibles.

Conformément à la délibération n° …… du ..... , la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant de maximal de ……. €, représentant ..... % du coût total HT de l'opération.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1. Calcul du montant de la subvention

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, à partir des dépenses hors TVA.

4.2. Révision du montant de la subvention

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective de l'opération, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3. Règles de caducité

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an

maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération

4.4. Modalités de versement de la subvention

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

4.4.1. Versement des avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 50 % de la subvention.

4.4.2. Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

4.4.3. Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la production :

- D'un bilan d'exécution de l'opération dûment signé par le représentant légal du bénéficiaire ;
- D'un compte rendu financier de l'action subventionnée comprenant la signature du représentant légal ;
- D'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état est dûment complété, daté et signé par le représentant légal revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme et doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et de Paris

4.4.4. Dépenses éligibles

Les dépenses prises en compte par la Région regroupent toutes les dépenses de fonctionnement engagées par le bénéficiaire pour mettre en place des points de dépistage du Covid-19 au moyen de tests virologiques et sérologiques rapides telles que, par exemple, la location de tentes ou d'espaces de dépistage, la rémunération des laboratoires de prélèvement, l'acquisition du matériel de protection, etc.

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- En cas de réalisation d'une opération non-conformes à celle décrite dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- En l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention ;
- En cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1. Date d'effet

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2. Durée de la convention

La présence convention prend effet lors du versement du solde de la subvention régionale ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- L'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- En l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- L'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen deux exemplaires originaux, le

ANNEXE 2 - DOSSIERS FONCTIONNEMENT BENEFICIAIRES PRIVES

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00000033	SELARL PHARMACIE DE PARIS	92160	ANTONY	51767030300018	166,78
00000216	JENNEQUIN CATHERINE	92320	CHATILLON	51508052100013	183,79
00000257	SELARL PHARMAPLAISIR	78370	PLAISIR	52411765200015	176,00
00000260	SELARL PHARMACIE LEFRANC	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	84222450300016	1 497,72
00000268	GIRAUD EMILIE	92500	RUEIL MALMAISON	53304515900027	628,62
00000272	DR VIRGINIE TOUBAL	78500	SARTROUVILLE	79316323900031	347,85
00000314	PHARMACIE SAINTE HONORINE	95150	TAVERNY	49813574800016	309,48
00000317	NADINE MARCEAUX	78170	LA CELLE SAINT CLOUD	43336056700047	494,77
00000341	PHARMACIE JEHAN	78120	RAMBOUILLET	88074147500011	723,50
00000347	VERONIQUE PLAT- PARYS PHARMACIE	95200	SARCELLES	42469530200028	268,62
00000388	SELARL KEM	94410	SAINT MAURICE	50891113800016	34,48
00000409	VALERIA BURTOI	91290	ARPAJON	52833436000039	329,86
00000448	ESPACE VIE	91100	CORBEIL ESSONNES	79441773300019	18 169,81
00000468	PHARMACIE DU MARCHE	91480	QUINCY SOUS SENART	52786341900018	270,00
00000469	CABINET INFIRMIER AMRANE FAHIMA	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	78884062700020	497,53
00000480	PHARMACIE BOUSSIRON	92600	ASNIERES SUR SEINE	32969974800037	502,26
00000488	TAFFARY FABIENNE	95200	SARCELLES	39202966600063	346,50
00000500	PHARMACIE PRINCIPALE	78840	FRENEUSE	45250678500016	50,84
00000513	SELARL DR CHADENIER	77400	LAGNY SUR MARNE	81821679800012	46,60
00000536	PHARMACIE BENSAID - CENTRE COMMERCIAL GRANDE BORNE	95190	GOUSSAINVILLE	43387444300016	732,62
00000538	ANTOINE CRISAN	92220	BAGNEUX	33979804300065	332,77
00000546	PHARMACIE LV	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	83290748900013	80,26
00000551	DOCTEUR PIERRE KATERJI	78410	AUBERGENVILLE	83390094700023	1 866,64
00000561	NICOLE MENANT	95500	GONESSE	44467742100034	475,48
00000563	DESMONTS KALIGA, NICOLA	95220	HERBLAY SUR SEINE	79181262100021	153,99
00000573	SCM MEDICALE DUGOMMIER	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	37902151200023	273,24
00000575	PHARMACIE TRAN BERGER	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	53286279400015	326,40
00000578	KOM-CONCEPTION CAMILLE	93160	NOISY LE GRAND	52858147300030	59,76
00000592	DOCTEUR CORNUOT-LUREAU	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	43440860500013	123,99
00000602	PHARMACENTERSELAS	93000	BOBIGNY	48424442100018	790,00
00000616	SELARL PHARMACIE ATTALI	93310	LE PRE SAINT GERVAIS	50431574800013	126,38
00000623	SELARL GUILLAUME GROSJEAN	92200	NEUILLY SUR SEINE	84954190900016	4 418,45
00000642	ROSS CECILE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	79381896400033	288,40
00000653	SELARL PHARMACIE BENSIMHON	95350	SAINT BRICE SOUS FORET	49159079000011	330,00
00000661	SELARL IINFIRMIERS DU VAL DE MARNE	94000	CRETEIL	81823247200022	3 591,68
00000674	DR MAHMOUD MOHAMED	95190	GOUSSAINVILLE	81883740300018	686,99
00000684	PHARMACIE CHOLAY-COLTEAU	94450	LIMEIL BREVANNES	52540573400019	525,05
00000692	ADASSA - CENTRE DE SANTE JEAN JAURES LAUMIERE	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	75015834700039	1 046,51
00000707	PHARMACIE DU GRAND PARIS	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	45003548000026	2 118,00
00000721	Prasquévy DEMANOFF	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	34482202800033	785,50
00000734	SELAS LOURMEL	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	49373331500011	2 000,00
00000735	CHARRE FLORENCE	92300	LEVALLOIS PERRET	83509165300013	470,39
00000751	REZKI ZOULIKHA	91300	MASSY	47977454900030	220,98
00000754	SELARL PHARMACIE SAINT ANTOINE	78150	LE CHESNAY	43966339400013	15,80
00000763	SELARL JBA	92340	BOURG LA REINE	78879466700014	411,20
00000773	GUIOT DUCARNE EMELINE	91240	SAINT MICHEL SUR ORGE	49389503100059	433,88
00000810	CENTRE DE SANTÉ MEDICAL ET DENTAIRE POLYVALENT CIE FILLES CHARITE SAINT-VINCENT-DE-PAUL (S	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	77566580500468	958,88
00000842	BROCHET STEPHANIE INFIRMIERE LIBERALE	77260	LA FERTE SOUS JOUARRE	82174309300014	545,07
00000860	DR BRETTE	78940	LA QUEUE LES YVELINES	50943738000025	102,69
00000862	HAI NGUYEN-DINH	95230	SOISY SOUS MONTMORENCY	39274284700024	235,09
00000865	COHEN RAPHAEL DANY	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	34118127900017	352,89
00000866	JACKS NABET CLAUDINE	94300	VINCENNES	34786233600034	663,42
00000875	SARAH SANTE AUTEUIL	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	81768835100011	662,61
00000880	COURTET JENNIFER	78800	HOUILLES	81178274700018	176,23
00000883	SELARL DR MICHAEL ATLAN	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	84270633500010	20 860,78
00000891	SELAS TAING	77400	THORIGNY SUR MARNE	44908424300020	130,00
00000912	MAGALIE KUSIAK KANE	92230	GENNEVILLIERS	83392581100022	158,00
00000914	SIGNORET CORINNE	92220	BAGNEUX	39249707900039	471,68
00000915	SOLENNE LECUIVRE	77370	NANGIS	78971887100021	228,24
00000923	LEDRU NATHALIE	95130	FRANCONVILLE	43430713800041	244,00
00000929	SELARL CENTRE D'IMAGERIE	92700	COLOMBES	44828094100023	2 194,58
00000930	DR SMATT	75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	47998237300025	740,37
00000931	JEAN PIERRE BATARD	91090	LISSES	34134191500021	202,08
00000932	GALLOIS ANNE	77400	LAGNY SUR MARNE	85405126500015	149,34
00000934	PASSE CLAIRE	92120	MONTROUGE	53293879200043	591,48
00000935	SCM GROUPE MÉDICAL DU PLATEAU	78500	SARTROUVILLE	38453555500021	618,45
00000946	LES KYNES DE MICHEL BIZOT	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	53530133700064	942,29
00000949	DELANDRE ANAÏS	77130	VILLE SAINT JACQUES	49478507400043	308,35
00000950	CABOT MORGANE	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	47964934500036	49,62
00000951	VIRGINIE RABEAU	92140	CLAMART	82850694900019	397,96
00000956	ALAIN GRINHOLTZ	93110	ROSNY SOUS BOIS	37809194600012	81,60
00000957	SCM KOP11	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	79128684200038	236,76
00000958	BORGES JEAN-DANIEL	95300	ENNERY	48339277500027	426,20

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00000959	PHARMACIE DE LA MAIRIE	91540	MENNECY	50020123100015	705,00
00000968	SANDRINE GARNIER ORTHOPTISTE	93330	NEUILLY SUR MARNE	41515513400042	91,20
00000982	ROBERT KOENIG NATHALIE	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	42380175200050	140,02
00000986	ISS PHYSIO JEAN BOUIN - PAUL OLIVE	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	78923340000058	945,61
00000987	SCM KINE LC	77600	BUSSY SAINT GEORGES	79486472800025	437,04
00000988	CECILE FERRONI	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	40190217600031	386,84
00000990	EUGENIA NANNI	94160	SAINT MANDE	79361716800026	201,83
00000991	LAETITIA DUDRET CHEVALERIAS	91800	BRUNOY	42898889300023	69,68
00000996	SELARL BRUNO DA CRUZ MASSEUR KINESITHERAPEUTE	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	78860000500011	93,30
00000997	SCM MDT	78280	GUYANCOURT	48956935000015	515,98
00000998	MANNONI ALEXANDRA	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	50342817900074	386,20
00000999	ERIC VERHAEGHE	94380	BONNEUIL SUR MARNE	40241581400035	138,35
00001002	FERREIRA CYRILLE	92500	RUEIL MALMAISON	50276911000037	489,53
00001004	CLADT THIERRY	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	39238725400023	97,50
00001005	SELARL LA CYRENE	77160	PROVINS	85107635600019	567,60
00001006	JEAN PASCAL TEROL	95100	ARGENTEUIL	40801565900035	622,54
00001008	BELLAICHE DENIS	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	39267347100042	2 301,50
00001009	MARINE PIRON	78590	NOISY LE ROI	50022919000052	362,60
00001011	VERONIQUE PASSAS	78460	CHEVREUSE	32983141600022	106,50
00001013	FIEVEZ CYRIL	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	50521986500027	231,75
00001014	PHILIPPE SATRAT	94170	LE PERREUX SUR MARNE	37859420400042	21,56
00001015	PASCAL BURRIEZ EMILIE	94000	CRETEIL	44327760300033	431,52
00001016	FAYAULT MATHIEU	95880	ENGHIEN LES BAINS	51961200600014	80,30
00001017	CHLOÉ SALOMON	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	79791214400038	94,95
00001018	SOPHIE CABARET	75005	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	79470073200033	168,43
00001019	STEPHANE POUSSY	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	37834156400029	419,64
00001022	CABINET D'ORTHOPHONIE, WORMS VALÉRIE	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	41413667100040	237,41
00001024	LIÉNARD GIACOMINA	77510	REBAIS	82031928300017	261,25
00001025	WALTER LANDO	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	38357322700030	489,20
00001026	LÉA TEYGEMAN	77240	VERT SAINT DENIS	81014059000029	10,56
00001028	PRZEGALINSKI-VERNAY ANNE	94100	SAINT MAUR DES FOSSES	34530455400016	168,29
00001029	GERARDIN ELISE	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	82396274100026	59,60
00001030	STÉPHANE MANSON	94220	CHARENTON LE PONT	43879793800034	1 136,87
00001031	NIVET-CHARMILLE JULIE	94700	MAISONS ALFORT	53301642400038	34,21
00001032	DORÉ ROUSVOAL MARION	95170	DEUIL LA BARRE	79507822900023	408,71
00001034	OUAZANA MARIE	78100	SAINT GERMAIN EN LAYE	33311860200049	142,74
00001035	HOUROUX SAINT-MICHEL EMMANUELLE	94700	MAISONS ALFORT	51407115800042	85,92
00001036	AMELIE DUPERRON	75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	83181984200046	347,49
00001037	CLAQUIN ROMAIN	92320	CHATILLON	79411022100023	1 422,59
00001038	CATHERINE BOURGARIT	78940	LA QUEUE LES YVELINES	43441292000028	39,90
00001039	DELANNOY JULIE	78000	VERSAILLES	44764004600085	240,83
00001040	VENGATTARAMANAIKANE JULIE	94300	VINCENNES	83137011900024	241,90
00001041	ISABELLE CHOT-PLASSOT	94310	ORLY	38020966800033	1 830,39
00001042	GEAY CHRISTINE	91810	VERT LE GRAND	49433277800054	643,44
00001043	NATHAN AJZENBERG	77000	MELUN	81006395800039	574,18
00001044	ASTOU KANE	94400	VITRY SUR SEINE	79282378300024	678,88
00001046	MARASCA AUDE	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	44267733200060	112,66
00001048	ANSALDI VÉRONIQUE	95580	ANDILLY	42162587200054	74,17
00001049	GERVAIS GERMAIN CHRISTÈLE	95490	VAUREAL	40328412800028	150,27
00001050	MME FREDERIQUE PARISOT - CABINET DE KINESITHERAPIE	95100	ARGENTEUIL	37969709700044	130,16
00001053	FONTENOY BERNARD	77124	CREGY LES MEAUX	34854193900032	180,10
00001056	AGNÈS ALLOUL	94430	CHENNEVIERES SUR MARNE	38943053900046	213,96
00001057	SANDRINE VACHERAND	78310	MAUREPAS	33934222200058	72,50
00001060	CABINET GLIKSMAN	78490	MONTFORT L AMAURY	33338169700031	101,35
00001063	TOUBOUL CORINNE	95430	AUVERS SUR OISE	41389744800010	194,61
00001064	ARTIGUEBIEILLE DAPHNÉ	77410	CLAYE SOUILLY	41534261700024	119,60
00001065	RENÉ-BOIS DEBORAH	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	80418190700036	544,85
00001067	COOPERATIVE DE SANTÉ RICHERAND	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	84432522500010	845,25
00001073	SELARL VOIR	78150	LE CHESNAY	81349882100020	1 003,85
00001074	CÉCILE TYMEN	77176	SAVIGNY LE TEMPLE	50758283100016	104,95
00001076	LEMIEUVRE MATHILDE	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	48490833000042	135,00
00001077	MARIE MOULONGUET	92400	COURBEVOIE	33165689200014	26,38
00001079	BRÉHÉRET MORGANE	94130	NOGENT SUR MARNE	81297887200032	69,53
00001080	ALEXANDRA YVAREN	78200	MAGNANVILLE	40286954900038	477,67
00001081	DEYMARD PIERRE	93100	MONTREUIL	33256449100022	1 200,00
00001083	GERDOLLE CATHERINE	92190	MEUDON	37777355100033	6,60
00001084	CHOEF THIERRY	78450	VILLEPREUX	32983002000023	233,50
00001086	WOLFF HÉLÈNE	92260	FONTENAY AUX ROSES	79536351400022	90,29
00001089	DAUTREAUX RENAUD	95380	LOUVRES	41093421000023	182,53
00001092	JULIEN MAURIN	78150	LE CHESNAY	50763772600021	285,18
00001098	SABINE SIMON - CABINET D'ORTHOPHONIE	77700	CHESSY	38260314000049	244,61
00001099	MARION DANNE	78111	DAMMARTIN EN SERVE	50878776900035	89,12
00001100	BAZIN DE BEZONS CHRISTINE	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	33210353000058	141,28

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00001102	HOU JULIE	77420	CHAMPS SUR MARNE	79024058400025	209,40
00001104	CATHERINE DE BREBISSON	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	39821168000010	45,16
00001105	NICOLAS STEPHAN	77200	TORCY	39319508600037	154,70
00001106	SELARL PHARMACIE PLASSON	78110	LE VESINET	49414874500016	350,00
00001108	SCM KINÉS DES BOIS ROCHEFORT	95240	CORMEILLES EN PARISIS	79507818700023	282,08
00001109	QUINTON EVELYNE	75002	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	41416466500039	100,95
00001112	FRERET THOMAS	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	81441168200028	101,30
00001115	MARION GUICHARD - SCM KINEO	94000	CRETEIL	38933185100029	428,43
00001119	GUIOT ELISE	92260	FONTENAY AUX ROSES	80368078400029	171,20
00001120	DR LUDOVIC COHEN	92140	CLAMART	44843697200047	378,00
00001126	JULIA BARTHÉLÉMY	93220	GAGNY	80118843400014	162,61
00001129	RODITI EVELYNE	92120	MONTROUGE	39295637100042	333,75
00001130	JULIE DIVETAIN	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	45062129700073	176,09
00001133	SCM FOROGAMA	78690	SAINT REMY L HONORE	85350133600012	773,14
00001136	AMMYDRISS RAFIK	91700	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	52353230700023	927,60
00001137	CADOT FRANÇOIS	94210	SAINT MAUR DES FOSSES	40940256700054	292,09
00001138	ERWANN LE RUMEUR	75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	51397995500046	57,60
00001139	VALERIE GOURDON - CABINET D'ORTHOPHONIE	95400	VILLIERS LE BEL	39343812200037	167,25
00001140	SEGUI-CHAUTANT CHRISTELLE	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	42452789300038	133,02
00001141	ROBERT CEDRIC	93460	GOURNAY SUR MARNE	43427734900065	1 030,23
00001148	CUGNOD PAMÉLA	95330	DOMONT	50492702100049	174,35
00001151	FRÉDÉRIC LINEE	78240	CHAMBOURCY	38475745600049	389,06
00001154	PAULINE BLANQUART	92250	LA GARENNE COLOMBES	50046199100043	48,38
00001156	BENAMARA ABDELAALI	93170	BAGNOLET	44915942500023	229,50
00001159	ASTRID HUCHOT	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	75258460700051	34,30
00001162	BOUVARD MARTIN	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	52487966500031	289,30
00001165	AURÉLIA MEUNIER	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	80239444500026	48,59
00001166	LECLERE CECILE ORTHOPHONISTE	91510	JANVILLE SUR JUINE	43280559600033	42,30
00001169	CECILIA MARC-GUINEBERTIERE	92300	LEVALLOIS PERRET	41152871400057	63,19
00001176	MICHEL DESCHAMPS	78210	SAINT CYR L ECOLE	42434977700013	234,00
00001177	GERALDINE LE MAOUT	78310	COIGNIERES	52479221500039	43,02
00001182	FABRICE RAVENEL	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	39209960200022	183,52
00001184	SELARL MARIE VERDY	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	53923108400010	338,13
00001185	LE ROUX REMI	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	39166377000033	211,77
00001188	LENOIR DOMINQUE	78300	POISSY	33463897000023	263,43
00001190	PHARMACIE ABBI	78200	MANTES LA JOLIE	44397389600014	1 785,28
00001191	SISA MSP LAHIRE-JEANNE D'ARC	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	84045802000012	919,86
00001192	HEMARD EMMANUEL	94600	CHOISY LE ROI	34939592100035	137,52
00001196	CHARNAILLAT CAMILLE	91370	VERRIERES LE BUISSON	83967807500012	133,62
00001198	LISA RAPPAPORT	94100	SAINT MAUR DES FOSSES	50759638500025	6,60
00001200	PAULINE BERTHELOT	92130	ISSY LES MOULINEAUX	50849132100040	50,50
00001202	VIRGINIE GAYET	78200	MANTES LA JOLIE	41497087100029	226,79
00001206	DI CARLO MARLENE	91360	VILLEMOISSON SUR ORGE	78896412000026	351,46
00001209	COHEN CHRYSTÈLE	93370	MONTFERMEIL	40157608700027	290,86
00001212	SCM AHV	95130	FRANCONVILLE	42046612000029	1 716,44
00001213	PATRICK MANGEZ	92140	CLAMART	45309374200022	4 845,20
00001215	LOÏC FEUERSTOSS	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	53066134700050	284,34
00001218	EMMANUEL BLONDEAU	77100	MEAUX	33175518100012	382,28
00001222	SEVERINE MORIN	93110	ROSNY SOUS BOIS	53168211000030	388,70
00001223	MME SOPHIE WEISSBERGER - LAGRANGE SCM PASTEUR	77550	MOISSY CRAMAYEL	39995325600043	497,99
00001224	GENTY VERONIQUE	77100	MEAUX	34373989200028	26,40
00001225	ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER	78840	FRENEUSE	39494317900041	43,00
00001226	COLIN MICHÈLE	94100	SAINT MAUR DES FOSSES	50913283300039	140,34
00001227	MOREAU BRICE	95100	ARGENTEUIL	50912531600059	310,00
00001228	AURÉLIE CELLIER	77450	ESBLY	50342391500035	431,95
00001232	FRÉDÉRIQUE BOUSQUET	77700	COUPVRAY	32639198400027	249,00
00001233	THIERRY DEMARD	77170	BRIE COMTE ROBERT	31964286400031	213,50
00001234	JULIEN AUBARD - SCM PHYSIOMAST	92400	COURBEVOIE	50052576100051	467,46
00001236	BERLEMONT MARIE-HELENE	95600	EAUBONNE	44073738500029	89,00
00001239	LE PARCO ANNE-CÉCILE	93100	MONTREUIL	43330293200028	71,86
00001244	MARIE-HELENE CROIX SANNIER	91370	VERRIERES LE BUISSON	41532199100028	229,10
00001245	TRULLARD VIRGINIE	91170	VIRY CHATILLON	43352126700016	154,70
00001246	SABY JOSEPHINE	92130	ISSY LES MOULINEAUX	50308995500036	216,92
00001247	KUTELMACH SYLVIE	95520	OSNY	34196295900035	141,15
00001249	NADINE REMACLE	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	41416487100017	46,36
00001250	DOCTEUR THIERRY BARBEY	78100	SAINT GERMAIN EN LAYE	39528610700036	2 094,00
00001251	FLAYAC PERRINE	95260	BEAUMONT SUR OISE	81081450900016	176,58
00001254	MATHILDE FROHLICH	94120	FONTENAY SOUS BOIS	47807059200017	86,28
00001255	LES KINES OSTEOS DE MOUROUX	77120	MOUROUX	81445088800015	497,50
00001257	LANDRY CHRISTELLE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	44403780800037	2 321,10
00001258	ISABELLE DELAIGUE-GAUTIER	78000	VERSAILLES	42028808600044	265,98
00001259	CÉCILE MALÉCOT-FIGUEIRAS	92700	COLOMBES	43924045800042	195,32
00001261	SCM KINE 2000	94000	CRETEIL	37879496000039	176,31

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00001263	TAPIA ALICE	92800	PUTEAUX	81218842300030	327,76
00001265	CABINET VIEUX FABIEN	78330	FONTENAY LE FLEURY	33979931400051	627,21
00001267	BERNARD CHEMOUNY	93600	AULNAY SOUS BOIS	41532088600013	510,44
00001271	GABRIEL OHANA	93500	PANTIN	32421343800017	287,97
00001274	AGNÈS PITON-VIVIER	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	41180492500013	59,00
00001277	SELARL PHARMACIE DE L'HÔTEL DE VILLE	93140	BONDY	49912711600022	1 848,75
00001279	RAPHAEL HASSID	92300	LEVALLOIS PERRET	52855640000026	1 249,99
00001281	TERNON ISABELLE	94700	MAISONS ALFORT	38244982500043	34,28
00001285	TEMAN JEROME	75007	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	39101188900048	477,00
00001288	MARQUET MATHIEU	92400	COURBEVOIE	49199217800021	782,79
00001289	THIBAUDEAU-DAOUK SANDRINE	92000	NANTERRE	50001334700033	167,88
00001291	BACLET GERARD	94130	NOGENT SUR MARNE	39951478500027	252,79
00001292	BUSSY BÉATRICE	94260	FRESNES	32852130700012	156,21
00001293	GARRIER SOPHIE	92350	LE PLESSIS ROBINSON	43856609300078	72,67
00001294	THÉODORA DE BOLLARDIÈRE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	53476532600044	66,44
00001295	BERTAUD VALERIE	94320	THIAIS	34120079800021	133,91
00001296	LANDRIEU GWENAELLE	94300	VINCENNES	38356341800060	203,00
00001298	ISABELLE THUET	95320	SAINT LEU LA FORET	39322881200045	23,18
00001299	CULLIER CELIA	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	83092421300010	66,40
00001300	AUDE CERISY	91130	RIS ORANGIS	39401381700033	37,67
00001301	BERGUES PASCALINE	92140	CLAMART	45292975500026	31,38
00001303	UNITÉ COVID DE CHELLES	77500	CHELLES	88346150100016	352,69
00001305	MORGANE GODFROY	93100	MONTREUIL	52753009100042	241,64
00001306	SCM ALÉSIA DENTAIRE	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	39153059900029	1 553,86
00001307	FRÉDÉRIC CHAMBAUD	78680	EPONE	50193094500040	365,40
00001308	SALIMA DR BENMEHDI	92500	RUEIL MALMAISON	43370260200023	442,09
00001309	COUVIGNOU CÉCILE	92120	MONTROUGE	40095595100043	97,98
00001310	GUERIN AUDE	77700	MAGNY LE HONGRE	41477857100052	150,21
00001311	SOIZIC BARRABES - CABINET D'ORTHOPHONIE	78200	MANTES LA JOLIE	82192791000025	65,69
00001312	HÉLÈNE PERROS	92000	NANTERRE	42084459900068	20,38
00001314	CENTRE DENTAIRE PARIS HOTEL DE VILLE	75004	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	82255954800018	2 081,07
00001317	SCM ARNICA	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	31660619300027	557,96
00001322	MARION BAZENET	77166	GRISY SUISNES	50513641600029	24,86
00001323	GIRARD FLORENCE	91240	SAINT MICHEL SUR ORGE	39511074500035	157,85
00001324	SABINE OHLMANN	93240	STAINS	40282990700011	50,55
00001325	DESBOIS PASCAL	92700	COLOMBES	32944558900016	307,40
00001328	LEROUX CAROLINE	95290	L'ISLE ADAM	82747331500014	521,03
00001330	LATIMIER SYLVIE	77880	GREZ SUR LOING	32406638000050	361,22
00001333	HORIZON RAOULT - MLE C LARMANOU OU M C MOORGHEN OU MME H RAOULT	92400	COURBEVOIE	42078307800058	460,66
00001334	CENTRE SANTE DENTAIRE LECOURBE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	83465564900012	1 795,47
00001335	VERONICA GUIANCE	94230	CACHAN	83266651500032	388,17
00001336	CENTRE DE SANTE DENTAIRE KETER - GARE DE NORD	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	83537048700018	1 629,97
00001337	MATTHIAS MARY	95530	LA FRETTE SUR SEINE	52338881700018	56,26
00001339	SCHMITT ISABELLE	77170	BRIE COMTE ROBERT	49890799700023	200,28
00001340	CABINET D'ORTHOPHONIE D'AURÉLIE DOS SANTOS OLIVEIRA	94270	LE KREMLIN BICETRE	49970552300037	186,14
00001341	CATHERINE BOSSE	78530	BUC	41152914200019	714,06
00001343	CABINET INFIRMIER	94000	CRETEIL	52354847700034	506,00
00001344	CABINET MÉDICAL KATIA BOUTARFA	93100	MONTREUIL	48005115000013	75,00
00001346	NICOLAS LESEIGNEUR	77340	PONTAULT COMBAULT	51749991900028	97,50
00001347	SCM CMSEA	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	44883146100018	1 007,59
00001348	LUGAND CELINE	78280	GUYANCOURT	84895564700013	61,98
00001349	DE LA BARBÉE	78410	AUBERGENVILLE	79829357700044	228,82
00001350	ATTAL NICOLAS	92000	NANTERRE	44032883900020	369,12
00001352	GRAVALON MAXENCE	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	79886737000024	36,42
00001354	SCOTTI ELIANE	95150	TAVERNY	40141508800053	305,80
00001355	CÉLINE HOSTACHE	91190	GIF SUR YVETTE	83967700200017	210,35
00001356	SCM CABINET D'ORTHOPHONIE	77100	MEAUX	32422877400018	17,56
00001359	PIERRE KOSKAS	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	35241348800029	186,36
00001361	ORSAL SOPHIE	95100	ARGENTEUIL	32327423300044	81,03
00001363	GERDANIAN CATHERINE	92160	ANTONY	34348863100023	54,55
00001365	SYLVIE SCHOMBOURGER	95130	FRANCONVILLE	34378117500033	164,24
00001366	JANNET SEL	95880	ENGHIEN LES BAINS	83350633000012	127,79
00001373	GUITTON JEROME	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	33895453000022	116,50
00001377	DELBOS ALAIN	77500	CHELLES	33087929700043	244,00
00001379	SCM JDHW	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	83433711500010	506,94
00001380	SAVRY DIDIER	77400	LAGNY SUR MARNE	32639201600035	101,74
00001381	CARRERE ANAÏS	94470	BOISSY SAINT LEGER	83444833400021	186,24
00001383	LALLOUETTE CLAIRE	95130	FRANCONVILLE	34461177700014	53,92
00001386	ILLOS ELIE ALAIN	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	37935037400011	205,15
00001387	ASSOCIATION RAPSODY	78770	THOIRY	83336398900017	3 724,53
00001391	AURORE BOTTARD	92130	ISSY LES MOULINEAUX	53118054500026	95,70
00001392	PHU PIN STÉPHANIE	93160	NOISY LE GRAND	51286996700038	203,80
00001395	STÉPHANIE VALÉRINO-MORICE	92290	CHATENAY MALABRY	41457482200030	112,36

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00001400	BRIGITTE WACHTEL MARCHI	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	37997458700030	43,73
00001402	FOSSEUR OLIVIER	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	43230524100015	172,70
00001403	LECONTE HUNG	94600	CHOISY LE ROI	42470075500020	464,37
00001404	DI BERNARDO VIVIANE	91700	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	34009714600021	374,92
00001406	CREPAUX-ROUGERIE VERONIQUE	91630	MAROLLES EN HUREPOIX	33320779300048	91,90
00001408	FABIENNE OUDIN	77144	MONTEVRAIN	39995360300038	385,44
00001409	CABINET DENTAIRE DR GIACOSA SALAMBEHERE NATHALIE	92330	SCEAUX	40883648400084	149,69
00001420	SOPHIE HUMLER	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	47959896300045	71,64
00001430	SELARL PHARMACIE DE BRETAGNE	75003	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	43955242300014	517,13
00001431	VIDAL JULIE	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	42988195600040	553,21
00001432	CENTRE DE SANTE DENTAIRE MARX DORMOY	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	83312705300019	2 194,57
00001433	CENTRE ORTHODONTIE ET PEDODONTIE - PELLEPORT	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	84216725600028	1 756,32
00001434	ASSOCIATION SANTE POUR TOUS - AST	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	81411864200010	4 331,37
00001439	PHARMACIE DES ECOLES	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	44289527200015	723,92
00001442	ERIC LAVAUD	78160	MARLY LE ROI	34155710600026	703,48
00001445	PERIGAULT ANNE	77700	SERRIS	53107000100015	503,96
00001449	ADREN XHUVANI	94200	IVRY SUR SEINE	43235974300023	568,21
00001456	COUDOUGNAN EMILIE	92250	LA GARENNE COLOMBES	47871253200025	125,29
00001458	HÉLÈNE GOY	77520	MONTIGNY LENCOUP	34099073800049	152,60
00001462	SEGURA FABIEN	78160	MARLY LE ROI	44523755500054	141,29
00001463	BRELIVET FRANCOISE	93320	LES PAVILLONS SOUS BOIS	41138799600035	31,98
00001467	JACQUET SYLVIE	91200	ATHIS MONS	35275777700052	138,99
00001468	SÉBASTIEN ESVAN	93600	AULNAY SOUS BOIS	42196920500044	214,30
00001469	CENTRE DE SANTE DENTAIRE DE LA LIBERATION	93190	LIVRY GARGAN	82320010000019	1 261,47
00001470	CENTRE DE SANTE DENTAIRE PASSY	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	87892485100016	697,47
00001471	JULIE CAILLARD	95380	LOUVRES	84926311600030	52,47
00001473	FREULET THIERRY	95210	SAINT GRATIEN	34456215200027	487,28
00001474	DR FLORIAN LAURENT	91430	IGNY	84970176800012	774,90
00001476	CENTRE DE SANTE DENTAIRE GRANDS BOULEVARDS	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	83312684000010	2 564,58
00001477	DENTEGO VOLTAIRE	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	81102241700018	2 564,58
00001480	DENTEGO PORTE D'ORLEANS	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	81330573700013	3 121,58
00001487	PHARMACIE LA FONTAINE	91220	BRETIGNY SUR ORGE	84165405600016	88,00
00001489	NATHALIE BEGU	92300	LEVALLOIS PERRET	34207795500033	67,10
00001491	CATHERINE POULAIN-BLANCHARD	91370	VERRIERES LE BUISSON	43430978700019	130,17
00001492	ASSOGBA GUY	95500	GONESSE	33984805300031	275,47
00001493	NATHALIE GARRIGOS HERVE	91440	BURES SUR YVETTE	35405541000022	676,17
00001494	BELLAL OUERIEMI	95100	ARGENTEUIL	53402875800017	136,00
00001495	CHÉRET VÉRONIQUE	92350	LE PLESSIS ROBINSON	41492171800071	471,29
00001498	JULIEN MENIGOZ	95150	TAVERNY	48795559300024	1 235,41
00001499	VIEVILLE ISABELLE	75001	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	40235167000029	3 944,01
00001500	CINDY JOUSSE ORTHOPHONISTE	92400	COURBEVOIE	49938194500025	94,42
00001501	LAURA MARTINEAU	94130	NOGENT SUR MARNE	49905595200059	388,62
00001503	SELARL ALLOUCHE SELLAM	95200	SARCELLES	80397061500016	2 539,50
00001504	JAQUET MARION	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	83159877600027	410,56
00001506	DR CARLYNN BITTON HORYN	91330	YERRES	53504282400024	466,51
00001507	SCM JÉHANIN ORLU PRIEUR	92800	PUTEAUX	33118844100033	266,98
00001508	MARJORIE BOUYAULT URVOY	78490	MAREIL LE GUYON	82539631000013	98,43
00001511	DEVIN AGATHE	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	80200366500030	19,00
00001512	DEL FABRO ELISE	77140	SAINT PIERRE LES NEMOURS	80416727800022	301,29
00001513	CLAEYS FRÉDÉRIQUE	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	52884452500022	57,46
00001514	SCANNER IRM 92 NORD	92250	LA GARENNE COLOMBES	35169138100013	1 360,03
00001524	BRUNO PONTETTE	95800	COURDIMANCHE	38361257900029	682,92
00001526	LECLERCQ SEPTFONS	78200	MANTES LA JOLIE	39805158100021	374,97
00001532	EMMANUELLE MATHAT-PONTIER	91400	ORSAY	53775220600053	221,81
00001533	PHARMACIE METRO TEMPLE	75003	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	51359955500010	184,84
00001537	MARQUE ISABELLE	93110	ROSNY SOUS BOIS	40160905200014	329,24
00001540	MARIE-EDITH LAVAL	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	48415977700040	77,63
00001544	MAGALY FIARD	92420	VAUCRESSON	83056794700023	74,26
00001546	CEDOLIN RENALD	78130	LES MUREAUX	41894268600019	118,61
00001548	PESENTI ROSSI DAVID	78000	VERSAILLES	50839891400020	1 725,55
00001549	PRÉLOT ISABELLE	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	38459286100023	295,29
00001551	SOPHIE VANNUCCI	78230	LE PECQ	81317055200034	66,55
00001552	VILLEMAINE SEKRANE KARINA	95520	OSNY	49087415300011	1 048,65
00001553	FRÉDÉRIC MULOT	91300	MASSY	34123979600012	411,07
00001554	SCM DU CLOS DU BERGER - FLORENT PASCUAL	77380	COMBS LA VILLE	52437826200033	2 342,79
00001556	BRIGITTE CABROLIE AUBONNET	92500	RUEIL MALMAISON	31942511200012	80,44
00001557	KARINE LE BOUILL	91000	EVRY COURCOURONNES	52484387700019	67,32
00001559	ARPIN SYLVIE	93110	ROSNY SOUS BOIS	40235609100072	90,24
00001560	VILLARET ALEXIS	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	50805777500035	739,47
00001564	JUSTINE LOMMERT ORTHOPHONISTE	91670	ANGERVILLE	82809296500023	29,20
00001570	BERTRAND NATHALIE	93370	MONTFERMEIL	41448245500022	168,00
00001571	KIS FONTAINE NATHALIE	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	78918272200023	110,59
00001578	CARTIER BELGRANO ALEXANDRA	78955	CARRIERES SOUS POISSY	42372794000037	205,59

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00001580	EURL PHARMACIE DE CHAILLOT	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	79089237600019	400,00
00001592	SELARL DR REICH DENTISTE	92800	PUTEAUX	84049745700019	441,70
00001593	MAX DENIS ANDOLO DINGOME	94600	CHOISY LE ROI	53095559000027	59,88
00001594	SORIA ODILE	77000	MELUN	34146905400041	554,29
00001596	PULLIAT CAROLE	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	42409462100051	69,80
00001598	LEKIEFFRE BERNARD	91240	SAINT MICHEL SUR ORGE	39193849500036	308,84
00001599	OLIVIER GARTENLAUB	94700	MAISONS ALFORT	39296220500028	149,68
00001603	ANNE LAURE BUISSON	78960	VOISINS LE BRETONNEUX	40229112400053	344,70
00001604	PATRICE KOSKAS	93160	NOISY LE GRAND	35162203000028	767,85
00001608	POSTELNICU PAUL	95270	ASNIERES SUR OISE	84004457200021	279,00
00001613	KARINE KOWALCZUK	92700	COLOMBES	42098884200035	52,41
00001614	PHARMACIE DU MARCHE	93230	ROMAINVILLE	49302892200018	26,56
00001617	MONSIEUR FRANCIS LEROLLE	78110	LE VESINET	39832803900019	298,00
00001618	BOCK ANNE	94160	SAINT MANDE	35210492100056	426,96
00001620	LAURENT RIVIERE	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	41418601500015	231,28
00001622	MSP IVRY SUR SEINE	94200	IVRY SUR SEINE	87888671200016	3 772,73
00001623	PAOLI CATHERINE	92350	LE PLESSIS ROBINSON	45152197500024	641,29
00001625	DR MYRIAM MANSOUR-HUGUES	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	53444855000036	261,37
00001627	DENTAL'XPERT	91400	ORSAY	79392857300013	1 777,57
00001630	CATHERINE ALLAIN	94440	MAROLLES EN BRIE	39119538500029	87,12
00001633	PHARMACIE KHALIFE DES BOUVETS	92800	PUTEAUX	53473507100019	1 001,27
00001638	DR CAROLINE MOREL BURTIN	95880	ENGHIEN LES BAINS	40102778400016	1 542,02
00001642	SCM GROUPE MÉDICAL DU PARC	93600	AULNAY SOUS BOIS	34801778100017	382,80
00001643	CALEK SERGE	94140	ALFORTVILLE	30992895000026	296,57
00001648	ABUSUBUL DANIEL	78520	LIMAY	40338210400061	267,54
00001658	FRANCESCO CAROCCI	77130	DORMELLES	78939039000068	666,16
00001659	SCM PRATICIENS GROUPE MEDICAL DE LA CHALLE	95610	ERAGNY	31447941100022	750,27
00001660	MARTINEAU GENEVIÈVE	92400	COURBEVOIE	41533141200015	138,10
00001663	MAISON MEDICALE - TEBTI-BEKKAKRIA SELMA	95170	DEUIL LA BARRE	81298604000010	511,81
00001665	IMAGERIE MEDICALE BATIGNOLLES MONTMARTRE	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	84425418500011	341,75
00001667	CHAPPUIS NATACHA	75005	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	80468623600022	41,66
00001671	AUDE THIBOUS	92400	COURBEVOIE	43757047600030	256,07
00001672	CABINET MÉDICAL SCM DELFICA	91120	PALAISEAU	44312163700013	1 118,70
00001675	SELARL DOCTEUR MIDA	78000	VERSAILLES	80254388400018	1 427,17
00001676	MANUEL ACHEROFF	91330	YERRES	32861608100027	1 044,00
00001678	ELISABETH BORDET-AMET	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	40014595900021	37,40
00001681	ROUSSET CECILE	92190	MEUDON	41495879300021	534,05
00001682	SARL PHARMACIE BUISSON CHARITAT	91390	MORSANG SUR ORGE	49460574400015	384,87
00001684	DOCTEUR HO MONG QUYEN	77600	BUSSY SAINT GEORGES	37974676100020	3 296,10
00001686	JONATHAN FROHLICHER	91440	BURES SUR YVETTE	84958953600010	344,73
00001687	STÉPHANIE LAMOTTE DEREN	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	40484487000018	63,10
00001688	MADAME CECILE DAUMAS	91720	MAISSE	35239922400026	660,24
00001701	BEAUFORT MARIE	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	82182745800059	397,52
00001702	AGATHE DEGROOTE	94300	VINCENNES	52765060000028	344,16
00001704	MARIE CATHERINE MARTIN CHEVILLARD	92130	ISSY LES MOULINEAUX	41418333500010	59,12
00001706	PASCAL TELLO	92120	MONTROUGE	40907642900011	381,20
00001711	MADAME VENUS BASSIRI - BOROJENI	78400	CHATOU	43845377100042	1 167,31
00001713	MILOUDI EDDRIEF KHÈDIDJA	95400	VILLIERS LE BEL	79962721100037	352,12
00001715	CAROLINE PELLETIER	92270	BOIS COLOMBES	53812490000050	139,37
00001721	PAULINE ROCA	95800	CERGY	82260265200015	729,94
00001723	HITMI LAILA	91800	BRUNOY	52038928900015	2 473,32
00001726	CELINE CROIX	94260	FRESNES	40040785400019	71,26
00001727	POTTIER ALISON	91390	MORSANG SUR ORGE	51531015900030	138,53
00001731	SELARLU CARE BY NURSE	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	81284506300013	410,78
00001734	CABINET DENTAIRE DR DIDIER GEOFFROY	91490	MILLY LA FORET	34089201700021	896,65
00001735	BRIGITTE TOURNUS	77630	SAINT MARTIN EN BIERE	42425961200036	1 393,12
00001736	JAGER FLORENCE	93100	MONTREUIL	35305202000032	255,37
00001737	SCHEINFELD HARRY	93320	LES PAVILLONS SOUS BOIS	39966349100013	681,75
00001739	ROLAND MASSON	92360	MEUDON	34400350400034	154,15
00001755	SOPHIE LEON (ORTHOPHONISTE)	95130	LE PLESSIS BOUCHARD	44185389200087	141,15
00001756	PIAN NATHALIE	92350	LE PLESSIS ROBINSON	75298034200048	73,57
00001778	CHAVENEAU CHARLINE	94360	BRY SUR MARNE	81046358800030	174,61
00001793	NABIL HADDAD	94700	MAISONS ALFORT	41112335900027	425,07
00001795	DR. EREN PHILIPPE	95400	ARNOUVILLE	82425787700020	3 231,91
00001816	DR AGATHE SCEMAMA	75005	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	48312565400036	249,23
00001818	WAGNER MARIE HÉLÈNE	95440	ECOUEN	84062884600015	13,80
00001822	SCM CLINIQUE RADIOLOGIQUE DE BELLEVUE	95400	VILLIERS LE BEL	42460819800026	725,40
00001831	SUN JOLIVET	92380	GARCHES	47955841300056	395,50
00001843	WAX GÉRARD	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	41416741100019	52,59
00001844	SPRIET AUDE	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	79792859500033	201,76
00001873	INGRID PEIRTSEGAELE-BOZEC	78440	GARGENVILLE	83129262800011	30,98
00001877	FONVIEILLE MORGANE	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	84019384100029	196,14
00001884	FOULON MARIE HELENE	91120	PALAISEAU	81997714100012	434,74

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00001892	SELARL PHARMACIE HOTEL DE VILLE	92210	SAINT CLOUD	79019168800015	315,51
00001920	SELAS PHARMACIE 257 DAUMESNIL	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	78962815300023	250,00
00001921	FRANÇOIS BESSON	75006	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	38886122100033	332,98
00001929	BARRIE VIANDON GISÈLE	94200	IVRY SUR SEINE	33833423800015	101,69
00001954	SCM D'IMAGERIE MEDICALE FRERES LUMIERE	94260	FRESNES	38255524100027	431,70
00001959	MAISON DE SANTÉ DES CHÊNES	95120	ERMONT	80039333200013	1 014,58
00001963	DR ROMAIN MONTZIOLS	92370	CHAVILLE	78906295700038	1 361,88
00001967	LOUBNA ARABAB	95300	PONTOISE	81751291600021	69,13
00001983	ANRI SAHARA	94200	IVRY SUR SEINE	80450323300046	278,00
00001989	CONTET THIERRY	77760	LA CHAPELLE LA REINE	39000814200023	245,72
00002006	TOUPOINT PIERRE	94220	CHARENTON LE PONT	52930145900036	487,27
00002015	CIMMS	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	44908688300013	641,01
00002017	LOMBARD STEPHANIE	77480	BRAY SUR SEINE	43916956600023	93,90
00002019	WEBER ADELINE	92160	ANTONY	45382350200019	274,98
00002022	INSTITUT DE RADIOLOGIE DE PARIS	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	78434214900027	11 817,46
00002031	CABINET GYNECOLOGIE DR BARGY	78380	BOUGIVAL	84895612400020	264,87
00002043	GEORGIN HERMINE	95320	SAINT LEU LA FORET	51826619200013	18,72
00002048	AKAKPO REBECCA	93000	BOBIGNY	48382377900010	519,26
00002074	ROUILLON FRANCOISE	92370	CHAVILLE	35089849000023	757,29
00002075	CENTRE MEDICALE DES GATINES - FRANK BOCH	78370	PLAISIR	34344473300046	402,30
00002078	LAM STÉPHANIE	91120	PALAISEAU	51226856600035	883,39
00002090	ASSARAF DAVID	93700	DRANCY	38364331900031	1 451,15
00002100	PERRINE CANON-BERNARD	78000	VERSAILLES	79212680700033	237,02
00002128	GILBERTE DROESSAERT KEYMEULEN	95420	MAGNY EN VEXIN	39984518900022	2 180,04
00002141	CHOUDHRY	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	81240954800029	184,52
00002147	CABINET MEDICAL ET PARAMEDICAL DE LA GRANGE AUX BELLES	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	32604802200015	3 116,18
00002151	CENTRE DE SANTÉ DE BELLEVILLE	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	77569575200011	5 903,67
00002157	BAPTE RONY	95310	SAINT OUEN L AUMONE	88300935900018	104,78
00002159	AUDREY MASSEIN	78860	SAINT NOM LA BRETECHE	83755000300011	381,90
00002164	PHARMACIE HOMEOPATHIQUE DE L'EUROPE	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	84220096600013	1 920,00
00002176	NADIA DJELOUAH	77950	RUBELLES	45170550300022	1 997,97
00002182	CENTRE ACCES VISION PARIS 8	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	87940022400017	3 528,48
00002184	CENTRE ACCES VISION SAINT MANDE	94160	SAINT MANDE	85274627000028	4 841,76
00002188	GIE IHFB RPO	92300	LEVALLOIS PERRET	82227137500013	555,60
00002210	GARNIER CYRIL	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	43952504900011	169,93
00002223	KREISS-FORTINEAU BRIGITTE	94130	NOGENT SUR MARNE	34010065000027	679,68
00002225	CENTRE OPHTALMOLOGIQUE MONTBAURON	78000	VERSAILLES	79338321700015	946,48
00002226	MME YEMEY JENNIFER CABINET DE SAGES-FEMMES	95100	ARGENTEUIL	53846831500030	156,64
00002231	MSP MICHELET	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	80357867300011	437,86
00002261	LE BOURTHE YANNICK	78980	BREVAL	75325095000031	101,04
00002265	SARL CENTRE TOURVILLE	75007	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	42029465400017	5 252,37
00002275	SCP FULLHART - LALOS	91700	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	35171974500025	244,80
00002280	HALIMI RACHEL	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	53537407800025	1 110,78
00002290	CABINET MÉDIICAL	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	84398760300019	897,89
00002296	GIE IRM BERCY	94220	CHARENTON LE PONT	80219850700021	1 731,20
00002298	MSP CHEVALERET	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	88058546800015	745,57
00002302	SELARL PHARMACIE GALLIENI	94340	JOINVILLE LE PONT	51044170200014	776,17
00002305	AZY SULEIMAN	93240	STAINS	79498501000022	600,61
00002321	SELAS DES DOCTEURS AIDAN BELLAICHE UZAN ET SULTAN	95140	GARGES LES GONESSE	84504113600019	1 308,81
00002323	SELARL DE LA PHARMACIE CENTRALE	77310	SAINT FARGEAU PONTHIERRY	82440192100013	125,00
00002328	LINCLAN ESTELLE	92170	VANVES	82328350200016	44,82
00002329	SISA GOUTTE D'OR - BIBAS AURORE	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	80379568100011	816,33
00002335	CABINET DRS CHIALI MIGEON BRINDISI	78955	CARRIERES SOUS POISSY	34116557900036	943,07
00002340	SASI MSP DES BAYONNES - GHOMARI ASMA	95220	HERBLAY SUR SEINE	88240741400011	1 624,03
00002356	ACSBE	93200	SAINT DENIS	39008646000032	2 728,48
00002363	CENTRE DE SANTÉ MÉDICAL ET DENTAIRE CLAVEL (CSMD CLAVEL) - FONDATION OEUVRE DE LA CROIX S	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	78480968300369	8 313,34
00002372	SELARL PHARMACIE DE BOIS LE ROI	77590	BOIS LE ROI	84909378600010	119,00
00002373	ROTHIER BORRECA NATHALIE	77220	TOURNAN EN BRIE	40177467400014	753,90
00002377	DELEANT KINA ISABELLE	92290	CHATENAY MALABRY	42237100500055	191,62
00002381	DELALANDE SYLVIE	77910	VARREDDES	39931713000025	675,08
00002385	VOVARD XAVIER	95550	BESSANCOURT	45080172500026	365,16
00002387	SISA DU CHATEAU DE MORSANG SUR ORGE	91390	MORSANG SUR ORGE	80537806400010	3 871,45
00002396	HABABOU DANIELLE	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	35339068500017	40,00
00002399	CENTRE D'ÉCHOGRAPHIE DES BORDS D'OISE	95280	JOUY LE MOUTIER	53448382100011	1 072,65
00002400	SCM CIDRAV	77127	LIEUSAINT	33822824000036	818,87
00002406	PHARMACIE BOISSIERE	75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	50077565500011	262,05
00002420	DOCTEUR TIMON PASCALE	95130	FRANCONVILLE	34478827800036	363,00
00002421	PHARMACIE BOKOBZA - MME BOKOBZA PATRICIA	93300	AUBERVILLIERS	35105419200015	744,74
00002423	ERIC MENEUX	92200	NEUILLY SUR SEINE	42185877000041	571,80
00002426	SELURL GRANDE PHARMACIE DU MARCHÉ	95230	SOISY SOUS MONTMORENCY	83852258900012	199,74
00002432	MAISON DE SANTÉ PLURIPROFESSIONNELLE LUCIEN GRELINGER	94150	RUNGIS	85110858900017	1 957,35
00002434	PHARMACIE DE LA CHARMEUSE	95190	GOUSSAINVILLE	52198114200016	80,00
00002439	NADINE FERMOND	78000	VERSAILLES	32962241900052	276,01

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00002440	SOPHIE MORANDI	94240	L'HAY LES ROSES	44047955800031	66,88
00002445	BARRIER ROSELYNE	78370	PLAISIR	45047254300013	336,16
00002447	DANIN-MICHEL BLANDINE	78650	BEYNES	53454874800043	357,64
00002449	KOSKAS	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	38850770900029	186,36
00002453	PHARMACIE DES SAINTS PÈRES	77100	NANTEUIL LES MEAUX	51469073400025	6,06
00002454	SELARL PHARMACIE PERRIN	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	81028106300018	24,60
00002456	LE CORFF EMILIE	92600	ASNIERES SUR SEINE	80964782900013	300,41
00002458	DR FOUCHER-IRAQI	78000	VERSAILLES	52977090100021	289,34
00002477	PARDO-BLOCH LAURENCE	92500	RUEIL MALMAISON	38178331500033	339,76
00002483	SELARL PHARMACIE PRINCIPALE	95190	GOUSSAINVILLE	82780126700010	346,30
00002496	SELAS PHARMACIE DU BOIS PERRIER	93110	ROSNY SOUS BOIS	52356389800015	633,00
00002503	PHARMACIE DE L'AMICALE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	53340622900013	77,90
00002511	GHIDALIA NATHALIE	75006	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	39872182900024	1 231,09
00002519	MASK FERRY PANTEA	92160	ANTONY	53018181700012	3 421,33
00002527	ALEXANDRA TORTA	77140	NEMOURS	52231285900047	588,88
00002528	DOCTEUR LE-BONNIÈRE	95320	SAINT LEU LA FORET	42160712800046	1 509,86
00002536	PHARMACIE DU CENTRE-SNC CAZALY FABRE	78350	JOUY EN JOSAS	50921503400018	101,45
00002541	LIANG FENG	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	81771859600015	212,88
00002544	BIECHY RACHELE , SAGE FEMME	77260	LA FERTE SOUS JOUARRE	50521759600012	250,08
00002548	ARFI CATHERINE	92130	ISSY LES MOULINEAUX	40272298700029	383,70
00002549	VICTOR STROTZ	92160	ANTONY	53122990400036	101,20
00002557	KARIM BENOUARET	94400	VITRY SUR SEINE	53111418900032	275,29
00002560	COURANT BIARD MARGAUX	77350	LE MEE SUR SEINE	81435169800026	421,32
00002563	ZHAO LI JUN	93100	MONTREUIL	80906711900010	10,59
00002565	KRAIEM MALEK	91860	EPINAY SOUS SENART	84306847900024	161,96
00002572	SCMR	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	32903539800018	1 991,58
00002574	MAURE THIERRY	77150	LESIGNY	37779235300049	240,66
00002583	LABORATOIRE CENTRAL 92	92700	COLOMBES	40505007100035	4 324,23
00002584	SELARL DU DR BONNAIRE	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	82355739200011	302,44
00002586	MYRIAM BENITAH	94270	LE KREMLIN BICETRE	38957849300014	3 043,35
00002589	IRM LIBERALE 94	94140	ALFORTVILLE	44048878100020	792,70
00002590	PHARMACIE DU GRAND PAVOIS	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	81391691300011	1 410,50
00002593	CENTRE DE SANTE CHABRAND THIBAULT	95240	CORMEILLES EN PARISIS	78584686600024	1 867,81
00002603	CABINET DU DR CIESLA ELOÏSE	91310	MONTLHERY	51472390700028	588,88
00002610	DREYER-GHADDAB MURIEL	91170	VIRY CHATILLON	43901649400049	1 016,18
00002634	CRESPO AURELIE	77250	MORET LOING ET ORVANNE	80946840800020	915,81
00002643	PHARMACIE CANITROT	95400	VILLIERS LE BEL	34102887600017	262,00
00002645	SELARL PHARMACIE AUBIJOUX	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	33877559600012	108,70
00002650	ELISABETH DOMERGUE THAN TRONG	94210	SAINT MAUR DES FOSSES	49793300200014	383,42
00002662	SAMI DE LIMEIL	94450	LIMEIL BREVANNES	85240115700015	4 538,29
00002664	SELARL PHARMACIE DE L'EUROPE	92700	COLOMBES	83759606300011	88,95
00002667	BEDERRAR MEHDI	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	49476248700010	187,65
00002668	SELAS PHARMACIE DE LA REPUBLIQUE	93200	SAINT DENIS	52079677200025	1 260,56
00002672	OPHTINE SELARL	92800	PUTEAUX	85020849700014	297,01
00002677	PHARMACIE INTERNATIONALE DE PARIS	75009	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	82814447700019	207,47
00002680	SELAS GRANDE PHARMACIE CENTRALE	93200	SAINT DENIS	52076498600011	686,00
00002682	SELARL PHARMACIE SAINT AYOUL	77160	PROVINS	53836303700010	388,00
00002692	CHRISTINE LIVOLANT	78430	LOUVECIENNES	41416255200023	200,00
00002702	DR TRAN ANH DUNG GÉRANT DE SELARL TRANSTO	78200	MANTES LA JOLIE	83172425700017	2 177,52
00002705	SCM MEDICAL FONTAINE	75009	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	44143767000017	2 803,30
00002706	AIT LARBI NACIRA	93110	ROSNY SOUS BOIS	42893956500027	468,18
00002715	CANALES KRYSTEL	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	52314841900014	181,16
00002716	SCM DU CABINET MEDICAL QUINCY S-S SENART	91480	QUINCY SOUS SENART	34955161400028	1 391,87
00002721	CÉLIA MORTELECQ	95660	CHAMPAGNE SUR OISE	80437650700054	122,65
00002728	SELARL PHARMACIE DU MOUTIER	94370	SUCY EN BRIE	51941244900018	129,61
00002731	KOCHEL JEANNE MARIE	78100	SAINT GERMAIN EN LAYE	81324617000019	105,60
00002735	PHARMACIE COUET MOREAU	93240	STAINS	39785401900015	211,00
00002746	SELARL PHARMACIE DE CHENNEVIÈRES	78700	CONFLANS SAINTE HONORINE	78949126300016	32,00
00002748	SCM MONTEAU CARON SERGENT PAZA	95150	TAVERNY	30206712900015	379,14
00002753	SAINT-PAUL ADRAI EMANUELE	75007	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	53988708300027	721,38
00002764	SELARL PHARMACIE LEYMARIE	93100	MONTREUIL	53381599900016	325,00
00002766	MARIE CARO	93600	AULNAY SOUS BOIS	83859086700019	96,00
00002772	HOCINE FOUDI	77000	MELUN	52287028600021	158,69
00002777	PHARMACIE DE MADAME CAM TRANG	78370	PLAISIR	40153123100017	261,84
00002780	ALLOUCHE ALAIN	95400	VILLIERS LE BEL	41531659500016	2 826,95
00002782	SZOT ADÉLAÏDE	91740	PUSSAY	84444528800021	842,35
00002790	SCP D'INFIRMIERS LABADILLE TREME DE OLIVEIRA	77130	LA GRANDE PAROISSE	34760766500028	1 493,26
00002791	PAULINE FERREIRA	95240	CORMEILLES EN PARISIS	79291141400011	651,89
00002797	EURL PHARMACIE DUMONT - PHARMACIE DE L ILO	93800	EPINAY SUR SEINE	75256837800026	103,04
00002798	PRINZIVALLI MENDES SÉVERINE	78700	CONFLANS SAINTE HONORINE	44970199400047	479,92
00002808	GOLLY SÉVERINE	91800	BRUNOY	85348570400011	297,37
00002823	DR ANNE MORYOUSSEF ROZENBAUM	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	79918973300030	984,89
00002826	CLEMENTINE FENSCH	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	82087849400039	193,48

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00002840	DR PAULA DUCHET NIEDZIOLKA	77380	COMBS LA VILLE	48539187400032	266,32
00002849	SELAS IMAGERIE MEDICALE SAINTE MARIE	95520	OSNY	35258568100047	4 090,00
00002856	MONLOUIS GERALD	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	53228141700032	1 031,00
00002860	GROUPE MEDICAL ET PARAMEDICAL DU LAC	95320	SAINT LEU LA FORET	50051414600017	475,56
00002865	FRANCOIS ALEXANDRE	92500	RUEIL MALMAISON	34319826300026	422,35
00002877	PETIOT PRESCILLIA	92000	NANTERRE	52371267700054	241,42
00002880	MAISON DE SANTE DE MEUDON	92360	MEUDON	82876346600012	2 356,93
00002885	NEU EMMANUELLE	91250	SAINT GERMAIN LES CORBEIL	38395502800030	843,54
00002891	GROUPE MÉDICAL DAUMESNIL	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	35129569600014	384,18
00002893	CAZARD SYLVAIN	94120	FONTENAY SOUS BOIS	51446024500046	101,86
00002900	DERRIEN AUBAINE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	53052263000033	260,18
00002903	MONSIEUR CHRISTOPHE DAVENET - PHARMACIE DU MARCHE	91230	MONTGERON	49008098300011	4 180,00
00002905	PHARMACIE DE L AVENUE	94400	VITRY SUR SEINE	81863746400012	33,18
00002907	BRIGITTE DEMEOTHIS-MEUNIER	78540	VERNOUILLET	32555701500030	979,06
00002908	PIROELLE ESTELLE	92150	SURESNES	51937075300013	281,10
00002917	JOKE PEETERS	77290	COMPANS	79809163300023	770,47
00002925	IBRAHIM AHMAD	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	52812986900061	199,17
00002932	LUCIEN KIMVA	77320	JOUY SUR MORIN	81139137400014	296,01
00002935	TRINH XUAN TUAN	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	40415997200011	151,46
00002939	DOCTEUR PAL ELIANE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	43926219700031	472,45
00002944	MARIE-FRANCE MSIHID	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	35358813000032	473,30
00002952	PHARMACIE DE LA GARE	78520	LIMAY	80251103000016	618,55
00002953	SELARL PHARMACIE BLONDEL	93340	LE RAINCY	80413906100019	92,72
00002957	SCM C'EST O2	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	50269382300028	1 059,38
00002958	SCM VAN GOGH	95150	TAVERNY	37927760100025	2 696,85
00002966	BERTRAND ROUSSY	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	51395150900027	177,60
00002969	PHARMACIE DE LA POSTE	93500	PANTIN	82118910700013	526,00
00002970	PHARMACIE DU RELAIS	91210	DRAVEIL	82488100700010	88,00
00002973	PHARMACIE MODERNE	78500	SARTROUVILLE	84991001300010	103,99
00002976	FLORENCE THIRION HAMMACHE	95220	HERBLAY SUR SEINE	41807725100027	99,60
00002981	ARMAND MALKA	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	35365180500023	87,00
00002994	SELAS PHARMACIE DE LA SANTÉ	94700	MAISONS ALFORT	83926396900017	40,00
00003001	GIE EUROSCANLM78	78490	MONTFORT L AMAURY	39754563300042	703,40
00003005	SARL SCANNER DE POISSY	78300	POISSY	50394036300024	712,80
00003016	PHARMACIE DE LA HACQUINIÈRE	91440	BURES SUR YVETTE	52285178100016	162,00
00003026	PHARMACIE DU CENTRE	95390	SAINT PRIX	50208640800015	582,76
00003031	SELARL PHARMACIE MAC VAL	94400	VITRY SUR SEINE	80207114200011	320,00
00003035	PHARMACIE VAN DER MEEREN - GALLIENI	93160	NOISY LE GRAND	50201272700017	99,10
00003056	MARIELLE DURQUET	78330	FONTENAY LE FLEURY	44037652300039	583,50
00003073	BACCHETTA PATRICE	91290	ARPAJON	34143570900033	20,71
00003080	SCM MAISON DE SANTÉ LA COLLÉGIALE	78300	POISSY	84530298300026	586,40
00003090	SCM ARNICA	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	47909320500017	60,23
00003096	SCM EAULE	91300	MASSY	79978446700018	796,40
00003099	ZANATTA FABIENNE	91140	VILLEBON SUR YVETTE	80470909500017	96,34
00003113	PHARMACIE DE LA GARE	93350	LE BOURGET	42359755800026	232,00
00003123	DOCTEUR GUILLON JÉRÉMIE	95220	HERBLAY SUR SEINE	53847966800039	1 106,33
00003129	SELAS PHARMACIE CENTRALE VALDOLY	91270	VIGNEUX SUR SEINE	47960524800018	442,65
TOTAL PROPOSE EN FONCTIONNEMENT POUR LES BENEFICIAIRES PRIVES		**631**	**dossiers**	**montant**	**429 975,14**

ANNEXE 3 - DOSSIERS FONCTIONNEMENT BENEFICIAIRES PUBLICS

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire public	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en fonctionnement
00000897	VILLE DE CLAMART - CENTRE DE SANTÉ JAURÉS	92140	CLAMART	21920023500303	20 785,80
00000906	CENTRE MUNICIPAL DE SANTE DE FRESNES	94260	FRESNES	21940034800013	7 926,36
00001539	CENTRE MUNICIPAL DE SANTE SAVATTERO	93100	MONTREUIL	21930001900375	30 000,00
00002330	CMS CYGNE	93200	SAINT DENIS	21930066200729	14 586,58
00002506	MAIRE DE CLICHY CENTRE DE SANTE CHAGALL GOUIN	92110	CLICHY	21920024300018	1 938,59
00002553	CENTRE DE SANTÉ MUNICIPAL DE TRAPPES	78190	TRAPPES	21780621500547	1 134,02
00002607	CMS DE GOUSSAINVILLE PIERRE ROUQUES	95190	GOUSSAINVILLE	21950280400012	4 737,47
00002616	CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ SAVATTERO	93100	MONTREUIL	21930048000940	30 000,00
00002617	CENTRE MUNICIPAL DE SANTE DANIEL RENOULT	93100	MONTREUIL	21930048000650	30 000,00
00002635	CENTRE DE SANTE FOSSES MARLY-LA-VILLE	95470	FOSSES	24950008300020	1 802,15
00003100	CENTRE MUNICIPAL DE SANTE DES LILAS	93260	LES LILAS	21930045600171	24 997,39
TOTAL PROPOSE EN FONCTIONNEMENT POUR LES BENEFICIAIRES PUBLICS		**11**	**dossiers**	**montant**	**167 908,36**

ANNEXE 4 - DOSSIERS INVESTISSEMENT BENEFICIAIRES PRIVES

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00000009	PHARMACIE PHARMANORD	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	48960417300018	392,00
00000033	SELARL PHARMACIE DE PARIS	92160	ANTONY	51767030300018	249,30
00000053	SELARL PHARMACIE DES PETITS PRES	78990	ELANCOURT	81052446200019	120,00
00000085	SELARL PHARMACIE DE LA POSTE	77178	SAINT PATHUS	53359072500016	218,31
00000102	PHARMACIE DES VIGNES	77124	CREGY LES MEAUX	53002035300013	230,00
00000110	SELARL PHARMACIE LUXE	78440	PORCHEVILLE	50010810500023	459,69
00000127	PHARMACIE AZUR	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	33300701100013	240,00
00000168	PHARMACIE RÉVEILLÉ	92230	GENNEVILLIERS	38458069200018	361,24
00000172	PHARMACIE DU RUGBY	94240	L'HAY LES ROSES	52208873100016	320,00
00000212	PHARMACIE DELIN	94350	VILLIERS SUR MARNE	82948349400011	320,00
00000216	JENNEQUIN CATHERINE	92320	CHATILLON	51508052100013	1 966,99
00000246	SELAS PHARMACIE DE LA VIEILLE POSTE	91550	PARAY VIEILLE POSTE	48298879700015	350,00
00000257	SELARL PHARMAPLAISIR	78370	PLAISIR	52411765200015	240,00
00000260	SELARL PHARMACIE LEFRANC	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	84222450300016	723,78
00000272	DR VIRGINIE TOUBAL	78500	SARTROUVILLE	79316323900031	36,29
00000314	PHARMACIE SAINTE HONORINE	95150	TAVERNY	49813574800016	54,67
00000317	NADINE MARCEAUX	78170	LA CELLE SAINT CLOUD	43336056700047	279,49
00000322	PHARMACIE CENTRALE PEREIRE	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	38892293200016	292,08
00000341	PHARMACIE JEHAN	78120	RAMBOUILLET	88074147500011	27,97
00000342	PHARMACIE PRINCIPALE POIRE DENIS	95310	SAINT OUEN L AUMONE	49184975800017	323,00
00000345	PHARMACIE DU PLATEAU	78700	CONFLANS SAINTE HONORINE	48760860600017	142,10
00000347	VERONIQUE PLAT- PARYS PHARMACIE	95200	SARCELLES	42469530200028	545,70
00000368	PHARMACIE CAMBRONNE CROIX NIVERT	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	80340269200013	318,00
00000388	SELARL KEM	94410	SAINT MAURICE	50891113800016	220,00
00000409	VALERIA BURTOI	91290	ARPAJON	52833436000039	58,31
00000448	ESPACE VIE	91100	CORBEIL ESSONNES	79441773300019	4 999,92
00000468	PHARMACIE DU MARCHE	91480	QUINCY SOUS SENART	52786341900018	520,00
00000475	PHARMACIE CENTRALE	94260	FRESNES	84433189200019	608,00
00000480	PHARMACIE BOUSSIRON	92600	ASNIERES SUR SEINE	32969974800037	834,00
00000488	TAFFARY FABIENNE	95200	SARCELLES	39202966600063	49,90
00000500	PHARMACIE PRINCIPALE	78840	FRENEUSE	45250678500016	972,90
00000513	SELARL DR CHADENIER	77400	LAGNY SUR MARNE	81821679800012	3 695,76
00000518	SELARL GRANDE PHARMACIE DE LEVALLOIS	92300	LEVALLOIS PERRET	52438675200017	400,00
00000534	SELAS PHARMACIE DE LA BOISSERE	93100	MONTREUIL	39281353100010	992,00
00000536	PHARMACIE BENSAID - CENTRE COMMERCIAL GRANDE BORNE	95190	GOUSSAINVILLE	43387444300016	3 758,58
00000546	PHARMACIE LV	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	83290748900013	133,79
00000548	SELARL PHARMACIE EUDE	77760	LA CHAPELLE LA REINE	80162823100012	393,67
00000563	DESMONTS KALIGA, NICOLA	95220	HERBLAY SUR SEINE	79181262100021	36,88
00000572	MADAME COUSSEMENT VÉRONIQUE - CABINET SAGE FEMME	94100	SAINT MAUR DES FOSSES	79268285800032	2 079,50
00000573	SCM MEDICALE DUGOMMIER	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	37902151200023	406,00
00000575	PHARMACIE TRAN BERGER	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	53286279400015	526,00
00000577	PHARMACIE CENTRALE DE BONDY	93140	BONDY	83112610700018	2 580,00
00000578	KOM-CONCEPTION CAMILLE	93160	NOISY LE GRAND	52858147300030	1 582,50
00000592	DOCTEUR CORNUOT-LUREAU	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	43440860500013	81,75
00000602	PHARMACENTERSELAS	93000	BOBIGNY	48424442100018	595,00
00000614	GRANDE PHARMACIE DE ROSNY2	93110	ROSNY SOUS BOIS	44417913900019	5 000,00
00000616	SELARL PHARMACIE ATTALI	93310	LE PRE SAINT GERVAIS	50431574800013	294,16
00000623	SELARL GUILLAUME GROSJEAN	92200	NEUILLY SUR SEINE	84954190900016	411,00
00000642	ROSS CECILE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	79381896400033	88,21
00000650	GDE PHIE DE PARIS EURL	75009	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	34191131100015	502,40
00000653	SELARL PHARMACIE BENSIMHON	95350	SAINT BRICE SOUS FORET	49159079000011	600,00
00000661	SELARL IINFIRMIERS DU VAL DE MARNE	94000	CRETEIL	81823247200022	5 832,00
00000674	DR MAHMOUD MOHAMED	95190	GOUSSAINVILLE	81883740300018	131,97
00000684	PHARMACIE CHOLAY-COLTEAU	94450	LIMEIL BREVANNES	52540573400019	498,80
00000692	ADASSA - CENTRE DE SANTE JEAN JAURES LAUMIERE	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	75015834700039	150,00
00000707	PHARMACIE DU GRAND PARIS	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	45003548000026	1 019,00
00000734	SELAS LOURMEL	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	49373331500011	1 701,00
00000735	CHARRE FLORENCE	92300	LEVALLOIS PERRET	83509165300013	3 080,76
00000754	SELARL PHARMACIE SAINT ANTOINE	78150	LE CHESNAY	43966339400013	160,00
00000771	CHRISTOPHE RABASSE	92200	NEUILLY SUR SEINE	37977972100024	106,79
00000773	GUIOT DUCARNE EMELINE	91240	SAINT MICHEL SUR ORGE	49389503100059	34,98
00000810	CENTRE DE SANTÉ MEDICAL ET DENTAIRE POLYVALENT CIE FILLES CHARITE SAINT-VINCENT-DE-PAUL (S	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	77566580500468	1 295,40
00000816	CLUZEAU PASCALE	78810	FEUCHEROLLES	78500538010121	2 200,00
00000842	BROCHET STEPHANIE INFIRMIERE LIBERALE	77260	LA FERTE SOUS JOUARRE	82174309300014	86,84
00000846	PHELIPPEAU AUDREY	95800	CERGY	47965181200014	2 200,00
00000862	HAI NGUYEN-DINH	95230	SOISY SOUS MONTMORENCY	39274284700024	434,83
00000866	JACKS NABET CLAUDINE	94300	VINCENNES	34786233600034	516,98
00000880	COURTET JENNIFER	78800	HOUILLES	81178274700018	39,90
00000883	SELARL DR MICHAEL ATLAN	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	84270633500010	610,45
00000891	SELAS TAING	77400	THORIGNY SUR MARNE	44908424300020	306,00
00000894	JOHARALY FATEALY- PHARMACIE DE LA GARE	93700	DRANCY	52021219200014	1 083,40
00000912	MAGALIE KUSIAK KANE	92230	GENNEVILLIERS	83392581100022	2 200,00
00000914	SIGNORET CORINNE	92220	BAGNEUX	39249707900039	1 971,00

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00000915	SOLENNE LECUIVRE	77370	NANGIS	78971887100021	2 288,08
00000921	SCM BRANTOME	75003	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	32530707200018	540,00
00000923	LEDRU NATHALIE	95130	FRANCONVILLE	43430713800041	125,95
00000929	SELARL CENTRE D'IMAGERIE	92700	COLOMBES	44828094100023	1 463,40
00000930	DR SMATT	75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	47998237300025	294,00
00000931	JEAN PIERRE BATARD	91090	LISSES	34134191500021	302,69
00000932	GALLOIS ANNE	77400	LAGNY SUR MARNE	85405126500015	19,99
00000935	SCM GROUPE MÉDICAL DU PLATEAU	78500	SARTROUVILLE	38453555500021	420,72
00000946	LES KYNES DE MICHEL BIZOT	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	53530133700064	35,99
00000956	ALAIN GRINHOLTZ	93110	ROSNY SOUS BOIS	37809194600012	33,80
00000959	PHARMACIE DE LA MAIRIE	91540	MENNECY	50020123100015	871,17
00000968	SANDRINE GARNIER ORTHOPTISTE	93330	NEUILLY SUR MARNE	41515513400042	28,66
00000986	ISS PHYSIO JEAN BOUIN - PAUL OLIVE	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	78923340000058	78,00
00000990	EUGENIA NANNI	94160	SAINT MANDE	79361716800026	48,82
00000996	SELARL BRUNO DA CRUZ MASSEUR KINESITHERAPEUTE	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	78860000500011	131,99
00001007	ESCUER ANTHONY	75005	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	82177909700038	114,80
00001008	BELLAICHE DENIS	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	39267347100042	531,00
00001014	PHILIPPE SATRAT	94170	LE PERREUX SUR MARNE	37859420400042	49,95
00001015	PASCAL BURRIEZ EMILIE	94000	CRETEIL	44327760300033	47,99
00001018	SOPHIE CABARET	75005	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	79470073200033	13,00
00001019	STEPHANE POUSSY	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	37834156400029	119,80
00001022	CABINET D'ORTHOPHONIE, WORMS VALÉRIE	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	41413667100040	194,40
00001024	LIÉNARD GIACOMINA	77510	REBAIS	82031928300017	118,60
00001026	LÉA TEYGEMAN	77240	VERT SAINT DENIS	81014059000029	50,00
00001030	STÉPHANE MANSON	94220	CHARENTON LE PONT	43879793800034	190,75
00001031	NIVET-CHARMILLE JULIE	94700	MAISONS ALFORT	53301642400038	93,67
00001032	DORÉ ROUSVOAL MARION	95170	DEUIL LA BARRE	79507822900023	45,90
00001035	HOUROUX SAINT-MICHEL EMMANUELLE	94700	MAISONS ALFORT	51407115800042	55,08
00001039	DELANNOY JULIE	78000	VERSAILLES	44764004600085	111,60
00001042	GEAY CHRISTINE	91810	VERT LE GRAND	49433277800054	29,90
00001043	NATHAN AJZENBERG	77000	MELUN	81006395800039	86,40
00001048	ANSALDI VÉRONIQUE	95580	ANDILLY	42162587200054	128,28
00001049	GERVAIS GERMAIN CHRISTÈLE	95490	VAUREAL	40328412800028	844,70
00001052	CONSTANCE BASSET-CHERCOT	78330	FONTENAY LE FLEURY	79777701800038	228,96
00001053	FONTENOY BERNARD	77124	CREGY LES MEAUX	34854193900032	62,10
00001057	SANDRINE VACHERAND	78310	MAUREPAS	33934222200058	126,12
00001058	DOUCET CHARLOTTE	91140	VILLEJUST	50035650600039	64,68
00001060	CABINET GLIKSMAN	78490	MONTFORT L AMAURY	33338169700031	160,87
00001061	AMÉLIE DE LA BASTIDE	75007	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	47937625300049	101,83
00001063	TOUBOUL CORINNE	95430	AUVERS SUR OISE	41389744800010	75,00
00001064	ARTIGUEBIEILLE DAPHNÉ	77410	CLAYE SOUILLY	41534261700024	78,90
00001065	RENÉ-BOIS DEBORAH	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	80418190700036	72,64
00001067	COOPERATIVE DE SANTÉ RICHERAND	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	84432522500010	1 194,94
00001073	SELARL VOIR	78150	LE CHESNAY	81349882100020	152,40
00001074	CÉCILE TYMEN	77176	SAVIGNY LE TEMPLE	50758283100016	100,80
00001078	DEPORTE ANNIE	94320	THIAIS	83151337900022	107,84
00001079	BRÉHÉRET MORGANE	94130	NOGENT SUR MARNE	81297887200032	64,68
00001080	ALEXANDRA YVAREN	78200	MAGNANVILLE	40286954900038	106,12
00001083	GERDOLLE CATHERINE	92190	MEUDON	37777355100033	47,80
00001086	WOLFF HÉLÈNE	92260	FONTENAY AUX ROSES	79536351400022	56,68
00001100	BAZIN DE BEZONS CHRISTINE	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	33210353000058	59,90
00001104	CATHERINE DE BREBISSON	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	39821168000010	131,36
00001106	SELARL PHARMACIE PLASSON	78110	LE VESINET	49414874500016	280,00
00001116	COLLIN FROMENT MIKAELA	92800	PUTEAUX	80379989900031	121,20
00001120	DR LUDOVIC COHEN	92140	CLAMART	44843697200047	4 000,00
00001139	VALERIE GOURDON - CABINET D'ORTHOPHONIE	95400	VILLIERS LE BEL	39343812200037	126,96
00001140	SEGUI-CHAUTANT CHRISTELLE	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	42452789300038	12,50
00001141	ROBERT CEDRIC	93460	GOURNAY SUR MARNE	43427734900065	2 970,40
00001142	CÉCILE NITSCH	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	87933650100017	4 695,00
00001154	PAULINE BLANQUART	92250	LA GARENNE COLOMBES	50046199100043	18,90
00001159	ASTRID HUCHOT	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	75258460700051	64,68
00001160	LAGRANGE ANNE-FLORENCE	95570	BOUFFEMONT	44176285300071	80,00
00001165	AURÉLIA MEUNIER	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	80239444500026	59,90
00001166	LECLERE CECILE ORTHOPHONISTE	91510	JANVILLE SUR JUINE	43280559600033	78,00
00001167	VILLEMIN CÉCILE	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	38964307300031	105,60
00001169	CECILIA MARC-GUINEBERTIERE	92300	LEVALLOIS PERRET	41152871400057	129,60
00001176	MICHEL DESCHAMPS	78210	SAINT CYR L ECOLE	42434977700013	461,74
00001177	GERALDINE LE MAOUT	78310	COIGNIERES	52479221500039	109,68
00001182	FABRICE RAVENEL	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	39209960200022	248,22
00001184	SELARL MARIE VERDY	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	53923108400010	131,99
00001187	MARIE-PIERRE POULAT	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	34422296300029	117,60
00001190	PHARMACIE ABBI	78200	MANTES LA JOLIE	44397389600014	538,67
00001191	SISA MSP LAHIRE-JEANNE D'ARC	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	84045802000012	242,90

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00001196	CHARNAILLAT CAMILLE	91370	VERRIERES LE BUISSON	83967807500012	213,01
00001198	LISA RAPPAPORT	94100	SAINT MAUR DES FOSSES	50759638500025	111,58
00001200	PAULINE BERTHELOT	92130	ISSY LES MOULINEAUX	50849132100040	69,90
00001202	VIRGINIE GAYET	78200	MANTES LA JOLIE	41497087100029	99,90
00001206	DI CARLO MARLENE	91360	VILLEMOISSON SUR ORGE	78896412000026	66,20
00001213	PATRICK MANGEZ	92140	CLAMART	45309374200022	154,80
00001214	MARIE-NOËLLE DE SERÉ-DARONDEAU	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	34189879900042	84,97
00001215	LOÏC FEUERSTOSS	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	53066134700050	293,16
00001222	SEVERINE MORIN	93110	ROSNY SOUS BOIS	53168211000030	1 899,00
00001223	MME SOPHIE WEISSBERGER - LAGRANGE SCM PASTEUR	77550	MOISSY CRAMAYEL	39995325600043	204,68
00001225	ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER	78840	FRENEUSE	39494317900041	105,60
00001226	COLIN MICHÈLE	94100	SAINT MAUR DES FOSSES	50913283300039	82,75
00001228	AURÉLIE CELLIER	77450	ESBLY	50342391500035	206,98
00001230	CHRISTELLE LHOEST	95380	LOUVRES	81916106800021	2 300,00
00001233	THIERRY DEMARD	77170	BRIE COMTE ROBERT	31964286400031	75,98
00001234	JULIEN AUBARD - SCM PHYSIOMAST	92400	COURBEVOIE	50052576100051	306,80
00001236	BERLEMONT MARIE-HELENE	95600	EAUBONNE	44073738500029	260,38
00001239	LE PARCO ANNE-CÉCILE	93100	MONTREUIL	43330293200028	138,96
00001244	MARIE-HELENE CROIX SANNIER	91370	VERRIERES LE BUISSON	41532199100028	112,80
00001245	TRULLARD VIRGINIE	91170	VIRY CHATILLON	43352126700016	94,90
00001246	SABY JOSEPHINE	92130	ISSY LES MOULINEAUX	50308995500036	78,98
00001247	KUTELMACH SYLVIE	95520	OSNY	34196295900035	92,40
00001249	NADINE REMACLE	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	41416487100017	44,35
00001251	FLAYAC PERRINE	95260	BEAUMONT SUR OISE	81081450900016	93,00
00001252	LEMARIÉ SOPHIE	77700	CHESSY	50974171600021	72,47
00001257	LANDRY CHRISTELLE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	44403780800037	69,00
00001258	ISABELLE DELAIGUE-GAUTIER	78000	VERSAILLES	42028808600044	109,40
00001259	CÉCILE MALÉCOT-FIGUEIRAS	92700	COLOMBES	43924045800042	91,10
00001261	SCM KINE 2000	94000	CRETEIL	37879496000039	55,90
00001263	TAPIA ALICE	92800	PUTEAUX	81218842300030	44,31
00001265	CABINET VIEUX FABIEN	78330	FONTENAY LE FLEURY	33979931400051	48,24
00001274	AGNÈS PITON-VIVIER	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	41180492500013	261,00
00001277	SELARL PHARMACIE DE L'HÔTEL DE VILLE	93140	BONDY	49912711600022	533,00
00001283	LAURENCE GOURDAULT-MONTAGNE	94140	ALFORTVILLE	49472902300023	105,00
00001288	MARQUET MATHIEU	92400	COURBEVOIE	49199217800021	140,64
00001289	THIBAUDEAU-DAOUK SANDRINE	92000	NANTERRE	50001334700033	125,91
00001295	BERTAUD VALERIE	94320	THIAIS	34120079800021	112,80
00001296	LANDRIEU GWENAELLE	94300	VINCENNES	38356341800060	286,80
00001298	ISABELLE THUET	95320	SAINT LEU LA FORET	39322881200045	116,32
00001299	CULLIER CELIA	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	83092421300010	3 778,00
00001300	AUDE CERISY	91130	RIS ORANGIS	39401381700033	50,00
00001301	BERGUES PASCALINE	92140	CLAMART	45292975500026	77,80
00001309	COUVIGNOU CÉCILE	92120	MONTROUGE	40095595100043	130,00
00001311	SOIZIC BARRABES - CABINET D'ORTHOPHONIE	78200	MANTES LA JOLIE	82192791000025	64,68
00001312	HÉLÈNE PERROS	92000	NANTERRE	42084459900068	105,60
00001313	KOUSSOULOS ANNE	77410	CHARNY	82501271900019	2 200,00
00001320	CHARLOTTE GUITTON	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	49188699000028	118,00
00001322	MARION BAZENET	77166	GRISY SUISNES	50513641600029	118,68
00001323	GIRARD FLORENCE	91240	SAINT MICHEL SUR ORGE	39511074500035	41,00
00001324	SABINE OHLMANN	93240	STAINS	40282990700011	117,00
00001326	JEAN MARC AYDIN	93130	NOISY LE SEC	53823899900022	3 600,00
00001337	MATTHIAS MARY	95530	LA FRETTE SUR SEINE	52338881700018	133,00
00001340	CABINET D'ORTHOPHONIE D'AURÉLIE DOS SANTOS OLIVEIRA	94270	LE KREMLIN BICETRE	49970552300037	279,63
00001341	CATHERINE BOSSE	78530	BUC	41152914200019	93,03
00001343	CABINET INFIRMIER	94000	CRETEIL	52354847700034	55,00
00001344	CABINET MÉDICAL KATIA BOUTARFA	93100	MONTREUIL	48005115000013	79,00
00001347	SCM CMSEA	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	44883146100018	104,26
00001348	LUGAND CELINE	78280	GUYANCOURT	84895564700013	27,79
00001349	DE LA BARBÉE	78410	AUBERGENVILLE	79829357700044	328,90
00001350	ATTAL NICOLAS	92000	NANTERRE	44032883900020	54,98
00001351	MARCADET BLANDINE	75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	41416282600021	527,83
00001354	SCOTTI ELIANE	95150	TAVERNY	40141508800053	256,92
00001355	CÉLINE HOSTACHE	91190	GIF SUR YVETTE	83967700200017	4 695,00
00001356	SCM CABINET D'ORTHOPHONIE	77100	MEAUX	32422877400018	244,80
00001359	PIERRE KOSKAS	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	35241348800029	2 332,00
00001361	ORSAL SOPHIE	95100	ARGENTEUIL	32327423300044	82,75
00001363	GERDANIAN CATHERINE	92160	ANTONY	34348863100023	149,58
00001366	JANNET SEL	95880	ENGHIEN LES BAINS	83350633000012	204,60
00001370	SENABRE MARION	92700	COLOMBES	83114423300010	5 000,00
00001379	SCM JDHW	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	83433711500010	69,90
00001383	LALLOUETTE CLAIRE	95130	FRANCONVILLE	34461177700014	73,98
00001386	ILLOS ELIE ALAIN	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	37935037400011	105,40
00001392	PHU PIN STÉPHANIE	93160	NOISY LE GRAND	51286996700038	109,44

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00001395	STÉPHANIE VALÉRINO-MORICE	92290	CHATENAY MALABRY	41457482200030	90,37
00001398	MARIANNE MOZER	92160	ANTONY	50970046400019	873,36
00001406	CREPAUX-ROUGERIE VERONIQUE	91630	MAROLLES EN HUREPOIX	33320779300048	59,90
00001412	CHAUDESSOLLE ARBELLOT	92300	LEVALLOIS PERRET	41131767000064	64,68
00001414	SCMVD DR 0 PRUNET DR S HOLLENDER DR G BERSAND DR P IMBERT	78000	VERSAILLES	40298823200045	468,00
00001427	GUASTALLA ALICE	94120	FONTENAY SOUS BOIS	81926898800014	2 399,00
00001430	SELARL PHARMACIE DE BRETAGNE	75003	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	43955242300014	220,00
00001434	ASSOCIATION SANTE POUR TOUS - AST	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	81411864200010	200,95
00001439	PHARMACIE DES ECOLES	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	44289527200015	238,00
00001445	PERIGAULT ANNE	77700	SERRIS	53107000100015	1 964,00
00001449	ADREN XHUVANI	94200	IVRY SUR SEINE	43235974300023	121,78
00001456	COUDOUGNAN EMILIE	92250	LA GARENNE COLOMBES	47871253200025	137,93
00001458	HÉLÈNE GOY	77520	MONTIGNY LENCOUP	34099073800049	226,80
00001463	BRELIVET FRANCOISE	93320	LES PAVILLONS SOUS BOIS	41138799600035	150,00
00001467	JACQUET SYLVIE	91200	ATHIS MONS	35275777700052	73,95
00001471	JULIE CAILLARD	95380	LOUVRES	84926311600030	4 940,00
00001472	LY SOPHIE	77185	LOGNES	81033253600012	2 048,00
00001473	FREULET THIERRY	95210	SAINT GRATIEN	34456215200027	268,00
00001474	DR FLORIAN LAURENT	91430	IGNY	84970176800012	278,00
00001487	PHARMACIE LA FONTAINE	91220	BRETIGNY SUR ORGE	84165405600016	62,58
00001488	MARYLENE THIBAUD	95000	CERGY	43498816800010	5 420,00
00001489	NATHALIE BEGU	92300	LEVALLOIS PERRET	34207795500033	30,00
00001499	VIEVILLE ISABELLE	75001	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	40235167000029	206,98
00001504	JAQUET MARION	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	83159877600027	182,48
00001508	MARJORIE BOUYAULT URVOY	78490	MAREIL LE GUYON	82539631000013	31,99
00001510	PENANGUER HADJ HACENE CORALIE	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	81167069400017	4 695,00
00001512	DEL FABRO ELISE	77140	SAINT PIERRE LES NEMOURS	80416727800022	130,00
00001513	CLAEYS FRÉDÉRIQUE	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	52884452500022	64,14
00001514	SCANNER IRM 92 NORD	92250	LA GARENNE COLOMBES	35169138100013	268,20
00001528	THEROND PASCALE	95600	EAUBONNE	33230120900042	126,96
00001532	EMMANUELLE MATHAT-PONTIER	91400	ORSAY	53775220600053	119,69
00001533	PHARMACIE METRO TEMPLE	75003	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	51359955500010	160,00
00001536	VALERIE FONTAINE	78370	PLAISIR	34005706600052	46,50
00001540	MARIE-EDITH LAVAL	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	48415977700040	59,90
00001544	MAGALY FIARD	92420	VAUCRESSON	83056794700023	80,00
00001546	CEDOLIN RENALD	78130	LES MUREAUX	41894268600019	100,00
00001548	PESENTI ROSSI DAVID	78000	VERSAILLES	50839891400020	209,20
00001551	SOPHIE VANNUCCI	78230	LE PECQ	81317055200034	77,80
00001553	FRÉDÉRIC MULOT	91300	MASSY	34123979600012	52,90
00001554	SCM DU CLOS DU BERGER - FLORENT PASCUAL	77380	COMBS LA VILLE	52437826200033	383,25
00001556	BRIGITTE CABROLIE AUBONNET	92500	RUEIL MALMAISON	31942511200012	59,90
00001559	ARPIN SYLVIE	93110	ROSNY SOUS BOIS	40235609100072	189,97
00001562	SCM PARI	91230	MONTGERON	85230806300019	200,00
00001564	JUSTINE LOMMERT ORTHOPHONISTE	91670	ANGERVILLE	82809296500023	54,60
00001568	LANAUD AMANDINE	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	82400462600027	127,50
00001570	BERTRAND NATHALIE	93370	MONTFERMEIL	41448245500022	37,99
00001571	KIS FONTAINE NATHALIE	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	78918272200023	108,00
00001580	EURL PHARMACIE DE CHAILLOT	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	79089237600019	460,00
00001585	CHALUMEAU NATHALIE	91210	DRAVEIL	51011637900031	4 691,00
00001592	SELARL DR REICH DENTISTE	92800	PUTEAUX	84049745700019	276,00
00001596	PULLIAT CAROLE	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	42409462100051	124,68
00001599	OLIVIER GARTENLAUB	94700	MAISONS ALFORT	39296220500028	128,00
00001604	PATRICE KOSKAS	93160	NOISY LE GRAND	35162203000028	323,80
00001611	RIBAT-MARCHAND CHRISTINE	78520	LIMAY	35071953000049	231,49
00001613	KARINE KOWALCZUK	92700	COLOMBES	42098884200035	116,28
00001614	PHARMACIE DU MARCHE	93230	ROMAINVILLE	49302892200018	400,00
00001617	MONSIEUR FRANCIS LEROLLE	78110	LE VESINET	39832803900019	340,00
00001618	BOCK ANNE	94160	SAINT MANDE	35210492100056	246,30
00001622	MSP IVRY SUR SEINE	94200	IVRY SUR SEINE	87888671200016	926,92
00001625	DR MYRIAM MANSOUR-HUGUES	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	53444855000036	83,31
00001627	DENTAL'XPERT	91400	ORSAY	79392857300013	153,98
00001633	PHARMACIE KHALIFE DES BOUVETS	92800	PUTEAUX	53473507100019	358,00
00001638	DR CAROLINE MOREL BURTIN	95880	ENGHIEN LES BAINS	40102778400016	86,90
00001640	PHARMACIE DRIAT-CAILLETON	78380	BOUGIVAL	33083643800011	440,00
00001643	CALEK SERGE	94140	ALFORTVILLE	30992895000026	121,64
00001648	ABUSUBUL DANIEL	78520	LIMAY	40338210400061	127,80
00001659	SCM PRATICIENS GROUPE MEDICAL DE LA CHALLE	95610	ERAGNY	31447941100022	588,00
00001663	MAISON MEDICALE - TEBTI-BEKKAKRIA SELMA	95170	DEUIL LA BARRE	81298604000010	135,30
00001665	IMAGERIE MEDICALE BATIGNOLLES MONTMARTRE	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	84425418500011	105,28
00001667	CHAPPUIS NATACHA	75005	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	80468623600022	104,40
00001671	AUDE THIBOUS	92400	COURBEVOIE	43757047600030	20,69
00001672	CABINET MÉDICAL SCM DELFICA	91120	PALAISEAU	44312163700013	172,80
00001676	MANUEL ACHEROFF	91330	YERRES	32861608100027	362,90

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00001678	ELISABETH BORDET-AMET	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	40014595900021	111,60
00001682	SARL PHARMACIE BUISSON CHARITAT	91390	MORSANG SUR ORGE	49460574400015	681,00
00001684	DOCTEUR HO MONG QUYEN	77600	BUSSY SAINT GEORGES	37974676100020	94,68
00001686	JONATHAN FROHLICHER	91440	BURES SUR YVETTE	84958953600010	69,00
00001690	SELARL PHARMACIE COCHIN PORT ROYAL	75005	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	79823976000019	183,40
00001691	LEFEBVRE YVANINE	95100	ARGENTEUIL	84893035000014	5 000,00
00001696	SOUAID LEANNE	95610	ERAGNY	51933882600018	5 000,00
00001711	MADAME VENUS BASSIRI - BOROJENI	78400	CHATOU	43845377100042	154,66
00001716	SELARL PHARMACIE DE L'ÉGLISE	77470	TRILPORT	80949415600015	270,00
00001721	PAULINE ROCA	95800	CERGY	82260265200015	3 041,65
00001723	HITMI LAILA	91800	BRUNOY	52038928900015	79,99
00001727	POTTIER ALISON	91390	MORSANG SUR ORGE	51531015900030	99,00
00001734	CABINET DENTAIRE DR DIDIER GEOFFROY	91490	MILLY LA FORET	34089201700021	137,39
00001735	BRIGITTE TOURNUS	77630	SAINT MARTIN EN BIERE	42425961200036	1 272,00
00001736	JAGER FLORENCE	93100	MONTREUIL	35305202000032	30,99
00001737	SCHEINFELD HARRY	93320	LES PAVILLONS SOUS BOIS	39966349100013	17,40
00001751	CHAHMI SOPHIA	91190	GIF SUR YVETTE	85186269800020	5 000,00
00001755	SOPHIE LEON (ORTHOPHONISTE)	95130	LE PLESSIS BOUCHARD	44185389200087	305,85
00001756	PIAN NATHALIE	92350	LE PLESSIS ROBINSON	75298034200048	87,29
00001763	PHARMACIE VALLA DU ROND POINT	94700	MAISONS ALFORT	41840465300010	529,00
00001771	DUMOULIN VALERY	95500	GONESSE	49015484600011	2 300,00
00001778	CHAVENEAU CHARLINE	94360	BRY SUR MARNE	81046358800030	186,62
00001793	NABIL HADDAD	94700	MAISONS ALFORT	41112335900027	1 339,59
00001795	DR. EREN PHILIPPE	95400	ARNOUVILLE	82425787700020	669,17
00001817	ROUXEL CATHERINE	95000	CERGY	48904427100018	209,95
00001818	WAGNER MARIE HÉLÈNE	95440	ECOUEN	84062884600015	2 361,00
00001822	SCM CLINIQUE RADIOLOGIQUE DE BELLEVUE	95400	VILLIERS LE BEL	42460819800026	845,19
00001831	SUN JOLIVET	92380	GARCHES	47955841300056	59,70
00001843	WAX GÉRARD	75011	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	41416741100019	157,95
00001855	CHRISTINE STAMMOSE	78800	HOUILLES	42313872600074	4 065,52
00001873	INGRID PEIRTSEGAELE-BOZEC	78440	GARGENVILLE	83129262800011	2 370,00
00001880	SCM GALIBERT BELIN	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	37996822500019	803,47
00001884	FOULON MARIE HELENE	91120	PALAISEAU	81997714100012	59,90
00001892	SELARL PHARMACIE HOTEL DE VILLE	92210	SAINT CLOUD	79019168800015	257,44
00001893	SELURL PHARMACIE DE LA PYRAMIDE	91260	JUVISY SUR ORGE	84251559500010	207,86
00001905	VANESSA COLLIN	93170	BAGNOLET	84285117200010	2 017,99
00001919	AMÉLIE MENUEY CATROU	75016	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	49814647100012	4 997,40
00001920	SELAS PHARMACIE 257 DAUMESNIL	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	78962815300023	1 469,04
00001921	FRANÇOIS BESSON	75006	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	38886122100033	49,99
00001929	BARRIE VIANDON GISÈLE	94200	IVRY SUR SEINE	33833423800015	73,82
00001954	SCM D'IMAGERIE MEDICALE FRERES LUMIERE	94260	FRESNES	38255524100027	354,82
00001956	DELPHINE DELORME	91290	ARPAJON	52433944700038	5 000,00
00001959	MAISON DE SANTÉ DES CHÊNES	95120	ERMONT	80039333200013	5 457,88
00001967	LOUBNA ARABAB	95300	PONTOISE	81751291600021	4 000,00
00001983	ANRI SAHARA	94200	IVRY SUR SEINE	80450323300046	24,99
00001984	VERONIQUE FATTA ÉPOUSE LUCARELLI	92160	ANTONY	44379526500034	3 300,00
00001989	CONTET THIERRY	77760	LA CHAPELLE LA REINE	39000814200023	220,80
00002015	CIMMS	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	44908688300013	390,00
00002017	LOMBARD STEPHANIE	77480	BRAY SUR SEINE	43916956600023	27,48
00002019	WEBER ADELINE	92160	ANTONY	45382350200019	49,00
00002022	INSTITUT DE RADIOLOGIE DE PARIS	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	78434214900027	2 076,90
00002029	SELAS PHARMACIE DU ROCHER	94160	SAINT MANDE	82237612500016	1 040,00
00002031	CABINET GYNECOLOGIE DR BARGY	78380	BOUGIVAL	84895612400020	65,00
00002043	GEORGIN HERMINE	95320	SAINT LEU LA FORET	51826619200013	2 363,99
00002048	AKAKPO REBECCA	93000	BOBIGNY	48382377900010	79,80
00002075	CENTRE MEDICALE DES GATINES - FRANK BOCH	78370	PLAISIR	34344473300046	205,00
00002078	LAM STÉPHANIE	91120	PALAISEAU	51226856600035	197,70
00002123	PHARMACIE DE MONTFORT L AMAURY	78490	MONTFORT L AMAURY	79875454500019	473,90
00002141	CHOUDHRY	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	81240954800029	1 624,90
00002147	CABINET MEDICAL ET PARAMEDICAL DE LA GRANGE AUX BELLES	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	32604802200015	505,60
00002151	CENTRE DE SANTÉ DE BELLEVILLE	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	77569575200011	1 311,68
00002159	AUDREY MASSEIN	78860	SAINT NOM LA BRETECHE	83755000300011	4 046,00
00002176	NADIA DJELOUAH	77950	RUBELLES	45170550300022	35,91
00002181	ASS CLINADENT PARIS BD	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	84463961700019	6 522,00
00002182	CENTRE ACCES VISION PARIS 8	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	87940022400017	5 754,00
00002183	BATOCCHI ISABELLE	78210	SAINT CYR L ECOLE	81232131300023	56,75
00002184	CENTRE ACCES VISION SAINT MANDE	94160	SAINT MANDE	85274627000028	4 110,00
00002190	SELARL PHARMACIE DE LA PLAINE	93210	SAINT DENIS	85232443300014	1 839,00
00002191	DELACOURT ESTELLE	94240	L'HAY LES ROSES	48196967300013	2 690,00
00002193	CASTEJON FRANCOISE	95630	MERIEL	48110772000015	3 861,61
00002210	GARNIER CYRIL	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	43952504900011	16,80
00002223	KREISS-FORTINEAU BRIGITTE	94130	NOGENT SUR MARNE	34010065000027	176,81
00002225	CENTRE OPHTALMOLOGIQUE MONTBAURON	78000	VERSAILLES	79338321700015	429,03

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00002226	MME YEMEY JENNIFER CABINET DE SAGES-FEMMES	95100	ARGENTEUIL	53846831500030	4 663,41
00002231	MSP MICHELET	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	80357867300011	32,99
00002247	NICOLIAN STEPHANIE	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	82057779900019	4 766,80
00002261	LE BOURTHE YANNICK	78980	BREVAL	75325095000031	3 970,77
00002265	SARL CENTRE TOURVILLE	75007	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	42029465400017	559,44
00002268	SNC PHARMACIE BRANCION VOUILLE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	45101542400018	570,00
00002280	HALIMI RACHEL	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	53537407800025	3 380,70
00002296	GIE IRM BERCY	94220	CHARENTON LE PONT	80219850700021	323,88
00002302	SELARL PHARMACIE GALLIENI	94340	JOINVILLE LE PONT	51044170200014	360,00
00002321	SELAS DES DOCTEURS AIDAN BELLAICHE UZAN ET SULTAN	95140	GARGES LES GONESSE	84504113600019	4 115,97
00002323	SELARL DE LA PHARMACIE CENTRALE	77310	SAINT FARGEAU PONTHIERRY	82440192100013	773,00
00002328	LINCLAN ESTELLE	92170	VANVES	82328350200016	2 700,00
00002329	SISA GOUTTE D'OR - BIBAS AURORE	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	80379568100011	95,11
00002335	CABINET DRS CHIALI MIGEON BRINDISI	78955	CARRIERES SOUS POISSY	34116557900036	329,00
00002355	LESLIE BETTAN	92800	PUTEAUX	82173305200038	2 325,25
00002356	ACSBE	93200	SAINT DENIS	39008646000032	878,43
00002363	CENTRE DE SANTÉ MÉDICAL ET DENTAIRE CLAVEL (CSMD CLAVEL) - FONDATION OEUVRE DE LA CROIX S	75019	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	78480968300369	3 267,32
00002371	MONSIEUR JEAN-PIERRE SOENEN - PHARMACIE DU ROND-POINT	92120	MONTROUGE	32995632000033	520,00
00002372	SELARL PHARMACIE DE BOIS LE ROI	77590	BOIS LE ROI	84909378600010	491,38
00002377	DELEANT KINA ISABELLE	92290	CHATENAY MALABRY	42237100500055	295,80
00002378	PHARMACIE BLOCH	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	33328363800018	366,00
00002381	DELALANDE SYLVIE	77910	VARREDDES	39931713000025	82,24
00002385	VOVARD XAVIER	95550	BESSANCOURT	45080172500026	27,95
00002387	SISA DU CHATEAU DE MORSANG SUR ORGE	91390	MORSANG SUR ORGE	80537806400010	186,58
00002390	LAETITIA INTHAVONG	94200	IVRY SUR SEINE	79097850600042	2 226,00
00002396	HABABOU DANIELLE	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	35339068500017	4 960,00
00002406	PHARMACIE BOISSIERE	75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	50077565500011	836,88
00002419	PHARMACIE CENTRALE DU VERT GALANT	93290	TREMBLAY EN FRANCE	83208545000019	336,00
00002421	PHARMACIE BOKOBZA - MME BOKOBZA PATRICIA	93300	AUBERVILLIERS	35105419200015	420,00
00002423	ERIC MENEUX	92200	NEUILLY SUR SEINE	42185877000041	162,80
00002424	PHARMACIE KHOURY DE L'EUROPE	92250	LA GARENNE COLOMBES	81235455300016	160,00
00002426	SELURL GRANDE PHARMACIE DU MARCHÉ	95230	SOISY SOUS MONTMORENCY	83852258900012	654,00
00002434	PHARMACIE DE LA CHARMEUSE	95190	GOUSSAINVILLE	52198114200016	774,00
00002438	SELAS PHARMACIE CLICHY LEGENDRE	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	79402436400018	1 170,00
00002440	SOPHIE MORANDI	94240	L'HAY LES ROSES	44047955800031	3 175,58
00002447	DANIN-MICHEL BLANDINE	78650	BEYNES	53454874800043	88,25
00002449	KOSKAS	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	38850770900029	2 332,00
00002453	PHARMACIE DES SAINTS PÈRES	77100	NANTEUIL LES MEAUX	51469073400025	422,88
00002454	SELARL PHARMACIE PERRIN	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	81028106300018	406,57
00002472	PHARMACIE DU STADE	92290	CHATENAY MALABRY	80270801600026	704,80
00002477	PARDO-BLOCH LAURENCE	92500	RUEIL MALMAISON	38178331500033	2 349,00
00002483	SELARL PHARMACIE PRINCIPALE	95190	GOUSSAINVILLE	82780126700010	287,92
00002484	PHARMACIE DE LA LIBERTE	77270	VILLEPARISIS	32215401400086	260,00
00002487	PHARMACIE B.URSIN	77680	ROISSY EN BRIE	38053798500018	129,85
00002490	PHARMACIE OTTINO	93400	SAINT OUEN SUR SEINE	50452101400010	196,00
00002496	SELAS PHARMACIE DU BOIS PERRIER	93110	ROSNY SOUS BOIS	52356389800015	672,00
00002497	PHARMACIE DANIELE HINGANT	91160	CHAMPLAN	34020224100030	119,00
00002503	PHARMACIE DE L'AMICALE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	53340622900013	2 767,16
00002508	PHARMACIE BEAUVAL 2	77100	MEAUX	82207092600016	661,00
00002509	SELARL PHARMACIE PRINCIPALE DE MAREUIL	77100	MAREUIL LES MEAUX	51904871400025	569,90
00002513	PHARMACIE DES FAMILLES - MME AMRY NESRINE	93400	SAINT OUEN SUR SEINE	81173350000011	1 519,00
00002519	MASK FERRY PANTEA	92160	ANTONY	53018181700012	107,99
00002523	SELARL PHARMACIE DARONDEAU	93210	SAINT DENIS	51038080100025	407,00
00002528	DOCTEUR LE-BONNIÈRE	95320	SAINT LEU LA FORET	42160712800046	2 541,14
00002536	PHARMACIE DU CENTRE-SNC CAZALY FABRE	78350	JOUY EN JOSAS	50921503400018	550,78
00002544	BIECHY RACHELE , SAGE FEMME	77260	LA FERTE SOUS JOUARRE	50521759600012	3 324,00
00002549	VICTOR STROTZ	92160	ANTONY	53122990400036	100,28
00002563	ZHAO LI JUN	93100	MONTREUIL	80906711900010	3 057,00
00002572	SCMR	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	32903539800018	447,39
00002574	MAURE THIERRY	77150	LESIGNY	37779235300049	223,68
00002583	LABORATOIRE CENTRAL 92	92700	COLOMBES	40505007100035	2 284,80
00002584	SELARL DU DR BONNAIRE	75008	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	82355739200011	183,98
00002585	PHARMACIE AYADI - PARIS EST	75010	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	53365583300028	1 519,00
00002586	MYRIAM BENITAH	94270	LE KREMLIN BICETRE	38957849300014	1 026,00
00002590	PHARMACIE DU GRAND PAVOIS	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	81391691300011	476,00
00002597	PHARMACIE MALEINE	94350	VILLIERS SUR MARNE	42985723800019	440,00
00002601	FLEURY JULIETTE	95390	SAINT PRIX	87901616000019	5 000,00
00002603	CABINET DU DR CIESLA ELOÏSE	91310	MONTLHERY	51472390700028	54,72
00002608	PHARMACIE PICCOLO	77650	LONGUEVILLE	82534291800018	440,00
00002610	DREYER-GHADDAB MURIEL	91170	VIRY CHATILLON	43901649400049	79,92
00002614	SELARL PHARMACIE DE L'AUNAIE	91610	BALLANCOURT SUR ESSONNE	44382991600024	333,18
00002621	DONYO AGNES	91210	DRAVEIL	53306744300036	1 269,00
00002623	SALORD JENNA	77176	NANDY	81279008700025	4 989,00

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00002631	SARL PHARMACIE DE LA PLACE DENFERT ROCHEREAU	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	53066935700010	428,60
00002634	CRESPO AURELIE	77250	MORET LOING ET ORVANNE	80946840800020	90,81
00002643	PHARMACIE CANITROT	95400	VILLIERS LE BEL	34102887600017	618,00
00002645	SELARL PHARMACIE AUBIJOUX	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	33877559600012	401,90
00002647	MME PAULETTE AZOULAY - PHARMACIE DE L'EUROPE	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	38010287100015	244,00
00002648	SYLVIE GUIBOURDENCHE	77100	MEAUX	49355752400029	400,00
00002651	MADAME VEBER EMILIE	91150	ETAMPES	88301155300012	1 833,33
00002654	SELAS PHARMACIE F	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	88148269900017	4 883,00
00002660	SELARL PHARMACIE DU PARC	94170	LE PERREUX SUR MARNE	79969807100013	597,59
00002662	SAMI DE LIMEIL	94450	LIMEIL BREVANNES	85240115700015	628,80
00002664	SELARL PHARMACIE DE L'EUROPE	92700	COLOMBES	83759606300011	1 197,88
00002668	SELAS PHARMACIE DE LA REPUBLIQUE	93200	SAINT DENIS	52079677200025	560,00
00002670	PHARMACIE DE LA SEINE	77920	SAMOIS SUR SEINE	80856133600013	375,00
00002672	OPHTINE SELARL	92800	PUTEAUX	85020849700014	717,00
00002677	PHARMACIE INTERNATIONALE DE PARIS	75009	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	82814447700019	531,00
00002680	SELAS GRANDE PHARMACIE CENTRALE	93200	SAINT DENIS	52076498600011	320,00
00002682	SELARL PHARMACIE SAINT AYOUL	77160	PROVINS	53836303700010	887,75
00002685	MARC AIM	95370	MONTIGNY LES CORMEILLES	33095040300023	45,72
00002689	SELAS PHARMACIE DE L'OPERA MOGADOR	75009	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	48032767500017	80,00
00002692	CHRISTINE LIVOLANT	78430	LOUVECIENNES	41416255200023	206,60
00002702	DR TRAN ANH DUNG GÉRANT DE SELARL TRANSTO	78200	MANTES LA JOLIE	83172425700017	146,88
00002706	AIT LARBI NACIRA	93110	ROSNY SOUS BOIS	42893956500027	483,06
00002715	CANALES KRYSTEL	75017	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	52314841900014	59,00
00002716	SCM DU CABINET MEDICAL QUINCY S-S SENART	91480	QUINCY SOUS SENART	34955161400028	147,00
00002725	SELARL PHARMACIE MONT CHALATS	77500	CHELLES	85346425300014	1 519,00
00002728	SELARL PHARMACIE DU MOUTIER	94370	SUCY EN BRIE	51941244900018	1 002,00
00002731	KOCHEL JEANNE MARIE	78100	SAINT GERMAIN EN LAYE	81324617000019	111,60
00002735	PHARMACIE COUET MOREAU	93240	STAINS	39785401900015	714,80
00002746	SELARL PHARMACIE DE CHENNEVIÈRES	78700	CONFLANS SAINTE HONORINE	78949126300016	1 227,37
00002748	SCM MONTEAU CARON SERGENT PAZA	95150	TAVERNY	30206712900015	690,26
00002753	SAINT-PAUL ADRAI EMANUELE	75007	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	53988708300027	3 626,70
00002764	SELARL PHARMACIE LEYMARIE	93100	MONTREUIL	53381599900016	1 519,00
00002766	MARIE CARO	93600	AULNAY SOUS BOIS	83859086700019	553,83
00002770	SELARL PHARMACIE PRINCIPALE	93120	LA COURNEUVE	43351173000015	202,89
00002772	HOCINE FOUDI	77000	MELUN	52287028600021	57,50
00002775	DOMBRECHT EUGÉNIE	77160	PROVINS	82260396500028	2 200,00
00002777	PHARMACIE DE MADAME CAM TRANG	78370	PLAISIR	40153123100017	195,00
00002779	SELARL PHARMACIE DES ARCADES	94800	VILLEJUIF	80186316800010	340,00
00002790	SCP D'INFIRMIERS LABADILLE TREME DE OLIVEIRA	77130	LA GRANDE PAROISSE	34760766500028	300,95
00002791	PAULINE FERREIRA	95240	CORMEILLES EN PARISIS	79291141400011	2 008,07
00002793	PHARMACIE YOUK TAN	94700	MAISONS ALFORT	50906853200019	654,68
00002795	GRANDE PHARMACIE DE LIMEIL	94450	LIMEIL BREVANNES	88536144400015	107,00
00002797	EURL PHARMACIE DUMONT - PHARMACIE DE L ILO	93800	EPINAY SUR SEINE	75256837800026	861,75
00002798	PRINZIVALLI MENDES SÉVERINE	78700	CONFLANS SAINTE HONORINE	44970199400047	3 582,57
00002808	GOLLY SÉVERINE	91800	BRUNOY	85348570400011	1 850,90
00002823	DR ANNE MORYOUSSEF ROZENBAUM	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	79918973300030	128,90
00002826	CLEMENTINE FENSCH	75018	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	82087849400039	145,50
00002827	SELARL PHARMACIE DES DEUX GARES	91300	MASSY	81194932000014	1 065,00
00002846	JONIS DIOUF ODILE	78500	SARTROUVILLE	44443621600055	4 058,60
00002849	SELAS IMAGERIE MEDICALE SAINTE MARIE	95520	OSNY	35258568100047	2 130,78
00002854	PHARMACIE VALMY-AUDRA	92700	COLOMBES	81504149600010	260,00
00002860	GROUPE MEDICAL ET PARAMEDICAL DU LAC	95320	SAINT LEU LA FORET	50051414600017	285,60
00002862	SNC PHARMACIE CROQUET MAILLARD	77840	CROUY SUR OURCQ	47808886700013	195,00
00002865	FRANCOIS ALEXANDRE	92500	RUEIL MALMAISON	34319826300026	246,38
00002867	MINOC LUCILE	95880	ENGHIEN LES BAINS	50955012500025	2 300,00
00002880	MAISON DE SANTE DE MEUDON	92360	MEUDON	82876346600012	1 213,22
00002883	SORRE AMANDINE	91540	MENNECY	51303772100034	2 618,00
00002885	NEU EMMANUELLE	91250	SAINT GERMAIN LES CORBEIL	38395502800030	56,00
00002891	GROUPE MÉDICAL DAUMESNIL	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	35129569600014	439,20
00002893	CAZARD SYLVAIN	94120	FONTENAY SOUS BOIS	51446024500046	815,66
00002900	DERRIEN AUBAINE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	53052263000033	119,64
00002904	PHARMACIE 315	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	52804873900015	873,90
00002905	PHARMACIE DE L AVENUE	94400	VITRY SUR SEINE	81863746400012	440,00
00002908	PIROELLE ESTELLE	92150	SURESNES	51937075300013	67,80
00002917	JOKE PEETERS	77290	COMPANS	79809163300023	223,02
00002923	GRANDE PHARMACIE DE LA GARE	95140	GARGES LES GONESSE	47933011000012	972,00
00002924	PHARMACIE LOMBARDI	77190	DAMMARIE LES LYS	53248891300023	718,90
00002931	SELARL PHARMACIE DE BONNELLES	78830	BONNELLES	85082850000015	499,00
00002934	DUPAS GOUIN CAROLINE	92700	COLOMBES	40342869100030	503,60
00002935	TRINH XUAN TUAN	75013	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	40415997200011	69,00
00002939	DOCTEUR PAL ELIANE	75015	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	43926219700031	1 057,46
00002950	PHARMACIE PETITPREZ	95200	SARCELLES	43459765400012	189,55
00002952	PHARMACIE DE LA GARE	78520	LIMAY	80251103000016	575,00

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire privé	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00002953	SELARL PHARMACIE BLONDEL	93340	LE RAINCY	80413906100019	159,49
00002956	SELURL PHARMACIE BAUDOUIN	91800	BRUNOY	50056124600017	616,00
00002957	SCM C'EST O2	75020	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	50269382300028	566,42
00002958	SCM VAN GOGH	95150	TAVERNY	37927760100025	528,00
00002966	BERTRAND ROUSSY	75012	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	51395150900027	773,38
00002969	PHARMACIE DE LA POSTE	93500	PANTIN	82118910700013	600,00
00002970	PHARMACIE DU RELAIS	91210	DRAVEIL	82488100700010	450,81
00002971	PHARMACIE NOUCHI-COHEN	95120	ERMONT	81250594900022	1 630,00
00002974	SARL PHARMACIE BRIVET - PHARMACIE DE L OLIVIER	94300	VINCENNES	50288398600015	158,41
00002976	FLORENCE THIRION HAMMACHE	95220	HERBLAY SUR SEINE	41807725100027	1 268,15
00002981	ARMAND MALKA	75014	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	35365180500023	234,00
00002986	PHARMACIE CENTRALE SEBAG	94300	VINCENNES	81988227500012	315,00
00003001	GIE EUROSCANLM78	78490	MONTFORT L AMAURY	39754563300042	637,60
00003003	PATRICK BOUCHARD	78280	GUYANCOURT	34521793900015	419,00
00003005	SARL SCANNER DE POISSY	78300	POISSY	50394036300024	919,70
00003006	SELARL PHARMACIE DE LA MAIRIE	78340	LES CLAYES SOUS BOIS	87777249100016	1 519,00
00003007	PHARMACIE CHAMBRION	95510	VETHEUIL	34969349900015	1 495,00
00003016	PHARMACIE DE LA HACQUINIÈRE	91440	BURES SUR YVETTE	52285178100016	349,00
00003017	PHARMACIE PONROY	91120	PALAISEAU	80480600800012	511,00
00003026	PHARMACIE DU CENTRE	95390	SAINT PRIX	50208640800015	756,02
00003029	MERAD SARA	95100	ARGENTEUIL	83878011200028	2 427,22
00003031	SELARL PHARMACIE MAC VAL	94400	VITRY SUR SEINE	80207114200011	454,94
00003035	PHARMACIE VAN DER MEEREN - GALLIENI	93160	NOISY LE GRAND	50201272700017	294,80
00003080	SCM MAISON DE SANTÉ LA COLLÉGIALE	78300	POISSY	84530298300026	109,94
00003090	SCM ARNICA	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	47909320500017	355,20
00003096	SCM EAULE	91300	MASSY	79978446700018	1 062,95
00003099	ZANATTA FABIENNE	91140	VILLEBON SUR YVETTE	80470909500017	16,60
00003113	PHARMACIE DE LA GARE	93350	LE BOURGET	42359755800026	250,00
00003123	DOCTEUR GUILLON JÉRÉMIE	95220	HERBLAY SUR SEINE	53847966800039	372,00
00003129	SELAS PHARMACIE CENTRALE VALDOLY	91270	VIGNEUX SUR SEINE	47960524800018	716,00
00003169	GRYSON CHRISTOPHE	91160	LONGJUMEAU	41533978700020	396,00
TOTAL PROPOSE EN INVESTISSEMENT POUR LES BENEFICIAIRES PRIVES		**542**	**dossiers**	**montant**	**446 500,87**

ANNEXE 5 - DOSSIERS INVESTISSEMENT BENEFICIAIRES PUBLICS

Référence administrative de la demande	Bénéficiaire public	code postal	commune du bénéficiaire	SIRET	Montant proposé au vote en investissement
00000897	VILLE DE CLAMART - CENTRE DE SANTÉ JAURÉS	92140	CLAMART	21920023500303	9 214,20
00000906	CENTRE MUNICIPAL DE SANTE DE FRESNES	94260	FRESNES	21940034800013	352,80
00002330	CMS CYGNE	93200	SAINT DENIS	21930066200729	830,67
00002506	MAIRE DE CLICHY CENTRE DE SANTE CHAGALL GOUIN	92110	CLICHY	21920024300018	1 380,60
00002553	CENTRE DE SANTÉ MUNICIPAL DE TRAPPES	78190	TRAPPES	21780621500547	1 392,45
00002635	CENTRE DE SANTE FOSSES MARLY-LA-VILLE	95470	FOSSES	24950008300020	486,18
00003100	CENTRE MUNICIPAL DE SANTE DES LILAS	93260	LES LILAS	21930045600171	1 197,82
TOTAL PROPOSE EN INVESTISSEMENT POUR LES BENEFICIAIRES PUBLICS		**7**	**dossiers**	**montant**	**14 854,72**

ANNEXE 6 - CONVENTION invt et fonct Covid19

CONVENTION N°XXXXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-XX du XX XXXX 2020
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **XXXXX**
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant **Représentant légal**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « **Fonds d'équipement d'urgence des professionnels de santé** » adopté par délibération **n° CP 2020-C04 du 3 avril 2020** et modifié par délibération n° CP 2020-170 du 27 mai 2020.
L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération **n°CP 2020-XX du XX XXXX 2020**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **XXXX (BENEFICIAIRE)** pour la réalisation de l'action suivante :

Description du projet

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant aux **dépenses éligibles**, dans la limite du montant plafond fixé à 30 000 €. Dans le cadre de cette convention, le **montant subventionnable est de XX XXX €** réparti de la façon suivante :

- XX XXX € pour des dépenses relatives à de l'abonnement à une plateforme de téléconsultation, des produits d'hygiène, des masques chirurgicaux, du petit matériel de protection individuelle.

- XX XXX € pour des dépenses relatives à du matériel de sortie précoce de maternité, du matériel de téléconsultation, du petit matériel pour le suivi des patients, du matériel de protection ou de sécurité.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet mentionné à l'article 1.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité subventionnée pendant une durée de 5 ans pour le matériel de sortie précoce de maternité, le matériel de téléconsultation, le petit matériel pour le suivi des patients, le matériel de protection ou de sécurité.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…)
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de
vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement).
Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus :

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).
En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention selon les modalités prévues à l'article 6.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1: MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire qui dépose l'ensemble de ses pièces justificatives en ligne sur la plateforme d'aides régionales à savoir ;

- Les factures acquittées des dépenses engagées pour lutter contre la pandémie,
- Le relevé d'identité bancaire de la structure
- La présente convention datée et signée

Le bénéficiaire certifie, à l'occasion du dépôt de sa demande, la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

ARTICLE 3.2 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 12 mars, jusqu'à la date de fin de l'état d'urgence sanitaire lié au Covid-19, soit le 10 juillet 2020.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE LA DELIBERATION n°CP 2020-XX du XX XXXX 2020.**
Sans préjudice des durées indiquées aux articles 2.1 et 2.2, elle expire lors du versement de la subvention régionale ou en cas de résiliation conformément à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.
Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend

effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la
Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :
Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par délibération à la commission permanente.

ARTICLE 8 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION EUROPEENNE RELATIVE AUX AIDES D'ETAT

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises n°SA.56985 (2020/N) France –COVID19 modifié.

Fait à Saint-Ouen sur Seine en 2 exemplaires originaux
Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur général adjoint du Pôle politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation
Cédric ARCOS

Le
Le bénéficiaire
XXXXX
Représentant Légal (fonction)

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-527
DU 15 OCTOBRE 2020

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR
RÈGLEMENT D'INTERVENTION "VÉHICULES PROPRES"

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 13 mars 2020 relatif "aux conditions de transformation des véhicules à motorisation thermique en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible" publié au Journal Officiel le 3 avril 2020 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 approuvant le plan régional pour la qualité de l'air « Changeons d'air en Île-de-France » ;

VU la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant approbation de la stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire (SREC) ;

VU la délibération n° CP 2020-424 du 23 septembre 2020 portant modification du Règlement d'intervention « véhicules propres », Energie, Déchets, Biodiversité : 5ème rapport- Affectations 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

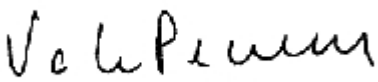
VU le rapport n°CP 2020-527 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la modification du règlement d'intervention relatif au dispositif « véhicules propres » adopté par la délibération n° CP 2020-424 du 23 septembre 2020 susvisée, tel que présenté en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 15 octobre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 15 octobre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201015-lmc194148-DE-1-1) et affichage ou notification le 15 octobre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

RI vehicules propres

Règlement d'intervention

Dispositif « Véhicules propres »

I. OBJECTIFS DE L'AIDE RÉGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'améliorer la qualité de l'air en Ile-de-France, en augmentant la part des véhicules propres en termes de polluants atmosphériques dans le parc de véhicules franciliens.

Elle cible pour cela deux actions prioritaires :

- accompagner les particuliers, les TPE et les PME franciliennes dans la transformation des véhicules à motorisation thermique dont ils sont propriétaires, en véhicules à motorisation électrique, à batterie ou à pile à combustible, par la technique dite du « RETROFIT » ;

- aider les petites et moyennes entreprises franciliennes, notamment artisanales, y compris les entreprises de transport pour compte d'autrui, à l'acquisition de véhicules propres pour leurs besoins professionnels.

II. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ GENERALES

1. Clauses spécifiques pour les TPE et PME Franciliennes

Au titre de ce dispositif (Acquisition et Rétrofit), une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de cinq véhicules. Pour les entreprises individuelles (autoentrepreneurs, professions libérales etc.), ce dispositif ne peut être sollicité que pour l'achat d'un seul véhicule.

Une même personne physique ([1]), représentante légale, de plusieurs entreprises ne pourra solliciter ce dispositif régional qu'au titre d'une seule d'une entreprise.

Pour l'acquisition de deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques et de véhicules de tourisme (champs J1 de la carte grise TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 et MTT2, VP), l'entreprise devra justifier d'une ancienneté supérieure à un an ([2]).

[1] Une copie de la carte d'identité, du passeport ou du titre de séjour devra être fournie

[2] Fourniture d'un justificatif émanant d'un organisme officiel comportant cette information

2. Clauses spécifiques pour les particuliers

Au titre de ce dispositif, l'aide « RETROFIT » est destinée aux particuliers dont la résidence principale est située en Ile-de-France et est limitée à un véhicule par foyer fiscal.

III. CONVERSION DES VEHICULES THERMIQUES

1. Bénéficiaires

Les particuliers, dont la résidence principale et le foyer fiscal sont en Ile-de-France, peuvent bénéficier de l'aide régionale, pour la conversion d'un véhicule thermique de plus de 5 ans dont ils sont propriétaires, dans le cadre du « RETROFIT » électrique.

Les entreprises TPE et PME Franciliennes (y compris les taxis et voiture de transport avec chauffeur, VTC), comptant au plus 50 salariés, ayant leur siège en Île-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 000 000 € peuvent bénéficier de l'aide régionale, pour la conversion de véhicules thermiques de plus de 5 ans (**« RETROFIT » électrique).**

Les entreprises de transport de marchandises pour compte d'autrui sont éligibles au dispositif.

2. Dépenses éligibles

Les véhicules éligibles au RETROFIT sont des véhicules thermiques qui ont une ancienneté de plus de 5 ans.

Les véhicules subventionnés devront présenter une immatriculation française avant et après l'opération de RETROFIT.

Le bénéficiaire de l'aide – particulier ou entreprise - doit être le propriétaire du véhicule qui fera l'objet d'un RETROFIT.

Les véhicules transformés sur la base des « Rétrofit électrique » devront avoir fait l'objet d'une transformation réalisée auprès d'un professionnel agréé, répondant aux exigences de l'Arrêté du 13 mars 2020 relatif aux conditions de transformation des véhicules à motorisation thermique en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible.

3. Commande, paiement et demande de carte grise

La date de la facture de l'opération de conversion du véhicule et la demande de carte grise devront intervenir postérieurement à la date de notification de l'aide au bénéficiaire.

4. Modalités de l'aide

Le montant de l'aide régionale est plafonné à :

- 500 € pour les pour les deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles
- 2500 € pour les véhicules 4 roues de tous PTAC.

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec d'autres aides publiques (notamment celles des collectivités territoriales), ayant le même objet. Le cumul d'aides publiques est plafonné à 50 % du prix de la réalisation de la conversion. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité. Ils sont de plus, exonérés de l'obligation de recruter de(s) stagiaire(s) ou alternant(s), prévue initialement par la délibération CR 08-16.

Dans le cadre de ce dispositif, l'aide est attribuée sur le fondement du règlement n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

IV. ACQUISITION DE VEHICULES PROPRES

1. Bénéficiaires

Sont éligibles les entreprises TPE et PME Franciliennes (y compris les taxis et voiture de transport avec chauffeur, VTC), comptant au plus 50 salariés, ayant leur siège en Île-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 000 000 €. Les entreprises de transport de marchandises pour compte d'autrui sont éligibles au dispositif.

2. Dépenses éligibles

L'acquisition du véhicule pourra être effectuée par son achat directement ou via une location longue durée, location avec option d'achat ou crédit-bail.

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner l'acquisition de véhicules professionnels, neufs ou d'occasion [3], électriques, à hydrogène ou au GNV dont les codes nationaux (champ P3 de la carte grise) sont EL(Electricité), H2 (Hydrogène), HH (Hydrogène-Electricité-hybride non rechargeable), HE (Hydrogène-Electricité- hybride rechargeable et GN (Gaz Naturel), ainsi que les véhicules de code national EN (Bicarburation essence-gaz naturel), GC (Gaz Compressé), de PTAC (Poids Total Autorisé en Charge) supérieur à 3,5 tonnes.

Dans le cadre d'une location longue durée et d'une location avec option d'achat, l'aide est versée au loueur qui la répercute en totalité sur les loyers. Le contrat de location doit faire apparaitre le coût d'achat du véhicule et l'impact de l'aide sur les loyers.

Sont éligibles :

- les taxis et VTC [4], y compris les motorisations hybrides rechargeables (code EE dans le champ P3

[3] L'achat du véhicule devra être effectué auprès d'un professionnel. Les achats auprès des particuliers sont exclus du dispositif

[4] Les justificatifs émanant d'un organisme officiel comportent un code NAF correspondant aux taxis et VTC ou une copie de la carte professionnelle en cours de validité devra être fournie.

de la carte grise),

- les autres véhicules professionnels dont les codes nationaux (champ J1 de la carte grise) sont VP, TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 et MTT2, CTTE, VASP, CAM,

- les véhicules de transport de marchandises qu'ils soient ou non équipés de modules isothermes ou frigorifiques dont les codes nationaux (champ J1 de la carte grise) sont TM(Tricycles à moteur), QM (Quadricycles à moteur), CYCL (Cyclomoteurs à trois roues), CL (Cyclomoteurs à trois roues),TRR (Tracteurs routiers), CTTE Camionnettes (véhicules d'un poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 3 500 kg autres que les tracteurs routiers),CAM Camions (véhicules d'un poids total autorisé en charge excédant 3 500 kg autres que les tracteurs routiers), SRAT(Semi-remorques avant-train), SREM (Semi-remorques routières) REM (Remorques routières),SRTC (Semi-remorques pour transports combinés), RETC (Remorques pour transports combinés) équipés de frigo.

Sont exclus de ce dispositif :

- les vélos électriques ou à assistance électrique ;
- les trottinettes électriques ;
- les véhicules électriques dont l'énergie pour la motorisation est fournie par des batteries au plomb.

Les véhicules d'occasion (1) sont éligibles à l'aide régionale s'ils n'ont pas déjà fait l'objet, lors d'une précédente acquisition :

- d'une subvention au titre de ce même dispositif ;
- d'une aide publique autre que celles de l'Etat (subvention de collectivités territoriales notamment).

Dans le cas de la location, la durée du contrat doit être de 2 ans minimum. Le loueur s'engage à restituer l'aide dans les trois mois suivant la modification du contrat de location si celui-ci déroge aux conditions ci-dessus.

3. Commande, paiement et demande de carte grise

Dans le cas de l'achat d'un véhicule, son paiement et la demande de carte grise devront intervenir postérieurement à la date de notification de l'aide au bénéficiaire.

Dans le cas de la location, la date de signature du contrat avec le locataire du véhicule devra être postérieure à la date de notification de l'aide au bénéficiaire.

La signature de la commande par le bénéficiaire de l'aide ne vaut pas subvention. Seule la notification de l'aide au bénéficiaire, après examen complet de son dossier, aux vues des critères d'éligibilité fera foi.

La commande du ou des véhicules pourra être réalisée avant la notification du ou des véhicules, mais ne vaudra pas accord de la subvention. Seule la notification de l'aide au bénéficiaire après examen complet de son dossier aux vues des critères d'éligibilité fera foi.

4. Modalités de l'aide

Dans le cadre de ce dispositif, l'aide est attribuée sur le fondement du règlement n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

Pour l'achat et la location des véhicules, le montant de l'aide régionale est plafonné à :

- 1 500 € pour les deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques (dont le code est TM (Tricycle à Moteur), QM (Quadricycles à Moteur), CYCL et CL (Cyclomoteurs à 3 roues), MTL (motocyclette légère - puissance maximale nette CE de 11 kW-cylindrée de 125 cm3),

- 3 000 € si la puissance du véhicule est supérieure ou égale à 11 kilowatts MTT1 (Moto dont la puissance est supérieure à 11 kw -15 chevaux DIN et inférieure ou égale à 25 kw - 34 chevaux DIN, soit 600 cm3). ou MTT2 (cette catégorie englobe toutes les motos n'entrant pas dans les catégories MTL et MTT1),

- 6 000 € pour un véhicule professionnel léger (code VP, CTTE, VASP) électrique, GNV ou à hydrogène, ainsi que les taxis hybrides rechargeables (code EE) de PTAC inférieur ou égal à 3,5 tonnes9 000 € pour un véhicule professionnel (code CAM) électrique, GNV ou à hydrogène de PTAC supérieur 3,5 tonnes,

- 15 000 € pour les véhicules de transport de marchandises pour autrui de PTAC supérieur à 3,5 tonnes.

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec d'autres aides publiques (notamment celles des collectivités territoriales), ayant le même objet. Le cumul d'aides publiques est plafonné à 50 % du prix d'achat du véhicule TTC. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité. Ils sont de plus, exonérés de l'obligation de recruter de(s) stagiaire(s) ou alternant(s), prévue initialement par la délibération CR 08-16.

V. ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

A compter de la date de notification de l'aide, le bénéficiaire dispose de neuf mois pour envoyer les documents nécessaires au paiement de l'aide (5). Il est recommandé aux bénéficiaires de faire parvenir dans les plus brefs délais ces documents afin de pouvoir réaliser, pendant ce délai de 9 mois, le traitement d'éventuelles non-conformités détectées lors de l'analyse des pièces par l'ASP.

5 Les pièces nécessaires pour déclencher le paiement de l'aide devront être envoyées exclusivement par mail, en format PDF, à l'Agence de Services et de Paiement notamment, la copie de la nouvelle carte grise définitive, le bon de commande, la facture acquittée. C'est la date du mail d'envoi de la notification qui sera prise en compte pour le calcul des délais.

Le non-respect de ce délai de 9 mois entrainera la caducité du dossier et donc l'annulation de l'aide.

1. Achat de véhicule :

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le(s) véhicule(s) concerné(s) dans un délai de deux ans (24 mois) à compter de la date d'acquisition A défaut, le bénéficiaire devra rembourser l'aide perçue pour chaque véhicule sur la base suivante :

[montant du remboursement] = [montant de l'aide] x [24 –M] /24

« M » étant le nombre de mois complets où le véhicule a été conservé depuis son acquisition jusqu'à sa revente. En cas de vente moins d'un mois après son acquisition, la subvention doit donc être remboursée en totalité.

2. Location de véhicule :

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas restituer le(s) véhicule(s) concerné(s) dans un délai de deux ans (24 mois) à compter de la date de location. A défaut, le bénéficiaire devra rembourser l'aide perçue pour chaque véhicule sur la base suivante

[montant du remboursement] = [montant de l'aide] x [24 –M]/24

« M » étant le nombre de mois complets où le véhicule a été conservé depuis la date de location jusqu'à sa restitution au loueur. En cas de restitution moins d'un mois après son acquisition, la subvention doit donc être remboursée en totalité.

3. Rétrofit

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le(s) véhicule(s) concerné(s) dans un délai de deux ans (24 mois) à compter de la date de transformation par la technique du « RETROFIT ». A défaut, le bénéficiaire devra rembourser l'aide perçue pour chaque véhicule sur la base suivante :

[montant du remboursement] = [montant de l'aide] x [24 –M] /24

« M » étant le nombre de mois complets où le véhicule a été conservé depuis son acquisition jusqu'à sa revente. En cas de vente moins d'un mois après son acquisition, la subvention doit donc être remboursée en totalité.

VI. GESTION DU DISPOSITIF

La liste des pièces nécessaires à la demande d'aide figure sur le portail de la Région : www.iledefrance.fr/vehicules-propres

Le dépôt de la demande s'opère de façon dématérialisée via la plateforme des aides régionales :

https://mesdemarches.iledefrance.fr

La gestion et le paiement des aides au titre de ce dispositif sont confiés à l'Agence de Services et de Paiement (ASP). Les échanges entre l'ASP et les entreprises, concernant l'instruction des dossiers, sera effectuée de manière dématérialisée (par mail) avec des documents en pièce jointe au format PDF.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-459
DU 15 OCTOBRE 2020

BUDGET PARTICIPATIF ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE - 1ÈRE SESSION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis ;

VU le plan d'investissement européen dit Plan Juncker adopté le 24 juin 2015 par le parlement européen ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.50388 (2018/N) (ancien 39618) relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire pour la période 2014-2020, pris sur la base du régime cadre notifié SA 39618 par la Commission européenne le 19 février 2015 et modifié le 26 février 2018 ;

VU SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif aux « aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental »

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Plan de Seine ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale

des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2020-100 du 31 janvier 2020 portant approbation du Budget participatif écologique ;

VU la délibération n° CP 2020-101 du 4 mars 2020 relative à la Politique énergie-climat – Mise en œuvre du Plan « Changeons d'air » - 2ème affectation 2020 ;
VU l'arrêté n° CP 2020-192 du 14 septembre 2020 portant composition de la commission d'admissibilité du Budget participatif écologique ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-459 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du « Budget participatif écologique », au financement des projets locaux retenus par le vote des Franciliens qui s'est déroulé du 18 septembre au 2 octobre 2020 et détaillés dans les fiches-projet figurant en annexe n°1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 2 419 428 €.

Décide dans ce cadre et à titre exceptionnel pour la 1ère session du Budget participatif écologique, d'attribuer des subventions inférieures à 1 000 €, par dérogation à l'article 2 de la délibération n° CP 2020-100 du 31 janvier 2020 relative au Budget participatif écologique, annexe 1 « Règlement d'intervention », II – CONDITIONS D'ELIGIBILITE, b. Projets éligibles, alinéa 6.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-101 du 4 mars 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

A cet effet, affecte les autorisations de programme suivantes :

338 596 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-007 (171007) « Soutien aux démarches de développement durable », action 17100701 « Soutien aux démarches de développement durable », du budget 2020.

495 187 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200106 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

101 829 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », 17200109 « Fonds propreté », du budget 2020.

20 000 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique

de l'eau », programme HP 74-006 (174006) « Milieux aquatiques et humides », action 17400601 « Milieux aquatiques et humides », du budget 2020.

77 556 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500105 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2020.

143 148 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2020.

730 514 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600307 « Plan Vert et biodiversité », du budget 2020.

461 532 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 78 « Autres actions », programme HP 78 001 (178001) « Circulations douces », action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables », du budget 2020.

7 173 €, disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-003 « Etudes et expérimentation », action 18100301 « Etudes et expérimentations », du budget 2020.

10 000 €, disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 824 « Voirie Communale », programme HP 824-006 « Aménagement des infrastructures de voirie communale », action 18200601 « Aménagement de voirie communale », du budget 2020.

33 893 €, disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits », du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer, au titre des dispositifs listés en annexe n°2 à la présente délibération et du « Budget participatif écologique », au financement des grands projets retenus par le vote des Franciliens qui s'est déroulé du 18 septembre au 2 octobre 2020 et détaillés dans les fiches-projet figurant en annexe n°3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 26 157 345,33 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée pour chacun de ces dispositifs par délibération mentionnée dans la liste présentée en annexe n°2 susmentionnée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

A cet effet, affecte les autorisations de programme suivantes :

5 132 140 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources ».

284 390 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », 17200109 « Fonds propreté », du budget 2020.

266 730,44 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'eau », programme PR 74-006 (474006) « Milieux aquatiques et humides », action 474006013 « Milieux aquatiques et humides », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet « Transition écologique et énergétique », sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 333 « Restauration des milieux ».

219 992,2 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001053 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 311 « Rénovation énergétique ».

12 528 531,35 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

1 194 954,03 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600307 « Plan Vert et biodiversité », du budget 2020.

291 972,66 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-005 (476005) « Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », action 476005013 « Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan 2015-2020 : Volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », actions 332 « Continuités terrestres », 333 « Restauration des milieux » et 334 « Connaissance et animation ».

6 022 098 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 78 « Autres actions », programme HP 78 001 (178001) « Circulations douces », action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables », du budget 2020.

216 536,65 €, disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-004 (193004) « Agriculture et environnement », action 19300407 « Agriculture urbaine », du budget 2020.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet figurant en annexe n° 1 à la délibération, en raison des impacts liés à la crise sanitaire Covid 19 et du report

du lancement du Budget participatif, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet figurant en annexe n° 3 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 5 :

Décide de procéder aux développements informatiques nécessaires de la plateforme Budget participatif.

Affecte à ce titre, un montant d'autorisation de programme de 60 000,00 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-007 (171007) « Soutien aux démarches de développement durable », action 17100701 « Soutien aux démarches de développement durable », du budget 2020.

Article 6 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 67 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100806 « budget participatif », du budget 2020.

Article 7 :

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € à Nice Métropole disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme », du budget 2020.

Pour faire face à l'urgence et aux besoins des collectivités, décide que le versement se fera en une fois, sans demande préalable ni justificatif présentés par le bénéficiaire.

Article 8 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 35 000 € prélevés sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 (180001) « Etudes générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 16 octobre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 16 octobre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201015-lmc194934-DE-1-1) et affichage ou notification le 16 octobre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiches projets locaux.pdf

DOSSIER N° 20013100 - Plantations citoyennes de forêts urbaines

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	100 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PIONNIERS
Adresse administrative : 6 Rue Alice Milliat 94110 Arcueil
Statut juridique : Association
Représentant : Sylvain SEMOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif est de créer des forêts urbaines, avec la participation des citoyens, car elles représentent l'un des meilleurs moyens pour lutter contre les effets du changement climatique dont l'impact se fait particulièrement ressentir en milieu urbain.
La méthode employée est inspirée de la permaculture : la méthode d'afforestation écologique Miyawaki. Celle-ci a été pensée pour recréer des forêts natives en environnement urbain, composées d'essences indigènes et multi-strates. Ces forêts sont riches en biodiversités, maximisent les services éco-systémiques rendus et ne nécessitent aucun entretien après 3 ans.
Les services éco-systémiques rendus par ces forêts urbaines sont multiples : séquestration du carbone et atténuation des effets du changement climatique, refroidissement du milieu bâti local à travers l'ombrage et l'évapotranspiration (économies d'énergies), élimination des polluants atmosphériques et absorption des bruits, préservation et augmentation de la biodiversitéatténuation de l'écoulement des eaux d'orage, amélioration des conditions de vies, de la santé des habitants en offrant des espaces verts supplémentaires.
L'association s'appuie sur son réseau de partenaires franciliens identifiés (pour la fourniture des plants, des matériaux de plantation type compost, paillage...) et plante sur des terrains publics afin que la forêt soit elle même un lieu public et collectif. Pour cela, elle sollicite habituellement les collectivités (communes, département...) pour qu'elles mettent à disposition et sanctuarisent une parcelle urbaine pouvant accueillir une forêt (délaissé de voirie, friche industrielle, place enherbée etc.).
Dans le cadre de ce projet, le terrain pour accueillir la plantation est en cours d'identification. L'association est déjà en contact avec des collectivités partenaires et la région Île-de-France pourra lui indiquer la liste des sites répertoriés dans le cadre du Plan Friches.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Plants d'essences d'arbres indigènes	5 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Matériel de plantation (compost, paillage…)	1 000		
Décompactage de la terre avec une pelle mécanique (prestataire externe)	3 000		
Réalisation et installation d'une pancarte explicative du projet sur site, à visée pédagogique	1 000		
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013014 - Installation de poubelles de tri sélectif publiques

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 712 € HT	80 %	1 370 €
	Montant total de la subvention		1 370 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FROMONT
Adresse administrative : 3 place de l'Eglise 77760 Fromont
Statut juridique : Organisme public
Représentant : François ROISNEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Fromont (243 habitants) est actuellement dépourvue de poubelles de tri sélectif et métal et souhaite en installer 4, en bois et métal pour qu'elles s'intègrent le mieux possible à l'environnement. Ces poubelles seront installées sur les deux lieux de pique-nique du village, sur la place de l'Eglise ainsi que sur la mare communale.

Localisation géographique :

- Fromont

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat corbeilles de tri	1 712,00	Subvention Région Île-de-	1 370,00

		France	
		Autofinancement	342,00
TOTAL	**1 712,00**		**1 712,00**

DOSSIER N° 20013015 - Réduction des déchets verts à Villiers-Sous-Grez

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 720 € HT	80 %	2 176 €
	Montant total de la subvention		2 176 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à mener une action de gestion des déchets verts et alimentaires à Villiers-Sous-Grez.
Une campagne d'information a déjà été menée afin d'encourager les habitants à trier les déchets notamment au niveau du cimetière pour récupérer le plastique d'une part et les détritus verts, d'autre part.
La commune souhaite également acquérir divers matériels conformes aux normes environnementales pour aller plus loin dans la gestion et le recyclage des déchets, et en particulier des bacs de compostage et un broyeur électrique pour valoriser les déchets verts (valorisation de matières ou énergétique).

Localisation géographique :
- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Composteur grande capacité	2 375	Subvention Région Île-de-France	2 176

Broyeur	345	Fonds propres	544
TOTAL	**2 720**	**TOTAL**	**2 720**

DOSSIER N° 20013101 - Reconstruction des Jardins de Guinot

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 376 € HT	86,7 %	9 000 €
	Montant total de la subvention		9 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA BANDE A GUINOT
Adresse administrative : 7 Rue Claude Guinot 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
Statut juridique : Association
Représentant : Laurence TOCCO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à reconstruire les Jardins de Guinot, jardin partagé de quartier pour la convivialité, la nature en ville et les initiatives citoyennes.
Debain est un petit quartier, très vivant, limité à l'Est par les voies ferrées de la Gare du Nord, au Sud par le périphérique, à l'ouest par l'avenue Michelet et au Nord par le Cimetière parisien. Ce quartier manque cruellement d'espaces verts et de lieu de rencontre.
Au 4, rue Claude Guinot se situe une parcelle de 630 m2, appartenant à la SEMISO et inutilisée. Aussi, l'association « La Bande àGuinot », créée en février 2013, décide d'y développer un projet collectif de jardin partagé, de lieu de nature en ville, « Les Jardins de Guinot ».
En 2018 une centaine de familles du quartier sont adhérentes. Après avoir dû fermer un temps, ce lieu va pouvoir réouvrir et l'association sollicite un soutien financier pour cela.
Les objectifs du projet sont :
- Promouvoir la nature en ville : création de parcelles en pleine terre et de bacs de plantations partagées, semences biologiques, cultures sans pesticide, installation d'un récupérateur d'eau, de 3 bacs de compost, d'hôtels à insectes, nichoirs, toilettes sèches.
- Favoriser les échanges, le partage, la transmission et créer du lien social, multiculturel et intergénérationnel : développement de partenariats avec des classes du groupe scolaire Michelet, les médiathèques voisines, des associations de quartiers...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Saint-Ouen-sur-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
2 structures en pin	3 598	Subvention Région Île-de-France	9 000
Récupérateur d'eau 1000l	169	Fonds propres	376
10 carrés de jardinage en bois	416	Subvention Commune	1 000
8 m3 de terre végétale	198		
Clôture Europe Clôture et portillon	1 148		
Graines Fermes Sainte Marthe	346		
Raccordement à l'eau	2 000		
Raccordement électricité et 5 prises	2 500		
TOTAL	**10 376**	**TOTAL**	**10 376**

DOSSIER N° 20013016 - Eiffel Basket Zero Waste

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 668 € HT	100 %	4 668 €
	Montant total de la subvention		4 668 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EIFFEL BASKET CLUB
Adresse administrative : 15 Rue Lakanal 75015 Paris
Statut juridique : Association
Représentant : Cindy PRUVOST, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à mettre en oeuvre un plan d'action afin de rendre le club plus vertueux et de sensibiliser les jeunes et les moins jeunes sur les sujets zéro déchet. Les 450 adhérents du club ainsi que leur famille sont ciblés.
5 axes ont été identifiés :
- Les transports : favoriser la mobilité douce. Mise en place de racks à vélo à l'entrée des gymnases Fédération et Croix-Nivert
- Gestion des déchets des sportifs : mettre à disposition du club un lave-verre faible consommation afin de laver de manière économique les gobelets réutilisables déjà présents, mise à disposition de point d'eau pour que les joueurs puissent remplir leur gourde et enfin mise à disposition de poubelles de tri dans les gymnases ainsi qu'une signalétique appropriée.
- Achats responsables : privilégier des achats durables, des récompenses de type "expériences" plutôt que matérielles et du troc.
- Alimentation durable : privilégier le "fait-maison", les produits de saison, locaux, bio et sans emballage.
- Une campagne de communication et sensibilisation des jeunes.

L'objectif est de travailler en collaboration avec la Mairie qui est propriétaire des gymnases mais aussi potentiellement avec la Maif qui est moteur sur ces sujets ainsi que la Recyclerie Sportive et l'association Zero Waste Paris. L'idée est de faciliter la transition écologique en combinant l'investissement dans les infrastructures avec de la sensibilisation aux éco-gestes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris 15

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Poubelles et signalétique de tri (Frais pris en charge directement par la Direction Propreté et Eau de la Mairie de Paris)	0	Subvention Région Île-de-France	4 668
Achat et installation fontaine à eau pour les gymnases Fédération et Croix-Nivert	2 436		
Parking à vélo devant les gymnases Fédération et Croix-Nivert. Borne vélo en A	2 232		
TOTAL	**4 668**	**TOTAL**	**4 668**

DOSSIER N° 20013102 - Planter des arbres en zone urbaine dense

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 636 € HT	79,8 %	2 900 €
	Montant total de la subvention		2 900 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIRONNEMENT 92
Adresse administrative : 16 Rue de l'Ouest 92100 Boulogne-Billancourt
Statut juridique : Association
Représentant : Irène NENNER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à planter des îlots de 10 arbres dans 12 villes des Hauts de Seine carencées en espaces verts avec des salariés en insertion professionnell : Bagneux, Malakoff, Antony, Boulogne-Billancourt, Nanterre, Puteaux, Neuilly, Asnières, Bois-Colombes, Clichy, La Garenne-Colombes, Gennevilliers.
La fédération d'associations Environnement 92 en partenariat avec l'association d'insertion par l'écologie urbaine ESPACES et les conseils d'un arboriste-expert reconnu, propose d'acheter, préparer le sol et planter les arbres, avec un financement citoyen (particuliers et entreprises) dans les 12 communes sélectionnées pour leur situation de carence, c'est à dire moins de 10m2 d'espace vert par habitant. L'autorisation de chaque commune est requise pour choisir l'emplacement sur l'espace public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Hauts-de-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 10 arbres pour chacun des 12 sites	3 636	Subvention Région Île-de-France	2 900
		Dons citoyens	736
TOTAL	**3 636**	**TOTAL**	**3 636**

DOSSIER N° 20013017 - Acquisition de broyeur à végétaux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 608 € HT	73,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL S.I.G.A.L.
Adresse administrative : 45 Rue de l'Essonne 91720 Prunay-sur-Essonne
Statut juridique : Entreprise
Représentant : GUY ANDRE EUGENE CAPPE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet de service intercommunal consiste à acquérir un broyeur à végétaux afi nde réduire les transports et de réutiliser à des fins de paillis les tailles d'arbres des 4 communes de la SPL SIGAL.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Deux Vallées

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Broyeur BVN 45 AH25	13 608	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	3 608
TOTAL	**13 608**	**TOTAL**	**13 608**

DOSSIER N° 20013241 - Remplacement de la porte d'entrée de la mairie

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 743 € HT	49,9 %	1 370 €
	Montant total de la subvention		1 370 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMOY
Adresse administrative : Place Raymond Gombault 91540 Ormoy
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jacques GOMBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 20/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 23/10/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à changer la porte d'entrée en bois de la mairie, compte tenu de la déperdition thermique constatée et afin de réduire la consommation énergétique au sein du bâtiment.

Localisation géographique :

- Ormoy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Remplacement de la porte en bois par une porte pleine aluminium	2 743	Subvention Région Île-de-France	1 370
		Fonds propres	1 373
TOTAL	**2 743**	**TOTAL**	**2 743**

DOSSIER N° 20013283 - Location solidaire d'un vélo-cargo et d'un tricycle adulte

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 707 € HT	96,4 %	5 500 €
	Montant total de la subvention		5 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE NEZ AU VENT
Adresse administrative : Place Charles de Gaulle 94440 Marolles-en-Brie
Statut juridique : Association
Représentant : Agnès LASZCZYK, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Objectifs du projet : favoriser l'utilisation au quotidien de vélos adaptés pour des familles avec jeunes enfants et pour des personnes âgées et/ou handicapées. Développer ainsi les mobilités propres en redonnant autonomie et santé à des personnes pratiquant peu ou plus le vélo. L'association Le Nez au Vent a mis en place depuis plus de 10 ans diverses activités pour inciter localement à utiliser le vélo comme mode de déplacement à la place de la voiture. Elle possède notamment un atelier de location solidaire de vélos à assistance électrique. Les tarifs sont adaptés pour des personnes à revenus modestes en lien avec le CCAS (1 à 3€/jour pour un VAE).
L'association souhaite élargir cette offre de location solidaire à de nouveaux publics :
1) à des familles avec de jeunes enfants, grâce à l'acquisition d'un vélo-cargo à assistance électrique, permettant de tester ce mode de transport familial avant un investissement ;
2) à des seniors et personnes handicapées voulant se remettre en selle de manière sécurisée, grâce à l'acquisition d'un tricycle adapté pour adulte, afin de leur redonner une mobilité et maintenir leur santé.
Ces 2 publics sont majoritaires à Marolles et dans les communes avoisinantes, et il y a une demande régulière pour ce type d'équipements. Or, le plateau briard, situé en zone péri-urbaine, ne bénéficie pas d'un tel service à proximité. La location sera ouverte à toute personne francilienne. Une priorité sera donnée aux personnes socialement défavorisées, avec si besoin des cours de remise en selle. L'association LE NEZ AU VENT ouvre en septembre 2020 une vélo-école sur Marolles pour adultes débutants ou n'ayant pas fait du vélo depuis longtemps. Des sorties vélo familiales sont organisées aussi régulièrement par l'association pour faire découvrir les itinéraires cyclables.
Le projet sera lancé au plus tard lors de la Bourse aux vélos le 11 avril 2021.
Un local de rangement est prévu, mis à disposition par la mairie de la commune.
Entretien des vélos et permanence pour la location : assurés par les bénévoles de l'association.
Les équipements seront pris en charge dans le cadre de la subventionale. L'association assurera les autres frais (TVA, fonctionnement, assurance, entretien) avec le soutien de la mairie.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Marolles-en-Brie

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un vélo-cargo électrique Babboe avec tente de pluie et housse de protection	3 465	Subvention Région Île-de-France	5 500
Achat d'un tricycle adulte électrique	2 242	Fonds propres	207
TOTAL	**5 707**	**TOTAL**	**5 707**

DOSSIER N° 20013103 - Création d'un espace vert paysager au sein de l'école St Jacques

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 499 € HT	59,5 %	7 432 €
	Montant total de la subvention		7 432 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMOY
Adresse administrative : Place Raymond Gombault 91540 Ormoy
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jacques GOMBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 20/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 04/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à créer un espace vert paysager à usage collectif des enfants au sein du nouveau groupe scolaire d'Ormoy afin d'améliorer l'efficacité énergétique du bâtiment en réduisant l'effet d'îlot de chaleur urbain, afin d'influer sur la qualité de l'air et de permettre un meilleur écoulement naturel des eaux et une plus grande protection des sols.

Localisation géographique :

- Ormoy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Décaissement pour apport de terre végétale	2 587	Subvention Région Île-de-France	7 432
Amendement par végétaux	760	Fonds propres	5 067
Fourniture de végétaux	5 678		
Travaux de plantation	2 566		
Tuteurage pour les arbres	907		
TOTAL	**12 499**	**TOTAL**	**12 499**

DOSSIER N° 20013242 - Eclairage d'une voie douce

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 063 € HT	70 %	8 444 €
	Montant total de la subvention		8 444 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à mettre en place un éclairage solaire intégré (lampadaires conçus avec les panneaux solaires) du chemin des résidences pavillonnaires (chemin de la Garenne) au centre du village, afin de contribuer à limiter les déplacements en voiture. L'éclairage public sera coupé de minuit à 5h00 du matin, y compris sur ce chemin.

Localisation géographique :

- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Eclairage solaire	10 063,04	Subvention Région Île-de-France	8 444,00 €
Installation matériel	2 000,00	Fonds propres	3 619,04 €
TOTAL	**12 063,04 €**	**TOTAL**	**12 063,04 €**

DOSSIER N° 20013018 - L'alchimie "made in" Ferme de Pontoise ou la petite fabrique de l'or brun et de l'or bleu

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 394 € HT	74,7 %	1 041 €
	Montant total de la subvention		1 041 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES Z'HERBES FOLLES
Adresse administrative : 29 Chemin du Chou 95300 Pontoise
Statut juridique : Association
Représentant : Romain MARECHAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif de ce projet est de sensibiliser les différents publics accueillis à la Ferme à l'importance de la récupération de ce qu'offre la Nature (l'eau de pluie, les déchets végétaux). L'achat de composteurs et récupérateurs d'eau de pluie permettra de développer diverses activités pour faire de la ferme un lieu de vie inclusif pour tous publics, pour susciter la curiosité et l'envie d'utiliser ce type de matériel : récupération d'eau pour abreuver chèvres et moutons, tri des végétaux destinés aux lapins et compostage des déchets... Du jeune enfant à la personne âgée, chacun pourra se saisir de ces installations. Des panneaux pédagogiques complèteront chaque installation afin que les visiteurs franciliens autonomes du week-end puissent aussi en en découvrir les principes et l'utilité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat composteurs, récupérateurs	1 041	Subvention Région Île-de-France	1 041
Installation du matériel sur le site	353	Fonds propres	353
TOTAL	**1 394**	**TOTAL**	**1 394**

DOSSIER N° 20013105 - Fresques tag pédagogiques

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 032 € HT	100 %	3 032 €
	Montant total de la subvention		3 032 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PUCES ET POUSSES
Adresse administrative : 23 passage Robespierre 93400 Saint Ouen
Statut juridique : Association
Représentant : Julie DESTOUCHES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

2 fresques tag seront réalisées par des artistes locaux pour représenter avec humour les aventures de la biodiversité : les 4 saisons et les écosystèmes. Des plantes avec un sacré caractère, des insectes malicieux, une enfant aventurière évoluant dans un écosystème de joie. Les éléments de la fresque seront sur des supports pédagogiques détaillant les différents éléments abordés sur des fiches plastifiées disposées dans le jardin-musée marrant. Ces fiches seront disponibles pour les scolaires et toutes les associations de jardinage qui en feront la demande. Avec des QRcode à photographier sur ces fiches, les visiteurs pourront accéder à des vidéos pédagogiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Saint-Ouen

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat petit équipement et matériel	3 032	Subvention Région Île-de-France	3 032
TOTAL	**3 032**	**TOTAL**	**3 032**

DOSSIER N° 20013245 - Achat d'un véhicule électrique utilitaire

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	30 000 € HT	33,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 Grande Rue 91650 Breuillet
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Véronique MAYEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La commune de Breuillet souhaite transformer la majorité de son parc automobile par des véhicules électriques afin de réduire considérablement les rejets de CO2 dans l'atmosphère, limiter les nuisances sonores et réduire les dépenses de carburant. La commune installera des prises adaptées sur le parking du centre technique municipal.
Dans ce cadre, le prochain véhicule nécessitant son remplacement est un utilitaire type fourgonnette rallongée. L'achat du véhicule se fera avec des partenaires locaux. La collectivité de Breuillet prévoit d'avoir une réflexion environnementale et économique à chaque changement de véhicule du parc automobile.

Localisation géographique :
- Breuillet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un véhicule électrique	30 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Reprise d'un ancien véhicule	2 000
		Prime à la conversion	3 000
		Reste à charge de la collectivité	15 000
TOTAL	**30 000**	**TOTAL**	**30 000**

DOSSIER N° 20013106 - Jardin/Potager partagé

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204182-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 504 € HT	70 %	8 052 €
	Montant total de la subvention		8 052 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC MEDICO SOCIAL DE CHANCEPOIX
Adresse administrative : Rue de chancepoix 77570 Château-Landon
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Allison CANNIZZARO

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 05/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'EPMS de Chancepoix est un établissement médico-social implanté en Seine et Marne, sur la commune de Château Landon. Il accompagne au quotidien une centaine d'enfants, adolescents et jeunes adultes sujets à des troubles cognitifs. Son cadre environnemental, doté d'un parc naturel de 17 hectares, se prête particulièrement à la mise en place de projets éducatifs tournés vers le respect de la nature et la sensibilisation à l'écosystème.
Le projet Jardin/potager partagé a été amorcé depuis un an, en technique de permaculture pour apprendre à cultiver (entretien du sol – semer, planter – faire son compost…), développer la motricité, l'acquisition des gestes et compétences techniques, savoir identifier les variétés, les plants, les mauvaises herbes et partager, transposer ses savoir-faire.
Le projet entend également développer le sensoriel autour des arômes, des saveurs, récolter, sensibiliser à la consommation des légumes, des fruits, de certaines variétés de fleurs et vivre au rythme des saisons. Ouvert à tous les élèves de l'établissement sur la base du volontariat, le projet crée du lien, responsabilise les participants et favorise la socialisation et le travail en équipe tout comme l'apprentissage des gestes écocitoyens.
Il s'agit enfin d'ouvrir l'établissement sur son environnement local, en créant du lien avec les associations locales, avec des agriculteurs et producteurs du secteur engagés dans une démarche bio, en mutualisant l'espace dont dispose l'établissement et en associant au projet des partenaires (autres établissements médico sociaux de proximité : Foyer de vie Les Amis de l'Atelier à Bougligny, EHPAD à Chaintreauville, écoles maternelles et élémentaires, collège de Château Landon, ALSH, collectivités locales).

Localisation géographique :

- Château-Landon

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux d'aménagement de la serre	5 626,00	Subvention Région Île-de-France	8 052,00
Achat pompe eau, collecteurs d'eau, brouettes	2 516,00	Fonds propres	3 452,00
Achat de tablettes numériques	1 505,00		
Achat d'outillages manuels	1 857,00		
TOTAL	**11 504,00**	**TOTAL**	**11 504,00**

DOSSIER N° 20013107 - Cultivons les jardins pour faire pousser le vivre ensemble

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 000 € HT	76 %	9 900 €
	Montant total de la subvention		9 900 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POUR FAVORISER L'EGALITE DES CHANCES
Adresse administrative : 5 Rue Auguste Renoir 91100 Corbeil-Essonnes
Statut juridique : Association
Représentant : Aboubacar JIBA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 09/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'APFEC (Association Pour Favoriser l'Égalité des Chances) est une association de soutien à la parentalité financée par la CAF et installée au sein du Relais citoyen, local du quartier des Tarterets prêté par la ville de Corbeil-Essonnes.
L'association propose des activités diverses et des tarifs sur condition de ressources afin de contribuer à favoriser la mixité sociale et redynamiser le quartier des Tarterets. Des personnes issues de l'ensemble du territoire du Grand Paris Sud sont accueillies.
Elle dispose également d'espaces extérieurs de 750m2 mis à disposition par le bailleur social 1001 vies habitat mais en friches, peu entretenus et encombrés de détritus.
Le projet consiste à y aménager un jardin pilote, modèle reproductible et adaptable sur d'autres quartiers pour sensibiliser à l'environnement, à une alimentation saine (création d'engrais verts et de semences), valoriser des espaces en friches permettant d'éviter dépôts sauvages et insécurité), valoriser et réduire les déchets (récupération, compostage), encourager les habitants à s'intéresser davantage à leur cadre de vie et à adopter des comportements plus responsables.
Le projet entend favoriser la participation des habitants à la gestion des espaces collectifs quand nombre d'entre eux sont peu considérés et donc occasion de dégradations.
Le projet prévoie aussi la mise à disposition des espaces et l'accompagnement d'écoles, centres de loisirs..., la création d'un espace de culture de maïs pour les habitantes du quartier qui vendent du maïs dans la rue, la création d'une pépinière pour la vente de semis de fleurs et de plantes potagère gérées par les enfants ou des personnes en situation d'insertion, la création d'un espace d'insertion pour acquisitions de compétences de maraîchage, transformation des légumes en produit traiteurs (tartes, salades), gestion des stocks, comptabilité, création de micro-entreprise.
A l'intérieur du projet, plusieurs actions font déjà ou feront l'objet d'un financement régional :
- Aménagement au sein du jardin d'un espace thérapeutique pour les personnes en situation de handicap et leurs aidants (Autisme, Alzheimer etc.), dans le cadre de l'appel à projet d'aide aux aidants, pour l'investissement matériel et l'intervention d'une éducatrice-spécialisé et d'un animateur nature.

- Financement d'interventions pédagogiques dans le cadre des ateliers d'éducation au Développement Durable, au titre du soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux.
Le financement sollicité dans le cadre du Budget participatif, porte sur la finalisation des aménagements du jardin pilote.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Corbeil-Essonnes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Construction d'une serre de 40m2 en matériaux de récupération	7 200	Région Île-de-France	9 900
Plantations, arbustes, graines, compost, bottes de paille, semis	1 600	1001 Vies Habitat	3 100
Aménagement de l'espace (nettoyage, désherbage et préparation du sol)	4 200		
TOTAL	**13 000**	**TOTAL**	**13 000**

DOSSIER N° 20013019 - Un triporteur pour nos bio richesses

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 316 € HT	87,2 %	9 000 €
	Montant total de la subvention		9 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIVRE LES MUREAUX
Adresse administrative : 17 Rue Albert Thomas 78130 Les Mureaux
Statut juridique : Association
Représentant : Jean Marc SEMOULIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Les biodéchets (déchets alimentaires et autres déchets naturels biodégradables) représentent 30% des ordures ménagères (63 kg par an et par habitant). Les biodéchets produits par le secteur professionnel (restaurants privés et collectifs, traiteurs, primeurs, cafetiers...) représentent aussi plus de 10 tonnes.
Mettre en place une économie circulaire, c'est encourager les acteurs du territoire à réduire la quantité de leurs déchets et les effets négatifs de l'incinération sur l'environnement. C'est utiliser et déplacer les coûts de gestion de l'incinération vers la valorisation du tri à la source chez tous les professionnels pour développer notre Biorichesse Locale.
Globaliser le tri à la source des biodéchets sera obligatoire fin 2023 pour tous (particuliers et professionnels). Les Mureaux souhaitent anticiper en mettant en œuvre une gestion d'ensemble locale, à dupliquer en cercle vertueux.
Le projet vise ainsi à mettre en place un circuit autonome et à se greffer à l'écosystème existant du PTCE (Pôle Territorial de Coopération Économique) Vivre les Mureaux. L'achat d'un premier triporteur à assistance électrique et de bacs mis à la disposition des restaurateurs et collectivités permettra d'amplifier la collecte des biodéchets et de lancer des activités de compostage en créant deux emplois locaux.
Ce projet pilote entend également travailler sur la diversification des activités autours du compost pour rendre l'activité autonome économiquement comme par exemple : les abonnements de collecte, la revente de vers et petits plants utilisant le terreau, la création de partenariats avec des agriculteurs locaux. Des journées Visites / Ateliers pour les écoles sont aussi envisagées pour éduquer les jeunes générations à la biodiversité ainsi que de l'éco-tourisme ouvert au plus grand nombre avec ateliers et vente labellisée Les Mureaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Les Mureaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat Triporteur équipé	7 225	Subvention Région Île-de-France	9 000
50 caisses de collecte	1 891	Fondation Air Liquide	1 316
Démonstrateur lombriculteur de collectivité	1 200		
TOTAL	**10 316**	**TOTAL**	**10 316**

DOSSIER N° 20012988 - Jardin solidaire et handicap à Chelles

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 100 € HT	80,7 %	2 500 €
	Montant total de la subvention		2 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION DES FAMILLES LAIQUES DE MARNE ET CHANTEREINE
Adresse administrative : 39 Avenue Francois Mitterand 77500 Chelles
Statut juridique : Association
Représentant : Philippe MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise l'amélioration des conditions de vie des Chellois et Chelloises, avec une attention particulière aux publics fragilisés. Il s'appuie sur le concept d'éducation populaire basé sur la dignité humaine et la solidarité. Il s'agit de former les habitants aux enjeux de société, en leur permettant ainsi de décider et d'agir pour leur avenir.
La réalisation d'un jardin familial solidaire créera des espaces de rencontres entre familles comprenant des personnes handicapées, leurs amis et les familles sans contact direct avec le handicap.
Le projet ambitionne de :
- Favoriser la connaissance et l'information sur le handicap et ses impacts au quotidien ;
- Montrer l'éventail des enrichissements mutuels générés par le faire et le vivre ensemble grâce aux différences ;
- Créer des solidarités et de l'entraide entre les familles participantes pour, à terme, constituer des « relais ponctuels aux aidants » ;
- Sensibiliser à la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Promouvoir une action sur le territoire environnant les lycées.

Les actions envisagées avec l'Espace de Proximité et de Citoyenneté Charlotte Delbo, bénéficiaire de l'espace dédié de 400 m2 sont des ateliers de jardinage participatif, de permaculture, d'éducation à la bonne alimentation, d'initiation à la santé naturelle. Sur le principe des cafés des parents, des films seront diffusés et des temps d'échanges programmés autour de thèmes prônant de nouveaux comportements de consommation, suivis de moments conviviaux (buffet préparé avec les fruits et légumes du jardin partagé).
Partenaires : Espace de Proximité et de Citoyenneté Charlotte Delbo à Chelles, Association des familles et amis des personnes handicapées de Chelles, Association Départementale Amis Parents Enfants Inadaptés (ADAPEI) 77, Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) 77, La maison vagabonde, Paris Vallée de la Marne ainsi que les établissements scolaires (Intégration du dispositif éco délégué de l'Éducation Nationale).

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Marne et Chantereine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de matériel (jardinage, pédagogique, animation), plants et graines	3 100	Subvention Région Ile-de-France	2 500
		Fondation Mutuelle de santé "MUTUALE"	600
TOTAL	**3 100**	**TOTAL**	**3 100**

DOSSIER N° 20013246 - Mise en place de lampadaires solaires à la ferme pédagogique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 923 € HT	70 %	6 946 €
	Montant total de la subvention		6 946 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA FERTE-ALAIS
Adresse administrative : 5 Rue des Fillettes 91590 La Ferté-Alais
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Mariannick MORVAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 10/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 10/11/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Grâce à l'installation de 5 luminaires autonomes avec panneaux photovoltaïques, le principal objectif de cet investissement sera d'offrir un meilleur accueil sécurisé au large public (familles, écoles, centres de loisirs, résidents EHPAD, associations, AMAP...) qui visite ou se rend sur le site de la ferme pédagogique, propriété de la commune, ouverte en semaine et le week-end, en été comme en hiver où la nuit tombe plus vite. Cet investissement permettra de répondre aux besoins d'éclairage tout en respectant l'environnement du fait de l'énergie solaire et en préservant la faune qui habite l'espace naturel sensible, à proximité immédiate de la ferme.

Localisation géographique :
- La Ferté-Alais

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat lampadaires	5 923	Subvention Région Île-de-France	6 946
Frais de pose	4 000	Fonds propres	2 977
TOTAL	**9 923**	**TOTAL**	**9 923**

DOSSIER N° 20013284 - Mobilité douce pour la gestion d'une Île de loisirs

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204151-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	70 %	7 000 €
	Montant total de la subvention		7 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'ETUDES D'AMENAGEMENT DE GESTION DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS D'ETAMPES
Adresse administrative : 5 Avenue Charles de Gaulle 91150 Etampes
Statut juridique : Organisme public
Représentant : GERARD HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/08/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'Île de loisirs d'Étampes est un espace naturel de 146 hectares (dont 80 hectares de forêt). La mobilité est primordiale dans la gestion de de l'île de loisirs et le projet entend travailler à la limitation de l'impact sur l'environnement des transports utilisés : tracteur, véhicule thermique, camion... C'est pourquoi, le projet vise à acquérir 5 vélos et un véhicule électrique tout terrain.

Localisation géographique :
- Etampes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat 5 VTT	3 000	Subvention Région Île-de-France	7 000
Voiturette électrique tout chemin	7 000	Fonds propres	3 000
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013108 - Dansons entre les arbres !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204141-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 725 € HT	70 %	1 908 €
	Montant total de la subvention		1 908 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OCCE 92 ECOLE ELEMENTAIRE FONTAINE D'ASNIERES SUR SEINE
Adresse administrative : 4 Rue Hector Gonsalphe Fontaine 92600 Asnières-sur-Seine
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Pierre-Etienne BONTEMPS

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Durant l'année de leur CP, des écoliers/citoyens de 6 ans vont danser, chanter et photographier la nature, dans le cadre du dispositif Ulis pour des élèves handicapés.
La classe concernée à l'école élémentaire Fontaine d'Asnières-sur-Seine est partenaire du Carreau du Temple et travaillera avec l'artiste Cléa Vincent, résidente au sein de cette structure, l'objectif étant d'amener les enfants à réfléchir sur les différentes manières de mettre le corps en mouvement ainsi qu'établir la relation corps/nature.
De plus, en partenariat avec l'agence de l'eau Seine-Normandie, la classe participera aussi à un module éducatif appelé Classe d'eau pour aider à responsabiliser les élèves à la protection de l'eau. En classe, des questions liées à l'écologie et à la préservation de l'environnement seront également traitées.

Ainsi, en cohérence avec ces actions, le projet présenté au titre du Budget participatif propose de végétaliser la classe ainsi qu'un mur de la cour de l'école.

Localisation géographique :
- Asnières-sur-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de plantations et végétaux pour la classe et la cour d'école	2 725,00 €	Subvention Région Île-de-France	1 908,00 €
		Fonds propres	817,00 €
TOTAL	**2 725,00 €**	**TOTAL**	**2 725,00 €**

DOSSIER N° 20013020 - Délivrez-vous

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 863 € HT	100 %	9 863 €
	Montant total de la subvention		9 863 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AMARANTE
Adresse administrative : 1 avenue Sainte Hélène 78600 Maisons-Laffitte
Statut juridique : Association
Représentant : Delphine BLAS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 20/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 20/11/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Il était une fois un circuit court qui voulait devenir vertueux…
L'association l'Amarante qui compte 80 adhérents, développe depuis 5 ans le circuit court autour de Maisons-Laffitte (78) et souhaite aller plus loin dans sa démarche en acquérant un vélo-remorque à la fois pour livrer à domicile les denrées commandées (produits biologiques notamment) mais aussi pour récupérer les déchets organiques.
Objectifs :
1/ Engager une nouvelle action de réduction des déchets alimentaires (fruits et légumes) par compostage.
2/ Renforcer la dimension participative et sociale ainsi que les liens entre adhérents.
3/ Poursuivre la promotion d'une alimentation locale, saine, de qualité et abordable en valorisant le terroir francilien notamment.
4/ Accompagner les adhérents à devenir des consommacteurs.
Une collecte hebdomadaire des déchets organiques sera mise en place grâce au vélo-remorque, lors des distributions et des livraisons. Des "bioseaux" seront distribués aux adhérents lors de leur inscription à l'association, en lien avec la Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucles de Seine.
Parmi les producteurs/partenaires de l'Amarante on peut citer la Coopérative Biologique d'Ile de France (œufs, légumes, fruits, crémerie, fromages, légumes secs), la Micro ferme de Rambouillet (micro verdures, micro-pousses, fleurs comestibles).
L'association envisage également de s'associer au Lycée horticole de Saint Germain en Laye (pour des plantes et semis) ainsi qu'à l'Arche d'Aigrefroin dans la vallée de Chevreuse (jardin maraîcher cultivé avec des personnes ayant un handicap mental).
Sur le secteur Yvelines Nord, l'association a 2 points de distribution : le Centre de Formation des Apprentis à Maisons-Laffitte et le Quai des Possibles à Saint Germain en Laye. D'autres lieux sont envisagés : crèches et maisons de retraites où les repas sont produits sur place (Les Renardeaux, la Muette) et la Maison de la famille à Sartrouville.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Maisons-Laffitte

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d’un vélo remorque Tout En Vélo et 2 caissons frigorifiques professionnels	8 363	Subvention Région Île-de-France	9 863
Composteurs - en partenariat avec la CASGBS (Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucles de Seine)	1 500		
TOTAL	**9 863**	**TOTAL**	**9 863**

DOSSIER N° 20013021 - Revalorisation alimentaire

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204181-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 371 € HT	80 %	9 096 €
	Montant total de la subvention		9 096 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC MEDICO SOCIAL DE CHANCEPOIX
Adresse administrative : Rue de chancepoix 77570 Château-Landon
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Allison CANNIZZARO

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 05/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'EPMS de Chancepoix est un Établissement Public Médico-Social qui propose des apprentissages pré-professionnels adaptés pour des jeunes en situation de handicap. Le projet de revalorisation alimentaire qui vise à récupérer les invendus notamment auprès de la grande distribution, a été expérimenté cette année en prenant attache au sein de l'atelier cuisine mis en place au sein de l'établissement.
Cependant, la mutualisation des locaux et matériels en restreint le fonctionnement et il a été décidé la création d'un atelier dédié à ce projet éco-responsable qui se veut une alternative au gâchis alimentaire et à la surconsommation.
Objectifs :
- Produire des produits sains et locaux, sans ajout de colorants ou conservateurs non naturel, issues d'une revalorisation, réalisés par des personnes en situation de handicap.
- Réaliser un panel protocolaire répondant aux normes HACCP et réglementations en fonction des produits proposés.
- Homogénéiser l'emballage et l'étiquetage.
- Editer un livre reprenant les recettes de façon à garantir une homogénéité des produits et garantir une éthique commune.
- Créer un plateau technique de formation et d'innovation sur les différentes recettes et protocoles afin de former d'autres jeunes à cette technique.
Ce qui ne peut pas être transformé car trop dégradé est soit trié pour nourrir les animaux de l'établissement (poules, chèvres et lapins) soit composté sur site.
Les produits transformés sont vendus aux familles des élèves et aux personnels de l'EPMS, au profit du Foyer coopératif (coopérative scolaire affiliée à l'OCCE 77).
Partenaires locaux : Verger à Corquilleroy et enseignes de la grande distribution à Souppes sur Loing, Nemours, Château Landon, Châlettes sur Loing.

Localisation géographique :

- Château-Landon

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'équipements pour l'atelier aux normes HACCP (société FourniResto)	11 371,00	Subvention Région Île-de-France	9 096,00
		Fonds propres	2 275,00
TOTAL	**11 371,00**	**TOTAL**	**11 371,00**

DOSSIER N° 20013022 - Antigaspi : une affaire qui roule !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 500 € HT	80 %	7 600 €
	Montant total de la subvention		7 600 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ERMONT
Adresse administrative : 100 Rue Louis Savoie 95123 Ermont Cedex
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Xavier HAQUIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

En lien avec l'association "Biocycle", la ville d'Ermont a réalisé en 2019 un inventaire de ses sources d'invendus alimentaires. Elle a ainsi identifié plusieurs commerces (épiceries, supermarchés et marché forain) mais également ses 7 cantines scolaires comme générateurs de denrées alimentaires non consommées. Elle a également recensé les différentes associations caritatives du territoire pouvant recevoir ces denrées pour ensuite les redistribuer à des personnes en situation de précarité.
Fort de ce diagnostic, la municipalité souhaite aujourd'hui mettre en place ce dispositif permettant de promouvoir « l'antigaspi » tout en soutenant l'aide alimentaire : une démarche à la fois solidaire et écologique. Pour cela elle souhaite créer un emploi en insertion et investir dans l'achat d'un triporteur électrique pour collecter et redistribuer des invendus alimentaires. Objectif : récupérer chaque semaine, via un agent équipé d'un vélo triporteur électrique, les denrées non vendus par les commerçants de la ville, mais encore consommables. Une fois collectés, ces aliments seront redistribués gratuitement à des associations caritatives locales.

Localisation géographique :
- Ermont

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat vélo triporteur	4 000	Subvention Région Île-de-France	7 600
Achat batteries de rechange x2	1 500	Fonds propres	1 900
Aménagement vélo pour collecte	3 000		
Achat petit matériel, sécurité	1 000		
TOTAL	**9 500**	**TOTAL**	**9 500**

DOSSIER N° 20013109 - Un îlot de fraîcheur pour mieux vivre en ville

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	70 000 € HT	14,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ERMONT
Adresse administrative : 100 Rue Louis Savoie 95123 Ermont Cedex
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Xavier HAQUIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Située à proximité d'un Centre socioculturel, la plaine de jeux François-Rude, est un véritable lieu de vie où se croisent familles, lycéens et sportifs du quartier. Espace d'interaction sociale, cette plaine offre de nombreux espaces végétalisés. Toutefois, de par son environnement contraint (présence de l'autoroute A115, d'une zone commerciale et d'un parking adjacent), le site est soumis à une forte nappe de chaleur. En partenariat avec le collectif "Fais la Ville" et avec la participation des habitants, la municipalité souhaite y implanter un îlot de fraîcheur urbain. Aménagé par la plantation de nombreux végétaux et l'installation de nouveau mobilier urbain permettant la création de zones ombragées, cet espace sera un lieu d'accueil, de halte ou de repos accessible à tous (petits et grands). Il sera notamment composé d'une ombrière végétale, de clôtures végétales, d'assises modulables et de prairie fauchée.

Localisation géographique :
- Ermont

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Aménagement des plaines	40 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Aménagement accueil CSC	18 000	Fonds propres	60 000
Maîtrise d'œuvre	12 000		
TOTAL	**70 000**	**TOTAL**	**70 000**

DOSSIER N° 20013110 - Aménagement du sentier nature : les jeunes du conseil municipal des enfants ont la main verte !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 910 € HT	70 %	4 137 €
	Montant total de la subvention		4 137 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ERMONT
Adresse administrative : 100 Rue Louis Savoie 95123 Ermont Cedex
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Xavier HAQUIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Créé par les jeunes du Conseil Municipal des Enfants et des Jeunes d'Ermont en 2016, le sentier nature situé rue François Moreau est un espace vert, conçu et aménagé par et pour les enfants. Il a vocation à leur offrir un espace entièrement piéton dédié aux jeux, à la détente et à la nature. En 2018, cette réalisation a reçu la labellisation "Rue aux enfants" récompensant les espaces permettant la rencontre des enfants sur un espace sécurisé et favorisant l'apprentissage. Aujourd'hui, les jeunes du CMEJ veulent redynamiser et proposer de nouveaux aménagements sur ce sentier. Au programme : réhabilitation du potager, installation de jeux d'extérieur et d'assises, création d'une toiture végétale pour la pergola et plantation d'arbustes.

Localisation géographique :
- Ermont

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en € HT)
Réhabilitation des carrés potagers	500	Subvention Région Île-de-France	4 137
Création d'une arrivée d'eau pour l'arrosage	2 500	Fonds propres	1 773
Jeux d'extérieur	850		
6 assises écologique type rondin	360		
Toiture végétale pour pergola	200		
Arbustes	1 500		
TOTAL	**5 910**	**TOTAL**	**5 910**

DOSSIER N° 20013285 - Handi/valide, la nature pour tous

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 406 € HT	87,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MA ROUE LIBRE
Adresse administrative : 3 Rue de la Boulleterie 91830 Auverneaux
Statut juridique : Association
Représentant : Mickaël HUNEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

MA ROUE LIBRE est une association de loisirs, sport, nature, aventure pour personnes en situation de handicap moteur, privilégiant l'autonomie et la mixité du public, à travers une expérience commune.
Le projet propose ainsi une solution d'accessibilité aux espaces naturels, avec l'aide de Fauteuils Tout Terrain (FTT) électriques, respectueux de la nature qui permettra d'accéder aux sentiers et chemins en forêt de Sénart, dans le Parc régional du Gâtinais Français, à Milly-la-Forêt, à Chamarande, en forêt des Grands Avaux…
Développant une activité handisport en Essonne et Seine et Marne, le projet entend fournir du matériel de loisirs adapté aux personnes en situation de handicap afin de favoriser l'autonomie, inciter à la mixité du public (les sorties seront accompagnées de marcheurs, coureurs, VTTistes) et ainsi proposer un loisir inclusif.
Les fauteuils proposent des autonomies de 50 à 100 km, jusqu'à 1200 M de dénivelé. Il existe 3 modèles de fauteuils, en fonction des capacités et du handicap. En complément des FTT, des VTT électriques sont à disposition des accompagnateurs.
Le projet est proposé en partenariat avec APF France Handicap 91 et 77, l'IEM Le petit Tremblay, Comme les Autres, avec le soutien de 3 mécènes (Arborescence, BH Finance, Cready). Une campagne de crowdfunding a également permis de récolter de nombreux dons :
https://www.helloasso.com/associations/ma%20roue%20libre/collectes/aidez-nous-a-financer-un-fauteuil-tout-terrain-electrique
A ce jour, l'association dispose d'un fourgon de transport (équipé d'une rampe et de toilette sèche), 3 VTT (VAE) et 2 FTT (Fauteuil tout terrain électrique) model WATT'S. L'objectif est d'acquérir le model AXESS qui permettrait de cibler un public plus large avec des handicaps différents (hémiplégique, tétraplégique incomplet, PMR avec faible autonomie des membres supérieurs).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Essonne, Seine-et-Marne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fauteuils Tout Terrain électrique de randonnée pour personnes en situation de handicap	11 406	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	1 406
TOTAL	**11 406**	**TOTAL**	**11 406**

DOSSIER N° 20013286 - Liaison douce entre la ruelle du pavillon et le parc de la Galathée

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 500 € HT	70 %	8 750 €
	Montant total de la subvention		8 750 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DEUIL LA BARRE
Adresse administrative : 36 Rue Charles de Gaulle 95170 Deuil-la-Barre
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Muriel SCOLAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Deuil-la Barre souhaite réaliser un cheminement piéton vélo pour assurer la jonction des circulations douces entre la ruelle du Pavillon et le parc de la Galathée, au cœur de la zone naturelle de la plante des champs. Cet aménagement permettra aux piétons et aux cyclistes et tout particulièrement aux lycéens, de déambuler au milieu d'un corridor de verdure en toute sécurité. Ce projet consiste à recréer l'ancien chemin rural dit « ruelle du Pavillon » qui a partiellement disparu dans les années 1990 lors de l'aménagement du quartier pavillonnaire de la Galathée. La réalisation de ce cheminement piéton vélo, reliera les quartiers Nord de la commune au quartier de la Galathée, il fera la jonction entre le Complexe sportif Alain Mimoun, le lycée Camille Saint Saëns et les équipements publics situés dans le quartier de la Galathée comme le Centre d'Information et d'Initiative, la Maison des Associations ou le Pôle d'information Prévention Santé. Il donnera aussi, accès aux habitants du quartier de la Galathée aux jardins ouvriers de l'association des Joncherolles (une quarantaine de petits jardins le long de la ruelle du Pavillon). Ce projet consiste à réaliser une allée de 3 mètres de largeur en stabilisé sur une longueur de 70 mètres, permettant d'obtenir au total près de 2 kilomètres de circulations douces entre la gare de Deuil Montmagny à la place de la Nation, au cœur du quartier de la Galathée.

Localisation géographique :

- Deuil-la-Barre

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux terrassement	1 500	Fonds propres	3 750
Voliges bois	1 950	Subvention Région Île-de-France	8 750
Fourniture et mise en œuvre de grave naturelle	3 700		
Fourniture et mise en œuvre de stabilisé	4 500		
Reprise, mise en place de la terre végétale et engazonnement	850		
TOTAL	**12 500**	**TOTAL**	**12 500**

DOSSIER N° 20013023 - Toilettes sèches publiques design urbain

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204142-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 640 € HT	77,2 %	8 990 €
	Montant total de la subvention		8 990 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOUPPES SUR LOING
Adresse administrative : 19 Avenue du Maréchal Leclerc 77460 Souppes-sur-Loing
Statut juridique : Organisme public
Représentant : PIERRE BABUT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 03/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à installer des toilettes sèches afin de sensibiliser également les usagers à l'économie d'eau et à la création de compost. Il s'agit d'offrir des moyens sanitaires publics performants, solides, raisonnés, respectueux de l'environnement et au design urbain.

Localisation géographique :

- Souppes-sur-Loing

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Toilettes sèches publiques "mariniers"	11 640	Subvention Région Île-de-France	8 990
		Fonds propres	2 650
TOTAL	**11 640**	**TOTAL**	**1 235**

DOSSIER N° 20013024 - Acquisition de matériel de restauration scolaire concourant à la santé environnementale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 064 € HT	50 %	2 032 €
	Montant total de la subvention		2 032 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMOY
Adresse administrative : Place Raymond Gombault 91540 Ormoy
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jacques GOMBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/01/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'alimentation devient dans la commune d'Ormoy un vecteur incontournable de la transition écologique. Une nouvelle étape est souhaitée concernant la sortie des usages du plastique au contact des aliments. La Charte "Ville et territoires sans perturbateurs endocriniens" invite les villes à mettre en place un plan d'action, dont la deuxième composante porte sur l'alimentation et les emballages. Les matériaux soumis à ces dispositions sont également ceux en contact direct avec les enfants au sein du restaurant scolaire notamment articles de table, vaisselle, ustensiles de cuisine, couverts... Ainsi, la commune d'Ormoy souhaite entamer cette nouvelle étape en faisant l'acquisition d'un matériel de cuisine et de salle de restauration adapté à la santé environnementale des enfants sans usage de plastique.

Localisation géographique :
- Ormoy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition matériel de restauration scolaire sans plastique	4 064	Subvention Région Île-de-France	2 032
		Fonds propres de la commune	2 032
TOTAL	**4 064**	**TOTAL**	**4 064**

DOSSIER N° 20013111 - Création d'un verger dans le village

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 300 € HT	100 %	7 300 €
	Montant total de la subvention		7 300 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE LA CAISSE DES ECOLES
Adresse administrative : 8 Rue des Popineaux 91410 Les Granges-le-Roi
Statut juridique : Association
Représentant : Julie ISAMBERT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 20/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 20/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet porté par l'association de la caisse des écoles et la municipalité, consiste à planter 100 pommiers dans le village afin de pouvoir effectuer la cueillette des fruits, pérenniser la fête du cidre et réinscrire le site dans son histoire. En effet, le village des Granges-le-Roi comprenait autrefois plusieurs lieux de production de pommes.
Ce projet de plantation est un moyen fort de mobilisation de la population pour un vivre ensemble renouvelé et pour amplifier sur le territoire du Dourdanais en Hurepoix une festivité qui depuis ces 35 dernières années est reconnue et créatrice de lien entre les générations.
Le financement sollicité doit couvrir l'achat de 3 variétés de pommiers et les frais d'intervention d'un paysagiste pour les planter.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Les Granges-le-Roi

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 100 pommiers couteaux trois variétés de pommes à jus maturité fin septembre	2 250	Subvention Région Île-de-France	7 300
Plantation des 100 pommiers par un horticulteur	5 050		
TOTAL	**7 300**	**TOTAL**	**7 300**

DOSSIER N° 20013112 - Refuges petite faune sauvage

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	100 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAUNE DÉFENSE
Adresse administrative : 63 rue philippe triaire 92000 Nanterre
Statut juridique : Association
Représentant : Léopold FRIED, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 25/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 25/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à installer dans tous les parcs des villes d'Île-de-France des nichoirs à passereaux et des hôtels à insectes.L'objectif est d'offrir un espace de refuge pour la petite faune urbaine (avifaune et insectes) et de développer des actions pédagogiques à destination notamment des enfants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat équipement structures (nichoirs et hôtels à insectes)	10 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013287 - Bornes de réparation de vélos sur l'espace public

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-78001-200200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 166 € HT	70 %	2 916 €
	Montant total de la subvention		2 916 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAGNY LE HONGRE
Adresse administrative : 21 Rue du Moulin à Vent 77700 Magny-le-Hongre
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Véronique FLAMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet entend fournir les outils les plus utiles aux cyclistes 24h/24. 2 bornes seront installées pour permettre la réparation de vélos sur l'espace public (crevaison, réglage des freins, refixer le dérailleur, monter ou baisser une selle…), avec tout le matériel nécessaire relié à la borne (tournevis, pompe, jeu de clefs Hex, clé à pipe, etc). Une notice sera mise à disposition sur chaque borne.
Ce service vise à encourager la pratique du vélo par le biais d'une solution de dépannage simple et pratique, ayant l'avantage de rassurer les usagers par la présence d'un matériel utile en cas de besoin.
Afin de faciliter la prise en main des bornes, la commune communiquera sur leur fonctionnement et leur situation géographique sur le site internet de la ville, dans le magazine papier, newsletter et réseaux sociaux. Une page dédiée sur le site internet de la commune sera crée ainsi qu'un interlocuteur direct disponible aux horaires d'ouvertures de la mairie. Concernant l'implantation, les services techniques se chargeront de la fixation au sol ainsi que de la maintenance.

Localisation géographique :
- Magny-le-Hongre

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
2 bornes de réparation de vélo sur l'espace public	4 166	Subvention Région Île-de-France	2 916
		Fonds propres	1 250
TOTAL	**4 166**	**TOTAL**	**4 166**

DOSSIER N° 20013025 - Mise en place de 21 cendriers/sondage

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-72001-17001700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 069 € HT	80 %	4 855 €
	Montant total de la subvention		4 855 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUDRAY MONTCEAUX
Adresse administrative : 45 Avenue du charles de Gaulle 91830 Le Coudray-Montceaux
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Aurélie GROS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet de la commune du Coudray-Montceaux propose un équipement ludique pour lutter contre les mégots jetés par terre. Aujourd'hui 4 300 milliards de mégots sont jetés par terre chaque année (137 000 chaque seconde). Un mégot met 15 ans pour se dégrader. Le cendrier sondage est un moyen simple pour proposer aux usagers de faire un geste écologique en leur donnant l'opportunité de répondre à un sondage. C'est une solution concrète pour faciliter les changements de comportements tout en apportant un moyen d'expression à la population. 21 points de collecte se situant au centre commercial, à la mairie, près de l'école, du parc, du gymnase et sur les bords de Seine sont ciblés.

Localisation géographique :
- Le Coudray-Montceaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en €	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)

	HT)		
21 Cendriers sondage "Made in France"	6 069	Subvention Région Île-de-France	4 855
		Fonds propres	1 214
TOTAL	**6 069**	**TOTAL**	**6 069**

DOSSIER N° 20013026 - Sensibiliser au respect de l'environnement dès la crèche à Ermont

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-72001-17001700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 331 € HT	70 %	5 831 €
	Montant total de la subvention		5 831 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ERMONT
Adresse administrative : 100 Rue Louis Savoie 95123 Ermont Cedex
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Xavier HAQUIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/07/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à sensibiliser les enfants accueillis dans la crèche multi accueil A Petits Pas ainsi que leurs parents, au respect de la planète.
Le tri des déchets y est déjà pratiqué et 5 grands carrés-potager ont été installés dans le jardin. Les enfants participent à la plantation, l'arrosage et à la récolte. Cette activité permet également développer le goût des enfants en mangeant les produits directement dans le jardin ou à table au déjeuner et de développer l'odorat en sentant les herbes aromatiques, les plantes, les fleurs.
Il s'agit désormais d'installer notamment :
- des récupérateurs d'eau de pluie pour arroser le potager sans utiliser l'eau du robinet. Ces récupérateurs donneront l'occasion d'expliquer aux enfants d'où vient l'eau, le rôle de l'eau de pluie, l'importance de ne pas gâcher l'eau.
- un composteur pour y mettre les épluchures et les restes de repas
- une barrière et une porte pour délimiter l'espace des carrés-potager
- de petites tables de pique-nique plus respectueuses de l'environnement (pour remplacer le matériel actuel en plastique).

Localisation géographique :
- Ermont

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un Thermo Composteur BIOLAN Eco pour collectivités	1 459	Subvention Région Île-de-France	5 831
Achat d'un récupérateur d'eau (500L) avec collecteur aérien	125	Subvention Commune	2 500
Achat matériaux pour une clôture de 20m linéaire avec petite porte (pour délimiter l'espace potager)	1 400		
Tables pique-nique en sapin du nord classe IV traité écologiquement	2 047		
Equipement nettoyeur-vapeur	3 300		
TOTAL	**8 331**	**TOTAL**	**8 331**

DOSSIER N° 20013247 - Installation d'un éclairage LED à énergie solaire pour le futur skatepark

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-75001-17001700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 892 € HT	70 %	6 924 €
	Montant total de la subvention		6 924 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUDRAY MONTCEAUX
Adresse administrative : 45 Avenue du charles de Gaulle 91830 Le Coudray-Montceaux
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Aurélie GROS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune du Coudray-Montceaux va entreprendre d'ici la fin de l'année, la création d'un skatepark dans son parc d'activité sportive. Elle souhaite installer sur ce site, un éclairage permettant ainsi la pratique du sport et la mise en sécurité à la tombée de la nuit. La mise en place de solutions respectant l'environnement est un des axes centraux du programme de la commune, c'est pourquoi elle a choisi d'y installer des équipements à panneaux solaires.

Localisation géographique :
- Le Coudray-Montceaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
3 x Confection massif de fondation	1 521	Subvention Région Île-de-France	6 924
3 x Fourniture et pose d'ensemble smartlight Power 365 solaire autonome	8 372	Fonds propres	2 968
TOTAL	**9 892**	**TOTAL**	**9 892**

DOSSIER N° 20013027 - De la collecte de marc de café aux tartinables biologiques de Pleurotes de Paris !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-72001-17001700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 108 € HT	100 %	8 108 €
	Montant total de la subvention		8 108 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIOFIELD
Adresse administrative : 32 Rue de Bellefond 75009 Paris
Statut juridique : Entreprise
Représentant : ALEXANDRE STEPHANE ZIDA, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La société Biofield a été fondée en 2019 pour cultiver des pleurotes à partir de marc de café. Le projet vise à offrir une seconde vie aux invendus de pleurotes et micro pousses cultivés dans les cachots de l'ancienne gendarmerie du 16ème arrondissement de Paris sur le site des "5 Toits", en développant une gamme de tartinables végétariennes biologiques (lancement prévu pour avril 2021). Il a pour objectif de mener une démarche anti gaspi, respectueuse de l'environnement en produisant et transformant les produits en Île-de-France, et en les distribuant en circuit court. La société développe des produits de qualité et sains (ingrédients issus de l'agriculture biologique, sans conservateurs et sans additifs).
Le projet de tartinables nécessite l'équipement d'une salle supplémentaire de production. Cette salle est actuellement disponible sur le site des "5 toits" mais nécessite de petits travaux d'installation et la mise en place d'équipements. L'achat d'un vélo cargo électrique servira à effectuer la tournée quotidienne de récupération du marc de café dans les cafés et restaurants à proximité ainsi qu'également à livrer les tartinables.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Equipement d'une salle de production supplémentaire	2 000	Subvention Région Île-de-France	8 108
Achat d'un vélo cargo pour la collecte de marc de café et les livraisons	6 108		
TOTAL	**8 108**	**TOTAL**	**8 108**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013028 - « A l'école de Septeuil le virus débarrasse le plancher »

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -71-71007-17001700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 274 € HT	80 %	9 019 €
	Montant total de la subvention		9 019 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEPTEUIL
Adresse administrative : 6 Place Louis Fouche 78790 Septeuil
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Dominique RIVIERE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 17/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'école du village de Septeuil qui comprend 4 classes, est une école ancienne bien qu'elle soit équipée en tableaux numériques interactifs. Le sol de vieux plancher a des lames disjointes et peu hygiéniques avec l'épidémie de Covid. La désinfection quotidienne des locaux se heurte à ce vieux plancher que la commune souhaite donc recouvrir d'un revêtement de sol synthétique, plus aisé à nettoyer, pour une école plus saine et pour mieux protéger les enfants, leurs parents et les enseignants.

Localisation géographique :
- Septeuil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Dépenses HT		Recettes	
Travaux	11 274,00	Subvention Région Ile-de-France	9 019,00
		Fonds propres	2 255,00
Total	**11 274,00**	**Total**	**11 274,00**

DOSSIER N° 20013288 - Atelier vélo solidaire à Bezons

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -78-78001-200200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	56 000 € HT	17,9 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 Place Jules Valles 91000 Evry-Courcouronnes
Statut juridique : Association
Représentant : Patrice NICOLAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/09/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Depuis 2007, Etudes & Chantiers a développé des projets innovants d'économie circulaire et de promotion de l'usage du vélo : les ateliers SoliCycle. Ces ateliers sont des chantiers d'insertion qui permettent à des personnes éloignées de l'emploi de se familiariser avec le monde du travail, de construire leur projet professionnel et d'apprendre le métier de mécanicien cycle. Le travail porte notamment sur le réemploi de vélo-épaves pour réduire les déchets, la revente de ces vélos remis en état à bas prix afin de rendre le vélo accessible à toutes et tous, l'accueil des habitant-e-s à l'atelier pour les permanences d'autoréparation. Car au-delà de l'aspect insertion, le projet de SoliCycle a la vocation d'être un lieu ouvert sur la ville. L'atelier a vocation à sortir de ses murs : l'équipe se déplace en triporteur pour s'installer au plus près des habitants, au pied des immeubles, des entreprises, dans les écoles et équipements publics, sur les places...
8 ateliers franciliens ont été créés aux Ulis, à Clichy-la-Garenne, à St-Denis, à Paris (4 sites) et à Bezons.
Le financement sollicité au titre du budget participatif concerne l'atelier de Bezons devenu trop étroit. Séquano (gestionnaire de l'aménagement de Bezons) mettra à disposition un local de plus de 200 m² situé près du tramway « Pont de Bezons », en contrepartie de la prise en charge des travaux d'aménagement nécessaires (nettoyage, peinture, remise aux normes électriques, pose de chauffage, reprise de vitres cassées, pose de cloisons, remise en état de la plomberie). Ce nouveau local permettra ainsi d'accueillir d'une part les salarié-e-s dans de meilleures conditions de travail mais aussi les adhérent-e-s. Il offrira également une meilleure visibilité et un plus grand rayonnement sur Bezons et les villes alentours.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Bezons

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Mise aux normes électriques	20 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Pose cloison	5 000	PLIE Bezons-Argenteuil	10 000
Pose vitrine et reprise devanture	18 000	Commune de Bezons	10 000
Nettoyage et peinture	7 000	Fondations privées	20 000
Pose d'une poulie (pour monter et descendre les vélos)	6 000	Fonds propres	6 000
TOTAL	**56 000**	**TOTAL**	**56 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013248 - Mon logement, ma santé

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -71-71007-17001700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	100 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE
Adresse administrative : 42 rue de Paradis - 75010 Paris
Statut juridique : Association
Représentant : DENIS CHARPIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/07/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique (APPA), reconnue d'utilité publique et partenaire de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France et des principaux centres hospitaliers en Ile-de-France, se mobilise sur toutes les questions relatives à la qualité de l'air, à la santé et à l'environnement, et plus largement à la santé environnementale.
Aujourd'hui, la pollution de l'air représente le 1er risque sanitaire d'origine environnementale en Europe. Elle raccourcit l'espérance de vie des personnes affectées et contribue à l'apparition de maladies chroniques. L'habitat peut être un facteur aggravant des pathologies liées à l'environnement, et certaines habitudes comportementales prises par méconnaissance au sein du logement peuvent accentuer ce risque. De plus, dans le cadre de l'épidémie COVID-19, le confinement et l'usage plus massif que d'habitude de produits ménagers, paramédicaux et pharmaceutiques (certains en automédication) ont pu avoir une incidence sur la qualité de l'air du logement et l'émergence ou l'aggravation de certains troubles.
C'est pourquoi, le projet vise à informer le public sur la qualité de l'air intérieur et contribuer à réduire l'exposition des plus fragiles aux polluants dans l'habitat en développant la capacité des Conseillers Médicaux en Environnement Intérieur (CMEI) à intervenir, partout sur le territoire francilien. Afin de réduire cette inégalité d'accès au service, l'APPA a initié la création d'un réseau régional de CMEI en Ile-de-France, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé, la Ville de Paris, le CH de Melun et la Ville de Courbevoie. Le financement sollicité servira à équiper une nouvelle CMEI arrivée courant août 2020 afin qu'elle puisse assurer à toutes ses visites, un même niveau technique que dans les autres zones géographiques déjà couvertes.
Les appareils étant mutualisables avec les autres CMEI du réseau, le projet présenté vise donc non seulement à augmenter la capacité de réponse des CMEI sur le terrain en Ile-de-France, tant en nombre d'interventions qu'en niveau de technicité, mais aussi à favoriser une meilleure information des populations et des professionnels qui les accompagnent, sur la qualité de l'air intérieur, ses impacts sur la santé et les moyens de réduire à la fois la pollution de l'air et l'exposition des plus vulnérables (malades chroniques, femmes enceintes, nourrissons, personnes âgées) aux polluants et allergènes présents dans l'habitat.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition de matériel technique de mesure et de prélèvement de l'air	8 800	Subvention Région Île-de-France	10 000
Matériel informatique et logiciels (dont développement d'un outil en ligne de gestion des visites)	1 200		
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013029 - Ecolocataires

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -71-71007-17001700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 600 € HT	100 %	3 600 €
	Montant total de la subvention		3 600 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLOCATAIRES
Adresse administrative : 10 Allée du Docteur Lamaze 92350 Le Plessis-Robinson
Statut juridique : Association
Représentant : Marie-Josephe ETRE MERCIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à aménager un jardin éducatif et à installer des composteurs pour développer des actions avec les habitants, en collaboration avec le conseil des enfants, mais aussi les résidents des RPA et les jeunes handicapés du CITL qui œuvrent à la fabrication d'hôtels à insectes, dont un sera installé dans le jardin. Un étudiant robinsonnais en Master 2 Eau sol et environnement travaille avec quelques autres étudiants sur l'aménagement du jardin éducatif, le parcours et le choix des plantes.
Au-delà, et hors financement régional, des livrets éco-gestes et cendriers de rue seront distribués aux habitants, et l'association animera des bricol'âges cafés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Le Plessis-Robinson

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de matériel et plantations	3 600	Subvention Région Île-de-France	3 600
TOTAL	**3 600**	**TOTAL**	**3 600**

DOSSIER N° 20013249 - Mise en place d'une toiture végétalisée

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -75-75001-17001700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	77 453 € HT	12,9 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMOY
Adresse administrative : Place Raymond Gombault 91540 Ormoy
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jacques GOMBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 12/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le principe d'une toiture végétalisée est structuré par couches successives pour assurer l'étanchéité, le drainage des eaux pluviales et permettre la croissance des végétaux. Elle s'inscrit dans une démarche Haute Qualité Environnementale car, grâce à sa composition, elle offre des avantages en matière d'isolation et d'économie d'énergie. La toiture végétalisée offre une excellente isolation thermique à la toiture, permettant de réaliser des économies d'énergie en hiver et en été. Ainsi, la commune d'Ormoy souhaite intégrer une toiture végétalisée sur le groupe scolaire de la Plaine Saint Jacques.

Localisation géographique :
- Ormoy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Toiture terrasse non accessible végétalisée isolée	77 453	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	67 453
TOTAL	**77 453**	**TOTAL**	**77 453**

DOSSIER N° 20013031 - Sécurisation de sites pour lutter contre les atteintes à l'environnement

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -72-72001-17001700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 930 € HT	30 %	2 679 €
	Montant total de la subvention		2 679 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 Rue Jean Jaurès 93470 Coubron
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Ludovic TORO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12//2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet prévoie la sécurisation de voies, sentes et parkings pour lutter contre les nuisances, dépôts sauvages et atteintes à l'environnement qui en résultent.
Depuis plusieurs années, certains parkings de la commune, voies et sentes (espaces parfois péri-urbains / naturels), du fait de leur tranquillité, et de leur caractère relativement peu passant, font l'objet de stationnements prolongés à la tombée du jour et la nuit, notamment durant l'été, par des groupes de personnes qui profitent de ces espaces pour y accéder en voiture, consommer de l'alcool et des stupéfiants. La Police Intercommunale qui a été fortement sensibilisée sur cette problématique intervient régulièrement pour mettre fin à ce type de situation et a par ailleurs monté, en concertation avec la Police Nationale, des opérations spécifiques efficaces mais malheureusement insuffisantes pour mettre fin définitivement à ces situations. Le projet consiste en la fermeture de ces espaces par des barrières de sécurité entre 20h et 7h du matin. Les riverains impactés (très demandeurs et par ailleurs associés à la démarche) seront munis de clefs pour pouvoir, sur les horaires de fermeture, accéder à leur propriété. Le service d'astreinte de la commune quant à lui procèdera à l'ouverture et à la fermeture de ces barrières aux heures précitées, comme il le fait déjà sur d'autres sites qui ont fait l'objet d'une sécurisation similaire et sur lesquels les résultats en termes de réduction des nuisances de toutes natures, et notamment environnementales, ont été très satisfaisants.

Localisation géographique :
- Coubron

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition 4 barrières levantes manuelles de 4m	6 930	Subvention Région Île-de-France	2 679
Clôtures, poteaux	896	FIM 2020 MGP	4 465
Ciment et matériaux de scellement	477	Fonds propres	1 786
Acquisition 1 barrière forestière levante 3/5m	627		
TOTAL	**8 930**	**TOTAL**	**8 930**

DOSSIER N° 20013035 - Projet tri des déchets ménagers dans les poubelles du village

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -72-72001-17001700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 934 € HT	75,4 %	9 000 €
	Montant total de la subvention		9 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le village de Villiers-sous-Grez met à disposition des habitants deux containers à verre collectif ainsi que deux poubelles de tri sélectif : l'une pour le plastique, le métal, le carton d'emballage et le papier, l'autre pour tout le reste.
En lisière de forêt, le village accueille des personnes extérieures qui viennent faire des randonnées et des pique-niques.
Avec une vingtaine de poubelles vieillissantes et sans tri et aucun cendrier pour les mégots, la commune souhaite restructurer et standardiser visuellement les poubelles en double tri (jaune et gris) et avec des cendriers sur les aires de pique-nique, sur le site de halte à chevaux, sur le chemin de randonnée GR13, au parc de jeux et sur le citystade.La commune s'engage en parallèle à assurer le pré-tri des poubelles.

Localisation géographique :
- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Poubelles, supports, couvercles	9 434,00	Subvention Région Île-de-France	9 000
Installation	2 500,00	Fonds propres	2 934
TOTAL	**11 934**	**TOTAL**	**11 934**

DOSSIER N° 20013253 - Mise en valeur des sites patrimoniaux par un éclairage LED

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -75-75001-17001700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 867 € HT	70 %	4 107 €
	Montant total de la subvention		4 107 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 06/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La mise en lumière du patrimoine traduit la volonté de Pontoise de donner une identité visuelle particulière à sa ville. En effet, Pontoise souhaite adapter la mise en lumière de trois sites patrimoniaux (le Couvent, le Musée Tavet, la Cathédrale Saint Maclou) en utilisant des sources et des luminaires performants et peu énergivores. Le choix se porte sur l'installation de spots en LED qui permet non seulement de réaliser des économies d'énergie, mais aussi pour la douceur de leur lumière.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Dépose de l'existant, fourniture et pose de l'éclairage leds sur le vestige du couvent des Cordeliers	1 534	Subvention Région Île-de-France	4 107
Dépose de l'existant, fourniture et pose de l'éclairage leds sur le musée Tavet	3 066	Fonds propres	1 760
Dépose de l'existant, fourniture et pose de l'éclairage leds pour la cathédrale St Maclou	1 267		
TOTAL	**5 867**	**TOTAL**	**5 867**

DOSSIER N° 20013126 - Gare de Reuilly : un jardin coopératif de quartier dans le 12ème !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -76-76003-17001700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 595 € HT	86,2 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION URBANESCENCE
Adresse administrative : 12 Villa du Bel air 75012 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Claire MICHEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Depuis début 2019, l'ancienne Gare de Reuilly, regroupant la Maison de la Vie Associative et Citoyenne du 12ème (MVAC 12) et le Carrefour des Associations Parisiennes (CAP), a ouvert son jardin avec l'ambition d'initier une nouvelle dynamique de quartier. Ce projet expérimental prévoit de repenser et réaménager le lieu collectivement, par des habitants et des usagers avec l'appui d'un collectif d'acteurs locaux engagés dans la transition écologique et solidaire des territoires. Suivant un processus participatif, de la programmation à l'animation, ce projet entend renforcer la biodiversité du jardin et partager des savoirs autour d'écologie, tout en favorisant l'appropriation citoyenne et le droit à la ville.
Ainsi, Urbanescence porte, au nom d'un collectif d'acteurs du 12ème composé également d'Ôpotager, de Transition 12 et de la MVAC 12, le projet de réaménagement du jardin depuis sa conception jusqu'à sa phase d'exploitation. A partir du plan paysager réalisé, le jardin accueillera une multiplicité d'usages : ateliers, événements, promenade, détente… L'idée est de favoriser les rencontres et l'échange de savoirs par le jardinage et la sensibilisation à l'écologie et in fine de former les citadins au jardinage écologique pour qu'ils gagnent progressivement en autonomie jusqu'à assurer eux-mêmes la gestion du jardin.
Le collectif porteur du projet, les habitants et usagers s'engagent à expérimenter des pratiques écologiques : gestion différenciée, compostage des déchets verts, plantations économes en eau, récupération des eaux de pluie, taille douce des haies, espèces adaptées au type de sol et au climat, etc. La diffusion de ces connaissances techniques via l'organisation d'ateliers permettra de former les usagers au jardinage écologique. Il s'agira également d'initier les citadins à l'autoproduction alimentaire. La dimension nourricière de ce jardin permettra de travailler sur la résilience locale du quartier. Des légumes, des plantes aromatiques et fruitières seront plantées en privilégiant les variétés locales et anciennes. L'objectif sera de produire environ 250 kg de fruits et légumes par an. Cette production sera distribuée gratuitement aux participants lors des ateliers ou cuisinée pour les événements conviviaux.
Les ateliers seront gratuits et ouverts à tous pour faire vivre le lieu : jardinage, entretien écologique, plantation et gestion des carrés potagers, cueillette, observation de la biodiversité. Des chantiers participatifs seront également proposés : co-construction de mobilier de jardin (bancs, composteur de déchets verts...), plantations de haies vives et fruitières.

Le financement régional permettra d'installer un abri de jardin pour stocker le matériel, et d'équiper le lieu en outils, bancs-coffre, terre végétale, petits fruitiers, haies vives et carrés potagers contenant des plantes associées selon les principes de la permaculture. Il permettra également l'acquisition d'un récupérateur d'eau, d'un composteur de déchets verts et de réaliser des panneaux pédagogiques pour découvrir la biodiversité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Aménagement du jardin	11 595	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fondation de France	1 000
		Fonds propres	595
TOTAL	**11 595**	**TOTAL**	**11 595**

DOSSIER N° 20013258 - Modernisation et passage en LED de l'éclairage public du parking des jardins

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -75-75001-17001700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 130 € HT	70 %	4 991 €
	Montant total de la subvention		4 991 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT VRAIN
Adresse administrative : 13 Rue des Noblets 91770 Saint-Vrain
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Corinne CORDIER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'objectif est la réduction de la consommation énergétique en déposant les 11 lanternes actuelles du parking et les 4 projecteurs du terrain de boules. Ils seront remplacés par 11 lanternes type VENCE 34 module LED en inox avec abaissement de puissance paramétrable en pied de mât. Ce projet permettra de réduire également le nombre de luminaires en passant de 15 actuellement à 11.

Localisation géographique :
- Saint-Vrain

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Changement de l'éclairage	7 130	Subvention Région Île-de-France	4 991
		Fonds propres	2 139
TOTAL	**7 130**	**TOTAL**	**7 130**

DOSSIER N° 20013307 - Ville de Bures-sur-Yvette : Bien se stationner à vélo dans les écoles !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -78-78001-200200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	39 000 € HT	25,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE 91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-François VIGIER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet entend favoriser les déplacements bas carbone et la bonne pratique du vélo. Les trajets en voiture de moins de 3 kms représentent plus de 50% des déplacements. L'objectif est donc d'augmenter significativement la part modale du déplacement à vélo en créant les conditions favorables pour attirer le public visé : enfants / parents / enseignants. Un enfant qui vient à l'école en vélo est aussi un parent susceptible de poursuivre son trajet en vélo.
Le projet prévoie l'installation sur l'ensemble des groupes scolaires élémentaires/maternelles d'abris et de supports adaptés vélos et trottinettes. Avec le soutien de l'association Mieux se Déplacer à Bicyclette de Bures, il s'agira ensuite d'inscrire la ville dans un programme de formation destiné à la pratique du vélo auprès des enfants dans les écoles.

Localisation géographique :
- Bures-sur-Yvette

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Abris à vélo - hors BTP	30 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Création des supports/ancrages vélo - hors BTP	5 000	Cofinancement programme alvéole	17 000
Création des supports/ancrages trottinettes - hors BTP	4 000	Fonds propres	12 000
TOTAL	**39 000**	**TOTAL**	**39 000**

DOSSIER N° 20013046 - Véhicule utilitaire électrique avec benne basculante

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -72-72001-17001700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	22 559 € HT	44,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Villiers-sous-Grez, située en bordure de la forêt de Fontainebleau et de la commanderie, souhaite convertir son matériel thermique en électrique et ainsi acquérir un véhicule utilitaire électrique avec benne basculante pour nettoyer et entretenir les chemins de promenade et les petits sentiers qui font l'objet de plus de plus de dépôts sauvages, en lieu et place du tracteur au fuel actuellement utilisé. En effet, le tracteur nécessite plusieurs passages, laisse des marques importantes sur les chemins, n'est pas adapté à la récolte des élagages et est trop large pour pouvoir passer partout.

Localisation géographique :
- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)

Achat véhicule Fabrication Française Goupil G5	22 559,00 €	Subvention Région Île-de-France	10 000,00 €
		Subvention communauté de commune	7 000,00 €
		Fonds propres	5 559,00 €
TOTAL	**22 559,00**	**TOTAL**	**22 559,00**

DOSSIER N° 20013047 - Busseau gestion des déchets

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -72-72001-17001700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 073 € HT	80 %	3 258 €
	Montant total de la subvention		3 258 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 28/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le hameau de Busseau comporte une trentaine de maisons dont 1/3 en résidence secondaires, le ramassage des ordures étant le mardi, des sacs poubelles traînent au sol du dimanche soir au mardi, éventrés par les animaux de la forêt. Le projet vise à mettre en cohérence les équipements du hameau avec ceux du village principal en mettant en place un abri esthétique à poubelles de tri sélectif.

Localisation géographique :

- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Abris container	4 073,00	Subvention Région Île-de-France	3 258
		Fonds propres	815
TOTAL	**4 073**	**TOTAL**	**4 073**

DOSSIER N° 20013136 - Protection de la biodiversité et protection de la forêt contre les incendies

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -74-74006-17001700
Action : 17400601 – Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	17 360 € HT	57,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le risque d'incendie, particulièrement aux Hauts de Busseau, est important : les sécheresses des dernières années ont fait des ravages dans les épicéas de la forêt et il semble que cette espèce soit maintenant condamnée dans tout le massif de Fontainebleau. D'autres espèces de pins sont atteintes et meurent, près de 40 arbres morts sur le hameau de Busseau ont dû être abattus.
Si le hameau de Busseau (en bas) a une borne incendie, rien n'existe aux Hauts de Busseau. Un départ de feu, vu la quantité de résineux dans cette zone, serait dramatique et menacerait directement toute la forêt, y compris le village de Villiers si le vent est à l'Ouest.
Le projet consiste à installer une réserve d'eau à cet endroit (citernes souples incendie), conformément au PLU qui a été adopté, sur la base d'une étude à mener avec le Service Départemental d' Incendie et de Secours.

Localisation géographique :

- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
5 citernes souple incendie 120m3	13 965,00	Subvention Région Île-de-France	10 000
5 vidanges (raccords pompiers)	720,00	Fonds propres	7 360
Protection thermique	675,00		
Installation	2 000,00		
TOTAL	**17 360,00**	**TOTAL**	**17 360**

DOSSIER N° 20013261 - Continuité écologique à Mespuits

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -75-75001-17001700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 133 € HT	70 %	6 393 €
	Montant total de la subvention		6 393 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MESPUITS
Adresse administrative : GRANDE RUE 91150 MESPUITS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Sabine FURMAN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 20/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à poursuivre le remplacement de l'éclairage urbain de la commune de Mespuits en recourant aux LED afin de participer aux efforts d'économie d'énergies et plus largement à la transition écologique.
Les avantages des ampoules à LED sont multiples et entre autres :
- une durée de vie inégalée et largement supérieure à celle des autres technologies
- une meilleure efficacité énergétique
- un éclairage maximal instantané
- une plus grande résistance aux chocs et aux intempéries que les autres sources d'éclairage
- l'absence de mercure et la possibilité pour la plus grande partie d'être recyclables en tant que déchets non dangereux.

Localisation géographique :
- Mespuits

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Changement éclairage LED	9 133,00	Subvention Région Île-de-France	6 393,00
		Fonds propres	2 740,00
TOTAL	**9 133,00**	**TOTAL**	**9 133,00**

DOSSIER N° 20013310 - Préservation et dynamisation des espaces naturels

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -78-78001-200200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 700 € HT	70 %	8 190 €
	Montant total de la subvention		8 190 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COIGNIERES
Adresse administrative : PL EGLISE DE ST GERMAIN D'AUXERRE 78310 COIGNIERES
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Monsieur Didier FISCHER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/05/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à valoriser la faune et les jardins pédagogiques en promouvant l'originalité du territoire. Il s'articule autour de deux axes principaux :
- Implantation d'une cinquantaine de nichoirs dans les jardins pédagogiques de Coignières, au sein du parc de la Prévenderie et le long de l'allée des Pommiers, des lieux très fréquentés des coigniériens, afin de pouvoir accueillir des mésanges, des hirondelles et autres oiseaux et permettre à tous de découvrir ces nombreuses espèces. L'objectif à terme est de développer les refuges LPO sur le territoire communal.
- Faciliter l'accès aux jardins par des circulations douces et notamment le vélo, en installant un local à vélo à l'entrée des jardins, près du théâtre DAUDET.

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€
NICHOIRS	1 200,00	Subvention Région Île-de-France	8 190,00
LOCAL VELO	9 000,00	Fonds propres	3 510,00
RANGE VELOS	1 500,00		
TOTAL DEPENSES	**11 700,00**	**TOTAL RECETTES**	**11 700,00**

DOSSIER N° 20013150 - Aménagement d'un espace paysager avec une mare

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -76-76003-17001700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	48 430 € HT	20,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PLESSIS SAINT BENOIST
Adresse administrative : 9 RUE DU PETIT PLESSIS 91410 PLESSIS-SAINT-BENOIST
Statut juridique : Organisme public
Représentant : CLAUDE FAUCONNIER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La Commune du Plessis-St-Benoist souhaite procéder à la réfection, au réaménagement et à la mise en valeur de la "mare" située au cœur du village, pour contribuer entre autres à enrichir le Patrimoine Sud Essonne.
Les travaux porteront sur l'étanchéité et des aménagements seront effectués pour intensifier l'implantation de végétaux mieux adaptés au milieu aquatique (iris et joncs notamment). Ils ont vocation à permettre le maintien des espèces animalières qui y ont élu domicile, tels les "cols verts" et autres migrateurs dont les hirondelles.
L'objectif est de contribuer à la protection de la biodiversité mais également au plaisir des habitants, des promeneurs et des jeunes enfants.

Localisation géographique :

- Plessis-Saint-Benoist

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Transplantation des végétaux existants, épandage des sédiments, apport de terre végétale, reprofilage du fond de la mare et installation d'une bâche pour renforcer son étanchéité	48 430	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Subvention CAESE développement durable	20 000
		Fonds propres	18 430
TOTAL	**48 430**	**TOTAL**	**48 430**

DOSSIER N° 20012991 - Un séchoir à tisanes pour 13'Infuz, projet d'agriculture urbaine de la Petite Ceinture

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -71-71007-17001700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 000 € HT	66,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION URBANESCENCE
Adresse administrative : 12 Villa du Bel air 75012 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Claire MICHEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

13'Infuz – Les tisanes de la Petite Ceinture, chemin de fer aujourd'hui inutilisé qui fait le tour de Paris, est un projet d'agriculture urbaine inédit et ambitieux, un espace où sont cultivées sur place à la main, des plantes en agroécologie : sauge, camomille, menthe poivrée, verveine, angélique et mélisse, sans intrant chimique par l'association Urbanescence. C'est aussi un lieu convivial où l'on se retrouve lors d'événements, d'ateliers et de chantiers participatifs. En partenariat avec Maison 13 solidaire, le centre socio-culturel du quartier, les portes du projet sont ouvertes à toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'investir dans la vie du lieu ou tout simplement profiter du plaisir de mettre les mains dans la terre !
Lauréat de l'appel à projets Pariculteurs 3 lancé par la Ville de Paris en 2019, l'installation de 13'Infuz a séduit par son originalité et l'équilibre trouvé entre convivialité et préservation de la biodiversité de cette friche exceptionnelle de 1 400 m² au cœur de l'écoquartier Gare de Rungis, dans le 13ème arrondissement. La Ville de Paris a confié la gestion de cette parcelle pour 12 ans à l'association Urbanescence, afin d'installer durablement le projet dans son tissu local. En 1 an, 13'Infuz a tenu ses promesses : les buttes de cultures ont été aménagées, les plants bien installés, plusieurs événements ont permis à toutes celles et tous ceux qui le souhaitaient de passer enfin la porte de cet espace jusqu'à présent fermé au public ! Aujourd'hui, pour permettre à l'équipe d'Urbanescence de poursuivre sur cette lancée et de commencer la vente de tisanes, le financement régional est sollicité afin d'aménager un grand séchoir qui ermettra de confectionner les infusions et de les vendre directement sur place. Pour cela, il est prévu d'installer un second container sur le site (le premier permet de ranger outils et matériel) qui sera non seulement utilisé pour sécher les plantes, mais aussi pour devenir un lieu d'accueil et de vente au public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Conteneur aménagé	12 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Installation VMC	800	Mécénat de La Mutuelle Générale	3 000
Matériel végétalisation toiture et fabrication des claies	2 200	Fonds propres	2 000
TOTAL	**15 000**	**TOTAL**	**15 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20012993 - Création d'un éco-lieu aux Fruits Rouges de Montrouge !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -71-71007-17001700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	60 000 € HT	16,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION URBANESCENCE
Adresse administrative : 12 Villa du Bel air 75012 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Claire MICHEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/08/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Urbanescence a créé un réseau de 6 sites pilotes dédiés au développement de différentes formes d'agricultures urbaines écologiques et favorables à la biodiversité en Ile-de-France pour agir concrètement pour la transition écologique à l'échelle locale et sensibiliser un large public aux questions environnementales.
Lauréate de l'appel à projet "1820 m² à cultiver à Montrouge !" avec le projet "Les Fruits Rouges de Montrouge", lieu exemplaire de production fruitière en ville en permaculture, l'association Urbanescence souhaite faire de ce site un éco-lieu pédagogique et convivial pour sensibiliser à la transition écologique des villes et former les citadins aux pratiques écologiques et citoyennes.
Les Franciliens pourront s'y approvisionner en fruits rouges en circuit-court. Une mini-forêt jardin comestible, basée sur le modèle de polyculture sur buttes, est en cours de croissance et abrite déjà diverses variétés de framboises, groseilles, cerises et mûres. A terme, les Franciliens pourront se rendre sur les lieux et directement récupérer les produits proposés à la cueillette et en vente directe dans l'éco-lieu.
Une convention d'une durée de 7 ans a été signée avec la Ville de Montrouge pour permettre de développer des installations et activités sur le long terme.
Il est prévu que lieu dispose d'un espace bâti comprenant un espace de production sous serre intégrant un espace de vente, un espace de formation et de réunion, des toilettes sèches pour apprendre à économiser l'eau, deux récupérateurs d'eau de toiture, des composteurs de déchets verts et de déchets organiques, un lieu de stockage pour les outils. Cet ensemble est conçu comme un projet exemple de construction participative et écologique, grâce à la participation de bénévoles à la construction de la serre, d'éléments du bâti (finitions, enduits écologiques...) et des aménagements privilégiant le réemploi de matériaux de récupération et l'utilisation de matériaux performants énergétiquement (ossature et bardage bois, isolant en laine de bois pour les murs...). Pour cela, le projet sera accompagné par l'Atelier de la Voûte qui a notamment réalisé la Serre de Chanzy dans le 11ème arrondissement de Paris, serre entièrement construite en matériaux de réemploi, dans le cadre d'un chantier participatif avec l'association Pépins Production.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Montrouge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Serre / pépinière	10 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Base de vie + atelier + stockage + lieu d'accueil	45 000	Fonds propres	50 000
Toilette sèche	1 500		
Composteurs	500		
Terrasse	1 000		
AMO + permis de construire	2 000		
TOTAL	**60 000**	**TOTAL**	**60 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013318 - A Villiers, on se déplace à vélo !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -78-78001-200200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 400 € HT	100 %	4 400 €
	Montant total de la subvention		4 400 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE SPORTS LOISIRS CULTURE VILLARONNE
Adresse administrative : 5 RUE DE LARCHANT 77760 VILLIERS-SOUS-GREZ
Statut juridique : Association
Représentant : Roger MAGERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 20/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/05/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Villiers sous Grez n'est pas très étendue, il y a des chemins et des « voies douces » pour la traverser et, le vélo est, avec la marche, le moyen de déplacement idéal. Soucieuse de préserver la qualité de l'air tout comme la santé des Villaron(nes), l'association en accord avec la municipalité, propose d'installer aux points stratégiques de la commune des supports afin que les usagés puissent y stationner leurs cycles en toute sécurité lors de leurs déplacements à vélo dans le village. Aux mêmes endroits seront disposés des panneaux incitant les habitants à utiliser ce mode de déplacement pour leurs petits trajets quotidiens. Une sensibilisation sera faite également par des articles dans le journal communal et par des interventions auprès des enfants dans les classes du Regroupement Pédagogique Intercommunal.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et pose de 14 bornes vélos	4 400,00	Subvention Région Île-de-France	4 400,00
TOTAL	**4 400,00**	**TOTAL**	**4 400,00**

DOSSIER N° 20013264 - Etre mieux éclairé, et de manière plus économique et écologique, sur le terrain de tennis couvert !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -75-75001-17001700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 280 € HT	70 %	5 796 €
	Montant total de la subvention		5 796 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTCOURT FROMONVILLE
Adresse administrative : RTE DE MORET 77140 MONTCOURT-FROMONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michaël BEUGIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le terrain de Tennis couvert de Moncourt-Fromonville est actuellement éclairé par des lampadaires énergivores. La mairie souhaite remplacer l'intégralité des ampoules par des ampoules à LED.
Les avantages des ampoules à LED sont multiples et entre autres :
- une durée de vie inégalée et largement supérieure à celle des autres technologies
- une meilleure efficacité énergétique
- un éclairage maximal instantané
- une insensibilité aux chocs, ce qui les rend plus robustes que les autres sources d'éclairage
- l'absence de mercure et la possibilité pour la plus grande partie d'être recyclables en tant que déchets non dangereux.

Localisation géographique :
- Montcourt-Fromonville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Remplacement de 14 ampoules par des LED (tennis couvert)	8 280	Subvention Région Île-de-France	5 796
		Fonds propres	2 484
TOTAL	**8 280**	**TOTAL**	**8 280**

DOSSIER N° 20013266 - Eclairage public et efficacité énergétique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -75-75001-17001700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 959 € HT	70 %	6 971 €
	Montant total de la subvention		6 971 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JANVRY
Adresse administrative : 2 Rue des Genévriers 91640 JANVRY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Christian SCHOETTL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Janvry, village de 632 habitants en Essonne, continue ses démarches de maîtrise de l'énergie et envisage le passage aux ampoules LED sur l'ensemble de l'éclairage public ainsi que sur l'extérieur de certains bâtiments de la commune. Le programme de remplacement des installations vétustes contribuera à répondre aux enjeux à la fois économiques, sociaux et environnementaux tels que la maîtrise de la consommation de l'énergie, la sécurité des biens et des personnes, la diminution des nuisances lumineuses et le recyclage du matériel usagé.
Pour éviter le gaspillage d'énergie, les LED pourront être couplées à des systèmes d'éclairage intelligents (détecteur de présence, éclairage autonome…).

Localisation géographique :
- Janvry

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture de projecteurs LED - éclairage pressoir	44	Subvention Région Île-de-France	6 971
Fourniture de projecteurs LED - éclairage église	3 719	Fonds propres	2 988
Fourniture de projecteurs LED - éclairage fontaine	484		
Fourniture lampe LED - éclairage voie publique piétons	5 713		
TOTAL	**9 959**	**TOTAL**	**9 959**

DOSSIER N° 20013176 - Aménager une entrée écologique au collège REP Romain Rolland de Bagneux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -71-71007-17001700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 000 € HT	70 %	700 €
	Montant total de la subvention		700 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLEGE ROMAIN ROLLAND
Adresse administrative : 28 RUE DE LA LISETTE 92220 BAGNEUX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Chantal YRIUS, Principale

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à aménager l'entrée bétonnée du collège grâce à des fleurs, des légumes, des plantes aromatiques et des rails pour le stationnement des vélos. L'objectif de ce projet est de développer la sensibilité écologique de collégiens vivant dans un milieu urbain. Les élèves pourront ainsi suivre l'évolution des plantations à chaque fois qu'ils entrent dans le collège et les plantes pourraient être entretenues par les élèves des classes SEGPA qui sont encadrées par un professeur d'horticulture. Les rails à vélo encourageront les élèves à utiliser davantage le vélo. Le collège a déjà une classe vélo en 4ème (réparation, sorties, sensibilisation) depuis plusieurs années.

Localisation géographique :
- Bagneux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Plantations, pots, terreau	400	Subvention Région Île-de-France	700
Rails à vélo	600	Fonds propres	300
TOTAL	**1 000**	**TOTAL**	**1 000**

DOSSIER N° 20012998 - Mon pot'Agé

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -71-71007-17001700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 300 € HT	100 %	8 300 €
	Montant total de la subvention		8 300 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARPAVIE
Adresse administrative : 8 RUE ROUGET DE LISLE 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut juridique : Association
Représentant : Laure de la Bretèche, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La résidence accueille les personnes de plus de 60 ans autonomes et des publics à mobilité réduite. Le projet porté par les résidents, leurs familles et les habitants de la commune est intergénérationnel et mobilise petits producteurs et artisans locaux, bénévoles, associations, syndicat et collège, jeunes en Mission d'Intérêt Général (SNU). Il s'agit de faire découvrir un jardin surélevé alimenté en eau de récupération, en compost et s'adressant à tous les publics. Les objectifs sont la mise en pratique des techniques et comportements responsables de l'environnement par la mise en place d'ateliers ludiques et pratiques de compostage, d'éco-jardinage, de récupération d'eau, de tri des déchets, de production de fruits et légumes et atelier cuisine, de fabrication d'Oyas pour réduire la consommation d'eau dans les plantations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Château-Landon

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat bacs, équipements, plantations	7 600	Subvention Région Île-de-France	8 300
Installation système récupérateur eau	700		
TOTAL	**8 300**	**TOTAL**	**8 300**

DOSSIER N° 20013239 - Les Jardins du Haut-Mesnil : un potager en permaculture pour les enfants !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907 -76-76003-17001700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 500 € HT	87 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION URBANESCENCE
Adresse administrative : 12 Villa du Bel air 75012 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Claire MICHEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Montrouge de peu d'espaces verts (1m² par habitant), un contexte environnemental qui explique un fort besoin de nature. Valoriser un ancien terrain de sport du collège est une belle opportunité pour permettre aux résidents de retrouver un lien à la nature et à la biodiversité. Le site bénéficie d'une position pédagogique stratégique à proximité immédiate de plusieurs établissements scolaires. Le projet vise à y créer un pôle ressource d'activités pédagogiques et écologiques. Les jardins, gérés et animés par Urbanescence, permettront aux enfants de s'évader le temps d'un atelier de jardinage, d'une visite, et de se connecter à la biodiversité qui les entoure. Des expériences pratiques, sensorielles et olfactives autour de la découverte des plantes aromatiques, des cultures fruitières et des dispositifs de permaculture innovants leur seront proposées ainsi que la découverte de la culture du safran (en lien avec Bien Elevées qui partage le terrain avec Urbanescence).
Afin d'entretenir les lieux et d'organiser au mieux les ateliers, un espace de stockage sera aménagé de manière à y placer des outils, matériaux, semences... Cet espace pourra être mutualisé avec les associations partenaires. Un espace de convivialité sera aménagé autour d'un arbre à palabre. Cet espace modulable répondra à différents usages : heure du conte, espace d'accueil pour les ateliers, tables pliantes pour un pique-nique avec les enfants.
En mars 2019, Urbanescence a remporté l'appel à projet « 1820 m² à cultiver à Montrouge ! ». Une convention d'une durée de 7 ans a été signée avec la Mairie de Montrouge pour mettre en place des installations et activités pédagogiques sur le long terme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Montrouge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Frais d'aménagement et d'équipement du jardin	11 500	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Ville de Montrouge	1 500
TOTAL	**11 500**	**TOTAL**	**11 500**

DOSSIER N° 20013135 - Libérons le sol, un pavé à la fois

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 866 € HT	100 %	9 866 €
	Montant total de la subvention		9 866 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AQUACOOP
Adresse administrative : 8 RUE GUSTAVE ROUANET 75018 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Anneli LENICA

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/09/2022
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Aquacoop est une association qui promeut une gestion coopérative et durable des eaux. Elle intervient principalement dans les domaines suivants : ville perméable et gestion alternative des eaux pluviales, tri sélectif et valorisation des eaux usées, sensibilisation aux enjeux liés à l'eau et au changement climatique.
Le projet consiste à mener un chantier participatif de "débitumage" afin de limiter la part de béton en ville, valoriser l'utilisation de l'eau de pluie et créer des espaces végétalisés.
Les objectifs poursuivis sont à la fois sociaux et environnementaux : favoriser la réappropriation des espaces publics par les citoyen•ne•s, aménager des espaces conviviaux et durables, mobiliser et développer le pouvoir d'agir, réduire les espaces minéralisés ainsi que le volume des eaux de ruissellement envoyé aux égouts, contribuer à réduire les phénomènes d'îlots de chaleur urbains, sensibiliser les décideurs locaux et les habitants aux défis de la gestion des eaux pluviales.
Des ateliers participatifs de type "forum citoyen" seront animés afin de sélectionner les sites idéaux puis élaborer avec les élus, citoyens, associations et professionnels des scénarii d'aménagement.
Avant le chantier, il faudra procéder au sciage de l'asphalte, l'excavation, la réception des végétaux, de la terre et des autres matériaux requis. Ces étapes ne seront pas effectuées par les habitants eux-mêmes. Ceux-ci participeront par contre à des journées de "débitumage" pour déblayer les morceaux de revêtement sciés et libérer le sol. Puis, accompagnés par un paysagiste, ils réaliseront les plantations et l'aménagement des sites, en fonction des usages souhaités, avec notamment des parcours d'eau, des jardins de pluie, l'installation de récupérateurs d'eau, pluviomètres…
Partenaires institutionnels : convention signée avec Plaine Commune, accompagnement par les Villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers et leurs services techniques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'arbres, végétaux et terre de jardin	3 448	Subvention Région Île-de-France	9 866
Achat de matériel et équipement chantier (pluviomètre, sécateurs, bêches, transplantoirs...)	1 333		
Préparation du chantier : sécurisation et découpe	5 085		
TOTAL	**9 866**	**TOTAL**	**9 866**

DOSSIER N° 20013177 - Le Rucher citoyen : une initiative concrète et conviviale en faveur de l'environnement

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 460 € HT	30,8 %	3 220 €
	Montant total de la subvention		3 220 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ABEILLES DE L'YVETTE RUCHERS CITOYENS
Adresse administrative : 13 rue des Chataigniers 91190 Gif-sur-Yvette
Statut juridique : Association
Représentant : Geneviève LABORDERIE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à connaître et protéger les abeilles, redécouvrir le goût du miel, agir concrètement pour la biodiversité.
L'initiative "ruchers citoyens" a pris corps fin 2019 autour d'une vingtaine de personnes venues d'horizons divers, attirées par l'apiculture de loisir et réunies dans l'association "les abeilles de l'Yvette" (LADY). L'objectif est d'offrir à tous la possibilité d'acquérir une ruche et un essaim abeilles locales, d'héberger la ruche sur un des ruchers de l'association, d'apprendre collectivement la conduite d'une colonie d'abeilles, d'approfondir ses connaissances sur la biologie et l'écologie des abeilles, de participer à des débats sur les problématiques d'environnement, d'avoir accès à du matériel mutualisé, de profiter de tarifs négociés auprès de fournisseurs de matériel apicole et enfin de récolter son miel ainsi que d'autres produits de la ruche (pollen, propolis). Chacun a ainsi la possibilité d'apprendre sur sa propre ruche avec l'appui du référent apicole de l'association. La pédagogie de conduite de rucher adoptée par l'association s'appuie sur les pratiques apicoles respectueuses des abeilles et de l'environnement : respect de la biologie des colonies, des cycles naturels, ruchers limités à 10 colonies, rigueur sanitaire assurée par un vétérinaire apicole.
L'association est ouverte à tous, citoyen, collectivité ou entreprise concernés par les menaces pesant sur les populations de pollinisateurs. Elle contribuer à la "politique abeilles" de la ville de Gif-sur-Yvette et est prête à le faire de la même façon avec les villes environnantes, le modèle étant reproductible et exportable.
A l'issue de sa première saison de fonctionnement, l'association gère vingt ruches hébergées sur deux emplacements (l'un public, l'autre privé) pour lesquels l'association a signé une convention d'occupation.
Le financement régional permettra de répondre aux demandes des citoyens et des villes en investissant dans du matériel apicole partagé (hausses pour la récolte du miel, cire de renouvellement des cadres, matériel d'extraction) et dans des matériaux pour l'aménagement des ruchers (bois pour supports de ruches, abris de jardin pour stockage du matériel).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Gif-sur-Yvette

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat des ruches et colonies	7 000	Subvention Région Île-de-France	3 220
Bois pour bancs support de ruches	200	Fonds propres	7 240
Abris pour stockage matériel (2)	600		
Extracteur 12 cadres	1 200		
Bacs et herses à désoperculer (2)	220		
20 hausses cryptomeria et cadres	1 000		
Dispositifs sanitaires	240		
TOTAL	**10 460**	**TOTAL**	**10 460**

DOSSIER N° 20013268 - Rénovation de 19 implantations d'éclairage public à LED avec capteurs

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 548 € HT	70 %	6 684 €
	Montant total de la subvention		6 684 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LES BRIIS
Adresse administrative : 1 PL DE LA MAIRIE 91640 FONTENAY-LES-BRIIS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : THIERRY DEGIVRY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Près de 40% de la facture d'électricité de la collectivité est consacrée à l'éclairage public alors même que l'objectif national est de réduire de 20% la consommation d'énergie à l'horizon 2030. L'optimisation des consommations énergétiques étant devenue un enjeu majeur, Fontenay-lès-Briis mise sur un éclairage public intelligent qui permettra de :
- Réduire les coûts par l'utilisation de source LED
- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre
- Diminuer la pollution lumineuse perturbant le monde animal et végétal
- Sécuriser l'espace public
- Rénover l'éclairage.

Le projet ne vise pas seulement à mieux éclairer à moindre coût mais aussi à apporter plus de sécurité, de visibilité, de confort et de bien-être dans l'espace public. Il s'agit également de ne plus maintenir en état des installations vétustes énergivores. Ces nouvelles installations pouvant être connectées (capteur intelligent), il sera possible d'éclairer "JUSTE, SOBRE ET DURABLE" en consommant moins (pilotage de la quantité de lux et des heures de diffusion).
Le projet présenté correspond à la première phase de la rénovation de l'éclairage public de la commune qui poursuivra ce programme afin d'harmoniser toutes les implantations à terme.

Localisation géographique :
- Fontenay-lès-Briis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Rénovation éclairage public rue des Vignes - Passage aux LED et remplacement de structure luminaire	9 548	Subvention Région Île-de-France	6 684
		Fonds propres	2 864
TOTAL	**9 548**	**TOTAL**	**9 548**

DOSSIER N° 20013333 - Le vélocargo solidaire

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 343 € HT	100 %	9 343 €
	Montant total de la subvention		9 343 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRIEL ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 5 ALL DES BOULEAUX 78510 TRIEL-SUR-SEINE
Statut juridique : Association
Représentant : Françoise MEZZADRI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 07/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Afin de promouvoir le vélo et participer localement à l'accélération de la transition écologique, l'association Triel Environnement souhaite acquérir un vélocargo électrique équipé de 2 stations de réparation de vélos ainsi que d'une machine à graver pour faire le marquage Bicycode pour lutter contre les vols. C'est "Le vélocargo solidaire", résolument tourné vers l'intérêt général : les actions sont gratuites et au service de tous, familles, retraités, jeunes actifs, enfants, adolescents...
Comptant parmi les membres fondateurs du collectif Alternatives en Vallée de Seine qui regroupe plus de 30 associations du territoire Grand Paris Seine & Oise, l'association partage un local avec l'association E-Graine Ile-de-France.
Le projet présenté est complémentaire des autres actions écologiques portées par l'association : gestion de l'AMAP de Triel (soutien à l'agriculture bio locale sous la forme d'abonnements à des paniers de légumes hebdomadaires), Repair Café, nettoyages citoyens, ateliers zéro déchet, couture, tricot, cuisine, plantations urbaines avec les Incroyables Comestibles...
L'association porte déjà également l'organisation de la fête "Osez le Vélo" avec une bourse aux vélos pour permettre à chacun de s'équiper à moindre frais et des essais de vélos électriques, ateliers de réparation de vélos, collaboration avec les différences instances politiques sur le sujet précis du vélo à Triel.
L'acquisition du vélo cargo permettra de se déplacer dans les quartiers de la ville pour des actions au plus près des habitants, dans les établissements scolaires et dans les villes voisines suivant les diverses sollicitations. Le vélo cargo permettra également de transporter les déchets ramassés lors des nettoyages citoyens, de collecter les objets à récupérer auprès des Triellois (jouets, fournitures scolaires, etc...), au profit des associations en charge des plus précaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Grand Paris Seine et Oise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Vélocargo électrique	5 004	Subvention Région Île-de-France	9 343
Graveuse Bicycode	4 035		
Matériel réparation de vélos	304		
TOTAL	**9 343**	**TOTAL**	**9 343**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013271 - Capteurs Citoyens de pollution de l'air - Paris

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 250 € HT	100 %	8 250 €
	Montant total de la subvention		8 250 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESPIRE ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PRESERVATION ET L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'AIR
Adresse administrative : 1 PL DES DEUX ECUS 75001 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Olivier BLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à installer plusieurs dizaines de capteurs citoyens de pollution de l'air chez des particuliers afin que chacun puisse mesurer la pollution autour de soi.
Chaque capteur envoie en temps réel sur Internet les valeurs de ses mesures (dont les PM10 et les PM2.5). Chacun peut ainsi comparer ses données avec celles d'Airparif, mais aussi avec celles des autres participants. Chacun apprend ainsi à mieux connaître la pollution autour de lui ou elle et participe également à une meilleure connaissance de la qualité de l'air sur son territoire. De cette manière, les citoyens sont également invités à agir de manière responsable et reçoivent régulièrement des informations sur les bonnes pratiques en matière de qualité de l'air. Le financement sollicité permettra d'installer les capteurs gratuitement chez les particuliers. Ces capteurs toutefois, resteront la propriété de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
40 capteurs (coût unitaire = 200 euros)	8 000	Subvention Région Île-de-France	8 250
Serveur informatique dédié	250		
TOTAL	**8 250**	**TOTAL**	**8 250**

DOSSIER N° 20013335 - Le camion RECYCLO

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 396 € HT	92,2 %	8 660 €
	Montant total de la subvention		8 660 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RECYCLO (COUDERT THIBAUD)
Adresse administrative : 39 RUE DE LA MAISONNERAIE 77390 CHAMPDEUIL FRANCE
Statut juridique : Entreprise
Représentant : Thibaud COUDERT, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet proposé vise à acquérir un camion atelier pour recycler, réparer et reconditionner les vélos laissés à l'abandon plutôt que de les jeter. L'objectif est de limiter le gaspillage en récupérant les pièces de vélo pour une réparation économique et durable et afin de donner la possibilité d'acheter au meilleur rapport qualité/prix, un vélo d'occasion reconditionné par un professionnel.
Le projet vise également à permettre aux collectivités une facilité et rapidité des réparations des vélos mis à disposition pour leurs citoyens ainsi qu'à organiser des ateliers participatifs de réparation.
Des partenariats auprès de déchetteries, ferrailleurs, grandes enseignes et services communaux seront développés.
Le camion-atelier sera présent sur divers sites : mairies, écoles, commissariats, associations… pour des réparations groupées ou ateliers participatifs ou encore sur des marchés ou à des sorties de gares.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Seine-et-Marne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat du camion-atelier	6 000	Subvention Région Île-de-France	8 660
Pied atelier	560	Fonds propres	736
Meuble rangement et établi	676		
Compresseur	160		
Outillages de réparation cycle	2 000		
TOTAL	**9 396**	**TOTAL**	**9 396**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013272 - Capteurs citoyens de pollution - Vincennes

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 000 € HT	100 %	4 000 €
	Montant total de la subvention		4 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESPIRE ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PRESERVATION ET L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'AIR
Adresse administrative : 1 PL DES DEUX ECUS 75001 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Olivier BLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à installer plusieurs dizaines de capteurs citoyens de pollution de l'air chez des particuliers afin que chacun puisse mesurer la pollution autour de soi.
Chaque capteur envoie en temps réel sur Internet les valeurs de ses mesures (dont les PM10 et les PM2.5). Chacun peut ainsi comparer ses données avec celles d'Airparif, mais aussi avec celles des autres participants. Chacun apprend ainsi à mieux connaître la pollution autour de lui ou elle et participe également à une meilleure connaissance de la qualité de l'air sur son territoire. De cette manière, les citoyens sont également invités à agir de manière responsable et reçoivent régulièrement des informations sur les bonnes pratiques en matière de qualité de l'air. Le financement sollicité permettra d'installer les capteurs gratuitement chez les particuliers. Ces capteurs toutefois, resteront la propriété de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Vincennes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
20 capteurs (coût unitaire = 200 euros)	4 000	Subvention Région Île-de-France	4 000
TOTAL	**4 000**	**TOTAL**	**4 000**

DOSSIER N° 20013273 - Capteurs citoyens de pollution - Bagnolet

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 000 € HT	100 %	4 000 €
	Montant total de la subvention		4 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESPIRE ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PRESERVATION ET L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'AIR
Adresse administrative : 1 PL DES DEUX ECUS 75001 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Olivier BLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à installer plusieurs dizaines de capteurs citoyens de pollution de l'air chez des particuliers afin que chacun puisse mesurer la pollution autour de soi.
Chaque capteur envoie en temps réel sur Internet les valeurs de ses mesures (dont les PM10 et les PM2.5). Chacun peut ainsi comparer ses données avec celles d'Airparif, mais aussi avec celles des autres participants. Chacun apprend ainsi à mieux connaître la pollution autour de lui ou elle et participe également à une meilleure connaissance de la qualité de l'air sur son territoire. De cette manière, les citoyens sont également invités à agir de manière responsable et reçoivent régulièrement des informations sur les bonnes pratiques en matière de qualité de l'air. Le financement sollicité permettra d'installer les capteurs gratuitement chez les particuliers. Ces capteurs toutefois, resteront la propriété de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Bagnolet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
20 capteurs (coût unitaire = 200 euros)	4 000	Subvention Région Île-de-France	4 000
TOTAL	**4 000**	**TOTAL**	**4 000**

DOSSIER N° 20013274 - Capteurs citoyens de pollution - Colombes

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 000 € HT	100 %	4 000 €
	Montant total de la subvention		4 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESPIRE ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PRESERVATION ET L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'AIR
Adresse administrative : 1 PL DES DEUX ECUS 75001 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Olivier BLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à installer plusieurs dizaines de capteurs citoyens de pollution de l'air chez des particuliers afin que chacun puisse mesurer la pollution autour de soi.
Chaque capteur envoie en temps réel sur Internet les valeurs de ses mesures (dont les PM10 et les PM2.5). Chacun peut ainsi comparer ses données avec celles d'Airparif, mais aussi avec celles des autres participants. Chacun apprend ainsi à mieux connaître la pollution autour de lui ou elle et participe également à une meilleure connaissance de la qualité de l'air sur son territoire. De cette manière, les citoyens sont également invités à agir de manière responsable et reçoivent régulièrement des informations sur les bonnes pratiques en matière de qualité de l'air. Le financement sollicité permettra d'installer les capteurs gratuitement chez les particuliers. Ces capteurs toutefois, resteront la propriété de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Colombes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
20 capteurs (coût unitaire = 200 euros)	4 000	Subvention Région Île-de-France	4 000
TOTAL	**4 000**	**TOTAL**	**4 000**

DOSSIER N° 20013003 - Conserverie participative et locale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	18 000 € HT	55,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTERMARCHE
Adresse administrative : 52 AV JEANNE D ARC 94210 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Statut juridique : Entreprise
Représentant : NICOLAS JOSSE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet proposé doit permettre de faire ses bocaux de légumes en sécurité à la conserverie Altermarché (Restaurant-traiteur-épicier bio, local en Entreprise d'Insertion). Il s'agit d'accompagner les particuliers dans la création de potagers puis la conservation de leurs légumes en vue de développer l'autonomie alimentaire en ville mais aussi d'apprendre en s'amusant. Pour ce faire, un aménagement des locaux est envisagé au 3ème trimestre 2020 ainsi que l'achat d'un autoclave.
Publics cibles : particuliers, enfants et adultes sur inscription, personnes âgées pour lutter contre l'isolement, personnes accompagnées dans le cadre d'un partenariat avec le CCAS.
Partenaires : associations porteuses d'Amap (2 à Saint-Maur), Collectif Saint Maur en Transition, Ville de Saint Maur (service développement durable, service seniors et CCAS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Saint-Maur-des-Fossés

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Aménagement locaux : sols, murs, plomberie et élect.	10 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Mobilier : tables inox	2 000	Fonds propres	8 000
Matériel professionnel : autoclave	6 000		
TOTAL	**18 000**	**TOTAL**	**18 000**

DOSSIER N° 20013337 - Pose de panneaux sur les chemins de forêt communaux non balisés

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 000 € HT	100 %	1 000 €
	Montant total de la subvention		1 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET DE GESTION DES BOIS PRIVES DE GREZ LARCHANT RECLOSES SAINT-PIERRE-LES NEMOURS ET VILLIERS
Adresse administrative : 5 RUE LARCHANT 77760 VILLIERS-SOUS-GREZ
Statut juridique : Association
Représentant : Nelly AMIOT, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à installer des panneaux indicateurs en aluminium, durables dans le temps, pour indiquer la commune et le nom des chemins de forêt communaux (5 communes de Seine-et-Marne) pour permettre aux promeneurs, cavaliers ou cyclistes de mieux se repérer. Il s'agit ainsi de permettre la découverte de la forêt à tous sans risque. Les panneaux une fois fabriqués, seront mis en place par des bénévoles de l'association SAUVEBOIS auxquelles les 5 communes concernées sont déjà adhérentes : Villiers-Sous-Grez, Saint Pierre-les-Nemours, Larchant, Grez, Recloses.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fabrication panneaux de balisage	1 000	Subvention Région Île-de-France	1 000
TOTAL	**1 000**	**TOTAL**	**1 000**

DOSSIER N° 20013277 - Des voitures électriques en autopartage

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 773 € HT	70 %	1 941 €
	Montant total de la subvention		1 941 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHATEAU
Adresse administrative : 2 PL HERBES 78640 NEAUPHLE-LE-CHÂTEAU
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Elisabeth Sandjivy, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à faire connaître les vertus des véhicules électriques et de l'autopartage. Pour cela, la commune souhaite louer deux véhicules électriques et les mettre à disposition des Neauphléens, via une société spécialisée dans l'autopartage (Société Crew Pop). Les services techniques de la commune seront partie prenantes ainsi que 3 autres communes voisines de la Communauté de communes Coeur d'Yvelines partenaires pour créer un maillage de véhicules en autopartage dans tout le bassin de vie de Neauphle-le-Château.

Localisation géographique :
- Neauphle-le-Château

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Prises courant - bornes recharge voitures électriques	1 344	Subvention Région Île-de-France	1 941
Signalisation - Déplacement zone moto	1 429	Fonds propres	832
TOTAL	**2 773**	**TOTAL**	**2 773**

DOSSIER N° 20013278 - Face au mal logement, confort thermique et efficacité énergétique à la portée des plus vulnérables !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-175001-1700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	55 750 € HT	17,9 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SHAKTI 21
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE 93200 SAINT-DENIS
Statut juridique : Association
Représentant : PICHARDIE MAUD, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/04/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

En Seine St Denis, un ménage sur trois est en situation de précarité énergétique contre un sur sept au niveau national. Ainsi, le projet entend intervenir en parallèle des aides de l'Etat et des collectivités locales, pas toujours accessibles aux ménages les plus gravement exposés (en raison du reste à charge), afin d'impulser des travaux de moindre importance mais qui ont un impact réel sur l'efficacité énergétique des équipements (changement de radiateurs, installation d'un thermostat, installation d'un programmateur...) ainsi que du logement (installation de fenêtres double vitrage) mais aussi sur le confort thermique et le taux d'humidité, donc sur la préservation de la santé (installation d'un système double flux).
Ce projet vise deux types de public : les locataires (via leur propriétaire bailleur) et les propriétaires occupant en situation de vulnérabilité énergétique pour lesquels auront été constatés des défauts liés à la qualité du logement (lors de diagnostics sociotechnique, de visites réalisées par les services hygiène des villes ou encore les remontées de l'ALEC) et/ou des difficultés à faire face aux paiement de leurs factures d'énergie (lors de demandes d'aide FSE - Fonds de Solidarité Energie gérés par les CCAS).
En terme de pilotage du projet, celui-ci s'appuiera principalement sur des coordinations locales d'acteurs sur le territoire de l'EPT Plaine commune, associant services sociaux des Villes et du département, service Hygiène des Villes, services de l'Etat (DRIHL, délégué du préfet dans le cadre du contrat de ville), ALEC - Agence locale pour l'énergie et le Climat dont quatre coordinations locales existent déjà à Epinay sur Seine, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Villetaneuse.
Le projet prévoie également d'accompagner les ménages concernés dans leurs démarches pour s'assurer de la conformité et de la pertinence des travaux effectués (hors subvention régionale).
Le financement régional proposé porte sur l'achat des équipements (radiateurs, programmateur, thermostat, système de ventilation, fenêtres...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Plaine Commune

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et pose d'équipements (radiateurs, thermostat, programmateur, fenêtres double vitrage, VMC système double flux)	55 750	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fondation de France / Castorama	10 000
		Fondation Les petites pierres	6 584
		ANAH	29 166
TOTAL	**55 750**	**TOTAL**	**55 750**

DOSSIER N° 20013006 - Food container ILB

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193001-1700
Action : 19300109 – Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	50 000 € HT	20 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INDEPENDENT LIVING BASE
Adresse administrative : 24 RUE GARNIER PAGES 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Statut juridique : Entreprise
Représentant : Pascal BENVENISTE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 05/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 05/11/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet est centré sur la réalisation d'un prototype démonstrateur, le Food container ILB autonome, capable de produire en continu et en autonomie totale, des fruits et légumes sans aucun pesticide. Le projet a déjà reçu le soutien de la Région Ile de France et de BPI (Innov Up Faisabilité), du réseau entreprendre 94 (Lauréat 2020) pour la phase préalable.
La ville de Sartrouville prête un terrain municipal pour la réalisation de ce prototype qui est une première mondiale et qui sera inauguré le 5 novembre 2020, date à partir de laquelle démarreront les activités de R&D appliquée à la production réelle de denrées alimentaires et au fonctionnement du démonstrateur qui fait l'objet de la présente demande de financement.
Les dépenses du projet concernent divers aménagements du terrain (clôture, mobil-home bureau) ainsi que divers équipements : VMC double flux, containers isothermes, racks de stockage des bacs de plantation, terre avec compost, isolant, laine de bois, modules solaires et mini station d'épuration et cuves de récupération d'eau de pluie.
Les objectifs visés par ce projet sont d'être capable de produire des denrées alimentaires de qualité, en terre hors sol, en indoor, sans aucun produit chimique, toute l'année dans un espace très réduit (un container maritime), implantable sur n'importe quelle surface (toit, terrain, trottoir, parking...) avec une autonomie totale en eau et en énergie, via la récupération d'eau de pluie et l'utilisation d'énergies renouvelables.
Le public ciblé est composé de la totalité des utilisateurs de denrées alimentaires : les exploitants de bases vie en sites isolés (multinationales pharmaceutiques pour les botanistes, multinationales énergétiques pour les géologues, ONG nourrissant les SDF ou les réfugiés, militaires, collectivités locales voulant produire local, restaurateurs exigeant une fraicheur et traçabilité totale de leurs ingrédients, entreprises cosmétiques souhaitant produire elles-mêmes les plantes utilisées dans leurs produits...).
Un comité de pilotage scientifique co-pilote ce projet, composé de représentant de l'INRAE, AgroParisTech, SupBioTech Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
VMC double flux	2 046	Subvention Région Île-de-France	10 000
Containers isotherme	9 725	Fonds propres	40 000
Aménagement terrain	3 198		
Mobile home bureau	720		
Cornières racks de stockage	6 998		
Terre et compost	828		
Isolant et laine de bois	8 219		
Modules solaires	5 976		
Mini station d'épuration et cuves de récupération d'eau de pluie	12 290		
TOTAL	**50 000**	**TOTAL**	**50 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013279 - Equipement des lanternes éclairage public de style avec des sources LED

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 866 € HT	59 %	7 000 €
	Montant total de la subvention		7 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAIZEUX
Adresse administrative : RTE DES PONTS 78125 RAIZEUX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-Pierre ZANNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à remplacer les ampoules existantes au sodium par des sources LED, sur la voirie communale en commençant par la route des ponts, la route du tilleul (soit environ 50 lanternes), permettant une économie d'énergie d'environ 40 %.

Localisation géographique :

- Raizeux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Équipement de lanternes LED	11 866	Subvention Région Île-de-France	7 000
		Fonds propres	4 866
TOTAL	**11 866**	**TOTAL**	**11 866**

DOSSIER N° 20013008 - Installation d'une serre connectée dans une école

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204142-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 939 € HT	80 %	7 951 €
	Montant total de la subvention		7 951 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVALLOIS PERRET
Adresse administrative : PL DE LA REPUBLIQUE 92309 LEVALLOIS PERRET CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Agnès POTTIER-DUMAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 05/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 20/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Produire sa propre alimentation tout en réduisant son empreinte écologique ? C'est possible !
Face à la nécessité de repenser notre modèle alimentaire et de répondre aux besoins environnementaux, dans l'objectif de sensibiliser les publics au respect de l'environnement et au développement d'éco-gestes, le projet prévoie l'installation d'une serre connectée dans une école de la commune ainsi que le suivi pédagogique des interventions par Animaction et My Food.
L'objectif est de sensibiliser les élèves et les équipes pédagogiques au respect de l'environnement, de développer les éco-gestes et notamment la réduction des déchets, la réutilisation et le recyclage, de transmettre des techniques de jardinage tels que la permaculture et l'aquaponie, de développer l'autonomie alimentaire et les circuits courts en permettant au public de produire et de consommer des aliments sains et locaux toute l'année (via les potagers : fruits et légumes) et de faire évoluer les comportements alimentaires.

Localisation géographique :
- Levallois-Perret

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Serre et équipements (dont frais de livraison et installation)	9520	Subvention Région Île-de-France	7 951
Kit prêt à démarrer	419	Fonds propres	1 988
TOTAL	**9 939**	**TOTAL**	**9 939**

DOSSIER N° 20013354 - Atelier vélo mobile

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	100 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REPAIR CAFE AVON
Adresse administrative : 27 RUE DU VIEUX RU 77210 AVON
Statut juridique : Association
Représentant : Monsieur SEMBO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à créer un atelier vélo mobile pour aller au plus près des habitants et proposer des ateliers d'auto-réparation, avec l'objectif de rendre les cyclistes plus autonomes et ainsi développer l'usage du vélo. Il s'agit également de créer du lien social avec une activité participative, transférer du savoir entre générations et milieux sociaux différents. Un local est prêté par la mairie et le financement régional permettra d'acquérir le vélo cargo et les outils nécessaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Pays de Fontainebleau

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat vélo cargo	6 500	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat outils professionnels	3 500		
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013011 - Biodiversification

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193001-1700
Action : 19300109 – Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	60 866 € HT	16,4 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLEURS DE COCAGNE D'AVRAINVILLE
Adresse administrative : 22 RUE DE LA MARE 91630 AVRAINVILLE
Statut juridique : Association
Représentant : Jean-Guy HENCKEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Dans une ferme de production biologique à vocation d'insertion, le projet vise à réaliser un espace d'accueil du public et de protection de la biodiversité. Cette action permettra de mettre en œuvre une démarche globale de « biodiversification » de l'exploitation avec un réaménagement du site en créant un espace central, carrefour des déplacements, zone d'accueil du public et espace pédagogique et déplacement de la zone de stockage des matériels et accessoires de cultures conséquemment à l'augmentation des surfaces exploitées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses en € TTC	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Terrassement	3 955	Subvention Région Île-de-France	10 000
Réhabilitation forage	4 320	PAREX LANKO PUR PROJET	6 000
Végétaux	4 943	Fondation EMERA	7 000
Bâtiment agricole	33 900	Fondation PLACOPLATRE	10 000
Toilettes sèches	3 682	Fondation RAJA	15 000
Mare	3 000	Ville d'Avrainville	2 500
Signalétique	7 066	Fonds de dotation PAI Community	5 000
		Fonds propres	5 366
TOTAL	**60 866**	**TOTAL**	**60 866**

DOSSIER N° 20013282 - Connaître sa consommation électrique, pour mieux la réduire !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-175001-1700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 300 € HT	100 %	2 300 €
	Montant total de la subvention		2 300 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L' ATELIER NUMÉRIQUE DE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 45 rue Charles de Gaulle, 91440 Bures sur yvette
Statut juridique : Association
Représentant : Philippe JANIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/11/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association Anumby - l'Atelier Numérique de Bures sur Yvette - agit localement à Bures sur Yvette. Son objet est la sensibilisation, la formation sur la culture numérique qui entoure la vie quotidienne de chaque citoyen. Elle a l'ambition de réduire la fracture numérique entre citoyens et offre un caractère attractif et ludique par l'expérimentation, entre autres, en domotique.
Bures sur Yvette est une commune d'IDF de 10 000 habitants, très sensible depuis longtemps aux enjeux du développement durable et aujourd'hui aux transitions écologiques, énergétiques, économiques et sociales. Elle a déjà participé, sous la responsabilité d'un membre de l'Anumby, au "Défi Familles à Energie Positive" et a remporté ce défi dès sa 1ère participation. Installer des compteurs électriques déportés en temps réel dans de nombreux logements permet de mesurer la baisse de consommation et de sensibiliser fortement des Buressois à la sobriété énergétique. Il s'agit d'une pince ampère métrique simple à installer sur l'arrivée principale du courant, qui affiche les Watts en temps réels consommés dans la journée/mois/semaine, total et moyenne, le coût (simple et double tarif) et la quantité de CO2 généré. Le Linky devait fournir ce type de matériel, mais finalement ne l'a pas intégré dans son compteur.
L'Anumby prêtera sous caution le matériel pendant un an à un particulier. Puis elle le reprendra et le prêtera à un autre habitant de Bures sur Yvette l'année suivante. L'association ambitionne une baisse de consommation électrique d'au moins 10 % dans les logements expérimentateurs.
Une étude du CNRS de 2012 a démontré scientifiquement, que sur une population de 100 personnes, la simple connaissance de sa consommation électrique, permet d'agir simplement pour diminuer les factures jusqu'à 23%.
L'expérience menée à Bures sur Yvette et l'évaluation de la diminution réelle de la consommation dans des logements Buressois pourra permettre un élargissement à d'autres villes franciliennes. Ce projet sera présenté lors des Assises de la Transition de Bures sur Yvette, du 6 au 8 Novembre 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Bures-sur-Yvette

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 50 OWL CM 180	2 300	Subvention Région Île-de-France	2 300
TOTAL	**2 300**	**TOTAL**	**2 300**

DOSSIER N° 20013240 - Permis de végétaliser - Carré potager

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 717 € HT	70 %	5 402 €
	Montant total de la subvention		5 402 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE HERBLAY-SUR-SEINE
Adresse administrative : 43 RUE GAL DE GAULLE 95220 HERBLAY-SUR-SEINE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : PHILIPPE ROULEAU, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La ville d'Herblay-sur-Seine a engagé sur son territoire des actions concrètes en faveur de l'environnement, de la diversité biologique. Elle souhaite désormais aller plus loin à travers la végétalisation active de son territoire. La ville souhaite proposer des espaces disponibles pour le jardinage et les mettre à la disposition des habitants désireux de s'impliquer dans cette démarche individuelle et collective. Des bacs potagers prêt à être plantés vont ainsi être installés dans chaque quartier de la ville. Un permis de végétaliser permettra aux Herblaysiens qui le souhaitent de devenir jardinier de l'espace public et de végétaliser la ville sous formes variées : bacs potager, plantations de fleurissement pleine terre, pied d'arbres…
La subvention régionale concerne les bacs « carré potager clé en main » à installer dans chaque quartier de la ville à proximité des écoles. Afin de répondre à différents enjeux de notre démarche de transition écologique, le choix de ces bacs a été multicritères. De fabrication française et matériaux bois, le bac possède en son centre un composteur qui diffuse naturellement les nutriments à l'ensemble de l'espace de plantation. Il favorise le vivant et la biodiversité en s'aidant de ce que la nature fait de mieux et en rendant au sol une grande partie de ce qu'il nous a donné. Construit selon la technique des lasagnes en permaculture, ce potager est extrêmement productif. C'est un moyen simple de s'initier à la culture potagère et permet de réduire le gaspillage alimentaire avec une gestion utile des biodéchets. Une version en hauteur sur une surface plus restreinte au sol facilite son installation dans les lieux accueillant les enfants et bénéficiant de peu d'espace.

Localisation géographique :
- Herblay-sur Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de carrés potagers	2 393	Subvention Région Île-de-France	5 402
Achat du terreau	2 725	Fonds propres	2 315
Achat des composteurs	2 599		
TOTAL	**7 717**	**TOTAL**	**7 717**

DOSSIER N° 20013289 - Achat d'un abri à vélo sécurisé

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 400 € HT	70 %	4 480 €
	Montant total de la subvention		4 480 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 Grande Rue 91650 Breuillet
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Véronique MAYEUR, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Breuillet souhaite acquérir un garage à vélo de cinq places à implanter en centre-ville, proche de la mairie et de la salle des fêtes. Cette installation, proposant un retrait de clé nominative avec une inscription auprès de la mairie, a pour objectif une sécurisation des vélos des usagers et une incitation à la pratique cyclable pour les habitants. Actuellement, une expérimentation du système de stationnement vélo sécurisé à la gare connait un réel succès.

Localisation géographique :
- Breuillet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un garage à vélo sécurisé	6 400	Subvention Région Île-de-France	4 480
		Fonds propres	1 920
TOTAL	**6 400**	**TOTAL**	**6 400**

DOSSIER N° 20013250 - Chauffer un groupe scolaire grâce à la géothermie

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	64 000 € HT	15,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 Grande Rue 91650 Breuillet
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Véronique MAYEUR, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Breuillet souhaite remplacer la chaudière du groupe scolaire Camille Magné. Une étude de faisabilité a été réalisé pour l'installation d'une pompe à chaleur à énergie renouvelable utilisant la chaleur géothermique émanant des eaux du sol (50m de profondeur). A cet effet, la mairie envisage un forage d'essai avec pompage pour valider la viabilité du projet prévu en 2021. Ce nouvel équipement permettra de chauffer le groupe scolaire Camille Magné ainsi que l'accueil de loisirs qui regroupe environ 300 élèves répartis en six bâtiments. L'installation d'un nouveau système de chauffage, qui recourt à des ressources renouvelables et économiquement plus viable, permet une estimation du retour sur investissement à huit ans.

Localisation géographique :
- Breuillet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Forage d'essai avec pompage	64 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	54 000
TOTAL	**64 000**	**TOTAL**	**64 000**

DOSSIER N° 20013030 - Création d'un lieu de vie commun "zéro déchet" dans une résidence sociale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 740 € HT	100 %	3 740 €
	Montant total de la subvention		3 740 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES FEES RECUP
Adresse administrative : 20 Avennue des Eglantines 78300 Poissy
Statut juridique : Entreprise
Représentant : EMILIE RENAULT, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Les ambitions du projet sont de créer dans un quartier de 334 logements un espace dédié au zéro déchet, afin de former, sensibiliser et accompagner les habitants à l'antigaspillage et à l'économie circulaire, et de renforcer les pratiques durables dans le quartier et en impulser de nouvelles pour améliorer le cadre de vie. Dans ce cadre, le projet vise notamment à créer un appartement témoin exemplaire, en l'aménageant en mode "zéro déchet". La majorité des éléments du projet sera financé par Emmaus Habitat, avec un accord de principe. Les éléments dont le financement est demandé à la Région sont l'achat de matériel pour l'isolation des murs, l'achat d'un lombricomposteur, l'achat et l'installation de toilettes écologiques, et l'aménagement d'un mur végétalisé intérieur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Saint-Ouen-l'Aumône

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de matériel pour l'isolation des murs	1 500	Subvention Région Île-de-France	3 740
Installation des panneaux muraux pour isolation	240		
Lombricomposteur	100		
Achat et installation de toilettes écologiques	400		
Aménagement d'un mur végétalisé intérieur	1 500		
TOTAL	**3 740**	**TOTAL**	**3 740**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013113 - JardinàBY - Plantes pour les Chenilles de papillons

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 528 € HT	78,4 %	1 198 €
	Montant total de la subvention		1 198 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JARDIN ET PARTAGE A BURES-SUR-YVETTE (JARDINABY)
Adresse administrative : 4 Avenue Edouard Leprince 91440 Bures-sur-Yvette
Statut juridique : Association
Représentant : Bernard BAVOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/05/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association JardinàBY (Jardin et partage à Bures-sur-Yvette et ses environs) a le projet de dispenser à tout public une nouvelle formation pour préserver les papillons. Du fait que les plantes indigènes sont de plus en plus rares dans les jardins (car les pépinières proposent majoritairement des plantes exotiques ou hybrides que ne peuvent pas manger les chenilles de papillons), il est proposé de former la population à la culture de quelques plantes indigènes utiles pour les papillons d'Ile-de-France. Le jardin partagé pédagogique géré par l'association est un emplacement idéal pour sensibiliser et former la population pour réintroduire dans chaque jardin des plantes indigènes nécessaires aux chenilles des papillons. Le projet vise donc à investir dans l'équipement de jardinage permettant la mise en œuvre de ce projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Bures-sur-Yvette

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Equipement et matériel de jardinage	970	Subvention Région Île-de-France	1 198
Mobilier de rangement et de jardin	483	Subvention commune	220
Tondeuse électrique	75	Fonds propres	110
TOTAL	**1 528**	**TOTAL**	**1 528**

DOSSIER N° 20013114 - Construction d'un Chalet Chaqueactecompte

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204142-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 320 € HT	70 %	6 524 €
	Montant total de la subvention		6 524 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 2 Place de l'Hotel de ville 91150 Etampes
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Franck MARLIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 23/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 23/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Porté par la commune d'Etampes, la construction de ce Chalet « Chaqueactecompte » est un projet en co-création avec l'association Les Jardins des Portereaux (jardins familiaux), acteur depuis plus de dix ans sur le territoire de la commune d'Etampes dans le secteur de la biodiversité. Outre les bénéfices attendus en matière de promotion de l'alimentation, la santé, la propreté environnementale, la création d'un lieu de sociabilité favorisera les échanges et les rencontres entre acteurs aux parcours et projets variés mêlant ainsi partage et convivialité. Ce lieu sera la somme d'un projet collectif voulu et porté par une communauté (habitants, collectivités, associations) pour un apprentissage des bonnes pratiques écologiques et citoyennes. La commune sollicite un financement pour la réalisation technique du projet, qui se fera par le biais d'une pose d'un chalet en bois sur une dalle.

Localisation géographique :
- Etampes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat du chalet	6 524	Subvention Région Île-de-France	6 524
Terrassement mise à niveau	1 346	Fonds propres	2 796
Frais d'installation équipement	1 450		
TOTAL	**9 320**	**TOTAL**	**9 320**

DOSSIER N° 20013115 - Aménagement du Parc du Val Ombreux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 315 € HT	70 %	6 521 €
	Montant total de la subvention		6 521 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOISY-SOUS-MONTMORENCY
Adresse administrative : 2 Avenue du Général de Gaulle 95230 Soisy-sous-Montmorency
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Luc STREHAIANO, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Soissy-sous-Morency propose de mettre en valeur les arbres remarquables du parc Val Ombreux situé en centre-ville (2,6 hectares) grâce à l'implantation de 25 panneaux botaniques et la création d'un parcours pédagogique. Le parc est composé d'environ 400 arbres sur lesquels les oiseaux viennent régulièrement nicher, il s'agirait de leur apporter un support permanent grâce à l'installation de 10 nichoirs en châtaignier naturel. En complément, la commune souhaite favoriser l'esprit culturel et paisible du parc, pour renforcer cet aspect, une boite à lire enfant et une boite à lire adulte seront installées dans le parc.

Localisation géographique :
- Soisy-sous-Montmorency

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
25 panneaux botaniques (pose incluse)	7 500	Subvention Région Île-de-France	6 521,00
10 nichoirs châtaigniers	515	Fonds propres	2 794,00
1 boite à lire adulte	800		
1 boite à lire enfant	500		
TOTAL	**9 315**	**TOTAL**	**9 315**

DOSSIER N° 20013116 - Nichoirs à oiseaux et hôtels à insectes de fabrication française

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 000 € HT	100 %	6 000 €
	Montant total de la subvention		6 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE
Adresse administrative : 38 Rue Roger Salengro 94270 Le Kremlin-Bicêtre
Statut juridique : Association
Représentant : Bruno GENDRON, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 06/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

A travers un réseau de 120 associations, le Comité Régional d'Ile-de-France de la Fédération Sportive et Culturelle de France souhaite promouvoir les cabanes à oiseaux et hôtels à insectes afin de les implanter en différents endroits. Aujourd'hui, les constructions au sein des villes ne cessent d'augmenter et limitent les lieux d'abris et de reproduction des oiseaux et des insectes. Les cabanes à oiseaux et hôtels à insectes sont des outils permettant d'atténuer ce problème et de maintenir cette faune qui joue un rôle dans l'écosystème. Ils pourraient être implantés, une fois par mois, de septembre à juin, à l'occasion d'une randonnée « cleanwalk ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Nichoirs à oiseaux	3 000	Subvention Région Île-de-France	6 000
Hôtels à insectes	3 000		
TOTAL	**6 000**	**TOTAL**	**6 000**

DOSSIER N° 20013290 - Réduction du CO2 avec des transports plus adaptés

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 982 € HT	100 %	8 982 €
	Montant total de la subvention		8 982 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE
Adresse administrative : 38 Rue Roger Salengro 94270 Le Kremlin-Bicêtre
Statut juridique : Association
Représentant : Bruno GENDRON, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à acheter 3 vélos électriques dont 1 pour une personne en situation de handicap pour favoriser l'insertion et le développement durable ainsi que trois trottinettes pour réduire l'impact environnemental lors des déplacements professionnels des salariés travaillant au Comité Régional d'Île-de-France de la FSCF. Il permettra aux usagers et aux résidents de réduire la pollution (sonore et de l'air) et de sensibiliser les publics à l'environnement et au développement durable en encourageant l'utilisation du vélo ou de la trottinette plutôt que de la voiture.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
2 Vélos électriques	3 000	Subvention Région Île-de-France	8 982
3 Trottinettes électriques	1 500		
Vélo électrique pour personne en situation de handicap	4 482		
TOTAL	**8 982**	**TOTAL**	**8 982**

DOSSIER N° 20013117 - Récupération et gestion de l'eau dans un jardin en permaculture

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 936 € HT	100 %	5 936 €
	Montant total de la subvention		5 936 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CRESSON FERTILE
Adresse administrative : 9 allée du Butard, 92420 Vaucresson
Statut juridique : Association
Représentant : Florence DUVAL, Marion LAMY et Anne LETRILLIART, Présidence collégiale

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/04/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le Cresson Fertile est une association récente qui a pour but de transformer et mettre en valeur un terrain de 3750m2 appartenant à la mairie de Vaucresson qui a été mis à disposition pour une durée minimum de 5 ans. L'idée est de créer et d'expérimenter un jardin-potager-verger, en suivant le plus possible les principes de la permaculture, et de transmettre et diffuser des savoirs auprès des adhérents qui récupèrent une partie de la production. L'association cherche donc à effectuer des travaux et aménagements visant notamment à la récupération d'eau et au raccordement d'une mare pour les batraciens au système de récupération d'eau. Un financement de la Région est sollicité afin de financer les travaux de terrassement par un prestataire, l'achat de bâches et feutres, de fournitures pour la pose de la bâche, et l'installation de bâches par l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Vaucresson

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux terrassement	2 683	Subvention Région Île-de-France	5 936
Bâche, feutre et fournitures	3 253		
TOTAL	**5 936**	**TOTAL**	**5 936**

DOSSIER N° 20013118 - Nouveau processus de fauchage pour la préservation de la faune et de la flore

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 400 € HT	70 %	8 680 €
	Montant total de la subvention		8 680 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HUISON LONGUEVILLE
Adresse administrative : 2 Route D'Etampes 91590 D'Huison-Longueville
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-Christophe HARDY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune d'Huison-Longueville souhaite acquérir une épareuse qui permet de couper les buissons et l'herbe en bord de route, pour faciliter le travail des services techniques et le passage des engins de lutte contre les incendies. Cette machine favorise l'entretien des chemins de randonnée pour la découverte des sites remarquables. Dans les zones humides, l'épareuse permet de repousser le fauchage à la période de repos de la faune et la flore, de régulariser l'humidité, d'empêcher le dessèchement du sol et des plantations. Une communication ciblée sur cette pratique sera faite au travers du site internet communal et de du bulletin municipal.

Localisation géographique :
- D'Huison-Longueville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat épareuse	12 400	Subvention Région Île-de-France	8 680
		Fonds propres	3 720
TOTAL	**12 400**	**TOTAL**	**12 400**

DOSSIER N° 20013033 - Le "Sans Plastique" dans les écoles et les crèches de Chatou !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	17 788 € HT	56,2 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU
Adresse administrative : 11 Place du Général de Gaulle 78401 Chatou Cedex
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Eric DUMOULIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La ville de Chatou s'est engagée, depuis 2016, pour repositionner sa cuisine centrale au cœur de sa démarche qualité et environnementale. Ainsi, depuis 2017, la ville a commencé à se projeter sur des organisations de production permettant de réduire l'utilisation du plastique en réduisant les contenants barquettes en plastique au transfert et réchauffage du plat principal vers le lieu de consommation. Ainsi, dans le cadre de cette démarche, la ville de Chatou sollicite une subvention de la Région de 10 000€ pour l'achat de bacs gastronormés en inox.

Localisation géographique :
- Chatou

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de bacs gastros	17 788,00	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	7 788
TOTAL	**17 788**	**TOTAL**	**17 788**

DOSSIER N° 20013252 - Aménagement du centre technique municipal du Merevillois

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	26 000 € HT	38,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LE MEREVILLOIS
Adresse administrative : Place de l'Hôtel de Ville 91660 Le Merevillois
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Guy DESMURS, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La commune de Le Merevillois est propriétaire d'un hangar métallique sur une parcelle de 1879 m2. Le projet prévoit l'aménagement de ce centre technique municipal, via l'aménagement de vestiaires séparés hommes / femmes avec douches et toilettes, d'un bureau pour le responsable de la régie, d'une salle de réunion et d'un toilette visiteurs. Le projet prévoit le doublage du hangar par laine de roche de 200 mm ainsi que des cloisons avec 2 parements plâtre de 13 mm et une fibre minérale de 45 mm. Une laine de roche de 300 mm sera déroulée en faux plafonds.

Localisation géographique :
- Le Mérévillois

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Doublage laine de roche	6 500	Subvention Région Île-de-France	10 000
Cloisons avec isolant	15 000	Fonds propres	16 000
Faux plafond avec laine de verre	4 500		
TOTAL	**26 000**	**TOTAL**	**26 000**

DOSSIER N° 20013295 - Le vélo loisir, UN SAS D'ENTRÉE à l'usage quotidien du vélo

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 740 € HT	100 %	5 740 €
	Montant total de la subvention		5 740 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CYCLISTE COUDRAYSIENNE (A.C.C.)
Adresse administrative : Avenue Charles de Gaulle 91830 Le Coudray-Montceaux
Statut juridique : Association
Représentant : Jacky MALLET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/08/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le porteur de projet est une association sportive basée au Coudray Montceaux (ACC) d'une quarantaine d'adhérents ayant pour activité le vélo de route, le VTT et le VAE (vélo à assistance électrique). L'association a décidé de s'engager localement dans la promotion du vélo à usage quotidien (loisir, travail, etc.), en aidant les collectivités locales à mettre en place leur plan vélos.
Le financement régional permettra l'acquisition de 2 VAE avec selle télescopique, pour faciliter la remise en selle de personnes reprenant le vélo, munis de pompes et gourdes, ainsi que de 2 compteurs GPS. Il permettra en outre d'équiper un atelier de réparation (pied de support vélo, matériel de démontage de moyeux de roue et de roulements…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Coudray-Montceaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 2 VAE	4 000	Subvention Région Île-de-France	5 740
Equipements embarqués et compteurs GPS	1 240		
Matériel pour atelier réparation vélos	500		
TOTAL	**5 740**	**TOTAL**	**5 740**

DOSSIER N° 20013036 - Pour un événementiel plus responsable

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 798 € HT	72,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EUROPEXPO
Adresse administrative : 3 Avenue Jules Ferry 92240 Malakoff
Statut juridique : Entreprise
Représentant : Florent BISSONNET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Europexpo, le porteur de projet, est un agenceur qui élabore les projets de ses clients et en assure le montage et le démontage. A ce titre, il est aux premières loges pour observer la fin de vie de ces productions et le gâchis énorme qu'elles génèrent encore. Europexpo a engagé très tôt des actions pour réduire son impact sur l'environnement en développant notamment des composants modulables et réutilisables (cloisons, planchers, garde-corps, ...), et est à ce titre certifié iso 14001 depuis 2017 (performance environnementale de l'entreprise). Le porteur de projet a l'ambition d'engager toute la filière événementielle dans cette démarche en développant une plateforme logistique écoresponsable innovante favorisant le réemploi et dotée d'un corner de valorisation des éléments en fin de vie (bois, moquette, coton, bâches…), ce pour quoi il sollicite un financement régional. En particulier il s'agit de financer l'achat de chariots de collecte et de transpalettes permettant le pesage pour assurer un suivi rigoureux du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achats d'équipement liés spécifiquement au tri et à la réduction des déchets	9 708	Subvention Région Île-de-France	10 000
Aménagement espaces verts	4 090	Fonds propres	3 798
TOTAL	**13 798**	**TOTAL**	**13 798**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013122 - Installation sur différents sites de la Maison de la Nature de points de repos

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204141-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 765 € HT	80 %	7 812 €
	Montant total de la subvention		7 812 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 Rue Jean Jaurès 93470 Coubron
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Ludovic TORO, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/03/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La commune de Coubron dispose d'une « Maison de la nature » destinée à la découverte des principes généraux liés à la préservation de l'environnement. Cet équipement, qui recevait jusqu'à 3600 visiteurs par an, vient d'être entièrement rénové avec des conditions d'accueil modernisées et de nouvelles activités proposées. La commune a acquis des parcelles pour y développer des activités liées à l'agroécologie : l'aquaponie, l'éco-paturage, l'installation de ruches, la plantation de vergers et de vignes. Plusieurs associations participent aux côtés de la commune à la gestion de la structure et des sites qui la composent, ainsi qu'aux animations proposées. Le cheminement entre les différents sites, par la Sente de Derrière les Jardins, ne dispose pas d'équipements extérieurs pour les temps de repos. La commune souhaite implanter sur ce parcours des tables et des bancs (9 ensembles en bois) à l'abri du soleil et des intempéries pour permettre aux visiteurs de participer aux activités ludiques et pédagogiques.

Localisation géographique :
- EPCI Grand Paris Grand Est

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition de 9 ensembles de mobilier bois la Rochelle	9 765	Subvention Région Île-de-France	7 812
		Fonds propres	1 953
TOTAL	**9 765**	**TOTAL**	**9 765**

DOSSIER N° 20013123 - Réalisation de fontaines à eau pour canidés et leurs maîtres parc Youri Gagarine

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 587 € HT	70 %	7411 €
	Montant total de la subvention		7411 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVALLOIS PERRET
Adresse administrative : Place de la République 92309 Levallois-Perret Cedex
Statut juridique : Organisme public
Représentant : AGNES POTTIER-DUMAS, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La Ville de Levallois offre de nombreux espaces verts à ses habitants mais les animaux de compagnie n'y étaient encore récemment pas autorisés. Depuis peu, ont été créés plusieurs caniparcs (espaces dédiés aux chiens), comme celui du parc Youri Gagarine situé au cœur d'un quartier rénové et dense. Dans le but d'optimiser la réussite de ces nouveaux espaces, il convient de fournir aux usagers tous les services essentiels à un tel lieu (bancs, espaces clos, eau potable, sacs à déjection...), notamment une fontaine à eau potable pour chiens, réellement nécessaire pour répondre aux besoins des chiens et de leurs maîtres.

Localisation géographique :
- Levallois-Perret

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose d'une fontaine à eau potable pour chien et maître, Parc Y. Gagarine	10 587	Subvention Région Île-de-France	7411
		Fonds propres	3 176
TOTAL	**10 587**	**TOTAL**	**10 587**

DOSSIER N° 20013040 - Ecolo Zone(s)

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 850 € HT	100 %	7 850 €
	Montant total de la subvention		7 850 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GREEN'HOUILLES
Adresse administrative : 40 rue de Verdun 78800 Houilles
Statut juridique : Association
Représentant : Alain FLORIAT / Caroline MIGNON (Association Collégiale)

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet Ecolo-Zones vise à installer sur l'espace public, dans différents quartiers de la ville, des mobiliers urbains accompagnés d'un message de sensibilisation : une fontaine à eau avec un message lié à la préservation de la ressource en eau et à la réduction des déchets plastiques, une boîte à livres avec un message lié à l'économie circulaire et au ré-usage des objets. Par ailleurs, il est prévu l'acquisition d'un vélo cargo électrique destiné au prêt aux associations pour le transport de matériel sur leurs événements, le prêt aux artisans locaux pour tester ce mode de déplacement pour leurs interventions locales et la mise à disposition auprès des particuliers lors de démonstrations. Il servira également de support à des messages liés à la mobilité douce et pour les événements de l'association Green'Houilles liés à l'ensemble des sujets de la transition écologique (structures-tuteurs rigides et installation de végétaux, sites de compostage collectifs, hôtel à insectes et cabane à hérisson).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Houilles

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Panneau vitrine affichage / Fabrication : 5	2 400	Subvention Région Île-de-France	7 850
Fontaine à eau	650		
Boîte à livres	900		
Hôtel à insectes / Cabane hérisson	600		
Tuteurs et végétaux	800		
Vélo cargo électrique	2 500		
TOTAL	**7 850**	**TOTAL**	**7 850**

DOSSIER N° 20013124 - Biodiversité et cycle de la vie - Nichoirs, ruches, arbres et composteurs

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 890 € HT	70 %	6 923 €
	Montant total de la subvention		6 923 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 Grande Rue 91650 Breuillet
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Véronique MAYEUR, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Breuillet souhaite implanter plusieurs équipements pour contribuer aux continuités écologiques et au développement des cycles de vie de la faune et la flore au sein de ses parcs (Parc des Larris, Moesner, du Colombier et du Chapitre). Des nichoirs pour faciliter la nidification, mais également lutter naturellement contre la prolifération des moustiques tigres (l'association LPO apporte son aide pour l'entretien et l'emplacement des nichoirs). Des ruches pour favoriser la pollinisation, sensibiliser au rôle des abeilles (des bénévoles propose leur aide pour la récolte et la mise en vente du miel), créer du lien social avec des ateliers découvertes pour les jeunes. Des composteurs pour le recyclage des déchets verts et organiques à proximité des jardins familiaux (renforcer le stock d'humus dans le sol, utiliser en compost dans les plantations communales). Par ailleurs, la commune de Breuillet s'est engagée à une gestion raisonnée des arbres du territoire (retrait des espèces malades), la plantation d'une dizaine d'arbres en 2021 est envisagée.

Localisation géographique :
- Breuillet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
80 nichoirs pour chauves-souris	2 800	Subvention Région Île-de-France	6 923
40 nichoirs pour mésanges	800	Fonds propres	2 967
8 ruches	840		
10 Composteurs	2 450		
10 arbres	3 000		
TOTAL	**9 890**	**TOTAL**	**9 890**

DOSSIER N° 20013300 - Le triporteur plutôt que la voiture

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 000 € HT	100 %	6 000 €
	Montant total de la subvention		6 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE
Adresse administrative : 38 Rue Roger Salengro 94270 Le Kremlin-Bicêtre
Statut juridique : Association
Représentant : Bruno GENDRON, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association souhaite investir dans deux triporteurs pour déplacer plus facilement les malles BAFA destinées aux formations qu'elle organise. Ce projet participera à réduire la pollution atmosphérique et sonore tout en continuant les activités de l'association de manière plus saine pour tous.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
2 triporteurs	6 000	Subvention Région Île-de-France	6 000
TOTAL	**6 000**	**TOTAL**	**6 000**

DOSSIER N° 20013128 - Création de mini-forêts urbaines

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 500 € HT	40 %	2 600 €
	Montant total de la subvention		2 600 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TAVERNY
Adresse administrative : 2 PL CHARLES DE GAULLE 95150 TAVERNY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Florence PORTELLI, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'une des actions régulièrement mises en avant lors des ateliers de concertation qui réunissaient des habitants et acteurs territoriaux dans l'élaboration de l'Agenda 21, consiste en la création d'îlots de fraicheur et d'écrin de verdures en zone urbaine, le tout englobé sous la mention générale de « végétalisation des espaces publics ». Le projet vise ainsi à développer des « mini-forêts » urbaines, et sollicite donc un financement pour l'achat des plantules nécessaires. Outre l'aspect environnemental et qualité de vie, le porteur de projet espère également créer du lien social, en associant à la démarche les écoles, les habitants, et un groupe de volontaires qui ont participé aux ateliers de concertation Agenda 21, avec l'idée qu'ils puissent participer à la gestion de ces futurs petits espaces boisés, qui deviendront ensuite autonome de tout entretien humain après deux à trois années.

Localisation géographique :

- Taverny

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de plantules	6 500	Subvention Région Île-de-France	2 600
		Fonds propres	3 900
TOTAL	**6 500**	**TOTAL**	**6 500**

DOSSIER N° 20013129 - Projet participatif et solidaire - Caisse des Ecoles de D'Huison-Longueville

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 584 € HT	70 %	1 809 €
	Montant total de la subvention		1 809 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HUISON LONGUEVILLE
Adresse administrative : 2 RTE D'ETAMPES 91590 D'HUISON LONGUEVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-Christophe HARDY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/07/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La commune d'Huison-Longueville envisage la création de carrés potagers pédagogiques au sein de l'établissement Les Frères Lumières. Cet outil d'accompagnement pédagogique et de sensibilisation aux enjeux environnementaux apportera une réponse aux programmes officiels (connaitre l'origine des aliments consommés, classer les organismes, identifier les êtres vivants, utiliser de manière raisonnée des ressources, comprendre l'alimentation). La commune souhaite investir dans l'équipement et les outils nécessaires à la création de ses espaces potagers.

Localisation géographique :
- D'Huison-Longueville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
8 carrés potagers	906	Subvention Région Île-de-France	1 809
Terre et terreaux	491	Fonds propres	775
Outils de jardinage	491		
Récupérateurs d'eau	398		
Composteur 600L	298		
TOTAL	**2 584**	**TOTAL**	**2 584**

DOSSIER N° 20013130 - JardinàBY – Abris pour Oiseaux Insectes Hérissons

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 180 € HT	80,7 %	1 760 €
	Montant total de la subvention		1 760 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JARDIN ET PARTAGE A BURES-SUR-YVETTE (JARDINABY)
Adresse administrative : 4 AV EDOUARD LEPRINCE 91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut juridique : Association
Représentant : Bernard BAVOUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association JardinàBY (Jardin et partage à Bures-sur-Yvette et ses environs) dispense une formation au jardinage écologique à tout public, avec ses 65 adhérents et les 4 jardins partagés dont elle a la charge. JardinàBY a le projet de dispenser une nouvelle formation pour préserver la petite faune dans les jardins du territoire. Il va s'agir de mettre en place pour tout public des ateliers d'initiation à la construction d'abris en bois qui contribueront au maintien d'un écosystème faune-flore qui se trouve menacé par l'urbanisation croissante : nichoirs, hôtels à insectes, abris à hérissons et autres aides aux petits animaux de la nature. En partenariat avec la commune de Bures-sur-Yvette, JardinàBY a signé pour ses activités une convention qui met à sa disposition deux grandes salles de la Maison de l'Ecologie et de la Transition qui pourront, entre autres, servir à des formations théoriques et à des ateliers d'initiation à la construction des abris en bois pour la petite faune de nos jardins. Le besoin de financement concerne des outils de menuiserie, des meubles de rangements et des matériaux qui serviront à faire des prototypes de démonstration et à animer des ateliers d'initiation pratique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Bures-sur-Yvette

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Petit équipement, outillage et matériel de jardin (établis, chariot…)	2 180	Subvention Région Île-de-France	1 760
		Subvention Commune	280
		Fonds propres	140
TOTAL	**2 180**	**TOTAL**	**2 180**

DOSSIER N° 20013302 - Achat d'équipements pour les adultes relais en équipement doux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 199 € HT	46,9 %	1 500 €
	Montant total de la subvention		1 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TAVERNY
Adresse administrative : 2 PL CHARLES DE GAULLE 95150 TAVERNY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Florence PORTELLI, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Dans la continuité des actions portées par la politique de ville, l'engagement de la commune en faveur des quartiers prioritaires est renouvelé chaque année au travers du contrat de ville, pour une ville fondée sur l'égalité et la cohésion des territoires et le lien entre ses habitants. Le développement et le déploiement d'un dispositif adulte relais portant sur la médiation sociale de proximité constitue un axe structurant de l'action pour l'amélioration des conditions de vie des habitants. C'est pourquoi la commune a déposé sa candidature pour deux postes d'adultes relais en position de médiation sociale dans ses quartiers en politique de ville. Le dispositif adulte relais est un dispositif national mis en place par l'Etat en 2000. Il s'inscrit dans la loi de programmation du 21 février 2014. A ce titre, la commune s'engage à recruter, accompagner vers l'emploi durable les adultes relais par le biais d'un tutorat et la formation. Leur équipement en mobilité douce est un important facteur de réussite dans l'accomplissement de cette mission. Pour ce projet, il s'agit donc d'équiper 2 adultes relais pour un usage quotidien de vélos électriques avec les équipements complémentaires de sécurité.

Localisation géographique :

- Taverny

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat vélos et équipements	3 199	Subvention Région Île-de-France	1 500
		Fonds propres	1 699
TOTAL	**3 199**	**TOTAL**	**3 199**

DOSSIER N° 20013303 - Tous à vélo et mobilité propre

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 800 € HT	100 %	9 800 €
	Montant total de la subvention		9 800 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NEW TEAM ACADEMY
Adresse administrative : 10 rue des castors 91750 Chevannes
Statut juridique : Association
Représentant : Frederique YENKETRAMDOU, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 17/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

La marche, le vélo et la trottinette sont des modes de déplacement peu onéreux, rapides, bénéfiques pour la santé et l'environnement. Aujourd'hui le vélo et la trottinette ne représente que 3% de nos trajets. Le projet vise à développer une culture vélo/trottinette en mettant plusieurs actions en places lors de chaque vacances scolaires auprès des plus jeunes de 6 à 17 ans afin que le réflexe vélo/trottinette puisse être adopté dès le plus jeune âge. Pour cela le porteur de projet propose aux enfants de 6/11 ans et aux jeunes de 11/17 ans de la CCVE des stages pour apprendre à rouler correctement en vélo et en trottinette afin de maitriser leur pratique en autonomie dans les conditions réelles de circulation et en toute sécurité. L'autre objectif est de faire découvrir aux enfants et aux jeunes le plaisir de circuler librement sans polluer et de découvrir toute la richesse environnemental de la CCVE tout en apprennent à respecter la nature (parc, forêt, château, village ect...). Pour ce faire, l'association sollicite un financement pour investir dans du matériel de mobilité propre comme des VTT et trottinettes pour enfants et adolescents.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- EPCI Val d'Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 9 trottinettes électriques Enfants/Ados	3 300	Subvention Région Île-de-France	9 800
Achat de 17 VTT Enfants/Ados	6 500		
TOTAL	**9 800**	**TOTAL**	**9 800**

DOSSIER N° 20013304 - Lancement du Plan Vélo des Essarts-le-Roi

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 067 € HT	70 %	4 247 €
	Montant total de la subvention		4 247 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ESSARTS-LE-ROI
Adresse administrative : 18 RUE DU 11 NOVEMBRE 78690 LES ESSARTS-LE-ROI
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Ismaël NEHLIL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 06/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet comprend 4 sujets complémentaires qui tournent autour de la circulation à vélo sur la commune. Le porteur de projet démarrera sa démarche dès décembre 2020 avec des premières réunions publiques. Concrètement, le projet consiste à mettre en place une signalétique « Partageons la route » aux entrées de la commune, à mettre en place une signalétique « vélo » dans la ville afin d'orienter les cyclistes vers les communes voisines via les voies vertes et les pistes cyclables disponibles autour de la ville, à équiper en matériel un point Répar'Vélo aux Essarts-le-Roi, et à doubler le nombre des bornes de stationnement vélo dans la ville. Le porteur de projet sollicite donc un financement pour l'achat d'une dizaine de panneaux pour la signalétique « Partageons la route », d'une vingtaine de panneaux pour la signalétique « vélo », de matériel pour le point Répar'Vélo (pied d'atelier, démonte cassette, dérive chaine, dévoileur de roue, pince vélo, alignement patte dérailleur, clé démonte pédales, boîte à outil clefs, clé allen et torx, clé dynamométrique, démonte boitier pédalier, clé à cône, autre petit matériel), et de 40 bornes vélos.

Localisation géographique :
- Les Essarts-le-Roi

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Signalétique (matériel)	1 950	Subvention Région Île-de-France	4 247
Répar vélo (matériel)	917	Fonds propres	1 820
Bornes d'attache vélo (matériel)	3 200		
TOTAL	**6 067**	**TOTAL**	**6 067**

DOSSIER N° 20013306 - Hippo-accès

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 908-810-20421-181003-200
Action : 18100301 – Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 173 € HT	100 %	7 173 €
	Montant total de la subvention		7 173 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTION ANIMAL
Adresse administrative : 9, Rue Paul Langevin, 95120 ERMONT
Statut juridique : Association
Représentant : Barbara PERRIER, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association "Action-Animal" tend à promouvoir le vivant en milieu urbain. Elle souhaite reprendre un projet de calèche PMR avec la municipalité d'Ermont pour organiser des déplacements de loisir ou utilitaires ("navette") destiné) un large public des visiteurs de la ferme mais aussi les centres socio-culturels et les EPHADS. Le projet vise donc à acquérir une nouvelle calèche PMR, un véhicule de transport équin et un plateau porte engin pour la calèche, afin de pouvoir se déplacer en toute autonomie sur les lieux des évènements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- EPCI Val Parisis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'une calèche PMR	5 833	Subvention Région Île-de-France	7 173
Pack électrique	850		
Rampe large	490		
TOTAL	**7 173**	**TOTAL**	**7 173**

DOSSIER N° 20013048 - Faire de la réparation un mode de consommation pour diminuer les déchets

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 354 € HT	99,3 %	3 330 €
	Montant total de la subvention		3 330 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES COLIBRIS EN TRANSITION
Adresse administrative : 71 rue Gambetta 78120 Rambouillet
Statut juridique : Association
Représentant : Alain EPSTEIN

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/01/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à faire de la réparation un mode de consommation pour diminuer les déchets auprès des habitants. Il s'agit de leur apprendre à réparer avec des réparateurs bénévoles lors de séances mensuelles. Le Répare café de Rambouillet, créé en 2014 (une trentaine de réparateurs bénévoles), désire fabriquer ses pièces détachées par l'achat d'une imprimante 3D pouvant aussi être prêtée aux autres structures de recyclage sur un rayon d'une dizaine de kilomètres, ceci couplé avec un système de prêt d'outils de réparation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Rambouillet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Imprimante 3D Ultimaker 2+	1 916,00 €	Subvention Région Île-de-France	3 330,00 €
Pack de 7 outils	1 400,00 €	Fonds propres	24,00 €
Set d'embouts spéciaux, 75 pièces	38,00 €		
TOTAL	**3 354,00 €**	**TOTAL**	**3 354,00 €**

DOSSIER N° 20013140 - Préserver la biodiversité dans nos espaces verts

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 495 € HT	100 %	9 495 €
	Montant total de la subvention		9 495 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE (AFUL LES BOUVREUILS)
Adresse administrative : 65 Boulevard Charles De Gaulle 91540 Mennecy
Statut juridique : Association
Représentant : Hubert JANNIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet a pour vocation de préserver et d'améliorer l'habitat des espèces animales déjà présentes, mais aussi et surtout de créer les conditions idéales pour avoir des habitats propices à l'émergence d'une plus grande biodiversité. Il sollicite ainsi un financement pour la mise en place de nouveaux types d'habitat (achat d'arbustes et plantes, hôtels à insectes, gîtes à chauve-souris, maisons à hérissons), afin de favoriser le maintien, le développement et la réinstallation d'espèces en zone urbanisée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'arbustes et plantes	8 000	Subvention Région Île-de-France	9 495
Achat maisons à hérissons, abris chauve-souris et hôtels à insectes	1 495		
TOTAL	**9 495**	**TOTAL**	**9 495**

DOSSIER N° 20013051 - Ru Cycle

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	14 000 € HT	71,4 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RECOLTE URBAINE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MONTAGNE PIERREUSE 93100 MONTREUIL
Statut juridique : Association
Représentant : Antoine VERA, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 03/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Depuis 3 ans, Récolte Urbaine développe des actions autour du gaspillage alimentaire et de l'éco-consommation en parallèle de l'aménagement de son jardin et de la construction de sa cuisine pédagogique. Dans la continuité de ces actions, l'association souhaite initier un cycle autour des produits de récupération dans lequel, les habitants, les entreprises locales et les partenaires sociaux trouveront leur place, pour une économie circulaire anti-gaspi : récupération, redistribution, transformation, conservation, consommation. Dans le cadre du développement de ces projets, l'association sollicite une subvention pour l'acquisition d'un véhicule et d'un triporteur électrique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Montreuil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Véhicule	8 000,00 €	Subvention Région Île-de-France	10 000,00 €
Triporteur électrique	2 000,00 €	Subvention Communauté d'agglomération	1 200,00 €
Matériel et revêtement plan cuisine	4 000,00 €	Fonds propres	2 800,00 €
TOTAL	**14 000,00 €**	**TOTAL**	**14 000,00 €**

DOSSIER N° 20013312 - Vélo Bus pour la Maternelle

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	17 558 € HT	57 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA NORVILLE
Adresse administrative : 1 RUE PASTEUR 91290 LA NORVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Fabienne LEGUICHER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif premier du projet est de permettre à plusieurs familles d'éviter de se rendre en voiture à l'école pour y déposer leurs enfants, en y instaurant un service de ramassage scolaire propre par vélo cargo. En proposant ce service aux enfants, la commune espère également les sensibiliser à la cause environnementale, en leur expliquant, par exemple, les bienfaits de la réduction du nombre de véhicules en ville. Le stationnement du vélo nécessite d'aménager le local de l'école, pour constituer un abri et un lieu de recharge des batteries. C'est pour l'acquisition du vélo cargo que le porteur de projet sollicite une subvention régionale. La commune couvrira les dépenses résiduelles (casques, gilets, pompe...), ainsi que la maintenance.

Localisation géographique :
- La Norville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat vélobus Go Cab	10 750,00 €	Subvention Région Île-de-France	10 000,00 €
Equipements	3 128,00 €	Fonds propres	7 558,00 €
Aménagement stationnement	3 680,00 €		
TOTAL	**17 558,00 €**	**TOTAL**	**17 558,00 €**

DOSSIER N° 20013056 - La Give Box municipale (Boîte à donner)

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 940 € HT	79,2 %	6 291 €
	Montant total de la subvention		6 291 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SUR ORGE
Adresse administrative : 6 RUE JEAN JAURES 91700 VILLIERS-SUR-ORGE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Gilles FRAYSSE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 28/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif est de faire prendre conscience aux citoyens de l'impact de nos choix sur l'environnement, par l'aménagement d'une boîte à donner. Cet abri concentrerait tous les objets auxquels les citoyens voudraient donner une seconde vie. Cette idée de réemploi, de donner plutôt que de jeter, viendrait compléter le travail effectué par l'école primaire de la ville qui a obtenu le label Eco-Ecole pour le thème des déchets. Dans ce cadre, le porteur de projet sollicite un financement régional pour l'acquisition d'un abri de jardin et d'une caméra de surveillance.

Localisation géographique :
- Villiers-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Abri de jardin	5 833	Subvention Région Île-de-France	6 291
Matériel	650	Fonds propres	1 649
Caméra bullet sans fil PLUS	458		
Création chape en béton	1 000		
TOTAL	**7 940**	**TOTAL**	**7 940**

DOSSIER N° 20013153 - Des ruchers à Villiers

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 100 € HT	70 %	770 €
	Montant total de la subvention		770 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SUR ORGE
Adresse administrative : 6 RUE JEAN JAURES 91700 VILLIERS-SUR-ORGE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Gilles FRAYSSE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à installer des ruchers dans le parc de la mairie, grâce à l'association les ruchers de Villemoisson ou uneruchesurletoit.com, pour montrer l'importance de la biodiversité sur la vie de tous les jours. Dans ce cadre, la commune de Villiers-sur-Orge sollicite un financement pour l'achat et l'installation de ruches.

Localisation géographique :

- Villiers-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
4 ruches	1 000	Subvention Région Île-de-France	770
Plantation de fleurs mellifères	100	Fonds propres	330
TOTAL	**1 100**	**TOTAL**	**1 100**

DOSSIER N° 20013154 - Création d'un verger municipal, pour tous et sans pesticides

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 641 € HT	70 %	4 648 €
	Montant total de la subvention		4 648 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SUR ORGE
Adresse administrative : 6 RUE JEAN JAURES 91700 VILLIERS-SUR-ORGE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Gilles FRAYSSE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à créer un verger avec les services de la ville, via la plantation d'arbres fruitiers de la région (poiriers et pommiers), choisis grâce à l'expertise de Philippe Anet, qui plante, entretient, et taille des fruitiers dans toute l'Essonne depuis des années. Dans ce cadre, la commune de Villiers-sur-Orge sollicite un financement pour l'achat d'arbres frutiers.

Localisation géographique :
- Villiers-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achats de fruitiers	5 641	Subvention Région Île-de-France	4 648
Engrais, terreau	1 000	Fonds propres	1 993
TOTAL	**6 641**	**TOTAL**	**6 641**

DOSSIER N° 20013314 - Achat d'un vélo cargo biporteur électrique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 573 € HT	100 %	3 573 €
	Montant total de la subvention		3 573 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEUX SE DEPLACER A BICYCLETTE
Adresse administrative : 37 BD BOURDON 75004 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Alexis FREMEAUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Cet investissement a pour objet de contribuer à la transition écologique dans la ville. Le vélo sera utilisé pour des déplacements professionnels d'agents municipaux nécessitant le transport de matériel. Il pourra faciliter les actions des associations de la commune en faveur de l'écologie et l'économie circulaire (transport d'outils des ateliers mobiles de réglage vélo, transport de matériel de jardinage, collecte de vêtements) et développer de nouveaux services comme la livraison à domicile avec les commerçants pour soutenir le commerce local de manière saine et durable. Enfin, il encouragera des acteurs économiques de la commune (auto-entrepreneur, petite entreprise) et les habitants à passer à ce mode de déplacement après l'avoir testé. Le vélo sera sous la responsabilité et entretenu par l'antenne Mieux se Déplacer à Bicyclette (MDB) "Vélo à Bures". L'antenne fera le lien entre la Ville, les associations et les acteurs économiques de la commune. Le vélo sera visible dans la ville, permettant à chacun de se projeter dans ce nouveau mode de déplacement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Bures-sur-Yvette

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'1 vélo biporteur électrique	3 573	Subvention Région Île-de-France	3 573
TOTAL	**3 573**	**TOTAL**	**3 573**

DOSSIER N° 20013157 - Eco-Pâturage au coeur de notre commune - Dessine moi un mouton !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 781 € HT	70 %	6 220 €
	Montant total de la subvention		6 220 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA NORVILLE
Adresse administrative : 1 RUE PASTEUR 91290 LA NORVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Fabienne LEGUICHER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 28/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/12/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Les objectifs du projet sont de réduire l'utilisation d'engins thermiques pour l'entretien de l'espace vert qu'est l'Eco-pâturage, remplacer le travail des services techniques par les moutons sur des terrains difficiles d'accès, et repenser cet espace de 6500m2 (plantation d'arbres, jardin pédagogique, installation de ruches). Le projet prévoie différentes actions, comme des activités pédagogiques sur le mouton (entretien, tonte, cycle de vie), le développement des carrés potagers existants en lien avec les bénévoles des "Amis du jardin" et le service jeunesse, et la plantation d'arbres et l'aménagement de l'espace pour le bien des animaux et des habitants, tout en préservant la biodiversité. Le porteur de projet a retenu le professionnel Ecomouton, leader de l'Eco-pâturage, ayant pour valeurs le bien-être animal, la satisfaction du client et le bien-être au travail. Ainsi, le partenaire s'occupe de tout en partant de la mise en place des clôtures, de l'aménagement de la cabane et de l'abreuvoir, il faut compter 1 mouton par 1000m2, donc 6 pour cet espace. Par ailleurs, un berger départemental intervient régulièrement pour vérifier le bon fonctionnement.

Localisation géographique :
- La Norville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture pose clôture galva	660	Subvention Région Île-de-France	6 220
Abreuvoir récupérateur eau de pluie	265	Fonds propres	1 561
Abri ratelier foin	1 120		
Portillons x 3	600		
Moutons	3 636		
Plantations arbres et plantes	1 150		
Matériel pédagogique	350		
TOTAL	**7 781**	**TOTAL**	**7 781**

DOSSIER N° 20013064 - Les ateliers du coin : bricoler, réparer, fabriquer

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 433 € HT	30 %	2 830 €
	Montant total de la subvention		2 830 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES COPAINS DU COIN
Adresse administrative : 2 RUE CREVOULIN 77000 MELUN
Statut juridique : Association
Représentant : Geneviève DOGBE GREZIS, Co-présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/07/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'objectif général du projet est de participer à la réduction des déchets et à la préservation des ressources naturelles. A travers l'accès à une offre innovante sur le territoire, le projet vise également à augmenter le pouvoir d'agir des utilisateurs de ces ateliers dans le domaine du réemploi, de la réutilisation et plus généralement de la réduction des déchets. Le projet consiste en l'aménagement d'un local qui pourra accueillir le public pour différentes activités de bricolage : mise à disposition d'un espace de travail, mise à disposition d'outils, conseils et accompagnement des projets des utilisateurs, cours de bricolage, ateliers participatifs sur des projets collectifs. Dans ce cadre le porteur de projet sollicite un financement pour l'achat d'un ordinateur et d'outils, et pour des travaux sur un tableau électrique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Melun

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel informatique	833	Subvention Région Île-de-France	2 830
Achat équipement	7 500	Subvention ADEME	5 188
Travaux tableau électrique	1 100	Fonds propres	1 415
TOTAL	**9 433**	**TOTAL**	**9 433**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013322 - Acquisition de vélos à assistance électrique pour la police municipale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 068 € HT	70 %	5 648 €
	Montant total de la subvention		5 648 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 2 PL DE L'HOTEL DE VILLE 91150 ETAMPES
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Franck MARLIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Afin de développer la mobilité douce sur le territoire d'Etampes, la commune d'Etampes poursuit une politique exemplaire et compte mettre progressivement en place une flotte de vélos à assistance électrique à destination de ses services municipaux. Dans un premier temps, la municipalité compte équiper ses agents de la police municipale et ses ASVP de vélo à assistance électrique, afin qu'ils puissent intervenir sur l'ensemble du territoire communal, en déclivité et composé de nombreux parcs et jardins et de voies difficilement accessibles par d'autres véhicules. Dans ce cadre, la commune d'Etampes d'Etampes sollicite un financement pour l'achat de ces vélos à assistance électrique.

Localisation géographique :
- Etampes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
4 vélos à assistance électrique	7 914	Subvention Région Île-de-France	5 648
Petit équipement (antivols, casques)	154	Commune d'Etampes	2 420
TOTAL	**8 068**	**TOTAL**	**8 068**

DOSSIER N° 20013183 - Jardin d'insertion VerTuOses

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 100 € HT	66,2 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMPREINTES
Adresse administrative : 1 RUE SAINT CLAUDE 77340 PONTAULT-COMBAULT
Statut juridique : Association
Représentant : François-Xavier LEMANT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Les objectifs du projet sont de permettre à des personnes réfugiés d'obtenir un premier emploi en France, de permettre l'accès à des produits maraîchers de qualité et bio à des familles précaires qui n'y aurait pas eu accès par ailleurs, et de créer un lieu de sensibilisation à la protection de la nature, de la culture respectueuse de l'environnement et de la biodiversité. Le projet va s'implanter sur le terrain d'un château loué par l'association Empreintes, porteuse du projet, pour accueillir les personnes qu'elle accompagne. Il s'agit d'un terrain de 4 hectares. Les moyens nécessaires au projet, qui expliquent la sollicitation d'un financement régional, sont l'achat d'outils et véhicules de culture, de serres, et de matériel pour les ateliers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Les Portes Briardes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat outils professionnels	5 500	Subvention Région Île-de-France	10 000
Arbres fruitiers	800	Fonds propres	5 100
Serre pédagogique verre	5 300		
2 tunnels de culture	3 500		
TOTAL	**15 100**	**TOTAL**	**15 100**

DOSSIER N° 20013073 - La Chaîne Alimen'Terre

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 100 € HT	100 %	3 100 €
	Montant total de la subvention		3 100 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ECOLIBRIS - RIVE GAUCHE
Adresse administrative : 5 BD DE LA SEINE 78480 VERNEUIL-SUR-SEINE
Statut juridique : Association
Représentant : David VALNET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet « La Chaîne Alimen'Terre » consiste à développer d'une part l'opération « les Incroyables Comestibles » et d'autre part le compostage collectif, sur les communes de Verneuil-sur-Seine et Vernouillet.
- Les Incroyables Comestibles est une opération qui permet à chacun de pouvoir se réapproprier l'espace urbain et ses espaces verts en y cultivant fruits et légumes, du semi jusqu'à la récolte et d'en profiter à chaque étape ;
- Le compostage collectif sera proposé aux co-propriétés, lotissements ou commerçants. Il s'agit de répondre à un double enjeu : démocratiser cette solution pérenne qui permet de réduire fortement et facilement les volumes de déchets ménagers d'une part, et d'autre part créer le terreau qui alimentera les Incroyables Comestibles pour de belles récoltes.
La démarche des Ecolibris - Rive Gauche consistera donc à faire de la pédagogie proactive sur ces sujets, à aider/conseiller à l'installation et à la mise en place, à accompagner, à suivre et à mettre en relation le cas échéant (équipes municipales, conseils syndicaux, communauté urbaine et Région en cas de prise en charge des composteurs…).
L'aide de la Région servira à financer des kits de démarrage pour les Incroyables Comestibles avec outils et graines, une participation à l'achat des composteurs distribués par la collectivité GPSEO, ainsi que des panneaux d'information.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Verneuil-sur-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat composteurs	500	Subvention Région Île-de-France	3 100
Panneaux / signalétique	500		
Outillages	800		
Achat graines	300		
Achat terreau et paillage	1 000		
TOTAL	**3 100**	**TOTAL**	**3 100**

DOSSIER N° 20013187 - Micro ferme urbaine à Ballancourt sur Essonne

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 960 € HT	70 %	5 572 €
	Montant total de la subvention		5 572 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLANCOURT SUR ESSONNE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE 91610 BALLANCOURT-SUR-ESSONNE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jacques MIONE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Depuis 2017, la commune de Ballancourt sur Essonne a lancé son Agenda 21. Parmi les 51 fiches actions le constituant, l'une d'elles prévoit la création de jardins familiaux. Ils ont été ouverts le 6 juin 2020 à 22 jardiniers et leurs familles sur 2800m². Le porteur de projet prévoie dès 2021 l'agrandissement de ce site sur une parcelle mitoyenne de 4000m² restant à acquérir, dont la moitié accueillera 20 nouveaux jardins, l'autre moitié permettant la création d'un espace partagé et collaboratif : une micro ferme urbaine, objet de la présente demande auprès du Conseil Régional IDF. Ainsi, la commune de Ballancourt sur Essonne sollicite pour réaliser ce projet le financement d'une haie bocagère, d'un verger, et d'un poulailler.

Localisation géographique :
- EPCI Val d'Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Création haies bocagère	3 000	Subvention Région Île-de-France	5 572
Création verger cueillette	1 350	Fonds propres	2 388
Création poulailler	3 610		
TOTAL	**7 960**	**TOTAL**	**7 960**

DOSSIER N° 20013074 - Broyeur électrique mutualisé auprès de 284 résidents

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 072 € HT	100 %	1 072 €
	Montant total de la subvention		1 072 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE (AFUL LES BOUVREUILS)
Adresse administrative	: 65 boulevard Charles de Gaulle 91540 Mennecy
Statut juridique	: Association
Représentant	: Hubert JANNIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à réduire le volume des déchets verts mis au ramassage, et à faire en sorte que les broyats soient utilisés dans des jardins ou des espaces verts communs. Le porteur de projet, une copropriété organisée, a mobilisé plusieurs résidents autour de l'usage mutualisé d'un broyeur et de l'utilisation des broyats pour couvrir les sols de leurs jardins. Un tel appareil aura également une valeur éducative. Dans ce cadre, le porteur de projet sollicite un financement pour l'achat d'un broyeur de végétaux électrique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Broyeur végétaux électrique	1 072	Subvention Région Île-de-France	1 072
TOTAL	**1 072**	**TOTAL**	**1 072**

DOSSIER N° 20013076 - Un bicomposteur pour notre restauration scolaire

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	14 465 € HT	69,1 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA NORVILLE
Adresse administrative : 1 RUE PASTEUR 91290 LA NORVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Fabienne LEGUICHER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

La Loi de Transition énergétique du 17 août 2015 fixe un objectif de généralisation du tri à la source des biodéchets d'ici 2025. Pour y répondre, la commune souhaite rapidement engager sa restauration scolaire dans cette démarche éco-responsable. La mise en place d'un bio-composteur transformera en amendement organique réutilisable les déchets alimentaires. Pourront en découler nombre de bénéfices : sensibilisation à la valorisation des déchets, limitation du gâchis, développement des liens intergénérationnels, valorisation de l'engrais obtenu, diminution de l'empreinte carbone de la commune et de la taxe ordures ménagères au niveau de l'EPCI. Parmi toutes les propositions étudiées, la Station Emeraude a été retenue pour ses qualités environnementales et sociales. C'est donc pour l'achat et l'installation de cette station de compostage que la commune sollicite l'aide financière de la Région.

Localisation géographique :
- La Norville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et installation Emeraude Station	14 465	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	4 465
TOTAL	**14 465**	**TOTAL**	**14 465**

DOSSIER N° 20012997 - Potager citoyen intergénérationnel

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 000 € HT	100 %	7 000 €
	Montant total de la subvention		7 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MA VILLE EN VERT 92
Adresse administrative : 89 avenue de Paris 92320 CHÂTILLON
Statut juridique : Association
Représentant : Clotilde LACARRIERE, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif du projet est de démocratiser la culture à petite échelle et désamorcer les idées préconçues sur les difficultés de la culture potagère, sur la commune de Chatillon.
Il est porté par l'association Ma Ville en Vert 92 (MVEV92), créée en 2018.
Le projet prend place sur un espace vert de la commune, les jardins de Vauban. Un espace potager partagé est déjà implanté, l'aménagement est en place et les cultures ont démarré. Le site accueille notamment des scolaires et des personnes âgées.
L'association souhaite implanter un aménagement supplémentaire, à savoir un espace abrité avec des bancs et une remise à outils, et dont le toit servira à alimenter une cuve de récupération des eaux de pluie.
Il a recueilli un accord de principe de la première adjointe en charge de la transition écologique, des mobilités et des espace verts et à l'écologie de la mairie de la commune.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Châtillon

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Construction d'une remise à outils	5 000	Subvention Région Île-de-France	7 000
Achat d'un récupérateur d'eau de pluie et raccordement aux gouttières du toit de la remise	200		
Achat outillage et matériel	1 300		
Achat de terreau et de graines	500		
TOTAL	**7 000**	**TOTAL**	**7 000**

DOSSIER N° 20013275 - Achat d'appareils électriques pour espaces verts

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 332 € HT	70 %	6 532 €
	Montant total de la subvention		6 532 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMOURS
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE 91470 LIMOURS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Chantal THIRIET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le parc actuel d'appareils portatifs pour espaces verts de la commune de Limours est exclusivement constitué de machines à moteur thermique. Chaque appareil consomme l'équivalent de 2 à 3 litres d'essence par jour d'utilisation. Par ailleurs, le Centre Technique Municipal dispose de panneaux photovoltaïques.
Le projet consiste à remplacer tout ou partie du parc des appareils portatifs thermiques par des appareils électriques fonctionnant sur batterie et de performances équivalentes. Ce remplacement permet à la fois de supprimer une source d'émission de CO2 (estimée à 5 kg/appareil/jour d'utilisation) et de valoriser la production locale d'énergie électrique d'origine photovoltaïque. Il permet par ailleurs de réduire l'empreinte sonore (en moyenne de -15 dB(A), soit un facteur 32) des activités d'entretien espaces verts de la commune.

Localisation géographique :
- Limours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
2 souffleurs Pellenc AIRION 3	1 180,00 €	Subvention Région Île-de-France	6 532,00 €
1 binette Pellenc CULTIVION	750,00 €	Fonds propres	2 800,00 €
1 élagueuse à main Pellenc SELION C21HD	790,00 €		
3 batteries Pellenc ULIB 1500	5 580,00 €		
3 chargeurs Pellenc 3A	727,00 €		
Petit matériel (harnais et rangement)	305,00 €		
TOTAL	**9 332,00 €**	**TOTAL**	**9 332,00 €**

DOSSIER N° 20013197 - Aire de jeux écologique / biodiversité

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	28 080 € HT	35,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ENFANTS DE SOISY-SUR-ECOLE
Adresse administrative : 6 CHE DE L ANCIEN TACOT 91840 SOISY-SUR-ECOLE
Statut juridique : Association
Représentant : Cecilia TATO, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif de ce projet est d'implanter des jeux d'enfants, dans une optique d'utiliser l'excellent support pédagogique qu'est le jeu pour aborder la biodiversité mais aussi de créer du lien social.
La municipalité de Soisy-sur-Ecole, en accord avec ce projet qu'elle encourage et soutien, met à disposition un terrain permettant l'installation de structures de jeux, de panneaux d'informations en lien avec la biodiversité et d'espace fleuris. Le fournisseur des équipements est choisi pour la qualité de ses réalisations entièrement artisanales.
L'aire de jeux se composera d'une structure "alvéoles" pour les 3 - 10 ans, d'un toboggan - maison cabane gravée d'abeilles accessible à partir de un an, de deux jeux sur ressort en forme d'abeille, de panneaux signalétiques et de bancs à dossiers pour les adultes.
Par la suite ce projet pourrait encourager d'autres initiatives comme la création d'hôtels à insectes ou des ateliers de jardinage propice à la biodiversité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Soisy-sur-École

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Aire de jeux	27 980	Subvention Région Île-de-France	10 000
Espaces fleuris	100	Fonds propres	18 080
TOTAL	**28 080**	**TOTAL**	**28 080**

DOSSIER N° 20013082 - La Maison Solidaire, une ressourcerie matérielle et immatérielle

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 500 € HT	100 %	2 500 €
	Montant total de la subvention		2 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPINAY + SAINE GENERATION SPINASSIENNE ECOLOGIQUE 93
Adresse administrative : 6 RUE DES ACACIAS 93800 EPINAY-SUR-SEINE
Statut juridique : Association
Représentant : CAROLE DIEYE, PRÉSIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet porté par l'association EPINAY+SAINE d'Epinay-sur-Seine, consiste en la création d'une ressourcerie matérielle et immatérielle, qui permettra aux habitants du territoire d'apprendre à réparer, reconstruire plutôt que de jeter ou de racheter via des ateliers d'auto réparation, de réemploi, puis dans un second temps de couture, maraîchage, etc.
La ressourcerie aura également un aspect immatériel et philosophique : ce projet sera aussi un lieu d'entre-aide, de lien intergénérationnel, d'échange et d'incubateur de jeunes talents culturels, via un café solidaire où se tiendrons des conférences-discussions sur les thèmes du développement durable avec la participation de sachants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Épinay-sur-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat matériel pour ateliers pédagogique (réparations, création transformation d'objets)	1 500	Subvention Région Île-de-France	2 500
Travaux de rénovation pour création ressourcerie	1 000		
TOTAL	**2 500**	**TOTAL**	**2 500**

DOSSIER N° 20013200 - Un jardin expérimental citoyen pour le climat

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	32 000 € HT	31,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FORUM ET PROJETS POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
Adresse administrative : 25 bis rue des gabillons 78290 Croissy-sur-Seine
Statut juridique : Association
Représentant : Clotilde MARINET, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à créer un jardin expérimental citoyen pour le climat sur un terrain municipal de 5000 m2 en friche à Chatou, pour tester des solutions au changement climatique. Il est porté par l'association « Forum et Projet pour le Développement Durable » appartenant au mouvement citoyen « Chatou en transition ». Ce projet a reçu un accord de principe de la municipalité.
Le projet se décline selon les actions suivantes :
- Tester des méthodes de reboisement en milieu urbain : planter une forêt « Miyawaki » sous forme de chantier participatif, selon une méthode permettant de créer un poumon vert, dense et riche en biodiversité en seulement quatre ans - il s'agit d'une technique développée par le Pr. Miyawaki depuis plusieurs dizaines d'années au Japon et déployée en France depuis 2016. Le principe est de créer une forêt particulièrement dense (environ 3 plants par mètre carré) avec des essences locales diversifiées, ce qui accélère la croissance : ces forêts poussent jusqu'à dix fois plus vite que les forêts classiques ;
- Créer des jardins potagers partagés à vocation sociale et pédagogique ;
- Tester de nouveaux modes de coopération pour mener des projets citoyens, via des approches de gouvernance partagée ;
- Construire un bâtiment expérimental bioclimatique d'environ 100m2, en matériaux naturels, grâce à des chantiers d'insertion et des chantiers participatifs, et qui pourrait accueillir une ressourcerie, des ateliers, des cours de langues, des exposition d'artistes locaux… en fonction de ce que les habitants ont envie de partager.
Le budget participatif est sollicité pour les dépenses suivantes :
- Financement de la préparation du sol pour la forêt Miyawaki - la méthode de plantation requiert, comme en permaculture, de décompacter le sol et d'y faire des amendements pour créer un sol de qualité, où les arbres peuvent facilement s'enraciner et grandir ;
- Financement d'une serre pour les jardins partagés.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Chatou

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
FORET MIYAWAKI			
Préparation du sol	8 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat de plants	20 000	Mairie de Chatou	20 000
JARDINS PARTAGES		Fonds propres	2 000
Construction d'une serre en matériaux de récupération	2 000		
Achat de petit équipement, outils, plants	2 000		
TOTAL	**32 000**	**TOTAL**	**32 000**

DOSSIER N° 20013201 - Un verger pour tous

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 300 € HT	70 %	6 510 €
	Montant total de la subvention		6 510 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VOINSLES
Adresse administrative : RUE DU 11 NOVEMBRE 77540 VOINSLES
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Evelyne RIETSCH, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à implanter une serre et un espace de convivialité afin de créer un endroit dynamique et pédagogique dans le verger communal existant, créé en 2018. Il s'agit notamment de susciter sa gestion directe par les citoyens de la ville et de l'identifier comme un véritable lieu d'échange écocitoyen. Plus spécifiquement, il s'agit de diversifier le verger, d'accueillir un potager et y cultiver des légumes tout au long de l'année, via une serre qui permettrait également de faire pousser des fleurs pour la commune, préserver les plantes (telle que les géraniums) des plates-bandes et autres bacs municipaux pendant l'hiver, et accueillir les jeunes publics. Le projet vise également à faire de cet espace un lieu de formation écocitoyenne (comment faire du compost, comment cultiver naturellement sans aucun produit chimique), et à afficher une charte des bonnes pratiques à l'entrée du verger. Concrètement, le projet sollicite un financement régional afin d'acheter certains équipements (bancs, récupérateurs d'eau de pluie, table de pique-nique, serre, affichettes, arrosoirs et outils de jardinages, panneaux de signalisation) et de financer la main d'œuvre nécessaire à leur installation.

Localisation géographique :
- Voinsles

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat mobilier (table, bancs)	4 000	Subvention Région Île-de-France	6 510
Récupérateur eau de pluie	100	Fonds propres	2 790
Serre avec gouttière	5 000		
8 panneaux de signalisation	200		
TOTAL	**9 300**	**TOTAL**	**9 300**

DOSSIER N° 20013340 - Vélo-école et ateliers mobiles de réparation de vélos

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	20 080 € HT	49,8 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BICYCLAIDE
Adresse administrative : 42 BD BEAUMARCHAIS 92230 GENNEVILLIERS
Statut juridique : Entreprise
Représentant : CHARLOTTE CORTEEL, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 16/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet est porté par l'entreprise BICYCLAIDE, vélo-école dont les activités sont d'apprendre aux enfants et adulte la pratique du vélo dans un milieu urbain et péri-urbain, et d'animer des ateliers mobiles de réparation et autoréparation. Elle intervient principalement dans les quartiers populaires de la commune de Gennevilliers et des collectivités alentours.
Les objectifs sont d'encourager les personnes à utiliser leur vélo comme moyen de transport du quotidien, allonger la durée de vie des vélos grâce à un entretien régulier, réduire l'empreinte carbone grâce au réemploi, sensibiliser le public aux bases de la mécanique du cycle et le rendre autonome pour la petite réparation et sensibiliser le public à l'économie circulaire et aux enjeux environnementaux.
Le budget participatif régional est sollicité pour permettre l'acquisition de vélos-cargos pour le déplacement des animateurs, ainsi que l'acquisition d'une flotte de vélos pour les participants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Gennevilliers

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Flotte de 12 vélos pour participants de la vélo-école	4 080	Subvention Région Île-de-France	10 000
Deux vélos-cargos à assistance électrique avec remorques	16 000	Fonds propres	10 080
TOTAL	**20 080**	**TOTAL**	**20 080**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013342 - Acquisition d'un triporteur électrique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 300 € HT	70 %	5 110 €
	Montant total de la subvention		5 110 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUFFARGIS
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE 78610 AUFFARGIS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Daniel BONTE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet, porté par la commune d'Auffargis, consiste en l'acquisition d'un triporteur électrique équipé d'une plateforme pour l'employé municipal assurant l'entretien des espaces verts, massifs et de l'espace public.
Il s'inscrit dans la continuité des actions de la commune en matière environnementale (démarche zéro-phyto, extinction de l'éclairage public entre zéro et six heures du matin, pratique des tontes différenciées, utilisation de l'eau de récupération de pluie pour les arrosages…).

Localisation géographique :
- Auffargis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un vélo type triporteur électrique	7 300	Subvention Région Île-de-France	5 110
		Fonds propres	2 190
TOTAL	**7 300**	**TOTAL**	**7 300**

DOSSIER N° 20013207 - Développer des bacs d'Incroyables Comestibles dans la commune de Bouffémont

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 646 € HT	100 %	1 646 €
	Montant total de la subvention		1 646 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE DEFENSE POUR LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE DE BOUFFEMONT - A.D.R.E.C.
Adresse administrative : 2 bis rue Deglane 95570 BOUFFEMONT
Statut juridique : Association
Représentant : Catherine SCHOUWEILER, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à installer des bacs en bois pour y planter des herbes aromatiques et des légumes en libre accès, après accord de la mairie de Bouffemont et / ou des syndics de copropriétés. Il s'agit d'une initiative liée à l'opération « Incroyables Comestibles ».
Il est porté par l'A.D.R.E.C. de Bouffémont, Association de Défense pour le Respect de l'Environnement et du Cadre de vie de Bouffémont.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Bouffémont

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
10 bacs en bois issue de l'économie circulaire (fourniture et installation)	1277,00	Subvention Région Ile-de-France	1646,00
Terre et compost	369,00		
TOTAL	**1 646,00 €**	**TOTAL**	**1 646,00 €**

DOSSIER N° 20013210 - Accompagner l'abandon des pesticides et favoriser la biodiversité

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 297 € HT	70 %	1 608 €
	Montant total de la subvention		1 608 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ETANG LA VILLE
Adresse administrative : RUE FONTON 78620 L'ETANG-LA-VILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Daniel CORNALBA, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet, porté par la commune de l'Etang-la-Ville, consiste d'une part en l'acquisition et l'installation de 15 nichoirs pour favoriser l'implantation de mésanges afin de lutter contre la chenille processionnaire du chêne, et d'autre part en la distribution de 1 500 kits de graines à la population. Il s'agit de graines de fleurs adaptées aux pieds de murs, qui poussent dans les fissures des trottoirs et particulièrement résistantes aux conditions difficiles, dans le but de semer plutôt que désherber.
Cette action s'inscrit dans la démarche « zéro phyto » et permet d'associer la population à l'amélioration de la biodiversité et l'embellissement du village.

Localisation géographique :
- L'Étang-la-Ville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 15 nichoirs	497	Subvention Région Île-de-France	1 608
Achat de 1 500 kits de graines - cavaliers	1 800	Fonds propres	689
TOTAL	**2 297**	**TOTAL**	**2 297**

DOSSIER N° 20013087 - Récupérateur d'eaux pluviales pour l'arrosage de la commune

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 899 € HT	70 %	5 529 €
	Montant total de la subvention		5 529 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ETANG LA VILLE
Adresse administrative : RUE FONTON 78620 L'ETANG-LA-VILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Daniel CORNALBA, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La commune de l'Etang-la-Ville s'est récemment dotée d'un récupérateur d'eau de pluie (10 600 litres). Cette eau est récupérée et stockée par les agents de ville afin d'arroser les espaces verts et nettoyer les rues de la commune.
Le projet est de pouvoir augmenter la capacité de récupération des eaux pluviales en ajoutant des réservoirs modulables et innovants pour une capacité supplémentaire de 8 800 litres.
L'objectif de ce projet est multiple :
- Récupérer davantage d'eau de pluie afin de limiter et de réduire encore plus la consommation d'eau (potable) de la commune pour tous les usages que les agents de la ville peuvent en faire (arrosage, propreté…) ;
- Sensibiliser et inciter la population à mettre en place des solutions similaires chez eux.
Les réservoirs seront installés au centre technique municipal. Une fois stockée, l'eau sera ensuite chargée dans les véhicules de la commune (citerne, balayeuse …) pour permettre aux agents municipaux d'effectuer leurs missions.

Localisation géographique :
- L'Étang-la-Ville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat des réservoirs	7 899	Subvention Région Île-de-France	5529
		Fonds propres	2 370
TOTAL	**7 899**	**TOTAL**	**7 899**

DOSSIER N° 20013344 - Accès facilité à la Véloscénie

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 853 € HT	70 %	4 097 €
	Montant total de la subvention		4 097 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMOURS
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE 91470 LIMOURS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Chantal THIRIET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet, porté par la commune de Limours est d'installer aux points clés des intersections communales un affichage simple indiquant les points d'accès à la Véloscénie, ainsi que de réhabiliter les chemins d'accès actuellement inadaptés.
La Véloscénie est une piste cyclable permettant de voyager ou de se rendre au travail à vélo. Elle joint Paris au Mont Saint Michel, en passant par de multiples communes d'Île-de-France, dont Limours.
Les itinéraires ne sont actuellement pas évidents à trouver sans affichage précis des points d'accès, notamment sur la partie essonnienne Gometz-Limours-Bonnelles : beaucoup de cyclistes circulent donc encore sur la RD988 alors qu'il leur serait possible d'utiliser cette voie dédiée. Par ailleurs, certains points d'accès nécessitent d'être réaménagés afin d'en faciliter l'usage.

Localisation géographique :
- EPCI Pays de Limours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture de panneaux	3 353,00 €	Subvention Région Île-de-France	4 097,00 €
Traitement chemins d'accès - base historique communal pour poteaux et barrières	2 500,00 €	Fonds propres	1 756,00 €
TOTAL	**5 853,00 €**	**TOTAL**	**5 853,00 €**

DOSSIER N° 20013280 - Suivi des consommations de l'éclairage public

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500105 – Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 777 € HT	70 %	1 944 €
	Montant total de la subvention		1 944 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMOURS
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE 91470 LIMOURS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Chantal THIRIET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet, porté par la commune de Limours, consiste à équiper de capteurs les équipements d'éclairage public de la ville.
L'objectif est de pouvoir surveiller :
- le bon fonctionnement de l'horloge, l'allumage et l'extinction des lumières aux bonnes heures, afin d'éviter toute surconsommation ;
- le bon état du compteur électrique afin de détecter les coupures ou allumages intempestifs ;
- les fluctuations de consommation pour détecter les branchements pirate ou les ampoules hors d'usage ;
- l'évolution de la consommation suite à la conversion progressive aux LED.

Localisation géographique :
- Limours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Capteurs NKE FLASH'O	2 765,00 €	Subvention Région Île-de-France	1 944,00 €
Ruban étiqueteuse	12,00 €	Fonds propres	833,00 €
TOTAL	**2 777,00 €**	**TOTAL**	**2 777,00 €**

DOSSIER N° 20013214 - Préservation de la biodiversité aviaire et végétale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 360 € HT	70 %	3 052 €
	Montant total de la subvention		3 052 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMOURS
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE 91470 LIMOURS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Chantal THIRIET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet, porté par la commune de Limours, consiste à installer des nichoirs à chouette hulotte au sein des hameaux, des espaces verts communaux et dans la forêt communale, afin de combattre l'installation des perruches à collier, espèce invasive en expansion constante en région Île-de-France.
La chouette hulotte est en effet un prédateur naturel de ces perruches. Elle est déjà présente sur le territoire de Limours mais son habitat demande à être amélioré.
Le projet consiste également à la mise en place sur les talus ou les espaces verts disponibles d'arbres d'ornement et de fruitiers, peu encombrants ou nécessitant peu d'entretien, apportera de nouvelles opportunités de biodiversité, tout en offrant aux citoyens la possibilité de profiter des récoltes fruitières.
Enfin, la mise en place d'un éco-pâturage sur la base de 4 moutons à proximité immédiate de la coulée verte dite "Véloscénie" permettra de renouveler la biodiversité végétale, fortement dégradée par des travaux récents, sur la zone considérée.

Localisation géographique :

- Limours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
4 nichoirs pour chouettes	300,00 €	Subvention Région Île-de-France	3 052,00 €
10 nichoirs pour mésanges, sitelles…	250,00 €	Fonds propres	1 308,00 €
3 arbres pour le talus MJC/Michel berger	510,00 €		
4 arbres fruitiers	300,00 €		
Mise en place barrière à mouton	3 000,00 €		
TOTAL	**4 360,00 €**	**TOTAL**	**4 360,00 €**

DOSSIER N° 20013089 - CleverLoop - Création de solutions d'économie circulaire (Textile/Mode)

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	19 200 € HT	52,1 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIVOSPHERE
Adresse administrative : 1 ALL DES PLUVIERS 78390 BOIS D'ARCY
Statut juridique : Entreprise
Représentant : Dimitri CARBONNELLE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet CleverLoop consiste à concevoir, développer et mettre en œuvre des filières d'économie circulaire dans le monde de la mode/textile/luxe. Il consiste à utiliser les déchets industriels créés lors de la fabrication des produits. L'objectif est de créer des circuits entre des entreprises voulant devenir circulaires (les déchets deviennent des ressources) et des transformateurs (entreprises réutilisant, recyclant des déchets).
Le projet est bâti autour d'une plateforme digitale qui recense et qualifie les entreprises capables de valoriser et d'upcycler les déchets. L'objet du financement est de réaliser une première version de cette plateforme.
A terme, elle intègrera aussi des solutions de traçabilité et logistiques en direct ou via des partenariats.
Le projet est porté par l'entreprise LIVOSPHERE et a une portée régionale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Conception du site, de la charte graphique et création de maquettes	3 600	Subvention Région Île-de-France	10 000
Développement de l'interface Web en responsive design	4 800	Fonds Propres : Financement des fondateurs	9 200
Développement de la base de données et du backend	6 000		
Développement des API pour requêter et modifier la base + Connexions	3 600		
Tests de l'interface et Mise en ligne	1 200		
TOTAL	**19 200**	**TOTAL**	**19 200**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013281 - Mooca x Citamoove

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	14 049 € HT	71,2 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAKE OUR OCEANS CLEAN AGAIN (MOOCA)
Adresse administrative : 49 AV ALBINE 78600 MAISONS-LAFFITTE
Statut juridique : Association
Représentant : Capucine BOURGEOIS, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet est porté par MOOCA (Make Our Oceans Clean Again), association à caractère social qui sensibilise différents publics aux problèmes liés à la pollution, via des sessions d'information et de sensibilisation organisées dans les écoles, associations et entreprises. Les sessions proposées se fondent sur des animations gamifiantes, intuitives et pensées pour répondre aux questions du public.
Le budget participatif régional est sollicité pour financer un site Internet et du matériel informatique (ordinateur, tablettes et vidéoprojecteur).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Conception du site internet	5 115	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat matériel informatique	7 609	Subvention Mairie de Paris	4 049
Rétroprojecteur	1 325		
TOTAL	**14 049**	**TOTAL**	**14 049**

DOSSIER N° 20013236 - Création d'un verger/forêt-jardin pédagogique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	21 515 € HT	46,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPUS DE LA TRANSITION
Adresse administrative : 8 RUE AMIRAL D ESTAING 75116 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Cécile RENOUARD, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/04/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet est porté par le Campus de la Transition, association et lieu d'enseignement, de recherche et d'expérimentation créé en 2018 par un collectif d'enseignants-chercheurs, d'entrepreneurs et d'étudiants sur la commune de Forges.
Le projet consiste à planter deux espaces dans le parc du campus : un pré-verger de 2500 m² au Nord et une forêt-jardin de 2500 m² au Sud. Dans chacun de ces espaces, seront plantés 50 arbres fruitiers, 50 arbustes nourriciers (noisetiers, framboisiers, cassissiers…) et des aromatiques (sauges, lavande…).
La plantation de ces espaces se fera en partenariat avec la classe ULIS du collège Paul Eluard de Montereau qui vient déjà régulièrement au Campus. Ainsi, ces élèves en difficulté au sein d'un collège défavorisé auront l'occasion de développer un lien vivant et prolongé avec la nature et sur l'année scolaire 2020/2021, de suivre l'évolution de cet espace planté par leurs soins. La plantation se fera aussi avec le grand public.
Les objectifs sont les suivants :
- permettre à différents publics de se reconnecter à la nature et sa fonction nourricière. Résultats attendus en termes de nombre de personnes touchées : 15 élèves de classe ULIS sur l'année, 300 personnes grand public lors des journées découvertes, 500 étudiants du Supérieur et professionnels en formation
- Développer deux espaces naturels pour soutenir la pédagogie du Campus. Résultats attendus : valorisation de ces espaces dans les formations à travers 12 modules ou ateliers annuels. Qualitativement : inciter les professeurs intervenants au Campus à essayer d'autre types de transmission que le cours magistral.
- Doter le Campus et le village de Forges de ces 2 espaces nourriciers bio et locaux. Résultats attendus : au moins 13 t de fruits et graines alimentaires sur les 7 années à venir.
Ce projet est soutenu par la rédaction d'un livre blanc sur la réforme de l'Enseignement Supérieur sur commande de la ministre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Pays de Montereau

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Plantation arbres et arbustes	8 160	Subvention Région Île-de-France	10 000
Clôtures et protections	3 600	Fondation Bouygues	9 500
Oies et abri	1 755	Fonds propres	2 015
Système d'irrigation et mare	7 100		
Espace communication	900		
TOTAL	**21 515**	**TOTAL**	**21 515**

DOSSIER N° 20013156 - "Bâtisseurs de nids"

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 546 € HT	100 %	2 546 €
	Montant total de la subvention		2 546 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE SPORTS ET LOISIRS DE LA BOISSIERE
Adresse administrative : AMICALE SPORTS ET LOISIRS MAIRIE 78125 LA BOISSIERE-ECOLE FRANCE
Statut juridique : Association
Représentant : Bruno GAILLOT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/07/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'Amicale Sports et Loisirs de La Boissière-école a décidé de proposer à ses adhérents des activités à visée écologique pour la saison 2020 – 2021. La première réalisation sera la construction par les habitants de nichoirs destinés au domaine public. Les actions menées seront valorisées par des panneaux informatifs au plus près des nichoirs.
Les objectifs de ces actions menées par le milieu associatif dans le cadre d'une activité loisirs sont de : Participer activement à la protection des espèces protégées d'Ile de France, lutter contre les chenilles processionnaires en mettant en place des nichoirs à mésanges, s'inscrire dans la continuité des actions menées au sein de la commune, devenir un éco-lieu visitable par les classes d'Ile de France, poursuivre la synergie avec les acteurs locaux, établir entre générations des liens dans le cadre d'une activité manuelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- La Boissière-École

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel de fabrication des nichoirs	877	Subvention Région Île-de-France	2 546
Panneaux explicatifs	1 669		
TOTAL	**2 546**	**TOTAL**	**2 546**

DOSSIER N° 20013059 - L'écolobus

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 500 € HT	87 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES COLIBRIS EN TRANSITION
Adresse administrative : 71, rue Gambetta, 78120 Rambouillet
Statut juridique : Association
Représentant : Alain EPSTEIN

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à acquérir un écolobus, destiné à animer des actions de coaching pour aider la population à s'engager dans la transition écologique et ainsi adopter de nouveaux gestes pour réduire son empreinte mais aussi diffuser la démarche au plus grand nombre. Ce projet a vocation à démarrer dans le Sud des Yvelines pour essaimage sur la région, en itinérant sur la grande couronne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat du bus (inclus travaux mécaniques)	8 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Aménagement (agencement et mobilier)	1 500	Fonds propres	1 500
Flocage	2 000		
TOTAL	**11 500**	**TOTAL**	**11 500**

DOSSIER N° 20013060 - Toilettes sèches à l'école

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204142-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	28 800 € HT	34,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE CHAINTREAUX
Adresse administrative : 10 RUE DE LA MAIRIE 77460 CHAINTREAUX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Alexis KERLO, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La création d'une toilette sèche à l'école poursuit des objectifs écologiques de réduction de l'utilisation de l'eau et de la valorisation des déchets pour les parterres de fleurs de la commune.

Localisation géographique :

- Chaintreaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat toilette sèche	28 800	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	18 800
TOTAL	**28 800**	**TOTAL**	**28 800**

DOSSIER N° 20013317 - OHCYCLOMOBILE

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 029 € HT	100 %	7 029 €
	Montant total de la subvention		7 029 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION OHCYCLO
Adresse administrative : 4 RUE GARIBALDI 93100 MONTREUIL
Statut juridique : Association
Représentant : Alexandre FREBOT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La vocation de ce projet est d'animer des ateliers de réparation de vélos à destination du grand public et de faire découvrir les gestes pour apprendre à entretenir son vélo. Pour cela, OHCYCLO souhaite développer par le biais d'un nouvel atelier mobile la formation de tous aux gestes qui sauvent un vélo. Cet atelier en vélo-cargo sera autonome en réparation de base grâce à son équipement adéquat.

L'association intervient principalement à Montreuil et plus ponctuellement à Bagnolet, Bobigny et Vincennes, avec le soutien des communes et du Département de Seine-Saint-Denis. Elle ne facture pas de prestation pour mener ses animations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Montreuil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un vélo cargo	6 045	Subvention Région Île-de-France	7 029
Achat outils	984		
TOTAL	**7 029**	**TOTAL**	**7 029**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013061 - Recyclage des déchets verts aux jardins familiaux des Ulis

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 024 € HT	90 %	1 821 €
	Montant total de la subvention		1 821 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS ENCOURAGEMENT ORGANISATION DES POTAGERS ECOLOGIQUES CLA PENELOPE
Adresse administrative : ESP DE LA REPUBLIQUE 91940 LES ULIS
Statut juridique : Association
Représentant : Agnès FRANCART, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif de ce projet est de mettre à disposition des jardiniers deux broyeurs de végétaux afin de réduire la quantité de sacs de déchets verts qui partent à la déchetterie. Cela permettra ainsi de valoriser localement les matières organiques, en évitant le recours à l'incinération et au transport inutile, en permettant aux jardiniers d'avoir du broyat, apport précieux notamment dans le compostage et pour faire du paillage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Les Ulis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Broyeur manuel K-TCHAK et transport	1 434	Subvention Région Île-de-France	1 821
Broyeur électrique	390	Fonds propres	203
Installation et arrimage du K-TCHAK	200		
TOTAL	**2 024**	**TOTAL**	**2 024**

DOSSIER N° 20013162 - Une année pour découvrir et pratiquer la gestion écologique d'un espace naturel collectif

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 545 € HT	100 %	3 545 €
	Montant total de la subvention		3 545 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA SALAMANDRE VERTE
Adresse administrative : 1 RUE DU GENERAL LECLERC 78600 LE MESNIL-LE-ROI
Statut juridique : Association
Représentant : Achille CHOAY, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association La Salamandre Verte souhaite organiser à destination du grand public un cycle de formation annuel en lien avec la nature et la gestion écologique des espaces. Pour ouvrir ses actions gratuitement à un public plus large la Salamandre Verte doit pouvoir s'équiper du matériel suffisant à mettre à disposition des participants lors des chantiers. Le matériel de travail actuel de l'association est insuffisant en quantité, et repose pour l'instant souvent sur le matériel détenu par ses propres adhérents. Le besoin en financement concerne du matériel d'accueil supplémentaire et l'élaboration d'outils pédagogiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel pour entretien arbres / zone humide / haies	1 491	Subvention Région Île-de-France	3 545
Matériel fenaison	719		
Outillage (scies sauteuse, circulaire, perceuse, bois et quincaillerie, piquets)	929		
Matériel d'accueil (barnum, tables et chaises)	406		
TOTAL	**3 545**	**TOTAL**	**3 545**

DOSSIER N° 20013167 - Réalisation de fontaines à eau pour canidés et leurs maîtres parc de l'Ile de la Jatte

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 587 € HT	70 %	7 411 €
	Montant total de la subvention		7 411 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVALLOIS PERRET
Adresse administrative : PL DE LA REPUBLIQUE 92309 LEVALLOIS PERRET CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Agnès POTTIER-DUMAS, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/09/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La ville de Levallois offre de nombreux espaces verts à ses habitants mais les animaux de compagnie n'y étaient encore récemment pas autorisés. Depuis peu, ont été créés plusieurs caniparcs (espaces dédiés aux chiens). L'Ile de la Jatte est un vaste espace naturel, une promenade pour de nombreux citoyens. Le caniparc offre aux usagers, la possibilité de venir accompagné de leurs chiens. Dans le but d'optimiser la réussite de ces nouveaux espaces, il convient de fournir aux usagers tous les services essentiels à un tel lieu (bancs, espaces clos, eau potable, sacs à déjection...)., notamment une fontaine à eau potable pour chiens, réellement nécessaire pour répondre aux besoins des chiens et de leurs maîtres.

Localisation géographique :
- Levallois-Perret

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose d'une fontaine à eau potable	10 587	Subvention Région Île-de-France	7 411
		Fonds propres	3 176
TOTAL	**10 587**	**TOTAL**	**10 587**

DOSSIER N° 20013320 - Vélo Box à Mennecy

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20422-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 916 € HT	100 %	7 916 €
	Montant total de la subvention		7 916 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MENNECY TAEKWONDO - HAPKIDO
Adresse administrative : 7 RUE DES ORMES 91540 MENNECY
Statut juridique : Association
Représentant : Alexandre LE QUEAU, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/08/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif de ce projet est de mettre à disposition des adhérents du club (enfants comme adultes) et des utilisateurs du complexe sportif A.RIDEAU de la ville un abri vélo sécurisé afin de faciliter l'utilisation du vélo et de réduire les trajets en voiture pour venir à l'entrainement. Le projet est porté par l'association et soutenu par la mairie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Réalisation des massifs en béton	1 200,00 €	Subvention Région Île-de-France	7 916,00 €
Fourniture et pose d'un VEL'BOX COOMA	6 716,40 €		
TOTAL	**7 916**	**TOTAL**	**7 916**

DOSSIER N° 20013321 - Parkings à vélos

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 476 € HT	70 %	1 033 €
	Montant total de la subvention		1 033 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PIERRE LES NEMOURS
Adresse administrative : 7 CHE DE LA MESSE 77794 NEMOURS CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Bruno LANDAIS, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

En association avec la Région, la commune souhaite développer l'usage du vélo au quotidien en améliorant les infrastructures, le stationnement, le jalonnement et les services pour répondre au mieux aux attentes des usagers. Dès septembre 2020, des réunions sont prévues avec l'intercommunalité du pays de Nemours pour l'amélioration et la sécurisation des pistes cyclables déjà existantes et surtout la création de nouvelles pistes permettant aux administrés de se déplacer facilement et en toute sécurité sur l'ensemble des villes et villages de la communauté de communes.

Localisation géographique :
- Saint-Pierre-lès-Nemours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat équipement et pose arceaux	1 476	Subvention Région Île-de-France	1 033
		Fonds propres	443
TOTAL	**1 476**	**TOTAL**	**1 476**

DOSSIER N° 20013323 - Proposer des parkings à vélo sécurisés

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20422-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 985 € HT	100 %	9 985 €
	Montant total de la subvention		9 985 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TENNIS CLUB DE MENNECY
Adresse administrative : LE PARC DE VILLEROY 91540 MENNECY
Statut juridique : Association
Représentant : Barbara LANGLOIS, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/08/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association porte un projet de stationnement à vélos sécurisé afin de permettre à ses adhérents et ses salariés d'utiliser ce moyen de transport comme moyen favori, les râteliers ne protégeant pas du mauvais temps, des incivilités et des vols. Ces stationnements pourront bénéficier aussi aux promeneurs du parc de Villeroy. Ce projet contribuera à limiter la pollution de l'air et au changement de comportement de tous, incitant à la pratique du vélo pour des déplacements quotidiens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un vélo box	9 985	Subvention Région Île-de-France	9 985
TOTAL	**9 985**	**TOTAL**	**9 985**

DOSSIER N° 20012995 - Création de jardins partagés et d'espace de compostage

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204142-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	24 120 € HT	41,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VANVES
Adresse administrative : 23 RUE MARY BESSEYRE 92173 VANVES CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Bernard GAUDUCHEAU, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/11/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La ville de Vanves, dans le cadre de sa politique de développement durable et de participation locale, a le projet de développer l'agriculture urbaine dans la onzième ville plus dense de France. A ce titre, elle accompagne l'association Grainenville à développer et suivre, d'une part, le volet création et entretien des jardins partagés sur des espaces communaux et d'autre part, l'installation et le suivi de lieu de compostage sur le territoire communal. Le besoin en financement pour ce projet concerne la réalisation de travaux d'aménagement (aplanissement, viabilisation etc.…) et d'accessibilité des sites envisagés ainsi que des équipements et de matériel de jardinage.

Localisation géographique :

- Vanves

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux d'aménagement des espaces	18 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat équipement de bacs et autres équipements	6 120	Fonds propres	14 120
TOTAL	**24 120**	**TOTAL**	**24 120**

DOSSIER N° 20013328 - Vélo Cargo pour tous

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 450 € HT	100 %	9 450 €
	Montant total de la subvention		9 450 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEUX SE DEPLACER A BICYCLETTE
Adresse administrative : 37 BD BOURDON 75004 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : ALEXIS FREMEAUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/01/2023
Démarrage anticipé :NON

Description :

L'association Mieux se déplacer à bicyclette (MDB) est une association d'envergure régionale avec plus de 40 antennes réparties sur le territoire francilien.
L'objectif de ce projet est de convaincre, à Boulogne-Billancourt puis sur le territoire de l'EPT dans un 2ème temps, un maximum de familles et de personnes âgées ou à mobilité réduite, que le vélo est un transport viable, accessible et pratique et de les convertir à l'utilisation du vélo cargo pour leurs déplacements quotidiens. Pour cela, l'association met en place de nombreuses actions : organisation de sorties, vélo-écoles, atelier d'autoréparation, marquage des vélos pour limiter le vol, organisation d'évènements et manifestations en faveur du vélo, etc.
Le besoin en financement concerne 4 types de vélos cargos (Triporteur, Biporteur, Long Tail, Tricycle pour PMR). Le prêt de ces vélos permettra aux usagers de tester leur utilité pour un usage quotidien. Les vélos écoles permettront de rassurer les usagers moins confiants de leur capacité à faire du vélo en ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Boulogne-Billancourt

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat Vélo cargo Triporteur	2 239	Subvention Région Île-de-France	9 450
Achat Vélo cargo Biporteur	2 159		
Achat Vélo cargo Long Tail	2 900		
Achat Vélo Tricycle pour PMR	2 152		
TOTAL	**9 450**	**TOTAL**	**9 450**

DOSSIER N° 20013070 - Atelier zéro déchet

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 529 € HT	86,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS ENERGIES SOLIDAIRES
Adresse administrative : 120 AV DU PORT 78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut juridique : Association
Représentant : ALAIN GAURAT APELLI, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/09/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet consiste à déployer le défi "Presque Zéro Déchet" déjà testé dans le nord des Yvelines afin d'accompagner le grand public vers la prise de conscience de la nécessité de réduction de production de déchets en insistant sur la notion de réemploi via différents ateliers. Le besoin en financement concerne l'achat de divers outillages et mobiliers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Grand Paris Seine et Oise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'outillage à main	3 919	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat gros outillage	2 320	Subvention CU GPS&O	1 000
Achat meuble atelier	5 290	Fonds propres	529
TOTAL	**11 529**	**TOTAL**	**11 529**

DOSSIER N° 20013178 - Une Prairie pour les Papillons, les Abeilles et Cie

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 979 € HT	100 %	8 979 €
	Montant total de la subvention		8 979 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONNAITRE PROTEGER NATURE VAL DE SEINE
Adresse administrative : 29 RUE DE BABYLONE 75007 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : ALBERTO MARINO ROCHA, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/08/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le CPN Val de Seine a initié avec le soutien du Conseil Régional d'Île de France, le Conseil Départemental de l'Essonne, la Ville de Paris et de fondations privées, l'action pédagogique de protection de la biodiversité intitulée « Une Prairie pour les Papillons, les Abeilles et Cie », action écocitoyenne de plantation d'une pelouse fleurie au sein d'établissements éducatifs ou dans des espaces publics.
Le projet consiste ainsi à offrir des kits pédagogiques, et numériques ainsi que des graines issues de semences sauvages, en vue de semer des prairies fleuries. Le financement d'un hôtel à insectes est également prévu.
Pour 2020-2021, l'association entend cibler collèges et lycées franciliens afin d'atteindre 3 000 projets de plantations de prairies fleuries.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Graines prairies fleuries	2 804	Subvention Région Île-de-France	8 979
Matériel pédagogique	1 512		
Kit pédagogique	3 624		
Hôtels à insectes	1 039		
TOTAL	**8 979**	**TOTAL**	**8 979**

DOSSIER N° 20013071 - Habitants impliqués

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	35 000 € HT	22,9 %	8 000 €
	Montant total de la subvention		8 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COULEURS D'AVENIR ASSOCIATION
Adresse administrative : 95 AV DU PRESIDENT WILSON 93100 MONTREUIL
Statut juridique : Association
Représentant : Benoit MANGIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet a pour objet la création et la réalisation d'une application numérique avec et pour les habitants afin d'améliorer la qualité de la vie au sein des patrimoines sociaux (environ 3 200 ménages concernés). Grâce à l'application, les habitants pourront se familiariser avec un outil numérique (fort enjeu pour les populations marginalisées et ainsi agir ensemble pour construire des projets d'embellissement des espaces collectifs afin de les rendre plus performants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Trappes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux sur l'application	20 000	Subvention Région Île-de-France	8 000
Test de l'application	10 000	Valophis Sarepa	25 000
Modification après 6 mois	5 000	CGET	2 000
TOTAL	**35 000**	**TOTAL**	**35 000**

DOSSIER N° 20013181 - Un espace solidaire

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	35 000 € HT	28,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COULEURS D'AVENIR ASSOCIATION
Adresse administrative : 95 AV DU PRESIDENT WILSON 93100 MONTREUIL
Statut juridique : Association
Représentant : Benoit MANGIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet a pour vocation de créer un espace de détente avec les habitant(e)s de la résidence de tous les âges (dont les jeunes adultes, les parents d'enfants, les personnes âgées, les femmes, etc.). Cet espace servira d'espace récréatif et de pédagogie (plantes, fleurs, animaux, insectes, etc.). Des œuvres éphémères seront élaborés avec le soutien d'artistes en valorisant les aspects écologiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Trappes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat des matériaux	30 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat des fournitures	5 000	Valophis Sarepa	5 000
		Cité éducative	10 000
		Fondation Truffaut	5 000
		Fondation France	5 000
TOTAL	**35 000**	**TOTAL**	**35 000**

DOSSIER N° 20013072 - Des toilettes séches pour les jardiniers de l'APENELOPE

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20422-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	22 580 € HT	44,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS ENCOURAGEMENT ORGANISATION DES POTAGERS ECOLOGIQUES CLA PENELOPE
Adresse administrative : ESP DE LA REPUBLIQUE 91940 LES ULIS
Statut juridique : Association
Représentant : Agnes FRANCART, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Ce projet a vocation à installer une 2ème unité de toilettes sèches à côté du chalet de l'association, au vu du nombre d'usagers sur le site (la surface des jardins familiaux de l'APENELOPE étant importante avec 280 parcelles) et du succès de la 1ère unité déjà installée.
Les travaux de terrassement pourront être réalisés par les jardiniers volontaires avec l'aide du Centre Technique Municipal afin de réduire les coûts et dans une démarche participative.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Les Ulis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose d'un SANILIGHT PMR	19 720	Subvention Région Île-de-France	10 000
Génie civil pour mise en place du bloc sanitaire	2 860	Subvention communale	2 860
		Fonds propres	9 720
TOTAL	**22 580**	**TOTAL**	**22 580**

DOSSIER N° 20013075 - L'Ecole du Compostage

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	30 900 € HT	32,4 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION INSTANT CULTURE
Adresse administrative : 76 Rue Riquet 75018 Paris
Statut juridique : Association
Représentant : Rémy Martinez, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Dans le but de favoriser le développement de l'agriculture et de la végétalisation en ville, le projet vise à créer un équipement innovant : la pépinière de quartier, dédiée à la production écologique de jeunes plants, au partage de connaissances et à la réinsertion sociale et professionnelle de publics fragiles. Le projet global sera constitué d'un site micro industriel de compostage de déchet alimentaire, de panneaux pédagogiques, d'une serre de multiplication des végétaux ainsi que de buttes et bacs de culture (ce dernier élément faisant l'objet de la demande de financement).
Porté par trois partenaires, le projet s'appuie sur la mise à disposition par l'Etablissement public foncier d'Île-de-France, d'un terrain de 2000m2, au coeur de Pantin.
Les porteurs de projet sont :
- Instant Culture, un groupement d'entrepreneurs dont la mission principale est la création de jardins comestibles conçus de façon à pouvoir organiser des ateliers pédagogiques.
- Les Alchimistes, Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS), spécialisée dans la collecte et le compostage des déchets alimentaires en circuit court et en milieu urbain.
- Pépins Production, association qui a pour mission de permettre à chacun de vivre dans « un environnement sain et un climat social stimulant, au contact du végétal ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Pantin

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux aménagement du site	14 800	Subvention Région Île-de-France	10 000
Bacs de culture	5 000	Fonds propres	20 900
Panneaux pédagogiques	3 000		
Végétaux	8 100		
TOTAL	**30 900**	**TOTAL**	**30 900**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013270 - Projet de transition énergétique par l'achat un véhicule électrique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 700 € HT	85,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : G.M.V.
Adresse administrative : 25 RUE DE LA CROIX BOISSEE 91890 VIDELLES
Statut juridique : Entreprise
Représentant : GINO CLEMENT BERTOL, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/01/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à réduire le bilan carbone de la société par l'acquisition d'un véhicule propre. En effet, dans le cadre du fonctionnement de la société, les trajets font l'objet d'une planification et d'une organisation stricte. Un planning organisationnel chargé d'optimiser et de mutualiser les missions en fonction de leur localisation fait l'objet d'une étude hebdomadaire. Ces opérations permettent d'être plus efficient dans les déplacements. Toutefois, une volonté forte d'aller plus loin dans cette démarche s'est imposée à cette réflexion par l'envie de diminuer de manière drastique le bilan carbone de la société par l'acquisition d'un véhicule propre. Ainsi, le porteur de projet sollicite un financement régional pour cette acquisition.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Videlles

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat véhicule électrique occasion	10 100	Subvention Région Île-de-France	10 000
Pose prise de chargement	1 600	Déduction aide de l'Etat	600
		Fonds propres	1 100
TOTAL	**11 700**	**TOTAL**	**11 700**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013332 - Station de gonflage urbaine

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 200 € HT	70 %	2 240 €
	Montant total de la subvention		2 240 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA DIVISION LECLERC 78460 CHEVREUSE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Anne HERY-LE PALLEC, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/01/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Qu'ils soient pendulaires ou touristiques, les déplacements à vélo se développent dans la vallée de Chevreuse. Cependant, les stations de gonflage des stations services sont souvent éloignées des centres ville et les usagers occasionnels ne sont pas toujours équipés de pompe individuelle.
Le projet vise ainsi à créer une station de gonflage vélo à énergie musculaire dans le centre-ville de Chevreuse, afin que celle-ci soit accessible à un maximum d'usagers et afin de contribuer au développement de l'écomobilité cycliste touristique dans la vallée.

Localisation géographique :
- EPCI Haute Vallée de Chevreuse

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
2 altao pump	2 600	Subvention Région Île-de-France	2 240
Pose de 2 stations de gonflage	600	Fonds propres	960
TOTAL	**3 200**	**TOTAL**	**3 200**

DOSSIER N° 20013077 - Compacteur de déchets solaire et connecté

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 368 € HT	80 %	6 694 €
	Montant total de la subvention		6 694 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA DIVISION LECLERC 78460 CHEVREUSE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Anne HERY-LE PALLEC, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/01/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

A Chevreuse, les parcs et jardins sont très fréquentés tant par la population (sortie d'école, fin de semaine) que par les touristes qui viennent le week end découvrir la vallée de Chevreuse. La collecte des corbeilles de ville réalisée par les services techniques en semaine voit ses limites le week end où les poubelles du parc Jean Moulin débordent. Le projet vise à acquérir pour ce parc, une corbeille à déchets compactant jusqu'à cinq fois son volume de déchets, grâce à l'énergie solaire, augmentant ainsi considérablement la capacité de collecte et de stockage tout en mobilisant une source d'énergie renouvellable.

Localisation géographique :
- Chevreuse

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et pose corbeille big belly	8 368	Subvention Région Île-de-France	6 694
		Fonds propres	1 674
TOTAL	**8 368**	**TOTAL**	**8 368**

DOSSIER N° 20013078 - VALO MEGOT : Donner une deuxième vie aux mégots à Saint-Cloud

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 920 € HT	49,5 %	4 412 €
	Montant total de la subvention		4 412 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS OUEST LA DEFENSE
Adresse administrative : 88 RUE DU 8 MAI 1945 92000 NANTERRE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jacques KOSSOWSKI, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/08/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Ce projet de collecte et valorisation des mégots vise d'une part à rajouter des cendriers à des emplacements stratégiques sur la voie publique et près des lieux de passage ou de fixation (théâtre, cinéma, centre-ville, arrêt de tram, bars, commerces, entreprises…) mais aussi améliorer leur visibilité. La commune s'engage par ce projet à soutenir les filières innovantes du développement durable et de l'économie circulaire, qui pour la plupart d'entre elles sont encore jeunes sur le marché et méconnues du grand public. Pour accompagner ce projet, une grande campagne de sensibilisation visera à la fois à responsabiliser les fumeurs dans leurs gestes au quotidien, mais aussi à sensibiliser le public sur les conséquences méconnues des mégots jetés sur la voie publique. Cette campagne comprendra des vignettes géantes, un marquage au sol, une opération « clean up day » de sensibilisation, et pourra également être étendue aux écoles et au grand public. C'est la prestation de collecte et de valorisation et cette campagne de sensibilisation que le porteur de projet souhaite financer par une aide régionale.

Localisation géographique :
- Saint-Cloud

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Collecte et valorisation des mégots	8 920	Subvention Région Île-de-France	4 412
		Fonds propres	4 508
TOTAL	**8 920**	**TOTAL**	**8 920**

DOSSIER N° 20013189 - Aménagement, développement, animation du jardin partagé L'îlot Léon

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 647 € HT	84,9 %	2 247 €
	Montant total de la subvention		2 247 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ILOT LEON
Adresse administrative : 6 RUE DU SOLEIL 75020 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Axel TASCIYAN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet d'aménagement consiste à poursuivre l'aménagement d'un jardin partagé (l'îlot Léon) à Paris 20ème, avec les habitants, notamment en poursuivant la réalisation du plessis tressé d'osier, en installant de jeunes plants en partenariat avec Pépins production et en construisant deux pergolas en bois de récupération avec Extramuros Association (menuiserie écologique, solidaire et sociale).
Les plessis sont faits par les adhérents sur place avec piquets/osier achetés. Grâce à du tissu géotextile et à un mélange terre/sable/terreau sur 20 cm pour affleurer la surface de la parcelle derrière l'osier vivant, des surfaces utiles de plantation peuvent ainsi être récupérées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat plessis	447	Subvention Région Île-de-France	2 247
Pergola	1 500	Fonds propres	400
Plants et graines	300		
Matériel divers	400		
TOTAL	**2 647**	**TOTAL**	**2 647**

DOSSIER N° 20013334 - Leasibike/ Leasing de vélos électriques pour les entreprises

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 879 € HT	72 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETHIC IT
Adresse administrative : 32 BD DU PORT 95000 CERGY
Statut juridique : Entreprise
Représentant : FRAZ-KLER KHALID, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à accompagner les entreprises présentes sur le Val d'Oise et potentiellement les Hauts-de-Seine dans une transition vers des modes de transport plus écologiques, par le leasing de vélos électriques en collaboration avec le partenaire ETHIC IT situé à Cergy, dans le cadre du développement d'un site internet et d'une application mobile. Les vélos seront achetés auprès de VanMoof et Cowboy spécialistes reconnus dans la fabrication de vélos électriques. Leasibike aura la charge de réaliser les réparations et l'entretien des vélos. Les interventions seront réalisées via le partenaire Cyclofix et son réseau de réparateurs indépendants agréés par les fabricants de vélos électriques. Dans ce cadre, le porteur de projet sollicite un financement pour l'acquisition de vélos électriques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 3 vélos test	5 546	Subvention Région Île-de-France	10 000
Création site internet	8 333	Fonds propres	3 879
TOTAL	**13 879**	**TOTAL**	**13 879**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013191 - Installation d'un rucher à Chevreuse

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	770 € HT	70 %	539 €
	Montant total de la subvention		539 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA DIVISION LECLERC 78460 CHEVREUSE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Anne HERY - LE PALLEC, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à l'installationde 5 ruches et d'une ruchette pédagogique sur un terrain communal de Chevreuse. Il permettra de participer au développement de l'activité d'un jeune apiculteur local, de favoriser le maintien de ces insectes indispensables au bon fonctionnement de l'écosystème par la pollinisation d'espèce végétales comestibles et de sensibiliser la population.

Localisation géographique :
- Chevreuse

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat 5 ruches	670	Subvention Région Île-de-France	539
Ruchette d'observation	100	Fonds propres	231
TOTAL	**770**	**TOTAL**	**770**

DOSSIER N° 20013192 - Retour sur terre : un jardin pédagogique et zéro déchet

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 840 € HT	100 %	9 840 €
	Montant total de la subvention		9 840 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DU ZERO DECHET
Adresse administrative : 1 passage Emma Calvé 75012 Paris
Statut juridique : Association
Représentant : Flore BERLINGEN, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/05/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet du jardin pédagogique et participatif "Retour sur terre" est un espace végétalisé de 160m2 dédié à la démarche zéro déchet, zéro gaspillage au jardin, hébergé par l'association La Maison du Zéro Déchet, située au sein de la Caserne de Reuilly dans le 12e arrondissement de Paris. Ouvert au grand public, ce jardin sera un espace convivial, participatif et pédagogique autour de la récupération au jardin et du compostage. Cet espace végétal permettra également de créer une oasis de fraîcheur en ville, indispensable dans un contexte de réchauffement climatique. On y trouvera également un composteur pour des démonstrations et un point d'apport volontaire de biodéchets pour les habitant-e-s du quartier. Toutes les cultures en bac seront conduites dans le respect des principes de la permaculture. Les espèces/essences envisagées seront pérennes, vivaces, rustiques (pour plus de résistance aux aléas climatiques et pour faciliter la maintenance du projet). Au-delà de la végétalisation d'un espace aujourd'hui bétonné, ce projet d'agriculture urbaine aura une dimension pédagogique visant à rapprocher les enfants de la culture de végétaux et une vocation à créer du lien social. Dans ce cadre, le porteur de projet sollicite un financement régional pour l'achat de matériel d'aménagement du jardin (bacs, pots, composteur), de matière végétale et de culture (terreau, graines, plantes, semences) et de matériel de jardinage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat bacs, pots, composteur	4 285	Subvention Région Île-de-France	9 840
Achat terreau, graines, plantes, semences	4 035		
Achat matériel de jardinage	1 520		
TOTAL	**9 840**	**TOTAL**	**9 840**

DOSSIER N° 20013193 - Des cours d'écoles végétalisées pour les élèves de Villepreux et la planète

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	27 309 € HT	36,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPREUX
Adresse administrative : PL MENDES FRANCE 78450 VILLEPREUX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-Baptiste HAMONIC, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Les cours d'écoles sont aujourd'hui majoritairement minérales avec peu ou pas de végétal. Les conséquences : absence de contacts avec la nature et le végétal pour les enfants dans l'espace de l'école et difficultés majeurs d'utilisation des cours de récréation en période de fortes chaleurs. Le projet vise donc à végétaliser des cours d'écoles en enlevant une partie du revêtement bitume et en plantant des arbres d'essences locales afin d'en faire des îlots de fraicheur.
Ce sera l'occasion également d'installer des hôtels à insectes fabriqués par les enfants et de faire du jardin un support pour conduire des activités d'éducation à l'environnement. Ce projet est une des actions de la Ville conduites en matière de développement durable. L'engagement de la commune pour la protection de la biodiversité a été reconnue « Territoire engagé pour la nature » par le jury de la Région Ile-de-France en juin 2019, lors des 9èmes assises nationales de la biodiversité. Villepreux a également été la 1ère ville des Yvelines signataire de la charte "ville et territoire sans perturbateurs endocriniens".

Localisation géographique :
- Villepreux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Retrait des enrobés et création de fosses en pleine terre - école et accueil de loisirs Jean de La Fontaine	4 440	Subvention Région Île-de-France	10 000
Plantations école et accueil de loisirs Jean de la Fontaine	5 580	Fonds propres	17 309
Retrait des enrobés et création de fosses en pleine terre - écoles et accueils de loisirs Gérard Philipe-Prieuré	2 590		
Plantations écoles et accueils de loisirs Gérard Philipe-Prieuré	3 415		
Retrait des enrobés et création de fosses en pleine terre - école et accueil de loisirs Val Joyeux	2 220		
Plantations école et accueil de loisirs Val Joyeux	4 605		
Mobiliers d'accompagnement (bancs)	4 459		
TOTAL	**27 309**	**TOTAL**	**27 309**

DOSSIER N° 20013194 - Nichoir pour mésange

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 180 € HT	70 %	826 €
	Montant total de la subvention		826 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA DIVISION LECLERC 78460 CHEVREUSE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Anne HERY - LE PALLEC, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Afin de lutter de manière respectueuse de l'environnement, contre les chenilles processionnaires qui ont un caractère invasif, la ville de Chevreuse souhaite installer des nichoirs pour les mésanges, celles-ci étant des prédateurs importants de ces insectes qui peuvent avoir des incidences sanitaires sur les humains et les animaux domestiques.

Localisation géographique :

- Chevreuse

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
50 kits de construction de nichoirs	1 180	Subvention Région Île-de-France	826
		Fonds propres	354
TOTAL	**1 180**	**TOTAL**	**1 180**

DOSSIER N° 20013000 - De la graine à l'assiette porté par un collectif

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 000 € HT	100 %	8 000 €
	Montant total de la subvention		8 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMOGEN
Adresse administrative : 5 RUE CLAUDE MATRAT 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut juridique : Entreprise
Représentant : ISABELLE PERRIAULT OUTREBON, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Avec un budget raisonné et des expériences éco-responsables récemment réussies, un collectif de citoyens franciliens - passionnés par le terroir - s'engage à créer des instants de partage autour de la valorisation des fruits et légumes de saison, en lien avec les principes de déconsommation et de permaculture. Trois ateliers inclusifs sont ainsi proposés : le premier atelier consiste à créer des ateliers de jardinage collectif, le deuxième vise à la découverte de produits fabriqués localement par des agriculteurs à partir de produits bruts de la région, et le troisième tend à magnifier fleurs, fruits et légumes de saison. Dans ce cadre, le porteur de projet sollicite un financement pour l'équipement d'une micro ferme, d'une « épicerie fertile » et d'une coopérative.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Equipement micro-ferme	2 500	Subvention Région Île-de-France	8 000
Tricycle pour « épicerie fertile »	2 500		
La coop'ette (algéco équipé)	3 000		
TOTAL	**8 000**	**TOTAL**	**8 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013001 - Aider les résidentes à cuisiner différemment pour prendre soin de leur santé

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	831 € HT	100 %	831 €
	Montant total de la subvention		831 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITES CARITAS
Adresse administrative : 72 RUE ORFILA 75020 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Jean-François DESCLAUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le centre d'hébergement d'urgence Chrysalide accueille toute l'année 40 femmes orientées par le 115 et/ou le SIAO (service intégré de l'accueil et de l'orientation) et est un dispositif d'accueil, d'hébergement, d'insertion et d'accès au logement des personnes sans abri, risquant de l'être ou mal logées. Le projet repose sur un accompagnement assuré par l'équipe du centre pour améliorer l'alimentation des personnes avec la mise en place d'un atelier cuisine une fois par mois, animé par une diététicienne et l'ouverture du centre sur le quartier en invitant les commerçants et les voisins à venir partager un repas préparé par les résidentes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris 10

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de matériel et ustensiles de cuisine	397,00 €	Subvention Région Île-de-France	831,00 €
Achat de vaisselle	434,00 €		
TOTAL	**831,00 €**	**TOTAL**	**831,00 €**

DOSSIER N° 20013195 - Promenade écologique et valorisation de la biodiversité locale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 000 € HT	33,3 %	1 000 €
	Montant total de la subvention		1 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAEPEGAEY GUILLAUME PHILIPPE PIERRE (LA FONTAINE DU DY ECUELLES)
Adresse administrative : Ferme La Fontaine du Dy 77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
Statut juridique : Entreprise
Représentant : GUILLAUME PAEPEGAEY

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à valoriser un espace naturel et touristique, et à protéger la biodiversité, avec pour cible les touristes séjournant dans l'établissement du porteur de projet, labellisé Gîtes de France, Tourisme et Handicap et Refuge LPO, ainsi que les scolaires et les familles. Pour ce faire, il s'agit de communiquer (mise en place de panneaux pédagogiques) et de mettre en place des ateliers participatifs liés à l'écologie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Moret-Loing-et-Orvanne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Panneaux pédagogiques	1 000	Subvention Région Île-de-France	1 000
Aménagement du parcours pédagogique	2 000	Fonds propres	2 000
TOTAL	**3 000**	**TOTAL**	**3 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013002 - CEPAGES

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 909-93-204141-193001-1700
Action : 19300109 – Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 124 € HT	70 %	2 887 €
	Montant total de la subvention		2 887 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OBSONVILLE
Adresse administrative : 2 place du Centre 77890 OBSONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Hélène BRIDET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif du projet est de présenter des cépages rares locaux pour soutenir les vignerons qui tentent de maintenir des cépages anciens, sur des treilles formées en plessis tressés de feuillards de châtaignier, adossées au mur de clôture de la Mairie. L'idée est à la fois d'interpeler sur la perte de diversité des vignobles et de végétaliser les murs de clôture de la Mairie. Il s'agit donc de purger les pieds de murs des enrobés dégradés, cailloux et gravats puis de faire un apport de terre saine locale de type argilo-calcaire et légèrement pierreux car adapté à la culture de la Vigne. Il s'agit également de fixer les treilles et de planter les pieds de vignes cépages anciens : chasselas de Thomery - Pineau d'Aunis - Baco noir. Dans ce cadre, le porteur de projet sollicite un financement pour des travaux de purge des pieds de murs, un apport de terre végétale, et la fourniture et la plantation sur treille des pieds de vignes anciens.

Localisation géographique :
- Seine-et-Marne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux de purge des pieds de murs et apport de terre végétale	1 895	Subvention Région Île-de-France	2 887
Fourniture et plantation sur treille des pieds de vignes anciens	1 869	Co-financement population Obsonvilloise	260
Achat des pieds de vignes anciens	260	Fonds propres	977
Mise en place du Much	100		
TOTAL	**4 124**	**TOTAL**	**4 124**

DOSSIER N° 20013080 - Poubelles enterrées et tri sélectif

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 000 € HT	76,9 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GREZ SUR LOING
Adresse administrative : 86 Rue Wilson 77880 GREZ-SUR-LOING
Statut juridique : Organisme public
Représentant : JACQUES BEDOSSA, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à enterrer des poubelles et instaurer un tri sélectif aux abords du pré du Loing. En effet, la fréquentation du village de Grez-sur-Loing et des bords du Loing est en hausse. Cela pose un problème sur tous les sites de la municipalité avec une saturation des poubelles qui débordent, entraînant une dégradation de l'environnement et une pollution par les déchets, et donc un besoin de ramassage d'ordures ménagères croissant aux abords des étangs. La mairie de Grez-sur-Loing déploie ainsi de nouveaux efforts pour réguler le tourisme et endiguer les incivilités de certains visiteurs La solution a été étudiée par l'équipe municipale avec le SMETOM de la Vallée du Loing (Syndicat Mixte pour l'enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères) qui préconise la mise en place de 4 poubelles enterrées de grande capacité (5 m3) (2 pour les ordures ménagères, une pour les plastiques et cartons, une pour le verre). Cette solution nécessite la réalisation des cuves enterrées, et les conteneurs adaptés. La fourniture des colonnes, l'installation, la communication, la collecte, les opérations de lavage-désinfection, maintenance préventive et curative sont prises en charge à 100 % par le SMETOM. Reste à charge pour la commune de Grez-sur-Loing les travaux de terrassement: terrassement pour 4 colonnes en ligne de 5 m3 : blindage et sécurisation de la fouille, réalisation d'une semelle de propreté en sablon de 15 cm, remblaiement autour des colonnes en sablon, fourniture et pose de bordurette en périphérie des colonnes, finition en béton balayé, et évacuation de la terre excédentaire de terrassement.

Localisation géographique :
- Grez-sur-Loing

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Terrassement pour 4 poubelles enterrées en ligne	13 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Fourniture et installation des conteneurs enterrés	21 919	Smetom	21 919
		Fonds propres	3 000
TOTAL	**34 919**	**TOTAL**	**34 919**

DOSSIER N° 20013081 - Prévention et réduction des mégots au sol sur la ville de Brétigny sur orge

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	20 202 € HT	49,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE
Adresse administrative : 44 Rue de la Mairie 91220 Brétigny-sur-Orge
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Nicolas MEARY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Dans une optique de réduction des déchets et de propreté urbaine, la commune de Brétigny-sur-Orge souhaite installer des cendriers sur pied ou muraux aux endroits stratégiques de la ville et valoriser la collecte de ces déchets afin qu'ils ne partent pas aux ordures ménagères mais qu'ils puissent être transformés en objet de sport en plastique par exemple et avoir l'occasion de leur donner une deuxième vie. des actions de sensibilisation au respect de l'environnement seront également menées.

Localisation géographique :
- Brétigny-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de cendriers fixes écomégot	17 712	Subvention Région Île-de-France	10 000
Pochoirs marquage au sol	2 490	Fonds propres	10 202
TOTAL	**20 202**	**TOTAL**	**20 202**

DOSSIER N° 20013338 - Offre de stationnement sécurisé : des vélobox à Issy

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	23 700 € HT	40 %	9 480 €
	Montant total de la subvention		9 480 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEUX SE DEPLACER A BICYCLETTE
Adresse administrative : 37 BD BOURDON 75004 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Alexis FREMEAUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le stationnement et le risque de vol ou de dégradation des vélos étant deux freins majeurs à l'usage du vélo, le projet vise à implanter 2 abris vélos sécurisés (5 à 6 vélos par box) dans chacun des 4 quartiers d'Issy-les-Moulineaux, soit un total de 8 vélobox.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Issy-les-Moulineaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 4 abris de stationnement pour 5 vélos	23 700	Subvention Région Île-de-France	9 480
		Aide du programme ALVEOLE	14 220
TOTAL	**23 700**	**TOTAL**	**23 700**

DOSSIER N° 20013004 - Ouverture d'un marché local et bio à Grez sur loing

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 909-93-204142-193001-1700
Action : 19300109 – Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 218 € HT	80 %	5 774 €
	Montant total de la subvention		5 774 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GREZ SUR LOING
Adresse administrative : 86 Rue Wilson 77880 GREZ-SUR-LOING
Statut juridique : Organisme public
Représentant : JACQUES BEDOSSA, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/11/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Aujourd'hui le village de Grez-sur-Loing attire les touristes et visiteurs du weekend sur ses jardins municipaux des deux côtés du Loing, reliés par le pont médiéval. Le village est néanmoins d'une taille modeste en nombre d'habitants - 1432 au dernier recensement, et, comme bien des villages en France, il a vu décroître le nombre de ses commerces de bouche au cours des 30 dernières années, au profit des grandes surfaces des environs. Aujourd'hui ses commerces de bouche sont au nombre de 3 : un boulanger, une épicerie/ petite surface d'alimentation, et un café restaurant. La nouvelle équipe municipale en place a pris des engagements forts pour dynamiser le commerce et pour engager le village dans une démarche éco-responsable. Le projet vise donc à mettre en œuvre un marché local et bio hebdomadaire à Grez-sur-Loing. Celui-ci aura pour objectif de répondre à une demande de commerces alimentaires diversifiés, de privilégier les circuits courts, locaux et bio ou en agriculture raisonnée, et de créer un espace de convivialité et de rencontres entre villageois du secteur géographique. Dans ce cadre, la commune sollicite un financement pour l'achat de l'équipement électrique nécessaire à l'alimentation des commerces et stands de ce marché. Les besoins ont été recensés commerçant par commerçant pour rationaliser la consommation énergétique, l'installation prévue sera raisonnée de manière à ajuster la capacité électrique à la consommation pour une efficience énergétique.

Localisation géographique :
- Grez-sur-Loing

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
INSTALLATION ELECTRIQUE POUR ACCUEIL COMMERCANTS MARCHE BIO GREZ	7 218	Subvention Région Île-de-France	5 774
		Fonds propres	1 444
TOTAL	**7 218**	**TOTAL**	**7 218**

DOSSIER N° 20013339 - Achat de 20 vélos à assistance électrique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	30 000 € HT	33,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT 92151 SURESNES CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Guillaume BOUDY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La Ville de Suresnes mène depuis près de 10 ans une politique innovante en faveur de la pratique du vélo (mise en place d'un schéma directeur cyclable, déploiement des circulations cyclables dans les rues à sens unique, aide à l'achat de vélo à assistance électrique pour les particuliers, permis vélo dans les écoles de la Ville...). La Ville a créé en 2020 de nouveaux itinéraires cyclables et installera prochainement 200 arceaux de stationnement maillés sur l'ensemble du territoire. Dans le cadre de la révision de son plan mobilité, la Ville souhaite mettre à la disposition de ses agents 20 vélos à assistance électrique (VAE) en complément des 6 existants. L'usage du VAE s'impose en effet compte-tenu des fortes déclivités qui caractérisent le territoire suresnois. Cette acquisition permettra en contrepartie de réduire le nombre de voitures au sein du parc de la ville. Ces vélos pourront ainsi être utilisés pour les déplacements domicile-travail. Dans ce cadre, la commune sollicite un financement pour l'acquisition de ces 20 vélos à assistance électrique.

Localisation géographique :

- Suresnes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 20 vélos à assistance électrique	30 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Subvention Métropole du Grand Paris (sollicitée)	11 000
		Fonds Propres	9 000
TOTAL	**30 000**	**TOTAL**	**30 000**

DOSSIER N° 20013341 - Acquisition et installation de supports à cycles

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 689 € HT	70 %	1 882 €
	Montant total de la subvention		1 882 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 2 PL DE L'HOTEL DE VILLE 91150 ETAMPES
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Franck MARLIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à développer la mobilité douce sur le territoire d'Etampes afin de limiter les véhicules à moteur, et de contribuer ainsi à l'effort de réduction de la pollution atmosphérique et sonore et à la santé publique. Il s'agit d'une volonté forte de la nouvelle équipe municipale de la commune d'Etampes. Afin d'inciter les Etampois à recourir au vélo pour leurs déplacements vers des structures municipales ou autres sites, la municipalité souhaite installer des garages à vélos à proximité de ses équipements municipaux, facilitant ainsi le stationnement des vélos en toute sécurité. L'objectif étant de créer un maillage sur l'ensemble du territoire municipal, les implantations proposées permettront d'atteindre cet objectif de couverture de l'ensemble des polarités municipales. Dans ce cadre, la commune d'Etampes sollicite un financement pour l'achat de 15 appuis cycles.

Localisation géographique :
- Etampes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
15 appuis cycles	2 472	Subvention Région Île-de-France	1 882
Mise en peinture vert sapin	217	Fonds propres	807
TOTAL	**2 689**	**TOTAL**	**2 689**

DOSSIER N° 20013005 - Epicerie associative et participative

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193001-1700
Action : 19300109 – Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 232 € HT	100 %	5 232 €
	Montant total de la subvention		5 232 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPI DES MARAIS
Adresse administrative : 3 rue du Général Leclerc, 91540 MENNECY
Statut juridique : Association
Représentant : Stéphane LACKNER, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 24/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association fait partie du réseau EPI (Essonne) dont le principe repose sur la participation de chaque adhérent à raison de 2h/mois au fonctionnement de l'épicerie. Les adhérents participent pleinement à la gestion de l'épicerie (ouverture de l'épicerie, gestion des approvisionnements, organisation événements ponctuels). L'objectif est de s'approvisionner autant que possible en circuit court. Le financement régional est sollicité pour aménager le local (matériel pour le stockage des produits, la vente ainsi que les équipements multimédia pour organiser les conférences et ateliers. Les objectifs du projet sont :
- Le soutien aux petits producteurs locaux
- La consommation de produits alimentaires sains et le plus possibles Bio
- L'implication citoyenne dans un respect de valeurs bienveillantes (écoute, entre-aide)
- Le développement du lien social et intergénérationnel
- Le développement de bonnes pratiques favorisant l'utilisation de produits plus écologiques et la réduction d'une consommation superflue (atelier de réparation d'outillages, etc.).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Déshumidificateur cave	149	Subvention Région Île-de-France	5 232
3 radiateurs économes	773		
Etagères pour mise en rayon	844		
Vitrine réfrigérée	1 174		
Aménagements bars	1 456		
Matériel multimédia pour projection ateliers conférence	836		
TOTAL	**5 232**	**TOTAL**	**5 232**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013208 - Aménagement de jardins participatifs

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	27 000 € HT	37 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TAVERNY
Adresse administrative : 2 PL CHARLES DE GAULLE 95150 TAVERNY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Florence PORTELLI, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 20/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à offrir aux tabernaciennes et aux tabernaciens la possibilité de cultiver leurs propres légumes dans des bacs, pour toutes tranches d'âges et pour des personnes ayant des difficultés pour se baisser. Pour ce faire, la Commune de Taverny sollicite un financement pour l'achat d'une dalle de béton pour la réception des jardinières, et pour la fourniture et la pose de deux bacs à jardinage.

Localisation géographique :

- Taverny

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Dalle béton pour réception des jardinières	22 000,00 €	Subvention Région Île-de-France	10 000,00 €
Fourniture et pose de 2 bacs	5 000,00 €	Fonds propres	17 000,00 €
TOTAL	**27 000,00 €**	**TOTAL**	**27 000,00 €**

DOSSIER N° 20013211 - Nature en ville : offrir le gîte et le couvert en vallée de l'Orge

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204151-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 000 € HT	66,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DE L'ORGE, DE LA REMARDE ET DE LA PREDECELLE (SYORP)
Adresse administrative : 163 RTE DE FLEURY 91170 VIRY-CHATILLON
Statut juridique : Organisme public
Représentant : François CHOLLEY, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/01/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le Syndicat de l'Orge propose de développer l'installation de gites à chauve-souris et de nichoirs à oiseaux, en milieu urbain ou péri-urbain, là où les zones d'accueil pour ces espèces se font rares. Il s'agit de poser ces gites et nichoirs sur plusieurs bâtiments du Syndicat de l'Orge (bureaux, ateliers, postes de relevage d'assainissement,…) disséminés au sein de la vallée. Ces installations permettront de favoriser la nidification des oiseaux des jardins, hirondelles ou autres martinets et le retour en ville des chauves-souris. A noter que ces espèces friandes d'insectes, sont particulièrement utiles, notamment dans la lutte contre la prolifération des moustiques. L'objectif poursuivi est la préservation et la réintroduction de la nature en ville en offrant des sites d'accueil qui ont peu à peu disparus au gré du développement urbain. La restauration des équilibres écologiques est non seulement favorable aux écosystèmes (faune/flore) mais également aux "services rendus par la nature" permettant une meilleure cohabitation de l'Homme et la Nature. La mise en place de ces gîtes et nichoirs sera réalisée par les agents du Syndicat de l'Orge. Dans ce cadre, le porteur de projet sollicite un financement pour l'achat des nichoirs à oiseaux et des gîtes à chauves-souris, et pour financer les frais d'installation de ces équipements.

Localisation géographique :
- EPT12 (ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat nichoirs à oiseaux et gîtes à chauve-souris et installation	15 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	5 000
TOTAL	**15 000**	**TOTAL**	**15 000**

DOSSIER N° 20013212 - Ma rue est un jardin

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9250 € HT	70 %	6 475 €
	Montant total de la subvention		6 475 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEMOISSON SUR ORGE
Adresse administrative : 22 RUE DU GRAND ORME 91360 VILLEMOISSON-SUR-ORGE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : François CHOLLEY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 27/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif du projet est d'une part d'implanter en pleine ville des pelouses fleuries zéro pesticide favorables aux abeilles, à tous les insectes pollinisateurs, aux insectes auxiliaires (coccinelles..), et aux papillons, tous aujourd'hui en déclin, en leur offrant refuge et nourriture. D'autre part, l'objectif est de créer un support pédagogique pour sensibiliser le grand public et les enfants au rôle indispensable des pollinisateurs en ville. Ce projet s'inscrit dans une démarche renforcée de gestion différenciée des espaces verts communaux, avec les parcs et les bois, en cours de réflexion. Les services techniques de la commune vont retourner la terre à l'aide d'un motoculteur, amener vingt centimètres de terre végétale et un amendement organique bio, semer les différentes fleurs mellifères aux potentiels nectarifères et pollinifères, et mettre en place les panneaux pédagogiques.

Localisation géographique :
- Villemoisson-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en euros HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en euros)
Achat motoculteur	2400	Subvention Région Île-de-France	6475
Achat terre végétale	3600	Fonds propres	2775
Achat amendement bio	2400		
Achat 5 kg graines mellifères	400		
Achat panneaux pédagogiques	450		
Total	**9250**	**Total**	**9250**

DOSSIER N° 20013215 - Faire de notre cimetière un havre de verdure

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 045 € HT	70 %	5 632 €
	Montant total de la subvention		5 632 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEMOISSON SUR ORGE
Adresse administrative : 22 RUE DU GRAND ORME 91360 VILLEMOISSON-SUR-ORGE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : François CHOLLEY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/05/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif du projet est de faire du cimetière communal de Villemoisson sur Orge un véritable espace vert zéro pesticide, avec des allées engazonnées, des fleurs inter tombales et en pied de mur. Avec les arbustes et les arbres déjà présents, le cimetière pourra permettre d'accueillir la faune et la flore et ainsi participer à l'enrichissement de la biodiversité au centre de la ville. En pratique, le porteur de projet fera appel à un établissement et service d'aide par le travail - ESAT pour préparer les allées, enlever les gravillons et les dalles de béton. Les services techniques herseront ensuite la terre, y amèneront 10 centimètres de terre végétale et un amendement organique bio. Ils enherberont ensuite le sol avec un mélange de graines plus spécifiques aux cimetières et sèmeront les fleurs inter tombales et en pied de mur. Ils installeront un hôtel à insectes construit par les enfants de la commune et mettront en place les panneaux de communication. Aussi, le porteur de projet sollicite une subvention pour le financement de deux panneaux d'information, du matériel et des matières premières nécessaires à la réalisation du projet.

Localisation géographique :
- Villemoisson-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en euros HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en euros)
Achat terre végétale	3 000	Subvention Région Île-de-France	5 632
Achat amendement bio	4 000	Fonds propres	2 414
Achat 35 kg graines gazon	400		
Achat 1 kg graines fleurs intertombales	125		
Achat 1,5 kg graines pied de mur	220		
Achat 1 hôtel à insectes	100		
Achat 2 panneaux d'information	200		
Total	**8 045**	**Total**	**8 045**

DOSSIER N° 20013216 - Une union - un arbre

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 000 € HT	70 %	2 800 €
	Montant total de la subvention		2 800 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEMOISSON SUR ORGE
Adresse administrative : 22 RUE DU GRAND ORME 91360 VILLEMOISSON-SUR-ORGE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : François CHOLLEY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif du projet est de réaliser une allée ombragée au Parc Lussiana (ancienne friche industrielle recouverte de pelouse), espace vert en partie dédié aux enfants, autour de la crèche et des jeux extérieurs, afin de créer un îlot de fraîcheur et d'apporter de la biodiversité arborée en plein cœur de ville. Cette allée s'appellera "l'allée des amoureux". Toutes les familles avec de jeunes enfants et tous les promeneurs de la ville sont concernés. Les services techniques de la commune de Villemoisson sur Orge planteront un arbre à chaque mariage au sein de la commune. La commune sélectionnera des arbres majestueux, locaux, aux essences diversifiées, et non allergisants, de type orme, chêne, hêtre.. Le financement régional porte sur l'achat d'une vingtaine d'arbres sur une année.

Localisation géographique :
- Villemoisson-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en euros HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en euros)
Achat 20 arbres	4 000	Subvention Région Île-de-France	2 800
		Fonds propres	1 200
Total	**4 000**	**Total**	**4 000**

DOSSIER N° 20013292 - Equiper la ville de stationnements cyclables

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 193 € HT	70 %	7 835 €
	Montant total de la subvention		7 835 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 23/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 04/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Pour encourager les Pontoisiens à faire usage de leur vélo, la Ville de Pontoise souhaite équiper l'ensemble de ses quartiers. Actuellement, seule une quinzaine de sites dispose de bornes de stationnement cyclable. Forte des pistes cyclables déjà existantes sur son territoire, la Ville souhaite proposer des parcs de stationnement cyclable aux abords immédiats des équipements tels que les écoles, collèges et lycées, et des centres commerciaux et des grandes surfaces, mais aussi en centre-ville, près des commerces de proximité et des gares et stations de transports en commun. Ces parcs de stationnement vélo sont également envisagés à l'entrée des hôpitaux et près des parkings.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et pose de 100 supports vélo 2 places	11 193	Subvention Région Île-de-France	7 835
		Fonds propres	3 358
TOTAL	**11 193**	**TOTAL**	**11 193**

DOSSIER N° 20013032 - Achat d'un broyeur de végétaux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 900 € HT	77,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BERNAY VILBERT
Adresse administrative : 6 place du Buteau 77540 Bernay-Vilbert
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michel ROOSEN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/01/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Située dans le département de la Seine et Marne, la commune de BERNAY-VILBERT compte 854 habitants. Elle souhaite acheter un broyeur de végétaux, disponible gratuitement, pour chaque habitant afin de permettre de : gérer et recycler les déchets végétaux, réduire le volume des déchets (en général le volume est divisé par 10), lutter contre le brûlage à l'air libre (respect de l'interdiction), améliorer les troubles de voisinage (pas de nuisance olfactive), réduire le nombre de trajets en déchetterie (moins de pollution voiture), avoir une solution locale clés en mains (disponibilité communale), améliorer le compostage et le paillage (recyclage), gagner du temps (voyages déchetterie) et de l'argent (pas de prix de location), lutter contre les dépôts sauvages (encore trop présents dans nos campagnes), fédérer autour de l'entraide (gratuit pour tous). Une communication sera réalisée en direction de chaque habitant de la commune et des communes voisines sur les réseaux sociaux, le journal local et la radio locale.

Localisation géographique :
- Bernay-Vilbert

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
BROYEUR BUGNOT BVN 45	12 900	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	2 900
TOTAL	**12 900**	**TOTAL**	**12 900**

DOSSIER N° 20013251 - Ecologie locale et rurale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204142-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 048 € HT	70 %	6 333 €
	Montant total de la subvention		6 333 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY LA RIVIERE
Adresse administrative : Place de la paix 91690 Boissy-la-Rivière
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Dominique LEROUX, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise tout d'abord à remplacer des lampes et lanternes d'éclairage public par des modules à source LED, l'objectif étant d'atteindre 100% de LED sur la commune à terme.
Par ailleurs, la rivière Juine traverse la commune et certains ouvrages sont fragilisés par le temps. Un des ponts menace de s'effondrer et au regard de la sécurisation et de la préservation du cours d'eau, le projet propose de renforcer ce pont.

Localisation géographique :
- Boissy-la-Rivière

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Mise en LED éclairage public (Clercs)	1 968	Subvention Région Île-de-France	6 333
Mise en LED éclairage public (Nations)	3 280	Fonds propres	2 715
Sécurisation et réfection pont	3 800		
TOTAL	**9 048**	**TOTAL**	**9 048**

DOSSIER N° 20013293 - Atelier mobile de réparation vélo : Fontenay vélo mobile

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 150 € HT	87 %	1 000 €
	Montant total de la subvention		1 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONTENAY VELO
Adresse administrative : 16 Rue du RP Lucien Aubry 94120 Fontenay-Sous-Bois
Statut juridique : Association
Représentant : Patrick CONAN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 07/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 12/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à rendre mobile l'atelier d'auto-réparation basé sur le partage d'expérience et l'entraide, déjà existant mais actuellement dans un local peu accessible. Pour ce faire, l'association souhaite acheter une remorque dédiée, pour récupérer de vieux vélos afin de leur donner une nouvelle vie. Ce nouvel outil permettra d'offrir ce service aux citoyens des différents quartiers excentrés de Fontenay-sous-bois, voire des communes alentours non dotées d'atelier vélo. Les bénévoles animateurs de l'atelier de réparation se chargeront d'assurer les déplacement dans les quartiers grâce à cette remorque.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Fontenay-sous-bois

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Remorque sur mesure	750	Subvention Région Île-de-France	1 000
Travaux de personnalisation de la remorque et outils spécifiques	400	Fonds propres	150
TOTAL	**1 150**	**TOTAL**	**1 150**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013119 - Un jardin pour observer, pour agir et pour apprendre

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 053 € HT	70 %	2 837 €
	Montant total de la subvention		2 837 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPCUEIL
Adresse administrative : 4 rue Royale 91750 Champcueil
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Sandrine JACQUET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet consiste à accompagner les enseignants dans leurs projets pédagogiques, en mettant à leur disposition des carrés potagers, des hôtels à insectes (un par école) et des lombricomposteurs (un par école), la municipalité souhaite encourager et faciliter l'éducation au développement durable. Cet apprentissage permet aux plus jeunes d'appréhender la complexité du monde dans ses dimensions scientifiques, éthiques et civiques. Il fait partie des missions de l'école. Les enjeux sont multiples : satisfaire les besoins de chacun aujourd'hui (solidarité intra-générationnelle), vivre dans un environnement sûr et de qualité (assurer un développement humain durable), gérer et partager les ressources pour demain (solidarité inter-générationnelle, transmettre...), et produire et consommer autrement (faire des choix permettant la durabilité, réduire les déchets, les réutiliser, les recycler).

Localisation géographique :
- Champcueil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel pour création potagers, hôtels à insectes et lombricomposteurs	4 053 €	Subvention Région Île-de-France	2 837 €
		Fonds propres	1 216 €
TOTAL	**4 053 €**	**TOTAL**	**4 053 €**

DOSSIER N° 20013294 - Vélo Cargo pour les livraisons de Coop14

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 158 € HT	100 %	4 158 €
	Montant total de la subvention		4 158 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOP14 ASSOCIATION
Adresse administrative : 26 rue Friant 75014 Paris
Statut juridique : Association
Représentant : Xavier MORIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Coop14 est un supermarché coopératif qui porte les valeurs suivantes :
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation saine, de qualité et durable (producteurs issus d'exploitations situées dans un rayon de 250 km autour du magasin, majoritairement bio)
- Proposer des prix justes tout en rémunérant correctement le travail des producteurs et artisans
- Lutter contre le gaspillage alimentaire et le suremballage (large place faite au vrac)
- Créer un espace convivial permettant de renforcer la cohésion sociale du quartier. C'est un magasin participatif à but non lucratif géré par ses membres, qui assurent bénévolement les tâches nécessaires à son bon fonctionnement (tenir la caisse, réceptionner les livraisons, approvisionner les rayons, assurer les tâches administratives…) à raison de 3 h/mois. Ce modèle d'autogestion permet de pratiquer des prix raisonnables tout en rémunérant correctement les producteurs.

L'association souhaite proposer un service de livraison à domicile destiné principalement aux personnes âgées et à mobilité réduite ainsi qu'aux familles avec enfants en bas âge pour leur faciliter le quotidien. Les coopérateurs de Coop14 habitent majoritairement dans le sud du 14e arrondissement de Paris, mais aussi sur la commune voisine de Montrouge. Cette livraison à domicile s'effectuera via un vélo cargo.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris 14

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un vélo cargo	4 158	Subvention Région Île-de-France	4 158
TOTAL	**4 158**	**TOTAL**	**4 158**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013296 - Création d'un espace sécurisé pour vélos

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 000 € HT	66,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORMEILLES EN PARISIS
Adresse administrative : 3 Avenue Maurice Berteaux 95240 Cormeilles-en-Parisis
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Yannick BOEDEC, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La Ville de Cormeilles-en-Parisis souhaite développer et créer de nouveaux aménagements permettant les mobilités douces et propres vers les nombreux équipements éducatifs, sportifs et culturels et aussi vers le futur lycée prévu en 2022. Ainsi, le réseau de pistes cyclables existants sera étendu jusqu'à cette zone pour favoriser les échanges depuis le centre-ville et notamment la gare.
A cet effet, la Ville envisage de créer des espaces de stationnement sécurisés pour les vélos (vélos box). Il s'agit de box individuels fermés, utilisables comme une consigne. Ce système permet aux usagers de stationner leur vélo en toute quiétude.

Localisation géographique :
- Cormeilles-en-Parisis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat vélo-box pour 20 vélos	15 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	5 000
TOTAL	**15 000**	**TOTAL**	**15 000**

DOSSIER N° 20013037 - Installation de toilettes sèches PMR au Verger Pédagogique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204142-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 310 € HT	56,3 %	1 300 €
	Montant total de la subvention		1 300 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 26/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 27/10/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Dans le cadre de son projet d'aménagement d'un verger pédagogique de l'Hermitage, la Ville de Pontoise a fait l'acquisition de 3 500 m² de terrain en friche en pleine nature sur le quartier du Chou. Ce site a pour vocation de devenir un lieu de rencontre, de partage, de la culture écologique avec ses arbres fruitiers, un lieu de biodiversité. Trois ruches ont été installées faisant le bonheur des grands et petits. Afin de faciliter la vie de ses usagers, la Ville souhaite installer une toilette sèche PMR. La thématique du compost ainsi que la promotion de ce type d'équipements durables pourront être concrètement abordées.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose de toilettes sèches PMR	2 310	Subvention Région Île-de-France	1 300
		Fonds propres	1 010
TOTAL	**2 310**	**TOTAL**	**2 310**

DOSSIER N° 20013297 - 3 bornes de recharge pour véhicule électrique au parking Jaurès

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 908-824-204142-182006-200
Action : 18200601 – Aménagement de voirie communale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 844 € HT	63,1 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 18/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Face à l'augmentation des véhicules électriques, la Ville de Pontoise souhaite proposer un lieu de recharge à ces usagers. Ce service sera mis à disposition au parking Jean Jaurès, situé dans le centre-ville. Cet investissement vise à favoriser le développement de l'électromobilité et à accompagner les habitants et usagers dans le passage à la mobilité verte. Il est considéré également comme un atout de développement économique, offrant aux magasins et restaurants pontoisiens l'opportunité d'attirer de nouveaux clients et de fidéliser les clients en voiture électrique.
Trois bornes seront en libre-service. La Ville a opté pour un chargeur compatible avec tous les véhicules (type 1 et 2) et un système connecté permettant une charge sans manipulation, sans papier et sans contact (à l'exception de la prise à brancher).

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose de 3 bornes de recharge véhicules électriques	15 844	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	5 844
TOTAL	**15 844**	**TOTAL**	**15 844**

DOSSIER N° 20013120 - Continuer la végétalisation des espaces minéraux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 895 € HT	70 %	6 927 €
	Montant total de la subvention		6 927 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 09/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 11/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La rue de l'Hôtel de Ville est une rue commerçante au cœur du centre ancien. Elle relie la place de l'Hôtel de Ville aux places du Grand et Petit Martroy, et est jalonnée de terrasses ouvertes et de boutiques. La mise en place de jardinières permet de faire cohabiter les piétons et les véhicules en sécurité. Les plantations apportent de la fraicheur aux espaces minéraux et égayent la rue, en lui donnant un air provincial.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition de 9 jardinières	9 895	Subvention Région Île-de-France	6 927
		Fonds propres	2 969
TOTAL	**9 895**	**TOTAL**	**9 895**

DOSSIER N° 20013038 - Sécuriser la rue des balais et lutter contre les dépôts sauvages

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 273 € HT	80 %	8 218 €
	Montant total de la subvention		8 218 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 16/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 27/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La Ville de Pontoise fait de la lutte contre les dépôts sauvages l'une de ses priorités. A ce titre, elle souhaite équiper la rue des Balais d'une caméra de vidéo protection afin de rendre plus dissuasif ce geste d'incivilité, et rendre aussi plus sûre cette zone de passage en cœur de ville et à proximité de la cathédrale Saint-Maclou.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose d'une caméra	10 273	Subvention Région Île-de-France	8 218
		Fonds propres	2 055
TOTAL	**10 273**	**TOTAL**	**10 273**

DOSSIER N° 20013298 - Développer la responsabilité écologique du personnel communal par la mise à disposition de vélos électriques

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 663 € HT	70 %	6 064 €
	Montant total de la subvention		6 064 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 04/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La Ville de Pontoise applique son plan de mobilité douce aux agents de la commune. Elle souhaite équiper trois bâtiments communaux (l'Hôtel de ville, l'espace Larris-Maradas et l'espace Cordeliers) pour encourager l'utilisation du vélo par les agents communaux. En effet, certaines liaisons entre quartiers et équipements se font plus directement et plus rapidement à vélo. L'achat de 4 vélos électriques équipés d'accessoires permettra de proposer une alternative de transport écologique sur de courtes distances. La mise à disposition de vélos électriques sur les lieux de travail des agents communaux reflète la volonté affirmée d'accompagner cette transition. De plus, cette mutualisation rend accessible à tous cette pratique. En effet, le coût d'acquisition d'un vélo électrique peut être pour certains un véritable frein. Enfin, cette démarche représente aussi une façon responsable de consommer.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition de 4 vélos électriques	8 663	Subvention Région Île-de-France	6 064
		Fonds propres	2 599
TOTAL	**8 663**	**TOTAL**	**8 663**

DOSSIER N° 20013254 - Mise en place de panneaux de signalisation routière solaires

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 926 € HT	70 %	5 548 €
	Montant total de la subvention		5 548 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 19/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Dans la continuité de sa politique de mobilité douce et de renforcement de la sécurisation des usagers, la Ville de Pontoise souhaite se doter de panneaux de signalisation routière en led et solaires. Les panneaux de signalisation solaires sont autonomes, économiques et écologiques. Leur installation ne nécessite aucune tranchée pour raccorder l'alimentation électrique. Les avantages d'un tel dispositif sont nombreux : lumineux, il renforce par des leds tous les codes visuels du panneau traditionnel ; dynamique, il attire par des effets de clignotement le regard des usagers ; autonome, le panneau solaire fonctionne jour et nuit, sans alimentation secteur.
La Ville projette d'installer :
- un panneau de signalisation led,
- un radar routier mobile pédagogique sur panneaux solaires,
- un caisson led solaire « Attention école » pour compléter un panneau existant et le rendre solaire,
- un panneau de signalisation lumineuse flash « ENFANT », rue de l'Hermitage.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose de panneaux led et solaires	7 926	Subvention Région Île-de-France	5 548
		Fonds propres	2 378
TOTAL	**7 926**	**TOTAL**	**7 926**

DOSSIER N° 20013039 - Aménagement d'un espace collecte avec cache-conteneurs rue des Arquebusiers

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204142-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 390 € HT	78,3 %	5 000 €
	Montant total de la subvention		5 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 Rue Victor Hugo 95300 Pontoise
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANIE VON EUW, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 07/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 11/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Pour une meilleure intégration paysagère dans l'espace urbain des conteneurs, la Ville met en place, sur des zones de fortes densités, un espace conteneurs avec l'implantation de barrières cache-conteneurs.
Cet aménagement prévu rue des Arquebusiers, à proximité des quais de l'Oise, permettra de concentrer sur un même point l'ensemble des bacs ménagers et de délimiter l'espace dédié à la collecte, à l'identique des installations réalisées place des Moineaux et place Notre-Dame. La nuisance visuelle sera ainsi atténuée. Ce cache-conteneur permettra également de préserver ces derniers des dégradations causées par les intempéries, et donc de les conserver plus durablement.

Localisation géographique :
- Pontoise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose de cache conteneurs rue des Arquebusiers	6 390	Subvention Région Île-de-France	5 000
		Fonds propres	1 390
TOTAL	**6 390**	**TOTAL**	**6 390**

DOSSIER N° 20013299 - A Janvry, dès la maternelle, j'apprends à faire du vélo

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 708 € HT	100 %	3 708 €
	Montant total de la subvention		3 708 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATIVE SCOLAIRE
Adresse administrative : Rue des Genévriers 91640 JANVRY
Statut juridique : Association
Représentant : Sabine GICQUEL, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet a pour objectif d'apprendre aux enfants à se déplacer à vélo, afin que ce mode de transport soit acquis dès le plus jeune âge et que les enfants l'utilisent ensuite comme moyen de transport avec leurs parents pour venir à l'école et comme loisirs avec leurs familles ou amis. L'acquisition des tricycles et vélos ainsi que des équipements de sécurité et des panneaux de signalisation permettront d'apprendre aux enfants à se déplacer à vélo et d'apprendre à respecter les principaux panneaux de signalisation du code de la route. Cette action s'adresse plus particulièrement aux enfants de l'école maternelle à l'école élémentaire. Ces panneaux serviront également aux enfants plus grands qui viennent déjà sur des séances spécifiques suivre des cours de sécurité routière. Les enfants d'aujourd'hui sont les utilisateurs des moyens de transport de demain, leur apprendre dès a présents à faire du vélo dans de bonnes conditions favorisera leur choix de déplacement de demain.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- EPCI Pays de Limours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat lot 6 draisiennes, tricycles, trottinettes	604	Subvention Région Île-de-France	3 708
2 kits routiers	898		
Lot 3 passages piétons	464		
Ratelier mural	270		
Parking trottinettes et tricycles	411		
Panneaux de signalisation et aménagement "City"	1 061		
TOTAL	**3 708**	**TOTAL**	**3 708**

DOSSIER N° 20013041 - Sensi'Truck

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	21 000 € HT	47,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESSOURCES ET VOUS
Adresse administrative : 7 Rue de l'Eglise 78610 LE PERRAY-EN-YVELINES
Statut juridique : Association
Représentant : Stéphanie AVELLA

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 10/01/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association « Ressources et Vous » souhaite acquérir et aménager un camion de 20 m3 pour mener des actions relatives à la prévention des déchets, à leur tri et au réemploi dans le Sud Yvelines et en Eure-et-Loir.
Le Sensi'Truck proposera les activités suivantes :
- Collecte, pour récupérer tout type d'objet destiné au rebut
- Valorisation, en triant et réparant les objets donnés
- Réemploi, par la vente à bas prix des objets revalorisés
- Ateliers de réparation et de création (Repar café, Repar couture, Upcycling...)

Cette initiative permettra une sensibilisation aux enjeux du réemploi en étant au plus proche des citoyens sans qu'ils se déplacent dans les boutiques, et de sensibiliser plus de personnes. Cela permettra aussi de répondre rapidement aux besoins des collectivités qui désirent une sensibilisation locale de leurs habitants, et de s'adapter précisément à la demande et aux divers publics. Parmi les premières actions prévues, des interventions sont projetées dans les lycées, collèges et écoles des villes partenaires (Le Perray, Saint-Arnoult).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat camion 20m3	15 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Aménagement intérieur camion	5 000	Co-financement prévisionnel de la CASQY	10 000
Flocage camion	1 000	Fonds propres	1 000
TOTAL	**21 000**	**TOTAL**	**21 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013127 - Entretenir des espaces verts communaux avec des moutons

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 685 € HT	70 %	1 880 €
	Montant total de la subvention		1 880 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURAY SUR JUINE
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE 91850 BOURAY-SUR-JUINE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANE GALINE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Déjà très investie dans la démarche Zéro Phyto, la municipalité de Bouray-sur-Juine souhaite franchir une étape supplémentaire en entretenant une partie des espaces verts communaux en éco-pâturage. L'installation de deux moutons sur l'espace vert situé en face de l'école, rue de la Pingaudière, permettra une tonte naturelle, écologique et économique. Cette démarche environnementale répond à des valeurs essentielles comme la préservation de la biodiversité et le bien-être de l'animal, les moutons s'adaptant aux variations météorologiques et aux températures basses comme élevées. L'éco-pâturage permettra également un gain de temps et une réduction de la pénibilité du travail pour les agents communaux. Ce sera, par ailleurs, un formidable outil pédagogique pour les enfants de la commune.
Cette démarche nécessite des dépenses liées à l'achat de clôtures, de portillons, d'un abri, ainsi qu'un abreuvoir avec récupérateur d'eau.

Localisation géographique :
- Bouray-sur-Juine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de clôtures + portillons + abreuvoir avec récupérateur d'eau + abri	2 685	Subvention Région Île-de-France	1 880
		Commune Bouray-sur-Juine	806
TOTAL	**2 685**	**TOTAL**	**2 685**

DOSSIER N° 20013301 - Atelier vélo solidaire à Clichy

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	16 800 € HT	59,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 Place Jules Valles 91000 Evry-Courcouronnes
Statut juridique : Association
Représentant : Patrice NICOLAS, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/09/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Depuis 2007, Etudes et Chantiers a développé des projets innovants d'économie circulaire et de promotion de l'usage du vélo : les ateliers SoliCycle. Ces ateliers sont des chantiers d'insertion ; ils permettent à des personnes éloignées de l'emploi de se familiariser avec le monde du travail, de construire leur projet professionnel et d'apprendre le métier de mécanicien cycle. Fondés sur les valeurs de solidarité et de partage de savoir-faire, ces ateliers portent plusieurs actions visant un même objectif : le développement de l'usage du vélo comme mode de transport quotidien tout en créant du lien social à travers des moments ludiques et conviviaux. Les activités menées au sein de l'atelier sont notamment : le réemploi de vélo-épaves pour réduire les déchets ; la revente de ces vélos remis en état à bas prix, pour rendre le vélo accessible à tous ; l'accueil des habitants à l'atelier pour les permanences d'autoréparation, où les personnes apprennent à réparer elles-mêmes leur vélo, accompagnées par les salariés en parcours d'insertion.
SoliCycle compte aujourd'hui 8 ateliers en Ile-de-France, plus précisément aux Ulis (2007), Clichy-la-Garenne (2011), St-Denis (2015), Paris Porte de Vanves (2016), Paris Rive de Seine (2016), Bezons (2018), Paris Promenade Urbaine (2019) et Paris Goutte d'Or (2020). Le projet concerne l'atelier SoliCycle Clichy. À la suite d'un déménagement, l'association va pouvoir bénéficier d'un local plus grand grâce au soutien de la ville de Clichy mais avec de nombreux travaux à effectuer. Il s'agit de : nettoyage, peinture, pose de cloisons, reprise d'escaliers, pose de velux…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Hauts-de-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et pose de cloisons	8 000 €	Subvention Région Île-de-France	10 000 €
Escaliers	4 000 €	Fonds propres	6 800 €
Achat et pose velux	4 800 €		
TOTAL	**16 800 €**	**TOTAL**	**16 800 €**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013255 - Remorque Energie renouvelable

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 345 € HT	62,6 %	3 345 €
	Montant total de la subvention		3 345 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE-ET MARNE ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 18 ALL GUSTAVE PRUGNAT 77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
Statut juridique : Association
Représentant : Yves JAUNAUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Afin de pouvoir sensibiliser le plus grand nombre, particuliers mais aussi élus, Seine-et-Marne Environnement souhaite développer un stand sur les énergies renouvelables, sous la forme d'une remorque qui hébergera plusieurs types de productions d'ENR. La particularité, outre son modèle de déploiement étudié par des élèves ingénieurs de l'ICAM Sénart, est que l'ensemble des modules seront fonctionnels et donc démonstratifs. Il comportera : un panneau solaire photovoltaïque avec son système de stockage, un panneau solaire thermique avec son robinet, une éolienne également raccordée, un poêle à granulé et un méthaniseur domestique avec un réchaud.
L'objectif de cet outil est de créer un démonstrateur d'ENR auprès des particuliers et des élus, qui sera déployé sous forme de stand sur des salons ou lors d'événements. A noter la réalisation de cette remorque, en interne, par un salarié en insertion par le travail d'Initiatives 77 détaché auprès de Seine-et-Marne Environnement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Seine-et-Marne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat remorque	1 835	Subvention Région Île-de-France	3 345
Méthaniseur	150	SDESM	1 000
Eolienne	450	Fonds propres	1 000
Convertisseur	150		
Kit panneau solaire	460		
Poêle à granulé	750		
Chauffe-eau solaire	200		
Wattmètre	100		
Quincaillerie et planches	1 250		
TOTAL	**5 345**	**TOTAL**	**5 345**

DOSSIER N° 20013256- Véhicule électrique services techniques

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	14 000 € HT	70 %	9 800 €
	Montant total de la subvention		9 800 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERT LE GRAND
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE 91810 VERT-LE-GRAND
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MARAIS, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La demande correspond à l'achat d'un véhicule électrique deux places avec une benne, modèle "court sans permis" pour les services techniques de la commune. Ce véhicule sera utilisé localement sur la commune de Vert-le-Grand. De plus, ce modèle peut être conduit par des employés en situation de handicap. Le mode électrique s'inscrit parfaitement dans les enjeux liés à la limitation des émissions de gaz à effet de serre, et permet aussi de limiter les nuisances sonores vis-à-vis des habitants.

Localisation géographique :
- Vert le Grand

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Véhicule électrique Little E.BOX	14 000	Subvention Région Île-de-France	9 800
		Fonds propres	4 200
TOTAL	**14 000**	**TOTAL**	**14 000**

DOSSIER N° 20013257 - Achat de véhicule propre

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	18 442 € HT	54,2 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET DE COORDINATION GERONTOLOGIQUE
Adresse administrative : 18 PL FEDERICO GARCIA LORCA 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut juridique : Association
Représentant : Marie-France PIGEON, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le CLIC Orgessonne, association loi de 1901, intervient auprès des personnes âgées dans l'objectif de favoriser le maintien à domicile le plus longtemps possible et dans les meilleures conditions. Les salariés effectuent de nombreuses visites aux domiciles des personnes âgées et sont amenés à circuler dans 57 communes ce qui représente un réseau routier de 1 781.199 km au total. Aussi, la structure souhaiterait acquérir un véhicule propre dans un objectif de bénéfice environnemental.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat véhicule électrique	18 442	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	8 442
TOTAL	**18 442**	**TOTAL**	**18 442**

DOSSIER N° 20013132 - Un jardin pédagogique à Vauhallan : de la graine à l'assiette !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	29 650 € HT	33,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU COCAGNE
Adresse administrative : 4 RUE DES ARPENTIS 91430 VAUHALLAN
Statut juridique : Association
Représentant : Dominique HAYS, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/08/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le Réseau Cocagne rassemble 110 fermes biologiques en insertion en France. Ces Jardins favorisent le retour à l'emploi de personnes en situation précaire et leur permettent de (re)construire un projet professionnel et personnel par le maraîchage. Le Réseau Cocagne est propriétaire de la Maison Cocagne à Vauhallan, qui se développe comme le Laboratoire de la Transition écologique et sociale du sud francilien et noue des relations privilégiées avec les acteurs du Plateau de Saclay. La Maison Cocagne dispose d'un terrain en friche de 3000 m2 permettant d'installer un jardin pédagogique dans l'ancienne cour de la ferme. La vocation de ce projet est d'aider à la compréhension des enjeux de l'alimentation durable en trois étapes : Comprendre - Apprendre à faire - S'approprier. Le public visé est large : scolaires, étudiants, salariés d'entreprises, bénéficiaires des paniers, familles, collectivités locales, les associations locales, les clients entreprises de la Maison Cocagne. Des parcours de découvertes, d'expérimentations, de senteurs seront mis en place : de la graine à l'assiette, la découverte des plantations, de l'entretien des cultures et de la récolte, des ateliers de cuisine, des ateliers pour apprendre à récupérer les eaux pluviales et gérer son compost. L'association souhaiterait être accompagnée pour les premiers investissements de plantations, de mise en place de l'irrigation, de récupération des eaux de pluies et de création de zone de compostage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Préparation du terrain	1 900	Subvention Région Île-de-France	10 000
Plantations	4 550	Fonds propres	19 650
Irrigation	2 000		
2 hôtels à insectes	500		
Espace compostage (pergola et 3 bacs compost)	2 400		
10 panneaux pédagogiques	300		
Halle pédagogique (chappe béton, sécurisation, électricité)	18 000		
TOTAL	**29 650**	**TOTAL**	**29 650**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013042 - Stratégie de valorisation et de réduction du volume des déchets verts

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 400 € HT	80 %	9 920 €
	Montant total de la subvention		9 920 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RECLOSES
Adresse administrative : 1 Rue des Écoles 77760 Recloses
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Sonia RISCO, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'activité majeure des employés communaux de Recloses est la gestion des espaces verts communaux (tonte, désherbage, taille des haies, élagage). Cette activité produit une masse importante de déchets verts qui sont soit apportés à la déchèterie située à 7,5 km (difficile car la commune ne dispose que d'un petit tracteur), soit déposés sur un des terrains communaux.
En outre, une enquête menée auprès de la population en 2019, a relevé qu'une importante proportion d'habitants de la commune témoignait de la difficulté à gérer les déchets verts de leur jardin, la plupart ne disposant pas d'un véhicule adapté ou d'une remorque permettant de se rendre à la déchèterie. La commune constate par ailleurs une augmentation de déposes sauvages ainsi du brûlage de déchets verts malgré les interdictions.
La municipalité souhaite mettre en place une stratégie de valorisation des déchets verts déclinée en différents points : réduction des déchets verts à la source par des actions de sensibilisation et de formation, et réduction du volume par broyage ; valorisation par compostage et paillage des déchets verts communaux, formation et sensibilisation des habitants aux techniques de compostage et paillage.
Il s'agit d'un service proposé par la commune pour ses propres déchets verts, mais aussi pour ses administrés qui récupéreront les bois raméaux fragmentés (BRF) produits. La municipalité est également favorable à la mutualisation des moyens et proposera ses ressources techniques aux communes avoisinantes.
La commission Ecologie et Développement Durable de la commune est responsable du pilotage de ce projet. Les employés communaux ainsi que certains conseillers municipaux seront formés à l'utilisation des équipements. Des bénévoles associatifs déjà identifiés participeront à l'animation des sessions de sensibilisation/formation.
La commune a identifié le terrain communal où seront stockés les déchets verts et BRF. Il s'agit d'une portion d'environ 1 500 m² d'un terrain communal de 6 500 m² qui est déjà partiellement utilisé par les services communaux pour du stockage de déchets verts sans valorisation. Plusieurs actions sont à mener

pour le rendre exploitable : réparation de la clôture et du portail, clôture de séparation sur environ 50 mètres avec plantation d'essences locales, nettoyage de la partie déjà utilisée, le tracteur et la benne.
Le broyeur de végétaux et la clôture sont les postes de dépenses pour lesquels est sollicité la subvention.

Localisation géographique :

- Recloses

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Broyeur de végétaux type Bugnot BVN 34	10 400	Subvention Région Île-de-France	9 920
Travaux de Clôture	2 000	Fonds Propres	2 480
TOTAL	**12 400**	**TOTAL**	**12 400**

DOSSIER N° 20013049 - Recyclage des masques usagés par une start'up sociale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	16 000 € HT	62,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RECNOREC
Adresse administrative : 12 AV DES PRES 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut juridique : Entreprise
Représentant : UGOLINE JENNYFER SOLER, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Dans la période actuelle de crise sanitaire inédite, RECNOREC a été sollicitée et a décidé d'adapter son planning de développement pour travailler sur l'intégration des masques sanitaires à usage unique et apporter une solution à cette urgence environnementale. En effet, ces masques sont composés de polypropylène, un polymère de grande consommation très courant, mais ici non recyclable car associé à d'autres matériaux. Leur recyclage est actuellement nul. La mise en place du premier site de recyclage RECNOREC en septembre 2021 pourra permettre leur intégration au matériau déjà produit par RECNOREC à partir des déchets plastiques, à l'échelle d'une partie du département des Yvelines dans un premier temps. Le potentiel de traitement espéré est de 2 millions de masques dès 2021. Les premiers travaux R&D effectués sont prometteurs, mais il est nécessaire de de les poursuivre pour confirmer la faisabilité d'un traitement en masse de ces déchets et affiner le paramétrage du process RECNOREC. Par ailleurs, il sera nécessaire de travailler sur la future logistique de collecte des masques dans le secteur de Saint-Quentin-en-Yvelines, en parallèle de l'industrialisation du procédé.
A noter que la question de l'éventuelle contamination de ces objets sera traitée, à l'échelle R&D de RECNOREC au travers de mesures de stockage lissant des masques réceptionnés. Les équipes manipuleront les masques après stockage de 7 jours, et le process fonctionnera à haute température pour une destruction de toute charge virale ou bactérienne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Etude de faisabilité préalable au développement technique de la solution RECNOREC (R&D)	12 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Conception et design d'objets à partir du matériau RECNOREC	2 500	Fonds propres	6 000
Réalisation des objets par un Fablab-ecocirculaire	1 500		
TOTAL	**16 000**	**TOTAL**	**16 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013133 - Création d'un espace de biodiversité

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 211 € HT	70 %	5 748 €
	Montant total de la subvention		5 748 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORMEILLES EN PARISIS
Adresse administrative : 3 AV MAURICE BERTEAUX 95240 CORMEILLES-EN-PARISIS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Yannik BOEDEC, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune souhaite créer un espace de biodiversité afin de participer au maillage écologique du territoire. Cet espace comprendrait : des ruches, la plantation de plantes mellifères, un hôtel à insectes ainsi qu'une mare.
La mare présente un intérêt écologique, pédagogique et paysager. Le problème de la prolifération de larves de moustiques, courante dans les « jeunes » mares, se règle avec l'apparition concomitante des insectes et autres animaux prédateurs qui colonisent le milieu. Les plantes font partie intégrante de l'écosystème aquatique ; elles participent non seulement à la beauté du site, mais contribuent aussi à l'équilibre de l'écosystème par différentes fonctions (oxygénation, épuration, niche écologique).
L'hôtel à insectes agit sur la conservation de la biodiversité et constitue un formidable outil de sensibilisation. Les insectes ont bien sûr besoin de trouver leur nourriture et celle de leurs larves, mais aussi d'abris pour se réfugier à différents moments de leur vie.
L'installation de ruches permettra de favoriser la présence d'abeilles, actrices majeures pour la préservation de la biodiversité en assurant 80% de la pollinisation, avec un rythme impressionnant de 250 fleurs par heure. Au-delà de ce rôle primordial, la présence d'abeilles en bonne santé permet de donner une indication de la qualité environnementale d'un site. La ruche est ici vue comme un outil pédagogique qui offre la possibilité à l'observateur de se familiariser avec la présence des abeilles. Le type de ruche choisit permet de s'approcher des ruches en toute sécurité car la sortie pour les abeilles est à 2 m de hauteur et de les voir en activité au plus près à travers une vitre.
La plantation de plantes mellifères représente ainsi une importance particulière puisqu'elles constituent la ressource alimentaire des abeilles, et leur développement est indispensable à la pollinisation des végétaux et à la production de miel.

Localisation géographique :

- Cormeilles-en-Parisis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat des Ruches (x3)	2 847	Subvention Région Île-de-France	5 748
Hôtel à insecte	1 864	Fonds propres	2 463
Matériau et matériel pour la mare (argile, pompe…)	2 000		
Achat des plantes mellifères et aquatiques	1 500		
TOTAL	**8 211**	**TOTAL**	**8 211**

DOSSIER N° 20013308 - Je prends le train tranquille car mon vélo est à l'abri !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 460 € HT	70 %	6 622 €
	Montant total de la subvention		6 622 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PROVINOIS
Adresse administrative : 7 CR DES BENEDICTINS 77160 PROVINS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Olivier LAVENKA, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'offre de stationnement vélo à la gare de Longueville est à ce jour insuffisante. En effet, l'abri vélo installé lors des travaux d'aménagement de la gare est pris d'assaut et toujours plein. La Communauté de Communes du Provinois envisage d'en installer un nouveau de 20 places le long de la gare routière. La création de ce nouvel abri complémentaire permettra de faciliter l'accès du vélo aux usagers de la gare et supprimera le stationnement sauvage sur les trottoirs, gênant pour les piétons.

Localisation géographique :
- Longueville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et pose d'abri vélo	9 460	Subvention Région Île-de-France	6 622
		Fonds propres	2 838
TOTAL	**9 460**	**TOTAL**	**9 460**

DOSSIER N° 20013134 - Gestion écologique des espaces verts communaux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 167 € HT	69,9 %	3 616 €
	Montant total de la subvention		3 616 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RECLOSES
Adresse administrative : 1 Rue des Écoles 77760 Recloses
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Sonia RISCO, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La commune de Recloses n'utilise plus de produits phytosanitaires depuis plusieurs années. Cependant, les changements induits n'ont pas recueilli l'adhésion de l'ensemble de la population pour diverses raisons telles que l'insuffisance de communication et de sensibilisation, des objectifs non définis et des solutions alternatives insuffisantes. La commune a donc pour objectif de définir une vision des espaces communaux partagée par les élus, les employés communaux et les habitants, de mettre en place des stratégies d'entretien des espaces verts, et prendre en compte des stratégies d'entretien de l'espace public dans les nouveaux aménagements.
Le service technique communal dispose d'un certain nombre d'outils, cependant l'achat d'équipements complémentaires tels qu'un désherbeur sur batterie avec lames réciproques, un désherbeur thermique et une houe maraîchère avec des lames à sarcler est souhaité. Des panneaux de signalisation "fauchage tardif, préservation de la biodiversité", ainsi que des panneaux indiquant des espèces végétales locales doivent être achetés et seront posés par les employés communaux et les membres de la commission.
Piloté par la commission écologie et développement durable, composée de 5 élus et de 5 habitants volontaires, le projet prévoit par ailleurs des actions de sensibilisation des habitants aux impacts des phytosanitaires et à la législation en la matière, à la préservation de la biodiversité et aux méthodes alternatives à l'usage des phytosanitaires ; inventaires des espaces verts communaux et des pratiques de jardinage ; classification des espaces verts communaux (espace horticole soigné, espace mixte, espace naturel entretenu, espace sauvage). Les pratiques seront également adaptées aux différents espaces (désherbage, paillage, fauchage tardif). L'entretien des espaces verts est effectué par les employés communaux et via un contrat avec un établissement et services d'aide par le travail (Les Ateliers Caravelle). La commune organise également des chantiers participatifs à destination des habitants par exemple pour l'entretien du cimetière. Les sessions de formation/sensibilisation sont délivrées par des bénévoles. Une association communale de jardins partagés "Esprit des Jardins" a proposé son concours ainsi qu'un certain nombre d'habitants ayant une expertise dans les domaines liés à la biodiversité.

Le journal communal et le site internet de la mairie seront utilisés pour communiquer avec les habitants, et des réunions d'informations seront animées par la commission.

Localisation géographique :

- Recloses

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €HT)
Désherbeur thermique Ripagreen Easy +	2 640	Subvention Région Île-de-France	3 616
Houe maraichère et lames	782	Fonds propres	1551
Panneaux signalétiques	600		
Débroussailleuse stihl FSA 1300 avec 2 batteries AP 300, un chargeur AL 300 et un réciprocateur RG	1 145		
TOTAL	**5 167**	**TOTAL**	**5 167**

DOSSIER N° 20013137 - Pour une apiculture participative aux Essarts-le-Roi

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 845 € HT	100 %	1 845 €
	Montant total de la subvention		1 845 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE RUCHER DES ESSARTS
Adresse administrative : 41 rue de l'Yvette 78690 Les Essarts le roi
Statut juridique : Association
Représentant : Pierre RUIZ-DUPONT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le Rucher des Essarts est une association qui a pour objet de promouvoir et faciliter l'ensemble des activités liées à l'apiculture et de proposer sous toutes les formes possibles des actions de sensibilisation à l'environnement autour du monde de l'abeille. Le projet consiste à mettre à disposition des habitants des ruches et le matériel nécessaire pour l'extraction du miel. La Mairie des Essarts-le-Roi met à disposition pour l'activité un lieu pour la miellerie (un petit « chalet »), ainsi qu'un espace ouvert pour l'installation des ruches. En contrepartie de cet engagement, l'association envisage la distribution d'une partie des récoltes via le comité d'œuvre sociale de la mairie.
Le matériel et les supports pédagogiques nécessaires pour démarrer l'activité de l'association sont : extracteur (x2), maturateur 50L (x2), maturateur 100L (x1), tamis adaptable 50L (x2), support maturateur 50L (x2), support maturateur 100L (x1), seau 20L (x2), robinet pour seau (x2), bac a désoperculer (x2), autres petit matériel (x1), combinaison apiculteur enfant (x2), combinaison apiculteur adulte (x3), paires de gants (x6), enfumoir (x2), autres petit matériel (x1), ruche complète avec hausse (x1).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Les Essarts-le-Roi

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel extraction	1 695 €	Subvention Région Île-de-France	1 845 €
Rénovation chalet	150 €		
TOTAL	**1 845 €**	**TOTAL**	**1 845 €**

DOSSIER N° 20013138 - Création d'un poulailler pédagogique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 252 € HT	80 %	1 002 €
	Montant total de la subvention		1 002 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SONCHAMP
Adresse administrative : 42 RUE ANDRE THOME 78120 SONCHAMP
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Ysabelle MAY-OTT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune rurale de Sonchamp (1 707 habitants) souhaite créer un poulailler.
Ce projet a pour objectif de répondre à la gestion des déchets de la cantine de l'école maternelle et primaire ; une partie des déchets permettant l'alimentation des poules. Les œufs pourront être récupérés et donnés. De plus, le poulailler sera le support d'activités pédagogiques avec les 150 enfants de l'école, et les usagers du nouveau centre de loisir (ouvert depuis le 1er septembre 2020) y seront aussi associés.

Localisation géographique :
- Sonchamp

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Création d'un poulailler pédagogique	1 082	Subvention Région Île-de-France	1 002
Clôture renforcée	170	Fonds propres	250
TOTAL	**1 252**	**TOTAL**	**1 252**

DOSSIER N° 20013139 - Achat d'un récupérateur d'eau de pluie

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 149 € HT	70 %	2 204 €
	Montant total de la subvention		2 204 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SONCHAMP
Adresse administrative : 42 RUE ANDRE THOME 78120 SONCHAMP
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Ysabelle MAY-OTT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Sonchamp souhaite acquérir un récupérateur d'eau de pluie à enterrer d'une capacité de 5 000 litres dans le but de créer un système de collecte et de stockage de l'eau de pluie. Cet équipement permettra de grandes économies pour l'arrosage des jardins pédagogiques (écoles et centre de loisir) et également pour l'arrosage des fleurs de la commune. Le récupérateur d'eau de pluie sera installé au niveau du bâtiment des services techniques, et récupèrera environ 80% de l'eau de pluie par un système de canalisation via les gouttières se déversant dans la cuve enterrée.

Localisation géographique :
- Sonchamp

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un récupérateur d'eau de pluie	3 149	Subvention Région Île-de-France	2 204
		Fonds propres	945
TOTAL	**3 149**	**TOTAL**	**3 149**

DOSSIER N° 20013309 - VELOS'OUPPES : Pour une ville durablement cyclable

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	18 037 € HT	55,4 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOUPPES SUR LOING
Adresse administrative : 19 Avenue du Maréchal Leclerc 77460 Souppes-sur-Loing
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Pierre BABUT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Souppes-sur-Loing souhaite encourager les déplacements intra-urbains à vélo par l'aménagement d'itinéraires identifiés. Elle souhaite également développer une offre de location et prêt de vélo comme outil pédagogique pour les enfants. En lien avec le centre de loisirs sur les temps périscolaires, il sera organisé des déplacements à vélo sur 7 stations : le centre de loisirs, les 3 écoles de la ville, la bibliothèque, la base de loisirs et le pôle sportif. Le projet consiste à acquérir 14 vélos pour enfant de taille adaptées et 2 vélos pour les accompagnants afin de permettre aux enfants d'appréhender l'usage du vélo en milieu urbain.
En outre, il s'agit d'équiper les agents municipaux de vélos pour leurs déplacements professionnels et leurs trajets domicile-travail. Pour ce faire, il est nécessaire de prévoir 4 pôles de 3 vélos pour relier les sites principaux (mairie, centre culturel et ateliers techniques). Enfin, la municipalité souhaite créer un système de location de vélos pour les habitants. 3 stations sur les sites de la base de loisirs, l'office de tourisme et le pôle gare, quartier très prochainement en complète réfection en partenariat avec Ile-de-France Mobilités, sont à créer. L'aménagement d'un local, propriété de la ville de Souppes-sur-Loing, à proximité de la gare pour la location de vélo et la mise en place d'une application mobile (développement par la commune) sont aussi prévus.

Localisation géographique :
- Souppes-sur-Loing

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat 14 vélos enfants et 2 vélos accompagnants	7 518	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat 12 vélos pour les agents	3 903	Fonds propres	8 037
Pôles vélos pour habitants	6 616		
TOTAL	**18 037**	**TOTAL**	**18 037**

DOSSIER N° 20013259 - Acquisition d'un véhicule électrique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	20 651 € HT	48,4 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SONCHAMP
Adresse administrative : 42 RUE ANDRE THOME 78120 SONCHAMP
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Ysabelle MAY-OTT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune doit procéder au changement d'un véhicule de sa flotte automobile, et son choix se porte sur un véhicule électrique afin de limiter l'impact écologique. La voiture électrique émet en effet entre deux et trois fois moins de CO2, limitant les conséquences négatives sur l'environnement. Malgré un coût plus élevé à l'achat, la voiture électrique se révèle plus économique à long terme que les autres motorisations. Le surcoût à l'achat est compensé par le prix de l'électricité.

Localisation géographique :
- Sonchamp

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition d'un véhicule électrique	20 651	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	10 651
TOTAL	**20 651**	**TOTAL**	**20 651**

DOSSIER N° 20013260 - Lutter contre l'isolement des personnes âgées

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 500 € HT	70 %	7 350 €
	Montant total de la subvention		7 350 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE COM ACTION SOCIALE DE CHEVANNES
Adresse administrative : 2 RUE DU PARC 91750 CHEVANNES
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Sami BEN OUADA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le CCAS de la commune ne dispose pas de véhicule, les déplacements sont réalisés à l'aide des véhicules privés sans dédommagement. Les déplacements des agents du CCAS participent à l'accompagnement des personnes âgées à destination des rendez-vous médicaux et auprès des organismes administratifs, au portage de courses à domicile et à la livraison des médicaments. Les tournées de veille s'effectuent sur trois demi-journées par semaine pour offrir aux personnes isolées une visite privilégiée et des sorties permettant de maintenir un lien social. L'acquisition d'un véhicule électrique est une solution qui permet de maintenir les services assurés aujourd'hui mais également de développer de nouvelles actions visant à accompagner les personnes en difficultés sur la commune (achats auprès des producteurs locaux pour offrir une alimentation différente et variée) ; La commune souhaite acquérir un véhicule 5 places électrique. Ce véhicule serait la propriété du CCAS de la commune. L'entretien et l'assurance du véhicule serait assuré par le CCAS subventionné à 100% aujourd'hui par la commune. Le stationnement et le rechargement du véhicule serait effectué au pôle technique lieu fermé le soir pour assurer la sécurité du véhicule.

Localisation géographique :
- Chevannes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition véhicule électrique	10 500	Subvention Région Île-de-France	7 350
		Fonds propres	3 150
TOTAL	**10 500**	**TOTAL**	**10 500**

DOSSIER N° 20013141 - La Grande Coco et le quartier de la rue du Soleil "Havre de biodiversité" !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 706 € HT	97 %	5 536 €
	Montant total de la subvention		5 536 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEPINS PRODUCTION LA PEPINIERE DE QUARTIER
Adresse administrative : 25 AV DE LAUMIERE 75019 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Pierre PAQUOT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La première action est de construire une jardinière avec plantation de plantes grimpantes en façade de La Grande Coco, tiers-lieux dédié à la Ville et à sa transformation. Sources de baies, et refuges pour les oiseaux, les plantes grimpantes seront fixées à des treilles désolidarisées des murs. La deuxième est d'installer un jardin solidaire à La Grande Coco, en partenariat avec les Restos du Cœur, et en vue de faire se rencontrer la diversité de publics ciblés. Le jardin de 80 m² inclura : une part de plantation en pleine terre, ornementale, sauvage, deux jardinières hors sol potagères conçues également en permaculture, l'aménagement de refuges à oiseaux et insectes répartis sur le jardin. La dernière action est de faire "tâche d'huile" avec l'installation de trois jardinières dans l'espace public avec et pour les voisins : dans le périmètre immédiat des rues de Belleville, Pixérécourt et du Soleil, sous forme de permis de végétaliser, en concertation avec les collectifs citoyens qui se chargeront de leur entretien.
Au cœur de chacune de ces trois actions se trouve une démarche pédagogique pour favoriser l'appropriation des méthodes écologiques par les habitants, et pour leur donner les moyens d'agir pour se (re)connecter à leur environnement. L'objectif est d'agir pour la santé environnementale de tous à travers une action collective d'intérêt général qui transforme la qualité de vie dans l'espace public (facteurs biologiques, sociaux et esthétiques, lutte contre les îlots de chaleur, biophillie), de mettre en œuvre une mobilisation citoyenne et concrète, utile pour le développement de la biodiversité, en co-construction avec une grande diversité de publics, de s'approprier de manière collective et solidaire le territoire dans une démarche d'urbanisme transitoire, et de sensibiliser des publics qui sont parfois éloignés des thématiques environnementales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris 20

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Aménagement jardins (matériel et équipements)	5 706 €	Subvention Région Île-de-France	5 536 €
		Fonds propres	170 €
TOTAL	**5 706 €**	**TOTAL**	**5 706 €**

DOSSIER N° 20013143 - Ecologie locale et rurale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204142-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 000 € HT	76,9 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARRANCOURT
Adresse administrative : 3 Place de la Mairie 91690 Arrancourt
Statut juridique : Organisme public
Représentant : YANNOU DENIS, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Il s'agit de réaliser de travaux de mise en sécurité et de renforcement des pilasses et de la voûte du pont au Lieudit Jouanet à Arrancourt afin de préserver le bon fonctionnement de l'écosystème et protéger des ruissellements.

Localisation géographique :

- Arrancourt

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Restauration du pont Lieudit Jouanet	13 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	3 000
TOTAL	**13 000**	**TOTAL**	**13 000**

DOSSIER N° 20013144 - Abeilles en ville et bio-diversité

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 000 € HT	70 %	1 400 €
	Montant total de la subvention		1 400 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KRI'ZALYS
Adresse administrative : 27 rue la clé des champs 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Statut juridique : Association
Représentant : Lakhdar KRIMAT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 11/08/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association Kri'zalys a pour objectif de sensibiliser les habitants aux questions environnementales et faire connaitre la biodiversité locale, notamment le rôle des abeilles en tant qu'«agents» pollinisateurs dans la ville. L'association envisage un projet qui permet la rencontre entre plusieurs générations et privilégie le lien social par un accompagnement des habitants dans la découverte du fonctionnement et des produits de la ruche. L'association souhaite mettre en relation un large public d'acteurs du territoire, les habitants, les associations (Le Joli Mai, ERA93, Ça bouge grave, Apeee, le Rucher Audonien Pédagogique, Abeilles et Joie), les établissements scolaires, pour proposer des animations à travers divers supports pédagogiques (maquettes, visites, dégustations, jardinage, diffusion d'un film en 3D et l'utilisation de lunettes virtuelles, exposition).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Saint-Ouen

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel apiculture	2 000	Subvention Région Île-de-France	1 400
		Fonds propres	600
TOTAL	**2 000**	**TOTAL**	**2 000**

DOSSIER N° 20013145 - Plantons un écrin de verdure au Centre d'Hébergement d'Urgence Le Bastion de Bercy (Paris 12e)

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 036 € HT	100 %	5 036 €
	Montant total de la subvention		5 036 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEPINS PRODUCTION LA PEPINIERE DE QUARTIER
Adresse administrative : 25 AV DE LAUMIERE 75019 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Pierre PAQUOT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) le Bastion de Bercy accueille 308 personnes, dont une soixantaine d'enfants de 10 à 17 ans. Il se veut ouvert sur la cité, bien que situé dans un "contexte urbain défavorable" car entièrement encerclé d'axes routiers. L'objectif est de proposer un espace de jardinage, support pour faire-ensemble, qui offre un moyen d'agir sur son cadre de vie et de sensibiliser toutes les générations au respect du vivant. Les actions prévues sont de : planter des plantes grimpantes fleuries et odorantes, en écrin, autour du site et des locaux de résidence ; impliquer les résidents, l'équipe animation, l'équipe insertion professionnelle et les bénévoles autour de plusieurs rendez-vous de plantation, organisées par Pépins production ; amender à l'aide de substrats locaux issus du compostage, semer la bande plantée avec des graines de prairie sauvage ; installer deux nichoirs à oiseaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris 12

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux d'aménagement des jardins et achat et installation de nichoirs	4 696 €	Subvention Région Île-de-France	5 036 €
Achat d'outillages et matériels	340 €		
TOTAL	**5 036 €**	**TOTAL**	**5 036 €**

DOSSIER N° 20013052 - Poulailler urbain participatif - "Les poules gourmandes et trieuses de déchets"

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 620 € HT	80 %	9 296 €
	Montant total de la subvention		9 296 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BESSANCOURT
Adresse administrative : PL DU TRENTE AOUT 95550 BESSANCOURT
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-Christophe POULET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 06/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La commune de Bessancourt envisage de réhabiliter le kiosque de la commune en poulailler urbain participatif « Les poules gourmandes et trieuses de déchets ». La production moyenne de déchets par personne en France est de 365kg/an, dont 30% sont des biodéchets valorisables. Le concept Cocott'arium propose une action de sensibilisation au tri des biodéchets de manière locale grâce aux poules « Vos déchets contre des œufs », une animation à vocation ludique, pédagogique et sociale. Le Cocott'arium invite les habitants à déposer leurs biodéchets dans les espaces dédiés. Ces biodéchets sont triés et remis aux poules. Tous les habitants qui participent peuvent bénéficier d'œufs gratuits disponibles dans leurs commerces de proximité. Pour cela la mairie de Bessancourt en partenariat avec Cocott'arium propose la réhabilitation du kiosque à musique de la place de la mairie en poulailler urbain participatif. Un véritable démonstrateur de l'économie circulaire, les poules comme support d'un accompagnement à effectuer le premier pas vers la transition énergétique. En complément la réhabilitation du lieu permet la création de lien social en redonnant vie à un lieu iconique, du divertissement en inscrivant la ville dans une démarche d'innovation et de développement durable.

Localisation géographique :
- Bessancourt

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Réhabilitation du kiosque	10 000	Subvention Région Île-de-France	9 296
Fourniture et pose du pondoir (structure bois sur pilotis)	520	Fonds propres	2 324
Collecteur déchets alimentaires	120		
Signalétique pédagogique	980		
TOTAL	**11 620**	**TOTAL**	**11 620**

DOSSIER N° 20013311 - L'école en vélo collectif, on kiffe !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 700 € HT	70 %	7 490 €
	Montant total de la subvention		7 490 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEPTAINVILLE
Adresse administrative : 5 RUE PONCEAU 91630 CHEPTAINVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Kim DELMOTTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Cheptainville projette de réduire l'utilisation de la voiture pour favoriser l'écomobilité scolaire, les élèves prennent le bus pédestre depuis 12 ans, "Pédibus" ponctué régulièrement par un Nanibus (les ânes de la ferme accompagnent les enfants jusqu'à l'école). Ce dispositif apporte de nombreuses aménités positives : moins de stress pour les parents et les enfants, moins de pollution, de circulation et de soucis de stationnement. Pour aller plus loin et proposer une alternative d'écomobilité sécurisé aux élèves les plus éloignés de l'école (plus de 2 km), la commune a aménagé la route principale en voie partagée vélo/voiture avec un chaussidou. Ainsi la commune envisage d'élargir l'écomobilité scolaire à ce quartier en faisant l'acquisition d'un « vélo bus » dédié au ramassage scolaire (rosalie scolaire). Cette rosalie peut accueillir 9 personnes et 2 petits enfants, elle est dotée d'une assistance électrique et répond à la réglementation aux cycles à assistance électrique sur la voie publique. Elle sera conduite par un accompagnateur adulte (employé municipal, parent d'élève ou élu, selon le planning).

Localisation géographique :
- Cheptainville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Rosalie scolaire 9 places assistance électrique 250 watt	9 999	Subvention Région Île-de-France	7 490
Equipement pour la Rosalie coffre et protection pluie	701	Fonds propres	3 210
TOTAL	**10 700**	**TOTAL**	**10 700**

DOSSIER N° 20013053 - Plus de réemploi et moins de déchets avec la réparation

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	22 241 € HT	45 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLABORATIVE RECYCLING
Adresse administrative : 24 RUE LEON FROT 75011 PARIS
Statut juridique : Entreprise
Représentant : THOMAS DUCLOS CHANTEAUD, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2022
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Chaque année ce sont presque 2 millions de tonnes de meubles qui sont jetés. Une infime partie seulement est réemployée, le reste devenant des déchets qui ont un impact négatif sur l'environnement et coûtent cher aux citoyens. De plus, paradoxalement, la consommation continue (le marché du mobilier neuf se porte très bien) alors même que les déchets augmentent et que certaines personnes sont dans le besoin.
L'entreprise Co-Recyclage, spécialiste du réemploi, propose un autre modèle économique où le déchet de l'un devient la ressource de l'autre. Le mobilier des entreprises ou administration est récupéré et redistribué à des structures associatives ou de l'économie sociale et solidaire. Sans concurrencer les ressourceries ou réparateurs déjà présents sur le territoire, l'entreprise souhaite inclure la réparation dans son processus pour détourner de la benne toujours plus de ressources. La réparation est un levier pour le réemploi mais le secteur pour le mobilier est à développer.
Co-Recyclage souhaite mettre en place une chaîne de réparation. Cela passera par la formation d'équipes, l'édition de kit de réparation mais aussi le démantèlement et la massification de pièces détachées locales. A terme, il s'agit même de proposer une offre servicielle de réparation (type conciergerie de la réparation). Le pilote se déroulera sur l'espace de stockage de l'entreprise, à la PADAF (Plateforme des acteurs de demain) et permettra d'augmenter les flux d'approvisionnements pour récupérer des pièces détachées et former à la réparation. Cela nécessite l'acquisition d'un chariot électrique frontal. L'activité pourra se déployer sur d'autres sites en Île-de-France lorsqu'elle prendra de l'ampleur.
Réemployer, c'est permettre la réduction des déchets et de s'inscrire dans une économie circulaire et de partage, mais c'est aussi créer de l'emploi local non délocalisable en Île-de-France et former des personnes à des métiers d'avenir.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Antony

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat chariot électrique frontal deux roues motrices	22 241	Subvention Région Île-de-France	10 000
TOTAL	**22 241**	**TOTAL**	**10 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013146 - L'Apiculture au Jardin des Abeilles Maraîchères

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 707 € HT	89 %	1 519 €
	Montant total de la subvention		1 519 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ABEILLES AIDE ET ENTRAIDE
Adresse administrative : 125 rue Ferdinand Buisson 91210 DRAVEIL
Statut juridique : Association
Représentant : Liliane BONABAU, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association d'insertion Abeilles Aide et Entraide (association loi 1901 à but non lucratif), complète son offre d'insertion à destination des demandeurs d'emploi de l'agglomération avec la création d'un jardin d'insertion par le maraichage biologique (certification Ecocert) sur la commune de Crosne. Pour ce projet 2.5 hectares de terres en friche ont été nettoyés et amendés et permettent la production de fruits et légumes biologiques qui garnissent les 80 paniers hebdomadaires distribués aux adhérents et une vente directe ouverte à tous. A proximité la gestion d'une parcelle forestière de 1.5 hectare enrichie la biodiversité du terrain des Abeilles Maraichères. En 2020, 12 ruches ont été installé et la première production de miel (90kg) proposée aux salariés et aux clients du jardin. Cette nouvelle activité est pour le chantier d'insertion, un nouveau support de qualification pour les salariés en parcours (entretien du rucher, extraction du miel, conditionnement, vente), un nouveau produit local en circuit court, un nouveau support d'animation pédagogique favorisant l'ouverture du jardin. L'association souhaite développer le rucher (15 à 20 ruches à terme) et garantir les meilleures conditions d'extraction et d'hygiène possible avec l'acquisition d'équipement semi-professionnel pour l'extraction et la conservation (un extracteur électrique, un bac de désoperculage, un maturateur de 200kg, des planches de bois et plaques métalliques pour les ruches).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- EPCI Val d'Yerres Val de Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un extracteur miel électrique	1 000	Subvention Région Île-de-France	1519
Achat d'un bac à désoperculer	264	Fonds propres	188
Achat d'un fut maturation 200l	135		
Achat matériel fabrication 3 ruches	120		
Achat 30 cadres corps	48		
Achat 30 cadres hausse	48		
Achat de plaque de cire	92		
TOTAL	**1 707**	**TOTAL**	**1707**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013262 - Pose de Panneaux photovoltaïques

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	23 300 € HT	42,9 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SACLAS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA MAIRIE 91690 SACLAS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Yves GAUCHER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 10/05/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Saclas est une commune de 1 800 habitants, située dans la vallée de la Juine avec de nombreux commerces et artisans ainsi que des services comme la maison de santé, l'aide à domicile en milieu rural, la crèche, un cabinet dentaire, une clinique de suite, une pharmacie et une mairie qui accueille France Services pour assister les habitants dans leurs démarches administratives, l'établissement de cartes d'identité et de passeports notamment.
La nouvelle municipalité, sensible aux enjeux du développent durable, élabore un agenda 21 afin de participer à la lutte contre le réchauffement climatique et à la réduction de l'impact carbone sur l'environnement. Dans cette même dynamique, la commune souhaite installer des panneaux photovoltaïques sur la maison de santé, qui dispose d'une toiture terrasse, pour diminuer la consommation électrique, le chauffage étant assuré par une pompe à chaleur.

Localisation géographique :
- Saclas

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Panneaux photovoltaïques et pose	23 300	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	13 300
TOTAL	**23 300**	**TOTAL**	**23 300**

DOSSIER N° 20013147 - Poulettes à roulettes

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 650 € HT	80 %	4 520 €
	Montant total de la subvention		4 520 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CROISSY SUR SEINE
Adresse administrative : 8 AV DE VERDUN 78290 CROISSY-SUR-SEINE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-Roger DAVIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La ville de Croissy-sur-Seine souhaite implanter un poulailler nomade évolutif sur les principaux lieux de vie de la commune. L'objectif est de créer un environnement solidaire, participatif et écologique en collaboration avec les établissements de la ville. Un poulailler nomade transitera au sein de plusieurs lieux de vie transgénérationnels : les quatre écoles de la ville, l'École Anglaise, la maison de retraite la Roseraie et le foyer de vie des Mésanges pour des périodes allant de 6 à 8 semaines. Ce poulailler sera également connecté via une appli web (porte automatique pour faire rentrer et sortir les poules et éviter les nuisances sonores du coq le matin, indication du nombre d'œufs disponibles et du niveau de graines restantes) qui n'aura aucun impact sur leur bien-être. Grâce à des panneaux solaires disposés sur le toit, celui-ci sera énergétiquement autonome. Un poulailler permanent sera implanté au cœur du parc du château Chanorier, espace collectif de culture où la nature se lie à l'art et où les poules seront installées à côté d'un potager pédagogique et de ruches. Ce lieu sera un espace protégé, privilégié, ombragé et délimité afin d'établir de bonnes conditions de sécurité. Ce poulailler permettra de faire des rotations optimales entre les poules du poulailler nomades et ainsi assurer leur bien-être tout au long de l'année. Ce système de poulailler nomade viendra compléter le travail pédagogique en apportant une nouvelle dimension écologique : des bacs placés dans les espaces de restauration récupéreront les épluchures, les restes de pâtes, de vieux fruits et nourriront au quotidien les poules, les fientes des poules seront recueillies et utilisées par les services municipaux comme engrais naturel pour les massifs de fleurs, les œufs récoltés pourront être redistribués aux familles des enfants scolarisés. De manière plus générale, le poulailler nomade fera émerger des enjeux écologiques et pédagogiques qui s'appliquent à toutes les générations : étude de la biologie des poules, sensibilisation des plus jeunes à la gestion de déchets organiques et au gaspillage alimentaire, respect de l'environnement et engagement écocitoyen.

Localisation géographique :

- Croissy-sur-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Poulailler nomade connecté	2 083,00	Subvention Région Île-de-France	4 520,00
Enclos pour poulailler connecté	725,00	Fonds propres	1 130,00
Poulailler fixe et enclos	2 842,00		
TOTAL	**5 650,00**	**TOTAL**	**5 650,00**

DOSSIER N° 20013055 - Stop aux dépots sauvages

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	30 000 € HT	33,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS JEUNES A VILLE D'AVRAY
Adresse administrative : 12 RUE DE SEVRES 92410 VILLE D'AVRAY
Statut juridique : Association
Représentant : PEREIRA NATHALIE, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à responsabiliser les usagers au respect de leur environnement, diminuer le niveau de salissure, proposer une aide à l'enlèvement des encombrants et responsabiliser les jeunes. Afin d'éviter les dépôts sauvages qui sont de plus en plus nombreux sur la commune de Ville d'Avray, l'association souhaite acquérir un véhicule utilitaire pour proposer aux riverains, avec l'aide de jeunes, l'enlèvement de leurs encombrants. Cette action pourrait limiter les dépôts sauvages, responsabiliser les usagers de toute âge et financer les projets des jeunes volontaires (formations, permis, séjours, etc...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Ville-d'Avray

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un utilitaire	30 000 €	Subvention Région Île-de-France	10 000 €
		Fonds propres	20 000 €
TOTAL	**30 000 €**	**TOTAL**	**30 000 €**

DOSSIER N° 20013152 - Aménagement d'espaces de repos et de convivialité

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204141-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 312 € HT	80 %	8 250 €
	Montant total de la subvention		8 250 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LES BRIIS
Adresse administrative : 1 PL DE LA MAIRIE 91640 FONTENAY-LES-BRIIS
Statut juridique : Organisme public
Représentant : THIERRY DEGIVRY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/01/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Fontenay-lès-Briis est un village rural (2 146 habitants) étendu géographiquement (10 km²), et constitué de dix hameaux. La commune souhaite aménager des espaces de repos et de convivialité à destination de ses habitants et des randonneurs.
Il s'agit de l'acquisition de divers mobiliers urbains (tables pique-nique, bancs publics, banquettes de ville, bancs jardinière, banc tour d'arbre hexagonal, corbeilles de ville avec cendrier) permettant la création d'espaces de repos et de convivialité. Ces installations faciliteront les échanges intergénérationnels entre les administrés issus des différents hameaux. Elles seront également appréciées par les personnes à mobilité réduite, mais aussi par les randonneurs et les parents qui accompagnent leurs enfants dans leurs activités quotidiennes. Des panneaux informatifs seront par ailleurs installés pour contribuer au respect de la propreté environnementale et sensibiliser à la biodiversité (faune, flore) présente sur le territoire communal. L'association des "marcheurs cueilleurs", récemment créée, serait particulièrement active pour assurer la conservation des équipements et la propreté des lieux. La mise en place de ces installations sera assurée par les employés communaux sur des terrains communaux.

Localisation géographique :
- Fontenay-lès-Briis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Banc tour d'arbre hexagonal	1 698	Subvention Région Île-de-France	8 250
2 ensembles tables pique-nique béton/bois avec banquettes	2 418	Fonds propres	2 062
3 bancs publics béton/platane	1 398		
3 banquettes de ville béton/bois	1 698		
2 banquettes jardinières en pierre reconstituée	1 390		
3 corbeilles de ville	1 710		
TOTAL	**10 312**	**TOTAL**	**10 312**

DOSSIER N° 20013155 - Centre de sauvegarde pour hérissons à Ballancourt-sur-Essonne

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 849 € HT	72,2 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES P'TITS KIPIK
Adresse administrative : 5 RUE GEORGES CLEMENCEAU 91400 ORSAY
Statut juridique : Association
Représentant : Sara STAHL, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association « Les P'tits Kipik » souhaite créer et aménager un nouveau centre de sauvegarde faune sauvage spécialisé dans les hérissons d'Europe, afin de répondre à la demande grandissante de soins à cette espèce sur le département de l'Essonne et alentours. Le hérisson est une espèce protégée et menacée, de plus en plus vulnérable en raison de la disparition de son habitat naturel, de la fragmentation du territoire et de l'utilisation massive des pesticides.
En plus des deux petits centres de soins, ce troisième centre nettement plus important permettra d'accueillir jusqu'à 60 hérissons en soins et répondre ainsi à une demande exponentielle. Y sont accueillis tous les hérissons en détresse nécessitant d'être pris en charge (blessé, malade ou portée de petits abandonnés). Les soins dispensés sont gratuits.
Ce troisième centre sera installé dans le sous-sol d'une grande maison particulière et disposant d'un vaste terrain à Ballancourt-sur-Essonne, en cours d'acquisition (compromis de vente signé le 10 août 2020) par le responsable de l'antenne actuelle de Vert-Le-Petit. En effet, le petit centre de sauvegarde actuel ne répond plus aux besoins de plus en plus importants de prises en charge de hérissons en détresse.
L'association est partenaire de l'Arche des Associations et du Service Environnement de l'Université Paris Sud. Les bénévoles aideront à l'aménagement et à la mise en place de ce centre : travaux de peinture, carrelage, montage du mobilier et des enclos... Une partie des dons reçus cette année sera allouée à ces travaux et achat de matériel (cages, étagères, couveuses...).
Outre l'activité propre du centre de soins, l'association a un projet plus global de formation et d'information du grand public sur l'espèce Erinaceus Europaeus, afin de venir en aide aux hérissons bien en amont, par la protection de leur environnement et des écosystèmes. Le hérisson est en effet une espèce "sentinelle" et "parapluie" : c'est une sentinelle écologique, c'est à dire une espèce dont la sensibilité sert d'indicateur précoce des changements de l'environnement d'un écosystème. C'est également une espèce "parapluie" dans le sens où protéger une espèce parapluie revient à protéger l'ensemble du biotope associé à cette espèce dont les besoins (la niche écologique) incluent ceux de nombreuses autres espèces.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Ballancourt-sur-Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
13 cages en plexi et 30 cages à barreaux + 2 couveuses	2 920	Subvention Région Île-de-France	10 000
4 enclos extérieurs et grillages	1 536	Fonds propres	3 849
Travaux, matériel et équipements pour l'aménagement du local (électricité, plomberie, mur séparation, enduit…)	9 393		
TOTAL	**13 849**	**TOTAL**	**13 849**

DOSSIER N° 20013057 - Poubelles enterrées et tri sélectif aux abords directs des étangs communaux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204151-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 800 € HT	78,1 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SI PLANS D'EAU DE GREZ-MONTCOURT
Adresse administrative : 86 RUE WILSON 77880 GREZ-SUR-LOING
Statut juridique : Organisme public
Représentant : THOMAS CORNAIRE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Les étangs de Grez-Montcourt, d'une superficie de 50 hectares, sont les vestiges d'anciennes carrières de sable et gravier, exploitées pour les travaux de la portion seine-et-marnaise de l'autoroute A6. Ils furent acquis et aménagés dans un site naturel classé par le Syndicat des Plans d'Eaux de Grez-Montcourt en 1975.
En outre, les vastes espaces (environ 60 hectares), situés sur la partie ouest autour des étangs, sont classées en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et en Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) où plus de 80 espèces sont répertoriées (canards colverts, bernaches du Canada, hérons cendrés, gallinules, cygnes tuberculés...).
Le site est géré par le Syndicat des Plans d'Eaux de Grez-sur-Loing/Montcourt-Fromonville (SIPE). De nombreux visiteurs bénéficient de l'accès facile au parking des Étangs pour faire le tour de l'étang de la Clarette, profiter des nombreuses pelouses en bordure du plan d'eau, et faire un tour des lacs via le Tacot des Lacs ou bien visiter Grez-sur-Loing et les berges du Loing.
La hausse de fréquentation du site, du village de Grez-sur-Loing et ses alentours induit une saturation des poubelles qui débordent entraînant une dégradation de l'environnement et une pollution par les déchets. Le site est devenu également un lieu de dépôt sauvage nécessitant un ramassage plus fréquent d'ordures ménagères aux abords des étangs.
Aussi, le SMETOM de la Vallée du Loing (Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères) préconise la mise en place de poubelles enterrées de grande capacité (5m3) dont l'avantage sera : de résoudre le problème du trop plein de déchets entre deux ramassages, de permettre un gain écologique par l'instauration de trois conteneurs permettant un tri, de permettre un gain environnemental par la suppression des ordures et notamment plastiques qui se dispersent, enfin d'améliorer la qualité esthétique de ce site remarquable.
L'emplacement des poubelles enterrées est prévu en bordure du chemin de Montcourt aux Chapelottes, qui borde l'étang sur sa berge sud. Cet emplacement jouxte le parking sud des Etangs, place des Hérons

qui donne accès à de nombreux visiteurs et aux habitants de la zone pour lesquels ce chemin est un passage obligé. Cette solution nécessite la réalisation des cuves enterrées et l'installation des conteneurs/colonnes adaptés. La fourniture des colonnes, l'installation, la communication, la collecte, les opérations de lavage-désinfection, maintenance préventive et curative sont prises en charge à 100 % par le SMETOM. Les travaux de terrassement restent à la charge du SIPE de Grez-sur-Loing / Montcourt-Fromonville : travaux de terrassement pour 3 colonnes en ligne de 5 m3, blindage et sécurisation de la fouille, réalisation d'une semelle de propreté en sablon de 15 cm, remblaiement autour des colonnes en sablon, fourniture et pose de bordurette en périphérie des colonnes, finition en béton balayé, évacuation de la terre excédentaire de terrassement.

Localisation géographique :

- EPCI Pays de Nemours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Terrassement pour 3 poubelles enterrées en ligne (devis Legras)	12 800	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	2 800
TOTAL	**12 800**	**TOTAL**	**12 800**

DOSSIER N° 20013315 - Atelier participatif d'entretien et de réparation de vélos La Rustine

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	915 € HT	100 %	915 €
	Montant total de la subvention		915 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BOITE A GRAINES
Adresse administrative : 9 RUE GEORGES CHARPAK 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut juridique : Association
Représentant : Michel MARGAS, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

La Rustine est un atelier de réparation des vélos participatif et solidaire qui se trouve à Brétigny-sur-Orge. Il est issu du projet "Labo", une démarche d'urbanisme transitoire s'inscrivant dans le projet d'aménagement du Quartier Clause Bois Badeau, à proximité de la gare SNCF. La SORGEM (Société d'Economie Mixte du Val d'Orge) met à disposition de l'association Boîte à Graines l'ensemble des locaux aménagés nécessaires à la vie et à l'animation du site. L'association Boite à Graines fédère un ensemble d'associations actives dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, dont deux d'entre elles assurent l'animation de l'atelier de réparation de vélos "La Rustine". Il met à disposition des outils, des pièces détachées et délivre des conseils pour permettre aux cyclistes d'entretenir et de réparer eux-mêmes leurs vélos. Les objectifs sont de : favoriser la pratique du vélo au quotidien pour accélérer la transition énergétique, remettre en circulation des vélos délaissés, réemployer les pièces détachées, créer une dynamique d'échange entre les cyclistes confirmés et les débutants, élargir le savoir-faire pour favoriser l'autonomie des cyclistes, créer une vélo-école. A terme, la création d'une maison du vélo à Brétigny sur Orge est envisagée à proximité de la gare SNCF. Pour cela, l'association nécessite la présence d'un animateur ayant les compétences requises. Pour cette raison, il s'agit de former une personne via le Brevet Initiateur Mobilité et pouvoir disposer d'un kit d'équipements pour la création d'un parcours pédagogique, adapté aux cyclistes enfants et adultes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Brétigny-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'équipement et outillages (pied de réparation vélo, meuleuse portative, clé dynamométrique, centrage de roue…)	915	Subvention Région Île-de-France	915
TOTAL	**915**	**TOTAL**	**915**

DOSSIER N° 20013058 - RECNOREC : Création et mise à disposition de composteurs

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 100 € HT	99 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RECNOREC
Adresse administrative : 12 AV DES PRES 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut juridique : Entreprise
Représentant : UGOLINE JENNYFER SOLER, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

En Île-de-France aujourd'hui, seuls 10% des plastiques consommés par les ménages sur le territoire sont recyclés. Sur 100 kg d'emballages ou produits plastiques, 58 sont enfouis, 32 sont incinérés et seulement 10 sont recyclés.
L'entreprise souhaite créer et mettre à disposition des composteurs fabriqués à 100% à partir de déchets plastiques ménagers. La solution RECNOREC permet de transformer tous les déchets plastiques non dangereux, qu'ils soient souillés ou en mélange, en un matériau composite de qualité, particulièrement résistant en extérieur. Ce matériau permet la réalisation de mobilier, d'aménagements extérieurs, et remplace le bois ou le béton dans de nombreuses applications.
Le composteur individuel ou collectif est une application envisagée particulièrement pertinente. Afin d'entamer son développement commercial, RECNOREC doit faire ses preuves au travers de prototypes d'objets fabriqués à partir de déchets plastique en mélange. Un partenariat avec une ESAT spécialisée dans la menuiserie a été établi dans le but de prototyper un composteur rotatif de 100L fabriqué avec des déchets plastiques recyclés. Ces prototypes pourraient par la suite faire l'objet d'une expérimentation par une mise à disposition publique dans le secteur de Saint-Quentin-en-Yvelines. D'autres formats sont également envisagés pour répondre à la production des utilisateurs ciblés. En effet, l'utilisation d'un tel matériau issu de déchets plastiques fait doublement sens puisque le projet possède une dimension à la fois sociale et écologique à forts impacts : mise à disposition gratuite au public, sollicitation de travailleurs handicapés, et recyclage de la matière plastique pour développer le compostage permettant le recyclage des déchets alimentaires.
Une mise à disposition dans certains espaces publics permettrait aux communes environnantes de justifier d'une éthique de développement durable engagée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Prototypage	900	Subvention Région Île-de-France	10 000
Design selon cibles et utilisateurs	2 000	Fonds propres	100
Production matière recyclée	4 500		
Production de 15 unités	2 700		
TOTAL	**10 100**	**TOTAL**	**10 100**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013316 - Cycl'Auber

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	32 976 € HT	30,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 2 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS 93308 AUBERVILLIERS CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : KARINE FRANCLET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Inspiré du concept solidaire danois "Cycling without age", la commune d'Aubervilliers souhaite développer une nouvelle manière pour les séniors de se déplacer dans la ville. Le service municipal d'accompagnement et animations seniors a pour mission d'accompagner dans leur quotidien grâce à la flotte municipale de véhicule motorisée les personnes âgées inscrites auprès du service (usagers, locataires des résidences autonomie et bénéficiaires des EHPAD). Aubervilliers est une ville en mutation avec plusieurs grands projets transforment la ville et ses modes de circulation. La ville peut parfois compliquer les déplacements essentiels au quotidien des séniors à mobilité contrainte (temps de trajet rallongé, difficultés de stationnement, coût à la collectivité). L'usage du vélo dans la ville est une solution écologique, responsable et citoyenne de mieux circuler dans la ville. Par ailleurs, l'usage du vélo "collectif" permet également des moments d'échanges, une circulation plus douce et une vision plus humanisée et agréable du cadre de vie. Il est proposé une expérimentation de 3 ans pour la mise en œuvre de l'action. L'objectif étant de pouvoir valoriser cette pratique lors des JO 2024. Afin de sensibiliser notre public (séniors autonomes et en mobilité contrainte), plusieurs actions de sensibilisation et de découverte sont prévues : un stage d'initiation à vélo en partenariat avec la Prévention Routière 93 et Auber93 St Michel (association de cyclisme professionnels et loisirs). L'objectif étant d'initier et de favoriser la mobilité par l'usage du vélo, développer l'apprentissage, les bonnes pratiques et la prévention, un stage d'évaluation vidéo à la conduite automobile en direction des séniors en partenariat avec l'association AGGIR pour sensibiliser à l'évolution de la conduite en voiture et des risques liés à l'âge. La mise en place d'un système de réservation de triporteur électrique pour les actes du quotidien en direction des personnes âgées à mobilité contraintes effectué par les agents d'accompagnement du service (disposant de quatre structures séniors, l'achat se portera pour un triporteur électrique par structure). Par ailleurs, des balades "plaisir" sur le territoire seront effectuées par les agents du service accompagnement et bénévoles. Ce projet transversal sera porté par les différentes directions de la Ville d'Aubervilliers (Autonomie, enseignement, démocratie locale, sports, vie associative...) qui mettront à disposition les moyens techniques et humains.

Des partenariats avec les acteurs locaux seront également initiés pour la mise en œuvre des actions mais également pour la mobilisation des publics auprès des EHPAD et résidence autonomie. Par la suite, il pourra être envisagé une utilisation mutualisée et accessible à la population des triporteurs électriques.

Localisation géographique :

- Aubervilliers

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 4 triporteurs électriques	32 976	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Subvention Plaine commune	13 000
		Fonds propres	9 976
TOTAL	**32 976**	**TOTAL**	**32 976**

DOSSIER N° 20013159 - Bacs de culture pour plantes potagères adaptés aux personnes à mobilité réduite

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 500 € HT	100 %	3 500 €
	Montant total de la subvention		3 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLE EN HERBES
Adresse administrative : 6 AV MAURICE RAVEL 75012 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Mathieu SIMONET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association Ville en herbes souhaite réaliser un jardin hors sol (bacs de cultures) accessible à un public à mobilité réduite qui participera à l'embellissement de la résidence et du quartier de la porte de Vincennes, et ainsi favorisera l'appropriation des espaces extérieurs par les résidents et usagers. Pour accompagner cet aménagement des actions d'animation sont prévues autour de plusieurs journées de chantiers participatifs. L'encadrement de ses ateliers sera réalisé par deux techniciens spécialisés et des bénévoles de différentes association (Centre d'Action sociale de la Ville de Paris, association du Jardin Faure'midable). Pour cela le projet nécessite l'achat de divers matériaux : bois (bastaings, planches de coffrage, lambourdes), visserie, protection bois (pour soubassement), feutre géotextile, terre végétale amendée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel (bois, visserie, protection bois, terre amendée, végétaux, etc.)	3 500	Subvention Région Île-de-France	3 500
TOTAL	**3 500**	**TOTAL**	**3 500**

DOSSIER N° 20012992 - Aménagement de la Cantine solidaire de la ferme urbaine "On Sème Tous"

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 362 € HT	100 %	4 362 €
	Montant total de la subvention		4 362 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ON SEME TOUS
Adresse administrative : 134 RUE HOCHE 93100 MONTREUIL
Statut juridique : Association
Représentant : JEAN ROCH BONNIN, Co PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

La cantine solidaire de Montreuil Bagnolet, régalera ses clients à prix modique, de petits plats mitonnés à base de légumes de la Ferme Urbaine de Montreuil. La cantine solidaire, fait partie du projet de ferme urbaine du quartier de la Noue (Montreuil Bagnolet) porté par l'association "On Sème Tous" (15 bénévoles actifs) déposé par Est Ensemble, en Juin 2020, dans le cadre de l'appel à projet ANRU +. L'idée est simple : réapprendre à cuisiner et à consommer des aliments de qualité pour une meilleur santé et plus de plaisir, sensibiliser au gaspillage et à la gestion des déchets, cuisiner ensemble lors de différents événements, créer des rencontres, impulser la mixités sociales, faire le lien entre les producteurs locaux, les marchés, et les quartiers. Les publics ciblés par le projet sont les habitants de la Noue, les habitants de Bagnolet et Montreuil et plus largement les Franciliens.
Le soutien régional est sollicité pour aménager et équiper la cantine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Montreuil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Equipement de la cuisine (cuisinière 5 feux, évier professionnel…)	4 002	Subvention Région Île-de-France	4 362
Mobilier de travail et de rangement	260		
8 Tables upcycling + 20 Chaises	100		
TOTAL	**4 362**	**TOTAL**	**4 362**

DOSSIER N° 20013160 - Végétalisation de la cité scolaire Lavoisier

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 600 € HT	87 %	4 000 €
	Montant total de la subvention		4 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES LYCEENS DU LYCEE LAVOISIER
Adresse administrative : 17 RUE HENRI BARBUSSE 75005 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Jeanne Rodriguez, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/05/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association de la Maisons des lycéens du lycée Lavoisier souhaite en priorité créer un mur végétal au droit de l'entrée du collège rue Pierre Nicole situé à Paris dans le Vème arrondissement. Dans le cadre d'une végétalisation plus globale de l'établissement, d'autres lieux pourraient être transformés par l'ajout de plantes ou de fleurs. Il s'agit de : mettre en place des bacs à fleurs devant les toilettes de la cour du collège, végétaliser un mur visible à partir du passage entre les deux halls, mettre en place un potager qui pourrait être entretenu par les élèves de l'établissement sur la base du volontariat et installer des plantes grimpantes autour des grilles de l'entrée rue Henri Barbusse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Mur végétal (x2)	4 000 €	Subvention Région Île-de-France	4 000 €
Potager	300 €	Fonds propres	600 €
Achat équipement	300 €		
TOTAL	**4 600 €**	**TOTAL**	**4 600 €**

DOSSIER N° 20013062 - Incitation au recyclage urbain : compacteurs de canettes et bouteilles en PET

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 720 € HT	80 %	7 776 €
	Montant total de la subvention		7 776 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOUPPES SUR LOING
Adresse administrative : 19 Avenue du Maréchal Leclerc 77460 Souppes-sur-Loing
Statut juridique : Organisme public
Représentant : PIERRE BABUT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/07/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Souppes-sur-Loing souhaite inciter les citoyens à participer au recyclage des canettes et bouteilles PET en mettant à leur disposition des compacteurs participatifs. Les compacteurs électriques peuvent être équipés d'un distributeur de bon d'achats et les compacteurs manuels stimulent la participation grâce à l'aspect ludique du levier de compactage. La pédagogie est renforcée, grâce aux surfaces des compacteurs qui sont totalement recouvrables d'informations. Les espaces publics destinataires seront les gymnases, centres culturels, bases de loisirs, les hameaux et les résidences.

Localisation géographique :
- Souppes-sur-Loing

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
5 Compacteurs électriques CKFD	1 500	Subvention Région Île-de-France	7 776
3 Compacteurs MINI manuel 2C Environnement	4 440	Fonds propres	1 944
1 Compacteurs STANDARD manuel 2C Environnement	1 790		
1 Compacteurs MAXI manuel 2C Environnement	1 990		
TOTAL	**9 720**	**TOTAL**	**9 720**

DOSSIER N° 20013161 - Fabrication de nichoirs à oiseaux par les enfants de l'école et installation dans les espaces boisés

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	750 € HT	70 %	525 €
	Montant total de la subvention		525 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTCOURT FROMONVILLE
Adresse administrative : RTE DE MORET 77140 MONTCOURT-FROMONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michaël BEUGIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le souhait de la commune de Moncourt-Fromonville est de faire participer les enfants à la confection, à l'école, de nichoirs à oiseaux, et d'apporter par ce biais un côté ludique et participatif à l'installation de nichoirs dans les coins boisés du village, dans un souci de favoriser la biodiversité. Les nichoirs à oiseaux sont une alternative aux pesticides au cœur du village. Au-delà de la construction de ces nichoirs, les enfants de l'école de Moncourt-Fromonville pourront comprendre l'importance de ces installations. Une fois installés dans le village et au sein de l'école, les nichoirs attireront les oiseaux, qui une fois nichés confortablement, consommeront 500 insectes par jour. Les enfants pourront ainsi apprendre que les mésanges mangent entre autres, les chenilles processionnaires dont nous subissons le fléau dans notre région, mais aussi les nombreux vers et chenilles qui dévorent massifs et potagers. Ils apprendront que ces nichoirs pourront accueillir mésanges charbonnières, moineaux domestiques, mésanges bleues, mésanges huppées, mésanges nonnettes, sittelles torchepots. L'hiver, les oiseaux pourront s'y réfugier pour se protéger du froid et des intempéries. Les enfants pourront ainsi être fiers de participer à cette action qui permet de lutter contre la disparition de nos oiseaux de - 30 % en 20 ans.

Localisation géographique :
- Montcourt-Fromonville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Kits nichoirs	750	Subvention Région Île-de-France	525
		Fonds propres	225
TOTAL	**750**	**TOTAL**	**750**

DOSSIER N° 20013163 - Parcours pédagogique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 569 € HT	100 %	3 569 €
	Montant total de la subvention		3 569 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES SOURCES
Adresse administrative : 2 Avenue du Général de Gaulle, 95230 Soisy-sous-Montmorency
Statut juridique : Association
Représentant : MARION ALINA, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/09/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet est l'aménagement du parc des Sources sur les hauteurs de Soisy sous Montmorency, en parcours d'initiation à la découverte d'un écosystème naturel, dans une démarche à la fois d'information et de sensibilisation sur les variétés arboricoles du Val d'Oise et plus particulièrement de la forêt de Montmorency. Le Parc des Sources est une illustration des variétés composants la forêt de Montmorency (composée à 70% de châtaigniers. Actuellement, il n'existe pas d'aménagements spécifiques sur ce lieu, uniquement un terrain de pétanque. Il s'agit plus d'un lieu de passage. L'association envisage une évolution du lieu en parc d'initiation à la découverte de la biodiversité. Chaque zone du parc sera identifiée par des panneaux pédagogiques respectant un cahier des charges environnemental et réglementaire précis. Les arbres remarquables seront balisés, un panneau explicatif du parcours sera mis en place. Un QR code permettra d'accéder à des informations sur les essences des arbres et à des outils pédagogiques. Enfin des nichoirs et hôtel à insectes seront mis en place comme support à la préservation des oiseaux et support pédagogique de sensibilisation à la faune des espaces forestiers. Le parcours pédagogique se complétera par la mise en place d'une parcelle fleurie adaptée aux contraintes du site et correspondant aux variétés locales en favorisant l'installation d'insectes et de lutter contre l'érosion du sol. Les publics ciblés sont en priorité les publics utilisant le parc : habitants du quartier, centres aérés, clubs photos, les sorties pour les séniors, les centres sociaux, les écoles, car les outils pédagogiques mis en ligne pourront servir de supports à des sorties d'éducation à l'environnement, en autonomie. La préservation de la biodiversité passe par la sensibilisation du citoyen. L'objectif des actions d'éducation et de sensibilisation à l'environnement est de donner les clés à chacun d'un monde plus respectueux des équilibres entre l'homme et la nature.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Soisy-sous-Montmorency

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Nichoirs et hôtels à insectes	283	Subvention Région Île-de-France	3 569
Panneaux d'information	1 278		
Poubelles 2 corbeilles	480		
Semences	28		
Panneaux balises	1 500		
TOTAL	**3 569**	**TOTAL**	**3 569**

DOSSIER N° 20013164 - Aménagement d'un jardin partagé et valorisation du patrimoine naturel

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 999 € HT	100 %	9 999 €
	Montant total de la subvention		9 999 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES JARDINS CYDONIA
Adresse administrative : 9 ALL DE LA MEULIERE 78310 COIGNIERES
Statut juridique : Association
Représentant : Nicolas ROBBE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'espace Alphonse Daudet est un espace culturel qui comporte notamment le théâtre Alphonse Daudet mais aussi une surface importante d'espaces verts. L'association LES JARDINS CYDONIA a été créée pour développer les jardins partagés sur le territoire de Coignières. Grâce à l'accord, au soutien et à l'aide apportée par la Mairie de Coignières, il semble possible et souhaitable de faire rimer Culture et Cultures sur ces espaces verts. Réalisé sur proposition, par et pour les habitants, ce projet se veut totalement inclusif. La création de potagers en carré doit permettre à tous de participer, aussi bien les enfants que les personnes âgées ou les personnes à mobilité réduite. L'activité jardinage favorisera le lien social et intergénérationnel. Pour cela, des actions à visé pédagogique seront organisées en parfaite concertation avec les écoles de Coignières, les citoyens et les associations présentes sur le territoire. Les 4 espaces prévus pour accueillir des carrés potagers représentent une surface de 100 à 150 m². Les carrés devront être à la fois pratiques et esthétiques. En complément, au centre du projet, il est prévu de restaurer un théâtre de verdure et de l'entourer de pergolas recouvertes de plantes grimpantes afin de le mettre en valeur. En dehors de ces espaces parfaitement délimités, il est prévu de planter tout au long du parcours pédagogique des arbres, des arbustes et des petits fruitiers. Par ce projet, l'association souhaite sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux environnementaux, et promouvoir ainsi la transition écologique. Il permettra notamment de s'initier à la culture biologique, à la permaculture, au partage de savoirs et de plantes et à la valorisation des déchets verts avec des composteurs et des formations au compostage. Par ailleurs, il est prévu de poursuivre l'aménagement d'un sentier de promenade autour du théâtre et le valoriser de manière à en faire un refuge pour la biodiversité. L'installation de nichoirs et la plantation de végétaux utiles pour les insectes, les oiseaux, les chauves-souris et les petits mammifères permettront de sauvegarder ceux qui y vivent et d'en attirer davantage. Ce jardin partagé permettra aux habitants de se réapproprier ce lieu de verdure magnifique mais délaissé. Cet espace vert est tout désigné pour être un lieu de culture et d'échange culturel, de créations artistique et musicale en partenariat avec l'espace Culturel Alphonse Daudet. Une fois remis en état, le théâtre de verdure permettra la réalisation d'animations et de spectacles. Initié par 2 personnes, ce projet mobilise aujourd'hui une dizaine de

personnes qui disposent des connaissances, de l'expérience et de la motivation pour réaliser ce projet dans les meilleurs délais.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Coignières

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel pour carrés potagers et pergolas (bois, grillage, terre et compost, paillage…)	5 330 €	Subvention Région Île-de-France	9 999 €
Végétaux	3 000 €		
Cabanon en bois	700 €		
Récupérateur d'eau	97 €		
Petit matériel	400 €		
Composteurs	72 €		
Nichoirs	400 €		
TOTAL	**9 999 €**	**TOTAL**	**9 999 €**

DOSSIER N° 20013165 - Aménagement paysager participatif

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 689 € HT	70 %	7 482 €
	Montant total de la subvention		7 482 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONGERVILLE THIONVILLE
Adresse administrative : RUE DES FRAVILLES 91740 CONGERVILLE-THIONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry GUERIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Congerville-Thionville (228 habitants) est composée de deux villages à l'habitat groupé, distants d'un kilomètre. Elle se situe sur le plateau de Beauce, caractérisé par ses grandes parcelles agricoles et la rareté de ses espaces boisés. La commune ne dispose pas à ce jour de parc arboré dans son patrimoine. Des parcelles communales, aménagées en partie en terrain de sport, bordent les cimetières placés à chaque entrée de village.
Le projet consiste à planter un alignement d'arbres aux abords de chaque cimetière de façon à créer un point d'accroche dans le paysage de plaine délimitant la partie agricole de la partie urbanisée. L'allée ainsi constituée offrira un parcours de promenade ombragé pour les habitants. Y seront également plantés des arbres ou arbustes fruitiers et décoratifs qui abriteront une faune diversifiée utile à la production de fruits et à la biodiversité.
La municipalité souhaite s'appuyer sur l'association « Le Dolmen », qui organise différentes animations intergénérationnelles, pour sensibiliser les habitants aux enjeux de la plantation d'arbres et à l'intérêt de favoriser une flore et une faune diversifiées. Les enfants de la commune seront associés à la création d'un parcours pédagogique au travers d'un atelier de création de panonceaux explicatifs, puis à l'entretien (taille) et la récolte des fruits. La fabrication d'un hôtel à insectes complètera le dispositif.

Localisation géographique :
- Congerville-Thionville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et plantation des arbres	10 689	Subvention Région Île-de-France	7 482
		Fonds propres	3 207
TOTAL	**10 689**	**TOTAL**	**10 689**

DOSSIER N° 20013166 - Une pépinière de quartier pour la transition écologique à Bagnolet

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 627 € HT	59,4 %	7 500 €
	Montant total de la subvention		7 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES SERRES VOLANTES
Adresse administrative : 18 AV RASPAIL 93170 BAGNOLET
Statut juridique : Association
Représentant : Léonard NGUYEN VAN THE, Co-PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2022
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association porte le projet de réhabilitation d'une pépinière partagée à Bagnolet à l'inter-quartier des Malassis, le Plateau, la Dhuys et le Centre. L'ouverture d'un équipement de proximité qui sensibilise et participe aux changements de nos pratiques, un équipement pédagogique qui contribue au développement d'une agriculture urbaine écologique et citoyenne. A travers ces jeunes pousses, les habitants sont sensibilisés aux cycles et la saisonnalité des plantes, à la provenance de aliments en circuits courts, à l'importance de la nature en ville. Depuis avril 2019, Les Serres volantes occupe les anciennes serres du Château de l'Etang au sein du parc Audin, ce qui a permis de tester les usages des espaces, et la serre basse s'avère être un équipement idéal pour l'installation d'une pépinière de quartier. Le réaménagement s'inscrit dans une démarche de revalorisation de ce patrimoine. Les travaux comprennent l'installation d'une couverture du type « pergola » dans l'espace « cour » pour augmenter la surface abritée, la réfection partielle du local technique et du local de stockage qui alimente la serre en eau et en électricité, le remplacement des vitraux et des portes cassés, la réfection des systèmes de ventilation, de chauffage et d'arrosage des serres. Par ailleurs, la serre sera équipée de tables à marée, réservoirs, pompe de brassage, tuyaux, pots, semoirs, bacs à plantes. Pépins Production s'associe aux Serres volantes pour accompagner la conception, l'ouverture et l'animation de ce projet. Leur intervention consiste à former les membres des Serres volantes pour la gestion d'une pépinière de quartier autogérée par les habitants et en faire un véritable équipement pédagogique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Bagnolet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Remplacement vitraux et portes	1 985 €	Subvention Région Île-de-France	7 500 €
Pergola	3 000 €	Fonds propres	5 127 €
Equipement de la serre (système d'irrigation et programmateur, tables, bacs de culture, pots…)	700 €		
Récupérateur d'eau	2 952 €		
Mobilier (assises, tables, établis)	900 €		
Mise en lumière	3 090 €		
TOTAL	**12 627 €**	**TOTAL**	**12 627 €**

DOSSIER N° 20012994 - Bienvenue au jardin de l'école

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204141-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 933 € HT	70 %	6 953 €
	Montant total de la subvention		6 953 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LE VICOMTE
Adresse administrative : 4 RUE DE LA MAIRIE 91540 FONTENAY LE VICOMTE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : VALERIE MICK RIVES, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 26/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Fontenay-le-Vicomte souhaite créer un jardin potager pour les enfants. L'objectif principal est de faire découvrir aux enfants la culture des légumes, et ainsi le cycle des saisons. Ce jardin conçu pour eux, leur permettra de prendre du plaisir à s'occuper des plantations, les arroser, les regarder pousser, les cueillir et les consommer.

Localisation géographique :

- Fontenay-le-Vicomte

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Scellement des poteaux et fournitures clôture en bois	858	Subvention Région Ile-de-France	6 953
Fourniture et pose portillon bois	680	Fonds propres	2 980
8 bacs de plantation à hauteur d'enfants en bois	4 160		
Abri de jardin en bois	2 850		
Plantations framboisiers/groseillers	285		
Collecteur d'eau sur gouttière	650		
Travaux de mise à niveau du terrain	450		
TOTAL	**9 933**		**9 933**

DOSSIER N° 20013065 - Installation de bacs à compost collectifs

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 672 € HT	80 %	1 338 €
	Montant total de la subvention		1 338 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTCOURT FROMONVILLE
Adresse administrative : RTE DE MORET 77140 MONTCOURT-FROMONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michaël BEUGIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/08/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à proposer aux Moncourtois de déposer leurs déchets organiques dans des bacs à compost installés dans le parc de la mairie, aux horaires d'ouverture de cette dernière, afin d'éviter l'amoncellement de déchets. Un cache-conteneur en bois, avec une porte d'accès, pourrait utilement contenir ces bacs à compost et serait ouvert aux heures définies par la mairie. Ces bacs seraient installés, afin d'offrir la possibilité à ceux qui ne peuvent pas installer de composteurs sur leur parcelle d'habitation, de participer à l'effort collectif de réduction des déchets organiques. Des panneaux explicatifs pour les habitants seront installés à proximité des bacs à compost de la mairie. Le compost serait mis à la disposition des Moncourtois qui viennent déposer leurs déchets et le cas échéant aux jardiniers du village. Le même dispositif serait mis en place au premier semestre 2021 à proximité de la future cantine de l'école. Les déchets seraient issus de cette cantine, et le compost serait utilisé soit par les agents techniques de la mairie, soit mis à disposition des habitants. Une formation du personnel de la ville pour l'entretien des bacs à compost sera également mise en place. L'installation des bacs à compost à proximité de la cantine permettra également de sensibiliser les enfants à la nécessité de réduire nos déchets organiques en les recyclant.

Localisation géographique :
- Montcourt-Fromonville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de bacs à compost collectif	136	Subvention Région Île-de-France	1 338
Achat d'un cache-conteneur en bois	1 536	Fonds propres	334
TOTAL	**1 672**	**TOTAL**	**1 672**

DOSSIER N° 20013066 - Îlots Partageurs de LuniverCel

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 950 € HT	100 %	6 950 €
	Montant total de la subvention		6 950 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LUNIVERCEL
Adresse administrative : 11 RUE DES ANCIENNES MAIRIES 92000 NANTERRE
Statut juridique : Association
Représentant : Matthieu DOLIVET, Co-PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 14/08/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association l'univercel, en s'appuyant sur son expérience précédente, envisage de développer davantage la mise en place de boîtes à dons, zones de gratuité et d'ateliers de réemploi pour créer de nouveaux lieux de vie "Partageurs". Les Îlots Partageurs sont des lieux conviviaux comprenant une boîte à dons et une bibliothèque d'objets, accueillant une programmation créative d'ateliers 0 déchet et de réparations, proposant des partages de savoir-faire, de matériels et d'outils, et disposant d'un vélo-cargo pour déplacer lors d'événements extérieurs. Il s'agit pour l'association d'inciter à avoir une consommation plus responsable autour de l'économie circulaire, l'économie du don, et la réduction et valorisation des déchets au travers du réemploi d'objets, de leur réparation et de leur mise en commun. Dans des lieux à disposition de tous les citoyens, donc des lieux municipaux de préférence, ou bien des lieux d'occupation temporaires administrés par des associations en accord avec les institutions locales. L'association L'univercel se positionne comme porteur du projet les Îlots Partageurs et ses équipes salariée et bénévole travailleront sur ce projet avec pour objectif d'aller vers un lieu autonome : chaque citoyen.ne qui le désire peut se saisir de ce lieu pour l'animer, y proposer des activités, encadrer le don et l'adoption d'objets, participer au bon fonctionnement de la bibliothèque d'outils et d'objets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris 6

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
3 boîtes à dons et 3 bibliothèques d'objets	350,00 €	Subvention Région Île de France	6 950,00 €
Outillage pour les bibliothèques	1 500,00 €		
3 vélos cargos	5 100,00 €		
TOTAL	**6 950 €**	**TOTAL**	**6 950 €**

DOSSIER N° 20013067 - Solution innovante pour lutter contre les dépôts sauvages : le digital au service de l'environnement

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 000 € HT	83,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEFIA
Adresse administrative : 165 RUE DES COURLIS 95100 ARGENTEUIL
Statut juridique : Entreprise
Représentant : Youssef SEFION

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Les dépôts sauvages sont un fléau national et notamment ceux issus du bâtiment (construction et rénovation). Dans ce cadre, l'entreprise SEFIA propose une solution innovante et inédite, brevetée, qui consiste en la mise en place de sacs à gravats type polypropylène tissés 1mx0,6 avec une capacité de chargement de 50 kilos, et équipés d'un système de traçabilité. Ce système, relié à un logiciel et une application mobile, permet d'identifier leurs propriétaires.
L'objectif est a minima de rendre écoresponsable l'utilisateur, et à défaut de permettre aux pouvoirs publics de connaître l'origine et retrouver le ou les auteurs des dépôts sauvages dans l'espace public. Les mairies pourront mettre à disposition à titre gratuit des sacs tracés pour leurs citoyens qui les déposeront remplis en déchetteries, ou bien qui seront collectés directement chez le particulier par le biais d'une brigade constituée de personnes en réinsertion (chantier de réinsertion Direccte du Val d'Oise). Afin de pouvoir transporter les sacs, le soutien de la Région est sollicité afin de permettre l'acquisition d'un camion muni d'une benne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Deuil-la-Barre

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat camion mini benne	12 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	2 000
TOTAL	**12 000**	**TOTAL**	**12 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013169 - Aménagement du verger de Saint-Escobille (91)

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 885 € HT	100 %	8 885 €
	Montant total de la subvention		8 885 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT ESCOBILLE ANIMATION (SEA)
Adresse administrative : 6 rue de la gare 91410 Saint-Escobille
Statut juridique : Association
Représentant : Renaud BAYARD, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/07/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association S.E.A. (Saint Escobille Animation) a pour projet d'aménager le secteur de loisirs en zone naturelle du village de Saint-Escobille (Essonne) pour qu'il devienne un espace de rencontre entre les citoyens et la biodiversité des milieux ouverts agricoles. Il s'inscrit dans la continuité des démarches précédentes d'aménagement du lieu à savoir l'installation d'équipements sportifs (parcours santé, city stade …) et la création en 2018 d'un verger pédagogique par le Siredom pour la commune (Syndicat pour l'Innovation, le Recyclage et l'Energie par les Déchets et Ordures Ménagères). Les actions envisagées se feront sous forme d'ateliers intergénérationnels et de chantiers citoyens pour que les villageois s'approprient le lieu, le fassent vivre et prennent conscience de la richesse de la nature autour d'eux. Le site pourra ensuite héberger des évènements (transmission de la taille des fruitiers par les anciens de la commune, observation d'animaux nocturnes, animations scolaires, jeux…). Neuf actions, échelonnées sur 1 an et demi (pour tenir compte des périodes de plantations), sont prévues : plantation d'une haie protectrice des vents dominants constituée de variétés locales, réalisation de nichoirs, mangeoires et abris (chauves-souris, hérissons, mésanges …), création d'un labyrinthe gourmand (zone ludique de cueillette de baies, de petits fruits et d'aromatiques), désimperméabilisation d'un espace goudronné et après analyse de leur toxicité, recyclage, si possible, des résidus en butte végétale, réalisation d'une signalétique ludique du site en matériel de récupération, production de fiches d'identification de chaque arbre et arbuste présents sur le site, réalisation d'un plan attractif, production d'une carte détaillée du verger, et création de fiches pédagogiques. Toutes ces actions seront réalisées avec les habitants du village en partenariat avec des associations locales (La Petite Tortue, La haie Magique, Agitons le Local !) et une entreprise locale (usine de terreau la Florentaise).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Authon-la-plaine, Mérobert, Plessis-Saint-Benoist, Saint-Escobille

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Plantation d'une haie protectrice	2 020 €	Subvention Région Île-de-France	8 885 €
Réalisation de nichoirs, mangeoires et abris	1 100 €		
Création d'un labyrinthe gourmand	1 455 €		
Désimperméabilisassions et création d'une butte végétale	2 100 €		
Réalisation de la signalétique du site	500 €		
Production des fiches d'identification de chaque arbre et arbuste	1 200 €		
Plan du site et carte détaillée du verger	510 €		
TOTAL	**8 885 €**	**TOTAL**	**8 885 €**

DOSSIER N° 20013324 - Garons nos vélos !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 004 € HT	70 %	1 400 €
	Montant total de la subvention		1 400 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTCOURT FROMONVILLE
Adresse administrative : RTE DE MORET 77140 MONTCOURT-FROMONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michaël BEUGIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Dans la commune de Moncourt-Fromonville, de plus en plus d'habitants se déplacent à vélo. Par ailleurs, des cyclistes qui ne résident pas dans le village empruntent également la liaison douce qui traverse la commune. Pour accompagner l'essor des mobilités douces, il est nécessaire de proposer des infrastructures adaptées, sécurisées et suffisamment nombreuses. Dans le parc de la mairie, des bancs et des tables de pique-nique sont à disposition de ceux qui souhaitent faire une pause. Or, à ce jour, il n'existe aucun range-vélos près de ces mobiliers urbains. Des range-vélos pourraient y être installés, un autre près du restaurant du village, à proximité du canal et de la liaison douce, et les autres aux endroits les plus fréquentés du village (ex : école, car un certain nombre de parents emmènent leurs enfants à vélo).

Localisation géographique :
- Montcourt-Fromonville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 7 range-vélos	2 004	Subvention Région Île-de-France	1 400
		Fonds propres	604
TOTAL	**2 004**	**TOTAL**	**2 004**

DOSSIER N° 20013170 - Plantation d'une haie champêtre avec des essences locales

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 245 € HT	70 %	2 972 €
	Montant total de la subvention		2 972 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTCOURT FROMONVILLE
Adresse administrative : RTE DE MORET 77140 MONTCOURT-FROMONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michaël BEUGIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/11/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Dans la commune de Montcourt-Fromonville, la haie en buis qui longe la salle polyvalente du village a été détruite par les chenilles processionnaires. La commune souhaite planter en lieu et place une longue haie champêtre composée d'essences locales qui participe à la régulation hydraulique des terres et des rivières en limitant les effets du ruissellement, accueille un écosystème riche qui favorise la biodiversité végétale et animale, équilibre des milieux, participe à la lecture des saisons dans le paysage grâce à ses floraisons, ses fructifications, ses couleurs automnales et l'aspect de ses ramures. Toutes ces qualités apportent un confort aux habitants et valorisent le paysage : mise en scène un bâtiment ou en adoucit l'impact visuel, masque une vue disgracieuse, constitue un brise-vent, participe durablement au fleurissement du jardin et de la ville, participe au réseau de couloirs écologiques à travers la ville. Enfin, par le choix des essences végétales, elle permettra de réintroduire des variétés locales peut-être anciennes, oubliées au fil du temps. L'observation de la plantation de cette haie champêtre pourrait être proposée aux enfants des écoles, afin de les sensibiliser à l'environnement, et à l'intérêt de planter des essences locales pour la biodiversité.

Localisation géographique :
- Montcourt-Fromonville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Arrachage du buis et plantation d'une haie champêtre avec des essences locales (78 mètres linéaires)	4 245	Subvention Région Île-de-France	2 972
		Fonds propres	1 273
TOTAL	**4 245**	**TOTAL**	**4 245**

DOSSIER N° 20013171 - Cachons l'arrière du centre commercial que je ne saurais voir !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	630 € HT	70 %	441 €
	Montant total de la subvention		441 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTCOURT FROMONVILLE
Adresse administrative : RTE DE MORET 77140 MONTCOURT-FROMONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michaël BEUGIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/11/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le centre commercial de Moncourt-Fromonville est de création récente. Il a été construit avec des matériaux difficilement compatibles, sur un plan visuel, avec les espaces et bâtiments qui l'entourent. Ses façades avant et arrière sont composées de bardages en acier blanc, qui vieillissent mal avec le poids des années. Il est proposé de végétaliser la face arrière de ce bâtiment qui est construit en lisière du parc de la mairie (implantée dans un château du XIXè siècle). Des arbres d'essences différentes permettraient de masquer une vue disgracieuse, à tout le moins d'en adoucir l'impact visuel.

Localisation géographique :
- Montcourt-Fromonville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat végétaux et plantation	630	Subvention Région Île-de-France	441
		Fonds propres	189
TOTAL	**630**	**TOTAL**	**630**

DOSSIER N° 20013068 - Avec des poubelles les rues sont plus belles !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 963 € HT	80 %	7 970 €
	Montant total de la subvention		7 970 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTCOURT FROMONVILLE
Adresse administrative : RTE DE MORET 77140 MONTCOURT-FROMONVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michaël BEUGIN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Moncourt-Fromonville ne dispose que de quelques poubelles dans toutes ses rues. Les habitants du village qui possèdent un chien n'ont pas, pour certains d'entre eux, de sacs pour déjections canines. Il est proposé de leur en mettre à disposition en mairie, avec une périodicité à définir. Une campagne de sensibilisation et de rappel du savoir-vivre sera effectuée par la pose d'affiches humoristiques. Les poubelles choisies pour être installées dans le village sont fabriquées à base de briques alimentaires. L'installation de tables de pique-nique nécessite également des poubelles adaptées. Par ailleurs, la commune souhaite installer des cendriers aux endroits les plus fréquentés du village. Au-delà de l'installation des cendriers, une campagne d'affichage sur ces chiffres sera organisée dans la commune.

Localisation géographique :
- Montcourt-Fromonville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de poubelles de rue et de pique-nique avec et sans cendriers	9 963	Subvention Région Île-de-France	7 970
		Fonds propres	1 993
TOTAL	**9 963**	**TOTAL**	**9 963**

DOSSIER N° 20013325 - Des vélos pour des maraudes de rue encore plus solidaires et écologiques !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 683 € HT	100 %	5 683 €
	Montant total de la subvention		5 683 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VRAC - VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC
Adresse administrative : 1 AV RICHERAND 75010 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Lucille TERRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association VRAC – Vous avez Rendez-vous AveC est une association 100% bénévole créée en 2019 qui propose au sein de divers lieux, des temps de rencontre, de réflexion et d'action partagés. L'association organise des maraudes de rue pour apporter des services de base (distribution de café, thé, soupe, kits d'hygiène, vêtements, sacs de couchage, couvertures, appel au 115, orientation vers des structures sociales spécialisées) avec des vélos équipés (1 vélo cargo triporteur électrique et 1 vélo électrique avec porte-bagage et sacoches), comme un moyen innovant d'aller vers les personnes vivant à la rue et ainsi effectuer de plus grandes distances pour créer du lien social avec les personnes éloignées des centres urbains classiques (par exemple avec celles installées le long du périphérique) et apporter davantage de dons grâce au triporteur, au porte-bagage et aux sacoches. Par ailleurs les vélos sont à disposition des autres associations présentes dans le tiers-lieu où les maraudes sont préparées et, plus largement, aux associations du quartier pour développer de nouveaux partenariats et soutenir leurs actions en faveur de l'écologie. L'achat de vélos servira à développer de nouvelles activités autour des questions d'écologie et de solidarité, à transporter des cagettes de fruits et légumes, des fleurs, du matériel pour organiser des événements publics à destination des habitants du quartier. Dans la mesure où les vélos seront garés vers la Place des Fêtes, près du point public culminant de Paris (5,5% de pente depuis Belleville - 14% de pente depuis Ménilmontant), et où l'association transporte plus de 10 kilos à chaque maraude pendant 3 à 4 heures, une assistance électrique est demandée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat : * 1 Vélo triporteur électrique * 1 Vélo électrique + panier/sacoches * Petit équipement inclus (antivol, kit réparation...)	5 683 €	Subvention Région Île-de-France	5 683 €
TOTAL	**5 683 €**	**TOTAL**	**5 683 €**

DOSSIER N° 20013172 - Installation d'un rucher communal pédagogique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 307 € HT	70 %	3 015 €
	Montant total de la subvention		3 015 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOUFFEMONT
Adresse administrative : 45 RUE DE LA REPUBLIQUE 95570 BOUFFEMONT FRANCE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Michel LACOUX, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/08/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La ville de Bouffémont est sensible à la biodiversité et sa préservation. Le projet de la ville est d'installer deux ruches au sein d'un grand espace vert de la ville afin de favoriser la pollinisation des espèces végétales aux alentours. La surface de la commune et sa proximité avec la forêt favorise l'installation de nombreux ruchers privés ou publics sans qu'il y ait de surpopulation apicole comme cela pourrait être le cas dans certaines zones urbaines. La quantité de deux ruches résulte d'une réflexion autour du bien-être et de la bonne santé des abeilles. Le choix des équipements se porte vers des ruches de type Warré pour une apiculture naturelle, qui favorise le bien être des abeilles et la pollinisation par rapport à la production de miel. Les ruches Warré ont été initialement conçues pour diminuer les coûts d'investissement et le travail à réaliser sur une exploitation. L'espèce choisie pour le peuplement des ruches est l'abeille noire, espèce en voie de disparition du fait du brassage génétique et de l'importation de reines de variétés étrangères et donc à protéger. Une fois implantées, le projet est de favoriser les actions pédagogiques autour de ces ruches, pour les enfants des écoles et du collège, soit près de 1200 élèves, mais également les adultes. La sensibilisation et les visites du rucher par les enfants dans le cadre scolaire se traduiront par des interventions d'apiculteurs qui présenteront leur métier au travers d'ateliers de sensibilisation et par des visites expliquées qui pourront occasionnellement se solder par des ateliers autour du miel ou de la cire produite par les abeilles. Les objectifs liés à cette installation sont multiples : la préservation de la biodiversité par la présence bénéfique de cet espace préservé pour les abeilles et la sensibilisation, à travers la pédagogie, autour des questions liées à la biodiversité, l'écologie et les abeilles.

Localisation géographique :
- Bouffémont

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	**Montant des dépenses (en € HT)**	**Libellé des recettes**	**Montant des recettes (en €)**
Fourniture de deux ruches peuplées, matériel de miellerie, stockage et installation	2 919,00	Subvention Région Ile-de-France	3 015,00
Panneaux informatifs	1 388,00	Fonds propres	1 292,00
TOTAL	**4 307,00**	**TOTAL**	**4 307,00**

DOSSIER N° 20013174 - Aménagement du patio intérieur de l'école Chancolia

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204142-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 982 € HT	70 %	2 087 €
	Montant total de la subvention		2 087 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPCUEIL
Adresse administrative : 4 RUE ROYALE 91750 CHAMPCUEIL
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Sandrine JACQUET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'école élémentaire Chancolia de Champcueil dispose d'un patio qui n'a jamais été bien aménagé et dont les élèves ne profitent pas. La commune souhaite aménager cet espace pour permettre aux enfants de se détendre dans un lieu calme et reposant.
Le projet consiste ainsi à créer un jardin sur le thème des quatre points cardinaux et des six continents. Cet espace comprendra également un coin lecture et les élèves pourront y exposer leurs productions artistiques (peintures sculptures, ...). Ce projet est conçu en collaboration avec les enseignants de l'école. L'aménagement sera réalisé par l'équipe technique municipale des espaces verts.

Localisation géographique :
- Champcueil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériaux et matériel pour l'aménagement du patio (brique pilée, ardoise pilée, gravillons, pierres de grès / granit, ciment…)	1 823	Subvention Région Île-de-France	2 087
Plantes et arbustes, pots 200 L et terre de bruyère	1 159	Fonds propres	895
TOTAL	**2 982**	**TOTAL**	**2 982**

DOSSIER N° 20013326 - Sensibilisation des Prunaysiens aux déplacements alternatifs

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 997 € HT	100 %	9 997 €
	Montant total de la subvention		9 997 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE PRUNAYSIENNE / COMITE DES FETES / ANIMATION DU VILLAGE DE PRUNAY SUR ESSONNE
Adresse administrative : Mairie de Prunay sur Essonne, 1 rue Georges Bercher
Statut juridique : Association
Représentant : Ludovic GERVIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/08/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet porté par l'Amicale Prunaysienne est d'animer une démarche de sensibilisation aux déplacement alternatifs. Pour cela, l'amicale souhaite acquérir des vélos pour les habitants de Prunay-sur-Essonne, mais également les accompagner dans la démarche d'apprentissage des codes de conduites et des risques. Par ailleurs, des journées découvertes à vélo pour relancer la pratique de ce moyen de locomotion, même en usage rural seront organisées. Un partenariat est en cours avec les services communaux et le Parc Naturel Régional qui a depuis longtemps initié la même démarche pour les 69 communes la composant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Prunay-sur-Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	**Montant des dépenses (en € HT)**	**Libellé des recettes**	**Montant des recettes (en €)**
Achat de 4 vélos à assistance électrique	5 997,00	Subvention Région Ile-de-France	9 997,00
Aménagement abri spécifique	4 000,00		
TOTAL	**9 997,00**	**TOTAL**	**9 997,00**

DOSSIER N° 20013175 - Art et nature en vallée de l'Orge

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204152-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	14 000 € HT	70 %	9 800 €
	Montant total de la subvention		9 800 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DE L'ORGE, DE LA REMARDE ET DE LA PREDECELLE (SYORP)
Adresse administrative : 163 RTE DE FLEURY 91170 VIRY-CHATILLON
Statut juridique : Organisme public
Représentant : François CHOLLEY, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

"Sensibiliser par le beau pour mieux préserver notre environnement"
Le Syndicat de l'Orge propose de dédier un emplacement situé dans un de ses espaces naturels ouverts au public pour y installer une sculpture ayant pour objectif d'interpeller et de sensibiliser les usagers à la préservation de notre environnement. Un concours ouvert à tous sera organisé par le Syndicat. L'œuvre et l'artiste seront choisis par un jury composé de citoyens, d'élus et d'agents du Syndicat. En stimulant la sensibilité artistique du public fréquentant les espaces naturels du Syndicat de l'Orge, l'objectif est de les interpeller sur la beauté des sites qui les entourent et l'importance de leur préservation : faire prendre conscience de la biodiversité locale et des enjeux de sa préservation : l'œuvre d'art devra être en lien avec la nature (par exemple par ses matériaux) ou véhiculer un message invitant à regarder, écouter ou sentir la nature qui l'entoure; inciter à la propreté des sites: l'œuvre d'art aura pour effet d'inciter à un meilleur respect de la propreté des sites. Le Syndicat de l'Orge lancera un concours ouvert à tous sur son site internet, relayé par les réseaux sociaux et par les communes membres, pour inviter les candidats à présenter une œuvre et les usagers à s'inscrire pour devenir membre du jury, Le jury sera également composé d'élus et d'agents du Syndicat. L'opération sera animée par les agents du Syndicat : choix de l'emplacement dans un espace naturel fréquenté de la vallée de l'Orge, communication, constitution du jury, réception des offres, choix du lauréat, préparation de l'emplacement, suivi de l'installation et de l'inauguration de l'œuvre. Le budget participatif de la Région permettra ainsi de soutenir un projet local également participatif, puisqu'il fera appel aux citoyens pour le choix de l'œuvre finale.

Localisation géographique :

- CA CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Préparation de l'emplacement (création d'un socle…)	3 000	Subvention Région Île-de-France	9 800
Panneau explicatif	1 000	Fonds propres	4 200
Attribution du prix à l'artiste lauréat retenu	10 000		
TOTAL	**14 000**	**TOTAL**	**14 000**

DOSSIER N° 20013327 - Les balades d'ASAEL

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 200 € HT	100 %	1 200 €
	Montant total de la subvention		1 200 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASAEL
Adresse administrative : 89 rue André Tessier 94120 Fontenay-Sous-Bois
Statut juridique : Association
Représentant : Liliane MOKE-NGONDA, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet présenté par l'association ASAEL a pour but de promouvoir les déplacements cyclistes des membres et sympathisants de l'association, en proposant des balades à vélo de Fontenay-Sous-Bois et Vincennes. L'association ASAEL compte parmi ses adhérents, des membres de l'association Fontenay vélo, qui possède un atelier de réparation de vélo et apporte des aides et conseils pour l'achat d'équipements cyclistes. L'association souhaite inciter à la pratique du vélo comme mode de transport privilégié : pour les trajets domicile-travail en trouvant les itinéraires les plus appropriés en fonction du temps et des saisons, mais aussi autour d'ateliers de sensibilisation aux enjeux écologiques liés à nos modes de vie. L'association disposera d'une dizaine de vélos et casques, afin de permettre aux primo-roulant de participer aux balades. Ces équipements pourront également être prêtés dans l'attente d'un achat. L'association est également en partenariat avec l'association Fontenay vélo et a établi des contacts avec Décathlon afin de bénéficier de prix bas dans le cadre d'achats groupés. Enfin, un partenariat sera établi avec un adhérent à l'association ASAEL qui souhaite ouvrir une boutique de vente et de réparation de vélo à Fontenay-Sous-Bois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Fontenay-sous-Bois

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 8 Vélos	1 200	Subvention Région Île-de-France	1 200
TOTAL	**1 200**	**TOTAL**	**1 200**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013267 - Achat de trottinettes électriques

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 699 € HT	100 %	5 699 €
	Montant total de la subvention		5 699 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU PERSONNEL DE MENNECY
Adresse administrative : 65 boulevard Charles de Gaulle 91540 Mennecy
Statut juridique : Association
Représentant : Stéphane MOLLICONE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association du personnel communal de Mennecy souhaite pouvoir proposer un moyen de déplacement écologique, propre et durable, en offrant des trottinettes électriques aux adhérents ainsi qu'à leurs familles résidant dans la commune. L'achat de ces trottinettes permettra d'effectuer des déplacements courts en limitant les émissions de CO2. La ville de Mennecy mettra à disposition un local pour entreposer ces trottinettes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat 12 trottinettes	5 699	Subvention Région Île-de-France	5 699
TOTAL	**5 699**	**TOTAL**	**5 699**

DOSSIER N° 20013180 - Nichoirs pour oiseaux et gîtes pour chauve-souris

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 711 € HT	70 %	1 198 €
	Montant total de la subvention		1 198 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PIERRE LES NEMOURS
Adresse administrative : 7 CHE DE LA MESSE 77794 NEMOURS CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Bruno LANDAIS, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Saint-Pierre-lès-Nemours souhaite développer, protéger, encourager et faciliter l'implantation et la reproduction des oiseaux et des chauves-souris sur son territoire. Grâce à la proximité de la forêt de Fontainebleau, le territoire est propice au passage des populations d'oiseaux cavernicoles et notamment des pigeons colombins. Le parc de la mairie, est un espace public calme et identifié comme propices à l'installation d'hôtels à insectes et nichoirs.

Localisation géographique :
- Saint-Pierre-lès-Nemours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de nichoirs pour oiseaux et chauves-souris et hôtels à insectes	1 711	Subvention Région Île-de-France	1 198
		Fonds propres	513
TOTAL	**1 711**	**TOTAL**	**1 711**

DOSSIER N° 20013329 - Le vélo-bus

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 835 € HT	70 %	7 585 €
	Montant total de la subvention		7 585 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE 91540 MENNECY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-Philippe DUGOIN -CLEMENT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Afin de réduire l'utilisation des voitures et favoriser le recours au vélo, la commune souhaite encourager l'utilisation de moyens de transport plus écologiques en exploitant la circulation des « voies douces ». A l'image d'un bus scolaire, le Vélo-bus consiste à convoyer les enfants sur le trajet de l'école encadré par un adulte (agent communal ou parent d'élèves élu bénévole). Tout comme les lignes de bus traditionnelles, l'itinéraire, les arrêts et les horaires sont définis à l'avance et connus de tous. Les enfants qui participent au déplacement du véhicule pédalent eux aussi. Ce nouveau système de transport peu commun a l'avantage non seulement d'être écologique mais aussi social. Ce dispositif serait exploité sur la commune de Mennecy pour l'école de la Verville ; la seule école aujourd'hui qui n'est pas desservie par le bus scolaire. L'objectif était de permettre de faire disparaitre les engorgements aux abords de l'école en limitant le nombre de voitures qui stationnent tout en fluidifiant le parking et améliorer la sécurité routière. Sa mise en œuvre pourra être déléguée à l'association des parents d'élèves de l'école. Outre l'achat du véhicule la ville devra investir sur l'achat de casques et de chasubles de couleur pour équiper tous les enfants. Le vélo-bus, en dehors des jours d'école, sera utilisé les mercredis et vacances scolaires par les centres de loisirs pour accompagner les enfants sur des sites de la commune (médiathèque, gymnase, parc municipal etc…) De plus, la ville utilisera ce véhicule dans la journée pour accompagner le public pour se rendre sur des sites communaux culturels (médiathèques et conservatoire), administratifs (les différentes mairies de la ville, le CCAS et la poste), ou sportifs (gymnases).

Localisation géographique :
- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses HT	Libellé des recettes	Montant des recettes
Achat d'un vélobus 9 places	10 835,00 €	Subvention Région Île-de-France	7 585,00 €
		Fonds propres	3 250,00 €
TOTAL	**10 835,00 €**	**TOTAL**	**10 835,00 €**

DOSSIER N° 20013330 - Cargo de vie

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 500 € HT	100 %	3 500 €
	Montant total de la subvention		3 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ÉCOLO BUISSONNIÈRE
Adresse administrative : 46 avenue général de Gaulle 77450 Lesches
Statut juridique : Association
Représentant : Vassilia BUCAN, Co PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association « l'Ecolo buissonnière » souhaite se doter d'un cargo de vie pour en faire un atelier mobile de réparation de vélos.
L'objectif est d'inciter les franciliens à utiliser leur vélo comme outil de mobilité quotidienne (aller travailler, faire ses courses...), voire susciter des développements périphériques : stationnement sécurisés, pistes cyclables... Il s'agit pour l'association, de montrer également qu'un atelier n'est ni forcément fixe, ni lié à un véhicule thermique.
Par ailleurs, le cargo pourra être loué ou prêté à d'autres associations comme le Repair Café, atelier éphémère itinérant sur plusieurs villes du Val d'Europe, ou encore au CCAS de Bailly Romainvilliers et ses villes voisines, lors de déplacements à effectuer auprès de personnes isolées ou en en difficulté.
Les périodes de canicule peuvent être l'occasion d'une utilisation de ce vélo pour assister les personnes fragiles sans utiliser un véhicule thermique.
Utilisé comme outil de communication lors de ses déplacements, le cargo de vie sensibilisera les usagers par des infos sur les points à visiter, mais aussi sur ceux à risque, afin de réduire les risques accidentogènes et d'alerter les collectivités par la même occasion des parcours à améliorer/rénover.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- EPCI Marne et Gondoire

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat du vélo-cargo	3 500	Subvention Région Île-de-France	3 500
TOTAL	**3 500**	**TOTAL**	**3 500**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013331 - Accompagner le public à l'usage du vélo comme moyen de déplacement

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 420 € HT	100 %	8 420 €
	Montant total de la subvention		8 420 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROVELO SUD ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 2 RES DE LA THEUILLERIE 91130 RIS-ORANGIS
Statut juridique : Association
Représentant : Maryvonne MATEU, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 06/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association Pro Vélo Sud Ile de France, parue au JO du 22 février 2020, souhaite élargir son champ d'intervention et ses activités, et perpétuer les actions existantes. La contribution au développement de l'usage du vélo comme solution de mobilité en Île de France, par la mise en œuvre de services aux personnes, collectivités, entreprises ou toute autre entité a lieu par notamment : l'apprentissage du vélo ; la formation à la sécurité ; la réparation ou l'aide à la réparation ; la récupération et le réemploi de vélos ; les animations scolaires ; le conseil sur le choix des matériels, des itinéraires et des aménagements ; l'encadrement de balades à vélo ; la préservation de la santé par une activité physique régulière ; le transport de personnes et de marchandises à vélo, la location d'un VAE Vélo à Assistance Électrique à tarif social et son apprentissage, pour faire tester une utilisation au quotidien et en favoriser la pratique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat équipement : 24 vélos, 2 vélos électriques (équipés antivols, pneus increvables…) et 1 remorque	8 420	Subvention Région Île-de-France	8 420
TOTAL	**8 420**	**TOTAL**	**8 420**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20012996 - Développer le potager collectif de la MJC

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 714 € HT	100 %	9 714 €
	Montant total de la subvention		9 714 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES LOISIRS ET DE LA CULTURE
Adresse administrative : RUE JANISSET SOEBER 77240 CESSON
Statut juridique : Association
Représentant : René LEBUCHOUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/01/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Aujourd'hui, le potager de la Maison des Loisirs et de la Culture (MLC) est actuellement un lieu collectif où l'on partage les produits de la terre et les expériences. Il intègre aussi plusieurs boîtes à livres et des espaces de repos en plein air mais non accessibles aux personnes à mobilité réduite. Il dispose d'une aire de compostage alimentée par le tri des déchets de la MLC et des habitants aux alentours. L'arrosage se fait essentiellement par la récupération des eaux de pluie au-dessus de l'atelier poterie. Ce dernier embellit le jardin de ses céramiques. Il est doté d'un rucher d'expérimentation technologique pour l'observation comportementale des abeilles et dédié à la sélection génétique des colonies en liaison avec le Centre d'Étude de Technique Apicole (CETA). Un petit verger complète le potager.
Le projet consiste à équiper le potager avec un chemin d'accès pavé qui se poursuive jusque dans l'espace des plantations, des bacs horticoles surélevés et accessibles aux personnes à mobilité réduite, une serre permettant de varier encore davantage les cultures, un espace pédagogique multigénérationnel, une pergola avec tout l'équipement mobilier pour offrir un espace pour des ateliers pédagogiques. Elle accueillera les classes scolaires par tous les temps et les aînés plus fragiles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Cesson

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
4 bacs polyuréthane pour recevoir les fauteuils roulants une surface non négligeable	1 200	Subvention Région Ile de France	9 714
1 serre TONNEAU 90m2	3 434		
2 pergolas de 18m2	3 980		
Cheminement pavé	1 100		
TOTAL	**9 714**	**TOTAL**	**9 714**

DOSSIER N° 20013184 - Déambulation artistique et herborée vers le potager collectif

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 098 € HT	100 %	9 098 €
	Montant total de la subvention		9 098 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES LOISIRS ET DE LA CULTURE
Adresse administrative : RUE JANISSET SOEBER 77240 CESSON
Statut juridique : Association
Représentant : René LEBUCHOUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/01/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Aujourd'hui, la Maison des Loisirs et de la Culture (MLC) de Cesson et de Vert Saint Denis dispose d'un grand terrain ouvert sur la rue et qui descend sur 250 mètres jusqu'au potager collectif. Il mériterait d'être fréquenté plus souvent par les habitants comme un jardin public. La MLC souhaite en faire un espace « zen » et verdoyant offrant potager et déambulation artistique. Cette espace sera la transition entre la découverte d'œuvres d'artistes de la MLC et du département : sculptures, photos et peintures. L'espace apaisé dit zen sera constitué d'une estrade en bois de 40 m² et de quelques gradins en bois pour accueillir le public. L'espace recevra tous ceux qui aimeraient animer les lieux : théâtre, chant, musique, déclamations. Une déambulation d'exposition artistique sur un cheminement pavé de 250 mètres descendra jusqu'au potager en tenant compte d'un accès aisé aux personnes en fauteuil ou à mobilité réduite. Cette déambulation sera jalonnée de supports mettant en valeur des sculptures d'artistes locaux ainsi que sur les murs des bâtiments qui jouxtent le chemin (encadrements de peintures et de photos). L'ensemble : potager, espace zen et déambulation, est propice à créer du lien intergénérationnel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Cesson

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Terrasse, gradins et mur en bois végétalisé	3 200	Subvention Région Île-de-France	9 098
Cheminement pavé de 250m	3 798		
15 supports scellés	2 100		
TOTAL	**9 098**	**TOTAL**	**9 098**

DOSSIER N° 20013185 - Rucher d'observation comportementale électronique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 450 € HT	100 %	8 450 €
	Montant total de la subvention		8 450 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES LOISIRS ET DE LA CULTURE
Adresse administrative : RUE JANISSET SOEBER 77240 CESSON
Statut juridique : Association
Représentant : René LEBUCHOUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/01/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La Maison des Loisirs et de la Culture (MLC) a pour projet de créer un rucher pour le suivi scientifique de l'abeille buckfast. Il s'agit de suivre électroniquement le comportement des colonies de cette variété d'abeilles ayant un excellent rendement apicole et une douceur réputée et d'adapter les capteurs électroniques de surveillance comportementale, d'observer l'évolution des colonies en fonction de leur poids, de l'hygrométrie et de la température interne des ruches. L'élevage permettre de développer des reines résistantes au parasite varroa et créer une dynamique écologique autour de ce rucher connecté et expérimental. En relation avec le CETA d'Ile-de-France (Centre d'Étude Techniques Apicoles), cette expérimentation pour lutter contre le varroa doit permettre aux colonies de se défaire de ce parasite dans utilisation de produits nocifs extérieurs.
Le rucher est au sein de la Maison des Loisirs et de la Culture (MLC) qui dispose d'un Repair Café et d'une Fablab fréquentés par des électroniciens et des informaticiens de haut niveau capables de programmer les processeurs qui gèrent les capteurs. Cette démarche a pour second objectif d'intéresser les jeunes à l'écologie par le biais des nouvelles technologies. Il s'agit de sensibiliser les jeunes sur la problématique apicole et le danger qui menace la vie des abeilles en tant que principal pollinisateur de la nature. Des visites du rucher connecté avec l'apiculteur de la MLC seront proposées dans la salle de spectacles (150 places) via de la vidéo et de l'audio aux scolaires et aux adultes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Cesson

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
6 ruches	1 550	Subvention Région Île-de-France	8 450
10 essaims	2 200		
Capteurs électroniques	1 600		
Matériel d'insémination	3 100		
TOTAL	**8 450**	**TOTAL**	**8 450**

DOSSIER N° 20013186 - Ouvrir le plus grand nombre à l'apiculture

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 993 € HT	100 %	7 993 €
	Montant total de la subvention		7 993 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES LOISIRS ET DE LA CULTURE
Adresse administrative : RUE JANISSET SOEBER 77240 CESSON
Statut juridique : Association
Représentant : René LEBUCHOUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/01/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La Maison des Loisirs et de la Culture (MLC) souhaite développer l'implantation des abeilles.
Suivre et s'occuper d'une ruche durant toute la saison, beaucoup s'intéressent à ce domaine sans oser s'y investir. La multiplication de ruchers expérimentaux et pédagogiques est un gage important pour permettre à des amateurs de découvrir l'apiculture qui est un vecteur de sensibilisation à l'écologie. L'association prévoit de mettre à disposition des apiculteurs amateurs locaux des ruches et une miellerie. Le matériel d'extraction mérite une qualité professionnelle qui sera appréciée par les apiculteurs amateurs. Ces facilités d'exploitation et de formation locale stimuleront la création de ruchers propres à augmenter les cheptels d'abeilles et à consolider la diversité biologique de la région ainsi que la politisation des cultures. Le partage des récoltes avec ceux qui œuvrent le plus dans le sens de l'écologie, notamment les partenaires de la MLC, peut devenir un vecteur de motivation pour tous les autres.
Il est prévu un travail de communication à destination des entreprises sur l'enjeu écologique qu'elles peuvent soutenir, notamment avec la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Ce qui a pour finalité à inciter les entreprises à développer des ruchers sur leur terrain et représente une opportunité pour l'apiculteur de positionner ses ruches dans des endroits stratégiques pour nourrir ses abeilles. Les entreprises situées au sein des zones industrielles bénéficient d'une proximité avec de grandes étendues de champs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Cesson

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériel apiculture	7 993 €	Subvention Région Île-de-France	7 993 €
TOTAL	**7 993 €**	**TOTAL**	**7 993 €**

DOSSIER N° 20013188 - Installer un pigeonnier contraceptif

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 000 € HT	66,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY EN BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU 94371 SUCY-EN-BRIE CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Marie-Carole CIUNTU, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Sucy en Brie souhaite investir dans un système de régulation de la population de pigeons qui amène de nombreux problèmes dans le Centre-Ville : détérioration des édifices publics l'église Saint Martin et le château de Sucy, tous deux classés Monuments Historiques, zone de nidification posant des problèmes sanitaires, notamment sous la halle du marché de Sucy, surpopulation entraînant la présence de volatiles en mauvaise santé et diverses nuisances pour les riverains. Il est possible de contrôler les populations avec des outils et des méthodes permettant de concilier respect de la vie animale et la limitation des nuisances. Un pigeonnier contraceptif est un abri sécurisé, installé en hauteur et constitué, comme un pigeonnier classique, de cellules permettant aux couples de nidifier. La première couvée de chaque couple est préservée, mais lors des pontes suivantes, on procède à une stérilisation manuelle des œufs qui sont remplacés par des leurres synthétiques. De cette manière, les couples installés n'ont qu'une couvée par an au lieu de 6 à 8 habituellement. Il est ainsi possible de maintenir une population maîtrisée. Le fait de regrouper les pigeons dans un même endroit pour nicher permet également de suivre leur état de santé. La rencontre avec le service de régulation et d'entretien de pigeonniers a permis de comprendre que l'implantation d'un pigeonnier devait répondre à des critères particuliers afin que la population de pigeons de la ville vienne s'y installer naturellement. Afin que la gestion du pigeonnier soit régulière et optimale, il est indispensable que celle-ci soit confiée à deux agents de la collectivité motivés et sensibles à la protection des pigeons qui effectueront cette mission en alternance et en complément de leurs autres missions.

Localisation géographique :
- Sucy-en-Brie

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat pigeonnier (150 pigeons)	15 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	5000
TOTAL	**15 000**	**TOTAL**	**15 000**

DOSSIER N° 20013190 - Végétalisation de la cour d'école des Blagis à Sceaux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	33 670 € HT	5,9 %	2 000 €
	Montant total de la subvention		2 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SCEAUX
Adresse administrative : 122 RUE HOUDAN 92331 SCEAUX CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Philippe LAURENT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

A la suite des épisodes de canicules fréquemment observés depuis quelques années, la ville de Sceaux souhaite offrir davantage d'espaces naturels dans les cours d'écoles. Cette préoccupation rejoint d'une part les objectifs de la charte de l'arbre avec la plantation souhaitée de davantage d'arbres et ceux du budget participatif de création d'oasis de fraicheur dans les écoles. Par ailleurs, au groupe scolaire des Blagis, la cour en enrobés est soulevée par des racines. Enfin un arbre était tombé dans ladite cour il y a quelques mois. Il s'agit de créer un espace végétalisé, plus naturel, de limiter l'imperméabilisation des sols et de créer un coin calme, dans le cadre de la répartition des activités au sein de la cour.

Localisation géographique :
- Sceaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 2 arbres	2 000 €	Subvention Région Île-de-France	2 000 €
Décroutage des enrobés et aménagements	31 670 €	Fonds propres	31 670 €
TOTAL	**33 670 €**	**TOTAL**	**33 670 €**

DOSSIER N° 20013079 - Installation de boîtes à livres jardinières

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 000 € HT	70 %	700 €
	Montant total de la subvention		700 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SCEAUX
Adresse administrative : 122 RUE HOUDAN 92331 SCEAUX CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Philippe LAURENT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/11/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La ville de Sceaux propose d'installer en ville des boites à livres surmontés d'une jardinière dans les quartiers où les habitants s'engagent à planter et entretenir la végétation. Ce projet allie le développement de la végétation en ville, la création de lien social en jardinant entre voisins et le développement de l'économie circulaire et de la culture de l'esprit par le partage de livres et la lecture.

Localisation géographique :

- Sceaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fournitures pour 4 bacs	1 000 €	Subvention Région Île-de-France	700 €
		Fonds propres	300 €
TOTAL	**1 000 €**	**TOTAL**	**1 000 €**

DOSSIER N° 20013336 - Achat de 2 vélos électriques cargo
Association La Refile

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 000 € HT	100 %	6 000 €
	Montant total de la subvention		6 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA REFILE
Adresse administrative : 31 RUE HENRI BARBUSSE 92190 MEUDON
Statut juridique : Association
Représentant : Yasmine DI NOIA, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 10/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 10/09/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association a pour objectif de créer un espace collaboratif de création, d'apprentissage et de vente pour tous les âges, dédié à la prévention, à la gestion des déchets textiles et à leur réutilisation. Elle s'inscrit dans le système du réemploi qui prolonge la durée de vie des déchets et participe à l'économie circulaire. L'objectif est de sensibiliser à une consommation plus raisonnée (vente de vêtements de seconde main, triés, recyclés, transformés, customisés) ainsi qu'à une pratique et un engagement éco-responsable couplés à des activités manuelles et de loisir créatif (ateliers DIY "Do It Yourself", bar à coudre…).
Afin de permettre la collecte de textiles, le financement régional permettra l'acquisition de 2 vélos cargo.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Meudon

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 2 vélos cargo	6 000 €	Subvention Région Île-de-France	6 000 €
TOTAL	**6 000 €**	**TOTAL**	**6 000 €**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20012999 - Projet d'agriculture péri-urbaine

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204142-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	20 000 € HT	50 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMBOURCY
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE 78240 CHAMBOURCY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Pierre MORANGE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet de la ville de Chambourcy vise à la préservation et revalorisation de la fonction productive de sa plaine agricole. Dans un contexte de pression foncière de plus en plus prégnant, la ville a engagé une importante démarche afin d'une part, de permettre règlementairement à travers son PLU, les conditions de réalisation d'un projet à vocation agricole, et d'autre part, de mobiliser un certain nombre d'acteurs afin de travailler sur ce sujet (SAFER, GPA, Lycée Agricole et Horticole de St-Germain/Chambourcy…). Le projet porté par la commune a pour objectif de remettre en culture des friches agricoles en favorisant les pratiques durables et écologiques, et notamment le maraîchage bio. Le projet vise à structurer les débouchés de la future production agricole dans des circuits courts et de proximité (restauration scolaire, point de vente direct...). En lien avec les associations locales ainsi que le Lycée agricole et horticole de St-Germain-en-Laye, le projet veillera également à intégrer une dynamique sociale d'insertion.
Le financement régional au titre du budget participatif permettra de mener une étude préalable encore nécessaire pour la programmation et la conception spatiale et paysagère et concernant la biodiversité.
Dans un second temps, le soutien régional sera sollicité dans le cadre d'un dispositif de droit commun relevant de l'agriculture en particulier pour participer au financement des travaux de défrichage et de remise en état des sols afin de permettre leur exploitation, mais également de doter ce territoire de l'ensemble des aménagements et bâtiments nécessaires à son exploitation (système de gestion des eaux pluviales, hangars de stockage de matériel agricole, atelier de transformation, locaux agricoles, etc).

Localisation géographique :
- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Etude de faisabilité préalable biodiversité	20 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	10 000
TOTAL	**20 000**	**TOTAL**	**20 000**

DOSSIER N° 20013196 - Faire entrer la nature au cœur de l'école

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 650 € HT	70 %	1 855 €
	Montant total de la subvention		1 855 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BLANC MESNIL
Adresse administrative : PL GABRIEL PERI 93156 LE BLANC MESNIL CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MEIGNEN, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/07/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Au sein de l'école maternelle Paul Eluard en zone d'éducation prioritaire, le projet prévoie de végétaliser massivement une pelouse déjà existante et de la transformer en un petit écosystème qui serait une alternative à l'univers bétonné de la cour de récréation et un lieu de découverte de la nature avec :
- des espaces-refuges pour la biodiversité
- le développement du petit potager déjà existant, pour le transformer en grand potager-verger (cultivé selon les principes de la permaculture).
Les végétaux seront sélectionnés principalement sur 3 critères : leur non-toxicité pour l'homme, leur capacité à être une ressource pour la biodiversité (de manière étalée sur l'année), leur capacité à éveiller les sens des enfants.
Il s'agira également d'éveiller les élèves, ainsi que les parents volontaires aux enjeux environnementaux liés à l'agriculture, à une alimentation saine ainsi qu'à la diminution des déchets domestiques. Des composteurs permettront de recycler une partie de leurs déchets alimentaires tout en aidant l'école à améliorer ses récoltes.

Localisation géographique :
- Le Blanc-Mesnil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de végétaux	1 788	Subvention Région Île-de-France	1 855
Achat de matériel et matériaux (collecteurs d'eau de pluie, paillage, fumier, gros outillage...)	862	Fonds propres	795
TOTAL	**2 650**	**TOTAL**	**2 650**

DOSSIER N° 20013198 - Chorine, la pépinière itinérante

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 000 € HT	50 %	7 500 €
	Montant total de la subvention		7 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEPINS PRODUCTION LA PEPINIERE DE QUARTIER
Adresse administrative : 25 AV DE LAUMIERE 75019 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Pierre PAQUOT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/09/2022
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet "chorie" du grec ancien "khôrein (se mouvoir) est un suffixe qui forme des mots désignant les modes de dispersion des graines. Il vise à développer une serre mobile participative, destinée à produire des végétaux et à « fertiliser la vie du quartier ». Micro-fabrique du végétal et lieu d'expérimentation accessible à tous, le projet s'appuiera sur une serre mobile de 10 m² environ, destinée à être déplacée tous les 4 à 6 mois, de manière à toucher un large public et à répondre aux contraintes d'un foncier peu accessible. L'association contractualisera avec des propriétaires ou gestionnaires de foncier pour la mise à disposition temporaire d'espaces pour l'installation de la pépinière itinérante : structures qui portent une mission sociale auprès de publics fragiles (personnes en grande précarité ou en situation de handicap), gestionnaires de logements sociaux, associations (le Carillon, Aurore…), structures médico-sociales, établissements scolaires et associations de quartier. La pépinière itinérante a pour objectif de créer les conditions d'émergence de projets collectifs en faveur de la transition écologique.
Support de rencontre, de créativité et d'engagement, la pépinière itinérante est destinée à favoriser la transformation et la résilience du territoire, en permettant de s'approvisionner en jeunes plantes, produites de manière écologique. Elle mettra à disposition des citadins, des outils (matériels mais aussi méthodologiques et organisationnels) pour mutualiser des ressources, faire évoluer leurs pratiques et leur mode de vie, et s'impliquer en faveur de la transition écologique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Seine-Saint-Denis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Construction serre mobile	12 500	Subvention Région Île-de-France	7 500
Equipements de la serre	2 500	Fondations (Egis, Nicolas Hulot)	7 500
TOTAL	**15 000**	**TOTAL**	**15 000**

DOSSIER N° 20013199 - Structure d'animation légère avec paroi alvéolaire et ses outils pédagogiques

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 600 € HT	89,3 %	5 000 €
	Montant total de la subvention		5 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A L'ECOLE DES ABEILLES DE LA BUTTE PINSON
Adresse administrative : PL DE L HOTEL DE VILLE 93430 VILLETANEUSE
Statut juridique : Association
Représentant : MARC CHARBONNEAU, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 04/07/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 04/01/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à réaliser une structure légère avec paroi alvéolaire qui permettra d'accueillir différentes animations sur l'apiculture. Ces animations tout public permettent de sensibiliser à la biodiversité et à la protection de l'environnement. En outre, le projet prévoie un parcours arboretum et plantes mellifères. L'utilisation d'une imprimante 3D permettra de compléter le dispositif pédagogique. Le Syndicat Intercommunal d'étude et d'aménagement de la Butte Pinson (SIEABP), propriétaire du site, a donné son accord à l'association qui porte le projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Val-d'Oise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Matériaux et matériel de construction	2 600	Subvention Région Île-de-France	5 000
Toiture	1 500	Fond propres	600
Parcours arboretum	300		
Imprimante 3D	1 200		
TOTAL	**5 600**	**TOTAL**	**5 600**

DOSSIER N° 20013276 - Table solaire connectée au coeur du Parc d'Erceville

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 325 € HT	40 %	4 930 €
	Montant total de la subvention		4 930 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VULAINES SUR SEINE
Adresse administrative : 6 RUE RICHE 77870 VULAINES-SUR-SEINE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Patrick CHADAILLAT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Au cœur du village de Vulaines-sur-Seine, le parc d'Erceville offre un havre de calme et de fraîcheur à la biodiversité préservée. La ville souhaite en faire une vitrine écologique et développe plusieurs actions pour transformer ce parc en lieu de vie et d'agrément participatif, sous l'ange du développement durable et des gestes citoyens : installation d'un poulailler et d'un bassin d'agrément, création d'une aire de jeux pour les enfants, potager participatif, parcours de la biodiversité, gestion en circuit presque fermée des équipements (récupération des eaux de pluie, compostage, etc). Afin d'impliquer encore davantage les habitants dans ce projet, la ville souhaite acquérir une table solaire qui permettrait aux visiteurs de charger leurs appareils mobiles et profiter d'une connexion internet, l'appareil étant 100% autonome et économe en énergie propre.

Localisation géographique :
- EPCI Pays de Fontainebleau

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat table solaire	12 325 €	Subvention Région Île-de-France	4 930 €
		CA Pays de Fontainebleau	3 698 €
		Fonds propres	3 698 €
TOTAL	**12 325 €**	**TOTAL**	**12 325 €**

DOSSIER N° 20013083 - Tic'Eco

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 200 € HT	98 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEUX'TECH
Adresse administrative : 13 RES COURDIMANCHE 91940 LES ULIS
Statut juridique : Association
Représentant : KALEU BUHANGA, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 20/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 20/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet Tic'Eco vise à inciter les gens à réparer eux-mêmes leurs téléphones ou à imaginer d'autres possibilités d'usages de leurs téléphones, pour innover, faire des économies et préserver la planète.
Actuellement en France, il y a plus de téléphones portables que d'habitants. Très peu sont recyclés, ils représentent des coûts sociaux et environnementaux élevés (une cinquantaine de métaux rares contenus dans le portable). Ainsi, il est prévu de mettre en place un corner « Atelier TIC'ECO » deux fois par semaine aux Ulis, proposant l'outillage nécessaire pour réparer son téléphone portable : un banc d'essai pour le diagnostic, un stock de pièces à usage commun (prix libre) et un stock de pièces spécifiques (prix fixe). Ce corner sera animé par les bénévoles et des volontaires de la structure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Les Ulis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Frais d'aménagement / agencement du "corner"	6 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat matériel de réparation et pièces	4 200	Fonds propres	200
TOTAL	**10 200**	**TOTAL**	**10 200**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013202 - Plantations d'arbres fruitiers et nourriciers

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 943 € HT	70 %	5 560 €
	Montant total de la subvention		5 560 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORVEAU
Adresse administrative : 4 Grand rue Guy-Gauthier 91590 ORVEAU
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Philippe DAMIOT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune d'Orveau a pour projet de planter des arbres fruitiers et nourriciers pour une alimentation saine et locale, et des haies d'arbustes favorables à la biodiversité. Ces plantations sont prévues dans un jardin communal en complément de 2 à 4.000 m² de prairie fleurie sur parcelles naturellement plus riches et plus arrosées du village. La jonction entre le village et la voie verte menant à la piste cyclable Bouville-La Ferté sera arboré afin d'inciter les mobilités douces. En outre, dans une démarche de gestion durable des ressources, la commune souhaite construire un équipement pour la récupération et le stockage d'eaux pluviales pour l'arrosage et la prévention incendie. Ces installations doivent permettre de réduire la consommation locale d'eau du réseau. A moyen terme la commune souhaiterait proposer un traitement local des déchets verts (collecte/broyage/paillage) pour une réduction des déchets sortants du village.

Localisation géographique :
- Orveau

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Fourniture et plantations arbres et arbustes	4 320 €	Subvention Région Île-de-France	5 560 €
Conteneurs IBC stockage eau	675 €	Fonds propres	2 383 €
Raccordements conteneurs	1 433 €		
Remorque de transport du conteneur pour arrosage	1 515 €		
TOTAL	**7 943 €**	**TOTAL**	**7 943 €**

DOSSIER N° 20013085 - Réduire les contenants en plastique en restauration scolaire

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 970 € HT	80 %	7 976 €
	Montant total de la subvention		7 976 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE 91540 MENNECY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Jean-Philippe DUGOIN -CLEMENT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 05/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Mennecy a été la première ville de l'Essonne et la première ville de moins de 20 000 habitants en région Ile-de-France à signer la charte « Villes & Territoires sans perturbateurs endocriniens » avec le réseau Environnement Santé (R.E.S). Elle s'engage depuis à protéger la population et les écosystèmes de l'exposition aux perturbateurs endocriniens notamment en supprimant progressivement les plastiques et plus particulièrement ceux en contact avec l'alimentation. Les perturbateurs endocriniens sont des substances chimiques qui empêchent le bon fonctionnement du système hormonal et provoquent à long terme un effet néfaste pour la santé. Aujourd'hui, ces actions imposent le remplacement de toute la vaisselle destinée à la restauration scolaire, en privilégiant la faïence et l'inox.

Localisation géographique :
- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat vaisselle en faïence	3 726	Subvention Région Île-de-France	7 976
Achat vaisselle en inox	6 244		1 994
TOTAL	**9 970**	**TOTAL**	**9 970**

DOSSIER N° 20013203 - Nichoirs à oiseaux et chauve-souris dans le site naturel boisé et humide de La Perche Aux Mares

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	100 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PERRAY VERT
Adresse administrative : 5 rue de La Martinerie 78610 LE PERRAY EN YVELINES
Statut juridique : Association
Représentant : Mickaël LEFBVRE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste, dans le site naturel boisé et humide, riche de biodiversité de la Perche aux Mares au Perray-en-Yvelines, à installer une trentaine de nichoirs pour différentes espèces d'oiseaux et de chauve-souris. Ce site naturel abrite notamment parmi sa faune une quarantaine d'espèces d'oiseaux à minima, plus particulièrement identifiés lors d'un recensement fait en 2020 par la LPO de Rambouillet dont des oiseaux familiers des jardins, comme mésanges, moineaux, bouvreuils, rouges-gorges, rossignols et sittelles, mais aussi coucous, pic-verts, pigeons ramiers, aussi chouette hulotte, mais aussi des espèces quasi menacées ou vulnérables, telles que : bouvreuil pivoine, chardonneret élégant, fauvette des jardins, martinet noir, pouillot fitis, verdier d'Europe. La remise en état et le balisage d'un sentier préexistant, et l'installation d'une signalétique d'accès au site doit assurer une accessibilité minimale et strictement respectueuse de l'environnement, par l'information pédagogique du public, par pose de panneaux d'information et de consignes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Le Perray-en-Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat/fabrication et pose de 35 nichoirs à oiseaux et chauvesouris	7 000 €	Subvention Région Île-de-France	10 000 €
Travaux d'amélioration d'accessibilité du sentier préexistant	2 000 €		
Achat et pose de balisage, signalétique et panneaux d'information	1 000 €		
TOTAL	**10 000 €**	**TOTAL**	**10 000 €**

DOSSIER N° 20013205 - Les cerisiers des Docks

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	80 %	8 000 €
	Montant total de la subvention		8 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MON VOISIN DES DOCKS (MVD)
Adresse administrative : 45 RUE ALBERT DHALENNE 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Statut juridique : Association
Représentant : Laure CARDINAL, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le quartier des Docks de Saint-Ouen est une ZAC métropolitaine de près de 100 hectares comprenant 4 000 logements dont 20% de logement social, 368 000 m2 de bureaux et de locaux commerciaux et d'activités et 15 600 m2 d'équipements publics. Le Grand Parc a été livré en 2014 et a été pensé comme un trait d'union entre la Ville et la Seine. Ce Parc est fort apprécié mais une grande partie des habitants trouvent qu'il manque d'ombre notamment dans les espaces de détente comme la grande pelouse qui devient peu exploitable dès les premières chaleurs. C'est pourquoi, le projet propose de le faire évoluer pour augmenter le nombre d'arbres et mieux lutter contre les îlots de chaleur en maintenant plus d'humidité. L'association Mon Voisin des Docks (MVD) est une association dont les buts sont de défendre les intérêts du quartier des Docks de SAINT-OUEN, de faciliter et favoriser le lien social entre habitants. Elle intervient également dans la gestion d'une parcelle en jardin partagé, dans la gestion de composteurs de quartier, la fabrication d'hôtels à insectes à installer dans les îlots des copropriétés. Elle a rencontré l'agence TER, concepteur et réalisateur du Grand Parc, en juillet dernier afin d'examiner les zones où il était possible d'intervenir, avec le soutien de la municipalité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Saint-Ouen-sur-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat arbres	8 000	Subvention Région Île-de-France	8 000
Tuteurs et matériel de mise en terre	2 000	Fonds propres	2 000
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013206 - Pépinière de Quartier

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	14 300 € HT	69,9 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VERGERS URBAINS
Adresse administrative : 14 BD DE LA CHAPELLE 75018 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Sébastien GOELZER, Délégué général

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association Vergers Urbains, en partenariat avec Pépins Prod et Urbanescence est lauréate de l'appel à projets Parisculteurs sur le site de la future promenade urbaine Barbès – La Chapelle - Stalingrad. Dans ce cadre, il est prévu de créer une pépinière de quartier, comprenant plantes comestibles et aromatiques vivaces, arbustes et arbres fruitiers, gérée de manière participative. La parcelle, installée en décembre 2019, se développe progressivement sous la houlette également des Fermiers généreux et a vocation à devenir un lieu ressources et d'échanges autour de la nature en ville et de l'alimentation (grainothèque, outilthèque…).
Le projet présenté au titre du Budget participatif vise à créer une micro-serre bioclimatique expérimentale de 24 m2 permettant la production de plants et l'accueil d'ateliers participatifs. Cette serre sera installée sur la partie la plus ensoleillée de la parcelle et sera dotée de panneaux photovoltaïques et connectée à un bassin aquatique permettant de gérer l'inertie thermique, elle comprendra un espace de travail pour la réalisation des semis et un abri à outils. L'objectif est de faire émerger un système alimentaire de quartier en mettant en lien les initiatives locales tournées vers l'alimentation et l'agriculture urbaine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris 18

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Construction de la serre	8 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Equipement (irrigation et systèmes de culture)	1 600	Co-financement Fondation de France (dans le cadre du projet lauréat Transition Ici, Ensemble)	2 300
Aménagement bassin aquatique	800	Co-financement Mairie de Paris Politique de la Ville (dans le cadre du projet Chapelle, quartier comestible)	2 000
Aménagement abris outils et espace de travail	900		
Panneaux solaires	600		
Système de récupération d'eau	500		
Outillage, contenants, semences et substrats	1 900		
TOTAL	**14 300**	**TOTAL**	**14 300**

DOSSIER N° 20013086 - Des évènements culturels plus responsables

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 150 € HT	100 %	5 150 €
	Montant total de la subvention		5 150 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITES DES FETES
Adresse administrative : MAIRIE DE JANVRY 2 Rue des Genévriers 91640 JANVRY
Statut juridique : Association
Représentant : Michèle DECOUR, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le Comité des Fêtes de Janvry est connu pour la diversité de ses évènements proposés tout au long de l'année au sein de notre village de 632 habitants. Rayonnant par ses salons au niveau régional, mais également à l'échelon national voire international, on peut citer par exemple la fête médiévale, la fête de la pomme, le salon international des camélidés, sans oublier son célèbre marché de Noël, qui draine quelques 100 000 visiteurs. Soucieux du bien-être de tous, mais également conscient des efforts que chacun se doit de faire pour préserver la planète, le Comité des Fêtes de Janvry souhaite proposer aux visiteurs des gobelets réutilisables sur l'ensemble de ces manifestations. L'utilisation de ces gobelets réutilisables permet d'accompagner le changement vers des pratiques plus responsables vis-à-vis des ressources naturelles et aussi vers la réduction des déchets. En fonction de la taille de l'événement et de la configuration des lieux où celui-ci se déroule, ces gobelets seront proposés avec une caution et nettoyés au cours de la manifestation. L'ensemble de ces gobelets sera sérigraphié avec des éléments visuels représentatifs de Janvry et la mention « je suis un gobelet réutilisable, ne me jetez pas ». Le logo de la Région Ile de France sera également présent.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Janvry

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
15 000 gobelets marquage quadri	5 150 €	Subvention Région Île-de-France	5 150 €
TOTAL	**5 150 €**	**TOTAL**	**5 150 €**

DOSSIER N° 20013209 - Ruches et Lavandin

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 486 € HT	100 %	7 486 €
	Montant total de la subvention		7 486 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PHYTORESTORE
Adresse administrative : 53 AV PHILIPPE AUGUSTE 75011 PARIS
Statut juridique : Entreprise
Représentant : THIERRY JACQUET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet entend "apporter de la biodiversité et de la couleur aux paysages de le région" tout en développant de nouvelles productions comme l'huile essentielle. Cette implantation de nouvelle culture sera couplée avec l'installation de ruches permettant de favoriser la biodiversité et d'aider à la pollinisation. Au-delà de l'aspect environnemental, l'objectif de ce projet est également pédagogique. Les enfants de l'école primaire de La Brosse-Montceaux se verront intégrer et participeront de façon active. Une ruche vitrée permettra de montrer au plus près l'activité des abeilles aux enfants. Une partie de la récolte de miel sera confiée à l'école pour la vente afin de lui permettre de financer un voyage ou l'achat de matériel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- La Brosse-Montceaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
3 ruches et essaims dont une ruche pédagogique vitrée	1 286	Subvention Région Île-de-France	7 486
Extracteur à miel	3 500		
Implantation du lavandin	2 700		
TOTAL	**7 486**	**TOTAL**	**7 486**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013343 - Le VPJ (Vélo Pédagogique des Jardins) des Madeleines Enracinées

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 260 € HT	100 %	5 260 €
	Montant total de la subvention		5 260 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES MADELEINES ENRACINEES
Adresse administrative : 32 BD DE LA SEINE 92000 NANTERRE
Statut juridique : Association
Représentant : Sergio BARRIENTOS

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association Les Madeleines Enracinées (ME) a pour objet de créer du lien entre l'Homme et la nature et de reconnecter les habitants au fonctionnement du vivant (saisons, plantes, biodiversité, etc...). Pour ce faire, l'association anime à Nanterre et ses environs, des ateliers auprès du grand public et accompagne des structures qui souhaitent installer un jardin. Afin de toucher un plus large public (dans le sud, le nord et l'ouest de l'Ile-de-France), le financement régional permettra à l'association d'acquérir, d'une part, un vélo cargo pour transporter son matériel de jardin entre les différents potagers et les lieux d'animations, selon le principe des mobilités douces, et d'autre part, du matériel pédagogique (carnets de protocoles d'inventaires naturalistes, lombricomposteurs…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Hauts-de-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Vélo cargo électrique	3 060	Subvention Région Île-de-France	5 260
Equipement à vocation pédagogique	2 200		
TOTAL	**5 260**	**TOTAL**	**5 260**

DOSSIER N° 20013213 - Equipement de Sol Majeur, terrain partagé à Sartrouville

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	14 557 € HT	68,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES JARDINEURS SARTROUVILLOIS
Adresse administrative : 36 AV HORTENSE FOUBERT 78500 SARTROUVILLE
Statut juridique : Association
Représentant : Raphaël GARRAUD, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 14/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Les Jardineurs Sartrouvillois est une association eco-solidaire créée en avril 2018 à Sartrouville. Le mot "Jardineur" est la réunion des mots Jardinier et Bricoleur. L'association regroupe des citoyennes et citoyens qui ont envie de faire leur part pour réduire leur impact sur l'environnement en apprenant à recycler, réparer, fabriquer, semer, courtiser la Terre et tisser de forts liens sociaux. Elle a pour but de partager le respect des êtres vivants, de promouvoir la biodiversité et l'expérimentation agroécologique urbaine. En accord avec la Mairie de Sartrouville, nous avons créé Sol Majeur, un éco-lieu à Sartrouville sur un terrain communal inutilisé (très sauvage et très boisé) de 5000m². Un lieu où l'on partage le savoir-faire et l'expérimentation via le jardinage, le bricolage, le surcyclage. C'est un lieu d'accueil, de pédagogie et de formation à disposition des écoles et à toute personne souhaitant faire sa part. Par ailleurs, l'association tient « porte ouverte » au grand public tous les dimanches après-midi (sans obligation d'adhérer).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Sartrouville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat matériel 3 ruches	762 €	Subvention Région Île-de-France	10 000 €
Achat matériel miellerie	440 €	Subvention commune	4 557 €
Achat essaims	300 €		
Kit Solaire 3400W + éolienne 500W	3 413 €		
Forage + pompe	9 642 €		
TOTAL	**14 557 €**	**TOTAL**	**14 557 €**

DOSSIER N° 20013345 - Acheter 2 vélos électriques pour les agents communaux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 333 € HT	70 %	2 333€
	Montant total de la subvention		2 333 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURAY SUR JUINE
Adresse administrative : 18 RUE DE LA MAIRIE 91850 BOURAY-SUR-JUINE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : STEPHANE GALINE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à permettre aux 24 agents de la mairie de Bouray-sur-Juine de faire leur déplacement de travail sur la commune en utilisant un vélo électrique, la commune ayant une superficie de 7km². L'objectif est de permettre de diminuer la pollution liée à l'automobile, de libérer des places de parking dans la rue des écoles, à la salle polyvalente, à proximité de la Médiathèque ou du local des Services Techniques, mais également de sécuriser les abords des écoles.

Localisation géographique :
- Bouray-sur-Juine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 2 vélos électriques équipés	3 333	Subvention Région Île-de-France	2 333
		Fonds propres	1 000
TOTAL	**3 333**	**TOTAL**	**3 333**

DOSSIER N° 20013007 - Serre et Halles Agro-Urbaine de Montévrain

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 432 € HT	87,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SERRES ET HALLES AGRO-URBAIN DE MONTEVRAIN (SHAUM)
Adresse administrative : 7 impasse Gaston Lachery
Statut juridique : Association
Représentant : Julien MARLIAC, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à installer une serre sur un terrain de l'ancienne ferme des Corbins que la commune de Montévrain vient de racheter et qui est en friche. L'association a déposé une demande auprès de la municipalité pour intervenir sur une parcelle d'au moins 1 000 m2, placée à l'entrée de la ville, proche d'une nappe phréatique et à proximité d'autres commodités comme le gaz naturel et le réseau électrique.
La « Serre Urbaine communautaire » entend être un véritable lieu de production, d'échange et d'apprentissage et offrira plusieurs services pour les habitants : échange de semences, activités d'entraide et de sensibilisation, éducation aux principes de l'agriculture urbaine et d'une alimentation saine, ainsi que des formations visant à maintenir un savoir-faire.
La création d'une halle agroalimentaire viendra embellir le quartier et servira de lieu de rencontres des citoyennes et citoyens ainsi que des organismes locaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Montévrain

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et installation de la serre	5 776,00	Subvention Région Île-de-France	10 000,00
Equipement	1 893,00	Fonds propres	1 432,00
Irrigation	3 763,00		
TOTAL	**11 432,00**	**TOTAL**	**11 432,00**

DOSSIER N° 20013217 - Création d'une forêt urbaine pilote

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 600 € HT	90,9 %	6 000 €
	Montant total de la subvention		6 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES COLIBRIS EN TRANSITION
Adresse administrative : 71, rue Gambetta, 78120 Rambouillet
Statut juridique : Association
Représentant : Alain EPSTEIN

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif est de créer une mini forêt urbaine pilote de 3 000 arbres plantés densément, inspirée par la nature et la méthode Miyawaki. Rambouillet, par sa proximité avec la forêt, peut devenir une ville pilote pour l'Île de France sur les villes de taille moyenne. Le projet prévoie toute la palette des essences forestière d'Île de France, des chênes, des trembles, des charmes, des bouleaux, des frênes... et un sous-bois très présent. L'arbre dans la ville de multiples vertus : filtrer les particules, absorber les émissions de CO2, capter et drainer l'eau de pluie, créer des îlots de fraîcheur pendant les canicules, créer un habitat pour la biodiversité, embellir la ville et réconcilier villes et nature.
Le choix de l'emplacement ou des emplacements fera l'objet d'une consultation citoyenne en concertation avec la Mairie, les services techniques et les associations. Un partenaire technique sera consulté pour l'étude préalable des sols. Les plants achetés auprès d'un fournisseur, seront installés par les bénévoles. Il sera enfin proposé aussi aux écoles, au collège et au lycée de Rambouillet, de participer à l'installation de la forêt.
Un suivi sera par la suite effectué par l'association, la municipalité et les habitants, en sollicitant également l'appui technique de l'ONCFS ainsi que du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Rambouillet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Etude préalable (analyse sols)	1 500	Subvention Région Île-de-France	6 000
Achat des plants	4 000	Fonds propres	600
Fournitures dont paillage et petit équipement pour la plantation	1100		
TOTAL	**6 600**	**TOTAL**	**6 600**

DOSSIER N° 20013219 - Projet jardin partagé

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 000 € HT	50 %	3 500 €
	Montant total de la subvention		3 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COULEURS D'AVENIR ASSOCIATION
Adresse administrative : 33 avenue du PRESIDENT Wilson, 93100 Montreuil
Statut juridique : Association
Représentant : Benoit MANGIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 05/11/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

Un groupe de locataires d'Egly, avec l'appui de Couleurs d'avenir et du bailleur Valophis, s'est réuni pour mettre en place un projet de jardin. Ce projet ouvert à tous, a pour objectif de permettre aux habitants de cultiver des fruits et légumes à proximité de leur lieu d'habitation, de sensibiliser au respect de l'environnement et de la biodiversité, de favoriser les échanges de savoirs, les techniques de jardinage, des manières de cuisiner, et de créer un espace de rencontres et de convivialité. Sa réalisation a nécessité la tenue de nombreuses réunions afin de définir ensemble les attentes, les règles de fonctionnement et les besoins en termes de matériel. Ce projet jardin a été officiellement lancé en avril 2019 avec la construction de 5 bacs, la plantation de fleurs et d'aromates (la camomille, le basilic, la menthe, la verveine…), l'installation d'un chalet et d'un récupérateur d'eau. Actuellement, une dizaine d'habitants entretiennent le jardin (arrosage des plantes, récolte…) et mobilisent les ressources nécessaires au bon fonctionnement de celui-ci.
La réussite de la phase d'expérimentation du jardin a suscité chez les protagonistes l'envie de l'agrandir à travers la construction de 16 nouveaux bacs et la plantation de nouvelles variétés de plantes. Dans une volonté de favoriser la biodiversité, des nichoirs et un hôtel à insectes seront aussi installés dans le cadre d'un chantier participatif de récupération.
Le financement régional servira également à aménager et équiper le jardin en mobilier permettant d'en faire un lieu de vie et de rencontre intergénérationnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Egly

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achats matériels pour semis (semences, semoir, serres pour les semis, godets biodégradables, plantoirs…)	3 000	Subvention Région Île-de-France	3 500
Achat de plantes et matières pour les plantations (terreau pour semis et terreau universel, produits naturels pour soigner les plantes…)	1 000	Subvention Bailleur Valophis	2 000
Equipement et aménagement du jardin (tables et chaises, tonnelles jardin…).	3 000	CAF	1 500
TOTAL	**7 000**	**TOTAL**	**7 000**

DOSSIER N° 20013088 - Projet "Zéro encombrant"

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 000 € HT	50 %	4 000 €
	Montant total de la subvention		4 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COULEURS D'AVENIR ASSOCIATION
Adresse administrative : 33 avenue du Président Wilson, 93100 Montreuil
Statut juridique : Association
Représentant : Benoit MANGIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/07/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

La résidence de la « Longue mare » à Egly, patrimoine du bailleur Valophis, compte près de 1 500 habitants répartis dans 488 logements. Les habitants de cette résidence sont confrontés depuis des années à des dépôts sauvages d'encombrants. Cette problématique est liée à de nombreux facteurs : la méconnaissance par les habitants du processus de ramassage des encombrants, l'étroitesse du parc de stockage des encombrants incapable de contenir tous les objets ou déchets volumineux des résidents, l'accès facile à la résidence permettant à des personnes extérieures de venir y déposer leurs déchets la nuit.
C'est pourquoi, un groupe de résidents avec l'appui de l'association Couleurs d'avenir et du bailleur Valophis, souhaite lancer le projet « Zéro encombrant » afin de créer deux plateformes (aires de collecte) visibles et accessibles à tous, dédiées au dépôt des encombrants. Ces plateformes seront aménagées suivant une catégorisation des objets ou déchets volumineux (ferraille, bois, D3E…) pour faciliter leur ramassage par des artisans et/ou des éco-organismes avec lesquelles des conventions seront signées. Ces plateformes d'une dimension de 25 m2 chacune seront entourées d'un mur végétal dont l'entretien sera assuré par les habitants. Afin d'améliorer la sécurité des lieux, des lampadaires solaires respectueux de l'environnement, seront installés sur ces aires de collecte. De plus, compte tenu de la taille de la résidence, des panneaux signalétiques seront mis en place à des endroits stratégiques pour faciliter le repérage de ces plateformes.
La réalisation de ce projet qui a également vocation à améliorer tant l'image que l'environnement du quartier, nécessitera un travail en synergie avec les différents acteurs du territoire : la municipalité, la communauté de communes Cœur d'Essonne, le centre social, l'amicale de locataires, le Siredom en charge du ramassage des encombrants, des ressourceries, la communauté d'Emmaüs et bien sûr le bailleur Valophis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Egly

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Construction de deux plateformes (aires de collecte)	5 000	Subvention Région Île-de-France	4 000
Achats de matériels et installation pour aménagement des plateformes (lampadaires solaires, plantes)	1 500	Subvention Bailleur Valophis	3 500
Réalisation et installation de panneaux signalétiques (plaque alu-dibond avec pelliculage anti-graffitis)	1 500	CAF	500
TOTAL	**8 000**	**TOTAL**	**8 000**

DOSSIER N° 20013346 - Installation équipements rangement vélos

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 380 € HT	70 %	6 566 €
	Montant total de la subvention		6 566 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PORCHEVILLE
Adresse administrative : 5 BD DE LA REPUBLIQUE 78440 PORCHEVILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Didier MARTINEZ, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet est porté par la commune de Porcheville. Il s'agit d'installer des équipements (supports et abris) pour vélos aux abords des écoles et des lieux culturels et sportifs de la ville.
L'objectif est de favoriser l'usage du vélo pour les déplacements réguliers et de courtes distances, et permettre aux élèves de se rendre en vélo à l'école.
Cette action mobilisera l'ensemble de l'équipe du conseil municipal et des services techniques de la ville pour réaliser les installations nécessaires, et sera présentée lors de la semaine européenne du développement durable (et le passage du Tour de France sur Porcheville). Des actions de sensibilisation auront lieu tout au long de l'année, via une communication spécifique dans les écoles, le centre de loisirs et les moyens de communications communaux.

Localisation géographique :
- Porcheville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat supports cycles sur Platine	1 680	Subvention Région Île-de-France	6 566
Achat abris vélos	7 700	Fonds propres	2 814
TOTAL	**9 380**	**TOTAL**	**9 380**

DOSSIER N° 20013221 - Renaturalisation de la mare du village

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-74-204142-174006-1700
Action : 17400601 – Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	24 741 € HT	40,4 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRUNAY SUR ESSONNE
Adresse administrative : 1 GRANDE RUE 91720 PRUNAY-SUR-ESSONNE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : PATRICK PAGES, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Après avoir réalisé une gestion des eaux pluviales au sein de la commune de manière écologique en créant des aménagements doux, dans le cadre d'un chantier pilote en Ile-de-France, le village de Prunay-sur-Essonne est en grande partie protégé des ruissellements agricoles. Un des aménagements consistait à agrandir une mare existante. Les derniers travaux effectués consistaient à évacuer le trop-plein de la mare vers un exécutoire final. De ce fait, nous pouvons maintenant réaliser les travaux d'étanchéification du fond de cette mare. Ceci permettra que cet ouvrage retrouve son usage premier et soit en eau toute l'année. La nature reprendra ses droits, les batraciens reviendront ainsi que les plantes aquatiques. En parallèle, un ponton d'observation a été installé par le PNR du Gâtinais Français, afin que les enfants de l'école primaire puissent observer la faune et le flore qui ne manqueront pas de revenir. Ce projet consiste donc à reformer le fond de la mare et de l'étanchéifier avec la pose d'une membrane.

Localisation géographique :
- Prunay-sur-Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux d'étanchéification	13 256	Subvention Région Île-de-France	10 000
Travaux de terrassement	10 710	Fonds propres	14 741
Travaux sur les réseaux	775		
TOTAL	**24 741**	**TOTAL**	**24 741**

DOSSIER N° 20013222 - Création d'un verger pédagogique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 188 € HT	100 %	4 188 €
	Montant total de la subvention		4 188 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 1016 RUE DE FONTAINEBLEAU 77720 BREAU
Statut juridique : Association
Représentant : BENOIT CHEVRON, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à créer un verger pédagogique de découverte à destination de l'ensemble des élèves du canton de Bray sur Seine, sur le site d'éducation à la nature en zone humide de Bray sur Seine (accès gratuit).
Suite à la fermeture de la sucrerie de Bray sur Seine, ses bassins de décantation sont devenus une friche industrielle abandonnée nécessitant un projet d'aménagement. En 2011, la Fondation pour la protection des Habitats de la Faune Sauvage fit l'acquisition de la majeure partie du site et donna en charge, par convention, à la Fédération des chasseurs de Seine et Marne, la gestion et l'animation de ses 22 hectares en plein cœur de la zone Natura 2000 de la Bassée. Dès 2013, un plan d'aménagement et de gestion fut défini selon un objectif général qui est la prise en compte et le développement de la biodiversité.
De nombreux ateliers ont déjà été mis en place et le projet vise désormais à développer une zone de verger favorable à la biodiversité et particulièrement à l'avifaune, véritable support pour les apprentissages permettant ainsi de réaliser de nombreux liens avec les programmes scolaires de l'Education nationale.
Ce verger pédagogique de 3300 m2 sera composé de nombreuses variétés locales d'arbres fruitiers visant à mettre en valeur le patrimoine historique du verger, les arbres espacés de 6 mètres seront disposés en ligne sur des bandes enherbées entretenues, séparées par des bandes de cultures mellifères. Ces mélanges spécifiques « Fleurs Miel et Papillons » composés de 23 espèces annuelles et 27 vivaces apporteront un véritable concentré de ressources alimentaires supplémentaires aux abeilles. Le verger permettra de ce fait, de mettre en place une ruche pédagogique et des ateliers sur le thème de l'apiculture et de l'importance de la pollinisation dans les cycles végétatifs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Bray-sur-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
60 arbres avec implantation et protections	3 248	Subvention Région Île-de-France	4 188
Travail de la surface	320		
Semences "fleurs, miel, papillon"	620		
TOTAL	**4 188**	**TOTAL**	**4 188**

DOSSIER N° 20013347 - Dispositif "vélos et mobilités propres"

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204141-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	19 600 € HT	51 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS
Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY 77797 NEMOURS CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Valérie LACROUTE, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/01/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet consiste à acquérir des vélos à assistance électrique pour les déplacements intramuros des agents communaux et à mettre en place les installations et équipements nécessaires pour les stationner et les recharger.

Localisation géographique :

- Nemours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Dispositif avec deux points d'attache pour vélos (arceau double attache)	1 050	Subvention Région Île-de-France	10 000
Passage du fourreau électrique, scellements	6 000	Fonds propres	9 600
5 points de recharge électrique pour 5 e-bikes	6 550		
Achat 5 vélos E-City	6 000		
TOTAL	**19 600**	**TOTAL**	**19 600**

DOSSIER N° 20013348 - Installation d'une vélo-école et d'un atelier d'auto-réparation à Sceaux

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 470 € HT	100 %	1 470 €
	Montant total de la subvention		1 470 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEUX SE DEPLACER A BICYCLETTE
Adresse administrative : 37 BD BOURDON 75004 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Alexis FREMEAUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

« Sceaux à vélo » est une antenne locale de l'association Mieux se Déplacer à Bicyclette (MDB) qui promeut le vélo comme moyen de déplacement au quotidien. En contact régulier avec la commune de Sceaux ainsi qu'avec le territoire Vallée Sud Grand Paris et les associations de vélo des communes avoisinantes, elle s'inscrit dans une dynamique plus générale lancée lors du déconfinement, visant à la promotion de vélo et des coronapistes. Le projet vise à mettre en place une « vélo école » pour permettre à toutes et tous d'apprendre à faire du vélo et à se déplacer de manière sécurisée.
Les cours seront dispensés par des bénévoles de l'association, sur un vélo que l'association mettra à leur disposition. Un atelier d'auto-réparation sera par ailleurs développé, animé là encore par des bénévoles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Sceaux

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat 5 vélos et équipements pour la vélo-école (pieds d'atelier, matériel de réparation…)	1 470	Subvention Région Île-de-France	1 470
TOTAL	**1 470**	**TOTAL**	**1 470**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013349 - Écluses avec by-pass vélo à Châtillon

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 300 € HT	100 %	2 300 €
	Montant total de la subvention		2 300 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VÉLO PIÉTON CHÂTILLON
Adresse administrative : 13 allée Edgar Brandt 92320 Châtillon
Statut juridique : Association
Représentant : Bruce PERRIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Dans l'optique de favoriser les déplacements à vélo, le projet vise à aménager deux rues avec une écluse avec by-pass vélo. Il s'agit d'un rétrécissement de la chaussée pour freiner les motorisés muni d'un passage latéral entre la chicane et le bord du trottoir. Ce type d'aménagement permet de freiner les voitures sans déstabiliser les cyclistes comme peuvent le faire les ralentisseurs surélevés ni gêner le flux de vélos qui empruntent le passage latéral de manière sécurisée. En concertation avec les services de la mairie de Châtillon, deux écluses avec by-pass vélo pourraient être installées, par exemple dans des rues trop étroites pour réaliser une piste cyclable et où la vitesse des motorisés est notoirement élevée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Châtillon

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Aménagement de 2 écluses by pass vélos	1 100	Subvention Région Île-de-France	2 300
Panneaux signalisation	1 200		
TOTAL	**2 300**	**TOTAL**	**2 300**

DOSSIER N° 20013224 - Crate Garden au Centre de Quartier Jean-Lurçat

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 950 € HT	100 %	9 950 €
	Montant total de la subvention		9 950 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROOT CAUSE
Adresse administrative : 56 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL
Statut juridique : Association
Représentant : Rosanne HARDING DRUGEAULT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/07/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

«Tous les problèmes du monde peuvent être résolus dans un jardin », Geoff Lawton, The Crate Garden est un projet de jardin communautaire qui met l'accent sur l'éducation et la démonstration du jardinage alimentaire en milieu urbain, situé sur le toit du centre de quartier Jean-Lurçat à Montreuil. Grâce à un accès facile (Métro Croix de Chavaux) et une position privilégiée dans un des lieux clés de Montreuil, la Place du Marché, The Crate Garden constitue à la fois un lieu de démonstration actif et vivant, ainsi qu'une opportunité éducative pour tous les membres de la communauté locale, et même au-delà. Le jardin sera conçu en s'appuyant sur l'éthique et les principes de la permaculture et en utilisant les déchets locaux du marché voisin, des maisons environnantes et des commerces locaux. Ce jardin vertical comprend de 2 à 5 cagettes, selon l'assemblage esthétique et fonctionnel souhaité. La cagette de support constitue la protection entre le sol de la terrasse et les cagettes qui contiennent de la terre pour la culture, permettant ainsi à l'air de circuler et évitant à l'eau de s'accumuler sous la tour de cagettes. Ceci fournit également une possibilité d'étudier les avantages et les inconvénients du matériel de culture léger, des « wicking-bed » (jardinières auto-suffiisantes) et des jardins verticaux. The Crate Garden est largement axé sur une sélection de comestibles vivaces, les plantes sauvages locales, les plantes pour la médicine préventive, les espèces adaptées au climat local et espèces inhabituelles venant de climats similaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Montreuil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Plantes et petits fruitiers	4 250 €	Subvention Région Île-de-France	9 950 €
100 sacs de terreau	800 €		
Irrigation	1 900 €		
Outils	300 €		
Abri	1 500 €		
Unités de propagation - intérieure	500 €		
Unités de propagation - extérieure	700 €		
TOTAL	**9 950 €**	**TOTAL**	**9 950 €**

DOSSIER N° 20013350 - Favoriser les mobilités douces vanvéennes

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 064 € HT	70 %	6 345 €
	Montant total de la subvention		6 345 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VANVES
Adresse administrative : 23 RUE MARY BESSEYRE 92173 VANVES CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Bernard GAUDUCHEAU, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 16/07/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/11/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le contexte sanitaire et climatique actuel appel à repenser la mobilité dans son ensemble avec la mise en place d'infrastructures favorisant les mobilités douces (vélo, trottinette, etc...). En ce sens, la ville de Vanves a déjà réalisée des événements liés à la promotion du vélo (atelier de révision, bourse aux vélos) ainsi que deux itinéraires cyclables reliant des interfaces modales majeures du territoire francilien : la gare d'Issy-les-Moulineaux, la gare de Clamart et la gare de Vanves-Malakoff. Ces itinéraires, d'échelle intercommunale et régionale, sont construits en lien étroit avec les pistes déjà existantes et en cohérence avec le réseau de piste cyclable régional (RER V). Dans le cadre de ce développement, la Ville de Vanves souhaite mettre en place des stations de réparation situées sur des espaces stratégiques ainsi que des jalonnements indiquant les voies et les temps de parcours vers des lieux très fréquentés. Le financement régional est sollicité pour l'installation de 88 panneaux qui apporteront de la lisibilité aux itinéraires cyclables en place ainsi que 3 bornes de réparation à disposition du public.

Localisation géographique :
- Vanves

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Signalétique pistes cyclables	877	Subvention Région Île-de-France	6 345
Stations de réparation	8 187	Fonds propres	2 719
TOTAL	**9 064**	**TOTAL**	**9 064**

DOSSIER N° 20013009 - Agriculture urbaine hors-sol solaire à base de lombricompost

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 333 € HT	93,8 %	5 000 €
	Montant total de la subvention		5 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASPARAGUS - L'EMPREINTE NATURE
Adresse administrative : 7 Rue de Plante, 95100 Argenteuil
Statut juridique : Association
Représentant : LISE BIGOT, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 10/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 10/10/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association Asparagus l'empreinte-nature œuvre pour la sensibilisation et l'éducation à l'environnement pour construire le bien-vivre de demain via des actions collaboratives. Le projet qu'elle porte mêle réduction des déchets et production de légumes hors sol, via l'installation, dans un jardin pédagogique, d'une culture en hydroponie solaire à base de lombricompost, à partir donc d'engrais naturels et d'un système d'irrigation en circuit fermé. Le système utilisera uniquement l'énergie solaire : les premiers tests ont été effectués grâce à une pompe solaire avec batterie intégrée, suffisante pour un bac. Les bacs de production mobiliseront un substrat en fibre de coco qui remplacera la terre, réutilisable sur le long terme car imputrescible et propice au développement des bonnes bactéries et champignons. Des partenariats seront mis en place (habitants proches, bailleurs, magasins) afin de pouvoir récupérer leurs déchets organiques compostables, en échange de légumes bio produits dans le jardin pédagogique. La collecte sera effectuée grâce à un vélo cargo électrique.
L'avancée de l'expérience sera diffusée sur les réseaux sociaux de l'association, avec un suivi sur les espèces plantées, les réussites et les échecs afin de réaliser une évaluation partagée et en tirer des enseignements. A l'instar des ateliers de construction de mini bacs effectués par l'association (notamment lors de l'élaboration des bacs-test), les plans seront offerts sous licence ouverte.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Argenteuil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Aménagement et équipement de la culture en hydroponie (serre tunnel maraîcher, bacs, plateaux de culture, substrat, pompes, câblages, éléments de structure en bois, lombricomposteurs…)	2 523	Subvention Région Île-de-France	5 000
Graines et plants	167	Fonds propres	333
Kit solaire	500		
Vélo cargo électrique	2 143		
TOTAL	**5 333**	**TOTAL**	**5 333**

DOSSIER N° 20013351 - Une Seconde Nature en Ville - acquisition d'un vélo cargo électrique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 000 € HT	100 %	4 000 €
	Montant total de la subvention		4 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNE SECONDE NATURE EN VILLE
Adresse administrative : 32 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU 92150 SURESNES
Statut juridique : Association
Représentant : Pauline COURCIER, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association Une Seconde Nature en Ville, établie à Suresnes, s'est donnée pour objectif de promouvoir la nature en milieu urbain. Cette dernière exploite ainsi deux jardins partagés, l'un au sein d'une maison de quartier et l'autre sur une parcelle mise à disposition par la ville. Elle organise des ateliers de sensibilisation sur la thématique de la nature en ville au sein de la maison de quartier, lors du festival Jardins en Seine, végétalise les pieds d'arbres et fonc-tionne en synergie avec les autres associations écoresponsables (jardins partagés des Myo-sotis en Liberté, des Longs Réages et du Belvédère, Écoquartier Liberté-Mont-Valérien...). L'association souhaite acquérir un vélo cargo électrique, compte tenu du grand dénivelé qui caractérise Suresnes, pour limiter les émissions carbones lors du transport de matériel de jardinage et de produits récoltés et transformés (soupes, confitures, etc.) pour tous les acteurs environnant, y compris l'ESAT Ateliers de la Cité Jardins pour les semis, le service Parcs et Jardins de la commune pour l'apport de terre, les associations de jardinage voisines pour le matériel, le troc des plants et d'arbustes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Suresnes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un vélo cargo électrique triporteur	4 000 €	Subvention Région Île-de-France	4 000 €
TOTAL	**4 000 €**	**TOTAL**	**4 000 €**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013225 - Des arbres dans mon école

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	30 000 € HT	33,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGERON
Adresse administrative : 112 AV DE LA REPUBLIQUE 91230 MONTGERON
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Sylvie CARILLON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet a pour but de planter 9 arbres dans les cours d'écoles de la ville de Montgeron afin de transmettre des valeurs écoresponsables (respecter le vivant et la planète) et sensibiliser à l'environnement.

Localisation géographique :

- Montgeron

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et plantations d'arbres	30 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	20 000
TOTAL	**30 000**	**TOTAL**	**30 000**

DOSSIER N° 20013090 - No mégots à Saint Denis !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 715 € HT	84,6 %	8 215 €
	Montant total de la subvention		8 215 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECO CITES
Adresse administrative : 14 ALL DE SEINE 93200 SAINT-DENIS
Statut juridique : Association
Représentant : MEHLOUL MOUNIR, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Un mégot c'est plus de 4000 substances toxiques, 500 litres d'eau pollués et 15 ans nécessaires à sa dégradation dans la nature. Le mégot est également source de pollution de lacs, rivières… C'est pourquoi, le projet vise à installer 25 cendriers « solidaires », ludiques et de sondage ou bornes de collecte des mégots au sein du mobilier urbain de Saint-Denis, tout en en mettant en place des actions de sensibilisation et d'information à destination de la population. Tous les 2 mois, un nouveau design et sondage sera proposé pour animer et divertir les usagers. En étroite collaboration avec la commune et les associations de quartier, Eco Cités, structure de l'économie sociale et solidaire, propose également de collecter les mégots en vélo pour diminuer l'impact carbone, afin qu'l'objet d'un recyclage et d'une valorisation matière pour être transformés en plastique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Saint-Denis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat équipement cendriers	8 215	Subvention Région Île-de-France	8 215
Vélo de collecte	1 500	Fonds propres	1 500
TOTAL	**9 715**	**TOTAL**	**9 715**

DOSSIER N° 20013226 - Familles développement durable - écocitoyenneté au quotidien

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	7 754 € HT	100 %	7 754 €
	Montant total de la subvention		7 754 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONNAITRE PROTEGER NATURE VAL DE SEINE
Adresse administrative : 29 RUE DE BABYLONE 75007 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Alberto MARINO ROCHA, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet Familles développement durable est un projet qui se déroulera toute l'année 2021 et qui a été élaboré pour les familles parisiennes en concertation avec 3 centres sociaux parisiens dans les 12ème, 18ème et 19ème arrondissements afin de les encourager à adopter un mode de vie durable et des habitudes respectueuses de l'environnement. L'équipe du CPN Val de Seine viendra en appui technique pour la mise en place des ateliers et l'apport de connaissances et compétences nécessaires, en fonction des thématiques abordées : gestion des déchets au quotidien, alimentation, produits naturels et fait maison, accès à la nature… Durant les beaux jours, des ateliers en extérieur seront proposés aux familles, soit au sein de leur résidence, soit en sorties dans des milieux naturels proches. Certains centres sociaux disposant d'espaces extérieurs, le projet propose de les équiper en mobilier et outils et de les aménager afin de permettre des activités autour du jardinage, de la biodiversité et de l'alimentation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Mobilier extérieur	660	Subvention Région Île-de-France	7 754
Outillage et petit équipement	3 715		
Amendement sols	469		
Graines	1 829		
Hôtel insectes	1 081		
TOTAL	**7 754**	**TOTAL**	**7 754**

DOSSIER N° 20013352 - Développement des stationnements vélo à Jouars-Pontchartrain

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	28 663 € HT	34, 9 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUARS PONTCHARTRAIN
Adresse administrative : 1 RUE SAINTE ANNE 78760 JOUARS-PONTCHARTRAIN
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Philippe EMMANUEL, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La municipalité de Jouars-Pontchartrain souhaite encourager l'usage du vélo comme moyen de déplacement, notamment à l'intérieur de la commune pour aller faire ses courses, pour aller à l'école, pour pratiquer ses loisirs. Parmi les nombreux avantages personnels et pour la société de la pratique du vélo, c'est pour la commune un moyen de rendre la ville plus apaisée, de favoriser les rencontres et la convivialité entre les habitants, de libérer de l'espace de voirie et de réduire les incivilités (stationnement sur les trottoirs). C'est aussi un moyen de dynamiser le commerce de proximité : à vélo on reste dans sa commune alors qu'en voiture, une fois démarré il est plus simple d'aller dans un centre commercial éloigné mais disposant d'un grand parking. Parallèlement au développement d'un programme de voies cyclables en centre-ville et entre les hameaux de notre commune étendue, il est important de disposer d'un réseau de bornes et d'abris de stationnement permettant de garer son vélo en sécurité. La visibilité de ces points de stationnement à proximité immédiate des lieux d'activités de la commune est aussi un encouragement à la pratique du vélo qui est ainsi mis en avant. Selon les emplacements et la durée prévisible d'arrêt, la commune souhaite implanter des abris pour les lieux où l'on stationne plusieurs heures (école, gymnases, lieux de loisir) ou des bornes à proximité immédiate des commerces. Les bornes choisies, de type « U » ou « A » permettent d'attacher son vélo de façon sûre (contrairement aux « râteliers pince-roue »).

Localisation géographique :
- Jouars-Pontchartrain

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et montage abri 10 vélo site Foyer rural *	6 652	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat et montage abri 10 vélo site Gymnase Phelypeau *	6 652	Subvention programme CEE Alveole	10 064
Achat et montage abri 10 vélo site Gymnase La Bonde *	6 652	Fonds propres	8 599
Achat et montage abri 10 vélo site Parking de covoiturage *	6 652		
Achat de 15 bornes pour stationnement vélo extérieur (Epicerie, boulangerie, école, médiathèque)	2 055		
TOTAL	**28 663**	**TOTAL**	**28 663**

DOSSIER N° 20013227 - Découverte et protection de l'Effraie des clochers

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	2 959 € HT	100 %	2 959 €
	Montant total de la subvention		2 959 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE DE LA BASSEE
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE 77157 EVERLY
Statut juridique : Association
Représentant : Jean Pierre PETIT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Ce projet comporte 3 objectifs principaux : communiquer et sensibiliser le grand public à l'Effraie, disposer d'un état des lieux sur cette espèce patrimoniale sur le territoire, favoriser sa protection et son installation par la construction de nichoirs. Il s'agit d'un projet co-géré par des bénévoles de la réserve et l'ensemble des actions sera réalisé avec la population et encadré par le personnel de la réserve.
Le financement régional permettra d'acquérir le matériel et petit équipement nécessaires à la construction des nichoirs et à l'observation de l'Effraie afin de permettre la réalisation de l'état des lieux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- EPCI Bassée Montois

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat petit équipement (caméras surveillance, pièges photo, échelles télescopiques…)	2 474	Subvention Région Île-de-France	2 959
Achat de bois pour nichoirs	302		
Achat matériel informatique	183		
TOTAL	**2 959**	**TOTAL**	**2 959**

DOSSIER N° 20013091 - Co-construction d'une maison témoin d'usages plus responsables pour demain

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	19 800 € HT	50,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ET TOI, TU FAIS QUOI ?
Adresse administrative : 73 AV PAUL PAINLEVE 94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Statut juridique : Association
Représentant : SANDY MARCHAND-BRIZIOU, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet prend appui sur le constat que le schéma linéaire « fabriquer – consommer – jeter » a atteint ses limites. Bon nombre d'objets jetés sont encore viables et susceptibles d'être réemployés. L'association propose ainsi de récolter toutes matières encore viables de manière à diminuer significativement le volume de déchets à incinérer ou à enfouir et la pollution induite, afin de les valoriser grâce à la fabrication artisanale de nouveaux objets, en fonction de leur potentiel. Lauréate de l'appel à projet pour l'occupation temporaire de la Ferme de Contin de Paray-Vieille-Poste, l'association a ainsi intégré des locaux de 250 m2 pour y développer son projet pendant 3 ans. Il s'agit de co-concevoir une maison témoin d'un mode de vie plus responsable à comprendre comme un parcours initiatique où découvrir toutes les alternatives de « consom'action » existantes à appliquer chez soi. Pour en citer quelques-unes : un potager, un composteur, des bacs de recyclage spécifiques, un bac de récupération de mégots de cigarette, des toilettes sèches, etc.
Des supports d'information seront disponibles, des expositions et projections proposées. Des collectes seront organisées chez les particuliers, dans les entreprises, sur la voie publique et un point d'apport volontaire sera également présent dans les locaux. Une boutique solidaire viendra prendre place qui présentera les objets collectés, rénovés, fabriqués et un espace sera consacré également à une « matériauthèque » (ou « chutothèque ») variée, ouverte à tous afin que chacun puisse se meubler ou bricoler sans contrainte budgétaire.
Soutenue par divers partenaires (l'Etablissement Public Territorial 12, la Municipalité de Paray-Vieille-Poste, le Conseil départemental du Val-de-Marne, l'association France Essonne Active, l'agence Paris and co via l'arc de l'innovation), l'association travaille à dynamiser le site avec plusieurs associations essonniennes : l'AMAP de Paray-Vieille-Poste, Zestes citoyens, Entre 2A Kfé et AEOLE 91. Elle sollicitera également le soutien de partenaires spécifiques à notre domaine d'intervention : fabricants d'outillages, boutique de vrac, etc.

Le financement régional permettra de remettre en état le local intégré dans un bâtiment des années 1960-70, inoccupé depuis 3 ans et qui nécessite de nombreux travaux de réhabilitation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paray-Vieille-Poste

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux remise aux normes électriques	8 600	Subvention Région Île-de-France	10 000
Travaux de plomberie	4 300	Fonds propres	4 080
Travaux d'isolation	4 600	Subvention commune	1 500
Achat logiciel gestion stocks	2 300	EPT Grand-Orly Seine Bièvre	4 220
TOTAL	**19 800**	**TOTAL**	**19 800**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013092 - Dourdan, ma ville propre !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 100 € HT	80 %	6 480 €
	Montant total de la subvention		6 480 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DOURDAN
Adresse administrative : ESPLANADE JEAN MOULIN 91410 DOURDAN
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Paolo DE CARVALHO, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La ville de Dourdan souhaite développer une interface web « Dourdan, ma ville propre » dédiée à la propreté pour les citoyens ainsi qu'un tableau de bord de gestion, attribution et suivi. L'objectif est de proposer une solution facile et prête à l'emploi, sur le site internet de la com-mune ou immédiatement utilisable par les citoyens sur Android et sur iPhone. Un citoyen ou un employé municipal constate une dégradation sur la voie publique ou dans les rues de la ville. Il utilise son smartphone ou son ordinateur pour effectuer un signalement. Le gestion-naire reçoit une notification, et le transmet au responsable du service technique concer-né. Une fois l'action faite, le citoyen reçoit une notification par mail que son signalement a été résolu.

Localisation géographique :
- Dourdan

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Développement d'une application mobile compatible Android, iOS	8 100	Subvention Région Île-de-France	6 480
		Fonds propres	1 620
TOTAL	**8 100**	**TOTAL**	**8 100**

DOSSIER N° 20013228 - Implantation de cultures éco-citoyennes

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 860 € HT	100 %	1 860 €
	Montant total de la subvention		1 860 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 1016 RUE DE FONTAINEBLEAU 77720 BREAU
Statut juridique : Association
Représentant : BENOIT CHEVRON, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/09/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le département de Seine-et-Marne se compose de 507 communes et nombreuses sont celles qui possèdent des espaces en friche ou des parcelles agricoles enclavées ou riveraines des habitations. L'importance environnementale et citoyenne de ces surfaces est majeure car elle concerne l'ensemble des synergies locales : collectivités, riverains, exploitants agricoles et usagers de la nature. C'est dans ce contexte que la Fédération Départementale des Chasseurs de Seine et Marne souhaite développer des C.I.E. (cultures d'intérêt éco-citoyennes) mellifères pluriannuelles sur les parcelles enclavées ou riveraines des habitations de la Commune de Villiers Sur Seine implantée dans la zone Natura 2000 de la Bassée.
Le projet a notamment pour objectifs de reconstituer une trame verte en périphérie de la commune, favorable au développement de la biodiversité, de créer un habitat apportant une nourriture abondante aux insectes pollinisateurs, de développer un espace de nidification favorable et protégé de toute interaction mécanique et chimique, d'embellir et de rendre le paysage plus attrayant en raison du caractère floral et naturel du mélange implanté, de créer un effet de lisière supplémentaire dans le paysage et de développer un espace de gestion collectif dans la commune, à la fois « gagnant pour la biodiversité, gagnant pour le monde agricole, gagnant pour la société civile ».
L'implantation des C.I.E sur ce village est un projet qui s'intègre directement dans les objectifs de la FDC77 en matière de préservation des écosystèmes, enjeu majeur pour la sauvegarde de la biodiversité et conforme aux orientations définies dans le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique 2020/2026. Il participe aussi au renforcement et à la conservation de la trame verte au sein de la strate agricole en recréant des continuités écologiques reliant les réservoirs de biodiversité conformément aux objectifs définis dans la cadre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique d'Ile-de-France. Forte de cette expérience, la FDC 77 espère développer les surfaces C.I.E sur un maximum de communes seine-et-marnaises volontaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Villiers-sur-Seine

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Ensemencement "fleurs, miel, papillon" de 3 hectares	1 860	Subvention Région Île-de-France	1 860
TOTAL	**1 860**	**TOTAL**	**1 860**

DOSSIER N° 20013229 - Des fruitiers pour préserver un espace vert de nouvelles constructions !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 000 € HT	100 %	4 000 €
	Montant total de la subvention		4 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIEN VIVRE À LA LOUVIÈRE
Adresse administrative : 54, rue Auguste-Moutié 78120 Rambouillet
Statut juridique : Association
Représentant : Jean-Pierre CANVA, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 28/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Face à la crise climatique, le projet vise à redonner toute sa place à la nature en ville, en plantant des arbres, en convertissant le bitume en zones plantées, mais aussi en conservant des espaces de friches naturelles. Il tend à désartificialiser les sols pour faire baisser les températures et à faciliter l'infiltration des eaux. Afin de recréer des milieux favorables à la diversité et au vivant, le projet entend planter une quarantaine de d'arbres fruitiers et à aménager l'espace d'un quartier d'habitats collectifs (en y implantant des bancs) pour en faire un lieu convivial d'éducation et d'alimentation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Rambouillet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
50 arbres fruitiers	2 500,00 €	Subvention Région Île-de-France	4 000,00 €
Bancs	1 500,00 €		
TOTAL	**4 000,00 €**	**TOTAL**	**4 000,00 €**

DOSSIER N° 20013230 - Morsang-sur-Orge Jardins et Vergers partagés

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	47 000 € HT	21,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORSANG SUR ORGE
Adresse administrative : 72 RUE JEAN RAYNAL 91390 MORSANG-SUR-ORGE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Marianne DURANTON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 18/05/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Une convention de gestion pour des jardins et vergers partagés a été signée le 12 décembre 2019 entre le Centre communal d'Action sociale et la Ville de Morsang sur Orge. Sur un foncier peu valorisé, le projet souhaite donner aux habitants la capacité de s'insérer dans un projet collectif pour valoriser la faune et la flore en secteur urbain.Le terrain est divisé en une trentaine de lots de plus ou moins grande taille (25 à 60 m2) pour offrir à chacun la possibilité de réaliser son projet végétal. Le projet vise ainsi à réaménager et valoriser un terrain en friche de 2150 m2 en 30 jardins et vergers.

Localisation géographique :
- Morsang-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Bassin eaux pluviales	20 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Terre végétale	10 000	Fonds propres	37 000
Clôtures	5 000		
Pépinières et Plantations	5 000		
Aménagement voirie	7 000		
TOTAL	**47 000**	**TOTAL**	**47 000**

DOSSIER N° 20013353 - Livrer et recevoir les plantes écologiques et solidaires des pépinières de quartier à travers le Grand Paris

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 125 € HT	100 %	6 125 €
	Montant total de la subvention		6 125 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEPINS PRODUCTION LA PEPINIERE DE QUARTIER
Adresse administrative : 25 AV DE LAUMIERE 75019 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Pierre PAQUOT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association « Pépins production la pépinière de quartier » souhaite acquérir un triporteur permettant la livraison de plantes issues des pépinières de quartier, et de matériel, et ceci à l'échelle : d'une copropriété, d'une rue végétalisée, de trois boutiques de quartier, d'un événe-ment de quartier, d'un espace de maraichage. Cela doit faciliter l'accès aux plantes de la filière locale, écologique et solidaire pour les projets citoyens franciliens. L'acquisition de vélos par l'association permettra de développer ses nouveaux moyens de déplacement en s'axant sur cette mobilité douce. L'association participera alors à limiter son empreinte carbone. Les vélos pourront aussi être mis à disposition pour différents acteurs situés à proximité des sites. Cela participera alors à son ouverture sur le quartier et à une mutualisation de ses propres outils, viendra soutenir l'atelier chantier d'insertion « Prendre Racine », et améliorer la logistique en permettant le transport de plantes à vélo, en circuit court. La distribution des jeunes plants, ainsi que la mise en œuvre d'une économie circulaire du végétal nécessitent le déplacement régulier de volumes important, restant généralement à l'échelle d'une remorque à vélo. Le vélo sera un outil fédérateur fort entre les différentes pépinières en mettant en réseau les différents lieux de production permettant le transport de plants et créant ainsi du lien humain entre les adhérents et les bénévoles opérant dans les différentes pépinières de quartier. Enfin, afin de s'inscrire dans une démarche durable, les vélos acquis pourront être mutualisés avec différents acteurs situés à proximité des sites de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'un triporteur VELOMA	6 000	Subvention Région Île-de-France	6 125
Achat de 9 caisses Euronorm de transport	125		
TOTAL	**6 125**	**TOTAL**	**6 125**

DOSSIER N° 20013231 - Végétalisation des allées principales du petit cimetière de Vanves

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	33 669 € HT	29,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VANVES
Adresse administrative : 23 RUE MARY BESSEYRE 92173 VANVES CEDEX
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Bernard GAUDUCHEAU, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/08/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le petit cimetière de la ville de Vanves, dans son aspect actuel, présente un revêtement en dalle de béton et de gravillons roulés, envahie par les herbes, qui contribue à la définition d'une ambiance très minérale, dénué de marqueur lié au site. Afin de valoriser l'ensemble des allées principales, et de développer des aspects plus paysagés, le projet vise la plantation d'arbres à grand développement, l'engazonnement des allées principales et la mise en place de banquettes en point bas de la voirie, afin de recueillir les eaux de pluie et d'assurer un arrosage en période pluvieuse et de garder un volume humide en période plus sèche. Certaines banquettes seront plantées de plantes tapissantes, florales, mellifères. En invitant la nature à prendre place dans le cimetière de Vanves, la commune de Vanves participe à la densification du maillage vert global, au développement du potentiel d'accueil de la vie sauvage, à la prise en compte de la biodiversité, à la préservation de la santé des citoyens et au respect l'environnement. Dans cette nouvelle trame verte, des nichoirs naturels et des habitats, collectifs ou individuels, à insectes vont être confectionnés et installés par les écoles de la ville.

Localisation géographique :
- Vanves

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achats des végétaux	33 669	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	23 669
TOTAL	**33 669**	**TOTAL**	**33 669**

DOSSIER N° 20013232 - Végétalisons la rue Marcadet Paris 18ème

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 300 € HT	58,1 %	2 500 €
	Montant total de la subvention		2 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VEGETALISONS LA RUE MARCADET
Adresse administrative : 4, rue du Square Carpeaux 75018 Paris
Statut juridique : Association
Représentant : Jiann-Yuh WANG, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 12/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 21/06/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Ce projet vise à mobiliser les habitants de la rue Marcadet et alentours pour une réappropriation citoyenne de l'espace public : végétaliser les trottoirs et les façades permet à la fois d'encourager le lien social local et de lutter contre le réchauffement climatique, en améliorant sensiblement l'environnement du quartier, avec l'assistance d'associations écologiques parisiennes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris 18

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Jardinières et bacs	500,00 €	Subvention Région Île-de-France	2 500,00 €
Arbustes et plants	1 300,00 €	Subvention Mairie de Paris	1 500,00 €
Graines	400,00 €	Fonds propres	300,00 €
Outillage jardinage	600,00 €		
Kits pour murs végétaux	700,00 €		
Terreau et paillage	800,00 €		
TOTAL	**4 300,00 €**	**TOTAL**	**4 300,00 €**

DOSSIER N° 20013093 - Corbeilles ludiques à proximité des écoles - Initiation des enfants au tri sélectif

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 947 € HT	44 %	4 376 €
	Montant total de la subvention		4 376 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT BRICE SOUS FORET
Adresse administrative : 14 RUE DE PARIS 95350 SAINT-BRICE-SOUS-FORET
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Nicolas LELEUX, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/08/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Dans un but éducatif, accompagnés par les enseignants, les parents et le personnel du ser-vice périscolaire de la Ville de Saint-Brice-sous-Forêt, le but de l'installation de ces corbeilles est d'inciter, former et sensibiliser les enfants au tri sélectif en les attirant grâce à une corbeille ludique sous la forme d'une grenouille. Des pictogrammes, très ludiques, permettent aux en-fants de comprendre aisément le type déchets que la corbeille accueille.

Localisation géographique :
- Saint-Brice-sous-Forêt

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat des poubelles	9 947	Subvention Région Île-de-France	4 376
		Fonds propres	5 571
TOTAL	**9 947**	**TOTAL**	**9 947**

DOSSIER N° 20013233 - Un square végétalisé et modulable pour les habitants

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 000 € HT	83,3 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LA GESTION D ESPACES TEMPORAIRES ARTISTIQUES-AGETA
Adresse administrative : 18 RUE RAMUS 75020 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Vincent PRIEUR, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Installé dans un ancien vestiaire et centre de formation appartenant à la SNCF, le Shakirail est un lieu de vie et de création artistique pluridisciplinaire aménagé et géré depuis 2011 par le collectif d'artistes Curry Vavart dans le 18ème arrondissement de Paris. Le Shakirail se situe le long des rails de la gare de l'est. Bordé d'un talus ferroviaire arboré, il est composé de deux bâtiments aménagés en espaces de travail artistiques partagés et de 350m2 d'extérieurs ouvrables sur l'espace public par un grand portail donnant sur le pont de la rue Riquet. Plusieurs centaines d'usagers développent leurs projets et se rencontrent chaque année au Shakirail. Les espaces extérieurs sont régulièrement ouverts au public (vide grenier, portes ouvertes, événements festifs et culturels).
Afin de mieux répondre aux besoins de projets écologiques et solidaires et d'offrir aux habitants un espace ressource, vert et convivial, permettant propositions, rencontres et échanges, le projet vise à aménager l'actuelle cour donnant sur la rue Riquet en square végétalisé et modulable ouvert toute l'année aux habitants et aux projets locaux. Mur de plantes, bacs à plantes, tonnelles sont prévues ainsi que du mobilier d'extérieur. Des toilettes sèches aux normes PMR seront installées de même qu'un atelier de réparation de vélos avec la constitution d'une outils-thèque dédiée. Enfin, le projet prévoie la constitution d'une bibliothèque autour de l'écologie, la biodiversité et la nature en ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Construction de bacs à végétaux	2 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achats de semis, plants pour végétalisation	1 000	Fonds propres	2 000
Achat mobilier extérieur (tables, bancs, parasols etc.)	4 000		
Achats outils atelier vélo	1 000		
Installation de toilettes sèches aux normes PMR	4 000		
TOTAL	**12 000**	**TOTAL**	**12 000**

DOSSIER N° 20013234 - Potagers urbains collectifs

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 050 € HT	80 %	4 040 €
	Montant total de la subvention		4 040 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOUPPES SUR LOING
Adresse administrative : 19 Avenue du Maréchal Leclerc 77460 Souppes-sur-Loing
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Pierre BABUT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Souppes-sur-Loing souhaite permettre à ses concitoyens de pratiquer une agriculture solidaire, collective, et raisonnée en créant des points de rencontre matérialisés par des jardinières urbaines sur son territoire communal. A l'occasion des mises en culture libre, l'objectif est de favoriser les échanges intergénérationnels, les gestes écologiques, les animations de quartier. Pour démarrer ces potagers urbains, une aide sera fournie sous la forme d'affichages permanents, de livrets pédagogiques, avec un lien associatif. L'acquisition des jardinières et la création des points de rencontre sont l'objet de la présente demande de subvention tandis que la préparation des jardinières (installation, terres, terreau, ...) sera à la charge de la municipalité. Le déploiement s'effectuera sur le domaine public du ressort de la commune.

Localisation géographique :
- Souppes-sur-Loing

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
20 jardinières bois urbaines	2 600,00	Subvention Région Île-de-France	4 040,00
Terre végétale, terreau, paillage	1 000,00	Fonds propres	1 010
Matériel d'affichage permanent	1 200,00		
Bâche géotextile	250,00		
TOTAL	**5 050,00**	**TOTAL**	**5 050,00**

DOSSIER N° 20013094 - Ramasses d'invendus alimentaires pour personnes en précarité

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 700 € HT	93,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HOPHOPFOOD
Adresse administrative : 279 RUE DU FBG ST ANTOINE 75011 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Michel MONTAGU, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2022
Démarrage anticipé : NON

Description :

HopHopFood organise régulièrement des collectes alimentaires et souhaite à présent organiser des ramassages dans des commerces alimentaires (supermarchés, supérettes, commerces de quartier) qui sont des partenaires solidaires. L'association a donc besoin de s'équiper en matériels de transport et de collecte, notamment pour préserver la chaîne du froid. HopHopFood compte environ 140 bénévoles actifs en Île-de-France et est susceptible de faire une vingtaine de ramassages par semaine. La nourriture collectée est redistribuée à des personnes en situation de précarité, soit par l'intermédiaire de la plateforme digitale HopHopFood, soit des garde-mangers solidaires HopHopFood, soit des partenariats avec des structures ou lieux (type CHRS, foyers étudiants, etc.).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Tricycle électrique	7 800 €	Subvention Région Île-de-France	10 000 €
Vélo électrique	2 900 €	Fonds propres	700 €
TOTAL	**10 700 €**	**TOTAL**	**10 700 €**

DOSSIER N° 20013095 - Recyclerie – ressourcerie « l'ArgenTri »

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 970 € HT	77,1 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION RESSOURCERIE : L'ARGENTRI
Adresse administrative : Chez Mme Touchaud 9 rue de Liège 95100 Argenteuil
Statut juridique : Association
Représentant : Francis THOUVENOT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à créer une ressourcerie-recyclerie afin de participer à la réduction des déchets et à l'épuisement des ressources naturelles, d'optimiser la consommation d'énergie, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et la pollution. Sur le plan social, il entend permettre à tous et particulièrement aux personnes démunies d'acheter des produits à moindre coût, en donnant aux objets une seconde vie. Sur le plan économique, il ambitionne de créer de l'emploi pérenne non délocalisable et de la richesse. Le local est en cours de recherche et l'association souhaite développer de multiples partenariats avec les acteurs locaux (la mairie, les entreprises de recyclage, les bailleurs sociaux, syndicat de collecte des déchets…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Argenteuil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat véhicule fourgon	9 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Achat équipement informatique	970	Subvention commune	2 970
Outils pour réparation	1 500		
Benne / conteneur occasion	1 500		
TOTAL	**12 970**	**TOTAL**	**12 970**

DOSSIER N° 20013010 - L'Ecole du marché

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 250 € HT	73,5 %	9 000 €
	Montant total de la subvention		9 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A DEFAUT DES MOTS
Adresse administrative : 4 rue de Bir-Hakeim 94100 Saint-Maur des Fossés
Statut juridique : Association
Représentant : Denis BROCHET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet est porté par l'association « à défaut des mots » et consiste à aménager un espace dédié dans le marché de Saint-Maur-des-Fossés pour présenter des produits alimentaires (aliments « oubliés » et aux plantes cultivées et sauvages) et animer des ateliers dédiés.
L'objectif est de sensibiliser le public, prioritairement les enfants et adolescents, aux bonnes pratiques alimentaires : connaissance des produits, choix des aliments en fonction des besoins, réapprentissage des bonnes habitudes alimentaires et culinaires, reconnexion des connaissances théoriques avec la réalité de l'alimentation au quotidien, sensibilisation aux méthodes agricoles et d'élevage, compréhension de l'économie circulaire, des circuits locaux, de la consommation responsable, sensibilisation au gaspillage alimentaire, action contre les inégalités face à l'alimentation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Saint-Maur-des-Fossés

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux : réfection du sol, enduit mural, raccordement eau froide et évacuation, éclairage et prises murales	8 500	Subvention Région Île-de-France	9 000
Aménagements : cloisons et panneau de communication structuré bois	1 500	Crowdfunding	2 000
Achat matériel présentoirs réfrigérés aux normes professionnelles	2 250	Contribution des partenaires du réseau	500
		Fonds propres	750
TOTAL	**12 250**	**TOTAL**	**12 250**

DOSSIER N° 20013356 - Un vélo cargo XXL partagé !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 000 € HT	100 %	5 000 €
	Montant total de la subvention		5 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER SOLIDAIRE DE SAINT-OUEN
Adresse administrative : 18 rue Cage 93400 Saint-Ouen
Statut juridique : Association
Représentant : XAVIER REMONGIN, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'Atelier solidaire est un atelier partagé autour du bricolage et de la réparation de vélos. Dans le cadre des ateliers proposés, il est nécessaire de transporter de nombreux matériaux recyclés ou à recycler (vélos, bois, outils…). L'association projette ainsi d'acquérir un vélo cargo électrique pour assurer la logistique avec un moyen de transport adapté et écologique qui pourra être mutualisé avec les associations du territoire et leurs adhérents.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- EPCI Plaine Commune

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat vélo douze cycle G4	4 000	Subvention Région Île-de-France	5 000
U sécurisé et traceur GPS	1 000		
TOTAL	**5 000**	**TOTAL**	**5 000**

DOSSIER N° 20013238 - Sentiers découverte de la biodiversité locale

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	31 829 € HT	31,4 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-PRIX
Adresse administrative : 45 rue d'Ermont 95390 Saint-Prix
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Céline VILLECOURT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/05/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet est porté par la commune de Saint-Prix, qui est déjà très engagée dans la mise en valeur de son patrimoine historique culturel et naturel (maison de Victor Hugo, église Saint-Germain du XIIè siècle, vieux village, galeries d'exposition d'art, forêt domaniale prochainement classée en forêt de protection) et la préservation de son cadre de vie : la commune a été reconnue par trois fois capitale française de la biodiversité par l'Agence Régionale pour la Biodiversité d'Ile-de-France.
Le projet consiste à aménager et mettre en valeur les sentes de la ville, en installant trois parcours pédagogiques présentant la faune et la flore locales au travers de supports ludiques : bornes à clapets, cubes rotatifs et totem à thème. Les panneaux seront ornés des aquarelles du peintre naturaliste Jean Chevallier. Ces parcours, pensés pour petits et grands, amèneront les promeneurs jusqu'à l'Espace Naturel Sensible d'Intérêt Local des Coteaux et Vergers de Saint-Prix, en orée du massif forestier de Montmorency ou au fameux sentier des Lisières, itinéraire de 30 km autour de la forêt et reliant 17 communes.

Localisation géographique :

- Saint-Prix

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Illustrations naturalistes en aquarelle	3 665	Subvention Région Île-de-France	10 000
Supports ludiques	22 164	Fonds propres	21 829
Conception graphique	6 000		
TOTAL	**31 829**	**TOTAL**	**31 829**

DOSSIER N° 20013104 - Achat d'une tondeuse autoportée électrique pour le village

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 871 € HT	70 %	6 910 €
	Montant total de la subvention		6 910 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 28/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Villiers-sous-Grez souhaite convertir son matériel thermique en électrique et ainsi acquérir une tondeuse autoportée électrique pour la tonte des abords de l'église et du foyer rural en lieu et place du tracteur utilisé jusqu'ici.
Cette acquisition s'inscrit dans un projet global de revalorisation des espaces verts et de gestion du temps des employés pour qu'ils se consacrent davantage au le tri des déchets. L' idée est de pouvoir convertir en prairie fleurie un maximum d' espaces verts pour le bien des insectes et de traiter les petites et moyennes surface avec du matériel adapté et en énergie électrique. L'achat d'une tondeuse autoportée électrique, permettrait de traiter esthétiquement les abords, sans bruits, sans consommation de fuel et avec récupération des herbes de coupe pour les revaloriser en compostage et paillage.

Localisation géographique :
- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Tondeuse électrique autoportée	8 871,00 €	Subvention Région Île-de-France	6 910,00 €
Installation électrique	1 000,00 €	Fond propre	2 961,00 €
TOTAL	**9 871,00 €**	**TOTAL**	**9 871,00 €**

DOSSIER N° 20013243 - 4x4 benne électrique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	19 035 € HT	43,7 %	8 324 €
	Montant total de la subvention		8 324 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 28/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune de Villiers-sous-Grez, située en bordure de la forêt de Fontainebleau et de la commanderie, souhaite convertir son matériel thermique en électrique et ainsi acquérir un 4X4 benne électrique pour nettoyer et entretenir les chemins de promenade et les petits sentiers.

Localisation géographique :
- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat véhicule E box électrique	19 035,00 €	Subvention Région Île-de-France	8 324,00 €
		Subvention gouvernementale	5 000,00 €
		Fonds propres	5 711,00 €
TOTAL	**19 035**	**TOTAL**	**19 035**

DOSSIER N° 20013244 - Véhicule électrique en autopartage

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 900 € HT	70 %	8 330 €
	Montant total de la subvention		8 330 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune souhaite mettre à disposition de ses habitants un véhicule électrique d'occasion pour des déplacements courts et ponctuels (recherche d'emploi , véhicule principal en réparation, test de véhicule électrique...). Ce véhicule sera également utilisé par les employés communaux en lieu et place de l'actuel véhicule essence, pour les achats de matériel dans les villages aux alentours.

Localisation géographique :

- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat d'une renault ZOE électrique	11 900,00 €	Subvention Région Île-de-France	8 330,00 €
		Fonds propres	3 570,00 €
TOTAL	**11 900,00 €**	**TOTAL**	**11 900,00 €**

DOSSIER N° 20012989 - L'école comestible

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	25 580 € HT	39,1 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ECOLE COMESTIBLE
Adresse administrative : Chez Camille LABRO 5 Place Léon Blum 75011 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Camille LABRO, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/07/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'école comestible est une association à but non-lucratif, composée d'un collectif de bénévoles (cuisiniers, enseignants, parents, agriculteurs, jardiniers, semenciers, nutritionnistes, chercheurs, gastronomes, etc.). Sa mission est de faire entrer gratuitement l'éducation alimentaire de la terre à l'assiette dans les classes, les cursus scolaires et les activités périscolaires, tout en améliorant la manière dont les enfants mangent au quotidien et le rapport qu'ils ont à la nourriture, à la terre, aux produits et aux producteurs en proposant des ateliers de jardinage, de cuisine, ainsi que des découvertes sensorielles et culturelles au sein des programmes préexistants et ce en co-construction avec les équipes pédagogiques. L'association permet notamment aux enfants de se familiariser avec leurs sens, d'apprendre comment poussent les fruits et légumes qu'ils consomment, d'explorer le monde du vivant, de comprendre les principes d'une alimentation durable et anti-gaspillage, tout en mettant le plus possible les mains à la pâte et dans la terre. Plusieurs chefs d'établissement ont répondu. Dès la rentrée 2020, L'école comestible sera présente dans une dizaine d'établissements.
Le soutien régional destiné à la réalisation des ateliers de jardinage, de cuisine et des sorties sensorielles et culturelles servira à financer du matériel de cuisine ainsi que du matériel de jardinage pour la création des potagers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Boulogne-Billancourt, Villejuif, Paris 11ème, Communauté d'agglomération de Roissy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
12 bacs potager de 1,5m x 3m	20 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Matériel de jardinage et de cuisine pour les ateliers	5 580	Fonds propres	6 580
		Crowdfunding	9 000
TOTAL	**25 580**	**TOTAL**	**25 580**

DOSSIER N° 20013291 - Eco Run and Kids (ERéK)

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	16 776 € HT	59,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOUPPES BASE DE LOISIRS
Adresse administrative : 40 Route de Varennes 77460 Souppes-sur-Loing
Statut juridique : Association
Représentant : Denis PREVOST, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif est de sensibiliser la population jeune à la mobilité propre, d'augmenter la pratique physique pour favoriser un bien-être physique et mental des enfants et des jeunes sulpiciens et d'inciter par l'effet de groupe à une utilisation plus fréquente du vélo pour accéder aux espaces de loisirs (développement de l'aménagement urbain, installation de bornes de recharge, de râteliers vélos…). Le public visé se concentre sur les enfants de 3 à 12 ans et les familles fréquentant les accueils de loisirs et le centre social. Les actions prévues concernent la mise en place et l'aménagement d'un réseau de liaison douce reliant les différentes structures Enfance/Jeunesse, la mise en place d'actions pédagogiques et de sensibilisation à la mobilité durable, l'installation d'un parc de VTTAE libre accès aux parents qui accompagnent leurs enfants dans le cadre de la vie quotidienne (scolaire ou périscolaire), la mise en place de sorties éducatives favorisant le déplacement via la mobilité durable.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Souppes-sur-Loing

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat Vélos à Assistance Electrique Taille XS	10 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Abri vélo extérieur	6 776	Subvention commune	6 776
TOTAL	**16 776**	**TOTAL**	**16 776**

DOSSIER N° 20012990 - De la terre à l'assiette !

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 177 € HT	100 %	8 177 €
	Montant total de la subvention		8 177 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOUPPES BASE DE LOISIRS
Adresse administrative : 40 Route de Varennes 77460 Souppes-sur-Loing
Statut juridique : Association
Représentant : Denis PREVOST, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif est de permettre aux adhérents de SBL et aux habitants de la ville de pouvoir découvrir le plaisir de cuisiner simple pour manger sain, en réaménageant la cuisine actuelle en cuisine pédagogique et partagée. Il s'agit d'encourager et de faciliter l'utilisation de l'outil « cuisine » pour une diversité et une meilleure maîtrise de son alimentation en proposant la mise en place d'ateliers cuisine, d'aborder la question du développement durable avec la préservation des liens entre la terre et l'assiette et la valorisation des produits locaux de qualité tout en impliquant les enfants du centre de loisirs et du centre social, les usagers du centre social, les adolescents.
Parmi les actions à mettre en place : équipement de la cuisine actuelle avec du matériel de type familial pouvant être utilisé par tous, animations cuisine organisées par tous et pour tous, jardinage et entretien du potager déjà existant. Il est nécessaire d'organiser l'espace de travail de la cuisine permettant une circulation fluide des participants, d'acheter du matériel de cuisine adapté à tous les âges, des plaques à induction à la hauteur des enfants ou personnes en situation de handicap.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Souppes-sur-Loing

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat équipement cuisine	5 177	Subvention Région Île-de-France	8 177
Travaux d'aménagement cuisine	3 000		
TOTAL	**8 177**	**TOTAL**	**8 177**

DOSSIER N° 20013034 - Broyeur participatif pour déchets verts

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 500 € HT	64,5 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 28/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune souhaite acquérir un broyeur pour déchets verts afin de pouvoir entrenir les zones boisées qui la composent. Située au sein du Parc Naturel Régional du Gâtinais, elle souhaite également le mettre à disposition de ses habitants afin de pouvoir transformer les déchets verts en paillage.
Jusqu'ici le PNR du Gâtinais mettait à disposition deux broyeurs aux communes mais l'un d'entre eux a été volé. Pourquoi ne pas financer plutôt le PNR pour qu'il le remplace et continue de mutualiser ?

Localisation géographique :
- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Broyeur de végétaux	15 500,00	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Fonds propres	5 500
TOTAL	**15 500**	**TOTAL**	**15 500**

DOSSIER N° 20013125 - Dynamique Francilienne E3D-21

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 100 € HT	100 %	4 100 €
	Montant total de la subvention		4 100 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOPHYLLE
Adresse administrative : 72 Rue du Pont de Créteil 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Statut juridique : Association
Représentant : Sophie LENORMAND, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 17/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Accompagner l'engagement des jeunes et des adultes qui les encadrent, dans la réflexion et les actions concrètes, c'est la finalité de la Dynamique E3D-21. Née d'un travail collaboratif,elle réunit depuis 2008 les représentants de 18 associations d'éducation au développement durable, collectivités locales et organismes associés, entreprises..., ce réseau vise l'amélioration des pratiques de réduction des impacts environnementaux et économiques tout en favorisant le lien social.
L'objectif du projet est de soutenir l'organisation du 3ème Forum de la Dynamique E3D-21, dont l'intitulé est « Grandir dans un monde durable », au service de l'engagement de tous et en particulier de celui des éco-délégués de toutes les écoles et établissements scolaires d'Île-de-France dans lesquels nous comptons les Lycées Eco-responsables mais aussi pour les jeunes des accueils de loisirs franciliens.
Le soutien régional servira à financer le développement d'un logiciel / appli de gestion "pré et post événement" afin notamment d'optimiser les inscriptions (génération de tickets automatiques, relances automatiques), de permettre à chaque participant de construire son programme sur mesure, de mesurer la satisfaction, de partager les comptes-rendus et synthèses des ateliers et des plénières. Il s'agira également de développer la partie CMS du site ainsi que sa sécurisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Prestataire informatique (développement logiciel / appli de gestion d'évènement - CMS et sécurisation du site)	4 100	Subvention Région Île-de-France	4 100
TOTAL	**4 100**	**TOTAL**	**4 100**

DOSSIER N° 20013131 - Enherbement du cimetière

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 414 € HT	70 %	3 789 €
	Montant total de la subvention		3 789 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY SUR ECOLE
Adresse administrative : 1 RUE DU PONT DE L'ARCADE 77123
Statut juridique : Organisme public
Représentant : CHRISTIAN BOURNERY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 16/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Pour compléter l'engagement zéro-phyto de la commune de Noisy sur Ecole et afin de faciliter l'entretien du cimetière (actuellement réalisé par des moyens mécaniques et thermiques), la solution d'enherber le cimetière a été retenue. De plus, l'enherbement contribuera à améliorer son insertion paysagère au regard de l'environnement forestier qui l'entoure.

Localisation géographique :

- Noisy-sur-École

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
ENHERBEMENT CIMETIERE	5 414	Subvention Région Île-de-France	3 789
		Financement communal	1 625
TOTAL	**5 414**	**TOTAL**	**5 414**

DOSSIER N° 20013043 - Les couturières de la Récup

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 209 € HT	100 %	9 209 €
	Montant total de la subvention		9 209 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PASSPORCHEVILLE
Adresse administrative : 16 BD DE LA REPUBLIQUE 78440 PORCHEVILLE
Statut juridique : Association
Représentant : Bruno MOROSINOTTO-HAMOT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

« Les couturières de la Récup » est constituée d'une équipe de 10 bénévoles. Cette activité de l'association PassPorcheville a été créée pendant la crise du COVID et a permis de fournir 200 masques en tissu et 60 sur-blouses qui ont été distribués gratuitement à la population de Porcheville, aux auxiliaires de vie, kinésithérapeutes, dentistes, infirmières, médecins, à l'hôpital du secteur, aux soignants de l'EPAHD et à la Maison d'accueil spécialisée.
L'association propose désormais aux sociétés de recycler certains produits en leur donnant une deuxième vie (trousses, sacs à dos, housses de selle, pochettes et sacoches imperméables…). Chaque pièce est une création unique et de qualité. Les bénévoles sont pour la plupart équipés de leur propre machine à coudre. Le local mis à disposition sert pour le moment essentiellement de stockage.
L'association souhaite acheter du matériel plus professionnel afin de travailler des matériaux spécifiques (bâches, kakémonos commerciaux, toiles d'entreprises…). Les objets créés pourront être revendus aux sociétés partenaires à prix coûtant afin de permettre à l'association de lancer des projets sociaux locaux : cours de couture, conférences à vocation écologique…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Cisaille 1110 IDEAL	1 459	Subvention Région Île-de-France	9 209
pfaff 1245-machine à coudre triple entrainement	2 130		
Machine triple entrainement a canon PFAFF 335	2 190		
Surjeteuse 4 fils, 2 aiguilles JUKI MO-6814S	1 300		
pfaff 1245-machine à coudre triple entrainement	2 130		
TOTAL	**9 209**	**TOTAL**	**9 209**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013044 - Recyclage créatif à partir d'emballages et sacs en plastique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 635 € HT	97,9 %	1 600 €
	Montant total de la subvention		1 600 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALICE ET POPPY, L'EXPERIENCE CREATIVE
Adresse administrative : 2 RUE DE L YVELINE 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut juridique : Association
Représentant : CHAHRA KAIMA, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association Alice et Poppy dispose du local "Le Labo" situé dans un éco quartier dans le cadre d'une convention tripartite avec la SORGEM et la ville de Brétigny-sur-Orge afin d'apprendre à réutiliser les emballages et les sacs en plastique qu'ils soient recyclables ou non et à les transformer en un nouvel objet. Chaque Francilien pourra venir dans les locaux où seront installés les différents équipements pour "recycler" de façon créative ses emballages. Le principe est de former l'utilisateur aux machines, de l'accompagner à la réalisation du nouveau produit tout en le laissant autonome jusqu'au bout de son projet créatif éco-responsable. A ce titre, des ateliers "libre-service" seront mis en place. Par exemple, à partir de la fusion de plusieurs sacs en plastique, il est possible de concevoir une nouvelle matière à travailler à la portée de tous et d'en faire une pochette ou un sac plus solide, durable et personnalisé.
Le soutien régional servira à financer de nouveaux équipements (machines à coudre, presse à repasser, machine à découpe, presse à chaud...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Brétigny-sur-Orge

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat des machines à coudre	332	Subvention Région Île-de-France	1 600
Achat de la presse à repasser	208	Fonds propres	35
Achat de la presse à chaud	720		
Achat de la machine de découpe	375		
TOTAL	**1 635**	**TOTAL**	**1 635**

DOSSIER N° 20013045 - L'ÎLOCCAZ

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 994 € HT	100 %	5 994 €
	Montant total de la subvention		5 994 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS POPULAIRE FRANCAIS COMITE DE L'ILE SAINT DENIS
Adresse administrative : 5 RUE LENINE 93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut juridique : Association
Représentant : Dominique KHELAFI

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le comité local du Secours populaire français de l'Ile Saint Denis souhaite développer une action de recyclage de vêtements et de petits objets (vaisselle, bibelots, petit électroménager) de seconde main et en bon état dans un objectif solidaire puisque les ressources de ces objets revendus à petits prix permettent de financer des actions de solidarité en direction des plus démunis, mais aussi écologique, en privilégiant le marché de la seconde main, plus particulièrement pour le vêtement. Cette action est engagée depuis 2 ans grâce à la municipalité qui a mis à la disposition de l'association un local qui sert à la récupération, au tri et au stockage des vêtements en vue de la préparation des braderies. Cependant cet espace est vite saturé et l'association se voit obligée de refuser des dons et a du mal à répondre rapidement à certaines demandes (ex : trousseau pour départ en colo), faute d'un rangement rationnel des vêtements. Le projet consiste à obtenir un financement permettant un réaménagement fonctionnel du local afin de développer l'activité qui s'inscrit dans une logique d'économie circulaire. Les dépenses portent notamment sur l'achat de mobilier de rangement adapté et de caisses de stockage. Le souten régional servira aussi à financer des travaux pour le réaménagement du local (déplacement d'une rampe électrique murale, dépose d'une ancienne, reprise de peinture) en partenariat avec deux associations œuvrant sur la ville, « Compagnons Bâtisseurs » et « Jeunesse Feu Vert » dans le cadre d'un chantier pédagogique avec des jeunes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- L'Île-Saint-Denis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux	1 400	Subvention Région Île-de-France	5 994
Achat mobilier rayonnage	2 249		
Achat caisses de stockage	956		
Achat matériel pour braderie	1 389		
TOTAL	**5 994**	**TOTAL**	**5 994**

DOSSIER N° 20013050 - Des cendriers à disposition pour la propreté de l'espace public

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200109 – Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	6 000 € HT	100 %	6 000 €
	Montant total de la subvention		6 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VITRIN'NEMOURS
Adresse administrative : 4 RUE GASTON DARLEY 77140 NEMOURS
Statut juridique : Association
Représentant : CHRISTINE LAMBERT, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Afin d'inciter les fumeurs à ne pas jeter leur mégot par terre, l'association des commerçants sédentaires de Nemours (en collaboration avec la Ville de Nemours) souhaite mettre en place une soixantaine de cendriers devant et dans tous les hôtels, cafés, restaurants et commerces de bouche de la ville. Les gérants de ces établissements videront régulièrement ces cendriers et stockeront les mégots dans des containers en vue de leur recyclage. Les services des Architectes des bâtiments de France valideront ce mobilier urbain, qui sera adapté aux personnes à mobilité réduite. Cette initiative sera étendue à tous les quartiers de Nemours. Des cendriers de poche seront également proposés aux clients fumeurs des commerces. Cette action sera accompagnée d'une campagne de communication sur les sites Internet et les réseaux sociaux de l'association des commerçants les Vitrines de Nemours et de la municipalité. La Ville fera ensuite un bilan de cette initiative.
Acteurs concernés : Association des commerçants sédentaires Les Vitrines de Nemours, Ville de Nemours, professionnels des secteurs HCR et alimentaires et fumeurs. Partenaires qui accompagneront la démarche : Agence Régionale de la Santé, Association Seine-et-Marne Environnement, Association Groupement Ecologique Nemours Environnement, Association greenminded (associations de préservation de l'environnement), Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne , Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne, Communauté de Communes du Pays de Nemours et l'Office de Tourisme du Pays de Nemours.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Nemours

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et installation cendriers urbains	6 000	Subvention Région Île-de-France	6 000
TOTAL	**6 000**	**TOTAL**	**6 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013142 - Amélioration du jardin potager écologique et pédagogique

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 610 € HT	100 %	9 610 €
	Montant total de la subvention		9 610 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SAUVEGARDE DE L'ESPACE CHAMPOREUX
Adresse administrative : 17 RUE DES MELEZES 91540 MENNECY
Statut juridique : Association
Représentant : Christian PAUMIER, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 20/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 20/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à améliorer et agrandir un jardin potager pédagogique et écologique destiné aux élèves de CE1 de l'Ecole élémentaire de la Verville à Mennecy, aux enseignants et parents d'élèves encadrant les séances de jardinage avec les bénévoles de l'association de protection de l'environnement. Il est prévu d'installer un abri de jardin avec gouttières alimentant une récupération d'eau de pluie, la plantation d'une nouvelle haie gourmande (framboisiers, groseilliers, cassissiers, myrtilliers) et l'installation de nouveaux carrés dans le potager pédagogique actuel. Cette action mobilisera l'équipe enseignante, directrice et professeurs des écoles, parents d'élèves, centre technique municipal ainsi que les bénévoles de l'association de protection de l'environnement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Abris de jardin et récupérateur eau	4 875	Subvention Région Île-de-France	9 610
Clôture bois et portillon	2 300		
Haie gourmande (framboisiers, groseilliers, cassissiers, myrtilliers et pyramide de fraisiers)	1 880		
Outils de jardinage pour jeunes écoliers	360		
Hôtel à insectes	120		
Nichoirs mésanges	75		
TOTAL	**9 610**	**TOTAL**	**9 610**

DOSSIER N° 20013054 - Développement du Repair Café et de la fablab de la Maison des Loisirs et de la Culture de Cesson et Vert-Saint-Denis (77)

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 982 € HT	100 %	9 982 €
	Montant total de la subvention		9 982 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES LOISIRS ET DE LA CULTURE
Adresse administrative : RUE JANISSET SOEBER 77240 CESSON
Statut juridique : Association
Représentant : René LEBUCHOUX, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le Repair Café est un atelier solidaire, pilier d'une économie circulaire locale. Pour assurer son activité, notamment fabriquer des pièces de rechange, l'association a besoin d'acquérir : une imprimante 3D, des machines à outils pour la menuiserie et le perçage, des pièces détachées et de l'outillage spécialisé (projet de réparation de vélos), un compresseur, des servantes et étagères à tiroirs.
L'atelier fonctionne en lien avec « La fablab », un lieu de réalisations technologiques implanté dans la Maison des Loisirs et de la Culture (MLC) depuis 3ans. Une bonne partie des besoins du Repair Café est utile à « La fablab ». Durant le confinement Covid 19, un millier de visières anti-projections ont été fabriquées pour le personnel soignants avec les imprimantes 3D. L'association forme les jeunes à l'électronique, la menuiserie, l'usinage, l'informatique, et les aînés dans l'utilisation de leur smartphone, leur tablette ou leur installation numérique à leur domicile.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Seine-et-Marne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Atelier 6 tiroirs et outillage à main	1 490	Subvention Région Île-de-France	9 982
Combinée 5 opérations 250 mm COM250	5 396		
Compresseur 200 Litres 3 CV 10 bars lubrifié courroie sur roues	549		
Perceuse d'établi SIDAMO 22BE 550W Mono - Avec étau, mandrin auto-serrant - 20501003	347		
Composants électroniques du prototypage	2 200		
TOTAL	**9 982**	**TOTAL**	**9 982**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013148 - Intallation d'une tour à hirondelle

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	5 000 € HT	50 %	2 500 €
	Montant total de la subvention		2 500 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY SUR ECOLE
Adresse administrative : 1 Rue du Pont de l'Arcade 77123 Noisy-sur-École
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Christian BOURNERY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Afin de maintenir la population d'hirondelles, le projet vise à l'installation d'une tour à hirondelles de 4m de haut munie d'un toit de 1,20m x 1,20m, dans les espaces verts qui jouxtent la Salle des Fêtes à proximité du groupe scolaire de Noisy sur Ecole. La tour sera également équipée d'un cône anti prédateur qui protégera les hirondelles ainsi que d'une repasse. Des actions pédagogiques y seront menées.

Localisation géographique :

- Noisy-sur-École

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Tour à Hirondelles	5 000	Subvention Région Île-de-France	2 500
		Fonds propres	2 500
TOTAL	**5 000**	**TOTAL**	**5 000**

DOSSIER N° 20013149 - Point de rencontre et parcours santé

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 143 € HT	66 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune souhaite mettre en place un parcours de santé et un point de rencontre. Le village est en lisière de forêt avec des chemins qui bordent le village, de nombreux randonneurs et joggeurs viennent pour prendre l'air. Un équipement léger est privligié afin d'éviter les risques de mise en cause en cas d'accident et pour limiter la charge d'entretien pour les employés communaux. Le parcours débutera par un "point rencontre zen" puis sera jalonné par des panneaux indicatifs tout le long du chemin.

Localisation géographique :

- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux d'aménagement et équipement en mobilier du point rencontre Kompan	11 750	Subvention Région Île-de-France	10 000
Aménagement du circuit santé	3 393,00	Fonds propres	5 143
TOTAL	**15 143**	**TOTAL**	**15 143**

DOSSIER N° 20013151 - Parc ado sportif

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-204142-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 396 € HT	80 %	8 316 €
	Montant total de la subvention		8 316 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : 5 Rue de Larchant 77760 Villiers-sous-Grez
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Thierry MASSON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à réaliser une aire de sport pour les ados, aménagée avec des bancs, une table de pingpong, une table de dames, un babyfoot extérieur et un filet pour les jeux de volley ou de badminton.

Localisation géographique :
- Villiers-sous-Grez

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Kompan siège et bancs	4120	Subvention Région Île-de-France	8 316
Table ping pong UGAP	1780	Fonds propres	396
Table jeux UGAP	2909		
Baby Foot UGAP	987		
Antigraffity	600		
TOTAL	**10 396**	**TOTAL**	**10 396**

DOSSIER N° 20013263 - Rétrofutur Muséum - Un nouvel espace dédié aux énergies renouvelables

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 500 € HT	66,7 %	9 000 €
	Montant total de la subvention		9 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER 21
Adresse administrative : 100 RUE DE CHARENTON 75012 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Cédric CARLES

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/10/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet porté par l'association Atelier21 consiste à créer un tiers lieu à partir du programme de recherche Paléo-énergétique (https://paleo-energetique.org). Ce programme est dédié à la recherche ouverte sur les anciennes inventions utilisant les énergies renouvelables. Le but est de développer de nouvelles pistes pour la recherche et l'innovation dans une perspective de transition énergétique. Dans ce cadre, le Retrofutur Museum sera un lieu de rencontre hybride pour tous autour de la culture technique : expositions, animations festives, espaces ateliers sur la précarité énergétique, conférences, lieu de détente pour les habitants et visiteurs, visite virtuelle du musée.
Une résidence d'artiste dans le cadre du dispositif d'aide à la résidence de la région Ile-de-France de création sonore existe déjà. Atelier21 a réuni depuis 4 ans une collection modeste mais unique d'objets techniques du passé, retraçant les grandes inventions durables ou ayant trait aux énergies renouvelables. Le Musée-Atelier devra réunir un budget suffisant pour compléter cette collection au fur et à mesure de son développement.
Le soutien régional au titre du Budget participatif écologique servira à financer les aménagements nécessaires à ce nouveau lieu.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Réalisation de travaux d'aménagements dans le conteneur-musée	5 500	Subvention Région Île-de-France	9 000
Achat de matériel d'exposition (présentoirs, stands, vitrines...)	2 500	Co-financement partenaires projet (Plateau Urbain)	2 000
Achat de racks de stockage type échafaudage pour l'aménagement de l'espace convivial à l'extérieur du Musée	2 900	Co-financement mécène Fondation Schneider Electric	1 500
Création du site internet du Musée	2 600	Fonds Propres	1 000
TOTAL	**13 500**	**TOTAL**	**13 500**

DOSSIER N° 20013313 - Réalisation d'un abri écologique en bois pour tous types de vélos

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 735 € HT	100 %	8 735 €
	Montant total de la subvention		8 735 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SAUVEGARDE DE L'ESPACE CHAMPOREUX
Adresse administrative : 17 RUE DES MELEZES 91540 MENNECY
Statut juridique : Association
Représentant : Christian PAUMIER, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet consiste à développer l'utilisation des vélos et trottinettes en créant un abri sécurisé et écologique en bois, fabriqué par un ébéniste local. Ce modèle pourrait être adapté en fonction des besoins locaux et être dupliqué dans la commune et la communauté de communes. Le public visé concerne les habitants de la commune et des environs, les propriétaires de vélos classiques, vélos à assistance électrique et utilisateurs de trottinettes standards ou électriques. Un artisan ébéniste local ainsi qu'une entreprise spécialisée dans les installations d'abris à vélos couverts et sécurisés sont associés au projet, ainsi que plusieurs associations locales et le service technique de la Ville de Mennecy.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Mennecy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Abris à vélos en bois, fabrication locale	5 600	Subvention Région Île-de-France	8 735
2 Bornes de recharge pour VAE	1 255		
5 racks de stationnement vélos et 6 places de trottinettes	780		
Station de gonflage	1 100		
TOTAL	**8 735**	**TOTAL**	**8 735**

DOSSIER N° 20013063 - Centre de revalorisation des encombrants à Boulogne-Billancourt

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 249 € HT	100 %	9 249 €
	Montant total de la subvention		9 249 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACACIA COWORKING SPACE
Adresse administrative : 149 RUE GALLIENI 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut juridique : Entreprise
Représentant : DAMIEN MARIE LE NOURICHEL, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La ville de Boulogne-Billancourt partage sa gestion des déchets avec les autres villes de la communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest (GPSO). La commune héberge 37% de la population du territoire sur lequel 8 900 tonnes d'encombrants ont été collectés en 2017 dont 20% de dépôts sauvages. La proportion d'encombrant est telle à Boulogne-Billancourt que le ramassage a lieu 4 jours par semaine, que la commune dispose des déchetteries de Meudon et de Paris XVe, ainsi que d'une déchetterie mobile. Il existe aussi à Boulogne-Billancourt, "la collecte solidaire d'appareils électriques" qui seront revalorisés, en partie, par Emmaüs.
Le projet Acacia coworking apporte son soutien à un groupement de boulonnais pour la création d'un centre de revalorisation des encombrants. Celui-ci sera géré à terme par l'association en création « Deux mains écolo ». Ils souhaitent créer ensemble une recyclerie à Boulogne-Billancourt avec pour objectifs : collecter, valoriser et distribuer des encombrants à prix solidaire (mobilier, électroménager, électronique, matière première), mettre en place un circuit de prêt d'objets (outils, puériculture, cuisine…), organiser du troc (livres, dvd…), développer des ateliers d'initiation au zéro déchet.
La demande d'aide porte sur 10 000 euros HT afin de pouvoir faire les investissements suivants : acquisition d'un camion 3.5T avec hayon pour le transport des encombrants, achat de chariots, diable, sangles, étagères, rangements. Le soutien de la commune est sollicité sur deux axes : la récupération d'encombrants et l'accueil d'une recyclerie sur un site communal en friche, adapté au stockage, à la présentation des objets, à leur remise en état et à l'accueil du public ; ceci permettrait de fidéliser une communauté de bénévoles et de visiteurs grâce aux animations proposées comme les ateliers zéro déchet, de bricolage, de couture et de recycl'art.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Boulogne-Billancourt

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
1 camion 3,5T hayon occasion	8 500	Subvention Région Île-de-France	9 249
10 étagères charges lourdes 237cm	749		
TOTAL	**9 249**	**TOTAL**	**9 249**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013319 - Agir sur le stationnement autour des lieux d'intermodalités

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	11 814 € HT	70 %	8 270 €
	Montant total de la subvention		8 270 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT LEU LA FORET
Adresse administrative : 52 RUE DU GENERAL LECLERC 95320 SAINT-LEU-LA-FORET
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Sandra BILLET, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 05/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/11/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

La commune de Saint-Leu-la-Forêt souhaite développer la pratique du vélo pour les déplacements domicile-travail (en lien avec la gare) ou de loisirs afin de contribuer à améliorer la qualité de l'air et à lutter contre le changement climatique. Le développement des mobilités douces permet également de rééquilibrer le partage de la voirie au profit des modes non motorisés, de satisfaire au principe du « droit à la mobilité » et, enfin, d'apporter un gain majeur en termes de santé publique.
Pour ce faire, la commune souhaite créer 8 stations de stationnements pouvant accueillir 52 vélos. Ces équipements seront créés près des transports collectifs, l'enjeu est de favoriser la complémentarité vélo / transports collectifs. Par rapport au piéton, le vélo multiplie par 10 la zone de rabattement ou de desserte autour d'une station. Aussi, leur implantation est prévue près des commerces et des services publics et privés.

Localisation géographique :
- Saint-Leu-la-Forêt

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
8 équipements ELYARCSPH-S-A-1-6005 - ARCEAU DUO SPHYNX, Fixation par Scellement	6 534,00 €	Subvention Région Île-de-France	8 270,00 €
Pose des arceaux vélo	5 280,00 €	Fonds propres	3 544,00 €
TOTAL	**11 814,00 €**	**TOTAL**	**11 814,00 €**

DOSSIER N° 20013168 - La Nature en Ville : 10 Bacs potagers participatifs en permaculture à L'Etang-la-Ville

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	12 000 € HT	70 %	8 400 €
	Montant total de la subvention		8 400 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ETANG LA VILLE
Adresse administrative : 8 RUE FONTON 78620 L'ETANG-LA-VILLE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Daniel CORNALBA, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'objectif du projet « 10 bacs potagers pour l'Etang-la-Ville» est triple : sensibiliser la population à la culture potagère et à la saisonnalité des productions, associer différents publics à ce projet (enfants des écoles, adolescents du Pôle Ado, seniors, habitants de logements collectifs) qui à terme seront les maraîchers du village et susciter l'envie chez chacun de se lancer au sein de sa résidence, chez soi, dans cette démarche. 10 bacs puis 20…puis 100.La permaculture en bac permet jusqu'à 8 rotations par an. Les bacs sont fabriqués en France en bois de mélèze, solides, résistants (20 ans). Ils sont hauts, permettant de cultiver sans se baisser, de « voir » les légumes. Les 10 bacs seront installés en 5 lieux de la commune sur des espaces publics (écoles, du Parc Fonton, gares, place de l'église). Des récupérateurs d'eau pluviale seront mis en place à proximité immédiate des bacs. Les productions seront en libre-service.

Localisation géographique :
- L'Étang-la-Ville

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat des Bacs (370cm/140 avec couvertine)	9 500	Subvention Région Île-de-France	8 400
Achat des récupérateurs d'eau	2000	Fonds Propres	3 600
Achat terre végétale	200		
Achat plants et graines	300		
TOTAL	**12 000**	**TOTAL**	**12 000**

DOSSIER N° 20013265 - Le Vélolien de Mareil

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204141-175001-1700
Action : 17500106 – Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 398 € HT	70 %	2 379 €
	Montant total de la subvention		2 379 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAREIL MARLY
Adresse administrative : RUE TELLIER FRERES 78750 MAREIL-MARLY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Dominique LAFON, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/03/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le triporteur électrique "Vélolien de Mareil" est un projet fédérateur porté par la mairie de Mareil-Marly, à destination des différents collectifs communaux (associations, municipalité, citoyens, entreprises...), initié par l'association Les Vergers de Mareil. Basé sur un outil polyvalent, modulable et écologique, il se veut un lieu d'échanges alternatif en transportant des objets divers, outils pour les jardins familiaux, plants, arbustes, livres, médicaments, objets de première nécessité pour les personnes isolées ou âgées... "Point rencontre" mobile et visible des Mareillois, il servira à les informer des actualités ou à animer des événements festifs.Il pourrait être "customisé" avec des visuels ou des équipements en fonction des événements et des besoins des associations qui l'emprunteront.
Le soutien régional permettra de financer le vélo triporteur électrique, son lieu de stockage et de recharge sera un local existant au sein des services techniques de la Mairie.

Localisation géographique :
- Mareil-Marly

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Vélo triporteur électrique bimoteur	3 398	Subvention Région Île-de-France	2 379
		Fonds propres	1 019
TOTAL	**3 398**	**TOTAL**	**3 398**

DOSSIER N° 20013173 - Mon école plus verte

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	1 107 € HT	70 %	775 €
	Montant total de la subvention		775 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JANVRY
Adresse administrative : 2 Rue des Genévriers 91640 JANVRY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Christian SCHOETTL, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/06/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Janvry, village de 632 habitants en Essonne, propose de contribuer à rendre les 3 classes multi- niveaux de l'école plus vertes. Les élèves seront encouragés à se rendre à l'école à pied ou à vélo, des parkings à vélo seront installés à l'école pour favoriser ce mode de déplacement. De plus, les enfants auront à disposition des jardinières, du terreau, des billes d'argiles et tout le matériel nécessaire à des plantations. Ils s'occuperont de plantes aromatiques, utilisées pour agrémenter les repas de la cantine. Un atelier sera mis en place sur le cycle de l'eau. A l'aide du matériel demandé dans le cadre de ce projet, l'eau de pluie collectée permettra d'arroser le potager de l'école. Des petits pots seront remis aux élèves afin de fabriquer des oyas dans le jardin de l'école.

Localisation géographique :

- Janvry

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat parc à vélos	244	Subvention Région Île-de-France	775
Achat matériel de jardinage	862	Fonds propres	332
TOTAL	**1 107**	**TOTAL**	**1 107**

DOSSIER N° 20013069 - Samji - Le recyclage à portée de main

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	17 100 € HT	53,8 %	9 200 €
	Montant total de la subvention		9 200 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAMJI
Adresse administrative : 72 RUE LAMARCK 75018 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Edgar BAYLET FERNANDEZ, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/07/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association Samji, issue du mouvement Precious Plastic, a pour objectif de démocratiser le recyclage et de sensibiliser sur les dangers de la pollution plastique. A travers des outils innovants, ludiques et accessibles, Samji offre un nouveau regard sur la transformation des déchets plastiques. En proposant l'aménagement d'un espace convivial dans le square Léon Serpollet, Samji souhaite sensibiliser les habitants du 18ème à l'importance du tri sélectif. L'espace sera composé de deux ou trois modules dont les structures, faites avec des briques en plastique 100% recyclé et recyclable, représentent plus de 100 kg de déchets plastique. De plus, le projet prévoie la réalisation et l'installation de cartels explicatifs illustrant le parcours des déchets, les différentes étapes du processus de fabrication et les dangers du plastique à usage unique sur notre environnement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Paris 18

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Production briques et aménagement d'espace	9 200	Subvention Région Île-de-France	9 200
Machine extrudeuse	6 000	Fond propres	7 900
Moules briques (grand et petit format)	1 900		
TOTAL	**17 100**	**TOTAL**	**17 100**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20013179 - Amélioration de la biodiversité et de la gestion des déchets au Parc des Huit Arpents

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	70 %	7 000 €
	Montant total de la subvention		7 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDILLY
Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN 95580 ANDILLY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Daniel FARGEOT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/11/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune d'Andilly a le projet d'améliorer la biodiversité et la gestion de déchets sur le Parc des Huit Arpents. Le bassin et parc des Huit Arpents constitue un bassin de retenue des eaux pluviales en vue de leur régulation pour lutter contre les inondations. L'équipement comprend un plan d'eau, des abords, situés en zones inondables interdits au public et des chemins de promenade piétons hors zone inondable, avec en partie supérieure, une aire de jeux pour enfants. Une réflexion globale est menée afin de d'améliorer la biodiversité dans ce Parc et d'optimiser la récupération des déchets. Trop souvent jetés au sol, débordant des poubelles, les déchets des visiteurs et les mégots de cigarette terminent leur course dans le bassin. C'est pourquoi, le projet prévoie l'installation de nouvelles poubelles pour favoriser la collecte des déchets et éviter leur transfert vers le bassin (6 poubelles), l'achat d'équipements sur batterie électrique de type aspirateur à mégots de cigarette et souffleurs afin de faciliter et maximiser le ramassage des petits déchets. Afin de favoriser le nichage des animaux et de développer la palette des espèces végétales, il est prévu l''installation d'un radeau flottant dans le bassin, refuge écologique et esthétique pour la flore et la faune aquatiques (nichage des poules d'eau notamment), la végétalisation de certains massifs et espaces libres avec des espèces variées favorisant la venue des insectes (plantes mellifères, nectarifères…), la réimplantation d'arbres en remplacement de ceux morts, tout en laissant en place les troncs ("futs") afin de favoriser le développement de la vie. Cela favorisera également le nichage des oiseaux cavernicoles et la végétalisation du fond de parcelle (actuellement en grillage nu) donnant sur la route départementale. Un dernier volet concerne la communication auprès du public. Afin de favoriser la compréhension du plan de gestion différencié de l'espace par les habitants, des panneaux pédagogiques seront installés.

Localisation géographique :
- EPCI La Plaine Vallée

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat et installation radeau flottant	3 500	Subvention Région Île-de-France	7 000
Achat des poubelles	1 500	Fonds Propres	3 000
Végétalisation de la clôture et des massifs	2 500		
Achat matériel (souffleur, aspirateur à mégots)	1 000		
Achat et installations de panneaux	1 500		
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013182 - Création d'un verger communal

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 450 € HT	70 %	7 315 €
	Montant total de la subvention		7 315 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDILLY
Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN 95580 ANDILLY
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Daniel FARGEOT, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Les vergers constituent un patrimoine génétique et culturel qu'il faut préserver ou recréer. Il est important de conserver cet héritage pour de multiples raisons : ils participent à la formation d'un paysage rural, ils sont une source de grande biodiversité, ils permettent de sauvegarder des variétés fruitières locales qui sinon disparaîtraient. La commune d'Andilly souhaite implanter un verger communal, (en lien avec d'autres actions prévues sur la commune comme le « Jardin des semences oubliées »). Ce verger favorisera la conservation des espèces locales, espace convivial et pédagogique, réinvestissement de zones agricoles à l'abandon, amélioration de la biodiversité. Les arbres seront ainsi plantés de manière à ménager des espaces libres de détente, des espaces plus entretenus et d'autres plus sauvages. Créer ce verger permet de proposer un site d'animation pour les habitants de la commune à travers des ateliers concernant la greffe des arbres, la taille, le plessage des haies, la cueillette…Les enfants des écoles seront conviés à participer à différents ateliers de sensibilisation à la plantation et à l'entretien des arbres. Les travaux consisteront en un débroussaillage, le remplacement de la clôture, les plantations, les animations.

Localisation géographique :
- EPCI La Plaine Vallée

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Remplacement de la clôture avec aménagement d'un portillon	2 500	Subvention Région Île-de-France	7 315
Achat du matériel pour l'arrosage (tonne à eau, récupérateur …)	3 500	Fonds Propres	3 135
Achat de matériel pour plantation (tuteurs…)	600		
Achat matériel pour entretien du verger (débrousailleuse, taille-haie…)	2 000		
Achat des plants	1 850		
TOTAL	**10 450**	**TOTAL**	**10 450**

DOSSIER N° 20013269 - Citamoove

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	15 000 € HT	66,7 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAKE OUR OCEANS CLEAN AGAIN
Adresse administrative : 49 AV ALBINE 78600 MAISONS-LAFFITTE
Statut juridique : Association
Représentant : Capucine BOURGEOIS, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Citamoove a pour objet de sensibiliser différents publics aux problèmes liés à la pollution de l'air en dispensant des sessions d'information et de sensibilisation dans les écoles, associations et entreprises.
L'organisme souhaite prolonger ces sessions avec l'application Citamoove qui permettra à chacun de se renseigner sur la qualité de l'air. Cette application sera conçue pour inviter les utilisateurs à adapter leur comportement en fonction de la qualité de l'air et de leur localisation. D'abord testée exclusivement dans le 19ème arrondissement de Paris, l'application a vocation à être étendue à l'ensemble du territoire francilien. Les éléments quantitatifs en lien avec la pollution de l'air seront basés sur les mesures d'AirParif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Île-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Développement d'une appli	15 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
		Subvention Mairie du 19ème arrondissement de Paris	1 000
		Subvention Arc innovation	4 000
TOTAL	**15 000**	**TOTAL**	**15 000**

DOSSIER N° 20013084 - Pour une transition '0 déchet' du campus de l'ICP

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	4 474 € HT	100 %	4 474 €
	Montant total de la subvention		4 474 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTINCTS DURABLES - INITIATIVES ETUDIANTES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE
Adresse administrative : 21 RUE D ASSAS 75006 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Gabin DOURNELLE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2020
Démarrage anticipé : NON

Description :

Au fil des ans, l'association Instinct Durable, œuvrant sur le campus de l'Institut Catholique de Paris, a tissé des partenariats avec nombre d'associations, lui permettant d'étendre ses domaines de sensibilisation mais aussi d'apprécier à quel point la vie associative était loin d'être synonyme de sobriété. En effet, que cela soit pendant les soirées étudiantes, durant les compétitions sportives ou encore lors des repas, le plastique à usage unique est omniprésent dans la vie des étudiants. Le projet vise donc à sensibiliser à la question plastique à usage unique et à mettre à disposition des solutions alternatives : constituer un stock de mille écocups, démocratiser l'accès aux gourdes pour les adhérents et établir un stock de bentos afin de les mettre à disposition des étudiants contre caution. Dans ce cadre, l'association sollicite un financement pour l'achat de 1000 écocups, 140 gourdes et 50 bentos.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris 6

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
1000 écocups - Atelier du gobelet	800	Subvention Région Île-de-France	4 474
140 gourdes sans bysphénol A - Nalgène	1 774		
50 bento MB original	1 900		
TOTAL	**4 474**	**TOTAL**	**4 474**

DOSSIER N° 20013204 - Jardin bio pédagogique avec mon "pot-âgé"

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	8 117 € HT	70 %	5 682 €
	Montant total de la subvention		5 682 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRECY SUR MARNE
Adresse administrative : RUELLE DE LA MAIRIE 77410 PRECY-SUR-MARNE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Christine AUGRY, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/03/2022
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet, porté par la commune de Précy-sur-Marne, consiste à aménager un terrain mis à disposition pour y implanter des carrés potagers, des tables de culture à hauteur pour les personnes à mobilité réduite mais aussi une marre naturelle, des hôtels à insectes et des nichoirs à oiseaux afin de favoriser la biodiversité et attirer les insectes, grenouilles, oiseaux, libellules…Ces équipements seront élaborés à partir de matériaux récupérés afin de développer une approche du "zéro déchets".
Le projet prévoit d'associer des binômes composés d'adultes et d'enfants, et serait également ciblé vers les jeunes de la Maison du possible de Charny (centre d'accueil de jeunes adultes handicapés) qui effectuent déjà des actions d'insertion au sein de la commune (dressage des tables à la cantine, travaux de jardinage, mise sous plis encadré par le personnel communal) et vers les enfants de l'école primaire.
Le budget participatif est sollicité pour le financement de la clôture du terrain, de l'aménagement le sol pour l'accès des fauteuils roulants et de l'achat d'oyas (diffuseurs d'eau en argile à implanter dans le sol), afin de limiter la consommation d'eau.

Localisation géographique :

- Précy-sur-Marne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Clôture rondin bois	1 580	Subvention Région Île-de-France	5 682
Portillon	200	Fonds propres	2 435
Récupérateur eaux de pluie	417		
Oyas	4 800		
Abri de jardin	300		
Table / banc	320		
Aménagement sol pour accès fauteuils (lames bois lisses)	500		
TOTAL	**8 117**	**TOTAL**	**8 117**

DOSSIER N° 20013218 - Un rucher pédagogique et de production pour produire du miel pour les Franciliens

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 900 € HT	64,8 %	9 000 €
	Montant total de la subvention		9 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIC LEBLOND
Adresse administrative : 99 rue Paul Padé 92140 Clamart
Statut juridique : Entreprise
Représentant : Eric LEBLOND

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 30/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à mettre en œuvre un rucher pédagogique, de production et d'élevage de reines d'une vingtaine de ruches dans une zone péri-urbaine, sur la zone d'activité de la Boursidière au Plessis-Robinson (92350), en lisière de forêt, sous réserve d'un accord de partenariat avec le propriétaire de cette zone d'activité (ou d'une autre) afin de disposer du terrain pour installer le rucher. Le porteur de projet est déjà propriétaire de ruches mais celles-ci dispersées à plusieurs endroits et par ailleurs, sa production ne permet pas de répondre à la demande qui lui est faite (en lien notamment avec l'AMAP de Clamart).
Le second volet du projet est d'ouvrir ce lieu, d'une part aux entreprises présentes sur la zone d'activité mais également au public. L'idée est d'associer le monde économique au monde agricole afin de disposer d'une fenêtre sur la biodiversité sur son lieu de travail. Des activités d'éducation à l'environnement seront proposées dans ce cadre, à travers des découvertes de l'abeille, de la biodiversité, de la pollinisation et de la formation pour pratiquer de l'apiculture de loisir. Le soutien régional servira à financer l'achat des ruches et des essaims de production, le matériel pour réaliser de l'élevage de reine, pour extraire une production annuelle d'environ 500 kilos ainsi que l'aménagement du lieu avec un espace de stockage et un enclos.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Le Plessis-Robinson

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat de 20 ruches en bois fabriquées en ESAT	3 000	Subvention Région Île-de-France	9 000
Achat de 20 essaims d'abeilles élevés en Ile de France	2 600	Financement par la zone d'activité qui hébergera le rucher	2 500
Achat d'un extracteur de miel électrique et du matériel de stockage du miel	1 800	Fonds propres	2 400
Achat du matériel d'élevage de reines (ruchette, nucléis, picking…)	500		
Achat d'une ruche vitrée de démonstration	500		
Aménagement du rucher (enclos et lieu de stockage de matériel)	2 500		
Aménagement de la miellerie (carrelage, point d'eau, plan de travail inox)	3 000		
TOTAL	**13 900**	**TOTAL**	**13 900**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013220 - Création d'un rucher-école

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204151-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	70 %	7 000 €
	Montant total de la subvention		7 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE PLEIN AIR LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES 91210 DRAVEIL
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Georges TRON, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 15/10/2023
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à installer un rucher-école de 15 ruches, au sein de l'Ile de Loisirs Le Port aux Cerises afin de maintenir un champ pollinique et nectarifère déjà existant, le répertorier et le développer, afin de susciter des vocations et entretenir la transmission et de contribuer à l'éducation à l'environnement.
Des collaborations sont envisagées avec la Chambre d'agriculture, les lycées agricoles et collèges ainsi que des associations environnementales et des associations oeuvrant dans le domaine de l'insertion (type CAT) qui possèdent un terrain, et qui forment aux métiers de la terre et à la création de jardin.
Les essaims seront achetés à un éleveur local sur une race d'abeilles endémique, soit ramassés en collaboration avec les pompiers durant la période d'essaimages à l'état sauvage. Le financement régional permettra l'acquisition de ruches neuves. La création d'un Apier ou mur en pierres sèches est indispensable afin de préserver une abeille locale sur une ruche traditionnelle en paille.

Localisation géographique :
- Essonne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Création talus et plateforme surélevés	2 000	Subvention Région Île-de-France	7 000
Travaux de clôturage	3 000	Fonds propres	3 000
15 ruches et colonies	2 500		
Hôtel à insectes	500		
Plantations	1 250		
Panneaux d'information	750		
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013223 - Un Potager Pédagogique : La biodiversité, un lieu pour en parler

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	3 902 € HT	70 %	2 731 €
	Montant total de la subvention		2 731 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ABBEVILLE LA RIVIERE
Adresse administrative : PL DE L'EGLISE 91150 ABBEVILLE-LA-RIVIERE
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Eric MEYER, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/11/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/07/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

La commune rurale d'Abbeville La Rivière s'est engagée dans une démarche "zéro-phyto" mais aussi de recensement et de protection de ses zones humides (vallée de la Juine). Dans la continuité de ces actions, le projet porté par la municipalité vise à la mise en place d'un "potager pédagogique", intégré au tiers-lieu (ancienne école) de la commune, afin de créer un espace de dialogue et de pédagogie autour de la biodiversité en général et celle des zones humides locales en particulier, autour des bonnes pratiques de jardinage naturel et du lien intergénérationnel. Le projet débutera avec les étapes de préparation des sols et l'installation des serres pour aboutir le printemps prochain.

Localisation géographique :
- Abbéville-la-Rivière

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Outillage pour les sols (bêches, transplantoires, pelles, filets, brouettes…)	1 087	Subvention Région Île-de-France	2 731
Serre 20 m2, Abri à outils, composteurs bois 400l, bâche noire d'occultation	2 000	Fonds propres	1 171
Gestion de l'eau (tuyau 25 m, goutte à goutte, arroseur oscillant, programmateur d'arrosage…)	315		
Intrans (fertilisation, semences, plants)	500		
TOTAL	**3 902**	**TOTAL**	**3 902**

DOSSIER N° 20013355 - Nos Quartiers se baladent

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	90 %	9 000 €
	Montant total de la subvention		9 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB SPORTIF MULTI-ACTIVITES
Adresse administrative : 24 RUE ARNOLD GERAUX 93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut juridique : Association
Représentant : ANDREAZZOLI MARINO, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/09/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

En Seine-Saint-Denis, le seuil limite de particules PM10 est dépassé un jour sur quatre. Dans ce cadre, la section Football du CSM Île-Saint-Denis souhaite sensibiliser l'ensemble de ses adhérents aux mobilités douces comme moyen de substitution aux véhicules polluants, au service des missions portées par l'association. Ainsi, le projet vise à organiser des sorties vélo avec des jeunes issus des quartiers politique de la ville afin de distribuer des denrées alimentaires aux plus démunis, ramasser des déchets et entretenir les potagers que l'association souhaite implanter dans la ville de Île-Saint-Denis, sous réserve de l'accord de la municipalité et en partenariat avec des associations écologiques et de jardinage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Seine-Saint-Denis

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Achat vélos équipés	7 000	Subvention Région Île-de-France	9 000
Matériel jardinage	3 000	CAF	1 000
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013096 - La friperie Rambolitaine

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	21 000 € HT	47,6 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESSOURCES ET VOUS
Adresse administrative : 7 RUE DE L'EGLISE 78610 LE PERRAY-EN-YVELINES
Statut juridique : Association
Représentant : Stéphanie AVELLA

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 02/09/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 02/01/2021
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet de friperie rambolitaine prévoie de collecter tout type de textile et de les trier selon leur qualité afin de les destiner à la revente en boutique ou au recyclage avec des éco-organismes ou entreprises (par exemple, la transformation en chiffons d'essuyage ou effilochage). Pour les textiles sales ou inutilisables, ils seront envoyés à la déchetterie et utilisés pour produire de l'énergie.
L'objectif est de réussir à écouler la grande quantité de textile collecté dans le centre logistique de l'association, les 3 boutiques solidaires déjà en place ne suffisant pas, et de permettre une sensibilisation à la prévention des déchets et au réemploi du textile en particulier.
Pour cela, l'association entend trouver un nouveau local (rendez-vous a été pris avec plusieurs collectivités locales dont la municipalité de Rambouillet) afin de l'aménager en 4 espaces (collecte, tri, sensibilisation, vente). Une fois ce local trouvé, le financement régional servira aux travaux d'aménagement éventuellement nécessaires mais aussi à l'achat d'équipements (présentoirs, rangements, matériel de vente) ainsi que d'un véhicule utilitaire pour les collectes et livraisons.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Rambouillet

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Travaux de transformation	5 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Matériel de présentation des vêtements (portants, étagères, chariots...)	4 000	Fonds propres	11 000
Matériel pour la vente (comptoir, caisse enregistreuse, terminal de paiement, balance...)	1 000		
Signalétique (enseignes à partir de matériaux bio-ressourcés, habillage vitrine...)	1 000		
Camion 12m3 d'occasion pour le transport des matières	10 000		
TOTAL	**21 000**	**TOTAL**	**21 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013097 - Le restaurant solidaire de Ressources&Vous

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	17 000 € HT	58,8 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESSOURCES ET VOUS
Adresse administrative : 7 RUE DE L'EGLISE 78610 LE PERRAY-EN-YVELINES
Statut juridique : Association
Représentant : Stéphanie AVELLA

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

L'association Ressources&Vous a pour objet la gestion d'une ressourcerie qui a pour objectif la récupération des objets en vue de leur réemploi ou leur réutilisation, tout en sensibilisant sur la réduction des déchets. Elle porte le projet de restaurant solidaire avec pour objectifs de récupérer « toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée, dégradée » et de favoriser l'insertion sociale et l'anti gaspi.
Au sortir de la période de confinement, l'association a noué plusieurs partenariats avec des enseignes de la grande distribution afin de récupérer les invendus alimentaires que les associations traditionnelles ne collectaient plus, pour les redistribuer aux EHPAD, aux hôpitaux et aux CCAS. L'idée de restaurant solidaire a émergé afin de pérenniser ces partenariats et d'associer le plaisir culinaire avec les logiques d'insertion et la réduction des déchets. De plus, le restaurant solidaire rejoindra le chantier d'insertion de Ressources&Vous, en permettant la création d'un espace d'inclusion par l'emploi et la formation de 4 personnes par an.
Le financement régional servira à aménager la cuisine existante dans le local pour répondre aux besoins d'un restaurant solidaire ainsi qu'un comptoir pour le service. Il servira également à l'achat d'un camion frigorifique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Le Perray-en-Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Camion frigorifique	10 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
Aménagements de la cuisine	5 000	Fonds propres	7 000
Conserverie	2 000		
TOTAL	**17 000**	**TOTAL**	**17 000**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013098 - Organisation d'une filière de livraison de broyat pour les composteurs partagés

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 900 € HT	69,7 %	6 900 €
	Montant total de la subvention		6 900 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPOS13
Adresse administrative : 163 RUE DU CHEVALERET 75013 PARIS
Statut juridique : Association
Représentant : Isabelle GATON MORETEAU, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 30/06/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2020
Démarrage anticipé : OUI

Description :

Le projet vise à mettre en place une organisation pérenne d'approvisionnement en broyat des composteurs partagés du 13ème arrondissement de Paris. En effet, le manque d'apport en broyat et la difficulté à en trouver sur place constituent un frein commun au compostage collectif et au compostage de quartier à Paris. Il s'agit ainsi de favoriser l'autonomie des composteurs de proximité tout en suscitant les initiatives.
Les actions prévues sont les suivantes :
- Identifier les composteurs partagés dans le 13ème arrondissement qui ont des besoins réguliers et durables en broyat.
- Identifier des acteurs qui pourront assurer la fourniture et la livraison de broyat de production locale et de qualité sur des sites dédiés.
- Etudier des solutions alternatives au broyat (bois de cagette, carton...)
- Créer des sites dédiés au stockage du broyat, éventuellement dotés de broyeurs pour les déchets verts ligneux apportés par les usagers.
- Organiser la distribution de broyat entre les composteurs partagés
- Expérimenter, évaluer et pérenniser le dispositif.

L'équipe est constituée de bénévoles mobilisés dans le projet d'essaimage de nouveaux pavillons de compostage conduit par l'association Compos'13 dans le 13ème arrondissement de Paris.
Les partenaires associés pourront être : Les élagueurs et paysagistes de la région qui souhaitent fournir et livrer du broyat sur des espaces dédiés, des structures associatives qui souhaitent créer et partager des espaces de stockage du broyat, la Mairie du 13ème arrondissement de Paris qui peut mettre à disposition des sites dédiés au broyat. Il sera fait appel à des prestataires assurant la livraison du broyat depuis ces sites de stockage jusqu'aux sites de compostage partagé, si cette option est retenue.
Ainsi, le projet nécessite la création de sites dédiés à l'entreposage de déchets ligneux apportés par les usagers qui seront ensuite broyés, et au stockage du broyat. Il nécessite également l'utilisation de broyeurs

ainsi que l'utilisation de vélos cargo pour permettre le transport du broyat vers les différents sites de compostage partagés, si ce service n'est pas délivré par un prestataire extérieur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Frais aménagement / installation des sites dédiés au broyat	3 000	Subvention Région Île-de-France	6 900
Achat d'un vélo cargo	6 000	Fonds propres	3 000
Broyeur	900		
TOTAL	**9 900**	**TOTAL**	**9 900**

DOSSIER N° 20013099 - Projet de gestion des entretiens de déchets verts sur la commune de Videlles

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200106 – Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 230 € HT	80 %	8 184 €
	Montant total de la subvention		8 184 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIDELLES
Adresse administrative : RUE DE LA CROIX BOISSIE 91890 VIDELLES
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Gino BERTOL, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/02/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Le projet vise à mettre en place un broyeur afin de réaliser des copeaux pour l'étalage en guise de paillage mais aussi à créer des points de compost pour les habitants mais aussi pour y déposer les résidus de tontes communales. La municipalité envisage d'installer ces équipements dans le cimetière où du foncier reste disponible et où les personnes venant faire l'entretien des sépultures pourront jeter leurs déchets verts directement sur le site plutôt qu'en bacs traditionnels pour une évacuation en déchets ménagés. Ceci permettra également de réduire le volume des déchets collectés.

Localisation géographique :
- Videlles

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition broyeur compatible avec tracteur existant	5 250	Subvention Région Île-de-France	8 184
Acquisition broyeur pour réalisation de copeaux	600	Fonds propres	2 046
Panneaux d'information	780		
Réalisation de bac de compostage (accès public et communal) avec identification de la zone de tri sélectif	3 600		
TOTAL	**10 230**	**TOTAL**	**10 230**

DOSSIER N° 20013012 - Projet de maintien d'un marché « Circuit court » par l'Association Videlles en Fête

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-1700
Action : 17100701 – Soutien aux démarches de développement durable

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	9 880 € HT	100 %	9 880 €
	Montant total de la subvention		9 880 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIDELLES EN FETE
Adresse administrative : 5 CHE DE LA CORNEILLE 91890 VIDELLES
Statut juridique : Association
Représentant : Florence BERTOL

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/04/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Un marché en circuit court a été mis en place à Videlles courant 2020 et de nouvelles ventes de produits locaux sont désormais proposées dans le cadre des étals. Cependant, l'encombrement du site du marché ne permet pas d'augmenter la surface d'exposition. Par ailleurs, l'association Videlles en Fête ne possède pas de local afin de remiser le matériel qui est régulièrement utilisé. C'est pourquoi, le projet vise à acquérir un « ALGECO » d'occasion ainsi que du matériel électrique pour la zone arrière communale mise à disposition. Le choix du matériel électrique a pour but de supprimer l'utilisation de produits pétroliers pour alimenter les machines et outils mais aussi pour diminuer le volume des émissions sonores. Le projet prévoie également la réalisation de panneaux signalétiques afin d'indiquer le lieu quand il sera aménagé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- Videlles

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Acquisition d'un "Algeco" d'occasion pour stockage et libération de la zone "marché circuit court"	4 800	Subvention Région Île-de-France	9 880
Livraison et pose du module (compris scellement sur plots bétons)	1 450		
Panneaux d'information	895		
Matériel de jardinage (taille haies à batterie, coupe-herbes à batterie, souffleur tronçonneuse…)	1 785		
Mise aux normes de l'éclairage (pour faible consommation)	950		
TOTAL	**9 880**	**TOTAL**	**9 880**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 20013357 - Cyclonade - promouvoir la pratique du vélo

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-78-20421-178001-200
Action : 17800101 – Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	600 € HT	100 %	600 €
	Montant total de la subvention		600 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CYCLONADE
Adresse administrative : 2 rue Carnot 92150 Suresnes
Statut juridique : Association
Représentant : Emmanuel HUE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association Cyclonade a pour objet de promouvoir la pratique du vélo à Suresnes et dans les villes avoisinantes. Elle sensibilise ainsi les altoséquanais en organisant des ateliers d'entretien et de réparation de cycles et des sorties en vélo. L'association fonctionne également en synergie avec les associations éco responsables du territoire suresnois et les associations de vélo du département et de la région. L'association accompagne la Ville de Suresnes dans le déploiement des aménagements cyclables sur le territoire et les villes alentours afin de faciliter la vie du cycliste au quotidien. Elle souhaite à ce titre investir en 2021 dans du matériel d'entretien ainsi que des pieds de réparation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Suresnes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
10 boîtes à outils vélo	400	Subvention Région Île-de-France	600
4 pieds de réparation	200		
TOTAL	**600**	**TOTAL**	**600**

DOSSIER N° 20013235 - Végétalisation des toits et des balcons en plantes mellifères pour les abeilles

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 000 € HT	100 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A DEGUELDRE P DEGUELDRE ET CIE
Adresse administrative : 40 AV DE VILLIERS 75017 PARIS
Statut juridique : Autre organisme privé
Représentant : ERIC DEGUELDRE, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 31/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Aujourd'hui, Paris compte près de 2 000 ruches sur ses toits. Ce nombre grandit chaque année et pourtant le nombre d'espaces verts, d'arbres, de plantes et de fleurs mellifères lui, n'augmente pas aussi vite, alors qu'à priori une abeille peut butiner jusqu'à 500 fleurs par jour et qu'en été chaque ruche abrite plus de 60 000 abeilles. Plusieurs études semblent montrer une baisse de la production de miel des abeilles urbaines et font le lien direct avec la multiplication (trop) rapide du nombre de ruches.
Le projet vise donc à planter des plantes mellifères sur les toits et les balcons d'une copropriété située au 94 rue Saint Lazare à Paris, constituée de 5 bâtiments essentiellement occupés par des entreprises de secteurs très divers. Cette copropriété est idéalement positionnée puisqu'elle se situe entre l'Opéra Garnier et la Gare Saint Lazare qui abritent des ruches sur leurs toits. Près de 350 m2 de toits et de balcons pourraient être couverts de plantes mellifères participants ainsi à l'accompagnement de l'augmentation des ruches en ville. Les nombreux échanges préalables avec les entreprises présentes au 94 rue Saint Lazare montrent un vrai intérêt et beaucoup d'enthousiasme à l'idée de s'investir dans ce type de projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Paris 9

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Installation de plantes mellifères en pot et système d'arrosage	10 000	Subvention Région Île-de-France	10 000
TOTAL	**10 000**	**TOTAL**	**10 000**

DOSSIER N° 20013237 - Des ruches municipales pour la biodiversité à Pontault Combault

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)
Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-176003-1700
Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	10 313 € HT	70 %	7 219 €
	Montant total de la subvention		7 219 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTAULT-COMBAULT
Adresse administrative : 107 Avenue de la République 77340 Pontault combault
Statut juridique : Organisme public
Représentant : Gilles BORD, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 01/12/2020
Date prévisionnelle de demande du solde : 01/12/2021
Démarrage anticipé : NON

Description :

Situé au centre-ville de Pontault-Combault, au carrefour de la mairie, de la médiathèque, du conservatoire et du parc boisé, le rucher communal a vocation à être visible et accessible de toutes et tous. Le souhait de la commune est de vulgariser l'apiculture et de placer les abeilles comme vecteur de sensibilisation à l'écologie urbaine. Accompagnée par l'association des apiculteurs d'Ile de France, l'installation d'un rucher - avec une ruche pédagogique à cheminée- et d'une miellerie, permettra aux habitantes et habitants de tout âge :
- De se familiariser avec la présence des abeilles sur leur territoire ;
- D'observer leur travail et comprendre leur rôle pour notre environnement (pollinisation…) ;
- D'agir concrètement en faveur de la biodiversité en agissant sur leur environnement local ;
- De participer régulièrement à l'accompagnement et à la sauvegarde de l'abeille locale Apis mellifera mellifera (croissance, développement, multiplication, suivi et soins des colonies) ;
- D'observer la santé des colonies d'abeilles en lien avec la diversité et la qualité des ressources qu'elles trouvent dans les espaces naturels de la commune et dans les champs aux alentours ;
- De mener des actions pédagogiques de sensibilisation (animations, interventions, démonstrations, etc.) et tisser des liens intergénérationnels (écoles, EPADH, associations…) ;
- De comprendre et participer à la création du miel au sein d'une miellerie municipale ;
- De susciter des vocations (apiculture, défense de l'environnement, écologie, protection de la biodiversité, etc.).

Localisation géographique :
- Pontault-Combault

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en € HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
Ruche pédagogique	4 230	Subvention Région Île-de-France	7 219
Hôtels à insectes	1 508	Fonds propres	3 094
Ruches, miellerie et matériel apiculture	3 388		
Essaims d'abeilles noires	1 187		
TOTAL	**10 313**	**TOTAL**	**10 313**

Dispositifs de droit commun concourant au Budget participatif

Liste des dispositifs concourant au Budget participatif écologique

Liste des dispositifs de droit commun concourant au budget participatif	Délibérations cadre	Délibérations relatives à l'adoption des conventions-type
1. **Reconquête de la biodiversité**	**VU** la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;	**VU** la délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 portant approbation du Règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;
2. **Création d'espaces verts**	**VU** délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017 modifiée, approuvant le « Plan Vert d'Île-de-France : la nature pour tous et partout » ; **VU** la délibération n° CR 2017-119 du 6 juillet 2017 modifiée portant adoption du règlement d'intervention du Plan vert ;	**VU** la délibération n° CP 2017-580 du 22 novembre 2017 approuvant la convention type du Plan vert;
3. **Stratégie régionale en faveur de l'eau et des milieux aquatiques et humides**	**VU** la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, portant sur la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;	**VU** la délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 modifiée approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;
4. **Soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets**	**VU** la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;	**VU** la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative l'attribution de subventions et à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ; modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
5. **Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation**	**VU** la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;	**VU** la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative l'attribution de subventions et à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ; modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
6. **Soutenir la recherche et les projets innovants dans la prévention et la gestion des déchets**	**VU** la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;	**VU** la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative l'attribution de subventions et à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ; modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
7. **Renforcer les performances de recyclage et valorisation organique des déchets ménagers et assimilés**	**VU** la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;	**VU** la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative l'attribution de subventions et à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ; modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
8. **Mobiliser les entreprises et développer le tri et la valorisation de leurs déchets**	**VU** la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation	**VU** la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative l'attribution de subventions et à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation

	des déchets ;	des déchets ; modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
9. **Projets territoriaux de prévention et lutte contre les dépôts sauvages**	**VU** la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté ;	**VU** la délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté ;
10. **Dépôts de déchets d'importance régionale et situations exceptionnelles**	**VU** la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté ;	**VU** la délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté ;
11. **Dépôts de déchets sur les terres agricoles**	**VU** la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté ;	**VU** la délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté ;
12. **Réduire l'impact environnemental, maîtriser les coûts et accompagner l'évolution de la tarification**	**VU** la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;	**VU** la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative l'attribution de subventions et à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ; modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
13. **Innovation et structuration de la filière Hydrogène**	**VU** la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire hydrogène ;	**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 modifiée portant approbation de conventions type
14. **Production de chaleur renouvelable et réseaux**	**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;	**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 modifiée portant approbation de conventions type ;
15. **Production d'électricité renouvelable**	**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;	**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 modifiée portant approbation de conventions type ;
16. **Appel à projets citoyens d'énergies renouvelables**	**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;	**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 modifiée portant approbation de conventions type ;
17. **Solutions innovantes de rupture**	**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;	**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 modifiée portant approbation de conventions type ;
18. **Bâtiments publics durables**	**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;	**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 modifiée portant approbation de conventions type ;
19. **Réduction de la pollution lumineuse et création d'une trame noire**	**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;	**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 modifiée portant approbation de conventions type ;

20. Construction de chaufferies biomasse	**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;	**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 modifiée portant approbation de conventions type ;
21. **Réflexe bois-biosourcés**	**VU** la délibération n° CR 2018-048 du 22 novembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés en Île-de-France ;	**VU** la délibération n° CP 2018-228 du 30 mai 2018 portant approbation du règlement d'intervention Réflexe Bois-Biosourcés ;
22. **Agriculture urbaine**	**VU** la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte Agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;	**VU** la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 relative à la mise en oeuvre du Pacte Agricole : règlement d'intervention et conventions avec les partenaires ;
23. Soutien à l'agriculture dans les zones périurbaines	**VU** la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte Agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;	**VU** la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 relative à la mise en oeuvre du Pacte Agricole : règlement d'intervention et conventions avec les partenaires ;
24. **Plan Vélo régional et convention type**	**VU** la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 portant approbation du Plan Vélo régional ;	**VU** la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 portant approbation du Plan Vélo régional ;
25. **Réseau Express Régional Vélo et adaptation de la convention type**	**VU** la délibération n° CP 2019-084 du 19 mars 2019 relative à l'appel à projet « Vélo du ... *RER Vélo* et l'adaptation du plan vélo régional » ;	**VU** la délibération n° CP 2019-084 du 19 mars 2019 relative à l'appel à projet « Vélo du ... *RER Vélo* et l'adaptation du plan vélo régional » ;

Fiches grands projets

DOSSIER N° EX052361 - DESIMPERMEABILISATION DU PARKING RESIDENTIEL BRETONNEAU DANS LE QUARTIER DU VAL FOURRE A MANTES-LA-JOLIE – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	41 008,00 € HT	44,00 %	18 043,52 €
	Montant total de la subvention		18 043,52 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES-LA-JOLIE
Adresse administrative : 31 RUE LEON GAMBETTA
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raphaël COGNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Contraintes temporelles liées à la rétrocession de la parcelle au bailleur social à la suite des travaux de remise en état.

Description :
Reconnu quartier prioritaire d'intérêt national dans le cadre de la politique de la Ville, le quartier du Val Fourré fait l'objet depuis plusieurs années d'importants efforts de renouvellement avec une attention forte portée aux enjeux environnementaux. En particulier, une réflexion est menée par la Ville de Mantes-la-Jolie et les partenaires du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) sur la réduction des surfaces imperméabilisées et la végétalisation pour améliorer le cadre de vie, lutter contre l'effet d'îlot de chaleur et favoriser l'infiltration des eaux de pluie à la parcelle.

Dans ce cadre, la Ville de Mantes-la-Jolie souhaite réaliser une opération de désimperméabilisation d'un parking résidentiel localisé au 1-3 rue du Docteur Bretonneau, afin de le remettre en état avant sa rétrocession au bailleur social gérant les immeubles d'habitation concernés. L'opération concerne une parcelle de 1 440 m2 dont la surface est actuellement entièrement couverte d'enrobé. Il est proposé de désimperméabiliser 1 210 m2 selon les modalités suivantes :
- 280 m2 avec un revêtement drainant en concassé minéral pour les places de stationnement ;
- 125 m2 avec un revêtement végétalisé pour les noues situées entre les rangées de stationnement ;
- 805 m2 avec un revêtement de type pavage pour les allées secondaires du parking et les espaces latéraux entre les places de stationnement.
230 m2 seront maintenus en enrobé pour la voie principale de parking.

Cette opération permettra l'infiltration des eaux de pluies sur le site et réduira les ruissellements, ainsi que la surcharge des réseaux du quartier en cas de forte pluie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : Dispositifs paysagers végétalisés concourant à la maîtrise à la source des ruissellements, à l'adaptation au changement climatique, et à la biodiversité

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Le montant de la subvention est plafonné à 300 000 €.

Le montant de base subventionnable a été calculé en excluant les dépenses portant sur les revêtements minéraux perméables et les dépenses d'éclairage, le dispositif visant la végétalisation des espaces. Les études préalables et les premières phases de maîtrise d'œuvre ont également été écartées afin de ne maintenir que les dépenses liées à la réalisation des travaux. Le taux de 40% a ensuite été appliqué sur cette base.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'œuvre (phase élaboration du dossier de consultation des entreprises et phase direction de l'exécution des travaux)	10 000,00	3,08%
Travaux de désimperméabilisation pour les 125 m2 végétalisés (démolition, création des tranchées d'infiltration, préparation des sols, fourniture et pose du revêtement végétalisé)	31 008,00	9,55%
Non retenu : études préalables	10 000,00	3,08%
Non retenu : maîtrise d'œuvre (phase AVP et phase PRO)	10 000,00	3,08%
Non retenu : travaux de désimperméabilisation pour les 1 085 m2 non végétalisés	206 942,00	63,76%
Non retenu : dépenses liées à l'éclairage	56 600,00	17,44%
Total	324 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 403,20	5,05%
Prime citoyenne écologique régionale	1 640,32	0,51%
Autres financements (Dotation Politique de la Ville, AESN)	182 956,00	56,37%
Fonds propres	123 550,48	38,07%
Total	324 550,00	100,00%

DOSSIER N° EX052362 - VEGETALISATION DU CIMETIERE COMMUNAL ANCIEN – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	27 020,00 € HT	44,00 %	11 888,80 €
	Montant total de la subvention		11 888,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE PONTAULT-COMBAULT
Adresse administrative	:	107 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 77340 PONTAULT COMBAULT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Gilles BORD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour semis à la bonne période en automne.

Description :
En 2018, la commune s'est engagée dans la suppression progressive de l'utilisation des produits phyto-toxiques avec le soutien de l'association AQUI' Brie pour la préservation de la nappe du Champigny. Le dernier suivi en 2019 fait état d'une baisse de 94% de l'utilisation de ces produits par rapport à l'année 2014 prise comme référence. Trois cimetières communaux s'y trouvent et couvrent 5,05ha, dont 1,5ha pour le cimetière ancien (rue du Pré Fuse), revêtu de terre compactée recouverte de gravillons.
Son désherbage est aujourd'hui en grande partie chimique, sans pour autant donner satisfaction. Un réaménagement complet avec végétalisation partielle a donc été décidé pour passer durablement au zéro-phyto.
1500 m2 d'allées principales seront partiellement bétonnées avec une large noue centrale enherbée pour l'infiltration des eaux. La principale opération est cependant la végétalisation des 5000 m2 d'allées secondaires qui seront décapées en surface puis enherbées par un gazon peu poussant. L'entretien se limitera au désherbage mécanique (achat d'une tondeuse et d'une débrousailleuse) sans plus aucun produit herbicide.
Il est à noter que ces aménagements sont complétés par des dispositions relatives à l'entretien des sépultures (concessions qui sont parties privatives), pour lequel les désherbants, eau de javel, acides, seront également proscrits par modification du règlement. Des panneaux d'explication accompagneront le tout.
Les travaux objet de la subvention sont donc la végétalisation des allées secondaires et l'achat d'une

débrousailleuse et d'une tondeuse à batterie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Végétalisation des allées secondaires	21 980,00	10,34%
Débrousailleuse	1 790,00	0,84%
Tondeuse à batterie	3 250,00	1,53%
Non retenu : réaménagement des allées principales	185 547,80	87,29%
Total	212 567,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	91 878,10	43,22%
Région Île-de-France	10 808,00	5,08%
Prime citoyenne écologique régionale	1 080,80	0,51%
MGP	103 763,90	48,81%
Déptartement 77	5 037,00	2,37%
Total	212 567,80	100,00%

DOSSIER N° EX052365 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF A RUBELLES - LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	13 290,00 € HT	44,00 %	5 847,00 €
		Montant total de la subvention	5 847,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE RUBELLES
Adresse administrative	:	27 RUE DE LA FAIENCERIE 77950 RUBELLES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Françoise LEFEVRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour tenir les objectifs du zéro phyto en 2020, les Services Techniques ont besoin de cet outil.

Description :
Depuis 2017 et avec l'appui d'Aqui'Brie, la ville de Rubelles réduit son utilisation de produits phytosanitaires.
De nombreux progrès ont été accomplis et demandent à être complétés par l'acquisition d'une machine de désherbage mécanique (automotrice hydrostatique) afin d'optimiser le travaux d'entretien des bordures, caniveaux et pieds de mur, de diminuer la pénibilité des taches pour les services techniques et de réaliser des économies de transport, cette machine permettant de réduire le passage des équipes de 6 à 10 fois selon les endroits.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :

- RUBELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Machine de désherbage mécanique	13 290,00	100,00%
Total	13 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 743,00	35,69%
Région Île-de-France	5 316,00	40,00%
Prime citoyenne écologique régionale	531,00	4,00%
Département 77	2 700,00	20,32%
Total	13 290,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052372 - CREATION DE 5 NOUVEAUX SITES D'ECOPATURAGE – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	81 720,00 € HT	44,00 %	35 956,80 €
	Montant total de la subvention		35 956,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : 2 RUE BUFFON
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre FOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2021 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Engagée depuis plusieurs années dans une démarche globale de valorisation de la nature en ville, la commune de Sartrouville a adopté diverses mesures favorables à la biodiversité, notamment dans la gestion de ses espaces verts : gestion différenciée, économie d'eau, entretien raisonné…

En vue d'entretenir ses espaces publics sans produits phytosanitaires, La commune souhaite mettre en place 5 nouveaux sites d'écopâturage sur son territoire, qui en accueille déjà 4.
Les sites seraient situés :
- Site 1 : angle rues de la Frette et Guy de Maupassant (3 300m²) à proximité d'un collège ;
- Site 2 : carrefour batterie/les vignes à proximité de l'église Saint-Martin (3 200m²) ;
- Site 3 : quai de Seine (2 000m²) le long de la promenade de 2,5 km des berges de Seine ;
- Site 4 : square Guériot (2 400m²) à proximité du secteur centre-ville ;
- Site 5 : square Dijou (2 400m²) à proximité également d'une école.

Ces sites accueilleront des ovins (moutons et brebis des marais et landes de Bretagne, moutons et brebis d'Ouessant) et caprins (chèvres/boucs des fossés) à raison d'un individu pour 1000 m².

Le présent projet concerne les dépenses d'investissement liées à la mise en place de ces nouveaux sites.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

- Au titre du dispositif II. D du règlement d'intervention n° CP 16-546, 40% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 32 688 € H.T.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 3 268,8€ H.T.

Localisation géographique :
- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et mise en place de clôtures	62 720,00	76,75%
Fourniture et mise en place de portillons d'accès	6 000,00	7,34%
Création d'abris pour animaux	7 500,00	9,18%
Abreuvoirs	1 500,00	1,84%
Panneaux de sensibilisation et communication	4 000,00	4,89%
Total	81 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	32 688,00	40,00%
Prime citoyenne écologique régionale	3 268,80	4,00%
Fonds propres	45 763,20	56,00%
Total	81 720,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052383 - CREATION DE ZONES HUMIDES ET D'UN CHEMIN DE L'EAU - LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	96 070,00 € HT	44,00 %	42 270,80 €
		Montant total de la subvention	42 270,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEAUCHERY SAINT MARTIN
Adresse administrative : 2 RUE TOUR MAUROUARD
77560 BEAUCHERY-SAINT-MARTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Claire CRAPART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif est le renforcement de la trame verte et bleue reliant le bourg et les hameaux de la commune par la création de zones humides autour de mares et la création d'un chemin d'eau.
Autour de deux mares : aménagement des berges en pente douce, réhabilitation de frayères et mares temporaires, aménagement du fossé en noue avec méandres diversifiant les habitats, coupe d'espèces non appropriées (thuya, peupliers italiens) et plantation d'espèces locales, renforcement des haies champêtres et création d'une prairie fleurie et d'un verger (espèces à valeur patrimoniale); l'installation de pontons et passerelles, complétée par un poste d'observation, permettra de cheminer sans abîmer les milieux. Le projet comprend également la réfection/reconstruction d'un mur/digue.
Il s'intègre dans la réalisation d'un chemin d'eau desservant 6 points remarquables ou fréquentés : jardin communal, jardin de l'église, nouveau verger, etc. dont la biodiversité sera enrichie par la pose d'hibernaculums pour oiseaux cavernicoles, chauves-souris et autres animaux. Il est complété par des équipements légers d'accueil du public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : Protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et des berges

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- BEAUCHERY-SAINT-MARTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitations de mares (berges, noue méandrée, panneaux pédagogiques)	27 000,00	8,54%
Cheminements, observatoire et équipements associés	41 250,00	13,05%
Plantations, aménagements pour la biodiversité	27 820,00	8,80%
Non retenu : réfection / reconstruction d'un mur/digue	220 000,00	69,60%
Total	316 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	160 443,20	50,76%
Région Île-de-France	38 428,00	12,16%
Prime citoyenne écologique régionale	3 842,80	1,22%
Département 77	113 356,00	35,86%
Total	316 070,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052401 - DESIMPERMEABILISATION DANS LA COUR DE L'ECOLE RENE DESCARTES - LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013 - Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	164 441,00 € HT	44,00 %	72 354,00 €
		Montant total de la subvention	72 354,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative : 1 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE
91300 MASSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2021 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis plusieurs années maintenant, la commune de Massy s'est engagée dans une démarche de renforcement de sa trame verte, au travers notamment de plantations de haies et îlots de biodiversité, de permis de végétaliser ou encore de gestion différenciée de ses espaces verts.

La commune de Massy vise aujourd'hui à s'inscrire dans les objectifs régionaux de zéro artificialisation nette, en créant des projets pédagogiques fédérateurs autour de la biodiversité.
La ville propose à cet effet de créer des îlots de désartificialisation dans 7 cours d'écoles, avec deux objectifs :
- Faire de la cour de récréation un espace d'éducation et de sensibilisation à la biodiversité
- Réduire l'artificialisation des sols, en accord avec les objectifs de Zéro Artificialisation Nette, en augmentant la part d'espaces verts intéressants pour la biodiversité, en lien avec la trame verte.

L'école René Descartes, établissement pilote dans cette démarche, souhaite mettre en place un programme d'aménagement permettant de :
- Désimperméabiliser des parkings et sols au bénéfice d'un sol favorisant l'infiltration des eaux pluviales ;
- Débitumer plusieurs espaces de la cour d'école pour un retour à la pleine terre ;
- Végétaliser la cour (îlot de fraîcheur, plantations, jardin pédagogique) ;
- Sensibiliser les enfants sur les enjeux de la biodiversité et du développement durable.

Au total, environ 1 400 m² seront désimperméabilisés dans le cadre de ce projet pilote, qui vise à être démonstrateur auprès des autres écoles de la commune. Six autres écoles pourraient en effet mettre en place ce type de démarche, dont trois pour lesquelles les réflexions sont déjà engagées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : Dispositifs paysagers végétalisés concourant à la maîtrise à la source des ruissellements, à l'adaptation au changement climatique, et à la biodiversité

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 300 000 €.

- Au titre du dispositif II. B du règlement d'intervention n°CP 16-546, 40% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 65 776,40 € H.T.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 6 577,60 € H.T.

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désimperméabilisation (parking, enrobé, terrains Nord et Sud) et revêtement perméable	110 374,00	65,27%
Création d'un jardin pédagogique (débitumage, bordurettes, terre végétale)	26 687,00	15,78%
Débitumage pour mise en place du poulailler	2 963,00	1,75%
Création d'un îlot de fraîcheur	4 997,00	2,95%
Débitumage et plantations	8 920,00	5,27%
Mobilier pédagogique (bancs-refuges à insectes, panneaux)	10 500,00	6,21%
Non retenu : poulailler (clôtures, fourniture et pose du poulailler, accompagnement associatif)	4 670,00	2,76%
Total	169 111,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	65 776,40	38,90%
Prime citoyenne écologique régionale	6 577,60	3,89%
Fonds propres	96 757,00	57,22%
Total	169 111,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052428 - VEGETALISATION PARTIELLE DU CIMETIERE VOLTAIRE A SURESNES - LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	81 573,00 € HT	44,00 %	35 892,12 €
	Montant total de la subvention		35 892,12 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guillaume BOUDY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'opération a débuté en février en raison de la nécessité de planter au tout début de la saison de végétation pour un développement approprié des végétaux plantés.

Description :
Le cimetière Voltaire est situé au coeur du quartier Liberté / Mont-Valérien. Dans le cadre de son plan zéro phyto, la commune de Suresnes poursuit la végétalisation de ce cimetière, qui permettra également de lutter contre l'effet îlot de chaleur et l'imperméabilisation du sol.
Sont prévus : l'enherbement d'une partie des allées secondaires, la végétalisation de certains secteurs de concession et la plantation d'arbres. Au total, 11 arbres seront plantés et 1 500 m2 de trèfle et sedum implantés sur des allées et un secteur correspondant à 2 200 sépultures. Ces aménagements permettront d'éviter le ruissellement d'environ 40 m3 par an qui seront infiltrés et évapotranspirés au lieu d'aller dans les réseaux. Une phase ultérieure est prévue pour compléter l'opération sur un autre secteur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :

- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réfection et enherbement des allées secondaires (dépose des revêtements en dur, enherbement)	17 450,00	17,61%
Pose de sédum	47 623,00	48,07%
Plantation d'arbres	16 500,00	16,65%
Non retenu : réfection de voirie principale	17 506,00	17,67%
Total	99 079,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	32 629,20	32,93%
Prime citoyenne écologique régionale	3 262,92	3,29%
MGP ou AESN (Sub. prévisionnelle)	33 463,18	33,77%
Fonds propres	29 723,70	30,00%
Total	99 079,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20012310 - DESIMPERMEABILISATION ET REAMENAGEMENT DU CIMETIERE COMMUNAL – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	81 365,00 € HT	44,00 %	35 800,60 €
		Montant total de la subvention	35 800,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BIEVRES
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91570 BIEVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ANNE PELLETIER-LE BARBIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le marché prévoit un démarrage de la maîtrise d'œuvre en septembre.

Description :
Depuis 2008, la commune s'engage pour favoriser et préserver la biodiversité sur son territoire, se traduisant par l'obtention du label « Terre Saine » en 2016 et la signature de la convention « Nature en ville » avec le Département de l'Essonne.

Afin de permettre un entretien raisonné de son cimetière, compatible avec les moyens de la commune d'une part, et favorable au recueillement et à la biodiversité d'autre part, la commune souhaite repenser l'aménagement de son cimetière.
Pour cela, la redéfinition des espaces du cimetière intègre plusieurs volets :
- la gestion de l'eau par des techniques alternatives : la désimperméabilisation des allées minérales et la mise en place d'allées enherbées ou en grave perméables, et la mise en place d'une noue végétalisée à l'aval du cimetière pour recueillir et stocker l'excédent d'eau pluviale ;
- l'évolution des espaces pour la mise en place d'une gestion différenciée ;
- la communication pour sensibiliser les usagers à la mutation du paysage du cimetière et faire accepter les changements de pratique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : Dispositifs paysagers végétalisés concourant à la maîtrise à la source des ruissellements, à l'adaptation au changement climatique, et à la biodiversité

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 300 000 €.

Au titre du dispositif II. B du règlement d'intervention n° CP 16-546, 40% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 32 546 € H.T.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 3 254,60€ H.T.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de maîtrise d'œuvre	20 000,00	18,77%
Panneaux de sensibilisation	1 000,00	0,94%
Désimperméabilisation des allées et création d'une noue végétalisée (Terrassement, puisard, plantations)	30 365,00	28,49%
Végétalisation du columbarium (aménagement du sol et végétalisation)	30 000,00	28,15%
Non retenu : Fourniture et mise en œuvre de cases pour el columbarium	25 200,00	23,65%
Total	106 565,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	32 546,00	30,54%
Prime citoyenne et écologique régionale	3 254,60	3,05%
Fonds propres	70 764,40	66,40%
Total	106 565,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20012311 - DESIMPERMEABILISATION DE LA COUR D'ECOLE CASTOR BAS – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	19 720,00 € HT	44,00 %	8 676,80 €
		Montant total de la subvention	8 676,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BIEVRES
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91570 BIEVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ANNE PELLETIER-LE BARBIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, pour réaliser les travaux en période de vacances scolaires en l'absence des enfants.

Description :
Depuis 2008, la commune s'engage pour favoriser et préserver la biodiversité sur son territoire, se traduisant par l'obtention du label « Terre Saine » en 2016 et la signature de la convention « Nature en ville » avec le Département de l'Essonne.

La commune souhaite réaménager la cour de l'école Castor Bas pour offrir aux élèves et enseignants un espace végétalisé pour lutter contre l'effet « îlot de chaleur », et protéger et mettre en valeur le patrimoine arboré de cette cour.
Le programme d'aménagements intègre :
- la déminéralisation d'une partie de la cour, et notamment de pieds d'arbres ;
- la végétalisation des espaces déminéralisés et des abords par mise en place d'arbres fruitiers, de haies, et par semis d'une prairie herbacée ;
- la protection des pieds d'arbres par le paillage ou la mise en place de plateformes perméables en bois ;
- l'aménagement du potager (ouverture, protection des sols par pas japonais).

Dans le cadre de ce projet, 150 m² seront désimperméabilisés.

Le programme s'accompagne d'une signalétique pédagogique à destination des enfants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : Dispositifs paysagers végétalisés concourant à la maîtrise à la source des ruissellements, à l'adaptation au changement climatique, et à la biodiversité

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 300 000 €.

- Au titre du dispositif II. B du règlement d'intervention n°CP 16-546, 40% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 7 888,00 € H.T.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 788,80 € H.T.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désimperméabilisation	5 250,00	26,49%
Installation de plateformes en bois	7 000,00	35,32%
Plantations	4 470,00	22,55%
Ouverture de l'espace potager (terrassement, suppression clôture, pas japonais)	2 500,00	12,61%
Signalétique pédagogique	500,00	2,52%
Non retenu : vigne	100,00	0,50%
Total	19 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 888,00	39,80%
Prime citoyenne et écologique régionale	788,80	3,98%
Fonds propres	11 143,20	56,22%
Total	19 820,00	100,00%

DOSSIER N° EX052395 - DEVELOPPER LA TRAME VERTE PAR L'AGROFORESTERIE VITICOLE - LAUREAT DU BPE - 1ERE SESSION

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	133 143,00 € TTC	77,00 %	102 520,11 €
	Montant total de la subvention		102 520,11 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AGROF'ILE
Adresse administrative	:	2 HAMEAU DE CHALMONT 77930 FLEURY-EN-BIERE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame AGNES SOURISSEAU

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2020 - 30 avril 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de réimplanter la vigne, culture historique en Île-de-France mais ne subsistant aujourd'hui que dans des vignobles conservatoires, et de développer des trames vertes en milieu agricole, l'association Agrof'Ile propose d'aménager des parcelles d'agroforesterie viticole au sein de trois exploitations agricoles en Seine-et-Marne.

En complément de l'implantation de vignes, il s'agit de développer des infrastructures agro-écologiques favorables à la biodiversité et bénéfiques pour les cultures : haies, arbres (forestiers, fruitiers ou truffiers) isolés ou en rangée, ou encore couverts herbacés.

Le projet sera également l'occasion de tester des modalités de culture de la vigne selon les principes de l'agroforesterie en expérimentant différents types de couverts herbacés pour l'inter-rang, types de paillage des rangs de vigne, modalités d'implantation des vignes et d'arbres associés (espacement, hauteur, essences)...

Au total, le projet concerne 8,5 hectares et prévoit la plantation de plus de 1 000 arbres forestiers, fruitiers et truffiers, et de plus d'1,5 km de haies dédiées à la biodiversité.

La présente subvention est proposée pour l'accompagnement des aménagements directement favorables à la biodiversité, et concerne le volet Investissement de la subvention accordée à ce projet et sera complétée par un volet en Fonctionnement proposé au vote lors d'une prochaine commission.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de l'action 2 du règlement d'intervention n°CP 2020-068, 70% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 93 200,10 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 9 320,01 €.

Localisation géographique :
- MELZ-SUR-SEINE
- CHELLES
- FRESNES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Continuités terrestres

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements agro-forestiers (travaux préparatoires, fourniture plants et mise en œuvre, paillage)	126 393,00	39,20%
Suivi de chantier	6 750,00	2,09%
Non retenu : Aménagements liés aux plantations de vignes	187 152,00	58,05%
Non retenu : aménagements EARL Boudignat (financements FEADER)	2 100,00	0,65%
Total	322 395,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	93 200,10	28,91%
Prime citoyenne écologique régionale	9 320,01	2,89%
Fonds propres	179 876,89	55,79%
Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN)	11 428,00	3,54%
Collectivités territoriales	14 285,00	4,43%
FEADER	14 285,00	4,43%
Total	322 395,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.50388 (2018/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 26 février 2018 (réf. C(2018) 1286 final), relatif à : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052402 - REDECOUVRIR LES BERGES D'ÎLE-DE-FRANCE - VOLET INVESTISSEMENT - LAUREAT DU BPE - 1ERE SESSION

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-20421-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Animation des réseaux écologiques franciliens	67 000,00 € TTC	77,00 %	51 590,00 €
		Montant total de la subvention	51 590,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION REGIONALE DE PECHE D'ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	28 RUE DU GENERAL DE GAULLE 95810 GRISY-LES-PLATRES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BERNARD BRETON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Ile-de-France est irriguée par plus de 6000 km de cours d'eau prenant en compte le dense réseau de rivières (environ 4000 km) et les cours d'eau temporaires ainsi que les fossés (environ 2651 km). Le réseau hydrographique régional est dense et riche et souvent sources de nombreuses aménités environnementales.

L'Ile-de-France se caractérise également par de multiples pressions anthropiques sur le réseau hydrographique, ses milieux aquatiques et ses berges et plus largement la ressource en eau.

En plus des missions d'organisation et de surveillance du loisir pêche et des missions dévolues à la préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité, l'association souhaite porter une dimension de sensibilisation et de découverte plus affirmée à travers plusieurs propositions de supports pédagogiques :
- panneaux pédagogiques ;
- livret (10 000 exemplaires) et plaquettes en lien avec une maquette ;
- une bande-dessinée ;
- une video animation et une application mobile.

La présente affectation concerne le volet Investissement de la subvention accordée à ce projet et sera complétée par un volet en Fonctionnement proposé au vote lors d'une prochaine commission.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de l'action 2 du règlement d'intervention n°CP 2020-068, 70% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 46 900 .€
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 4 690 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création et fabrication de panneaux déroulants	3 000,00	3,53%
Création d'une maquette	12 000,00	14,12%
Création d'une vidéo de sensibilisation	17 000,00	20,00%
Création d'une application mobile	35 000,00	41,18%
Non retenu : Création d'un livret et impressions	10 000,00	11,76%
Non retenu : Création et impression d'une plaquette	3 000,00	3,53%
Non retenu : Création et impression d'une BD	2 000,00	2,35%
Non retenu : Création et impression de fiches pédagogiques	3 000,00	3,53%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	46 900,00	55,18%
Prime citoyenne écologique régionale	4 690,00	5,52%
Fonds propres	33 410,00	39,31%
Total	85 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX052403 - COMMUNE DE JANVRY - RECONQUERIR LA BIODIVERSITE DU PARC ANIMALIER - LAUREAT DU BPE - 1ERE SESSION

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	56 695,00 € HT	77,00 %	43 655,15 €
	Montant total de la subvention		43 655,15 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JANVRY MAIRIE
Adresse administrative : RUE DES GENEVRIERS
91640 JANVRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian SCHOETTL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 janvier 2021 - 30 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour améliorer la qualité des infrastructures écologiques et proposer au public de plus en plus nombreux un espace sécurisé de découverte de la biodiversité, la commune souhaite réaliser les travaux suivants dans son parc animalier :
- La plantation d'espèces végétales locales ;
- La création d'îlots de biodiversité non accessibles aux visiteurs et animaux du parc, et la diversification des strates ;
- La création d'une ceinture végétale doublant la clôture du parc ;
- L'aménagement et la végétalisation de mares ;
- L'installation de nichoirs.

Le projet prévoit également des infrastructures dédiées à l'aménagement du parc et à la sécurisation de l'accueil du public :
- La mise en place d'une clôture d'enceinte et de portes/portillons d'accès, ainsi que de nouveaux dessins d'enclos ;
- L'aménagement de ponts, le balisage des chemins et la réfection de la couche de surface des chemins ;
- La réfection du parking.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de l'action 2 du règlement d'intervention n°CP 2020-068, 77% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 39 686,50 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 3 968,65 €.

Localisation géographique :
- JANVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Végétalisation du site	29 140,00	19,30%
Clôtures périphériques	27 555,00	18,25%
Non retenu : Clôture enclos	31 132,00	20,62%
Non retenu : Création des chemins	63 142,00	41,82%
Total	150 969,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	39 686,50	26,29%
Prime citoyenne écologique régionale	3 968,65	2,63%
Fonds propres	80 598,80	53,39%
Département de l'Essonne	26 715,00	17,70%
Total	150 968,95	100,00%

DOSSIER N° EX052405 - COMMUNE DE MASSY - SIGNALETIQUE BIODIVERSITE - LAUREAT DU BPE - 1ERE SESSION

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	70 000,00 € HT	70,00 %	49 000,00 €
	Montant total de la subvention		49 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative	:	1 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE 91300 MASSY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Engagée dans une démarche de valorisation écologique de ses espaces publics, la ville de Massy souhaite désormais mettre en valeur l'ensemble des actions menées au travers d'une signalétique dédiée sur l'ensemble des parcs et jardins et îlots de biodiversité de la commune.

Cette signalétique aura pour objets de mettre en valeur :
- les spots de biodiversité (haies mélangées) installées depuis 2016 par l'association Haie Magique en partenariat avec les habitants ;
- les arbres remarquables ;
- la gestion écologique des espaces publics ;
- les entrées de parcs et jardins.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de l'action 2 du règlement d'intervention n°CP 2020-068, 70% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 45 500 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention dans la limite de 70% d'aides publiques cumulées sur l'ensemble projet, soit 3 500 €.

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création et installation bordes "Arbres remarquables"	6 000,00	8,57%
Panneaux de sensibilisation "Haie Magique"	12 000,00	17,14%
Panneaux d'entrée de parc et pose	35 000,00	50,00%
Panneaux de sensibilisation gestion différenciée	12 000,00	17,14%
Non retenu : Valorisation jardin mellifère	5 000,00	7,14%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	45 500,00	65,00%
Prime citoyenne écologique régionale	3 500,00	5,00%
Fonds propres	21 000,00	30,00%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052465 - REAMENAGEMENT DU PARC RATEL - LAUREAT DU BPE - 1ERE SESSION

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-204141-476005-1700
Action : 476005013- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	64 582,00 € HT	70,00 %	45 207,40 €
	Montant total de la subvention		45 207,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BIEVRES
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91570 BIEVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ANNE PELLETIER-LE BARBIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bièvres, dans la continuité de ses actions sur le cimetière communal et la cour d'école Castor Bas, souhaite entreprendre une valorisation d'espaces communaux en adéquation avec les enjeux de biodiversité.
Le projet de redynamisation et revalorisation du Parc Ratel s'organise autour de plusieurs actions :
- Réaménagement du verger, avec l'installation de plants de haute tige, d'abris à insectes (hôtel à insecte, butte à fouisseurs, spirale à aromatiques), de refuges à oiseaux et petits mammifères, et d'une prairie fleurie diversifiée ;
- Le reprofilage des berges des deux pièces d'eau du parc, pour l'installation d'une flore diversifiée favorable à la biodiversité ;
- La sensibilisation au travers de l'installation de panneaux pédagogiques.
Une partie des aménagements est réalisée en régie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de l'action 2 du règlement d'intervention n°CP 2020-068, 70% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien "de droit commun" de 42 757,40 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention dans la limite de 70% d'aides publiques cumulées sur l'ensemble projet, soit 2 450 €.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement prairie	8 616,00	13,34%
Habitats à insectes	4 397,00	6,81%
Réaménagement des berges	45 000,00	69,68%
Acquisition et pose de panneaux pédagogiques	3 069,00	4,75%
Non retenu : Aménagements verger et amendement prairie	3 500,00	5,42%
Total	64 582,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	42 757,40	66,21%
Prime citoyenne écologique régionale	2 450,00	3,79%
Fonds propres	19 374,60	30,00%
Total	64 582,00	100,00%

DOSSIER N° EX050193 - CREATION DE 500 M² DE JARDINS FAMILIAUX SUR LE SITE DU BELVEDERE A SURESNES (92) - LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	208 797,00 € HT	55,00 %	114 838,90 €
	Montant total de la subvention		114 838,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guillaume BOUDY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Commune de Suresnes souhaite démarrer au plus vite son programme de résorption de l'effet d'îlot de chaleur et de désimperméabilisation des sols en donnant la possibilité aux Suresnois qui n'ont pas d'espace pour jardiner pour le faire dans des conditions optimales. Ainsi, les travaux doivent démarrer en mai 2020.

Description :
La ville compte 70 parcelles de jardins familiaux, réparties entre le site Belvédère (2 500 m²), et le site des Long Réages (2 800 m²). La gestion de ces jardins partagés est accompagnée par des associations et promeut les écogestes (récupération d'eau pluviale pour arrosage, désherbage manuel...). La Ville s'est engagée dans une démarche éco-exemplaire initiée en 2009 qui répond aux problématiques de préservation de la biodiversité et de la végétalisation de la ville, ainsi qu'une meilleure infiltration de l'eau pluviale par la désimperméabilisation. La Municipalité souhaite agrandir la zone de jardins partagés du site Belvédère afin de proposer de nouvelles parcelles aux habitants et favoriser la végétalisation et la désimperméabilisation des espaces.

Ce site est une aire plane actuellement imperméable (dalle de béton) qui sera démolie, située au pied d'un talus de voie ferroviaire dont un renforcement du soutènement ainsi fragilisé est prévu.

Le projet permettra de créer 10 parcelles de jardins familiaux de 50 m² chacune, desservies par un

chemin, et agrémentées d'arbres fruitiers (pommiers, poiriers, abricotiers, kiwis).

Ainsi, ce projet, situé en zone très carencée, permet la création de 500m² de nouveaux espaces verts. Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux et à la maîtrise des ruissellements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses retenues dans la base subventionnable (208 797€ HT) sont les suivantes : travaux de démolition de la dalle en béton, terrassements, soutènements, installation d'abris de jardin, de ganivelles et portillons, apport de terre végétale, alimentation en eau potable (dépenses éligibles conformément au règlement d'intervention).

Le territoire est très carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 50%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Démolition dalle béton	19 530,00	6,16%
Terrassements	27 036,00	8,53%
Soutènements	90 845,00	28,67%
Abris de jardin	30 750,00	9,70%
Ganivelles et portillons	13 716,00	4,33%
Terre végétale	17 280,00	5,45%
Alimentation EP	9 640,00	3,04%
NON RETENU : Dalle béton des abris de jardin	8 800,00	2,78%
NON RETENU : Sanitaires classiques et bureau (hors emprise du projet)	99 305,00	31,34%
Total	316 902,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	102 424,10	32,32%
Région Île-de-France	104 399,00	32,94%
Prime citoyenne écologique régionale	10 439,90	3,29%
Métropole du Grand Paris	87 039,00	27,47%
AESN	12 600,00	3,98%
Total	316 902,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX050203 - CREATION D'UNE FORET-JARDIN DE 8 879 M² DANS L'ARBORETUM DE LA BERGERIE NATIONALE À RAMBOUILLET (78) - LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204182-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	45 448,33 € HT	44,00 %	19 997,26 €
	Montant total de la subvention		19 997,26 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CEZ CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHNIQUE
Adresse administrative	:	PARC DU CHATEAU 78514 RAMBOUILLET
Statut Juridique	:	Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant	:	Monsieur ROLAND DELON, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 17 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Certains travaux (mise en sécurité et lutte contre la renouée du Japon) ont démarré en début d'année : un certain nombre d'arbres, en très mauvais état sanitaire, devenaient dangereux et ont nécessité un abattage rapide ou un élagage puis un débardage à cheval pour rendre les lieux accessibles en toute sécurité.

Description :
L'objectif du projet est de créer une forêt-jardin au sein de l'arboretum de la Bergerie nationale. Il s'agit tout d'abord de remettre en état et sécuriser les espaces boisés de l'arboretum, à l'état d'abandon et non ouverts au public depuis 25 ans. Le principe d'une "forêt-jardin", "forêt comestible" ou « forêt nourricière », est une forme d'agroforesterie qui consiste à planter une large palette de plantes comestibles, en particulier des arbres et buissons à fruits et à baies à différentes hauteurs, en s'inspirant des systèmes forestiers.
Le projet prévoit également la création d'un parcours « pieds nus » d'une longueur d'environ 300 mètres, proposant 20 « cases » contenant chacune un paillis végétal ou minéral : herbe, paille, coques de cacao, bois raméal fragmenté, coques d'abricots, écorces broyées de conifères, toile végétale, cosses de sarrasin, sable, pouzzolane, galets, billes d'argile, vermiculite, galets et laine. Réalisé intégralement en bois issu de forêts durablement gérées, ce parcours sera accompagné de mobiliers et signalétique adaptés.

L’arboretum sera aussi un lieu de partages, d’échanges et de rencontres où se mêlent expériences botaniques, nouvelles pratiques du jardinage et animations participatives à destination de tous. C’est un espace de convivialité offert à tous les utilisateurs.

Il est enfin prévu d’étendre à l’arboretum l'accès en calèche pour les PMR, déjà en place sur le reste du site.

L’arboretum sera ouvert au public d’avril à octobre, et aux groupes toute l’année. L’accès sera gratuit un dimanche par mois et à l’occasion d’évènements tels que les journées du patrimoine, le festival de la Bergerie, les rendez-vous au jardin, etc.

Ainsi, ce projet, situé en zone non carencée, permet la création de 8 879 m² de nouveaux espaces verts.

Le projet est favorable à la biodiversité, aux liens sociaux et à la maîtrise des ruissellements. Il permet l’accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses retenues dans la base subventionnable (45.448,33 €) sont les suivantes : travaux de nettoyage et remise en état de l’arboretum, travaux forestiers, aménagement du sentier pieds nus, du ru et de la mare, achat et plantation des 7 strates de jardin, achats et travaux de sécurisation, de mise en accessibilité et matériel favorisant la biodiversité animale (conformément au règlement d’intervention) ; ainsi que les travaux d’aménagement de l’accueil et de signalétique (retenu dans la limite de 20 %, conformément au règlement d’intervention).

Le territoire est non carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d’un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Nettoyage et remise en état de l'arboretum	4 083,33	7,61%
Travaux forestiers	10 741,66	20,03%
Aménagement sentier pieds nus, ru et mare	7 062,50	13,17%
Achat et plantation des 7 strates de jardin	5 333,33	9,94%
Achats et travaux annexes (sécurité et accessibilité de l'espace en général, matériel favorisant la biodiversité animale)	8 750,00	16,31%
RETENU à 20 % : Achats et travaux annexes d'aménagement de l'accueil, signalétique	9 477,51	17,67%
NON RETENU : Ingénierie et développement du projet	5 583,33	10,41%
NON RETENU : adduction d'eau (lavage des pieds)	666,66	1,24%
NON RETENU car dépassant la limite de 20% : aménagement et signalétique	1 939,17	3,62%
Total	53 637,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	13 640,23	25,43%
Région Île-de-France	18 179,33	33,89%
Prime citoyenne écologique régionale	1 817,93	3,39%
Harlay Paysages	833,33	1,55%
Terrassement Véolia	833,33	1,55%
Jardinerie Poullain	1 666,67	3,11%
Century 21	1 250,00	2,33%
Hotel Mercure	833,33	1,55%
Groupama	416,67	0,78%
Smart City	416,67	0,78%
Maison de la Détection	416,67	0,78%
CA Rambouillet Territoires	13 333,33	24,86%
Total	53 637,49	100,00%

DOSSIER N° EX052474 - CREATION DES JARDINS PARTAGES DE LA FONTAINE A BIEVRES (91) – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	159 700,00 € HT	44,00 %	70 268,00 €
	Montant total de la subvention		70 268,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BIEVRES
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91570 BIEVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ANNE PELLETIER-LE BARBIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Ville souhaite démarrer les travaux d'aménagement dès la rentrée, afin qu'ils soient achevés avant 2021 pour pouvoir accueillir les nouveaux jardiniers pour une année civile complète.

Description :
La commune de Bièvres a acquis le terrain des jardins de la Fontaine (superficie de 7071 m²) par actes notariés du 22 février 2018 et du 20 décembre 2019. Ce terrain de jardins familiaux est cultivé depuis de nombreuses décennies et la commune souhaite perpétuer cette vocation nourricière en mettant cet espace à disposition des Biévrois. Aujourd'hui, ces jardins situés dans le site classé de la vallée de la Bièvre, en ENS et au cœur du village sont enclavés et inaccessibles.

L'objectif de la commune est de mettre en place une cinquantaine de jardins mixant des espaces partagés et familiaux et de rendre accessibles les lieux via un cheminement qui permet de connecter la rue de la Fontaine (ville haute) à la Bièvres.

La commune prévoit un certain nombre d'aménagements structurants afin de rendre ces jardins accessibles :
- l'installation d'une plateforme et d'un escalier en partie haute des jardins, rue de la Fontaine ;
- la création d'un cheminement traversant afin de rejoindre la promenade piétonne des bords de la

Bièvre ;
- l'installation de clôtures pour sécuriser les jardins et les propriétés voisines ;
- trois points d'accès à l'eau (puisage en sous-sol par un système de pompes manuelles).
Des aménagements complémentaires, basés principalement sur le réemploi et l'auto-construction, permettront aux jardiniers, rassemblés en association, de bénéficier d'espaces partagés fonctionnels et esthétiques.
Ainsi, ce projet, situé en zone non carencée, permet la création de 7071 m² de nouveaux espaces verts.

Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur et aux liens sociaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est non carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude paysagère	3 000,00	1,88%
Destruction des cabanes et nettoyage parcelle	7 000,00	4,38%
Délimitation (clôtures, portillons, haies) et mise en sécurité	24 200,00	15,15%
Mise en accessibilité (travaux préparatoire, plateforme, escalier, grue d'atelier chèvre manuelle)	74 500,00	46,65%
Aménagement des jardins (pompe hydraulique manuelle, récupérateurs d'eau de pluie, cabanons collectifs, coffres/bancs, cheminements perméables)	46 000,00	28,80%
Accueil du public : mobilier urbain durable, équipements favorables à la biodiversité, matériel pédagogique	5 000,00	3,13%
Total	159 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	63 880,00	40,00%
Prime citoyenne et écologique régionale	6 388,00	4,00%
Département 91	41 522,00	26,00%
Fonds propres	47 910,00	30,00%
Total	159 700,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052476 - CREATION DE LA FERME DE LA GAITE A BOBIGNY (93) – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	90 062,80 € HT	55,00 %	49 534,54 €
	Montant total de la subvention		49 534,54 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOBIGNY
Adresse administrative : 31 AV DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur ABDEL SADI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 1 février 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de la ferme de la gaité vise à développer le concept d'oasis nourricière, constitué de petits espaces de culture et d'une riviera comestible au service d'un même projet : produire localement, tout en favorisant la biodiversité et le développement d'activités notamment récréatives avec les habitants, associations locales et établissements scolaires. Le projet se situe sur deux parcelles attenantes actuellement en friche, situées en plein centre-ville près de l'axe principal de la rue Jean Jaurès.

Le projet aspire à fédérer l'ensemble des acteurs autour d'un projet de territoire en faveur du développement des espaces agricoles. Il s'agit de créer des liens entre agriculteurs urbains et habitants, de valoriser les productions et de faire connaître le patrimoine agricole et paysager de Bobigny. Pour que les Balbyniens s'emparent de ces nouveaux enjeux, le projet cherchera à associer des familles et les associations locales. Les habitants vont ainsi pouvoir prendre part au zonage des différents espaces dont certains en permaculture.

Le projet prévoit notamment un local de formation, une serre de quartier pour produire des plants à destination des projets citoyens, une zone de production agricole multiculturelle avec un jardin partagé, un jardin pédagogique, un espace bien être ou carré des simples, une zone naturelle pour la biodiversité.
Des ateliers seront proposés tout au long de l'année, sur des thématiques différentes telles que : savoir-

faire artisanaux de conservation, fabrique de jeux et de jouets nature, arts plastiques nature et land art, découverte des plantes sauvages et de leurs usages, découverte des aromatiques qui soignent, etc.

Ainsi, ce projet, situé en zone carencée, permet la création de 559 m² de nouveaux espaces verts.

Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'ilot de chaleur, aux liens sociaux. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est très carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 50%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception technique	2 500,00	2,50%
Aménagement paysager et coffrage des buttes	12 000,00	12,00%
Aménagement d'un espace potager bien-être	9 000,00	9,00%
Système irrigation buttes	5 000,00	5,00%
Potagers mobiles	18 000,00	18,00%
Achat et installation d'un portail	4 219,00	4,22%
Équipement et pose d'une serre et d'un appentis (matériaux durable)	19 500,00	19,50%
Équipement de récupération des eaux de pluie	1 000,00	1,00%
RETENU DANS LA LIMITE DE 20% : Salle pour l'accueil du public (hangar ouvert) et cuisine pédagogique	18 843,80	18,84%
NON RETENU : Viabilité réseau et autres	9 937,20	9,94%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	45 031,40	45,03%
Prime écologique et citoyenne régionale	4 503,14	4,50%
EPT Est Ensemble	15 000,00	15,00%
Fonds propres	35 465,46	35,47%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052479 - CREATION DU BOIS BARRACHIN A BEAUCHAMP (95) – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	917 874,00 € HT	44,00 %	403 865,00 €
	Montant total de la subvention		403 865,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative	:	271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur YANNICK BOËDEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 15 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'agglomération et la commune de Beauchamp ont négocié auprès du repreneur de l'ancien site industriel de l'entreprise 3M (près de 40 ha, dont 18 ha dédiés aux activités économiques) une partie de l'assiette foncière constituée de boisements. L'objectif des 2 collectivités est d'ouvrir au public un espace naturel et de loisirs (fermé depuis 70 ans) de plus de 48 000 m² au cœur d'un territoire urbain mixte composé d'habitats individuels, collectifs et de zones économiques.

Ce projet de régénération des boisements et d'aménagement du Bois Barrachin en vue de son ouverture au public prévoit la réalisation d'un diagnostic sur l'état du site puis s'articulera autour de 3 principes d'aménagement :
- Intégrer le Bois Barrachin dans le tissu urbain par la création de cheminements piétons tout en préservant le caractère naturel du site et les lisières. Le site se doit d'être accessible à tous les habitants. Il sera à la fois un lieu de promenade adapté aux PMR, de parcours plus escarpés pour les sportifs, mais également un cheminement permettant de relier le nord et le sud de Beauchamp par une voie piétonne. Le bois reprendra ainsi une place dans la continuité du maillage urbain tel qu'il existait dans les années 1950.

- Conserver un rideau de verdure pour préserver cet espace de quiétude. En effet le bois doit être un lieu de détente, coupé de la vie « bruyante » de la ville. Il s'agira de créer un écrin de nature au sein de la ville.
- Mettre la Lande à Callune au cœur de la balade. La flore de lande offre une mosaïque de milieux inattendus dans un contexte forestier : il s'agit d'une végétation relictuelle qui témoigne des pratiques agro-pastorales traditionnelles. C'est un habitat qui représente un fort impact paysager et un intérêt écologique majeur pour la faune et la flore. Au détour d'un chemin, le promeneur découvrira ce milieu atypique en contexte urbain. La lande sera l'élément majeur à mettre au cœur de la balade.

Ainsi, ce projet, situé en zone carencée, permet la création de 4,8 hectares de nouveaux espaces verts.

Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'ilot de chaleur, aux liens sociaux et à la maitrise des ruissellements. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- BEAUCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création de cheminements et aménagement de trois entrées	368 629,00	36,51%
Création d'espaces de repos	52 384,00	5,19%
Mobilier, bornage et clôtures	66 300,00	6,57%
Traitement sur la processionnaire du chêne	192 000,00	19,02%
Restauration de la lande	125 736,00	12,45%
Diversification du boisement	32 825,00	3,25%
Traitement des espèces exotiques envahissantes	80 000,00	7,92%
Aléas, imprévus (10%)	91 788,00	9,09%
Total	1 009 662,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	367 150,00	36,36%
Prime écologique et citoyenne régionale	36 715,00	3,64%
Financeur privé (SCI LUCIA)	400 000,00	39,62%
Fonds propres	205 797,00	20,38%
Total	1 009 662,00	100,00%

DOSSIER N° EX052487 - CRÉATION DE JARDINS FAMILIAUX ET DÉSIMPERMÉABILISATION DE L'ESPACE PUBLIC A CHELLES (77) – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	205 300,00 € HT	44,00 %	90 332,00 €
	Montant total de la subvention		90 332,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC DU SOUVENIR EMILE FOUCHARD
77500 CHELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur BRICE RABASTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet propose la création de 2 jardins familiaux comportant chacun 17 parcelles à cultiver, d'une surface comprise entre 51 et 56 m², afin de répondre à une demande forte de pratique du jardinage. Le but du projet est aussi de créer du lien social. Des animations seront organisées, notamment sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour cultiver, la sensibilisation à la nécessité d'une alimentation équilibrée et de qualité et une sensibilisation plus globale à l'environnement et à la biodiversité.

Les jardins seront réalisés sur deux parcelles communales qui sont actuellement des friches urbaines. La première située rue des Cressonnières, est ceinturée par les immeubles du bailleur social Marne et Chantereine Habitat et une telle réalisation permettrait à certains locataires d'avoir accès à un jardin à cultiver. La seconde est située quai des Mariniers dans le Sud de la ville, sur un secteur excentré et un peu délaissé. La création de jardins familiaux permettrait d'animer ce secteur, en permettant l'accès au jardinage pour certains habitants demeurant dans des habitations collectives.

Ainsi, ce projet, situé en zone non carencée, permet la création de 2 600 m² de nouveaux espaces verts.

Le projet est favorable à la lutte contre l'effet d'ilot de chaleur, aux liens sociaux et à la maitrise des ruissellements. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est non carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	23 460,00	9,78%
Démolitions, terrassements hors terrassements pour surfaces imperméables	59 800,00	24,92%
Sols, revêtement drainant, bordure et voliges châtaigniers	21 700,00	9,04%
Clôtures	74 840,00	31,18%
Équipements et mobiliers en bois	25 500,00	10,63%
NON RETENU : équipements, jeux et mobilier non durable	14 700,00	6,13%
NON RETENU : Réseaux, adduction eau potable (bornes fontaines, etc.)	20 000,00	8,33%
Total	240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	82 120,00	34,22%
Prime écologique et citoyenne régionale	8 212,00	3,42%
Fonds propres	149 668,00	62,36%
Total	240 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX052497 - CRÉATION D'UN SENTIER DE DÉCOUVERTE DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE « LA VALLÉE DE LA NÉBOURG » A VILLENEUVE SUR BELLOT (77) – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	35 936,63 € HT	20,00 %	7 187,33 €
	Montant total de la subvention		7 187,33 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE SUR BELLOT
MAIRIE
Adresse administrative : 25 PLACE MAURICE JAQUET
77510 VILLENEUVE SUR BELLOT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude LAPLAIGE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Villeneuve-sur-Bellot prévoit l'aménagement d'un ENS de près de 7 hectares, dont 4 ha de propriété communale, à des fins d'ouverture au public. Il s'agit d'une zone humide incluse dans la vallée du Petit Morin, située dans le périmètre Natura 2000 « Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr sur Morin».

Les orientations d'aménagement et de gestion, établies par la commune assistée de Seine-et-Marne Environnement, ont été établies et présentées à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN). Le projet est conduit en partenariat avec le conseil départemental de Seine-et-Marne, ID 77, Seine-et-Marne Environnement, Initiatives 77, FDPPMA77 (animatrice Natura 2000), la communauté de communes des Deux Morin, le Syndicat des Deux Morin, le Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion des eaux des Deux Morin et l'AESN. Le projet intègre un objectif de réinsertion sociale.

Le projet vise à optimiser la qualité de l'eau du Petit Morin et son fonctionnement, obtenir une zone humide fonctionnelle écologiquement, maximiser la biodiversité de la zone humide, obtenir une biodiversité à caractère indigène et rendre le site accessible au public.

Ainsi, ce projet, situé en zone carencée, permet la création de 6,6 hectares de nouveaux espaces verts (espace existant mais jusqu'à présent non ouvert au public).

Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux et à la maîtrise des ruissellements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-SUR-BELLOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Platelage	25 681,83	71,46%
Débroussaillage, bûcheronnage et cheminement	683,60	1,90%
Chantier d'insertion	9 571,20	26,63%
Total	35 936,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 533,94	18,18%
Prime écologique et citoyenne régionale	653,39	1,82%
Département 77	17 968,31	50,00%
Fonds propres	10 780,99	30,00%
Total	35 936,63	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052563 - CREATION DU SQUARE CHANTECLER EN CENTRE-VILLE D'EVRY (91) – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	220 071,00 € HT	44,00 %	96 831,00 €
	Montant total de la subvention		96 831,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE EVRY COURCOURONNES
Adresse administrative : PLACE DROITS DE L HOMME ET DU CITOYE
91000 EVRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur STEPHANE BEAUDET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville d'Évry-Courcouronnes souhaite reconvertir une friche située en centre-ville en espace vert paysager accessible au public. Le site accueillait en effet un ancien restaurant dénommé « Chantecler » qu'il a fallu démolir.

Ce terrain est aujourd'hui désaffecté, et représente une « pollution visuelle » au cœur du centre-ville et visible depuis l'un des axes principaux de la ville. C'est pourquoi, aujourd'hui, propriétaire du terrain (depuis 2019), la ville souhaite le requalifier en un espace paysager de qualité répondant par ailleurs aux attentes des habitants de ce quartier.

Ce projet vise à améliorer la cohérence urbaine en renforçant une trame verte d'espaces publics plus lisible et sécurisée ; en créant une liaison douce paysagère structurante. Les cheminements piétons et les espaces verts doivent contribuer dans ce cadre à donner du sens au cœur de ville où l'accessibilité et la promotion des mobilités actives (vélo, marche…) doivent être une priorité pour dynamiser le centre urbain et le rendre plus attractif et agréable au quotidien et permettre une pause naturelle entre les différents lieux de bassin de vie qu'offre ce quartier.

Ainsi, ce projet, situé en zone non carencée, permet la création de 1 000 m² de nouveaux espaces verts.

Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux et à la maîtrise des ruissellements. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est non carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires et terrassements	53 311,75	7,22%
Terre végétale, gazon, paillage	17 440,40	2,36%
Arbres, arbustes	38 626,50	5,23%
Revêtements perméables et maçonnerie	32 325,00	4,38%
Mobilier (bancs, corbeilles, brumisateurs)	20 800,00	2,82%
Arrosage et réseaux	35 880,00	4,86%
AMO aménagements paysagers	21 687,35	2,94%
NON RETENU : acquisition terrain et frais de notaire	405 103,00	54,87%
NON RETENU : études déjà réalisées	22 815,00	3,09%
NON RETENU : démolitions déjà réalisées	41 900,00	5,67%
NON RETENU : revêtements non perméables, réseaux divers EU	13 500,00	1,83%
NON RETENU : aléas, divers et imprévus	34 937,00	4,73%
Total	738 326,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	88 028,00	11,92%
Prime écologique et citoyenne régionale	8 803,00	1,19%
Etat Action Cœur de Ville	200 000,00	27,09%
Fonds propres	441 495,00	59,80%
Total	738 326,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052569 - CREATION D'UN ESPACE VERT DE PROXIMITE OUVERT A TOUS « LES PRAIRIES DU FORT » A VITRY-SUR-SEINE (94) – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	622 000,00 € HT	55,00 %	342 100,00 €
	Montant total de la subvention		342 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94407 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre BELL LLOCH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif du projet est d'ouvrir un site appartenant à la Ville, aujourd'hui clos au public, dans un quartier très carencé en espaces verts. Situé en espace naturel sensible (ENS), le projet vise à transformer des jardins familiaux abandonnés et actuellement non ouverts au public en espace vert de proximité ouvert à tous avec des sols 100 % perméables. Le projet vise à conserver les milieux existants mais également à augmenter le nombre d'écosystèmes présents en favorisant l'implantation de nouveaux types de végétations. La Ville souhaite tester une gestion innovante d'espace vert public en milieu urbain dense, la plus écologique et économique possible.

Les résultats des études géotechniques et des relevés géomètres justifient la nécessité d'effectuer un renforcement du sous-sol (zone de carrières). De même, des terrassements et soutènements importants sont à prévoir pour permettre l'accès aux PMR. La Ville de Vitry est accompagnée par le CEREMA et la CDC Biodiversité.

Ainsi, ce projet, situé en zone très carencée, permet la création de 6 800 m² de nouveaux espaces verts.

Le projet est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux et à la maîtrise des ruissellements. Il permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le territoire est très carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 50%.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70% maximum d'aide publique.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
NON RETENU : Travaux préparatoires, dépollution et renforcement carrières	415 000,00	17,54%
NON RETENU : Terrassements	182 000,00	7,69%
Cheminements drainants	270 000,00	11,41%
NON RETENU : Réseaux divers	80 000,00	3,38%
NON RETENU : Surfaces minérales drainantes	170 000,00	7,19%
NON RETENU : Système récupération eaux pluviales (noues)	150 000,00	6,34%
NON RETENU : Terrassements dus aux carrières et aux pollutions	280 000,00	11,83%
Espaces verts	252 000,00	10,65%
Mobilier bois	40 000,00	1,69%
NON RETENU : Clôtures du parc en acier	150 000,00	6,34%
Platelage métallique et observatoires de prairies	60 000,00	2,54%
NON RETENU : Bâtiment d'accueil durable (structure ossature bois et toilettes)	150 000,00	6,34%
NON RETENU : Aléas, adaptation à l'usage	80 000,00	3,38%
NON RETENU : Etudes préalables, relevés géomètres et AMO carrières (déjà réalisées)	87 000,00	3,68%
Total	2 366 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	311 000,00	13,14%
Prime écologique et citoyenne régionale	31 100,00	1,31%
Métropole Grand Paris	446 000,00	18,85%
Département 94 (ENS)	660 000,00	27,90%
Fonds propres	917 900,00	38,80%
Total	2 366 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX050992 - VELO - ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE DE LA COMMUNE DE MAISONS LAFFITTE (78) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	14 100,00 € HT	60,00 %	8 460,00 €
	Montant total de la subvention		8 460,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISONS LAFFITTE
Adresse administrative : 48 AVENUE LONGUEIL
78600 MAISONS LAFFITTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques MYARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 septembre 2020 - 24 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
La commune de Maisons Laffitte souhaite se doter d'un schéma directeur cyclable, afin de promouvoir le vélo comme mode de déplacement du quotidien.

Ce schéma directeur sera axé autour de quatre thématiques :
- une réflexion globale sur le maillage et les itinéraires ;
- le stationnement, équipement et jalonnement ;
- les services ;
- la promotion du vélo.

L'objectif est d'avoir un document complémentaire à celui de la Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucles de Seine, qui traite des grands axes intercommunaux, et dont la déclinaison opérationnelle couvre la période 2019-2026.

Le schéma directeur sera ensuite décliné en un plan opérationnel sur trois ans, afin de prioriser les aménagements à réaliser par la commune pour accompagner le développement du vélo sur son territoire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des études est estimé à environ 14 100 € HT.

Le taux de subvention régionale est fixé à 50% pour les études de définition d'une stratégie cyclable avec un montant de dépenses subventionnables plafonné à 50 000 €.

Le coût des études ne dépassant pas ce plafond, le montant de la subvention régionale s'élève donc à 7050 €, soit 50% du coût total de l'opération.

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 1410€.

Ainsi, la présente subvention s'élève à 8460€ (7050+1410).

Localisation géographique :
- MAISONS-LAFFITTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
phase 1 : définition d'un plan stratégique communal cyclable	7 425,00	52,66%
phase 2 : réalisation d'un plan d'action opérationnel	6 675,00	47,34%
Total	14 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	7 050,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	5 640,00	40,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 410,00	10,00%
Total	14 100,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX051286 - VELO - VARENNES SUR SEINE - PLAN TRIENNAL - ANNEE 2 (77) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	192 200,00 € HT	60,00 %	115 320,00 €
	Montant total de la subvention		115 320,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES-SUR-SEINE
Adresse administrative : PLACE JEAN SEJOURN
77130 VARENNES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JOSE RUIZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Varennes-sur-Seine a élaboré en 2019 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action triennal.

La présente demande concerne la deuxième année du plan d'action et porte sur la réalisation de plusieurs voies vertes sur le site de la Grande Garenne, en prolongement des aménagements réalisés en année 1 et qui permettent de rejoindre la gare de Montereau-Fault-Yonne :

- L'aménagement d'une voie verte d'environ 3 m de large, avec un revêtement en enrobé entre la piste cyclable existante Avenue Albert Grave, et la rue Nelson Mandela.
- L'aménagement d'une voie verte d'environ 3 m de large, avec un revêtement en enrobé, entre l'école maternelle Louis Aragon et le collège Elsa Triolet.

Pour l'année 2, la commune de Varennes-sur-Seine a également prévu d'installer 5 arceaux pour faciliter le stationnement cyclable sur le site de la Grande Garenne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Varennes-sur-Seine ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région peut apporter une subvention aux taux maximum prévus par son plan vélo. Les aménagements cyclables ainsi que le stationnement cyclable sont subventionnés à 50%.

Le coût des aménagements de voie verte est estimé à 190 800 € HT. Il inclut l'aménagement de la placette, traitée en aire piétonne, qui permettra la connexion entre les deux voies vertes.
Le montant plafond des dépenses subventionnables n'est pas atteint.

Le coût d'aménagement des arceaux est estimé à 1 400 € HT. Le montant plafond des dépenses subventionnables n'est pas atteint.

Le montant total des dépenses subventionnables est donc de 192 200 €.

Considérant la participation régionale de 50%, le montant de la subvention est de 96 100 € (192 200 € X 50%).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 19 220 €.

Ainsi, la présente subvention s'élève à 115 320 € (96 100 + 19 220).

Localisation géographique :
- VARENNES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	192 200,00	100,00%
Total	192 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	96 100,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	76 880,00	40,00%
Prime citoyenne écologique régionale	19 220,00	10,00%
Total	192 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX051438 - VELO - RD113 ROSNY SUR SEINE - TRANCHE 2 - COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE (78) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	397 500,00 € HT	50,00 %	198 750,00 €
	Montant total de la subvention		198 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur RAPHAEL COGNET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
La demande entre dans le cadre de l'année 1 du plan vélo de la Communauté Urbaine et concerne l'aménagement de la tranche 2 de la RD113 à Rosny-sur-Seine.
Cet aménagement a pour vocation de favoriser le rabattement vélo vers le pôle gare de Rosny-sur-seine en cours de de réaménagement, de permettre une liaison sécurisée vers les berges de la Seine, de favoriser les déplacements courtes distances utilitaires en vélo à destination du centre-ville et de la zone d'activités des Marceaux sur la commune de Rosny-sur-Seine et de sécuriser les déplacements piétons et cycles sur une section de voie à fort trafic supportant des circulations poids lourds importants.

La tranche 1 a été réalisée à l'été 2020 ; la demande porte sur la tranche 2, comprenant 3 sous-sections.

La sous-section 1 (de la rue de la Vallée des Près jusqu'au chemin des Noisetiers) est éligible au Plan Vélo Régional. Le projet consiste en l'aménagement d'une piste cyclable bi-directionnelle de 2,5m de large, située en rive sud de la RD113.

Les sous-sections 2 et 3 (du chemin des Noisetiers jusqu'au chemin du Belvédère de Châtillon) ne sont pas éligibles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Montant estimatif total des travaux de la tranche 2 : 479 000 € HT
dont dépenses subventionnables (arrondies) : 397 500 € HT
- Fonds propres à la charge du Maitre d'Ouvrage : 30%, soit 119 250 € ;
- Soutien régional - dispositif de droit commun : 40%, soit 159 000 € ;
- Prime écologique de 10% au titre du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, soit 39 750 € ;
- Subvention du Département des Yvelines (sollicitée), 20% : 79 500€.

Ansi, la présente subvention s'élève à 198 750 € (159 000 + 39 750).

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux subventionnables (sous-section 1)	397 500,00	100,00%
Total	397 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	159 000,00	40,00%
Subvention Département (sollicitée)	79 500,00	20,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	119 250,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	39 750,00	10,00%
Total	397 500,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX051507 - VELO - ELABORATION SCHEMA STRATEGIQUE CYCLABLE - MENNECY (91) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	16 500,00 € HT	60,00 %	9 900,00 €
	Montant total de la subvention		9 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation du schéma stratégique cyclable de la commune de Mennecy (91).

Dates prévisionnelles : 18 octobre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Mennecy souhaite se doter d'un schéma directeur cyclable afin d'accompagner les changements de mobilités et de garantir le partage des espaces publics et la sécurité de tous les usagers.

L'étude se déroulera en trois phases (diagnostic / scenarii / programme d'actions).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'élaboration du schéma stratégique cyclable est estimé à 16 500 € HT.
Le taux de subvention régionale est fixé à 50% pour les études de définition d'une stratégie cyclable, avec un montant de dépenses subventionnables plafonné à 50 000 € HT.

Le montant de la subvention régionale s'élève donc à 8 250 €.

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 1 650 €.

Ainsi, la présente subvention s'élève à 9 900 € (8 250 € + 1 650 €).

Localisation géographique :

- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	16 500,00	100,00%
Total	16 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (sollicitée)	8 250,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 650,00	10,00%
Département de l'Essonne (sollicitée)	1 650,00	10,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	4 950,00	30,00%
Total	16 500,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX051983 - VELO - PASSERELLE CYCLABLE ENTRE POISSY ET CARRIERES-SOUS-POISSY - SMSO (78) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204182-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	4 000 000,00 € HT	57,50 %	2 300 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMSO SYNDICAT MIXTE SEINE OUEST
Adresse administrative : 2 PL ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur DANIEL LEVEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de la passerelle entre Poissy et Carrières-sous-Poissy

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2020 - 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de passerelle entre Poissy et Carrières-sous-Poissy doit permettre de créer un franchissement de la Seine réservé aux modes actifs pour relier les deux communes, et favoriser l'usage de ces modes de déplacement. Elle permet notamment le rabattement vers le pôle de Poissy, desservi par le RER E à l'horizon 2024 et terminus du RER A, et également la desserte de nombreux emplois et équipements scolaires, commerciaux et de loisirs présents en bord de Seine.

Dans ce secteur, la Seine représente en effet une véritable coupure pour les cyclistes, le pont existant (la RD190) étant une 2x2 voies sans espace dédié à la circulation des vélos. Leur circulation y est donc peu sécurisée.

La passerelle d'une longueur d'environ 425 mètres aura une largeur de 5 mètres pour permettre la bonne cohabitation des piétons et des cyclistes. En face sud, l'aménagement sera prolongé jusqu'au pôle de Poissy où du stationnement vélo est prévu pour permettre une bonne intermodalité vélos-transports collectifs. Le revêtement de la passerelle en asphalte est adapté à la circulation des vélos et un éclairage LED est prévu. La passerelle s'appuie sur les vestiges du vieux pont.

La passerelle est réalisée, comme convenu par convention approuvée par délibération du conseil communautaire du 27 septembre 2018, dans le cadre d'une co-maîtrise d'ouvrage avec le SMSO désigné comme maître d'ouvrage unique du projet. L'EPAMSA (Etablissement public d'aménagement du Mantois Seine Aval) apporte son appui dans le cadre d'un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût du projet de passerelle est estimé à 19,9M€.

Conformément au rapport CR 2017-77, la participation régionale est plafonnée à 4M€ de dépenses subventionnables pour les ouvrages d'art participant à la résorption des coupures.

La Communauté urbaine ayant inscrit ce projet dans son schéma directeur cyclable approuvé le 12 juillet 2019 et dans son plan d'actions, le taux de subvention est porté à 50%.

Ainsi, la subvention régionale au titre du dispositif de droit commun est donc de 2M€, ce qui correspond au plafond subventionnable pour des opérations cyclables.

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% plafonnée à 300 000€ est attribuée à la présente opération, soit 300 000€ supplémentaire.

Ainsi, la subvention attribuée représente 2 300 000 € (2 000 000 + 300 000).

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY
- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	634 000,00	3,19%
Etudes (MOE, CSPS, contrôle technique, géomètre, etc)	3 842 000,00	19,31%
Travaux	15 424 000,00	77,51%
Total	19 900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	2 000 000,00	10,05%
Subvention État (attribuée)	3 726 375,00	18,73%
Subvention Département (attribuée)	7 333 680,00	36,85%
Subvention Région au titre du GP3 (attribuée)	202 500,00	1,02%
Subvention des communes	367 445,00	1,85%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	5 970 000,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	300 000,00	1,51%
Total	19 900 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052166 - VELO - SPLA CERGY PONTOISE AMENAGEMENT - PLAN TRIENNAL ANNEE 1 (95) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-20422-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	1 247 200,00 € HT	45,36 %	565 700,00 €
	Montant total de la subvention		565 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPLA CERGY PONTOISE CERGY PONTOISE AMENAGEMENT
Adresse administrative : RUE DE LA GARE
95000 CERGY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno TRANCART, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Société publique locale d'aménagement Cergy-Pontoise Aménagement (CPA) aménage des zones d'aménagement concerté (ZAC) pour le compte de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.
CPA a réalisé pour 4 ZAC un schéma stratégique complémentaire à celui de la communauté d'agglomération, ainsi qu'un plan triennal pour 2021, 2022 et 2023. Les actions de CPA s'articulent avec la stratégie cyclable de l'agglomération. L'objectif est de créer de nouveaux maillages pour les cycles afin de faciliter les liaisons domicile-gare, domicile- travail, ou entre zones d'activités.

Le présent dossier concerne la demande de subvention pour l'année 1 du plan d'actions des 4 ZAC : Linandes (Cergy), Bossut (Pontoise), Pièce d'Alçon (Menucourt), Liesse 2 (Saint-Ouen-l'Aumône).
CPA y prévoit la création de bandes cyclables, de pistes cyclables, de chaussée à voie centrale banalisée, de voies vertes, de stationnements, de station vélo en libre-service, de voies apaisées (zone 30 et de rencontre).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La SPLA Cergy-Pontoise Aménagement s'appuyant sur le document stratégique cyclable de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise qu'elle a complété, et s'étant engagée dans un plan d'actions sur trois ans, la Région apporte une subvention aux taux maximum prévus par son Plan vélo.

Ainsi, sont subventionnées à hauteur de 50% des dépenses subventionnables (plafond fixé à 550 €/m.l.) les opérations de complétion du maillage cyclable (bandes, pistes, voies vertes, chaussée à voie centrale banalisée...), dont le montant cumulé est estimé à 766 000 € HT pour environ 3,6 km de linéaire.
Certains aménagements dépassent le plafond des dépenses subventionnables. Les dépenses subventionnables s'élèvent ainsi à 681 200 € HT.
La subvention au titre de la complétion du maillage cyclable est donc de 340 600 € (50% x 681 200 €).

Sont subventionnées à hauteur de 30% des dépenses subventionnables (plafond fixé à 550 €/m.l.) les opérations d'apaisement de la circulation (aménagements en zone 30, doubles-sens cyclables, zones de rencontre), dont le montant cumulé est estimé à 375 100 € HT pour près de 2 km de linéaire.
Au regard des linéaires respectifs de ces opérations, les plafonds des dépenses subventionnables ne sont pas atteints.
La subvention au titre de l'apaisement de la circulation s'élève ainsi à 112 530 € (30% x 375 100 €).

Sont subventionnées à hauteur de 50% des dépenses subventionnables (plafond fixé à 1000 €/place pour le stationnement en arceau) les opérations au titre du stationnement cyclable, dont le montant cumulé est estimé à 29 680 € HT pour 78 arceaux (156 places).
Les plafonds des dépenses subventionnables ne sont pas atteints.
La subvention au titre du stationnement s'élève ainsi à 14 840 € (50% x 29 680 €).

Enfin, est subventionnée à hauteur de 50% (avec un plafond de dépenses subventionnables de 80 000 €) au titre des services, l'installation d'une station de vélos en libre-service VélO2, dont le montant est estimé à 4 800 € HT. Le plafond des dépenses subventionnables n'est pas atteint.
La subvention au titre des services s'élève donc à 2 400 € (50% x 4 800 €).

La ZAC des Bossut bénéficiant par ailleurs d'une subvention régionale au titre des NQU, il convient de plafonner la subvention. Cela correspond à une diminution de la subvention de 13 750 €.

La subvention régionale totale au titre du plan vélo pour l'année 1 s'élève ainsi à 456 620 € (340 600 + 112 530 + 14 840 + 2 400 - 13 750).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 109 080 € (10% x 1 090 800 €).

La subvention proposée s'élève donc au total à 565 700 € (456 620 + 109 080).

Localisation géographique :
- CERGY
- MENUCOURT
- PONTOISE
- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	113 400,00	9,09%
Travaux	1 133 800,00	90,91%
Total	1 247 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	456 620,00	36,61%
Subvention Région (attribuée dans le cadre des NQU)	99 000,00	7,94%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	582 500,00	46,70%
Prime citoyenne écologique régionale	109 080,00	8,75%
Total	1 247 200,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052298 - VELO - TOUS A VELO SUR LES HOPITAUX DU GHU APHP NORD - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204182-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	460 000,00 € HT	60,00 %	276 000,00 €
	Montant total de la subvention		276 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HOPITAL BICHAT CLAUDE BERNARD APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS
Adresse administrative	:	46 RUE HENRI HUCHARD 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Etablissement Public Hospitalier
Représentant	:	Monsieur LOUIS POTIER, Chargé de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2020 - 1 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place d'un écosystème vélo au sein des différents sites du groupe hospitalo-universitaire (GHU) APHP-Nord (qui réunit les hôpitaux suivants : hôpital Louis Mourier, hôpital Beaujon, hôpital Bichat Claude Bernard, hôpital Bretonneau, hôpital Lariboisière, hôpital Fernand Widal, hôpital Saint louis et hôpital universitaire Robert Debré).

Cet écosystème sera composé de :
- Offre de stationnement adapté et sécurisé : abris vélos sécurisés et fermés, abris ouverts avec arceaux, arceaux seuls,.... Le nombre de places disponibles sera adapté à la demande. Le stationnement sera prévu à la fois pour les professionnels (stationnement sécurisé avec accès contrôlé) mais aussi pour les usagers (patients, visiteurs, étudiants,...)
- Station de gonflage et de réparation
- Atelier de réparation et d'entretien sur site périodique.

Ce projet a pour objectif de proposer à l'ensemble des professionnels et des usagers du GHU APHP-Nord, des conditions les plus optimales possibles pour la pratique du vélo au quotidien afin d'en encourager sa pratique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles au plan vélo régional s'élèvent à 460 000 € HT.

Le plafond de dépenses subventionnables fixé par le dispositif de soutien aux projets cyclables n'est pas atteint par le projet à:
1000€ / place
2000€ / place pour le stationnement sécurisé (de types locaux collectifs ou box individuels)

Après application du taux de 50%, le montant de la subvention s'élève donc à 230 000€.

Une prime écologique de 10 % a été attribuée dans le cadre de la première édition du budget participatif et écologique régional, soit 46 000€.

La subvention proposée s'élève donc au total à 276 000 € (230 000+46 000).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'œuvre	30 000,00	6,52%
Etudes	10 000,00	2,17%
Travaux	420 000,00	91,30%
Total	460 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	230 000,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale	46 000,00	10,00%
Subventions attendues partenaire extérieur 2 (ALVEOLE)	100 000,00	21,74%
Fonds propres	84 000,00	18,26%
Total	460 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX052956 - VELO - TAVERNY - VOIE VERTE STADE JULES LADOUMEGUE (95) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	69 335,00 € HT	35,00 %	24 268,00 €
	Montant total de la subvention		24 268,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TAVERNY
Adresse administrative : 2 PLACE CHARLES DE GAULLE
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Florence PORTELLI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste à créer une voie verte d'une longueur de 200 m, le long du stade Jules Ladoumègue à Taverny.

Cette voie verte permettra une continuité cyclable en reliant des pistes existantes, d'une part dans le parc François Mitterrand et d'autre part dans la rue des écoles.

Le projet améliorera donc la desserte cyclable du quartier situé à proximité de la gare Montigny Beauchamp, et de ses équipements d'éducation et culturels.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Ville de Taverny ne possède pas de stratégie cyclable ni de plan triennal. Le taux de participation régionale au titre du plan vélo est donc de 25% pour les aménagements de complétion du maillage cyclable.

Le coût de réalisation de la voie verte est estimé à 69 335 € HT pour un linéaire de 200 m. Le plafond des dépenses subventionnables n'est pas atteint.

La subvention régionale au titre du plan vélo s'élève donc à 17 334 € (25% x 69 335).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 6 934 € (10% x 69 335 €).

La participation régionale s'élève donc au total à 24 268 € (17 334 + 6 934).

Localisation géographique :

- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	69 335,00	100,00%
Total	69 335,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	17 334,00	25,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	45 067,00	65,00%
Prime citoyenne écologique régionale	6 934,00	10,00%
Total	69 335,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20007120 - VELO - COMMUNE DE MASSY - PLAN TRIENNAL - ANNEE 3 (91) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	788 000,00 € HT	45,32 %	357 100,00 €
		Montant total de la subvention	357 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative : 1 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE
91300 MASSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Attribution d'une subvention pour la mise en œuvre de la troisième année du plan d'actions triennal.

Dates prévisionnelles : 18 octobre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Massy a élaboré en 2018 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'actions triennal. La présente demande de subvention porte sur la troisième et dernière année de ce plan d'actions et concerne les opérations suivantes :

* Traitement des discontinuités cyclables :
- création d'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 2,50 m de large dans le prolongement des aménagements existants, sur environ 100 mètres linéaires.
- poursuite de l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 2,50 m de large sur l'avenue Carnot, lot 23, face au pôle gare de Massy-Palaiseau, sur environ 40 mètres linéaires.
- réalisation d'une étude de faisabilité pour traiter le passage sous le pont SNCF de la rue de la Division Leclerc permettant de relier la place Mandela et la rue de la Division Leclerc.
- aménagement de 20 rues en double-sens cyclable.

* Création de voies vertes :
- création d'une voie verte allée Anita Conti sur un linéaire d'environ 120 mètres.
- création d'une voie verte Chemin du Trou de l'Hôtel sur un linéaire d'environ 120 mètres.

* Généralisation de zones de circulation apaisée :
- Mise en zone 30 du quartier "Atlantis"
- Mise en zone 30 du quartier "Vilmorin - Graviers"

* Poursuite du déploiement du jalonnement cyclable sur la commune :
Pour 2020, il est prévu :
- des panneaux de signalisation directionnelle cyclable des rues Nicolas Appert - Périgord, Parc Georges Brassens entre l'allée du Marathon et l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, entre la rue Georges Mandel et la voie de la Vallée de la Bièvre.
- poursuite du déploiement des panneaux "Cédez-le-passage cyclistes au feu".

* Poursuite du déploiement du stationnement cyclable sur la commune.
Pour 2020, il est prévu l'implantation de 70 arceaux vélo et 5 abris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La commune de Massy ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Les dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable intègrent les aménagements, permettant de mettre en place des itinéraires de desserte des gares et les principaux grands équipements générateurs de flux, et sont subventionnées à hauteur de 50% dans la limite du plafond de dépense subventionnable fixé à 550 € / ml.

- piste cyclable avenue Carnot : le montant des travaux est estimé à 10 620 € HT.
Au regard du linéaire prévu de 40 ml environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 22 000 € HT.
Le montant de la subvention est donc de 5 310 € (50% x 10 620 €).

- piste cyclable avenue Raymond Aron : le montant des travaux est estimé à 188 900 € HT.
Au regard du linéaire prévu de 100 ml environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 55 000 € HT.
Le montant de la subvention est donc de 27 500 € (50% x 55 000 €).

- voie verte Chemin du Trou de l'Hôtel : le montant des travaux est estimé à 10 510 € HT.
Au regard du linéaire prévu de 120 ml environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 66 000 € HT.
Le montant de la subvention est donc de 5 255 € (50% x 10 510 €)

Les dépenses subventionnables au titre des études préalables de faisabilité sont subventionnées à hauteur de 50 % dans la limite du plafond de dépense subventionnable fixé à 50 000 € HT.

- Etude de faisabilité sous le pont SNCF rue de la Division Leclerc : le montant de l'étude est estimé à 200 000 € HT.
Le plafond des dépenses subventionnables étant de 50 000 € HT, le montant de la subvention est de 25 000 € (50 % x 50 000 €).

Les dépenses subventionnables au titre de l'apaisement de la circulation, les aménagements de zone 30 et de double-sens cyclable, sont subventionnées à hauteur de 30 % dans la limite du plafond de dépense subventionnable fixé à 550 € / ml. Les aménagements proposés n'atteignent pas ce plafond de dépense subventionnable.

- Mise en zone 30 "Atlantis"
- Mise en zone 30 "Vilmorin - Graviers"
- Voie verte allée Anita Conti
- Aménagement de 20 rues en double-sens-cyclable

Le montant des travaux pour ces aménagements étant estimé à 578 350 € HT, le montant de la participation régionale est de 173 505 €.

La poursuite du déploiement du stationnement cyclable est subventionnée à 50% des dépenses subventionnables dans la limite du plafond de dépense subventionnable fixé à 1000 € / place.

- 75 places (70 arceaux vélos + 5 abris) : le montant des travaux est estimé à 59 500 € HT.
Le plafond des dépenses subventionnables est de 75 000 € HT.
Le montant de la subvention est donc de 29 750 € (50% x 59 500 €).

La poursuite du déploiement du jalonnement cyclable est également subventionnée à 50 % des dépenses subventionnables. Le plafond applicable de 50 € / ml n'est pas atteint.
Le coût des travaux étant estimé à 23 960 € HT, le montant de la participation régionale est de 11 980 €.

Au total, le montant de la subvention s'élève à 5 310 € + 27 500 € + 5 255 € + 25 000 € + 173 505 € + 29 750 € + 11 980 € = 278 300 €.

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 78 800 €.

Ainsi, la présente subvention s'élève à 357 100 € (278 300 € + 78 800 €).

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	788 000,00	100,00%
Total	788 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions Région Île-de-France (sollicitée)	278 300,00	35,32%
Prime citoyenne écologique régionale	78 800,00	10,00%
Subventions attendues partenaire extérieur (CD91)	157 600,00	20,00%
Fonds propres restant à la charge du maître d'ouvrage	273 300,00	34,68%
Total	788 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20010341 - VELO - CD95 - ETUDE COMPLEMENTAIRE AU SCHEMA CYCLABLE (95) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	100 000,00 € HT	30,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : AVENUE RICHARD DE TOUR
95310 SAINT OUEN L'AUMONE
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 septembre 2020 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
Le conseil départemental a adopté le Plan vélo du Val d'Oise le 20 décembre 2019.
Ce plan s'articule autour de 4 objectifs :
- Mailler le département du Val d'Oise d'itinéraires cyclables ;
- Développer des services à destination des cyclistes (stationnement…) ;
- Développer la pratique du vélo des agents du Département ;
- Promouvoir l'usage du vélo comme moyen de transport du quotidien.

Le Plan vélo identifie des liaisons à réaliser entre les pôles d'enjeux majeurs du département et des territoires limitrophes (ex. : La Défense…) pour assurer un maillage optimal entre les territoires.

Le programme d'actions sous maîtrise d'ouvrage du Département (approuvé par l'Assemblée départemental du 29 mai 2020) prévoit l'engagement d'une étude de définition sur ces liaisons, afin de préciser leurs tracés.

L'objectif de l'étude est de confirmer l'opportunité de ces itinéraires et de définir les tracés et aménagements réalisables.

L'étude prendra en compte les itinéraires existants ainsi que les projets (du Département et des territoires)

pour garantir la meilleure connexion au réseau cyclable.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Pour la réalisation de son étude complémentaire au schéma stratégique cyclable, la Région subventionne le Département du Val d'Oise, dans le cadre du plan vélo régional, à hauteur de 50% de la dépense subventionnable.
Le département du Val d'Oise estime le coût des études à 100 000 € HT, au-dessus du plafond de la dépense subventionnable fixé à 50 000 € HT.

Le montant de la subvention au titre du plan vélo est de donc de 25 000 € (50% x 50 000 €).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 5 000 € (10% x 50 000 €).

Le montant de la participation régionale s'élève donc à 30 000 € (25 000 + 5 000).

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et recherches	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	25,00%
Fonds propres	70 000,00	70,00%
Prime citoyenne écologique régionale	5 000,00	5,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20010457 - VELO - CD 93 - PLAN TRIENNAL 3EME ANNEE - RD20 A BAGNOLET (93) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	779 600,00 € HT	30,90 %	240 900,00 €
	Montant total de la subvention		240 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative	:	ESPLANADE JEAN-MOULIN 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2021 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Département de la Seine Saint-Denis s'est doté d'un schéma stratégique de développement du vélo visant à rendre cyclable la totalité des voiries départementales en 2024, et d'un plan triennal d'actions, conformément aux dispositions du plan vélo régional. L'aménagement de la RD20 à Bagnolet fait partie des opérations prévues en 3ème année de ce plan d'investissement. Elle vise à établir une continuité cyclable tout le long de la RD20 sur les communes de Montreuil, de Bagnolet et des Lilas sur un axe intéressant pour les liaisons nord-sud à vélo, à l'échelle d'Est Ensemble.
Sur la commune de Bagnolet, cette opération permettra l'amélioration de la desserte à pied et à vélo du quartier du Clos Français, de la Noue et des Malassis qui sont situés à l'écart des réseaux structurants de transports en commun lourds.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département de la Seine Saint-Denis s'étant doté d'un schéma stratégique cyclable et d'un plan d'action triennal, l'opération présentée est éligible aux taux maximaux prévus par le plan vélo régional.
Le coût total de l'opération s'élève à 779 600 € HT, pour l'aménagement de deux pistes cyclables latérales sur un linéaire de 365m, soit 1 068 €/ml. Le plafond des dépenses subventionnables étant de

550€/ml, les dépenses subventionnables sont donc de 401 500€ (365 mètres x 2 x 550€/mètre).
La subvention régionale au titre du dispositif de droit commun s'élève donc à 401 500 x 50% = 200 750 euros.

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 40 150 €.
Ainsi, la présente subvention s'élève à 240 900 € (200 750 + 40 150).

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	779 600,00	100,00%
Total	779 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	200 750,00	25,75%
Etat - AFITF - AAP Continuités cyclables	155 920,00	20,00%
Fonds propres	382 780,00	49,10%
Prime citoyenne écologique régionale	40 150,00	5,15%
Total	779 600,00	100,00%

DOSSIER N° 20012187 - VELO - CA GRAND PARIS SUD - ITINÉRAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD82 À CESSON - ANNÉE 2 (77) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	440 000,00 € HT	60,00 %	264 000,00 €
	Montant total de la subvention		264 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2020 - 31 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La CA Grand Paris Sud a réalisé un schéma stratégique de développement de la pratique cyclable sur son territoire, avec un plan d'action opérationnel sur trois ans.

La présente demande de subvention porte sur une opération incluse dans la deuxième année du plan d'action :

La CA aménagera une voie verte le long de la RD82 à Cesson, entre la voie verte existante à l'intersection entre la Rue de Melun et la Route de Mormant, et la piste cyclable existante à l'entrée de Saint-Leu. Elle sera implantée sur la rive nord de la RD82.
La voie verte aura une largeur de 3 m et un revêtement en enrobé, sauf en traversée de la parcelle boisée ou sa largeur sera réduite à 2,50 m et où un revêtement en béton désactivé sera appliqué.

Détail du calcul de la subvention :
La communauté d'agglomération Grand Paris Sud ayant réalisé un schéma stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximum prévus par son plan vélo.

Le projet de voie verte est ainsi financé à un taux de financement de 50%, au titre de la complétion du maillage cyclable, dans la limite du plafond de dépenses subventionnables fixé à 550 € / ml.

Le coût de l'aménagement est estimé à 835 970 € HT. Considérant la longueur de la voie verte de 800 ml, le plafond de dépenses subventionnables est de 440 000 €.
Le montant de la subvention au titre du dispositif de droit commun est donc de 220 000 € (440 000 € X 50%).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 44 000 €.

Ainsi, la présente subvention s'élève à 264 000 € (220 000 + 44 000).

Localisation géographique :

- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	835 970,00	100,00%
Total	835 970,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France (sollicitée)	220 000,00	26,32%
État (subvention obtenue)	163 336,00	19,54%
CA Grand Paris Sud (fonds propres)	408 634,00	48,88%
Prime citoyenne écologique régionale	44 000,00	5,26%
Total	835 970,00	100,00%

DOSSIER N° 20012355 - VELO - EPT GOSB - VOIE VERTE AQUEDUC DE LA VANNE - SAVIGNY-SUR-ORGE (91) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	1 760 000,00 € HT	49,50 %	871 200,00 €
	Montant total de la subvention		871 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Attribution d'une subvention pour la création d'une voie verte et d'une voie cyclable sur l'axe nord/Sud de l'Aqueduc de la Vanne à Savigny-sur-Orge.

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EPT Grand Orly Seine Bièvre a élaboré en 2020 un schéma stratégique cyclable sur la commune de Savigny-sur-Orge, intégrant les volets infrastructure, stationnement et promotion du vélo, traduits dans un plan d'actions triennal.

La présente demande de subvention porte sur l'aménagement d'une voie verte et voie cyclable sur un linéaire de 2 640 ml environ sur l'axe nord / sud de l'Aqueduc de la Vanne à Savigny-sur-Orge.

La commune de Savigny-sur-Orge et l'EPT Grand Orly Seine Bièvre ont établi un partenariat avec Eau de Paris afin d'occuper une partie de l'emprise des aqueducs de la Vanne et du Loing pour réaliser des promenades destinées aux piétons et aux cyclistes.

Le projet est décomposé comme suit :

- section 1 = création d'une voie verte d'une largeur de 3,50 m entre le boulevard des Belges et la rue des Palombes sur environ 1 220 ml

- section 2 = création d'une piste bidirectionnelle sur chaussée d'une largeur de 3,00 m rue de Champagne entre la rue des Pervenches et le boulevard Aristide Briand sur environ 540 ml

- section 3 = création d'une voie verte d'une largeur de 3,50 m rue de Champagne entre le boulevard Aristide Briand et la rue de la Montagne Pavée sur environ 575 ml

- section 4 = création d'une voie verte d'une largeur de 3,50 m sur le tracé de l'Aqueduc de la Vanne entre la rue de la Montagne Pavée et l'avenue des Belles Fontaines sur environ 305 ml

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

L'EPT Grand Orly Seine Bièvre ayant réalisé un document stratégique cyclable sur la commune de Savigny-sur-Orge et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention au taux maximal prévu par son plan vélo.

Ainsi les travaux d'aménagements de voies vertes, bandes cyclables, chaussée à voie centrale banalisée sont subventionnés à hauteur de 50% des dépenses subventionnables au titre de la complétion du maillage cyclable.

SECTION 1 // boulevard des Belges - rue des Palombes
Le montant des travaux est estimé à 800 000 € HT. Au regard du linéaire prévu de 1 220 ml environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 671 000 € HT.
Le montant de la subvention est donc de 335 500 € (50% x 671 000 €).

SECTION 2 // rue de Champagne entre rue des Pervenches et boulevard Aristide Briand
Le montant des travaux est estimé à 320 000 € HT. Au regard du linéaire prévu de 540 ml environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 297 000 € HT.
Le montant de la subvention est donc de 148 500 € (50% x 297 000 €).

SECTION 3 // rue de Champagne entre boulevard Aristide Briand et rue de la Montagne Pavée
Le montant des travaux est estimé à 380 000 € HT. Au regard du linéaire prévu de 575 ml environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 316 250 € HT.
Le montant de la subvention est donc de 158 125 € (50% x 316 250 €).

SECTION 4 // Aqueduc de la Vanne entre rue de la Montagne Pavée et avenue des Belles Fontaines sur environ 305 ml
Le montant des travaux est estimé à 260 000 € HT. Au regard du linéaire prévu de 305 ml environ, le plafond des dépenses subventionnables est de 167 750 € HT.
Le montant de la subvention est donc de 83 875 € (50% x 167 750 €).

Le montant de la subvention régionale est donc de 726 000 € (335 500 € + 148 500 € + 158 125 € + 83 875 €).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 145 200 €.

Ainsi, la présente subvention s'élève à 871 200 € (726 000 € + 145 200 €).

Localisation géographique :

- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
BD DES BELGES / RUE DES PALOMBES	800 000,00	45,45%
RUE DE CHAMPAGNE ENTRE RUE DES PERVENCHES ET BD ARISTIDE BRIAND	320 000,00	18,18%
RUE DE CHAMPAGNE ENTRE RUE ARISTIDE BRIAND ET RUE DE LA MONTAGNE PAVEE	380 000,00	21,59%
AQUEDUC DE LA VANNE ENTRE RUE MONTAGNE PAVEE ET BD DE L'ORGE	260 000,00	14,77%
Total	1 760 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (sollicitée)	726 000,00	41,25%
PRIME CITOYENNE ECOLOGIQUE REGIONALE	145 200,00	8,25%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (sollicitée)	360 800,00	20,50%
FONDS PROPRES	528 000,00	30,00%
Total	1 760 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20012668 - VELO - CD95 - PLAN TRIENNAL ANNEE 1 PHASE 2 - VOIE VERTE RD10 BOUQUEVAL/VILLIERS-LE-BEL (95) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	1 249 700,00 € HT	26,41 %	330 000,00 €
	Montant total de la subvention		330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
Le département du Val d'Oise a voté son plan vélo le 20 décembre 2019.
Son objectif est notamment de développer l'usage quotidien du vélo. Pour son élaboration, le Département a mené une concertation avec les collectivités et les associations d'usagers.
Ce plan vélo fait l'objet d'une programmation pluriannuelle, et la présente subvention porte sur une opération de la deuxième phase de la première année.

L'opération consiste à aménager une voie verte d'environ 3 m de large à Bouqueval et Villiers le Bel, le long de la RD10, entre l'intersection avec la Route de Bouqueval au nord, et la RD970 au sud.
Pour favoriser les déplacements utilitaires, un revêtement en enrobé sera appliqué (sauf en cas de contrainte environnementale ou paysagère non identifiée à ce jour).

A l'approche de l'intersection entre la RD10 et la route de Bouqueval, une traversée cyclable sera matérialisée afin de faire la jonction avec les deux pistes cyclables unidirectionnelles existantes qui débouchent sur le giratoire.

Cet aménagement permettra de relier les zones d'activités économiques Maréchal Juin, Patte d'Oie et Grande Couture à Gonesse, en se connectant avec l'aménagement cyclable existant le long de la RD970.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département du Val d'Oise a réalisé un schéma stratégique de développement de la pratique cyclable, décliné en programmation pluriannuelle.
Le projet de la présente subvention étant une opération de complétion du maillage cyclable, il bénéficie, au titre du plan vélo régional, d'un taux de financement maximum de 50% des dépenses éligibles.

Le coût du projet est estimé à 1 249 700 € HT pour 1000 ml, soit un coût supérieur au plafond de la dépense subventionnable qui est de 550 000 € HT (550 € x 1000 ml).

La participation régionale au titre du plan vélo s'élève à donc à 275 000 € (50% x 550 000 €).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 55 000 € (10% x 550 000 €).

La subvention totale pour ce projet s'élève donc à 330 000 € (275 000 + 55 000).

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL
- BOUQUEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 249 700,00	100,00%
Total	1 249 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région - Plan Vélo (sollicitée)	275 000,00	22,01%
Prime citoyenne écologique régionale (sollicitée)	55 000,00	4,40%
Fonds propres	919 700,00	73,59%
Total	1 249 700,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20012669 - VELO - CD95 - PLAN TRIENNAL ANNEE 1 PHASE 2 - VOIE VERTE PARMAIN (95) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	250 000,00 € HT	26,40 %	66 000,00 €
	Montant total de la subvention		66 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
Le département du Val d'Oise a voté son plan vélo le 20 décembre 2019.
Son objectif est notamment de développer l'usage quotidien du vélo. Pour son élaboration, le Département a mené une concertation avec les collectivités et les associations d'usagers.

Ce plan vélo fait l'objet d'une programmation pluriannuelle, et la présente subvention porte sur une opération de la deuxième phase de la première année.

L'opération consiste à aménager une voie verte d'environ 4,5 m de large à Parmain le long de la voie ferrée, entre la Rue du Val d'Oise au sud et la voie verte existante le long de l'Allée des Peupliers.

Ce projet constitue le dernier tronçon manquant pour créer une continuité cyclable entre la gare Valmondois au sud, et celle de L'Isle-Adam - Parmain au nord.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département du Val d'Oise a réalisé un schéma stratégique de développement de la pratique cyclable, décliné en programmation pluriannuelle.
Le projet de la présente subvention étant une opération de complétion du maillage cyclable, il bénéficie, au titre du plan vélo régional, d'un taux de financement maximum de 50% des dépenses éligibles.

Le coût du projet est estimé à 250 000 € HT pour 200 ml, soit un coût supérieur au plafond de la dépense subventionnable (550 € x 200 ml = 110 000 €).

La participation régionale au titre du plan vélo s'élève à donc à 55 000 € (50% x 110 000 €).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 11 000 € (10% x 110 000 €).

La subvention totale pour ce projet s'élève donc à 66 000 € (55 000 + 11 000).

Localisation géographique :
- PARMAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région - Plan Vélo (sollicitée)	55 000,00	22,00%
Prime citoyenne écologique régionale (sollicitée)	11 000,00	4,40%
Fonds propres	184 000,00	73,60%
Total	250 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20012670 - VELO - CD95 - PLAN TRIENNAL ANNEE 1 PHASE 2 - PISTES CYCLABLES RD144 ANDILLY/SOISY-SOUS-MONTMORENCY (95) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	250 000,00 € HT	60,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le département du Val d'Oise a voté son plan vélo le 20 décembre 2019.
Son objectif est notamment de développer l'usage quotidien du vélo. Pour son élaboration, le Département a mené une concertation avec les collectivités et les associations d'usagers.

Ce plan vélo fait l'objet d'une programmation pluriannuelle, et la présente subvention porte sur une opération de la deuxième phase de la première année.

L'opération consiste à aménager deux pistes cyclables unidirectionnelles d'1,5 m de large environ le long de la RD144 à Soisy-sous-Montmorency, entre l'intersection de la RD144 avec la RD109P et avec l'avenue des Cures.

Ce projet permet de desservir la zone industrielle des Cures.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département du Val d'Oise a réalisé un schéma stratégique de développement de la pratique cyclable, décliné en programmation pluriannuelle.
Le projet de la présente subvention étant une opération de complétion du maillage cyclable, il bénéficie, au titre du plan vélo régional, d'un taux de financement maximum de 50% des dépenses éligibles.

Le coût du projet est estimé à 250 000 € HT pour 600 ml. Le plafond de dépense subventionnable (550 € /ml) n'est pas atteint.

La participation régionale au titre du plan vélo s'élève à donc à 125 000 € (50% x 250 000 €).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 25 000 € (10% x 250 000 €).

La subvention totale pour ce projet s'élève donc à 150 000 € (125 000 + 25 000).

Localisation géographique :
- ANDILLY
- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région - Plan Vélo (sollicitée)	125 000,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale (sollicitée)	25 000,00	10,00%
Fonds propres	100 000,00	40,00%
Total	250 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20012671 - VELO - CD95 - PLAN TRIENNAL ANNEE 1 PHASE 2 - PISTE CYCLABLE RD14 PIERRELAYE/SAINT-OUEN-L'AUMONE (95) - LAUREAT DU BPE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	501 498,00 € HT	42,77 %	214 500,00 €
	Montant total de la subvention		214 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le département du Val d'Oise a voté son plan vélo le 20 décembre 2019.
Son objectif est notamment de développer l'usage quotidien du vélo. Pour son élaboration, le Département a mené une concertation avec les collectivités et les associations d'usagers.

Ce plan vélo fait l'objet d'une programmation pluriannuelle, et la présente subvention porte sur une opération de la deuxième phase de la première année.

L'opération consiste à aménager une piste cyclable unilatérale bidirectionnelle en bordure de la RD14 entre Pierrelaye et Saint-Ouen-L'Aumône (entre la sortie de Pierrelaye et la ZAC Liesse II à Saint-Ouen-L'Aumône : 900 logements et 126 000 m² d'activités prévus).

Côté Pierrelaye, le projet se raccordera à une piste bidirectionnelle existante.
Côté Saint-Ouen-l'Aumône, le projet débouchera sur une section de la RD14 qui sera prochainement fermée à la circulation routière. En effet, dans le cadre de la ZAC Liesse II portée par la CA Cergy-Pontoise, de nouvelles voiries seront créées d'ici fin 2020 qui permettront une désaffection de ce tronçon RD14.
Le Département, en collaboration avec la CACP, s'engage à réaliser, en provisoire si nécessaire, un marquage "piste cyclable" sur cette voie désaffectée en attendant la fin des travaux de la ZAC.

Avec les continuités créées, le projet proposé à la subvention permet donc de relier la zone urbaine de Pierrelaye à la gare de Saint-Ouen-l'Aumône (RER C – Transilien H).

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département du Val d'Oise a réalisé un schéma stratégique de développement de la pratique cyclable, décliné en programmation pluriannuelle.
Le projet de la présente subvention étant une opération de complétion du maillage cyclable, il bénéficie, au titre du plan vélo régional, d'un taux de financement maximum de 50% des dépenses éligibles.

Le coût du projet est estimé à 501 500 € HT pour 650 ml, soit un coût supérieur au plafond de la dépense subventionnable qui est de 357 500 € HT (550 € x 650 ml).

La participation régionale au titre du plan vélo s'élève à donc à 178 750 € (50% x 357 500 €).

En complément, le projet étant lauréat du Budget Participatif et Environnemental - session n°1, la prime écologique de 10% est attribuée à la présente opération, soit 35 750 € (10% x 357 500 €).

La subvention totale pour ce projet s'élève donc à 214 500 € (178 750 + 35 750).

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-L'AUMONE
- PIERRELAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	501 498,00	100,00%
Total	501 498,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région - Plan Vélo (sollicitée)	178 750,00	35,64%
Prime citoyenne écologique régionale (sollicitée)	35 750,00	7,13%
Fonds propres	286 998,00	57,23%
Total	501 498,00	100,00%

DOSSIER N° EX049327 - SOUTIEN AUX PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE ET PERIURBAINE - COMMUNE DE MOUSSY LE NEUF – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-93-204141-193004-1700
Action : 19300407- Agriculture urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	109 913,20 € HT	50,04 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOUSSY LE NEUF
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
77230 MOUSSY LE NEUF
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard RIGAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération.

Description :
La commune de Moussy-le-Neuf est située au nord du département de Seine-et-Marne, à 30 km de Paris et 5 km de l'aéroport de Roissy-CDG. Elle fait partie de la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France. Bénéficiant d'une réserve foncière, la commune décide d'installer un maraîcher bio sur ses terres (4ha) et plus tard une zone de verger bio (5ha) qui sera gérée par une association d'insertion. Depuis le printemps 2019, les 4 ha sont mis à disposition d'un maraîcher bio, l'entreprise Chatelain Maraichage, ce sont ainsi 25% des besoins de la restauration scolaire en fruits et légumes qui ont été satisfaits grâce à la production maraîchère du village. Afin de compléter l'offre de légumes, la commune a acquis 5 ha supplémentaire de terres afin d'implanter un verger biologique et des jardins pédagogiques.

Seront produites sur le verger, en collaboration avec des pépiniéristes et des associations, des variétés anciennes propres à la Région ainsi que des variétés locales connues pour leurs caractéristiques plus productives. Un partenariat avec les associations Croqueurs de Pommes d'Ile-de-France et Agrof'Ile est en cours de signature. La commune a enfin pour projet d'investir dans la réalisation d'un équipement structurant type « halle maraîchère ».

La commune s'est d'autre part investie dans un projet européen INTERREG-IMAGINE « Inclusive Agriculture Incubator in North-west Europe » soutenant la formation aux métiers du maraîchage

biologique des jeunes (18-34 ans) en difficulté et sans emploi.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon les modalités suivantes :
- taux maximum de participation régionale : 50% ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50.000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5.000 €.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- MOUSSY-LE-NEUF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles	1 248,00	1,14%
Implantation de haies	17 500,00	15,92%
Clotures	32 000,00	29,11%
Plants pour verger	59 165,20	53,83%
Total	109 913,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	45,49%
Autofinancement	54 913,20	49,96%
Prime citoyenne écologique régionale	5 000,00	4,55%
Total	109 913,20	100,00%

DOSSIER N° EX049329 - SOUTIEN AUX PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE ET PERIURBAINE - COMMUNES DE BIÈVRES – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-93-204141-193004-1700
Action : 19300407- Agriculture urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	27 984,00 € TTC	55,00 %	15 391,20 €
		Montant total de la subvention	15 391,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BIEVRES
Adresse administrative	:	PLACE DE LA MAIRIE 91570 BIEVRES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame ANNE PELLETIER-LE BARBIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération

Description :
Le projet d'implantation d'un exploitant en agriculture périurbaine biologique et d'un apiculteur s'est développé à Bièvres en réponse à la demande de ses habitants pour des produits alimentaires biologiques en circuit court.

Le présent projet consiste en la remise en état de la parcelle en voie d'enfrichement afin d'y installer un maraîcher à même de fournir les établissements scolaires de la ville et une amap. Dans ce sens, la ville fait appel à une entreprise d'écopaturage afin de supprimer la présence de ronces et d'espèces végétales ligneuses, d'enrichir le sol mais également de réaliser des ateliers pédagogiques qui permettront de faire parler du projet avant son installation et de créer une émulation autour de celui-ci. Le futur porteur de projet sera ainsi convenablement accueilli.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :
- taux maximum de participation régionale : 50% ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50.000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5.000 €.
Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Materiel nécessaire à l'installation des animaux et entretien de la parcelle	27 984,00	100,00%
Total	27 984,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 992,00	50,00%
Autofinancement	12 592,80	45,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 399,20	5,00%
Total	27 984,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX049344 - SOUTIEN AUX PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE ET PERIURBAINE - VENI VERDI – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-1700
Action : 19300407- Agriculture urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	68 860,00 € TTC	55,00 %	37 873,00 €
	Montant total de la subvention		37 873,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VENI VERDI
Adresse administrative : 18 RUE RAMUS
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FLORIAN HEDON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement des projets d'agriculture urbaine de Veni Verdi

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération.

Description :
Veni Verdi développe des projets d'agriculture urbaine au plus proche de tous, se spécialisant particulièrement dans les établissements scolaires. A ce titre, les différents sites de l'association constituent des supports de production et d'apprentissage à ciel ouvert accueillant enfants, adolescents, étudiants, chercheurs, habitants et entreprises pour les sensibiliser aux problématiques environnementales, agricoles et alimentaires.
L'association Veni Verdi propose un dossier pour 4 de ses 9 sites parisiens : espace sportif Pailleron 75019, college Pierre Mendes France 75020, collège Germaine Tillon 75012, conservatoire Georges Bizet 75020 .

L'association concentre son activité autour de 3 pôles :
- la production, vendue aux partenaires de l'association : agents des établissements hôtes des jardins, vente hebdomadaire au public dans un café de quartier, vente à des épiceries/restaurants de quartier ;
- l'animation et la pédagogie ;
- la formation (auprès de publics professionels demandeurs d'emploi, ou citoyens souhaitant découvrir l'agriculture).

Sur tous ces sites, l'association emploie au total 13 salariés et 4 services civiques.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention est calculée selon les modalités suivantes :
- taux maximum de participation régionale : 50% ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50.000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5.000 €.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneau d'accueil	3 800,00	5,52%
Substrat	9 774,00	14,19%
Oyas d'irrigation	2 985,00	4,33%
Equipements extérieurs	8 900,00	12,92%
Construction d'un escalier	8 820,00	12,81%
Planches de bois	33 172,00	48,17%
Impressions	337,00	0,49%
Assises extérieures	1 072,00	1,56%
Total	68 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région île-de-France	34 430,00	50,00%
Autofinancement	30 987,00	45,00%
Prime citoyenne écologique régionale	3 443,00	5,00%
Total	68 860,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise
SA.50388 (2018/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 26 février 2018 (réf. C(2018) 1286 final), relatif à : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX049345 - SOUTIEN AUX PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE ET PERIURBAINE - LA SAUGE (SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE URBAINE GÉNÉREUSE ET ENGAGÉE) – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-1700
Action : 19300407- Agriculture urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	92 409,00 € TTC	55,00 %	50 824,95 €
		Montant total de la subvention	50 824,95 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA SOCIETE D'AGRICULTURE URBAINE GENEREUSE ET ENGAGEE LA SAUGE
Adresse administrative : 20 RUE EDOUARD PAILLERON 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HELENE BINET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Description :
Le projet Terre Terre, situé sur une friche à Aubervilliers, a pour objectif de recréer des espaces de biodiversité en développant à la fois des techniques de culture respectueuses de l'environnement, mais également en recréant des espaces présents à l'état naturel. Le projet développera 3 volets d'action, un volet productif respectant les principes de l'agroécologie, un volet pédagogique et éducatif dont le but est de reconnecter les habitants à la nature via des activités de jardinage et un programme "De la graine à l'assiette" dédié aux enfants du territoire ainsi qu'un volet récréatif d'accueil des habitants du quartier et des alentours pour des activités diverses (création d'une pizzeria et concerts par exemple).

L'espace agricole de la friche de 3132m² sera distribué comme suit : une serre maraîchère en pleine terre (salade mesclun, tomates et concombres pour le restaurant), un démonstrateur dédié à la démonstration des différentes techniques de culture en milieu urbain : spiruline, robot maraîchers, bottes de pailles, hydroponie, aquaponie… une forêt comestible dédiée à la production de fruitiers, aromates, houblon, petits fruits, vigne.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon les modalités suivantes :
- taux maximum de participation régionale : 50% ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50.000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5.000 €.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Micro Serre	29 223,00	31,62%
Etude paysagère et topographique	10 680,00	11,56%
Etude réseau d'eau	8 194,00	8,87%
Etude architecturale	13 100,00	14,18%
Conception et aménagement de l'espace de vie	18 240,00	19,74%
Achat container	2 568,00	2,78%
Paille	924,00	1,00%
Terreau	3 528,00	3,82%
Tables de culture	5 952,00	6,44%
Total	92 409,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	46 204,50	50,00%
Autofinancement	41 584,05	45,00%
Prime citoyenne écologique régionale	4 620,45	5,00%
Total	92 409,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise
SA.50388 (2018/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 26 février 2018 (réf. C(2018) 1286 final), relatif à : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX049346 - SOUTIEN AUX PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE ET PERIURBAINE - ELLSA ENSEMBLE UN LIEU POUR DES LIENS SOLIDAIRES A ACHERES – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-1700
Action : 19300407- Agriculture urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	25 800,00 € HT	55,00 %	14 190,00 €
	Montant total de la subvention		14 190,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ELLSA ENSEMBLE UN LIEU POUR DES LIENS SOLIDAIRES A ACHERES
Adresse administrative	: 3 AV DU GENERAL DE GAULLE 78260 ACHERES
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame MARTINE DELTOUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération.

Description :
Le site du projet Intégraterre se situe entre la forêt de Saint-Germain-en-Laye et la Seine, à Achères, sur une friche de 7,7 Ha. Le projet consiste en la revalorisation de la friche par un ensemble d'activités en lien avec le quartier dans lequel il est implanté. Le projet suit généralement les principes de la permaculture et de l'économie circulaire. Intégraterre souhaite aborder conjointement les enjeux de solidarité, d'environnement et d'activité économique du territoire sur lequel il est situé.

Le projet est orienté selon 4 pôles d'activités :
- une unité de tri collective de quartier (compostage) ;
- une ferme urbaine avec production maraichère (agroforesterie et permaculture) ;
- une unité de transformation et de vente ;
- un espace de formation et d'expérimentation autour de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Il existe des pollutions plus ou moins importantes sur la parcelle localisées en différentes zones. Il existe toutefois une surface non polluée sur le site qui est actuellement cultivée. L'association s'engage par ailleurs à cultiver en hors-sol sur toutes les surfaces identifiées comme polluées. L'association ELLSA est

accompagnée pour gérer cette contrainte par le bureau d'étude Exp'Au d'AgroParisTech, partenaire du projet de recherche de l'INRAE REFUGE, spécialisé sur la maitrise des risques liés à la pollution des terres agricoles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon les modalités suivantes :
- taux maximum de participation régionale : 50% ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50.000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5.000 € ;

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- ACHERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel de culture	25 800,00	100,00%
Total	25 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 900,00	50,00%
Autofinancement	11 610,00	45,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 290,00	5,00%
Total	25 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.50388 (2018/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 26 février 2018 (réf. C(2018) 1286 final), relatif à : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire

DOSSIER N° EX049347 - SOUTIEN AUX PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE ET PERIURBAINE-RÉGIE DE QUARTIER SAINT BLAISE CHARONNE – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-1700
Action : 19300407- Agriculture urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	24 900,00 € TTC	55,00 %	13 695,00 €
	Montant total de la subvention		13 695,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE DE QUARTIER SAINT BLAISE CHARONNE
Adresse administrative : 88 RUE DE LA REUNION
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DANIELLA GHACHAM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération.

Description :
Afin de répondre aux problèmes d'incivilités, à une sous-utilisation des espaces extérieurs et des parkings et à un manque d'appropriation de leur espace de la part des locataires, CDC Habitat s'est réuni avec la Régie de Quartier Saint-Blaise Charonne et l'entreprise Upcycle pour proposer un projet innovant.

Dans le parking d'une résidence, une ferme cavernicole de production de pleurotes ainsi qu'une production d'endives et de micro-pousses comprendra :
- un composteur électro-mécanique², dans la cour intérieure de la résidence permettant de collecter de 500kg à 1t de bio déchets/semaine ;
- 5 bacs potagers autonomes avec pompe solaire et une mini serre hivernale intégrant un lombricomposteur qui serviront d'outils de sensibilisation ;
- un programme d'animation pour sensibiliser les locataires et les habitants aux enjeux du Développement Durable autour de sujets allant de la réduction des déchets, la consommation locale jusqu'à la protection de la biodiversité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon les modalités suivantes :
- taux maximum de participation régionale : 50% ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50.000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5.000 €.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles	14 400,00	57,83%
Modules de culture	1 800,00	7,23%
Bacs de culture	8 400,00	33,73%
Plaques de culture	300,00	1,20%
Total	24 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	12 450,00	50,00%
Autofinancement	11 205,00	45,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 245,00	5,00%
Total	24 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.50388 (2018/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 26 février 2018 (réf. C(2018) 1286 final), relatif à : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20007372 - SOUTIEN AUX PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE ET PERIURBAINE - LA FERME DE LA CHARBONNIERE – LAUREAT DU BPE 1ERE SESSION

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)
Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 909-93-20421-193004-1700
Action : 19300407- Agriculture urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	53 750,00 € HT	55,00 %	29 562,50 €
	Montant total de la subvention		29 562,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DE LA CHARBONNIERE LOCAL ET BIO
Adresse administrative : CHEMIN DES CAVES 77860 COUILLY PONT AUX DAMES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Jean-Louis VAUDESCAL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement du projet d'agriculture urbaine de La ferme de la Charbonnière

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération.

Description :
Dans le cadre de l'opération "Cœur agro-urbain de Montévrain", Jean Louis Vaudescal est l'un des agriculteurs s'installant sur la surface qui lui est personnellement dédiée, soit 9ha.

Monsieur Vaudescal est installé dans sa ferme biologique en maraîchage depuis plus de 5 ans. Il créé la ferme de la charbonnière, en lien avec Laura Perretti qui s'installera sur l'autre partie agricole qui lui est attribuée. Ils cultiveront en agriculture biologique des surfaces différentes mais leurs projets seront complémentaires du point de vue des variétés cultivées et des activités d'accueil et de transformation à la ferme.
Monsieur Vaudescal sera responsable de l'accueil pédagogique et de la vente en circuits courts et Madame Perretti de la transformation des productions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon les modalités suivantes :
- taux maximum de participation régionale : 50% ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50.000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5.000 €.

Dans le cadre du budget participatif écologique, le projet a été retenu pour recevoir une prime citoyenne d'un montant de 10% de la subvention régionale.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voierie et réseaux divers	10 000,00	18,60%
Protections (portail et clôtures)	43 750,00	81,40%
Total	53 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	26 875,00	50,00%
Autofinancement	24 187,50	45,00%
Prime citoyenne écologique régionale	2 687,50	5,00%
Total	53 750,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.50388 (2018/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 26 février 2018 (réf. C(2018) 1286 final), relatif à : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX049933 - Restructuration complète de la déchèterie de Coulommiers (77) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 073 400,00 € TTC	30,74 %	330 000,00 €
	Montant total de la subvention		330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMITOM SYNDICAT MIXTE TRAIT ORDURES NORD SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 14 RUE DE LA CROIX GILLET 77122 MONTHYON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS PARIGI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
Le SMITOM du Nord Seine-et-Marne est le syndicat intercommunal en charge du traitement des déchets ménagers et assimilés de 168 communes pour environ 324 837 habitants. Le SMITOM gère 10 déchèteries.

Afin de répondre aux besoins de son territoire, le SMITOM a le projet de restructurer complètement la déchèterie de Coulommiers afin de :
- collecter l'ensemble des flux de déchets ;
- améliorer la circulation des usagers et l'enlèvement des déchets ;
- proposer un nouveau système de dépose à plat.
La déchèterie continuera d'accueillir les déchets des professionnels.

Pour ce faire, des travaux et aménagements seront réalisés pour :
- créer des voies d'entrée différenciées pour les poids lourds et les véhicules légers, et réaménager les zones de circulation des poids lourds ;
- augmenter la capacité d'attente au niveau du contrôle de l'accès, et créer une voie de sortie pour les

véhicules refusés ;
- créer un nouvel espace pour l'apport de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), et une nouvelle zone de dépôt à plat, avec la mise en place de deux conteneurs spéciaux possédant un système d'élévation pour la collecte ;
- construire un nouveau local sur rétention pour les déchets dangereux (DD).

Certains équipements seront maintenus comme la benne compactrice de cartons, les caissons DEEE et de réemploi, et le local actuel pour le gardien.

Afin d'empêcher toute intrusion, la clôture actuelle sera déposée et remplacée par une clôture électrifiée. En complément, un système de vidéosurveillance sera déployé au niveau des deux entrées du site ainsi qu'à proximité des zones sensibles (caissons DEEE et benne ferraille).

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des études et travaux, à l'acquisition de matériels, conteneurs et l'aménagement des locaux.

Ce projet permet de contribuer à l'objectif du PRPGD d'optimisation et de renforcement du parc des déchèteries publiques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 3 : soutien "de droit commun" plafonné à 300 000 €, soit 27,95% des dépenses éligibles en investissement
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : une prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 30 000 €
Soit un soutien total de 330 000 €.

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et assistance à maîtrise d'ouvrage	103 200,00	9,61%
Travaux et matériels	663 960,00	61,86%
Stockage déchets (local DD et conteneurs)	306 240,00	28,53%
Total	1 073 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	743 400,00	69,26%
Subvention région Île-de-France	300 000,00	27,95%
Prime citoyenne écologique régionale	30 000,00	2,79%
Total	1 073 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX050108 - Expérimentation de la tarification éco-responsable sur un territoire à dominante urbaine (78) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	767 513,00 € HT	21,50 %	165 000,00 €
		Montant total de la subvention	165 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC
Adresse administrative : 6 AVENUE DE PARIS 78009 VERSAILLES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur François DE MAZIERES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 1 janvier 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif du projet est d'expérimenter la tarification éco-responsable dans un milieu urbain présentant un taux d'habitat vertical très important (70% des logements), d'en évaluer l'impact puis d'étendre le dispositif à l'ensemble du territoire intercommunal. L'expérimentation permettra notamment de tester les dispositifs techniques, de les éprouver avant de les déployer sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc (CAVGP).

Ce projet s'inscrit dans la continuité des actions de prévention déployées depuis 2010 dans le cadre du programme local de prévention des déchets et plus récemment dans le cadre du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés 2018-2023. L'objectif est de créer une synergie avec les actions de prévention proposées afin de conduire les usagers à repenser leurs rapports à la production de déchets et leurs modes de consommation. Compte tenu du contexte (hausse de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) sur l'incinération, extension des consignes de tri, obligation de tri à la source des biodéchets…), ce projet s'inscrit également dans une logique de maîtrise des coûts et d'optimisation du service public de gestion des déchets.

Le territoire d'expérimentation concerne 8 communes sur les 18 que constitue la CAVGP : Bougival, Châteaufort, Jouy-en-Josas, Les Loges-en-Josas, Noisy-le-Roi, Rennemoulin, Saint-Cyr-l'Ecole et Fontenay-le-Fleury.

Pour mettre en place, la tarification éco-responsable, il est nécessaire d'adapter les contenants liés à la gestion des déchets. La Région apporte son soutien financier aux investissements (comprenant le génie civil le cas échéant) qui rentrent dans le cadre du projet :
• Adaptation des points d'apport volontaire existants : mise en place de contrôle d'accès, de limitateurs d'apport, adaptation des bornes RSHV (recyclables secs hors verre) et verre…;
• Remplacement de points d'apport volontaire OMR (ordures ménagères résiduelles), RSHV, verre) ;
• Création de nouveaux points d'apport volontaire (OMR, RSHV, verre) ;
• Rétrofitage de bacs OMR et RSHV afin de suivre l'utilisation du service et de permettre la facturation ;
• Fourniture de bacs OMR et RSHV pucés afin d'adapter le parc de bacs en vue de la bonne conduite du projet.

Ce projet d'expérimentation de la tarification éco-responsable fait partie des premiers en France sur un territoire à dominante urbaine dense. La gestion de l'habitat collectif permettra de prendre la mesure des enjeux et de tester différentes solutions possibles, qui pourront par la suite être mises en œuvre sur d'autres territoires similaires, notamment en Île-de-France. Le projet servira donc de vitrine régionale pour la tarification éco-responsable.
Cela contribue directement à l'objectif du PRPGD de couvrir en tarification incitative 1 800 000 de franciliens en 2025.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 5 : 19,54% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 150 000 € (plafond atteint).
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 15 000 €.
Soit un soutien total de 165 000 €.
CAVGP récupérant partiellement la TVA, la subvention est calculée sur la base des dépenses éligibles HTR (hors taxes récupérables).

Localisation géographique :
- CA VERSAILLES GRAND PARC (78-YVELINES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat nouveaux bacs pucés	174 456,00	22,73%
Rétrofit de bacs existants	11 294,00	1,47%
Abribacs à contrôle d'accès	147 993,00	19,28%
Génie civil	388 628,00	50,63%
Badges	45 142,00	5,88%
Total	767 513,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	410 138,00	53,44%
ADEME	192 375,00	25,06%
Subvention Région Île-de-France	150 000,00	19,54%
Prime citoyenne écologique régionale	15 000,00	1,95%
Total	767 513,00	100,00%

DOSSIER N° EX050128 - Construction d'une déchèterie-ressourcerie à Montreuil (93) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	2 279 988,00 € HT	15,37 %	350 368,00 €
	Montant total de la subvention		350 368,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL
93232 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Patrice BESSAC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La construction du nouvel équipement à Montreuil étant liée aux travaux du tramway allant se dérouler sur l'ancienne emprise de la déchèterie, il est nécessaire d'anticiper suffisamment le déplacement de l'équipement.

Description :
Est Ensemble gère actuellement 2 déchèteries fixes à Montreuil et à Bondy, ainsi que 4 sites de déchèteries mobiles par mois. L'actuelle déchèterie de Montreuil installée sur un terrain propriété du Département de Seine-Saint-Denis, se trouve sur les emprises du futur tramway T1. Ainsi, afin de remplacer cet équipement, une nouvelle implantation est prévue sur la rue Paul Doumer à Montreuil.

Est Ensemble souhaite avec ce nouvel équipement s'inscrire dans un programme de performance et atteindre des objectifs ambitieux de valorisation et réemploi, notamment en :
- présentant des solutions in situ en termes d'initiation des usagers au tri, au réemploi, au recyclage et à la valorisation des déchets, avec une signalétique fonctionnelle ;
- proposant un équipement moderne et évolutif qui permettra d'assurer un service de qualité à l'usager et une parfaite intégration architecturale et fonctionnelle vis-à-vis de l'environnement et du voisinage ;
- anticipant le développement de nouvelles filières de valorisation afin de répondre aux objectifs réglementaires, voire les dépasser.

Il s'agit de mettre en œuvre un équipement innovant et évolutif avec la possibilité de s'adapter à l'accroissement permanent du nombre d'usagers et du nombre de flux à trier en vue de permettre

l'intégration de déchets issus de filières à responsabilité élargie du producteur (REP).

La ressourcerie associée à la nouvelle déchèterie permettra de :
- favoriser l'émergence de comportements éco-citoyens ;
- développer des services de proximité créateurs de lien social et des activités économiques innovantes, avec un focus spécifique sur les activités du réemploi.
La mise en œuvre de la ressourcerie se fera par l'intégration économiquement viable au projet de partenaires de l'Économie Sociale et Solidaire.
L'accès à la déchèterie sera à destination des habitants du territoire d'Est Ensemble.

La Région apporte son soutien à l'ensemble des travaux de la double installation déchèterie-ressourcerie, ainsi que leur équipement (bennes pour la déchèterie, équipements de la ressourcerie).

Ce projet s'inscrit dans les objectifs suivants du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) :
- relever le défi du tri et du recyclage en améliorant le maillage du territoire en déchèteries ;
- doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Pour la partie déchèterie : mesure 3 - Aide plafonnée à 200 000 €, soit 10,61% des dépenses éligibles.
- Pour la partie recyclerie : mesure 2 - 30 % des dépenses éligibles, soit une aide de 118 516 €.
NB : l'aide de l'ADEME ne concerne que ce volet recyclerie.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 31 852€.
Soit un soutien total de 350 368€.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 764 988,00	77,41%
Equipements	515 000,00	22,59%
Total	2 279 988,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 459 620,00	64,02%
SYCTOM	420 000,00	18,42%
ADEME (aide portant sur la ressourcerie)	50 000,00	2,19%
Subvention Région Île-de-France	318 516,00	13,97%
Prime citoyenne écologique régionale	31 852,00	1,40%
Total	2 279 988,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX050305 - Création d'une déchèterie-recyclerie avec embranchement fluvial à Bonneuil-sur-Marne (94) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 856 000,00 € HT	25,47 %	472 670,00 €
	Montant total de la subvention		472 670,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EST MARNE ET BOIS
Adresse administrative : 14 RUE LOUIS TALAMONI
94340 JOINVILLE LE PONT
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur JACQUES JP MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
L'Etablissement Public Paris Est Marne et Bois (EPT 10 – 13 communes et 510 000 Habitants) souhaite améliorer son réseau de déchèteries (4 fixes et une mobile) en créant sur son territoire un éco-site composé d'une nouvelle déchèterie / recyclerie et d'un quai fluvial. Ce site prendra le relais de la déchèterie de Saint-Maur-les-Fossés actuellement uniquement ouverte aux particuliers et qui ne répond plus aux besoins.
Le nouvel éco-site accueillera aussi un bâtiment pour le personnel et les véhicules de collecte et sera ouvert aux habitants dans un premier temps puis aux professionnels dans un second temps.
Cet éco-site est situé hors du territoire de l'EPT sur le port de Bonneuil-sur-Marne. L'EPT et l'entreprise SUEZ ont répondu en tant que co-gérants à l'appel à candidature d'Haropa Port de Paris. Grâce à cette implantation et à l'aménagement d'un quai fluvial, les déchets de la déchèterie et des collectes pourront être évacués par voie fluviale.
La recyclerie fonctionnera de manière indépendante des autres entités. Les utilisateurs souhaitant se débarrasser d'un objet en bon état ou qui ne nécessite pas des grosses réparations pourront le déposer dans cet espace spécifique plutôt que de le jeter. Cet espace devrait être géré par l'association APPROCHE. Une étude préalable a été confiée au Bureau d'étude SAGE pour définir les modalités de fonctionnement de la recyclerie et lien avec les acteurs du territoire.
La déchèterie comprendra 7 alvéoles de plein-pied : 6 espaces pour les déchets verts, gravats, cartons,

métaux, plastiques, verre et un espace pour la dépose des DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques), textiles, bouchons en plastiques et en liège. Des locaux sont également prévus pour les déchets spécifiques dangereux. Une signalétique permettra d'identifier clairement la nature de chaque zone de tri ou point de collecte. La déchèterie sera complétée par un bâtiment « collecte » qui participera sur 30% de sa surface à l'accueil des véhicules nécessaires au fonctionnement de la déchèterie.

Le soutien de la Région porte :
- sur les travaux et aménagements nécessaires à la construction de la déchèterie et du bâtiment associé, de la ressourcerie, et du quai fluvial ;
- sur des équipements, véhicules ou matériels spécifiques à chaque installation de l'éco-site.

Ce projet répond aux objectifs du Plan Régional de prévention et de Gestion des déchets d'Île-de-France qui fixe un objectif de doublement de l'offre de réemploi et de densification du réseau de déchèterie notamment en les ouvrants aux professionnels.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Pour la déchèterie (accueil particuliers et professionnels) : aide plafonnée à 300 000 € (mesure 3)
- Pour la recyclerie : 30% des dépenses éligibles en investissement, soit 73 800 € (mesure 2)
- Pour le quai fluvial : 10 % des dépenses éligibles en investissement, soit 55 900 € (mesure 5).
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 42 970 €.

Soit un soutien total de 472 670 €

L'EPT a déposé des demandes de subventions auprès du SYCTOM pour la déchèterie et la recyclerie, et auprès de l'ADEME pour la recyclerie, qui sont en cours d'instruction.

Localisation géographique :
- BONNEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Quai fluvial : travaux, aménagements, équipement et véhicule	559 000,00	30,12%
Déchèterie : travaux, aménagements, véhicules et matériels	1 051 000,00	56,63%
Recyclerie : travaux, aménagements, matériels (signalétique et mobilier)	246 000,00	13,25%
Total	1 856 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 383 330,00	74,53%
Subvention Région Île-de-France	429 700,00	23,15%
Prime citoyenne écologique régionale	42 970,00	2,32%
Total	1 856 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052495 - Etude de faisabilité pour la modernisation du parc de déchèteries de l'EPT Grand Paris Grand Est (93) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	50 000,00 € HT	55,00 %	27 500,00 €
	Montant total de la subvention		27 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS GRAND EST
Adresse administrative : 11 BOULEVARD DU MONT D'EST
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Xavier LEMOINE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les déchèteries de Grand Paris Grand Est (GPGE) sont aujourd'hui au nombre de 6 : Gagny, Villemomble, Les Pavillons-sous-Bois, Vaujours, Livry-Gargan et Noisy-le-Grand, soit un ratio d'une déchèterie pour 55 700 habitants contre 1 déchèterie pour 69 000 habitants en Ile-de-France.
GPGE souhaite lancer une étude de faisabilité pour la modernisation de son parc de déchèteries, qui comportera un volet réglementaire et technique, une analyse du maillage territorial, une analyse des implications en termes d'investissement de l'élargissement des usagers aux professionnels et un volet sur le développement de la thématique du réemploi.

Cette étude aura pour vocation d'être un outil d'aide à la décision pour accompagner le territoire dans les travaux à engager sur ses déchèteries afin :
- d'assurer un service public de qualité à tous les usagers du territoire tout en maîtrisant les coûts d'élimination des déchets ménagers et assimilés ;
- d'améliorer qualitativement et quantitativement les matériaux collectés, pour répondre à la règlementation ;
- d'intégrer les besoins des communes (centres techniques municipaux) et les besoins liés à la mise en œuvre de la compétence propreté.

Elle comportera 4 axes thématiques :
- Mise aux normes des équipements et entretien technique ;
- Hygiène et sécurité ;
- Signalétique, identification du site, communication ;
- Optimisation et développement d'activités : optimisation du maillage du territoire en sites de déchèteries fixes ou mobiles, développement de nouvelles activités type recyclerie / zone réemploi et de nouvelles filières de traitement sur les déchèteries.

La Région apporte son soutien financier à cette étude de faisabilité, confiée à un bureau d'études.
Les conclusions de cette mission seront ensuite déclinées notamment en marchés de travaux qui feront l'objet d'une demande de subvention complémentaire dans un second temps.
Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de renforcer les performances de recyclage des déchets ménagers et assimilés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 3 : 50% des dépenses éligibles relatives aux études pour le développement du projet, soit un soutien « de droit commun » de 25 000€.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 2 500€.
Soit un soutien total de 27 500€.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 500,00	45,00%
Subvention Région Île-de-France	25 000,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale	2 500,00	5,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052499 - Mise en œuvre de la tarification incitative sur le territoire de la Communauté de Communes Plaines et Monts de France (77) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	900 000,00 € TTC	18,33 %	165 000,00 €
		Montant total de la subvention	165 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES PLAINES ET MONTS DE FRANCE
Adresse administrative : 6 RUE DU GENERAL DE GAULLE 77230 DAMMARTIN EN GOELE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur JEAN-LOUIS DURAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En 2019, la Communauté de Communes Plaines et Monts de France (20 communes, 23 500 habitants) a réalisé une étude de faisabilité (financée par la Région) pour mettre en place la tarification incitative (TI). A la suite de ses conclusions, la CCPMF a décidé d'instaurer la TI en remplacement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Les objectifs sont les suivants :
- introduire une proportionnalité entre la production de déchets et son financement par les usagers ;
- maîtriser les coûts ;
- encourager au tri et à la réduction des déchets.

La CCPMF équipera chaque producteur de déchets de 3 conteneurs (ordures ménagères, collecte sélective multimatériaux, déchets verts) équipés de puces permettant de comptabiliser le nombre de levées ; les camions de collecte seront équipés de lecteurs pour enregistrer les données et permettre la facturation au service rendu.
La CCPMF déploiera toute une campagne de communication pour présenter la mise en œuvre de la TI aux usagers, élus, agents communaux et public relais.
La mise en place de la TI permettra d'harmoniser le parc de bacs (capacités, couleurs) et de l'adapter aux nouvelles fréquences de collecte.

Ce projet permettra de contribuer aux objectifs du PRPGD de réduction et de valorisation des déchets, ainsi qu'à l'objectif de déploiement de la TI (1,8 M hab en 2025, 3,6 M hab en 2031).

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des conteneurs et à l'équipement des camions de collecte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 5 : aide plafonnée à 150 000 €
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 15 000 €.

Soit un soutien total de 165 000 €.

Localisation géographique :
- CC PLAINES ET MONTS DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition des conteneurs	800 000,00	88,89%
Equipement des camions de collecte	100 000,00	11,11%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	501 000,00	55,67%
Subvention ADEME prévisionnelle	234 000,00	26,00%
Subvention Région Île-de-France	150 000,00	16,67%
Prime citoyenne écologique régionale	15 000,00	1,67%
Total	900 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX052512 - Acquisition de composteurs collectifs et individuels – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	39 000,00 € TTC	38,50 %	15 015,00 €
	Montant total de la subvention		15 015,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SICTOMIA SICTOM DE LA REGION DE L ISLE-ADAM
Adresse administrative : RUE PASTEUR PROLONGEE
95660 CHAMPAGNE SUR OISE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame JOELLE HARNET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme local de prévention des déchets mis en œuvre par le syndicat de collecte et traitement des déchets Tri Or de 2014 à 2018 a permis l'équipement en composteurs individuels de 11 % des foyers du territoire (3 191 foyers), avec la dotation de 80 foyers par an en moyenne.
Dans le cadre de son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) en cours de préparation, le syndicat souhaite poursuivre l'équipement des foyers de son territoire en composteurs de proximité, avec un objectif de 500 foyers supplémentaires en 5 ans et d'une vingtaine de composteurs qui seront installés en habitat collectif ou dans des administrations.

Cette nouvelle campagne de promotion du compostage de proximité est à présent élargie aux établissements d'enseignement (de la maternelle au lycée) qui souhaitent composter leurs déchets dans le cadre de leurs projets pédagogiques, mais également aux administrations, cantines et habitats collectifs.
Afin de sensibiliser de nouveaux foyers à la pratique du compostage, des affiches de promotion du compostage sont réalisées et affichées dans des lieux publics afin de faire connaitre cette pratique aux administrés. En complément, les deux conseillères en collectes sélectives effectueront toute l'année des animations auprès de nombreux publics (écoles, marchés, brocantes, fêtes de villages, etc.). La campagne d'inscription de demande de composteurs sera lancée dès l'été 2020 pour des premières

distributions à partir d'octobre 2020.

La région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition de composteurs de 400 litres destinés aux particuliers et de composteurs 800 litres pour les administrations et immeubles collectifs, ainsi qu'à l'acquisition de panneaux explicatifs.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France de déploiement de la pratique du compostage de proximité sur le territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 35 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien de droit commun de 13 650 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10 % de la subvention, soit 1 365 €.
Soit un soutien total de 15 015 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de composteurs	38 000,00	97,44%
Panneaux explicatifs	1 000,00	2,56%
Total	39 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	23 985,00	61,50%
Subvention région Ile-de-France	13 650,00	35,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 365,00	3,50%
Total	39 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX052647 - Déploiement d'un réseau de bornes mobiles destinées à la collecte des surplus de production de cartons en habitat collectif – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	16 500,00 € HT	22,00 %	3 630,00 €
	Montant total de la subvention		3 630,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT TRI ACTION
Adresse administrative : 2 PLACE CHARLES DE GAULLE
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Charles RAMBOUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour répondre à la problématique de gestion des déchets lors des phases d'emménagement et de gestion des grands cartons présentés en vrac, le syndicat de collecte et de traitement des déchets Tri Action s'est doté de deux bornes aériennes de 4 m3 avec large opercule pour les cartons : une borne dédiée aux emménagements et une borne afin de répondre aux surproductions ponctuelles dans les quartiers d'habitat collectif.

La grande surface des bornes permet de communiquer sur le tri et les services proposés par la déchèterie par le biais d'un covering (film adhésif signalétique) adapté recouvrant l'intégralité de la borne.

Depuis un an :
- la borne dite « déménagement » a été déployée à proximité de résidences neuves pour des durées d'un à deux mois pendant les phases de livraison des logements ;
- la borne « cartons volumineux » est utilisée sur un éco-quartier à forte densité d'habitat collectif avec activités commerciales en rez-de-chaussée.

A l'appui de cette expérimentation et des résultats obtenus, le syndicat souhaite augmenter son parc de bornes disponibles en faisant l'acquisition de quatre bornes supplémentaires : 1 deuxième borne « déménagement » et 3 nouvelles bornes « cartons volumineux » pour les installer de façon temporaire à

l'occasion de fêtes ponctuelles où il y a une surproduction de cartons des particuliers et commerçants.

La Région apporte son soutien à l'acquisition de ces 4 bornes ainsi que le covering signalétique qui sera apposé sur les façades.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'amélioration des performances de collecte sélective des emballages ménagers et assimilés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 3 : 20 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 3 300 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 330 €.
Soit un soutien total de 3 630 €.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de bornes aériennes	11 000,00	66,67%
Signalétique (covering) des bornes	5 500,00	33,33%
Total	16 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 870,00	78,00%
Subvention région Île-de-France	3 300,00	20,00%
Prime citoyenne écologique régionale	330,00	2,00%
Total	16 500,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052672 - Etude faisabilité ressourcerie (78) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	50 000,00 € HT	33,00 %	16 500,00 €
	Montant total de la subvention		16 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur RAPHAEL COGNET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
A la suite du vote du Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) en juillet 2019, et pour mettre en œuvre l'axe dédié au réemploi, la communauté urbaine a identifié le besoin de créer une ressourcerie supplémentaire sur l'est du territoire. L'étude à mener permettra d'identifier les formes et les porteurs potentiels du projet de ressourcerie, d'adapter le projet aux besoins du bassin de vie, que ce soit pour la clientèle que pour l'emploi.

Le territoire de Grand Paris Seine et Oise (GPS&O) est doté de 2 ressourceries, pour une population totale de 410 000 habitants. Les ressourceries existantes sont situées à Mantes-la-Jolie (Apti'prix) et aux Mureaux (La Gerbe). L'est du territoire n'a donc pas d'alternative construite pour le réemploi sur laquelle s'appuyer.

Le syndicat de traitement SIDRU et les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire sont mobilisées pour suivre l'étude.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation d'une étude de faisabilité nécessaire à la création de cette nouvelle ressourcerie

Ce projet contribue à l'objectif du PRPGD de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 2 : 30 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 15 000 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 1 500 €.

Soit un soutien total de 16 500 €.

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 500,00	37,00%
ADEME (prévisionnel)	15 000,00	30,00%
Subvention Région Île-de-France	15 000,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 500,00	3,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052724 - Zéro déchet – Extension du centre de tri des collectes sélectives de Vert-le-Grand (91) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	4 500 000,00 € HT	4,89 %	220 000,00 €
	Montant total de la subvention		220 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIREDOM SYND INNOVATION RECYCLAGE ENERGIE PAR LES DECHETS ORDURES MENAGERES AGENCE SUD FRANCILIENNE
Adresse administrative	:	63 RUE DU BOIS CHALAND 91090 LISSES
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur XAVIER DUGOIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 12 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
Le SIREDOM, Syndicat Intercommunal pour le Recyclage et l'Energie par les Déchets et Ordures Ménagères regroupe 13 EPCI (175 communes) et représente 901 833 habitants répartis en Essonne et en Seine-et-Marne. Au travers de son contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Centre Intégré de Traitement des Déchets (CITD) situé à Vert le Grand, le SIREDOM a le projet d'atteindre une capacité de tri de la collecte sélective de 70 000T/an. Le projet est piloté par la société SERIVEL, filiale du groupe SEMARDEL, sous le contrôle du SIREDOM.
Ce projet consiste en la construction d'une nouvelle ligne de tri d'une capacité de 55 000 T/an adossée à la ligne de tri actuelle, sur laquelle des travaux de modernisation auront également lieu, afin d'en améliorer les performances.

Le CITD comprend une ligne de tri des collectes sélectives, d'une capacité de 35 000T/an (en 2 postes), permettant de trier notamment les emballages en plastique en extension de consignes de tri. Avec la mise en place de l'extension des consignes de tri en 2016 sur le territoire du SIREDOM, les tonnages ont augmenté de 17% en passant de 33 800T à 39 700T entre 2016 et 2017 (43.8 kg/hab/an à 48.1 kg/hab/an). En 2018, le périmètre du SIREDOM a évolué du fait de la fusion avec le SICTOM du

Hurepoix. Le tonnage de collecte sélective à traiter est alors passé à 43 600T/an (48.8 kg/hab/an). Afin d'harmoniser les gestes de tri sur l'ensemble de son territoire, le syndicat a alors étendu les consignes de tri à tous les emballages en plastique sur les communes de l'ex-SICTOM du Hurepoix. Le tonnage de collecte sélective a donc à nouveau augmenté et est passé à 46 600T en 2019 pour un ratio de 51.7 kg/hab/an.

Afin de répondre à ces nouveaux besoins et d'apporter une solution de tri à d'autres territoires adjacents (RIVED), une nouvelle ligne de tri est indispensable. Elle permettra la séparation fibreux/plastiques avec une extrême souplesse dans la séparation des résines plastiques. Elle anticipe la mise en place de la consigne et est indispensable à l'atteinte des objectifs ambitieux de valorisation de ces matériaux. La RIVED, Régie personnalisée de traitement des déchets ménagers et assimilés, regroupant 231 000 habitants du sud-ouest du département du Val de Marne, a besoin de nouvelles capacités de traitement pour étendre ses consignes de tri sur son territoire. En effet, le centre de tri de la RIVED, non automatisé, ne peut recevoir les collectes sélectives en extension des consignes de tri. A la suite de plusieurs études, la RIVED n'a pu réaliser de travaux de modernisation sur son site foncièrement contraint et pourrait donc choisir de le transformer en centre de transfert des collectes sélectives. Le SIREDOM et la RIVED pourraient ainsi mutualiser certaines de leurs installations, dont le centre de tri, au bénéfice tout à la fois des populations desservies et du respect des normes environnementales.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et l'installation des équipements suivants : trommels, griffe, aéraulique aspirateur de plat, cribles balistiques, trieurs optiques, défineur, overband, courant de Foucault, robots, presse à paquets et presse à balles.
Ce projet s'inscrit dans l'objectif dans l'orientation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) « relever le défi du tri et du recyclage ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 3, un soutien « de droit commun » plafonné à 200 000,00 €, ce qui correspond à 4,44% des dépenses éligibles en investissement
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 20 000,00 €.
Soit un soutien total de 220 000,00 €.

Localisation géographique :
- VERT-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et équipements	4 500 000,00	100,00%
Total	4 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 280 000,00	95,11%
Subvention Région Île-de-France	200 000,00	4,44%
Prime citoyenne écologique régionale	20 000,00	0,44%
Total	4 500 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX050088 - Création d'un centre de tri mécanisé pour les déchets d'activités économiques à Morangis (91) - Lauréat du BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 248 653,00 € HT	26,43 %	330 000,00 €
	Montant total de la subvention		330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CPR CENTRE PARISIEN DE RECYCLAGE
Adresse administrative : 3 AVENUE GAY-LUSSAC
91420 MORANGIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur FREDERIC GELGON, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
L'entreprise CPR (Centre Parisien de Recyclage) installée sur la commune de Morangis (91) est une entreprise familiale de 41 salariés qui assure des prestations spécialisées (enlèvements d'archives, destruction des documents confidentiels, collecte des papiers de bureaux…), et qui a diversifié son activité avec la gestion des déchets produits par les entreprises (collecte, tri à la pelle et massification des flux de papiers, plastique, métal, verre, bois) et celle des DEEE (Déchets d'Equipement Electriques et Electroniques).

CPR a réalisé une étude de faisabilité (financée par la Région, CP du 20 novembre 2019) pour installer sur son site une chaîne de tri mécanisée, qui pourra trier davantage et atteindre un taux de valorisation cible d'au moins 75%, au lieu de 18% aujourd'hui.
Grâce à la mise en place de cette chaîne de tri mécanisée, CPR élargira ses capacités d'accueil des professionnels en dépôts directs. Son site sera aménagé pour permettre un tri sur place des flux valorisables, qui seront triés et mis en balles selon les matières par la chaîne de tri avant d'être envoyés vers les filières de valorisation. Il est prévu de recruter 5 à 10 personnes à terme.

La Région apporte son soutien à la totalité du projet comprenant les études de faisabilité et la maîtrise

d'œuvre, les travaux et aménagements, la chaîne de tri, la presse à balles, ainsi que le matériel roulant d'exploitation.

Le projet permet de contribuer aux objectifs du PRPGD suivants :
- augmenter l'offre de collecte des déchets des professionnels ;
- optimiser et adapter le parc des centres de tri franciliens des déchets d'activités économiques ;
- recycler 55% des déchets non dangereux non inertes en 2025 et 65% en 2031.

CPR s'engage à répondre aux enquêtes menées par l'IPR/ORDIF (observatoire régional des déchets en Île de France) auprès des installations franciliennes de gestion des déchets.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 4 : subvention régionale plafonnée à 300 000,00 €, soit un soutien « de droit commun » de 19,12% des dépenses éligibles en investissement
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 30 000 €.

Localisation géographique :
- MORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chaîne de tri mécanisée	620 170,00	49,67%
Matériel roulant d'exploitation	94 000,00	7,53%
Travaux et aménagements	480 000,00	38,44%
Etudes, maîtrise d'œuvre	54 483,00	4,36%
Total	1 248 653,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propre	668 923,00	53,57%
ADEME	249 730,00	20,00%
Subvention Région Île-de-France	300 000,00	24,03%
Prime citoyenne écologique régionale	30 000,00	2,40%
Total	1 248 653,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX050215 - Création d'une filière de collecte et de valorisation des cagettes en bois (93) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	218 790,00 € TTC	16,50 %	36 100,00 €
	Montant total de la subvention		36 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE DE QUARTIER DU CLOS SAINT LAZARE CITE JARDIN
Adresse administrative : REUSSICITE CITE
93240 STAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ELIANE PETIOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
En 2016, le Petit Plus (entreprise adaptée) & les Régies de quartier d'Aubervilliers, Pierrefitte, Saint-Denis et Stains se sont constituées en Groupement Momentané d'Entreprise (GME) afin de répondre au marché de collecte de cartons et de cagettes de l'ETP Plaine Commune sur les marchés forains et les zones commerçantes du territoire. Or les cagettes ne sont aujourd'hui pas encore collectées, faute de filière de recyclage francilienne.
Le GME a alors réalisé une étude afin d'analyser la faisabilité et les modalités opérationnelles de chaque piste de valorisation des cagettes. L'objectif majeur de cette étude pré-opérationnelle était d'arriver à déterminer localement les opportunités de valorisation des cagettes en bois et de créer, à terme, une filière structurée et durable de valorisation, en créant des emplois solidaires. Elle a permis d'élaborer un plan d'actions pour une alternative plus écologique que l'incinération et permettant un recyclage des cagettes en bois. Cette démarche est motivée par la volonté des parties prenantes de rester dans une logique de recyclage optimisé des déchets des professionnels et une valorisation structurée en faveur du développement durable.

Ainsi, la régie de quartier de Stains souhaite transformer en broyat les cagettes collectées par le GME sur les marchés forains, les zones commerçantes voire les grandes et moyennes surfaces, à l'aide d'un

broyeur-déferrailleur. Celui-ci permet de retirer les agrafes et de broyer les cagettes au bon calibrage pour du broyat utilisable pour différents usages : paillage d'espaces verts et apport pour le compostage de bio-déchets.
La valorisation concernera dans un premier temps le territoire de Plaine Commune dans le cadre du marché passé par l'EPT, mais le projet a vocation à servir de démonstrateur pour développer le même procédé sur d'autres territoires.
L'ambition du projet est ainsi de créer la première filière francilienne de valorisation des cagettes en bois.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition du broyeur-déferrailleur, à la construction d'un abri permettant de l'accueillir, ainsi qu'aux équipements annexes (big-bags, équipements de protection des agents).
Ce projet s'inscrit dans l'objectif du PRPGD de relever le défi du tri et du recyclage matière et organique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 4 : 15% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 32 818€.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 3 282€.
Soit un soutien total de 36 100€.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Machine	58 686,00	26,82%
Construction de l'abri machine	86 280,00	39,44%
Chargeuse	66 960,00	30,60%
Equipements	6 864,00	3,14%
Total	218 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	42 054,00	19,22%
ADEME	65 636,00	30,00%
Financeurs privés	75 000,00	34,28%
Subvention Région Île-de-France	32 818,00	15,00%
Prime citoyenne écologique régionale	3 282,00	1,50%
Total	218 790,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX050236 - Création d'une plateforme de valorisation de terres inertes en terres fertiles (78) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	392 180,00 € HT	33,00 %	129 419,00 €
	Montant total de la subvention		129 419,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALORHIZ
Adresse administrative : 1900 BOULEVARD DE LA LIRONDE
34980 MONTFERRIER SUR LEZ
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur HASSAN BOUKCIM, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
Le projet porté par la société Valorhiz a pour objectif de mettre en œuvre une unité pilote de transformation-valorisation innovante de terres excavées en terres fertiles (procédé TerraGenese©). La plateforme doit permettre de traiter 50 000 tonnes par an à son démarrage avec une montée en charge en fonction des retours marché. Elle sera alimentée notamment par les déblais du chantier du Grand Paris Express (GPE) mais aussi d'autres chantiers d'Île-de-France. La zone de chalandise est estimée à 35 km par voie routière et pourra s'étendre davantage par la voie fluviale.

La plateforme permettra d'atteindre un taux de valorisation de 90%, contribuant ainsi à atteindre les objectifs de valorisation que la Région s'est fixé pour les déblais (70% en 2020, 80% en 2025 et 90% en 2031). Les déblais, transformés en terres fertiles pourront en retour alimenter les nombreux projets d'aménagements franciliens comme la végétalisation des différents sites olympiques, et bien d'autres. La traçabilité des déblais sera assurée depuis le chantier d'origine jusqu'à l'exutoire en sortie de plateforme.

La plateforme sera aménagée sur un terrain de 2ha qui appartient à l'entreprise SARTORI, partenaire du projet. Des équipements en place pourront être réutilisés, mais des investissements sont cependant nécessaires pour adapter le site à cette nouvelle activité, avec l'acquisition d'un crible et d'un godet. Des analyses devront être réalisées pour définir les fiches des nouveaux produits et pouvoir les

commercialiser. Enfin, l'appui d'un chargé de projet s'avère nécessaire pour coordonner le développement et le lancement de cette nouvelle plateforme.

Le soutien de la Région portera sur :
- l'acquisition d'équipement pour la plateforme ;
- les prestations d'ingénierie liées à la mise en œuvre de la plateforme.

Cette première installation de type industrielle permettra de contribuer à structurer la filière de valorisation des déblais en terres fertiles en Île-de-France et contribuera ainsi à l'objectif du PRPGD de produire au niveau régional 600 000 t de terres fertiles à partir de déblais inertes à l'horizon 2025.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 4 : 30 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 117 654 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 11 765 €.
Soit un soutien total de 129 419 €.

Localisation géographique :
- ACHERES
- CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements (crible, godet...)	332 180,00	84,70%
Prestation d'ingénierie liée au développement du projet	50 000,00	12,75%
Rémunération de personnel liée au développement du projet	10 000,00	2,55%
Total	392 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	137 761,00	35,13%
ADEME	125 000,00	31,87%
Subvention région Île-de-France	117 654,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	11 765,00	3,00%
Total	392 180,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX050300 - Installation d'une chaîne de tri mécanisée pour les déchets de chantiers à Massy (91) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	2 300 000,00 € HT	14,35 %	330 000,00 €
	Montant total de la subvention		330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LUXO BENNES
Adresse administrative : 37 RUE DE SEINE
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ANTONIO RODRIGUES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
L'entreprise LUXO BENNES collecte et trie les déchets du BTP et possède 4 sites en Île-de-France. Sa clientèle est principalement constituée d'entreprises artisanales.

L'un de ses sites, situé à Massy, permet actuellement de collecter et trier 30 000 tonnes de déchets par an, par un tri manuel réalisé par 3 salariés.

L'objectif du projet est de développer une chaîne de tri mécanique, qui permettra de passer à une capacité de tri de 200 000 tonnes par an. Le taux de valorisation matière passera à 90 % contre 75-80% aujourd'hui. Les flux suivants pourront être triés sur le site :
- Déchets inertes ;
- Bois ;
- Cartons/plastiques ;
- Métaux ;
- Plâtre.

Le site permet également aux artisans de faire des apports de déchets triés et propose une grille tarifaire incitative pour favoriser les déchets triés par rapport aux déchets en mélange.
Cet investissement permettra le recrutement de 12 agents de collecte supplémentaires.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux et à l'acquisition des matériaux et équipements nécessaires à l'installation de la chaîne de tri.

Le développement de la capacité de tri des déchets du BTP contribue à augmenter la part des déchets valorisée et ainsi atteindre l'objectif du PRPGD de les valoriser à hauteur de 70% en 2020. Cela est d'autant plus pertinent que le flux capté est principalement issu d'entreprises artisanales réalisant des apports en mélange nécessitant d'être triés secondairement.
La zone de chalandise prévue porte sur l'ensemble du département de l'Essonne.

Le bénéficiaire s'engage à répondre aux enquêtes menées par l'ORDIF (observatoire régional des déchets en Île-de-France) auprès des installations franciliennes de gestion des déchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 4 : un soutien « de droit commun » de 300 000 € (plafond atteint), soit 14% des dépenses éligibles.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 30 000 €.
Soit un soutien total de 330 000 €.

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros œuvre	500 000,00	21,74%
Matériaux	100 000,00	4,35%
Travaux d'aménagement	50 000,00	2,17%
Chaîne de tri	1 650 000,00	71,74%
Total	2 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 970 000,00	85,65%
Subvention Région Île-de-France	300 000,00	13,04%
Prime citoyenne écologique régionale	30 000,00	1,30%
Total	2 300 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX051808 - Projet SEVALOR de valorisation des biodéchets à Réau (77) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	2 178 056,00 € HT	15,15 %	330 000,00 €
	Montant total de la subvention		330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NORMAL SOUPE SEVALOR
Adresse administrative : 1 LE PARC AUX POULAINS RD49
77114 NOYEN SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame CARINE MALLIER, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'entreprise Normal Soup regroupe 5 méthaniseurs agricoles implantés majoritairement en Seine et Marne et l'entreprise sociale et solidaire Moulinot Compost et Biogaz spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets alimentaires. Le projet SEVALOR correspond à une duplication du site de Stains (93) constitué d'un quai de transfert et d'une plateforme de prétraitement qui permet de préparer une soupe organique de qualité, issue de biodéchets, acheminée vers les unités de méthanisation de Normal Soup.
Ainsi le projet SEVALOR sera également constitué d'un quai de transfert et d'une plateforme de prétraitement. L'objectif double est de contribuer à un meilleur maillage de la collecte des biodéchets en Île de France (optimisation du schéma logistique de collecte) et d'augmenter les capacités de préparation des biodéchets en vue de leur valorisation.
Il s'agira de :
- massifier les collectes de proximité réalisées en petits et moyens porteurs avant de les acheminer par des véhicules de capacité plus importante vers les sites de valorisation
- prétraiter les collectes de biodéchets afin de préparer une matière de qualité qui puisse être directement valorisée sur les unités de méthanisation agricoles partenaires déjà existantes.
La plateforme de prétraitement, d'une capacité de 40 000 tonnes par an (montée en charge sur 5 ans), sera équipée :
- d'une ligne de déconditionnement pour extraire la fraction organique à valoriser des matières indésirables (sacs plastiques, emballages et éventuelles erreurs de tri), permettant ainsi d'obtenir une

soupe organique de qualité
- d'une unité d'hygiénisation pour chauffer la matière à 70°C pendant au moins 1h afin de garantir l'innocuité de la soupe organique et ainsi répondre aux exigences sanitaires liées à la gestion des sous-produits animaux.
Les biodéchets traités sur le site seront ceux produits par les établissements scolaires, la restauration d'entreprises et la restauration rapide, les hôtels, les hôpitaux, les restaurants, les marchés alimentaires et les particuliers si les collectivités mettent en place une collecte en porte à porte des biodéchets.
Le site aura également une vocation pédagogique et sera conçu de manière à accueillir différents publics (élus, collectivités, publics scolaires et en formation, habitants, entreprises…).

La Région apporte son soutien financier aux études, équipements et travaux pour le quai de transfert et pour la plateforme de prétraitement.
Ce projet permet de contribuer à l'atteinte des objectifs du PRPGD de valorisation matière et organique des déchets non dangereux non inertes (61% en 2025, 65% en 2031).

Normal Soup s'engage à répondre aux enquêtes menées par l'ORDIF (observatoire régional des déchets en Île-de-France) auprès des installations franciliennes de gestion des déchets.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 4 : subvention plafonnée à 150 000 € pour le quai de transfert
et à 150 000 € pour la plateforme de prétraitement.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soient 30 000 €.
Soit un soutien total de 330 000 €.

Localisation géographique : REAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Quai de transfert : études, équipements, travaux)	1 013 779,00	46,55%
Plateforme de prétraitement (équipements, travaux)	1 164 277,00	53,45%
Total	2 178 056,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 214 766,00	55,77%
ADEME	633 290,00	29,08%
Subvention Région Île-de-France	300 000,00	13,77%
Prime citoyenne écologique régionale	30 000,00	1,38%
Total	2 178 056,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052429 - Développement de chantiers de construction en terre crue issue de déblais (93) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	190 000,00 € HT	33,00 %	62 700,00 €
	Montant total de la subvention		62 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APIJ BAT COOPERATIVE
Adresse administrative : 5 PLACE YOURI GAGARINE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MATHIEU DEHAUDT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
APIJ-BAT Coopérative est une entreprise d'insertion spécialiste d'éco-construction, pionnière de la transition écologique. APIJ-BAT se place dans une démarche de recherche et d'expérimentation pour la mise en œuvre de matériaux bio-sourcés, géo-sourcés et de réemploi.
Forte de son expérience dans la réalisation de construction en bois-paille-terres de réemploi, l'entreprise cherche à développer sa capacité à réaliser des chantiers adaptés aux gisements de matériaux de terres crues en proposant une ingénierie de chantier de construction.
Pour ce faire APIJ-BAT Coopérative souhaite convertir son atelier actuel du Fort d'Aubervilliers en un lieu emblématique de la construction en matériaux de réemploi de terres issues des chantiers de construction et de déconstruction du Grand Paris, tout en fiabilisant son atelier nomade.
Pour pouvoir construire des bâtiments avec des matériaux de réemploi, il est nécessaire d'aménager au Fort d'Aubervilliers des installations spécifiques, équipées de matériels adaptés autant pour le travail des matériaux que pour la manutention, et de structurer et équiper l'Atelier Nomade.

L'objectif de l'entreprise est de faire du Fort d'Aubervilliers la base de ses ateliers de préfabrication de bâtiments publics, comme des groupes scolaires pour des collectivités de la petite couronne, avec des matériaux issus du réemploi de terres, et de former ainsi une boucle vertueuse au sein de l'Île-de-France. Ainsi l'entreprise sera en mesure de réaliser la préfabrication de plusieurs bâtiments publics chaque année via la construction en murs bois-paille-terre avec des terres issues des travaux d'excavation du Grand Paris Express via Cycle Terre pour plusieurs groupes scolaires dans les prochaines années.

Ceci permettrait de valoriser sur 2021 / 2022 :
- 3 000 m3 de paille de blé cultivé en Île-de-France ;
- 1 000 m3 de terres issues de l'excavation des chantiers du Grand Paris, via Cycle Terre.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des équipements et machines (pont roulant, chariot élévateur, bloc à moiser, machines d'aspiration), d'une grue araignée et d'un camion plateau 3 m.

Ce projet s'inscrit dans l'orientation du Plan régional de Prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France de « mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers franciliens » et contribue à l'atteinte des objectifs de valorisation du plan.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 8 - Soutenir la recherche et les projets innovants dans la prévention et la gestion des déchets : 30% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 57 000€.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 5 700€.
Soit un soutien total de 62 700€.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements / machines	90 000,00	47,37%
Grue	72 000,00	37,89%
Véhicule	28 000,00	14,74%
Total	190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	79 800,00	42,00%
ADEME	47 500,00	25,00%
Subvention région Île-de-France	57 000,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	5 700,00	3,00%
Total	190 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052466 - Epicerie zéro déchet et café associatif par l'association BOKAWA (93) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	102 200,00 € HT	53,82 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION BOKAWA
Adresse administrative : 11 RUE SIMONE DE BEAUVOIR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AMELIE MEYER, Trésorière

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de l'association BOKAWA consiste à créer un lieu de vie, implanté aux Lilas ou à Romainville, dont l'objectif sera de réduire la production de déchets, donner accès à une consommation responsable, sensibiliser à l'environnement et créer du lien social. Concrètement, le lieu sera composé de :
- une épicerie zéro déchet qui proposera à la vente des produits locaux, issus d'une production raisonnée ou artisanale, vendus sans emballage ;
- un café associatif où prendront place des événements, ateliers, conférences autour de la thématique de l'environnement et/ou répondant aux besoins des habitants du quartier.
Au-delà du partage de savoir, le café sera également un lieu de partage/troc/mise en commun de ressources matérielles. Certaines fonctionnalités seront développées en ce sens : mise à disposition d'outils en libre-service (machine à coudre, matériel de bricolage), organisation d'événements pour promouvoir la vente de seconde main, mise en place d'une boite à dons et d'une objetothèque (plateforme permettant le prêt d'objets entre voisins).

Le lieu aura vocation à sensibiliser à l'environnement, aux modes de consommation durable et à une économie circulaire du quotidien :
- il donnera accès à une consommation sans emballages : 100% des produits seront vendus en vrac ou dans des emballages consignés en verre ;
- il valorisera la production bio, raisonnée ou artisanale ;
- il privilégiera les produits locaux et français : 60% de produits proposés seront français et 80% des fruits

et légumes proviendront d'un rayon de maximum 250 km ;
- il valorisera ses déchets : les invendus de l'épicerie seront valorisés (via des partenariats avec des associations ou vers le café...) ;
- il proposera des ateliers de sensibilisation à l'environnement, permettant de réduire la consommation d'emballage, faciliter la réparation ou le réemploi d'objets et textiles ou prendre conscience des enjeux environnementaux dans leur ensemble ;
- il permettra le partage des bonnes pratiques en matière d'utilisation d'objets / textiles ;
- il permettra la mutualisation, le troc et la vente de seconde main : via la mise en place d'outils et matériel en libre-service, d'une boite à dons (bibelots, livres, vêtements, etc), de petites annonces entre voisins pour prêt/don/vente de matériel.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du futur local ainsi qu'à l'acquisition des équipements, du matériel de stockage et de vente, du matériel sono/projection et informatique.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PRPGD de mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 - soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : jusqu'à 50% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » sollicité de 50 000€.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 5 000€.
Soit un soutien total de 55 000€.

Localisation géographique : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	48 000,00	46,97%
Matériels et équipements	45 200,00	44,23%
Matériel informatique	9 000,00	8,81%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	39 200,00	38,36%
Financements privés	8 000,00	7,83%
Subvention Région Île-de-France	50 000,00	48,92%
Prime citoyenne écologique régionale	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052483 - Création d'un local de vente à Paris par ENVIE AUTONOMIE – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	130 000,00 € HT	33,00 %	42 900,00 €
	Montant total de la subvention		42 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIE AUTONOMIE
Adresse administrative : 10 RUE JULIEN LACROIX
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur PHILIPPE ROBIN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Envie Autonomie est une activité développée par le réseau ENVIE. En plus de sa mission de requalification professionnelle et sociale de personnes en situation d'exclusion du monde du travail, Envie Autonomie distribue (8 sites actuels sur 5 régions, 9 sites en projet) du matériel médical réutilisé et reconditionné qui constitue une offre accessible à toutes les personnes qui ont des difficultés à s'équiper en matériel médical indispensable à la compensation du handicap ou de la perte d'autonomie (ressources financières insuffisantes, dépenses non totalement couvertes par les mutuelles, besoin d'un double équipement). Envie Autonomie développe également des services de prêt, de location, de financement, ainsi que des partenariats avec des associations, établissements, institutions intervenant auprès de personnes âgées ou en situation de handicap. Chacun des sites est un outil complet de collecte, de reconditionnement et de distribution comprenant une offre de service (conseil à l'appropriation, livraison, maintenance, réparation…). Cette filière de récupération et de reconditionnement permet de développer un mode de distribution de matériel médical économiquement durable et non délocalisable tout en réduisant les dépenses de santé.
Envie Autonomie souhaite déployer une offre sur l'ensemble du territoire francilien. Ainsi, un premier magasin doit ouvrir dans le 20ème arrondissement de Paris (anciens locaux de la fédération ENVIE) et proposera, dans un premier temps du matériel en provenance d'autres régions, et dans un deuxième temps le matériel en provenance des futurs sites franciliens qui comprendront l'ensemble des actions de collecte, stockage et reconditionnement. Ce magasin comportera également un atelier pour des prestations de maintenance et de service après-vente.

Ce projet contribue à l'objectif du PRPGD de réduction de la production de déchets, ainsi qu'à l'objectif de doubler l'offre de réemploi sur le territoire francilien.

La Région apporte son soutien financier à l'aménagement des locaux, ainsi qu'à l'achat d'équipements (table élévatrice, desserte, outillage, matériel informatique) et d'un véhicule.

Envie Autonomie s'engage à répondre aux enquêtes menées par l'ORDIF (observatoire régional des déchets en Île de France) auprès des installations franciliennes de gestion des déchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 2 : 30% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien de 39 000 €HT.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 3 900 €.
Soit un soutien total de 42 900 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement des locaux	100 000,00	76,92%
Achat équipements	5 000,00	3,85%
Achat véhicule	25 000,00	19,23%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	61 100,00	47,00%
ADEME (prévisionnel)	26 000,00	20,00%
Subvention Région Île-de-France	39 000,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	3 900,00	3,00%
Total	130 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052491 - Bibliothèque d'Objets de Montreuil (93) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	600 000,00 € TTC	33,00 %	198 000,00 €
	Montant total de la subvention		198 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OP L OBSERVATOIRE DU PARTAGE
Adresse administrative : 7 RUE DU CAPITAINE DREYFUS
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SYLVAIN MUSTAKI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de la Bibliothèque d'Objets de Montreuil (BOM) est de permettre à tout un chacun d'emprunter plutôt que d'acheter des objets d'utilisation rare ou ponctuelle. Outre l'activité de prêt, la BOM proposera plusieurs types d'animations et d'ateliers permettant aux usagers de lutter contre l'obsolescence programmée, de promouvoir l'idée du réemploi d'objets en fin de vie, de la valorisation du faire soi-même, du partage de connaissances et savoir-faire, de sensibilisation aux enjeux environnementaux…

Il n'existe encore que très peu de « bibliothèque d'objets » avec une offre riche et intégrée, et encore aucune sur le territoire national. Au regard des solutions existantes, la force et le caractère différenciant de la BOM tiennent à plusieurs éléments :

- Un concept qui va au-delà de la mise à disposition d'objets : création d'une communauté d'usagers, organisation d'animations, d'ateliers pour former et sensibiliser sur le bon emploi des objets, la réparation, le faire soi-même
- Un concept qui permet de sortir complètement de la logique d'achat et qui engage une réflexion sur notre façon de consommer plus généralement
- Un lieu physique, unique, d'une grande superficie (600 m2), favorablement situé (centre-ville et proximité du métro)
- Une grande accessibilité : coût de location bas, non nécessité de mettre à disposition soi-même des

objets ni de passer par un site internet
- Une offre d'objets riche (objectif de 2000-3000 objets disponibles au bout de 3 ans) et diversifiée (pas seulement des outils : cuisine, sport, plein air, événements, ...)

La Mairie de Montreuil, activement impliquée sur le projet, met à disposition de l'association un local de 600m2.
La Région apporte son soutien financier auxl travaux d'aménagement, à l'achat des équipements nécessaires à l'exploitation du lieu (transpalette, chariots, étagères, …) ainsi qu'à l'acquisition du premier stock d'objets pour alimenter la bibliothèque d'objets, via en priorité le réemploi.

Ce projet permet de contribuer aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation et de diminuer les quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 2 - Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : 30% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 180 000 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 18 000 €.
Soit un soutien total de 198 000 €.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	350 000,00	58,33%
Equipements	250 000,00	41,67%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	117 000,00	19,50%
Financements privés	25 000,00	4,17%
Ville de Montreuil	70 000,00	11,67%
ADEME	190 000,00	31,67%
Subvention Région Île-de-France	180 000,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	18 000,00	3,00%
Total	600 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052513 - Projet RepAreSeb de réparation de petit électroménager (75) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 000,00 € HT	22,35 %	56 100,00 €
		Montant total de la subvention	56 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARES SERVICES
Adresse administrative : 14 RUE LESAULT
93500 PANTIN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PHILIPPE CROUZET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une partie des travaux d'aménagement du local ont démarré au début de l'été pour ne pas pénaliser le projet déjà fragilisé économiquement par la crise sanitaire.

Description :
Le projet RépareSeb résulte d'un partenariat entre le Groupe Ares, premier acteur de l'insertion par l'activité économique en Ile-de-France, et le Groupe SEB, qui représente 30% du marché du petit électroménager en France.
Le Groupe SEB a développé une démarche pour que ses produits soient réparables pendant 10 ans, cependant cet engagement de réparabilité est aujourd'hui difficile à tenir en Île-de-France car il existe peu de services qualitatifs de proximité, et les ateliers de réparation présents disparaissent progressivement en raison du coût du foncier et du manque de personnel qualifié pour faire les réparations. Ainsi, aujourd'hui, beaucoup de produits de petit électro-ménager sont jetés alors qu'une réparation serait facile.
L'objectif du projet RepareSeb est donc de créer un atelier de maintenance du petit-électroménager sous forme d'entreprise d'insertion, basé porte de la Chapelle, un quartier à fort enjeu avec des problématiques sociales et économiques, et d'importants projets de développement autour des départements de Paris et de la Seine-Saint-Denis. Le projet RepareSeb permet ainsi d'accompagner le changement des pratiques et des mentalités et de favoriser une consommation plus raisonnée : entretien du matériel, techniques de réparation, priorité à l'achat de seconde main, offres de location d'appareils plutôt qu'achat systématique…

Le projet RepareSeb sera articulé autour de plusieurs activités centrées autour de la réparation et du

réemploi :
- réparation et remise en état de petit électro-ménager de marques SEB et d'autres fabricants ;
- location de petit électro-ménager ;
- vérification et reconditionnement de matériel retourné auprès du service après vente du groupe SEB ;
- vente de petit électro-ménager d'occasion ;
- activités pédagogiques sur la réparation et espace d'auto-réparation.

Ainsi, la Région apporte son soutien à la réalisation des travaux d'aménagement et à l'acquisition des machines et de l'outillage nécessaires au démarrage de l'activité.

Ce projet permet de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation et de diminuer les quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 2 - Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : 20,32% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 51 000 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 5 100 €.
Soit un soutien total de 56 100 €.

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	172 000,00	68,53%
Equipements	79 000,00	31,47%
Total	251 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	24 900,00	9,92%
Financements privés	20 000,00	7,97%
Mairie de Paris	150 000,00	59,76%
Subvention région Île-de-France	51 000,00	20,32%
Prime citoyenne écologique	5 100,00	2,03%
Total	251 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052516 - Plateformes de réemploi et recyclage de déchets du BTP – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	277 000,00 € HT	33,00 %	91 410,00 €
	Montant total de la subvention		91 410,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARES SERVICES
Adresse administrative : 14 RUE LESAULT
93500 PANTIN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PHILIPPE CROUZET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 30 septembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Groupe Ares est le premier acteur de l'insertion par l'activité économique en Ile-de-France. Avec la création d'une plateforme «R4» de réemploi et de recyclage des matériaux du BTP, son objectif est de proposer aux acteurs du secteur du BTP des solutions circulaires et solidaires permettant d'offrir des voies de sorties aux matériaux du BTP et d'allonger la durée de vie des matériaux utilisés via 4 activités principales (les « R4 » du projet) :
- La réinsertion : accompagnement des personnes en situation d'exclusion en leur proposant un travail et un accompagnement social et professionnel adapté et personnalisé (formation-action sur les matériaux et leur transformation).
- Le réemploi : gestion de la logistique des matériaux neufs restant en fin de chantier en les récupérant, en les stockant et en les réinjectant sur d'autres chantiers.
- La réutilisation : dépose sélective, récupération et transformation des matériaux issus du curage en matières premières pour équiper de futurs projets.
- Le recyclage : valorisation et réintégration dans la chaine de valeur de la production de matières premières des matériaux qui ne peuvent être ni réemployés ni réutilisés, notamment le verre plat issu des portes et fenêtres des déconstructions.

Les activités de la plateforme seront réparties sur plusieurs sites où intervient déjà le groupe ARES, notamment à Bonneuil-sur Marne (94), à Saint-Denis (93) et à Paris (75).

La Région apporte son soutien aux travaux d'aménagement, à l'acquisition du matériel et du logiciel de gestion des stocks nécessaires au démarrage de l'activité.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du PRPGD de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 2 - Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : 30% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 83 100 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 8 310 €.
Soit un soutien total de 91 410 €.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS
- PANTIN
- BONNEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	125 000,00	45,13%
Matériel	102 000,00	36,82%
Logiciel	50 000,00	18,05%
Total	277 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	120 590,00	43,53%
Financements privés	65 000,00	23,47%
Subvention région Île-de-France	83 100,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	8 310,00	3,00%
Total	277 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052639 - Recyclage de déchets plastiques en matériaux de construction (93) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	710 000,00 € HT	30,99 %	220 000,00 €
	Montant total de la subvention		220 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SASMINIMUM
Adresse administrative : 14 AVENUE EDOUARD VAILLANT
93500 PANTIN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MARIUS HAMELOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 20 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La SASMINIMUM a implanté en 2019 à Pantin (93) un prototype d'unité de recyclage de matières plastiques récupérées localement en matériaux de construction se présentant sous forme de plaques, le « Pavé ».
Elle est actuellement hébergée dans les locaux d'une autre entreprise (Lemontri) et souhaite développer dans ses propres locaux une unité de production au dimensionnement industriel, ajuster son procédé, l'optimiser et automatiser la ligne de production. Elle poursuit ainsi le but de fédérer des éco-systèmes franciliens entre les acteurs de la collecte des déchets d'une part, et des besoins en éco-conception (JOP 2024 notamment), d'autre part, avec les acteurs de la construction. La pré-sélection de SASMINIMUM au sein de différents projets d'envergure pour les JOP 2024 permet de quantifier les premiers impacts en termes de tonnage valorisé et d'anticiper un impact médiatique qui permettra alors d'étendre la portée du projet.

La société est actuellement à la recherche de locaux aux portes de Paris, en Seine-Saint-Denis, à proximité des futurs sites des JOP 2024. Un premier site est identifié à Pantin à proximité du site actuel.

La Région apporte son soutien financier aux travaux des futurs locaux, à l'acquisition des équipements et à la réalisation des phases de tests des nouvelles lignes de production.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du PRPGD de relever le défi du tri et du recyclage matière et organique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 8 – un soutien « de droit commun » de 200 000 € (plafond atteint), soit 28,17% des dépenses éligibles en investissement
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 20 000 €.

Soit un soutien total de 220 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	110 000,00	15,49%
Equipement	515 000,00	72,54%
Tests de production	85 000,00	11,97%
Total	710 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	490 000,00	69,01%
Subvention Région Île-de-France	200 000,00	28,17%
Prime citoyenne écologique régionale	20 000,00	2,82%
Total	710 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052653 - Organisation d'une filière de collecte de bouteilles de verre consignées pour réemploi – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	170 000,00 € HT	33,00 %	56 100,00 €
	Montant total de la subvention		56 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BOUTEILLE MERCI
Adresse administrative : 6 RUE PIERRE LESCOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MARC ITHURBIDE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Bouteille Merci (LBM), est une entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire qui propose au grand public une gamme d'eaux et de sodas bio en bouteille de verre consignée pour réemploi.

L'utilisation de verre consigné est la solution la plus respectueuse de l'environnement pour réduire la production d'emballage et qui bénéficie en outre du soutien du grand public. Cette solution nécessite néanmoins de développer la chaine logistique pour collecter le verre, le laver et le redistribuer. La collecte constitue actuellement un frein économique pour cette solution et nécessite de gérer de gros volumes pour être économiquement soutenable.

LBM souhaite ainsi développer sa propre chaine logistique afin de collecter ses contenants d'une part, mais également de proposer ce service à destination d'autres acteurs de la consigne, permettant ainsi à d'autres distributeurs de boisson d'opter pour des contenants en verre consignés.
LBM a déjà identifié un site de logistique/massification à Paris Nord et prévoit de se focaliser sur l'Île-de-France dans un 1er temps.

LBM dispose déjà d'un partenariat avec l'enseigne Franprix pour distribuer ses produits dans 50 magasins parisiens, qui serviront de 1er maillon pour la collecte des contenants en verre. Actuellement 3 personnes sont mobilisées sur le projet et LBM prévoit l'embauche de 7 personnes supplémentaires d'ici 2023.

La Région apporte son soutien financier à l'aménagement de la plateforme et à l'acquisition des équipements nécessaires à la logistique :
- véhicules de collecte
- casiers pour stocker les produits au niveau des points de collecte
- sacs pour faciliter l'apport du consommateur au point de collecte.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 3 : 30 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 51 000 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 5 100 €.
Soit un soutien total de 56 100 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicules de collecte	100 000,00	58,82%
Aménagement plateforme	25 000,00	14,71%
Equipements de collecte	45 000,00	26,47%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	113 900,00	67,00%
Subvention Région Île-de-France	51 000,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	5 100,00	3,00%
Total	170 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052654 - Plateformes de compostage locales (78) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	204 000,00 € TTC	22,00 %	44 880,00 €
	Montant total de la subvention		44 880,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALLIANCES POUR LES SOLS
Adresse administrative : 14 RUE DE LORRAINE
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS BERIOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La mission d'Alliances pour les sols (APLS) est de revitaliser les sols par un compostage éthique, en récoltant, en vélo-remorque, les « bio-ressources » (ou biodéchets) des collectivités et restaurants ; dans le respect de l'emploi solidaire et avec le concours des municipalités.

Pour ce faire, APLS a développé une plateforme locale, simple, autonome, dimensionnée pour collecter 50 t/an de biodéchets (soit la production de 500 à 1000 habitants), dans un rayon de 2 km.
La plateforme occupe un espace de 100 m², dont 60 m² sont aménagés pour accueillir 5 composteurs de 6000 L chacun, ainsi que les opérations d'apport des biodéchets et d'enlèvement du compost. La collecte s'effectue par vélo-remorque. Le fonctionnement de la plateforme nécessite un emploi temps plein (ETP) réparti sur 2 personnes.

Cette plateforme a vocation à s'étendre et à se multiplier par croissance interne ou par partenariat avec d'autres structures. L'APLS prévoit de réaliser un premier test au sein du Parc de la Charmeraie, en partenariat avec l'Office National des Forêts (ONF) et un site d'accrobranche. La ville de Saint-Germain-en-Laye s'est déjà montrée intéressée et des études ont été menées pour une deuxième plateforme sur le site du Parc du château de Saint-Germain-en-Laye. Enfin, un troisième site est à l'étude à Maisons-Laffitte.

En fonction des résultats qui auront été obtenus, l'APLS espère pouvoir atteindre l'installation de 12 plateformes d'ici 2023, soit 600 t/an de biodéchets, 300 t/an de compost et la création de 7 emplois rémunérés.

La demande de soutien auprès de la Région porte sur la première phase du projet, correspondant à l'installation de 3 plateformes. La Région apporte son soutien financier pour la réalisation des travaux d'aménagement des sites et d'ingénierie, l'acquisition des équipements pour la collecte (vélos-remorques, biosceaux…), des équipements pour la valorisation des biodéchets (composteurs, chargeurs…) et du petit matériel.

Ce projet contribue directement à l'objectif de tri à la source des biodéchets, et du développement de filière de valorisation avec retour au sol. La présence d'une personne de l'association au moment de la collecte permet d'instaurer un dialogue permanent avec les particuliers et les entreprises et de garantir un gisement de qualité. Il s'inscrit ainsi dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de valorisation matière des DNDNI de 60% en 2025, et de réduction des DMA de -10% en 2025 par rapport à 2010.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 3 : 20 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 40 800 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 4 080 €.
Soit un soutien total de 44 880 €.

Localisation géographique :
- CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE (78-YVELINES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	68 000,00	33,33%
Equipements	80 000,00	39,22%
Rémunération du personnel lié au développement du projet	48 000,00	23,53%
Petit matériel	8 000,00	3,92%
Total	204 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	94 120,00	46,14%
ADEME (prévisionnel)	65 000,00	31,86%
Subvention région Île-de-France	40 800,00	20,00%
Prime citoyenne écologique régionale	4 080,00	2,00%
Total	204 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052662 - Développement d'une série de mobilier éco conçue destinée aux espaces de travail partagés de Morning Coworking – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	176 500,00 € HT	33,00 %	58 245,00 €
	Montant total de la subvention		58 245,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LESPACE
Adresse administrative : 21 PLACE DE LA REPUBLIQUE
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GUILLAUME BERTAUD, Responsable Aménagement

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mobilisation d'entreprises nécessite un travail très en amont.

Description :
L'Espace (nom de marque : Morning Coworking) est un gestionnaire d'espaces de travail partagés franciliens qui internalise ses moyens techniques et humains (chefs de chantiers, architectes d'intérieur, designers…) dans l'objectif de gérer l'ensemble du cycle de vie des produits utilisés dans ses espaces de travail.
L'entreprise souhaite aujourd'hui accentuer cette démarche en développant sa propre gamme de mobilier professionnel éco-conçue pour équiper ses nouveaux espaces d'une superficie de 40 000 m² supplémentaires en 2020, et de 200 000 m² d'ici à 2030. Ce volume permet en effet d'envisager une production de mobilier en réemploi, en moyenne et grande série, intégrant dès la conception, des matières premières secondaires.
Elle s'appuiera sur la valorisation de matières premières secondaires issues du réemploi de flux de déchets industriels et de Déchets d'Eléments d'Ameublement, ainsi que sur des matières recyclées et éco-sourcées locales.

Ce projet à grande échelle permettra de :
- réaliser un diagnostic territorial de flux continus de déchets à fort potentiel de réemploi de plusieurs industriels « émetteurs », afin de définir des plans d'approvisionnement pérennes ;
- caractériser les déchets et matériaux à travers une base de données type « déchethèque» ;
- créer des synergies en créant des boucles vertueuses sur des typologies de flux (métaux et bois) ;
- faire monter en compétences les acteurs de la conception et de la fabrication à travers des formations

dédiées, et sensibiliser les coworkers et les clients à l'impact du mobilier utilisé dans les espaces (consommation responsable) ;
- réduire d'au moins 70 % les impacts du mobilier par rapport à un mobilier standard.

La région Île-de-France apporte son soutien financier à :
- la cartographie du diagnostic territorial, le sourcing des acteurs et la base de données matériaux ;
- l'étude de faisabilité technico économique visant à définir le plan d'approvisionnement (flux de matériaux concernés, définition moyens humains et techniques, mise en place de partenariats…) ;
- l'étude de faisabilité pour l'éco-conception de la gamme de mobilier intégrant des matières premières secondaires (mesures d'impact multi-étapes et multicritères, analyses usages intensifs et fin de vie du mobilier) ;
- l'étude de faisabilité du déploiement des techniques des lignes de production et la certification ;
- la rémunération en partie du personnel et des prestations d'ingénierie liés au développement du projet.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France de doublement de l'offre de réemploi sur le territoire francilien.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 30 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 52 950 euros.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10 % sur la subvention, soit 5 295 euros.
Soit un soutien total de 58 245 euros.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations d'ingénierie des études de faisabilité, cartographie, sourcing...	160 500,00	90,93%
Rémunération de personnels liée au développement du projet	16 000,00	9,07%
Total	176 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	68 255,00	38,67%
ADEME	50 000,00	28,33%
Subvention Région Île-de-France	52 950,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	5 295,00	3,00%
Total	176 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052663 - Création d'outils web pour le déploiement d'ateliers en Île-de-France – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	35 000,00 € HT	55,00 %	19 250,00 €
	Montant total de la subvention		19 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOFRUGAL PROJECT
Adresse administrative : 52 RUE POLONCEAU
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PHILIPPE LEVEQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La société Ecofrugal Project développe des ateliers gratuits de partage et de solutions entre citoyens qui visent à accélérer la diffusion à grande échelle de pratiques éco-responsables grâce au mimétisme social et à l'intelligence collective.

Mon Atelier Ecofrugal Zéro Déchet permet de sensibiliser à la réduction des quantités de déchets de toutes sortes (électroniques, emballages, alimentaires...) par la création de groupes d'entraide à compétences multiples (compost mutualisé, ateliers de réparation, don, mutualisation…), par la valorisation des savoirs propres à chaque participant, et par tous les bénéfices susceptibles d'émerger de la coopération entre habitants.

Ce sont des ateliers d'une à deux heures, animés par un ambassadeur bénévole formé et qui accueille entre 8 à 13 personnes réunies chez les participants ou dans le lieu de leur choix. Chaque participant reçoit en amont un kit de participation comprenant des objets utiles et écologiques ainsi qu'un kit d'animation pour les accompagner. A l'issue de la séance, ils repartent avec une liste de 10 actions à mettre en œuvre dont ils partagent les résultats sur le site Internet.

Ecofrugal Project s'est fixé pour objectif la participation de 20 000 Franciliens à « mon atelier zéro déchet » d'ici à la fin de l'année 2022 et la réduction, pour chaque participant, de 15 % de ses déchets par

application des gestes qu'il aura appris.

La Région apporte son soutien financier :
- au développement d'outils web pour le suivi et la mesure d'impact des ateliers zéro déchet auprès du grand public et des collégiens ;
- à la création et la mise en ligne d'une application web et mobile « mon guide écofrugal zéro déchet Île-de-France », et sa version junior, afin que le guide comporte des exemples et des adresses propres au territoire francilien complétés par les participants.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 50 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 17 500 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 1 750 €.
Soit un soutien total de 19 250 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement outils web	15 000,00	42,86%
Développement application et site web version francilienne	20 000,00	57,14%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 750,00	22,14%
ADEME	8 000,00	22,86%
Subvention région Île-de-France	17 500,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 750,00	5,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052664 - Création d'une déchèterie professionnelle pour les déchets de chantier (91) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 370 000,00 € HT	24,09 %	330 000,00 €
	Montant total de la subvention		330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECO BTP ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 14 RUE DE LA PORTE ECLUSE
91270 VIGNEUX-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE FERNANDES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'entreprise ECO BTP collecte des déchets du BTP sur le sud de la région et exploite une installation de tri et de valorisation de déchets du BTP à Vigneux-sur-Seine depuis 2013. L'entreprise est certifiée ISO 9001/14001 depuis mars 2014.

Afin de diversifier ses apports, elle souhaite augmenter la surface de son site pour y accueillir une déchèterie pour les professionnels du BTP, comprenant :
- une aire de mise à disposition de matériels de réemploi pour le BTP ;
- des alvéoles de stockage des différents matériaux recyclables (en particulier les 5 flux) ;
- des alvéoles de stockage de déchets inertes et de déchets à trier, qui seront ensuite transférés sur la chaine de tri existante sur le site mitoyen ;
- une aire de réception de déchets dangereux ;
- des points de collecte d'eco-organismes (Valdelia, Ecologic…) ;
- un stockage de granulats recyclés produits sur le site et mis à disposition.

Cette extension occupe une surface de 4 656 m2, ce qui double quasiment la surface du site. La capacité actuelle du site est de 75 000 T/an. Ce projet vise une capacité complémentaire de 6 000 T/an de déchets apportés directement par les artisans et les entreprises du BTP.

Le site permettra la réception des « 5 flux » apportés en petite quantité et ne pouvant être entreposés

triés dans des contenants séparés sur les chantiers. Elle disposera d'une case de stockage pour le plâtre et pourra être référencée comme point de collecte par des éco-organismes (ex : Valdelia, Ecologic…).
Une zone de réemploi sur 45 m² est prévue pour stocker les éléments susceptibles de faire du réemploi.
Une démarche partenariale avec les collectivités locales de ce secteur géographique, avec la Fédération du BTP, la CCI et la Chambre des Métiers pourra être engagée afin de faciliter l'orientation des déchets des entreprises du BTP sur la déchèterie professionnelle d'ECOBTP Environnement.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagements, à l'acquisition des équipements et à la prestation d'ingénierie nécessaire au développement du projet.
Ce projet contribue aux objectifs du PRPGD en permettant de développer le maillage du territoire en installation de collecte à destination des TPE/PME.

Le bénéficiaire s'engage à répondre aux enquêtes de l'ORDIF (Observatoire régional des déchets en Île-de-France) auprès des installations franciliennes de gestion des déchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 4 : un soutien « de droit commun » de 300 000 € (plafond atteint, soit 14% des dépenses éligibles).
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 30 000 €.
Soit un soutien total de 330 000 €.

Localisation géographique : VIGNEUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement du site	1 080 000,00	78,83%
Equipements (pelle réception...)	250 000,00	18,25%
Prestation d'ingénierie liée au développement du projet	40 000,00	2,92%
Total	1 370 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 040 000,00	75,91%
Subvention Région Île-de-France	300 000,00	21,90%
Prime citoyenne écologique régionale	30 000,00	2,19%
Total	1 370 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052673 - Modernisation des espaces artisans pour la collecte des déchets de chantiers (77) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	82 692,00 € HT	33,00 %	27 289,00 €
	Montant total de la subvention		27 289,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : YPREMA
Adresse administrative : 7 RUE CONDORCET
94430 CHENNEVIERES SUR MARNE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur FRANCOIS PRZYBYLKO, Directeur Commercial

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les investissements ont déjà été commencés en raison de la forte augmentation des flux de déchets liée à le conjoncture économique.

Description :
YPREMA est une entreprise qui possède et gère 6 sites en île-de-France permettant de collecter et massifier des déchets de chantiers, et de produire des matériaux à partir de ces déchets.

Les sites situés à Lagny-sur-Marne (77) et à Emmerainville (77) disposent d'un espace artisans organisé comme une déchèterie professionnelle qui permet aux TPE/PME de pouvoir déposer et trier leurs déchets. Devant l'augmentation importante des flux, YPREMA souhaite optimiser ces espaces artisans tout en permettant une meilleure qualification des déchets pour faciliter leur valorisation.

Les nouveaux aménagements prévus par YPREMA doivent permettre de fluidifier l'accueil des artisans afin de réduire le temps de la procédure, et de proposer de nouvelles cases pour adapter l'offre à l'augmentation des apports constatés (gravats propres ou souillés). L'installation d'un système de caméras permettra de contrôler à distance les apports réalisés par les artisans sur l'ensemble du site, de limiter les erreurs de tri et ainsi optimiser la valorisation des déchets. Enfin, un passage différencié sera créé entre l'espace artisan et le site de recyclage limitrophe géré par YPREMA, afin de séparer la circulation des clients et celles des opérateurs d'YPREMA.
En lien avec ces aménagements, il est nécessaire d'adapter la signalétique du site et d'installer de nouveaux gardes corps qui faciliteront l'ouverture et la fermeture des bennes par les artisans.

La Région apporte son soutien financier aux deux sites de Lagny-sur-Marne et Emerainville. Il porte sur l'installation d'un portail, la modification des gardes corps, la création de cases avec des blocs, l'installation de caméras, de signalétique et la connexion d'un système de pesée au logiciel de gestion.

Le projet doit permettre d'augmenter le volume de déchets réceptionné d'environ 5% et d'améliorer le taux de valorisation de 75% à 80%, tout en offrant des conditions d'accès plus rapide et sécurisées pour les entreprises artisanales.

Ce projet permet de contribuer à l'objectif du PRPGD de proposer une offre de collecte pour les déchets de chantier adaptée aux entreprises artisanales, et à l'objectif de valoriser 70% des déchets de chantiers en 2020.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 4 : 30 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 24 808 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 2 481 €.
Soit un soutien total de 27 289 €.

Localisation géographique :
- EMERAINVILLE
- LAGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation portail	10 733,00	12,98%
Modification des gardes corps	33 500,00	40,51%
Mise en place des blocs	7 142,00	8,64%
Mise en place des caméras	14 899,00	18,02%
Adaptation signalétique	3 656,00	4,42%
Mise en place système déporté	12 762,00	15,43%
Total	82 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	26 401,00	31,93%
ADEME	29 000,00	35,07%
Subvention région Île-de-France	24 808,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	2 481,00	3,00%
Total	82 690,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052674 - Acquisition d'infrastructures de nettoyage pour développer le modsèle de consigne pour réemploi LOOP dans la grande distribution - LAUREAT BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	541 000,00 € HT	33,00 %	178 530,00 €
	Montant total de la subvention		178 530,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOOP FRANCE SAS
Adresse administrative : 6 PLACE DE LA MADELEINE
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame BLANDINE SURRY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La société Loop France, filiale de Loop Global Holdings appartenant à la société mère Terracycle, vise à proposer une alternative durable aux emballages à usage unique des grandes marques. Loop accompagne en effet les fabricants de produits de grande consommation pour les aider à faire leur transition d'emballages à usage unique vers des emballages réutilisables.

Pour cela, Loop assure la logistique inversée de la collecte des emballages auprès des distributeurs, les nettoie selon les standards d'hygiène et de sécurité sanitaire, et les renvoie aux fabricants des produits ainsi distribués (150 partenaires). Les emballages, qui restent la propriété du fabricant du produit distribué, sont consignés pour que le consommateur les retourne une fois le produit utilisé. Ils répondent à des critères de durabilité (au moins 10 cycles d'utilisation), de lavage et de recyclabilité.
Les emballages réutilisables proposés par Loop sont distribués dans un premier temps en France par Carrefour avec un objectif de 100 magasins en 2021 en complément de la distribution sur son site d'e-commerce. Le partenariat avec les acteurs de la grande distribution sera enrichi, à partir de juillet 2021, avec d'autres enseignes, à l'échéance de l'exclusivité avec le groupe Carrefour.

Pour accompagner cette phase de développement de la consigne à très grande échelle, Loop souhaite développer au plus près de ses distributeurs en Île-de-France, une infrastructure de nettoyage plutôt que de continuer à les envoyer dans l'est de la France. Ces équipements seront installés dans les locaux d'un partenaire logistique. Les tunnels de lavage, adaptés pour différents contenants (formes, matériaux,

tailles) seront accessibles aux autres porteurs de projets franciliens de la consigne pour réemploi.

La région Île-de-France apporte son soutien financier à :
- L'acquisition des machines permettant de laver environ 2 millions de contenants par an ;
- L'acquisition des équipements informatiques hardware et software ;
- La réalisation des travaux nécessaires à l'installation des machines dans les locaux ;
- La réalisation des prestations d'ingénierie liées au développement du projet.

Loop estime que ce projet permettra l'économie à mi 2021 d'environ 6 millions de contenants annuels, soit environ 200 tonnes, et la création de 10 emplois dans la phase d'installation et de 5 emplois pour la gestion opérationnelle du site.
Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France de déploiement de la pratique de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 30 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 541 000 € HT, soit une aide régionale de 162 300 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10 % sur la subvention, soit 16 230 €.
Soit un soutien total de 178 530 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de lavage et équipement afférents	112 400,00	20,78%
Travaux d'installation bâtiment	318 600,00	58,89%
Equipements et logiciels informatiques	30 000,00	5,55%
Prestations d'ingénierie	80 000,00	14,79%
Total	541 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	362 470,00	67,00%
Subvention Région Île-de-France	162 300,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	16 230,00	3,00%
Total	541 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052684 - Déploiement de l'activité de consigne pour réemploi en ligne de L'intendance – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	106 592,00 € HT	33,00 %	35 176,00 €
	Montant total de la subvention		35 176,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPLASTIFY
Adresse administrative : 2 VILLA DANCOURT
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MERYEM BENMOUAZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité d'acheter le matériel préparation en amont

Description :
Le marché des achats en vrac est mature mais des difficultés freinent encore son développement : nombre insuffisant d'enseignes proposant du vrac, nombre limité de références en magasin, logistique des contenants vides compliquée pour le consommateur.

La société Deplastify (nom de marque : l'Intendance) vise à généraliser l'adoption d'un mode de consommation sans plastique, avec un système de consigne en verre digitalisé permettant aux Franciliens d'accéder à une grande variété de produits de qualité, bios et locaux dont une partie fabriquée directement par la société.
Elle propose, depuis septembre 2019, sur son site Internet, environ 150 produits alimentaires, cosmétiques et d'entretien dont 71 sont aujourd'hui distribués dans des contenants consignés.

Les produits sont conditionnés, après commande en ligne, dans du papier kraft recyclé et biodégradable pour les produits secs, et dans des bouteilles, bocaux et flacons en verre consignés pour les produits liquides, le tout rassemblé dans un sac filet en coton lui-même consigné. Les livraisons se font à vélo avec le partenaire cyclo-logistique OLVO depuis le site de conditionnement porte d'Aubervilliers à Paris. Les contenants qui sont retournés lors des commandes suivantes, sont lavés par un Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT).
L'Intendance s'est fixée pour objectif d'augmenter à 2 000 le nombre de produits proposés consignés d'ici

à 2023, permettant l'évitement de 50 tonnes de déchets plastiques et le réemploi de 500 000 bouteilles, bocaux et flacons en verre.

La région Île-de-France apporte soutien à :
- l'acquisition de broyeurs à billes, d'un lyophilisateur et de matériel de conditionnement ;
- l'achat d'une laveuse professionnelle pour internaliser la prestation ;
- l'acquisition de matériels de rangement et de pesée (rack, balances…)
- le développement et la mise en place d'un système d'abonnement, ainsi que la montée en charge du système informatique (bases données) ;
- l'achat de matériel informatique.

Ce projet permettra la création de 16 emplois de préparateurs de commande.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 30 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 106 592 € HT, soit une aide régionale de 31 978 euros.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10 % sur la subvention, soit 3 198 €.
Soit un soutien total de 35 176 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements (laveuse, conditionneuse, broyeurs...)	57 272,00	53,73%
Matériel informatique	21 120,00	19,81%
Développement informatique	13 200,00	12,38%
Etude de mise en conformité	15 000,00	14,07%
Total	106 592,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	39 438,00	37,00%
BPI	31 978,00	30,00%
Subvention Région Île-de-France	31 978,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	3 198,00	3,00%
Total	106 592,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052697 - Collecte et réutilisation de textiles professionnels à Rambouillet (78) - Lauréat du BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	20 856,00 € HT	33,00 %	6 883,00 €
	Montant total de la subvention		6 883,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ENCHANTEUSES
Adresse administrative : 1 RUE DE CLAIREFONTAINE
78120 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Société Créée De Fait
Représentant : Madame CITIAL BOCHER, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les Enchanteuses sont un collectif qui réunit une créatrice textile et une entreprise de design industriel et de communication visuelle.

L'entreprise collecte des tissus et matières issus de professionnels (oriflammes, kakémonos, banderoles, drapeaux…) pour les transformer en accessoires « utilitaires » (sacs à linge, sacs en vrac, trousses de toilette, tote-bags…) ou de « luxe » (sacs, cabas, pochettes, sacoches, trousses…).

Les Enchanteuses ont débuté leur activité en 2020 et ont déjà des contacts avancés pour récupérer les textiles d'entreprises locales (concessionnaires automobiles, grandes surfaces, producteurs de tissus, restaurateurs, cinéma…), voire plus éloignées comme la station de ski de Tignes. Les Enchanteuses sont également soutenues par des élus locaux et la Smartcity à Rambouillet.

L'objectif de l'entreprise est de proposer des produits locaux, conçus et fabriqués à Rambouillet, tout en limitant le gaspillage de textiles. Le souhait des Enchanteuses est de pérenniser leur activité et de pouvoir à court terme embaucher 3 personnes.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition du matériel et des équipements (machines à coudre, ordinateur, vélos pour la collecte…).

Ce projet contribue à l'objectif du PRPGD de réduire de 10% les DAE entre 2014 et 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 30 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 6 257 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 626 €.

Soit un soutien total de 6 883 €.

Localisation géographique :
- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements (machines à coudre, matériel informatique...)	14 856,00	71,23%
Vélos de collecte	3 000,00	14,38%
Développement site Internet	3 000,00	14,38%
Total	20 856,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propreté	13 973,00	67,00%
Subvention Région Île-de-France	6 257,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	626,00	3,00%
Total	20 856,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052700 - Création d'une manufacture collaborative et solidaire dédiée au réemploi : Make ici Paris – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	840 000,00 € HT	26,19 %	220 000,00 €
	Montant total de la subvention		220 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAKE ICI
Adresse administrative : 135 BOULEVARD DE CHANZY
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur NICOLAS BARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux et acquisition de matériel doivent être engagés en amont.

Description :
Make ICI est le premier réseau de manufactures collaboratives et solidaires en ville en France (7 800 m², 400 résidents). En échange d'un abonnement, des entrepreneurs résidents (artisans, designers, architectes, TPEs, Startups de la fabrication numérique…) ont un accès illimité à des ateliers, situés au cœur des villes, à des machines professionnelles et numériques, à des ateliers collectifs et privatifs, à des espaces de co-working et à des zones d'assemblage et d'exposition.
Le modèle économique repose sur la facturation :
- d'abonnements aux entrepreneurs résidents ;
- de formation (initiations pour les amateurs, réorientation professionnelle, team building) à destination des professionnels ;
- de prestations de conception et de fabrication à des grands comptes (conception, prototypage, aménagements intérieurs, signalétique, créative technologies…).

Make ICI souhaite développer 3 sites parisiens afin de tisser un réseau de tiers lieux « du faire » en Île-de-France, en complément du site de Montreuil, et de ceux de Nantes, Marseille et Aix-en-Provence.
Le premier local de 3 000 m², dédié au réemploi, permettra :
- l'accueil de 150 entrepreneurs résidents, de 20 acteurs dans l'incubateur ESS et économie circulaire et de 50 apprenants, bénéficiaires de formations (éco-conception, réparateurs de cycle, artisanat numérique…) ;

- d'avoir accès à un parc de 300 machines dont 90 % issues du réemploi et de la valorisation ;
- de gérer le réemploi des Déchets d'Activités Economiques (DAE) par la création d'une « chutothèque » avec un objectif de 80 % de réemploi du bois et 95 % des métaux ;
- la création de 10 emplois à terme.

La région Île-de-France apporte son soutien financier :
- aux études, travaux de gros œuvre et à l'aménagement du local ;
- aux machines et à l'outillage, et aux véhicules de manutention ;
- au matériel informatique ;
- au développement d'un site Internet.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France du doublement de l'offre de réemploi sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 2 : 24 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » plafonné à 200 000 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 20 000 €.
Soit un soutien total de 220 000 €.
La BPI soutient ce projet à hauteur de 500 000 € dont 125 000 en investissement. Une demande de soutien a également été faite auprès de l'ADEME.

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, travaux et aménagements	570 000,00	67,86%
Outillage	210 000,00	25,00%
Matériel informatique	10 000,00	1,19%
Véhicules manutention	40 000,00	4,76%
Développement site Internet	10 000,00	1,19%
Total	840 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	495 000,00	58,93%
BPI	125 000,00	14,88%
Subvention Région Île-de-France	200 000,00	23,81%
Prime citoyenne écologique régionale	20 000,00	2,38%
Total	840 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052701 - Développement d'un démonstrateur industriel de recyclage des plastiques non recyclables à Plaisir (78) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 075 250,00 € HT	15,35 %	165 000,00 €
	Montant total de la subvention		165 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RECNOREC
Adresse administrative : 12 AV DES PRES
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame UGOLINE SOLER, Présidente directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Environ 85% des déchets plastiques issus des déchets ménagers ou des déchets d'activité économique ne sont pas recyclés pour de nombreuses raisons technico-économiques (tri non réalisé, déchets pas assez propres, gisements trop faibles pour être rentables…).

RECNOREC est une start'up qui a développé une solution permettant de recycler l'ensemble des plastiques qui ne font pas déjà l'objet d'une solution de recyclage et qui sont traités actuellement en incinération ou en stockage en tant que déchets ultimes, en les transformant en un nouveau matériau utilisable en industrie.

La solution est prête, mais un travail de recherche est encore nécessaire pour répondre aux besoins des acteurs économiques, et pour définir les premières utilisations du matériau qui seront développées parmi toutes celles possibles. RECNOREC dispose à cet effet d'un atelier de R&D à Plaisir (78), dans un local de 78 m².
L'étape suivante consiste à développer un démonstrateur industriel d'une capacité de 3 500 t/an, afin de tester concrètement la solution et valider le modèle économique en vue d'un développement industriel.

Actuellement, l'équipe de RECNOREC est composée de 4,5 ETP et plusieurs recrutements sont en cours pour des stages et des alternants. RECNOREC est partenaire par ailleurs du centre de recherche

NOBATEK, de partenaires techniques comme Matériaupôle et Néo-Eco, et d'entreprises du bâtiment susceptibles de mettre en œuvre le nouveau matériau. RECNOREC est enfin soutenu par l'incubateur SQYCub, l'association Salvaterra et le Réseau Entreprendre Yvelines.

Le projet global a été évalué à environ 4 250 000 € et doit permettre au démonstrateur d'être opérationnel en 2022.

La Région apporte son soutien financier aux prestations d'ingénierie directement liées au projet et aux travaux de construction et d'aménagement du bâtiment (laboratoire, atelier de menuisage…). Ce soutien permettra d'accélérer et de valider la pertinence de la proposition de valeur que porte RECNOREC, pour valoriser d'une part les déchets plastiques, et faciliter d'autre part l'acceptation de ce nouveau matériau.

En développant une filière pour des plastiques qui sont considérés comme des refus de tri aujourd'hui, ce projet doit permettre de contribuer à atteindre l'objectif du PRPGD de réduire de 50% les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2025 par rapport à 2015.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 4 : un soutien « de droit commun » de 150 000 € (plafond atteint, soit 14 % des dépenses éligibles).
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 15 000 €.
Soit un soutien total de 165 000 €.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation d'ingénierie liée au développement du projet	540 000,00	50,22%
Travaux de construction et d'aménagement du bâtiment	535 250,00	49,78%
Total	1 075 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	910 250,00	84,65%
Subvention Région Île-de-France	150 000,00	13,95%
Prime citoyenne écologique régionale	15 000,00	1,40%
Total	1 075 250,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052702 - Ouverture d'une cuisine de quartier pour lutter contre le gaspillage alimentaire - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	80 000,00 € TTC	55,00 %	44 000,00 €
	Montant total de la subvention		44 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPCP LES PETITES CANTINES PARIS
Adresse administrative : 20 AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PAULINE ROLAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association les Petites Cantines souhaite développer en Île-de-France sa première entité francilienne à l'appui de son expérience avec 6 structures développées à Annecy, Lille, Lyon et Strasbourg.

Le projet des Petites Cantines vise à développer des cuisines de quartier destinées à un public en situation d'isolement ou de précarité comme les personnes âgées, les jeunes ou les personnes en recherche d'emplois. Ce sont des lieux de proximité qui visent à promouvoir l'éco-consommation alimentaire en rendant les bénéficiaires acteurs de la réduction des déchets à l'échelle de leur quartier et reproductible chez eux :
- approvisionnement assuré par la collecte d'invendus alimentaires auprès d'acteurs locaux ;
- redistribution des surplus éventuels ;
- valorisation des biodéchets par compostage de proximité ;
- utilisation de vaisselle réutilisable ;
- organisation d'ateliers de sensibilisation.

L'association s'appuie sur des partenaires comme Biocycle, Compost13 et des fondations pour développer son action. Elle prévoit l'adhésion de 2 000 convives et l'économie d'une tonne et demie de gaspillage alimentaire.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à :
- la réalisation des travaux d'aménagement (électricité, peinture, plomberie, menuiserie, aménagement intérieur…) du local d'environ 100 m² destiné à accueillir 40 personnes ;
- l'acquisition des équipements de la cuisine (tables, chaises, ustensile de cuisine, cuisine professionnelle, hotte d'aspiration…).

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduction des quantités de déchets ménagers et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Il permettra la création d'un emploi de maitre de maison et le recrutement de services civiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 50 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 40 000 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 4 000 €.
Soit un soutien total de 44 000 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagement	50 000,00	62,50%
Equipements	30 000,00	37,50%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	31 000,00	38,75%
Ville de Paris	5 000,00	6,25%
Subvention Région Île-de-France	40 000,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale	4 000,00	5,00%
Total	80 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052703 - CLUB MATE : Déploiement d'un réseau de points de collecte de bouteilles consignées – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	57 200,00 € HT	33,00 %	18 876,00 €
	Montant total de la subvention		18 876,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : YERBA MATE
Adresse administrative : 1 RUE TESSON
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur NICOLAS DECHAMBRE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Club Mate, distributeur de boissons au maté en bouteilles consignées, souhaite développer au sein même des points de vente où il est distribué, des postes de récupération des bouteilles qui soient à la fois compacts, écologiques et attrayants pour le consommateur.

Ces points de collecte seront installés dans les commerces de proximité qui distribuent les bouteilles, hors réseau cafés hôtels restaurants où le taux de réutilisation est déjà de 85 %.

Ils seront conçus pour :
- séduire les points de vente et les Franciliens afin de leur donner envie de les utiliser ;
- organiser au mieux les collectes et le stockage intermédiaire ;
- gérer les flux d'incitation monétaire (le montant de la consigne).

Club Mate s'est fixé pour objectif l'évitement de 11 tonnes de déchets (équivalent à 23 000 bouteilles en verre) en première année d'exploitation pour atteindre 50 tonnes en troisième année, en accueillant également des contenants réutilisables de la vente alimentaire à emporter.

La région Île-de-France apporte son soutien financier à :
- la conception, du prototypage et la fabrication d'une centaine de points de collecte des bouteilles vides

consignées ;
- la communication sur les points de collecte ;
- la création d'une application mobile.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi.

Il permettra la création d'un emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 30 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 17 160 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 1 716 €.
Soit un soutien total de 18 876 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement et installation points de collecte	32 200,00	56,29%
Développement application et communication site Internet	25 000,00	43,71%
Total	57 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	23 324,00	40,78%
Eco organisme	15 000,00	26,22%
Subvention Région Île-de-France	17 160,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	1 716,00	3,00%
Total	57 200,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052727 - Exposition immersive grand public sur la pollution : Xpollution – LAUREAT BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	159 180,00 € TTC	55,00 %	87 549,00 €
	Montant total de la subvention		87 549,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAKE OUR OCEANS CLEAN AGAIN
Adresse administrative : 49 AVENUE ALBINE
78600 MAISONS LAFFITTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAPUCINE BOURGEOIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Make Our Oceans Clean Again (Mooca) souhaite réunir les acteurs du changement (acteurs politiques, collectivités, entreprises, start-ups, associations…) autour de la thématique des déchets, et notamment du plastique, afin de favoriser leur mise en relation et trouver des synergies, dans l'objectif d'agir à plus grande échelle et d'avoir un réel impact global.

L'évènement Xpollution, dont la première édition devrait se dérouler à Paris en juin 2021, comporte différents volets :

- une exposition immersive et originale, calibrée pour être utilisée en fond d'écran sur les réseaux sociaux, afin d'informer, éduquer et sensibiliser sur l'impact des déchets ;
- une conférence, qui met en lumière des entreprises, start-ups, acteurs politiques, associations et personnalités qui œuvrent pour la protection de l'environnement ;
- un hackathon gratuit pour réfléchir collectivement sur les solutions de demain de la prévention et la gestion des déchets, sur l'alimentation responsable et la ville de demain à l'approche des JOP 2024 ;
- une collecte de déchets sur un parcours défini en amont à proximité de la zone de l'exposition ;
- un ensemble d'ateliers ludiques orientés sur la sensibilisation et organisés en parallèle de l'exposition.

Les déchets plastiques seront traités lors de l'évènement de différentes manières (décors, animations…).

L'exposition sera conçue de manière éco-responsable à partir de matériaux recyclés, recyclables et biodégradables afin de rester dans la continuité et en accord avec les principes de la mission de sensibilisation.

Le caractère immersif et instagrammable de l'exposition devrait privilégier la visite des 15 - 35 ans.

L'évènement, à destination du grand public, avec un accès gratuit ou à tarif préférentiel, pourra être dupliqué dans d'autres villes franciliennes selon leur intérêt.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France de sensibilisation à la prévention des déchets.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 50 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 79 590 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 7 959 €.
Soit un soutien total de 87 549 €.

Des financements ont été sollicités auprès de l'ADEME et de la Ville de Paris sur les dépenses de fonctionnement, non éligibles au titre de ce règlement d'intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et fabrication exposition, supports de présentation	155 180,00	97,49%
Développement site Internet	4 000,00	2,51%
Total	159 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	61 631,00	38,72%
Paris Arc innovation	10 000,00	6,28%
Subvention région Île-de-France	79 590,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale	7 959,00	5,00%
Total	159 180,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX053080 - OPOPOP : Déploiement d'un colis réutilisable et consigne pour le e-commerce – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	585 000,00 € HT	33,00 %	193 050,00 €
	Montant total de la subvention		193 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JETTPA
Adresse administrative : ROUTE DE LA CHARTREUSE
01150 SAINT SORLIN EN BUGEY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame CHARLOTTE DARMET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'activité de la société JETTPA a pour objet de contribuer à la diminution des déchets occasionnés par les livraisons de vente en ligne. Elle a pour cela développé Opopop, un colis réutilisable et consigné (étiquette pré-affranchie pour le retour) qu'elle propose aux commerçants pour un e-commerce plus circulaire.

Après plusieurs mois de premiers tests, la société a développé 2 formats de pochettes réutilisables et une plateforme de consigne pour réemploi digitale testée avec 2 partenaires franciliens de la vente en ligne.

Le taux de retour constaté étant de 98 %, la société souhaite aujourd'hui :
- passer à une phase de déploiement à grande échelle afin de pouvoir répondre aux besoins exprimés ;
- engager des travaux de recherche et développement, et d'analyse de cycle de vie pour diversifier sa gamme de colis réutilisables et étudier l'impact des matériaux utilisés ;
- développer de nouveaux modèles de points de collecte.

Le projet permettra d'éviter 200 000 colis jetables et le réemploi de 2 tonnes de tissus d'ici à 2022 grâce aux colis réalisés à partir de fins de rouleaux de tissus imperméables de l'industrie textile.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier pour :

- équiper en rangement et matériel le local de traitement des colis ;
- automatiser le process à travers des développements informatiques ;
- faire l'acquisition d'équipements de scan et de nettoyage pour 1000 points relais ;
- développer une gamme de pochettes pour des objets plus fragiles et avec de nouveaux matériaux.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure 1 : 30 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 175 500 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 17 550 €.
Soit un soutien total de 193 050 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et fabrication colis consignés	300 000,00	51,28%
Développements informatiques	120 000,00	20,51%
Equipements des points de collecte	100 000,00	17,09%
Etude R et D et impact	55 000,00	9,40%
Equipement des locaux	10 000,00	1,71%
Total	585 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	361 950,00	61,87%
French Tech	30 000,00	5,13%
Subvention Région Île-de-France	175 500,00	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	17 550,00	3,00%
Total	585 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX052504 - Fonds Propreté – Commune de Saint-Germain-lès-Arpajon (91) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	109 283,00 € HT	66,00 %	72 127,00 €
	Montant total de la subvention		72 127,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON
Adresse administrative : 3 RUE RENE DECLE
91180 SAINT GERMAIN LES ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Norbert SANTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 1 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saint-Germain-lès-Arpajon est victime d'incivilités sous la forme de dépôts sauvages sur l'ensemble de son territoire communal et en particulier sur ses espaces verts.
Elle a décidé d'agir en installant sur les points noirs des pièges photographiques afin d'identifier les contrevenants et d'engager des poursuites à leur encontre. Ce dispositif de surveillance sera complété par l'installation de panneaux d'information sur les risques d'amendes.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'une trentaine de pièges photographiques ainsi que d'une nacelle nécessaire à leur installation et leur maintenance, et à l'achat d'une vingtaine de panneaux d'information.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les mauvaises pratiques et les dépôts sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre du dispositif « Région Ile-de-France propre » (délibération CR 127-16 du 7 juillet 2016): 60% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 65 570 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 6 557 €.

Soit un soutien total de 72 127€.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pièges photographiques	30 639,00	28,04%
Panneaux d'information	424,00	0,39%
Nacelle	78 220,00	71,58%
Total	109 283,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	37 156,00	34,00%
Subvention Région Île-de-France	65 570,00	60,00%
Prime citoyenne écologique régionale	6 557,00	6,00%
Total	109 283,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052506 - Fonds Propreté – Commune de Bondy (93) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	52 440,00 € HT	66,00 %	34 610,00 €
		Montant total de la subvention	34 610,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONDY
Adresse administrative : ESPLANADE CLAUDE FUZIER
93140 BONDY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stephen HERVE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 octobre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bondy fait partie de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble.
La lutte contre les dépôts sauvages est un axe prioritaire de l'amélioration du cadre de vie - propreté urbaine et également du projet de Gestion Urbaine de Proximité à Bondy. En effet, la ville a entrepris de décliner sur son territoire la charte de GUP territoriale signée avec l'ensemble des villes du territoire d'Est Ensemble. Ce projet est opérationnel depuis la fin de l'année 2018.

A ce jour, Est Ensemble a la charge de ramasser ces dépôts sur la voie publique et sur la voie privée ouverte au public. La ville de Bondy, avec ses équipes de proximité, met en place des dispositifs qui lui permettent d'intensifier la lutte contre les auteurs des dépôts sauvages.

En effet, malgré les efforts déployés par Est Ensemble, dont la mission se limite au ramassage par un prestataire des dépôts sauvages constatés, des lacunes persistent : les dépôts sauvages perdurent, leur nombre et leur volume restent préoccupant et continuent de dégrader le cadre de vie des habitants. C'est pourquoi la ville déploie des moyens sur la surveillance du territoire pour lutter contre leur prolifération.

La ville de Bondy a déjà bénéficié de subventions au titre du dispositif Fonds Propreté en 2016 et 2019. Le dossier déposé en 2020 est complémentaire et s'inscrit ainsi dans la montée en puissance de cette politique publique devenue prioritaire.

La Région apporte son soutien financier :
• sur le volet répressif : acquisition pour les agents assermentés de caméras mobiles supplémentaires ;
• sur le volet préventif : acquisition de panneaux signalétiques et de barrières supplémentaires.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre du dispositif Fonds Propreté : 60% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 31 464 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 3 146 €.
Soit un soutien total de 34 610 €.

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caméras mobiles	46 602,00	88,87%
Panneaux signalétiques	1 000,00	1,91%
Barrières anti-dépôts sauvages	4 838,00	9,23%
Total	52 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	17 830,00	34,00%
Subvention Région Île-de-France	31 464,00	60,00%
Prime citoyenne écologique régionale	3 146,00	6,00%
Total	52 440,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052509 - Fonds propreté - Acquisition de véhicules électriques pour la lutte contre les dépôts sauvages à Etampes (91) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	252 665,00 € HT	66,00 %	166 759,00 €
		Montant total de la subvention	166 759,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck MARLIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 15 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville d'Etampes compte 24 765 habitants et a une superficie de 40 km². Elle est confrontée comme l'ensemble des communes franciliennes aux dépôts sauvages et souhaite développer des actions pour lutter contre ce fléau.

Situation actuelle :
Dans la lutte contre les dépôts sauvages, la Ville d'Etampes utilise deux véhicules 3.5 T afin de collecter les déchets. Les 4 agents répartis en 2 équipes procèdent aux enlèvements quotidiennement. Les agents et les véhicules sont mobilisés 7/7j. Dans le cadre de gros dépôts, 4 agents viennent en renfort avec un tractopelle et un PL 12 T. L'ambassadeur du tri de la Communauté d'Agglomération Etampois Sud-Essonne (CAESE) sensibilise et accompagne les usagers lorsqu'ils sont identifiés. Il est le correspondant direct pour les procédures liées aux déchets sur la Ville.

Les objectifs du projet :
- renouveler les technologies de manutention et de sécurité ;
- inscrire ce projet dans les esprits et associer l'ensemble des acteurs concernés ;
- impliquer l'ensemble des acteurs sur les projets liés aux déchets en lien avec la CAESE (Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud Essonne) ;
- prioriser l'action de proximité visible et lisible par la population.

La Région apporte son soutien à cette opération en aidant à acquérir de nouveaux véhicules électriques afin :
- d'accentuer la collecte pour réduire les délais d'enlèvements et réduire l'impact sur l'environnement ;
- de diminuer la pénibilité face aux nombreuses manutentions quotidiennes des agents.

Ce projet s'inscrit dans les orientations du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre du Fonds propreté : 60% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 151 599 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 15 160 €.
Soit un soutien total de 166 759 €.

Localisation géographique :
- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicules	252 665,00	100,00%
Total	252 665,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	85 906,00	34,00%
Subvention région Île-de-France	151 599,00	60,00%
Prime citoyenne écologique régionale	15 160,00	6,00%
Total	252 665,00	100,00%

DOSSIER N° EX052714 - Fonds Propreté - Acquisition de barrières de lutte contre les dépôts sauvages au Plessis-Gassot (95) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	15 807,00 € HT	55,00 %	8 694,00 €
		Montant total de la subvention	8 694,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS-GASSOT
Adresse administrative : MAIRIE
95720 LE PLESSIS-GASSOT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur DIDIER GUEVEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'installation des barrières permettra de limiter le plus en amont possible les dépôts sauvages.

Description :
La commune du Plessis-Gassot est confrontée chaque semaine à des dépôts sauvages, majoritairement déposés dans les chemins ruraux, et notamment sur les bas-côtés des chemins vicinaux n°1, 2 et 3 d'accès au village depuis la RD 10 ou de la commune d'Ecouen. Les quantités varient de quelques sacs à des volumes de 10 à 15 m3.

Dès signalement du dépôt sauvage, des photos sont prises et des démarches engagées avec la gendarmerie en s'appuyant sur l'identification éventuelle de la plaque d'immatriculation par le biais des caméras de vidéo-surveillance de la commune.

Pour limiter la multiplication des dépôts sauvages et les démarches d'enlèvement, la commune souhaite empêcher les accès illégaux à ses chemins ruraux afin de lutter contre les dépôts sauvages et autres délits.

La région Île-de-France apporte son soutien à l'installation de huit barrières solaires à commande automatiques.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de

lutte contre les dépôts sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure fonds propreté : 50 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 7 904 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 790 €.
Soit un soutien total de 8 694 €.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-GASSOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrières solaires et télécommandes	15 807,00	100,00%
Total	15 807,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 742,00	30,00%
Département du Val d'Oise	2 371,00	15,00%
Subvention Région Île-de-France	7 904,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale	790,00	5,00%
Total	15 807,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052718 - Fonds Propreté - Dispositifs de prévention de dépôts sauvages d'importance régionale à Survilliers (95) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	5 000,00 € HT	44,00 %	2 200,00 €
	Montant total de la subvention		2 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURVILLIERS
Adresse administrative : 3 RUE DE LA LIBERTE
95470 SURVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ADELINE ROLDAO MARTINS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Survilliers est confrontée à des dépôts d'ampleur exceptionnelle, à la suite de l'installation d'environ 60 à 70 gens du voyage, sur une parcelle de la commune traversée par un chemin de randonnée labellisé « Grande Randonnée de pays » reliant les communes de Survilliers à Saint Witz.

Cette parcelle, située sur une ancienne carrière de gypse, a été le lieu de dépose de dépôts sauvages de toute nature, et notamment de gravats provenant d'activités illicites. C'est ainsi au minimum 800 m3 de déchets amiantés, bidons, pneus, carcasses de voiture qui y ont été déposés en toute illégalité.

A la suite de l'évacuation des gens du voyage par les forces de l'ordre, et à l'enlèvement des déchets facilement accessibles (environ 360 m3), la commune souhaite faire évacuer les dépôts sauvages restants et empêcher de façon pérenne l'accessibilité de la parcelle.

La commune de Saint Witz a interdit l'accès du chemin aux véhicules motorisés et la région Île-de-France apporte son soutien à l'acquisition d'enrochement et de plots béton.
L'enlèvement et le traitement des dépôts sauvages font l'objet d'une demande de subvention au titre des dépôts d'importance régionale.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les dépôts sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Au titre de la mesure fonds propreté : 40 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 2 000 €.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 200 €.

Soit un soutien total de 2 200 €.

Localisation géographique :
- SURVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de plots béton et d'enrochements	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 500,00	30,00%
Département du Val d'Oise	1 300,00	26,00%
Subvention Région Île-de-France	2 000,00	40,00%
Prime citoyenne écologique régionale	200,00	4,00%
Total	5 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX049944 - AAP EnR&R électriques - E.P.T. EST ENSEMBLE-CONSERVATOIRE DE PANTIN-LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	334 000,00 € HT	55,00 %	183 700,00 €
	Montant total de la subvention		183 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL
93232 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur GERARD COSME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 1 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dérogation sollicitée dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19 et du report du lancement du Budget participatif.

Description :
Est Ensemble s'est engagé à respecter des objectifs de sobriété énergétique, en application de son Plan climat-air-énergie territorial (adopté lors du Conseil de territoire du 21 février 2017).
Le Conservatoire sera labelisé BEPOS Effinergie 2017, avec un objectif énergétique à minima égal à 3 et un objectif carbone à minima égal à 1. Il est prévu la mise en place d'une GRE (Garantie de Résultats Energétique) qui implique d'évaluer la consommation énergétique réellement consommée sur le site, sur une durée de 12 ans dans le cadre d'un marché global de performance énergétique).
Le projet consiste à la mise en œuvre une installation complète de production d'électricité photovoltaïque sur la toiture du conservatoire de Pantin de 143 kWc destinée à l'autoconsommation et à la revente du surplus raccordée sur le réseau ENEDIS.
Les modules photovoltaïques seront posés sur bac acier ou rails reposant sur structure métallique. Les travaux permettront l'installation de 142,8 KWc.
La surface totale panneaux photovoltaïques installée sera de 690 m² soit 345 panneaux photovoltaïques performants de moyenne de 207,3 Wc/ m², soit 415 Wc/panneaux, réparti comme suit :
- 220m² Soit 110PV – 400Wc soit 44Kwc;
- 380m² Soit 190PV – 400Wc soit 76Kwc;
- 24m² Soit 12PV 400Wc – 4,8Kwc.

L'électricité produite annuellement par les centrales se répartira en mixte 110MWh en autoconsommation, et une revente estimée à 22MWh.

Le TRI sur 20 ans, en autoconsommation, calculé hors financement est de -2,9%.
Le TRI sur 20 ans, en autoconsommation, calculé avec un financement de 50% est de -1,9%.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI validé en CP 2020-056, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations photovoltaïques, auquel s'ajoute le bonus de 10% de la prime citoyenne écologique régionale, Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 16 700 €.

Soit un soutien total de 167 000 €.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de la centrale photovoltaïque et travaux annexes	210 000,00	62,87%
Travaux modificatifs pour installation centrale PV	124 000,00	37,13%
Total	334 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	150 300,00	45,00%
Région Île de France	167 000,00	50,00%
Bonus prime citoyenne écologique	16 700,00	5,00%
Total	334 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052291 - AAP ENR&R électriques - MAIRIE DE MANTES LA JOLIE - Installation photovoltaïque sur les toits de l'AGORA - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	135 000,00 € HT	30,00 %	44 550,00 €
	Montant total de la subvention		44 550,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES-LA-JOLIE
Adresse administrative : 31 RUE LEON GAMBETTA
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raphaël COGNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une centrale photovoltaïque en autoconsommation sur les toits de l'Agora à Mantes-la-Jolie.

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de sa politique communale de transition énergétique et d'adaptation au changement climatique, la Ville de Mantes-la-Jolie souhaite développer l'utilisation des énergies renouvelables comme mode de production locale d'électricité permettant une autoconsommation de l'énergie produite au sein du patrimoine communal. Dans cette perspective, il est donc prévu d'installer des panneaux solaires photovoltaïques sur la toiture des bâtiments communaux présentant un potentiel solaire intéressant. L'AGORA, proposant différents services à la population, constitue ainsi le premier bâtiment communal clairement identifié sur la commune pour la mise en œuvre de cette initiative.

Le projet consiste en l'installation d'une centrale solaire en toiture d'une puissance de 112KWc permettant d'atteindre une autoconsommation de 47% sur l'année et une autoproduction de 78%. Le surplus sera vendu dans le cadre du dispositif d'obligation d'achat.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI validé en CP 2020-056, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations photovoltaïques, auquel s'ajoute le bonus de 10% de la prime citoyenne écologique régionale.

Le coût global de l'opération se monte à 135 200 € HT. Le projet bénéficie d'une subvention d'un montant de 15 000 € dans le cadre du DSIL (fonds de soutien pour l'investissement public local).

La subvention demandée s'élève à 50% des dépenses éligibles. Au regard du modèle économique de l'opération et des subventions déjà octroyées.
qui permettent d'avoir un temps de retour sur investissement de 6 ans le taux de subvention après instruction est de 30% soit 40 500€.

A la suite du vote citoyen dans le cadre du budget participatif écologique une prime de 10% de la subvention est attribuée au projet soit 4 050€ ce qui ramène le taux d'intervention à 32.95%

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'oeuvre	13 200,00	9,76%
Bureau de contrôle	2 000,00	1,48%
Fournitures	58 358,00	43,16%
Pose et raccordement	61 642,00	45,59%
Total	135 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 500,00	29,96%
Subvention d'Etat (DSIL)	15 000,00	11,09%
Fonds propres	75 650,00	55,95%
Bonus prime citoyenne écologique	4 050,00	3,00%
Total	135 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX052295 - AAP ENR&R électriques - COMMUNE DE SAINT BRICE SOUS FORET - Centrales solaires en autoconsommation - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	410 162,00 € TTC	53,64 %	220 000,00 €
	Montant total de la subvention		220 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT BRICE SOUS FORET
Adresse administrative	:	14 RUE DE PARIS 95350 SAINT BRICE SOUS FORET
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Nicolas LELEUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation de centrales photovoltaïques en autoconsommation sur la commune de Saint-Brice-sous-Forêt

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 août 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet de la mairie de Saint Brice-sous-forêt consiste en l'installation de 4 centrales photovoltaïques sur les toitures terrasses de 4 bâtiments scolaires. Chaque installation a une puissance de 52KWc soit un total 198 kWc pour l'ensemble du projet. Des batteries de stockage de capacité égale à 67,92 kWh sont également installées afin de stocker une partie de l'électricité instantanée produite non utilisée. Il s'agit principalement de l'école Saint-Exupéry (surface de toiture 748 m²), l'école Pierre Marie Curie (surface de toiture 680 m²), l'école Charles Perrault (surface de toiture A 600 m² ; B 600 m².
Ce projet se déroulera en deux phases. Les deux premières écoles équipées seront Saint-Exupéry et Pierre & Marie Curie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI validé en CP 2020-056, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations photovoltaïques, auquel s'ajoute le

bonus de 10% de la prime citoyenne écologique régionale.

Le montant global de l'opération est de 410 162€ TTC. Le montant de subvention après instruction se monte à 200 000€ soit 48,76%.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 20 000€.

Ce qui représente un financement global de 220 000€ soit un taux d'intervention de 53,64 %.

Localisation géographique :

- SAINT-BRICE-SOUS-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Centrales PV 51.2KW école Charles Perrault A	84 323,11	20,56%
Centrales PV 51.2KW école Charles Perrault B	84 323,11	20,56%
Centrales PV 51.2KW école Saint Exupéry	84 751,00	20,66%
Centrales PV 51.2KW école Pierre et Marie Curie	84 750,78	20,66%
Batteries pour le stockage	72 014,00	17,56%
Total	410 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	48,76%
Fonds propres	190 162,00	46,36%
Bonus prime citoyenne écologique	20 000,00	4,88%
Total	410 162,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20004365 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 LES MUREAUX - EXTENSION RCU BIOMASSE - LAUREAT BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	2 627 800,00 € HT	19,05 %	500 472,00 €
	Montant total de la subvention		500 472,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à la dynamique de l'appel à projet Chaleur Renouvelable conjoint avec la Direction Régionale de l'Ademe, il est reconnu que les conditions d'instruction induisent une reconnaissance du démarrage anticipé de l'opération par la région Île-de-France.

Description :
Le projet consiste en l'extension du réseau de chaleur de la Ville des Mureaux, alimenté par une production bois/gaz. Le réseau de chaleur a été créé en 1972 par Délégation de Service Public (DSP).
Par extension et absorbtion succesives, il s'étend à ce jour sur 9 700 mètre-linéaires et couvre les besoins de 3 400 équivalent-logements.
L'énergie principale est la biomasse (70%), avec appoint gaz pour les consommations de pointe (30%, dont une co-génération).
La collectivité a été aidée par la Région Île-de-France en 2019 (CP de Juillet) pour un montant de 109 k€ ciblant le raccordement de 4 bâtiments.
Pour la présente demande de subvention, il est principalement prévu le raccordement du centre hospitalier de Melan-Les Mureaux (CHIMM). La période 2021/2022 verra la réalisation de 2311 mètres-linéaires de réseaux neufs et 11 sous-stations.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant proposé pour la subvention de droit commun s'inscrit dans le règlement d'intervention voté en commission permanente du 31.01.2020 (CP 2020-56).

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 45 498€.

Soit un soutien total de 500472 €

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production et Distribution	130 000,00	4,92%
Réseaux	1 649 000,00	62,47%
Sous-stations	410 000,00	15,53%
Prestations intellectuelles	188 200,00	7,13%
AMO	250 600,00	9,49%
Assurance	11 900,00	0,45%
Total	2 639 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	454 974,00	15,48%
DR ADEME	454 974,00	15,48%
EMPRUNTS	1 984 254,00	67,50%
PRIME CITOYENNE ECOLOGIQUE REGIONALE	45 498,00	1,55%
Total	2 939 700,00	100,00%

DOSSIER N° 20007171 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 EXTENSION RCU TREMBLAY - LAUREAT BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	3 698 000,00 € HT	16,79 %	620 950,00 €
	Montant total de la subvention		620 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS TERRES D ENVOL
Adresse administrative : BD DE L HOTEL DE VILLE
93601 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En cohérence avec le règlement d'intervention et la dynamique de l'appel à projet chaleur renouvelable, copiloté avec la direction régionale de l'ADEME, ainsi que la logique d'instruction propre à la région Île-de-France, le démarrage anticipé du présent projet est reconnu.

Description :
L'opération concerne l'extension et la densification du réseau de chaleur de Tremblay-en-France dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP). Seront ainsi raccordés :
5 bâtiments communaux (dont un palais des sports et deux écoles), une résidence sociale, et le collège Ronsard, ainsi qu'une future ZAC sur la Ville voisine de Mitry-Mory. Cela représente 1615 équivalents-logements.

Cette opération s'inscrit dans la lignée des préconisations du schéma directeur et des raccordements prévus et réalisés dans une première phase de travaux déjà accompagnés par la Région (bâtiments équipements publics et résidences neuves) en 2011, 2015 et 2017 pour un montant total de 2,15 M€.

Cette extension et la densification représentent 2 383 mètre-linéaires de réseau à créer sur la commune de Tremblay. Les moyens de production actuels restent suffisants.

Le projet permettra :
- d'augmenter le volume de desserte du réseau de Tremblay, avec 4 400 MWh/an supplémentaires ;

- de valoriser davantage la géothermie existante avec environ 2 500 MWh EnR&R supplémentaires valorisés par an, passant de 44 000 à 46 500 MWH /an injectés dans le réseau;
- d'anticiper le futur développement de la ZAC de Mitry-Mory, avec la pose d'installation suffisante au développement de cette dernière (1 500 logements neufs envisagés sur 2024-2035).

Les subventions permettront de :
- diminuer les droits de raccordement pour les prospects existants et le droit d'entrée pour le futur réseau de Mitry-Mory.
- stabiliser, voire faire diminuer le prix de la chaleur de l'ensemble des abonnés du réseau de chaleur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention s'inscrit dans le cadre, et respecte, le règlement d'intervention de l'appel à projet chaleur renouvelable 2020, validé en Commission Permanente du 31 janvier 2020, délibération CP N°2020-056

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 56 450 €.

Soit un soutien total de 620 950 €

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMENAGEMENT - VRD	3 098 000,00	83,78%
POMPES DE CIRCULATION	100 000,00	2,70%
DISTRIBUTION HYDRAULIQUE	440 000,00	11,90%
SOUS-STATIONS	60 000,00	1,62%
Total	3 698 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	564 500,00	15,27%
DR ADEME	564 500,00	15,27%
DELEGATAIRE - DSP	497 550,00	13,45%
DROITS DE RACCORDEMENT	1 220 000,00	32,99%
EPT TERRES D'ENVOL	795 000,00	21,50%
PRIME CITOYENNE ECOLOGIQUE REGIONALE	56 450,00	1,53%
Total	3 698 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20010337 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 MEAUX PAC SUR GEO - LAUREAT BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	2 031 000,00 € HT	16,57 %	336 498,00 €
	Montant total de la subvention		336 498,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE POUR LA GEOTHERMIE
MAIRIE
Adresse administrative : PL DE L HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS PARIGI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au fonctionnement inhérent à l'appel à projet chaleur renouvelable, copiloté avec la Direction Régionale de l'ADEME, et de la dynamique d'instruction des dossiers au sein de la région Île-de-France, il est reconnu la possibilité d'un démarrage anticipé des travaux.

Description :
Installation de pompe à chaleur (PAC) sur le réseau de chaleur de Beauval à Meaux (77).
Le projet permettra d'augmenter la part d'énergie renouvelable du réseau qui alimente 17 500 équivalents logements pour des besoins estimés à 173 789 MWh/an, faisant passer le taux de chaleur renouvelable, grâce à la PAC, à 65% et diminuant d'autant l'apport de chaleur depuis le réseau de la CPCU, auquel le réseau de Meaux est raccordé. Le réseau s'étend sur 18 000 mètre-linéaires.

Cette installation permettra une plus grande récupération d'énergie sur la géothermie, soit 10 000 MWh supplémentaires de géothermie grâce à la pompe à chaleur. La chaleur géothermale exploitée passe ainsi de 26 000 MWh à 36 000 MWh sur une année.

Ce projet se fait dans le cadre d'une DSP avec l'entreprise Coriance et avait été aidé à hauteur de 1,7 M€ par la région Île-de-France en 2015.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention s'inscrit dans le cadre du Règlement d'Intervention en vigueur et de l'Appel à Projet Chaleur Renouvelable - délibération CP 2020-56 du 31 janvier 2020.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% du montant de la subvention, soit 30 591€.

Soit un montant total cumulé de 336 498€

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INSTALLATION PAC	1 600 000,00	78,78%
REPRISE BATIMENT	160 000,00	7,88%
TRAVAUX ELECTRICITE	150 000,00	7,39%
MOE	121 000,00	5,96%
Total	2 031 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	305 907,00	15,06%
ADEME ILE-DE-FRANCE	305 907,00	15,06%
FONDS PROPRES	1 388 595,00	68,37%
BPE	30 591,00	1,51%
Total	2 031 000,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20010343 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 BOULOGNE EXTENSION RCU ET FROID - LAUREAT BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	3 954 078,00 € HT	12,18 %	481 428,00 €
	Montant total de la subvention		481 428,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse administrative	:	26 AVENUE ANDRE MORIZET 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au fonctionnement inhérent à l'appel à projet chaleur renouvelable, copiloté avec la Direction Régionale de l'ADEME, et de la dynamique d'instruction des dossiers au sein de la région Île-de-France, il est reconnu la possibilité d'un démarrage anticipé des travaux.

Description :
Le projet consiste en une extension du réseau existant de chaleur et de froid de 730 mètre-linéaires, portant la longueur totale à 4 731 mètre-linéaires, alimentés par une production en eau chaude et en eau glacée :
•Pour le chaud, l'alimentation se fait par une centrale à thermo-frigo-pompe sur nappe superficielle et alimentation par le réseau parisien (CPCU);
•Pour le froid, l'alimentation est réalisée par une centrale à thermo-frigo-pompe sur nappe superficielle avec stockage de glace exploité par IDEX Seguin Rives de Seine Energies (filiale de IDEX) dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) attribuée par la commune de Boulogne-Billancourt.
4 694 équivalent-logements sont approvisionnés par les réseaux et le taux de chaleur Energie est porté à 60%, soit 47 000 MWH/an sur 79 000 MWh/an de chaleur livrée.
Il s'agit de la première subvention régionale attribuée à ce réseau.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention de droit commun s'inscrit dans le cadre du Règlement d'Intervention en vigueur et cadrant l'Appel à Projet Chaleur Renouvelable - délibération CP 2020-56 du 31 janvier 2020.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 43 766€.

Soit un montant total cumulé de 481 428€

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Distribution hydraulique	2 165 546,00	54,76%
Sous-Stations	121 500,00	3,07%
Génie-civil et voirie	560 000,00	14,16%
Aménagement et travaux divers	80 000,00	2,02%
MOE	276 332,00	6,99%
Supervision télégestion	750 900,00	18,99%
Total	3 954 278,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	572 184,80	14,47%
ADEME	437 662,00	11,07%
REGION	437 662,00	11,07%
PRIME CITOYENNE ECOLOGIQUE REGIONALE	43 766,00	1,11%
EMPRUNTS	2 463 003,20	62,29%
Total	3 954 278,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20010569 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 EVRY GEO - LAUREAT BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	19 524 799,00 € HT	16,50 %	3 221 591,85 €
	Montant total de la subvention		3 221 591,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au fonctionnement inhérent à l'appel à projet chaleur renouvelable, copiloté avec la Direction Régionale de l'ADEME, et de la dynamique d'instruction des dossiers au sein de la Région Île-de-France, il est reconnu la possibilité d'un démarrage anticipé des travaux.

Description :
Dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) de production et de distribution de chaleur pour la Communauté d'Agglomération du Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart (CAGPS), le délégataire Grand Paris Sud Energie Positive (GPSEP), filiale de Dalkia Île-de-France, prévoit le déploiement d'une géothermie profonde au Dogger et le développement du réseau de chaleur (RCU) associé, sur le territoire d'Evry (le RCU n'est pas objet de la présente demande de la subvention).
Le futur réseau de chaleur d'Evry sera alimenté de manière pérenne sur le long terme principalement à partir de la valorisation énergétique des déchets provenant du centre de traitement Vert Le Grand et en complément par l'utilisation de la ressource géothermale.
Les travaux de forage ont débuté en mai 2020 pour une mise en service de la géothermie en juillet 2022.
Les simulations d'utilisation de la ressource géothermale montrent que la géothermie pourra permettre à GPSEP d'alimenter le réseau de chaleur avec au moins 55% d'énergie recyclée à court terme puis 77% d'énergie recyclée et renouvelable à moyen terme via l'utilisation de l'énergie recyclée du CITD Vert Grand (Centre Intégré de Traitement des Déchets) et de l'énergie Renouvelable fournie par la géothermie

à l'horizon 2021-2022.
Le déploiement d'une géothermie profonde fait l'objet d'un projet spécifique qui comprend la création d'un doublet de géothermie avec sa boucle géothermale, l'installation d'une Pompe à Chaleur (PAC) associée à l'échangeur géothermique et la construction d'un bâtiment dédié à l'installation d'une Pompe à Chaleur (PAC).
La géothermie devrait représenter 95 000 MWh/an.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention de droit commun s'inscrit dans le cadre du Règlement d'Intervention en vigueur et cadrant l'Appel à Projet Chaleur Renouvelable - délibération CP 2020-56 du 31 janvier 2020.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% du montant de la subvention, soit 292 872€.

Soit un montant total cumulé de 3 221 591€.

Localisation géographique :
- (EX) EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bâtiment chaufferie	1 250 120,00	6,40%
Travaux d'aménagement	800 510,00	4,10%
Forage	3 600 000,00	18,44%
Tubage et vissage	1 370 000,00	7,02%
Pompe à Chaleur	3 900 000,00	19,97%
MOE	800 000,00	4,10%
Traitement déchets et évacuation	1 300 000,00	6,66%
Traitements techniques annexes au forage	5 000 000,00	25,61%
Etudes et équipements	1 504 169,00	7,70%
Total	19 524 799,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	2 928 719,85	15,00%
ADEME	2 928 719,85	15,00%
FONDS PROPRES	13 374 487,30	68,50%
PRIME CITOYENNE ECOLOGIQUE REGIONALE	292 872,00	1,50%
Total	19 524 799,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20012356 - MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - COMMUNE D'AUVERS-SUR-OISE (95) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001053- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	696 582,14 € HT	23,69 %	165 000,00 €
	Montant total de la subvention		165 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUVERS SUR OISE
Adresse administrative : 40 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95430 AUVERS-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Isabelle MEZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Auvers-sur-Oise (95) (6 908 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore dans le cadre d'un marché global de performance énergétique sur 12 ans.

L'opération consiste à remplacer 1139 luminaires encore vétustes sur les 1312 luminaires d'éclairage fonctionnel que compte la commune par des luminaires LED. La commune prévoit également la gradation par abaissement de 50% de la puissance entre 23h et 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse. L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle de 66% pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne.

Les coûts éligibles sont la rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels. L'opération comprend également la rénovation de mâts, la mise en conformité d'armoires électriques et de carrefours de signalisation lumineuse tricolore, ainsi que la rénovation d'éclairage sportif, qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

Cette commune fait partie du parc naturel régional du Vexin Français.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI adopté en CP 2020-056 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 15 000 €.

Soit un montant total cumulé de 165 000 €.

Localisation géographique :
- AUVERS-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Rénovation énergétique

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	696 582,14	83,07%
Mise en conformité et améliorations sécuritaires (armoires électriques, mâts, carrefours de signalisation lumineuse tricolore)	58 823,22	7,02%
Rénovation de l'éclairage sportif	83 095,00	9,91%
Total	838 500,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (sollicitée)	150 000,00	17,89%
Prime citoyenne écologique régionale	15 000,00	1,79%
Dotation de soutien à l'investissement local	483 468,29	57,66%
Fonds propres	190 032,07	22,66%
Total	838 500,36	100,00%

DOSSIER N° 20012357 - MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - COMMUNE DE MARLY-LE-ROI (78) - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001053- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	166 643,02 € HT	33,00 %	54 992,20 €
	Montant total de la subvention		54 992,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARLY LE ROI
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
78160 MARLY LE ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Yves PERROT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2020 - 18 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre d'une programmation pluriannuelle, la commune de Marly-le-Roi a pour ambition de remplacer dès octobre 2020, environ 200 points par an sur 5 ans afin de réduire les consommations énergétiques et de s'inscrire durablement dans une démarche environnementale.

Description :
La commune de Marly-le-Roi (78) (16 192 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement sur 5 ans.

La phase 1 de l'opération débute en 2020 avec le remplacement de 223 luminaires vétustes sur les 1900 luminaires d'éclairage fonctionnel que compte la commune par des luminaires LED. Les travaux concernent les voies suivantes : le chemin des Vauillons, le chemin des Rougemonts, la rue Auguste Renoir, l'avenue de Saint Germain, l'avenue Paul Cézanne, l'allée des Epines, l'avenue de l'Europe, l'avenue de Lemonnier, la rue Titreville, la rue Louis Yvert, la rue des Poteries, la rue des Champs des Oiseaux et la rue Jean Baptiste Broussin.

La commune prévoit également la gradation par abaissement de 50% de la puissance entre 23h et 6h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse. L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI adopté en CP 2020-056 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique au minimum d'un facteur 3, plafonnée à 150 000€.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 4 999,29 €

Soit un montant total cumulé de 54 992,20 €.

Localisation géographique :
- MARLY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Rénovation énergétique

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires d'éclairage extérieur fonctionnel	166 643,02	100,00%
Total	166 643,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (sollicitée)	49 992,91	30,00%
Prime citoyenne écologique régionale	4 999,29	3,00%
Fonds propres	111 650,82	67,00%
Total	166 643,02	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052179 - AAP ENR&R électriques - SIGEIF -centrales PV_BOISSY(94) _BOUSSY (91)_COURTRY(77)_CHAVILLE(92)LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	890 450,00 € TTC	56,12 %	499 747,50 €
	Montant total de la subvention		499 747,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIGEIF SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET L ELECTRICITE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 64 B RUE DE MONCEAU 75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation de 4 centrales photovoltaïques sur toiture sur le territoire du SIGEIF

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste en l'installation d'une grappe de 4 centrales photovoltaïques d'environ 600 m2 chacune sur les toitures de plusieurs établissements publics. L'électricité produite annuellement par les installations sera d'environ 400MWh.

- Ecole élémentaire Jacques Prévert à Boissy Saint Léger (94): l'implantation retenue permettra l'installation sur toiture de 277 modules maximum de 1,7x1m, soit 94,18 kWc installés pour une production annuelle évaluée à 91 MWh. Hors financement, le TRI (Taux de Rentabilité Interne) du projet est de -2,94% et le TRB (Temps de retour Brut) est de 20 ans. Avec financement à 50%, le TRI est de e 4,04% et le TRB est de 14 ans.

- Ecole maternelle Pan Sud et école primaire Rochopt à Boussy St Antoine (91): les toitures permettent l'installation maximum de 287 modules, soit 97,58 kWc installés pour une production annuelle évaluée à 93 MWh. Hors financement, le TRI est de -3,53% et le TRB de 20 ans. Avec financement à 50%, le TRI est de 3,26% et le TRB de 15 ans.

- Gymnase "de la Dhuys" Courtry (77) : l'implantation retenue permettra l'installation de 288 modules sur toiture, soit 97,92 kWc installés pour une production annuelle évaluée à 94 MWh. Hors financement, le TRI est de -3,66% et le TRB de 20 ans. Avec financement à 50%, le TRI est de 3,08% et le TRB de 15 ans.

- Gymnase "Léo Lagrange" Chaville (92) : l'implantation retenue permettra l'installation de la toiture permet l'installation de 290 modules, soit 98,6 kWc installés pour une production annuelle évaluée à 94 MWh. Hors financement, le TRI Projet est de -2,91% et le TRB de 20 ans. Avec financement à 50%, le TRI est de 4,08% et le TRB de 15 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du taux de subvention de l'AAP EnR&R électrique, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations photovoltaïques,
Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 44 522,50€.

Soit un soutien total de 499 747,50€

Localisation géographique :
- COURTRY
- BOUSSY-SAINT-ANTOINE
- CHAVILLE
- BOISSY-SAINT-LEGER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'installation et de racordement d'une grappe photovoltaïque	872 928,00	98,03%
Etude de faisabilité	17 522,00	1,97%
Total	890 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	400 702,50	45,00%
Subvention Région (sollicitée)	445 225,00	50,00%
Bonus prime citoyenne écologique	44 522,50	5,00%
Total	890 450,00	100,00%

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° 20007193 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 COURBEVOIE FATALE RESEAU FROID- LAUREAT BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	10 449 064,00 € HT	14,46 %	1 511 400,00 €
	Montant total de la subvention		1 511 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92401 COURBEVOIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément au fonctionnement inhérent à l'appel à projet chaleur renouvelable, copiloté avec la Direction Régionale de l'ADEME, et de la dynamique d'instruction des dossiers au sein de la région Île-de-France, il est reconnu la possibilité d'un démarrage anticipé des travaux.

Description :
Dans le cadre d'une délégation de service public (DSP), la ville de Courbevoie souhaite optimiser la couverture des besoins de son réseau de chaleur grâce à des sources renouvelables et de récupération.
Pour se faire, l'objectif est de récupérer la chaleur fatale issue de la production de froid du réseau de la Défense.

Une sous-station de redirection de la chaleur fatale depuis la centrale frigorifique du front de seine (10 MW), ainsi qu'un interfaçage hydraulique du dispositif de récupération, dispositif technique qui permet l'échange de chaleur entre la chaleur fatale et le réseau de froid, doivent être créés.

A terme, un tronçon de réseau de 1000 mètre-linéaires devra permettre le raccordement de la production verte au réseau existant et de verdir l'approvisionnement en chaleur des 9000 équivalent-logements,en reliant le réseau existant aux installations du réseau de froid de la Défense (objet d'une future demande de subvention). Les 95 000 MWh/ an livrés seront à 53% ENR.

Ce projet met en œuvre un appel de fonds des citoyens via le financement participatif , ou "crowdfunding" et a permis de lever 500 000 €. Cette innovation, du moins dans le secteur de la chaleur renouvelable, semble monter en puissance en Île-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention de l'appel à projet Chaleur Renouvelable, voté lors de la Commission Permanente du 31 janvier 2020 (délibération CP 2020-056).

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% du paiement de la subvention, soit 137 400€.

Soit une aide totale de 1 511 400€

Localisation géographique :
- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMENAGEMENT CHAUFFERIE	865 000,00	8,28%
SYSTEME CAPTAGE COMPLET	557 000,00	5,33%
POMPES A CHALEUR ET SYSTEME	3 055 000,00	29,24%
TRANSPORT DE CHALEUR	1 540 000,00	14,74%
REGULATION ET RECUPERATION CHALEUR	1 703 000,00	16,30%
SOUS-STATIONS	1 447 000,00	13,85%
MOE AMO ET ETUDES	1 282 064,00	12,27%
Total	10 449 064,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUVENTION REGION	1 374 000,00	13,15%
SUBVENTON ADEME	1 374 000,00	13,15%
CROWDFUNDING	500 000,00	4,79%
AUTOFINANCEMENT DELEGATAIRE	7 063 664,00	67,60%
PRIME CITOYENNE ECOLOGIQUE REGIONALE	137 400,00	1,31%
Total	10 449 064,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052016 - AAP EnR&R électriques - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'HYDROGENE SUR 17 STATIONS - LAST MHYLE SAS - LAUREAT AU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	24 398 658,00 € HT	9,02 %	2 200 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LAST MHYLE SAS
Adresse administrative : 140 AVENUE DES CHAMPS ELYSEES
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MAIDER FEUNTEUN - PEYROUX, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 janvier 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé une première fois en 2019. Plusieurs échanges techniques ont été nécessaires afin de permettre une instruction dans le cadre de l'AAP Electricité renouvelable.

Description :
La société Last Mhyle investit dans 17 stations Hydrogène,réparties comme suit:
9 stations d'une capacité de production/distribution unitaire de 2 kg, ,4 stations d'une capacité de production/distribution unitaire de 40 kg,,1 station d'une capacité de production de 1000 kg située sur le port de Gennevilliers, 3 stations de distribution d'une capacité de distribution unitaire de 300 kg.

Les stations seront déployées sur les 15 communes suivantes :
Gennevilliers (92),Buc (78),Combs La Ville (77),Nanterre (92),Bondy (93),Rungis (94),Châtenay Malabry (92),Meaux (77),Mitry-Mory (77),Thiverval-Grignon (78),Bondoufle (91),La Courneuve (93),Noisy le Sec (93),Champigny sur Marne (94),La Garenne Colombes (92)

Les électrolyseurs de chacune des stations seront alimentés exclusivement en énergie renouvelable, produite par des centrales photovoltaïques et éoliennes d'Akuo Energy situées en Île-de-France.
Outre la production et la distribution d'hydrogène, la société Last Mhyle fera l'acquisition des véhicules pour le compte de ses partenaires. En terme de mobilités les stations permettent d'approvisionner 205 véhicules portés par ENGIE/Michelin/VSGP, 60 fourgons pour Engie/Michelin, 10 bus pour BE Green et 2

BOM pour l'EPT VSGP.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI validé en CP 2020-056, soit jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations de production et de distribution d'hydrogène d'origine renouvelable et de récupération, auquel s'ajoute le bonus de 10% de la prime citoyenne écologique régionale.
Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 200.000 €.

Soit un soutien total de 2.200.000 euros.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production H2	7 353 970,00	30,14%
Distribution	12 170 479,00	49,88%
Génie civil	3 580 000,00	14,67%
Formation	1 294 209,00	5,30%
Total	24 398 658,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 154 000,00	17,03%
Emprunts	7 876 658,00	32,28%
ADEME	7 760 000,00	31,81%
Aide européenne	2 408 000,00	9,87%
Subvention Région Île-de-France	2 000 000,00	8,20%
Prime citoyenne écologique régionale	200 000,00	0,82%
Total	24 398 658,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052111 - AAP EnR&R électriques PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'HYDROGENE SUR 4 STATIONS - HYSETCO SAS - LAUREAT AU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	23 899 000,00 € HT	9,21 %	2 200 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HYSETCO
Adresse administrative : 84 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MATHIEU GARDIES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé une première fois en 2019. Plusieurs échanges techniques ont été nécessaires afin de permettre une instruction dans le cadre de l'AAP Electricité renouvelable.

Description :
Le projet, porté par HYSETCO, concerne le déploiement de 4 stations Hydrogène qui alimenteront 600 taxis et 3 bus. Localisation des stations à précisier.Les caractéristiques sont en cours de finalisation à travers un contrat d'achat collectif renouvelable

- une station de production de 3 MW et de distribution de 900 k/j,
- une station de production de 2.5 MW et de distribution de 600 kg/j,
- une station de distribution de 600 kg/j,
- une station de distribution de 300 kg/j,

le tout pour alimenter 600 taxis et 3 bus. Les taxis sont propriétés de Toyota qui les loue à la société Hypsetco.

L'électricité alimentant les électrolyseurs sera garantie d'origine renouvelable
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI validé en CP 2020-056, soit jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations de production et de distribution d'hydrogène d'origine renouvelable et de récupération auquel s'ajoute le bonus de 10% de la prime citoyenne écologique régionale.
Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 200.000 €.

Soit, au total, 2.200.000 euros.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Station 1 production/distribution	9 520 000,00	39,83%
Station 2 production/distribution	8 500 000,00	35,57%
Station 3 distribution	2 379 000,00	9,95%
Station 4 distribution	3 500 000,00	14,64%
Total	23 899 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 343 890,00	30,73%
Emprunts	7 343 890,00	30,73%
ADEME	5 411 220,00	22,64%
Aides UE	1 600 000,00	6,69%
Subvention Région Île-de-France	2 000 000,00	8,37%
Prime citoyenne écologique régionale	200 000,00	0,84%
Total	23 899 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 15 octobre 2020 - CP2020-459

DOSSIER N° EX052120 - AMI Innovation et structuration de la filière Hydrogène -PROJET FENHYX - GRTGAZ - 94 - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	3 220 000,00 € HT	13,66 %	440 000,00 €
	Montant total de la subvention		440 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRTGAZ
Adresse administrative : 6 RUE RAOUL NORDLING
92270 BOIS COLOMBES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame SANDRINE MEUNIER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le porteur de projet doit passer commande de matériels très spécifiques dont les délais de fabrication sont longs.

Description :
Le projet FenHyx (Future Energy Networks for HYdrogen and mix) est un outil au service de la recherche et développement sur l'hydrogène en Europe. Le premier cluster, objet de la présente fiche est une plateforme d'essais de recherche sur le transport d'hydrogène par canalisations.

Les principaux enjeux techniques identifiés afin d'autoriser l'injection d'hydrogène en mélange ou le transport d'hydrogène pur par le réseau haute pression, sont l'intégrité métallique des canalisations, la corrosion liée à la fragilisation par l'hydrogène ainsi que l'étanchéité et le fonctionnement des matériels de réseau et des compteurs.

Le réseau de transport de gaz est interconnecté en Europe, GRTgaz travaille avec ses homologues transporteurs européens dans le domaine de l'hydrogène. Le projet FenHYx est mené par le centre de recherche et d'innovation RICE, référence en Europe dans les domaines de sécurité industrielle, intégrité des réseaux et matériels, qualité gaz et comptage. GRTgaz a pour but de créer un pôle d'innovation avec des partenaires locaux. Il s'agit également de contractualiser avec des opérateurs européens afin de réaliser divers tests et essais.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du RI validé en CP 2020-056, soit jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 400 000 € pour les investissements structurant la filière hydrogène, auquel s'ajoute le bonus de 10% de la prime citoyenne écologique régionale.
Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% du montant de la subvention, soit 40.000 €.
soit un total de 440.000 euros

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de distribution de l'Hydrogène	1 250 000,00	38,82%
Travaux de génie civil	532 000,00	16,52%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)	820 000,00	25,47%
Equipements de contrôle et de régulation	618 000,00	19,19%
Total	3 220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 780 000,00	86,34%
Subvention Région Île-de-France	400 000,00	12,42%
Prime citoyenne écologique régionale	40 000,00	1,24%
Total	3 220 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Développement expérimental

DOSSIER N° EX052190 - AAP ENR&R électriques - LA SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX - installation photovoltaïque sur le refuge fourrière de Genenvilliers - LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	123 990,00 € HT	55,00 %	68 194,00 €
	Montant total de la subvention		68 194,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SPA SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX
Adresse administrative	:	39 BOULEVARD BERTHIER 75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur GUILLAUME SANCHEZ, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une centrale photovoltaïque sur la toiture du refuge fourrière de Gennevilliers.

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2020 - 31 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les panneaux solaires photovoltaïques ont pour objectif de limiter l'impact environnemental associé aux consommations électriques du futur refuge fourrière de Gennevilliers. Ces panneaux sont installés sur les toitures des bâtiments qui totalisent 2600m².
La consommation moyenne quotidienne du refuge actuel, qui doit être reconstruit, est comprise entre 200 et 800 kWh/jour soit 200MWh par an.
Selon une étude réalisée dans le cadre de la stratégie développement durable pour le nouveau refuge fourrière, le dimensionnement optimisé pour le refuge est une puissance installée de: 100 kWc avec une production électrique de 87MWh qui seront autoconsommés avec revente du surplus. Le temps de retour sur investissement sera de 12 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération se monte à 123 990€ HT de dépenses éligibles. Compte tenu du modèle économique et du règlement d'intervention de l'appel à projet le taux d'intervention retenu est de 50% soit un montant de subvention de 61 995€.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 6 199€.

Le montant total de subvention est de 68 994€ soit un taux d'intervention de 55%.

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'oeuvre	10 000,00	8,07%
Installation de la centrale photovoltaïque	98 990,00	79,84%
Génie civil de raccordement au réseau	15 000,00	12,10%
Total	123 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	61 995,00	50,00%
Fonds propres	55 796,00	45,00%
Bonus prime citoyenne écologique	6 199,00	5,00%
Total	123 990,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Région îledeFrance

Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
20 OCT. 2020
Service des collectivités locales
et du contentieux

MOTION

adoptée à la séance de la Commission permanente du 15 octobre 2020

Considérant que le 27 septembre, l'Azerbaïdjan est entré en guerre contre les Arméniens au Haut-Karabakh où la population civile est prise pour cible ;

Considérant le rôle de la France qui co-préside, aux côtés de la Russie et des Etats-Unis, le Groupe de Minsk mis en place par l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe pour rechercher une résolution pacifiste dans ce conflit ;

Considérant l'amitié indéfectible de la Région Île-de-France avec l'Arménie, pays avec lequel la France entretient une relation forte et singulière issue notamment du génocide dont son peuple a été victime en 1915 ;

Le Conseil régional :

DEMANDE à l'Azerbaïdjan de cesser immédiatement et sans conditions l'agression qui vise injustement la population civile arménienne du Haut-Karabakh ;

S'INQUIETE des multiples témoignages qui rapportent l'usage d'armes interdites par les conventions internationales ainsi que des offensives sur des infrastructures telles que les hôpitaux, les écoles et les marchés ;

APPELLE la communauté internationale à dénoncer l'agression azerbaïdjanaise et à soutenir l'adoption dans les meilleurs délais d'une résolution d'apaisement du conflit dans le cadre du respect des règles de droit international ;

REITERE sa solidarité à la Ville d'Erevan avec laquelle elle a signé un accord de coopération en 2011 et qui est durement impactée par l'afflux massif de réfugiés sur son territoire ;

SOUTIENT les initiatives, qu'elles soient portées par des élus locaux ou des membres de la société civile, afin d'apporter un appui humanitaire aux victimes civiles de ce conflit.

La présidente du conseil régional

d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

CESER

Région îledeFrance

avis

Avis n°2020-13
présenté au nom de la commission Affaires européennes
et action internationale par **Bernard BRETON**

Évaluation de la stratégie de la Région Ile-de-France pour la francophonie

15 oct.2020

Avis n° 2020-13
présenté au nom de la commission Affaires européennes et action internationale
par **Bernard BRETON**

15 octobre 2020

Evaluation de la stratégie de la Région Ile-de-France pour la francophonie

Certifié conforme

Le président

Eric BERGER

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- La Convention, signée le 20 mars 1970 à Niamey, portant création de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), devenue en 2005 l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ;
- La Charte de la Francophonie, adoptée à Hanoï, lors du VII^{ème} Sommet de la Francophonie de novembre 1997 et telle que révisée en novembre 2005 à Antananarivo, lors de la 21ème Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) ;
- La stratégie sectorielle et transversale sur la langue française et le numérique, adoptée à Kinshasa, lors du XIVème Sommet de la Francophonie d'octobre 2012 ;
- Le Cadre stratégique de la Francophonie pour 2015-2022 et la stratégie sectorielle et transversale sur la jeunesse et l'économie, adoptés à Dakar, lors du XV^{ème} Sommet de la Francophonie de novembre 2014 ;
- Le second cycle programmatique quadriennal pour 2019-2022 du Cadre stratégique de la Francophonie, adopté à Erevan, lors de la 35ème Conférence ministérielle de la Francophonie Sommet de la Francophonie d'octobre 2018 ;
- Les articles concernés du Traité de Rome du 25 mars 1957, tel que modifié ;
- Le règlement CE n°1/1958 du 15 avril 1958 fixant le régime linguistique et définissant les langues officielles et de travail dans les institutions européennes ;
- Le Code général des collectivités territoriales ;
- L'ordonnance du 25 août 1539, dite de Villers-Cotterêts, en ses articles 110 et 111 ;
- La loi n°94-665 du 4 août 1994, relative à l'emploi de la langue française, dite "loi Toubon" ;
- La loi n°2010-873 du 27 juillet 2010, relative à l'action extérieure de l'Etat, créant l'Institut français ;
- Le "Rapport au Parlement sur l'emploi de la langue française" pour 2017, de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France ;
- La stratégie internationale de la France pour la langue française et le plurilinguisme présentée par le Président de la République, le 20 mars 2018 à l'Académie française ;
- L'avis du CESE, adopté par le 10 janvier 2018 : « *le rôle de la France dans une francophonie dynamique* », présenté par Marie-Béatrice LEVAUX au nom de la section des Affaires européennes et internationales ;
- L'avis du CESER Rhône-Alpes n°2010-14, adopté le 5 octobre 2010 : « *Rhône-Alpes, une certaine idée de la francophonie* », présenté par Alain DESVIGNES au nom de la commission Europe et Coopérations internationales ;
- Le rapport n°2019-02-0016 du Conseil départemental de l'Essonne : « *750 millions de francophones en 2050, l'Essonne s'engage* », adopté le 30 septembre 2019 par le Conseil départemental de l'Essonne ;
- Le rapport de mission : « *la place et le rôle de la francophonie dans la politique internationale de la Région Ile de France »,* remis en janvier 2006 au président de la Région Ile-de-France par Yves TAVERNIER, Conseiller régional d'Ile-de-France ;
- La délibération (CR 71-07), adoptée le 27 juin 2007 par le Conseil régional d'Ile-de-France, relative à l'adhésion de la Région Ile-de-France à l'Association internationale des Régions francophones (AIRF) ;
- Le rapport-cadre (CR 222-16) : « *une nouvelle stratégie internationale, au service des franciliens et du développement de notre territoire* », intégrant un volet francophonie, adopté le 14 décembre 2016 par le Conseil régional d'Ile-de-France ;
- La note à l'Exécutif régional : « *Affirmer l'ambition francophone de l'Ile-de-France* », remise en janvier 2018 par Aurélie GROS, Conseillère régionale d'Ile-de-France et Vice-présidente du Conseil départemental de l'Essonne ;

- La stratégie de la Région Ile-de-France pour la francophonie (CR 2018-041) : « *l'Ile-de-France, territoire chef de file pour la francophonie* », adoptée le 20 septembre 2018 par le Conseil régional d'Ile-de-France ;
- L'avis n°2013-03, adopté par le Ceser le 18 avril 2013, et le rapport présenté, au nom de la commission de l'Action européenne et internationale, par Frédéric LEFRET, relatif aux « *actions internationales des acteurs franciliens : quel champ et quels partenariats pour le Conseil régional d'Ile-de-France ?* » ;
- La décision du 4 juin 2019 du Bureau du Ceser, approuvant la note de cadrage adoptée le 17 avril 2019 par la commission des Affaires européennes et de l'action internationale ;
- L'audition du 15 mai 2018 d'Aurélie GROS, Conseillère régionale d'Ile-de-France, sur le pré-rapport relatif à « *l'ambition francophone de la Région Ile-de-France* » et sur la démarche engagée par le Conseil régional ;
- L'audition du 1er juillet 2019 de Marie Béatrice LEVAUX, Conseillère et référente francophonie du CESE, sur l'avis concernant « *le rôle de la France, dans une francophonie dynamique* » ;
- L'audition du 22 novembre 2019 de Leila SLIMANI, Représentante personnelle du Président de la République française auprès du Conseil permanent de la Francophonie ;
- L'audition du 3 décembre 2019 de Marianne BESEME, Secrétaire générale de l'Office franco-québécois pour la Jeunesse (OFQJ).

Considérant :

A propos de la communauté francophone mondiale

- Que : « *la langue française porte les plus beaux mots du monde : solidarité, tolérance, respect de la personne humaine, attachement à la diversité des cultures* », comme le soulignait l'Egyptien Boutros BOUTROS-GHALI, Secrétaire général de l'ONU (janvier 1992 à décembre 1996) puis Secrétaire général de l'OIF (novembre 1997 à décembre 2002) ;

- Que la francophonie, comme l'a rappelé Aurélie GROS dans sa note de janvier 2018, a vocation pour Léopold Sédar SENGHOR à s'enrichir de valeurs universelles portées par la France : « *la francophonie, c'est cet humanisme intégral, qui se tisse autour de la terre : cette symbiose des "énergies dormantes" de tous les continents, de toutes les races, qui se réveillent à leur chaleur complémentaire : le français, Soleil qui brille hors de l'Hexagone » ;*

- Que la francophonie (avec un "f" minuscule) rassemble l'ensemble des peuples ou des groupes de locuteurs utilisant partiellement ou entièrement la langue française dans leur vie quotidienne ou leurs communications et, au-delà, tous ceux qui éprouvent ou expriment une appartenance aux cultures francophones et à leurs valeurs de tolérance, de droit et de démocratie ;

- Que la Francophonie (avec un "F" majuscule) représente l'ensemble des gouvernements, pays ou institutions de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), espace géopolitique fondé sur des valeurs communes et un espace géoéconomique capable de construire de véritables partenariats "gagnant-gagnant" tournés vers un développement solidaire et harmonieux" ;

- Que la Francophonie, qui célèbre en 2020 son cinquantième anniversaire, depuis la création de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT) devenue en 2005 l'OIF, rassemble 88 Etats et gouvernements, soit 54 membres, 7 membres associés et 27 observateurs ;

- Que la "Semaine de la langue française et de la Francophonie" est organisée chaque année, autour du 20 mars, date de la journée internationale de la francophonie et de la signature de la Convention de Niamey en 1970, en collaboration avec le réseau OPALE (Réseau francophone des Organismes de Politique et d'Aménagement linguistiques), réunissant les

organismes de gestion linguistique des pays et régions francophones représentant la Fédération Wallonie-Bruxelles, la France, le Québec et la Suisse romande, ainsi que l'OIF ;

- Qu'il faut cependant constater un recul patent de la langue française, l'anglais (classique ou sous forme de "langue-monde") étant devenu la principale langue des échanges mondiaux ;

- Que, pourtant, la francophonie constitue un véritable laboratoire pour le développement international, s'appuyant sur des valeurs humanistes et s'installant comme un acteur géoculturel majeur ;

- Que la langue française est une façon d'être, une façon de voir, une façon de questionner et de penser le monde, non seulement comme outil de communication, mais aussi comme chair des nations et comme lien entre les hommes, tant par le passé, au présent et pour l'avenir ;

- Que « *la francophonie, c'est un vaste pays, sans frontières, celui de la langue française ; c'est le pays de l'intérieur, le pays invisible, spirituel, mental, moral ancré en chacun de vous »,* comme l'a exprimé l'artiste québécois Gilles VIGNEAULT ;

- Que la francophonie rassemble une communauté de 300 millions de personnes parlant le français sur les cinq continents, dont 60 % ont moins de trente ans (dernier rapport de l'OIF sur la langue française dans le monde, paru en 2018) ;

- Que le français étant l'une des deux langues officielles des Jeux olympiques, les JOP organisés à Paris en 2024 ont vocation à le mettre d'autant plus en valeur ;

- Que la langue française, cinquième langue la plus parlée au niveau mondial, constitue la deuxième langue maternelle au sein de l'Union européenne, dont dix-huit Etats sont également membres de l'OIF (de plein droit : Belgique, Bulgarie, France, Grèce, Luxembourg et Roumanie), (associé : Chypre), (observateurs : Autriche, Croatie, Estonie, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie) ;

- Que le français est une des trois langues de travail (avec l'anglais et l'allemand) de la Commission européenne et du COREPER (Comité des Représentants permanents) du Conseil de l'Union européenne ;

- Que la langue française est enseignée par 900 000 professeurs dans le monde ;

- Que 5% de toutes les pages publiées sur Internet le sont en français, faisant de la langue française la troisième langue d'Internet :

- Que l'article 1 de la Charte de la Francophonie stipule : « *La Francophonie, consciente des liens que crée entre ses membres le partage de la langue française et des valeurs universelles et souhaitant les utiliser au service de la paix, de la coopération, de la solidarité et du développement durable, a pour objectifs d'aider :*
  - *à l'instauration et au développement de la démocratie, à la prévention, à la gestion et au règlement des conflits, et au soutien à l'Etat de droit et aux droits de l'Homme,*
  - *à l'intensification du dialogue des cultures et des civilisations,*
  - *au rapprochement des peuples par leur connaissance mutuelle,*
  - *au renforcement de leur solidarité par des actions de coopération multilatérale en vue de favoriser l'essor de leurs économies,*
  - *à la promotion de l'éducation et de la formation* » ;

- Que le Cadre stratégique de la Francophonie 2015-2022 définit les orientations stratégiques et principes directeurs engageant, chacun dans ses champs de compétence et d'expertise respectifs, les opérateurs directs de l'OIF (l'Agence universitaire de la Francophonie,

TV5MONDE, l'Université Senghor d'Alexandrie, l'Association internationale des maires francophones) ;

- Que les Jeux de la Francophonie, organisés tous les quatre ans durant l'année post-olympique, sous l'égide de l'OIF, réunissent plus de 4 000 jeunes talents ayant la langue française en partage, ces Jeux solidaires s'attachant à promouvoir la diversité, l'excellence et la solidarité avec un concept original, destiné à rassembler la jeunesse francophone autour des arts et du sport, tout en visant à renforcer les valeurs de la Francophonie et la promotion de la langue française ;

- Qu'avec le concours du ministère des Affaires étrangères, l'Office franco-québécois pour la Jeunesse (OFQJ) organise, depuis 2008, des rencontres de jeunes francophones porteurs de projets et soutient des projets individuels (par exemple, dans le cadre du service civique pour la francophonie), en envoyant des jeunes volontaires en Amérique anglophone ou hispanophone (toujours auprès d'une structure francophone, type Alliance française) ;

- Que l'OFQJ a développé une formation pour faire réfléchir les jeunes volontaires sur la francophonie et comment ils vont être perçus en milieux non francophones ;

- Que l'OFQJ a signé une convention avec l'OIF, en 2013, afin d'accompagner deux types de projets (associer l'OIF aux projets OFQJ et permettre de faire participer des jeunes de l'OFQJ à des programmes de l'OIF) et par laquelle l'OFQJ est reconnu par l'OIF, parmi les opérateurs de la mobilité de jeunesse, comme un facilitateur pour le montage de projets concrets ;

A propos de la stratégie francophone de la République française

- Que l'ordonnance royale de Villers-Cotterêts de 1539 marque la volonté de rendre l'administration plus accessible à la population en remplaçant le latin par le français dans les actes administratifs, notariaux et judiciaires ;

- Que la "loi Toubon" de 1994, relative à l'emploi de la langue française, est destinée à protéger le patrimoine linguistique français et, par ses trois objectifs (enrichissement de la langue, obligation d'utiliser la langue française et protection du français en tant que langue de la République, de par l'article 2 de la Constitution de 1958), vise à assurer la primauté de l'usage de termes francophones traditionnels face aux anglicismes ;

- Que l'Institut français, créé en 2010, a pour mission de promouvoir l'action culturelle extérieure de la France, en étroite relation avec les centres culturels français à l'étranger et les Alliances françaises, notamment en matière d'échanges artistiques et de diffusion de la langue française ;

- Que la francophonie nécessite « *une ambition pour la langue française et le plurilinguisme* » comme l'a affirmé le président de la République dans son discours du 20 mars 2018 devant l'Académie française ;

- Qu'à la suite des trente-trois propositions présentées le 20 mars 2018 par le Président de la République), un certain nombre de mesures doivent être prises en suivant les trois axes proposés par cette stratégie française (apprendre, communiquer et créer), de nature à permettre à la francophonie de devenir l'une des grandes "langues-monde" de demain et un atout pour la mondialisation ;

- Que la transmission est le premier axe de la politique française, l'école et l'université jouant un rôle essentiel dans la stratégie francophone internationale, notamment par :
  - une mobilisation de tout le secteur éducatif français, sur le territoire national et à l'étranger pour favoriser l'intégration rapide des immigrés,

- par le renforcement de l'apprentissage du français pour les populations les plus fragiles afin d'éviter les exclusions ;

- Que le second enjeu est de communiquer en français, notamment au niveau international, en :
  - favorisant le développement du français dans les réseaux sociaux et le numérique,
  - développant les médias français à travers le monde,
  - promouvant l'usage du français dans les entreprises à l'étranger, en particulier en Europe, comme langue des affaires ;

- Que le programme "Millefeuilles", mis en place par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), a été conçu afin de permettre à des hauts fonctionnaires étrangers de l'Union européenne d'apprendre le français, dans le contexte de la nouvelle stratégie de promotion du plurilinguisme dans les instances européennes et les organisations internationales et, ainsi d'élaborer une stratégie de développement de la langue française, adaptée à chaque pays ;

- Qu'enfin, pour se développer, le français doit se tourner vers l'avenir et continuer à être un bouillonnement créatif, de nature à créer, soutenir et exporter la culture française et francophone sous ses différentes formes, et auquel doit contribuer l'ouverture, dès 2022, du laboratoire de la francophonie à Villers-Cotterêts, nouvel outil de cette stratégie française ;

A propos de la stratégie francophone d'autres Régions françaises

- Qu'il a semblé important de connaître la façon dont d'autres Régions abordent le sujet de la francophonie, avec quels partenariats et quels outils, leurs réussites et les difficultés rencontrées ;

- Que la Région Ile-de-France, si elle a adhéré à l'Association internationale des Régions francophones (AIRF) en 2007, a suspendu sa cotisation de 2012 à 2017 puis à nouveau depuis 2019, tout en demeurant membre de son Bureau, en l'absence de délibération contraire des instances de l'AIRF ;

- Qu'il pouvait être utile de mesurer ainsi les apports d'une meilleure coordination de la Région Ile-de-France avec d'autres Régions françaises engagées antérieurement dans une telle démarche de soutien à la francophonie (telles que celles d'Auvergne-Rhône-Alpes ou de Nouvelle-Aquitaine) ;

- Qu'un questionnaire a été adressé à d'autres Régions, outil d'évaluation destiné à connaître la façon dont les autres Régions abordent le sujet de la francophonie (partenariats et outils de concertation pour éviter les doublons ou destinés à favoriser les coopérations) ;

- Que la Région Auvergne-Rhône-Alpes a conduit ses actions d'appui à la francophonie en développant de nombreux partenariats, notamment avec :
  - plusieurs Régions francophones étrangères du Burkina Faso, du Mali, de Côte d'Ivoire, du Maroc, du Québec, du Liban et d'Arménie),
  - divers organismes de formation et de la Francophonie économique (Conférence permanente des Chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) et Forum Francophone des Affaires),
  - des partenaires associatifs d'Auvergne-Rhône-Alpes, notamment de la solidarité internationale et culturels, travaillant autour de la langue française et de la diversité linguistique ;

- Que la Région Auvergne-Rhône-Alpes a mis en place plusieurs dispositifs d'appui avec :
  - o "*Synergie francophone*", visant à soutenir des événements organisés en Auvergne-Rhône-Alpes et mettant en valeur la francophonie (partenaires membres de l'OIF),
  - o "*Passeport pour la francophonie*", à destination des lycéens afin de soutenir des actions de coopération et de solidarité menées en partenariat avec des groupes d'élèves situés dans des pays membres de l'OIF,
  - o un projet de dispositif de soutien aux collaborations entre ONG et entreprises afin de renforcer la francophonie économique ;

- Que la Région Auvergne-Rhône-Alpes développe son intervention dans l'espace francophone, comme cadre d'action privilégié, en s'appuyant sur des outils de concertation :
  - o en apportant son appui aux réseaux régionaux (RESACOOP, réseau régional multi-acteurs, et RESAGRI, pour les acteurs de l'agriculture),
  - o en organisant des événements (conférences, rencontres, tables rondes/ateliers, etc.) traitant d'enjeux liés à la francophonie et à la francophonie économique, réunissant l'ensemble des partenaires régionaux impliqués et potentiellement impliqués, dans l'objectif de les sensibiliser au fait francophone,
  - o en participant activement au réseau constitué par l'AIRF,
  - o en échangeant sur des pratiques et outils développés par d'autres collectivités ou partenaires, pour renforcer leur action de valorisation et de promotion de la francophonie ;

- Que la Région Nouvelle-Aquitaine a élaboré une feuille de route *"Actions extérieures"* pour 2019-2021, dans laquelle la francophonie figure parmi les actions prioritaires (action 8 destinée à développer une stratégie ambitieuse dans le domaine de la francophonie) ;

- Que cette stratégie de soutien à la francophonie a conduit la Région Nouvelle-Aquitaine à :
  - o développer des partenariats (*dans le cadre des coopérations décentralisées, comme par exemple l'appui à l'apprentissage du français (via le DELF) avec le Vietnam, ou du partenariat de la Région avec l'Institut français),*
  - o financer l'émergence d'un réseau régional de recherche "Francophonie" et de rencontres pour développer le travail en réseau des acteurs culturels de la francophonie en Nouvelle-Aquitaine dont une cartographie a été réalisée en 2019,
  - o soutenir des actions en faveur de la francophonie au travers de l'ensemble des outils de mise en œuvre des politiques régionales, en particulier en matière culturelle (résidences d'artistes, soutien à des événements francophones…) ;

A propos de la stratégie francophone de la Région Ile-de-France

- Que la francophonie ne peut pas être envisagée comme une finalité, mais comme un outil essentiel des actions régionales dans son développement et son rayonnement ;

- Que le sujet a été plusieurs fois évoqué au cours des décennies précédentes (notamment rapport Tavernier, réalisé en 2006 à la demande de l'Exécutif régional) ;

- Que l'Exécutif régional a décidé, le 16 décembre 2016, d'intégrer un volet francophonie dans sa politique internationale, cette stratégie s'articulant selon plusieurs axes (économie numérique, culture et éducation via la mobilité des étudiants et des apprentis) ;

- Que, par cette nouvelle stratégie, la Région entend ainsi contribuer au développement de la francophonie sur son territoire, à travers divers secteurs d'intervention et avec cinq objectifs :
  - o promouvoir l'apprentissage du français, sans exclure l'apprentissage d'autres langues,
  - o soutenir la création culturelle et les solidarités francophones,
  - o développer les échanges économiques (la francophonie économique),
  - o mobiliser l'ensemble du territoire régional,
  - o porter le plaidoyer international en faveur de la francophonie ;

- Que l'emploi, par la collectivité régionale, dans ses propres textes et sa propre communication, d'anglicismes et de termes tirés du "globish", ne correspond pas à la volonté manifestée par la nouvelle stratégie nationale de soutien au plurilinguisme qui doit permettre, tout en développant l'apprentissage des langues étrangères (hors du globish), de favoriser également l'usage du français à l'international ;

- Qu'à l'occasion du mois de la francophonie 2017, la Région Ile-de-France a lancé SPRINT, réseau d'incubateurs francophones franciliens et africains pour "jeunes pousses", permettant d'apporter un soutien à l'entreprenariat social, solidaire et durable, comme modèle de développement, dans six zones de coopération prioritaires de la Région Ile-de-France (Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Maroc, Sénégal, Tunisie) ;

- Que, concrètement, SPRINT a vocation à accompagner, à travers six incubateurs implantés dans ces pays africains et de l'Océan Indien, des "jeunes pousses" et entrepreneurs dans la création et le développement de leur entreprise, et à décerner chaque année un "Prix du réseau SPRINT" à une "jeune pousse" verte ou sociale particulièrement innovante, dans chacun de ces six pays ;

- Que cela peut conduire à la recherche d'alliances et de synergies avec diverses structures, internationales ou nationales, dédiées à la francophonie (Organisation internationale de la Francophonie et ses agences, Agence pour l'Enseignement du français à l'étranger, Association internationale des Régions francophones, Institut français, etc.) ;

- Que la question peut être également posée de savoir comment la Région peut s'emparer de la stratégie française explicitée par les trois grands axes déterminés dans le discours du président de la République du 20 mars 2018 (mesures destinées à mettre en œuvre les trois axes : apprendre, communiquer et créer) ;

- Qu'enfin, étant donné le nombre très important de personnes rencontrant des difficultés avec la lecture et l'écriture du français en Ile-de-France, l'intégration des populations non francophones demeure un véritable enjeu nécessitant une coordination d'actions entre collectivités territoriales et associations.

A propos de la stratégie francophone d'autres acteurs franciliens

- Que la Région n'intervient pas seule pour la promotion de la francophonie, d'autres acteurs franciliens réalisent des actions et ont des attentes en termes de concertation et d'appui (collectivités territoriales, tels les Départements et la Ville de Paris, des communes et des EPCI, des associations et des chambres consulaires) ;

- Qu'une concertation est d'autant plus importante que de nombreuses collectivités territoriales, acteurs économiques et associations franciliens sont actifs dans les territoires francophones et en matière de soutien au développement de la francophonie ;

- Qu'en se référant aux seules données de la CNCD (Commission nationale de la Coopération décentralisée), un syndicat interdépartemental, cinq départements, quatre communautés d'agglomération, trois syndicats intercommunaux et cinquante communes d'Ile-de-France entreprennent des actions en lien avec des territoires de pays francophones dans lesquels la Région intervient elle-même ;

- Que la façon dont peuvent être mobilisés les acteurs économiques (chambres consulaires, acteurs du tourisme, associations diverses, etc.) conditionne la façon dont la francophonie pourra devenir un levier de développement, de nature à encourager de nombreux acteurs, tant franciliens qu'étrangers, à travailler ensemble, la langue commune étant logiquement un lien entre tous ;

- Qu'un questionnaire a été adressé à d'autres acteurs franciliens impliqués dans le soutien à la francophonie, cet outil d'évaluation ayant vocation à mieux percevoir les partenariats mis en œuvre avec d'autres acteurs et leurs attentes en termes d'outils de concertation ou de soutien ;

- Que le Département de l'Essonne s'est engagé, par le rapport de septembre 2019, en faveur d'une promotion active de la francophonie au travers de sa politique d'action internationale, en transversalité avec les autres politiques publiques dont il a la charge, afin de promouvoir :
  - la transmission du français et le multilinguisme, notamment en favorisant et accompagnant le développement de sections internationales dans les collèges essonniens, les jumelages internationaux entre établissements scolaires, les coopérations entre universités et la mobilité internationale des jeunes Essonniens,
  - la gouvernance démocratique dans les pays francophones, notamment via des projets visant au renforcement institutionnel des collectivités territoriales, au développement des services de proximité, à l'égalité entre les hommes et les femmes et à la participation citoyenne,
  - le rayonnement francophone de l'Essonne à l'international, en s'appuyant sur ses nombreux atouts en matière de développement territorial, notamment en recherche et développement, promotion touristique, pratiques sportives et protection de la biodiversité,
  - la francophonie comme espace de création et de culture, en décloisonnant les dynamiques culturelles pour faire circuler les artistes et les œuvres, avec une attention particulière à la culture africaine, source de partage et d'inclusion ici et là-bas ;

- Que le Département de l'Essonne s'est aussi engagé à s'inscrire dans le "Comité francilien pour la francophonie", réseau de collectivités territoriales devant être animé par la Région Ile-de-France et à donner de la visibilité et de la lisibilité à son action en faveur de la francophonie, au travers de l'organisation ou du soutien à des opérations de communication et de sensibilisation à destination du public essonnien ;

- Que le Département du Val-de-Marne a adopté en juin 2016 un rapport d'orientation sur l'action internationale dans lequel la francophonie ne constitue pas un des axes prioritaires des programmes de coopération, ce thème étant très peu développé par les acteurs associatifs, dans le cadre du soutien apporté aux projets associatifs de solidarité internationale ;

- Que le Département du Val-de-Marne a cependant et ponctuellement développé des actions de soutien à la francophonie, en particulier au Vietnam, dans le contexte de son partenariat de coopération décentralisée avec la province de Yen Bai (cours de français pour les personnels de la province, programme d'animations culturelles autour de la francophonie et d'initiation au français, partenariat avec l'Institut français et mise en œuvre d'un projet de médiabus sillonnant la province avec des ouvrages d'auteurs français traduit en vietnamien) ;

- Que les actions menées par la commune de Pantin et soutenues dans le cadre d'un projet financé par le FSE, favorisent la dynamique de l'inclusion par son accompagnement à la préparation au DELF (Diplôme d'Etudes en Langue française) et à l'ouverture culturelle de populations arrivées en France sans maitrise de la langue française ;

A propos de la démarche évaluative ainsi menée

- Que la démarche évaluative a pour vocation de rendre plus lisible, plus compréhensible une politique régionale, en analysant les objectifs, les outils, les partenariats, nécessaires à la réalisation de l'objectif ;

- Que, devant la diversité des objectifs et la variété des actions pouvant ainsi être menées, une concertation apparaît indispensable pour atteindre des objectifs communs et coordonner les interventions des divers acteurs franciliens concernés ;

- Que, n'ayant pas été saisi du projet de nouvelle "Stratégie de la Région Ile-de-France pour la francophonie", tel qu'adopté par le Conseil régional le 20 septembre 2018, le Ceser a décidé d'engager une démarche d'évaluation "in itinere" en se concentrant sur l'unique outil de concertation mis en place : "un Comité francilien pour la francophonie", tel qu'évoqué par l'article 3 de la délibération et l'objectif 4 de cette stratégie ;

- Que ce "Comité francilien pour la Francophonie" constitue un important outil de la stratégie régionale destiné à permettre d'identifier les projets d'intérêt commun et à accroître les synergies entre acteurs franciliens ;

- Que le Ceser a décidé de réaliser un avis dévaluation "in itinere" afin d'aborder les questions liées à ce "Comité francilien pour la Francophonie" (outils de concertation, partenariats et dispositifs d'appui) mis en œuvre pour mobiliser différents acteurs franciliens, éviter un trop grand saupoudrage et capitaliser les énergies franciliennes pour soutenir le développement de la francophonie ;

- Que cet avis d'évaluation doit apporter des connaissances nouvelles, apprécier l'impact et l'intérêt de l'action publique ainsi engagée ;

- Que cette analyse doit déboucher sur des recommandations en matière d'outils de concertation, de partenariats et de dispositifs d'appui pour optimiser les actions menées afin de favoriser le développement de la francophonie, pour en améliorer la pertinence, l'efficacité, la cohérence et l'impact.

Emet l'avis suivant :

Article 1 : mettre en place le "Comité francilien pour la francophonie"…

Le Ceser approuve la démarche engagée par le Conseil régional, visant à développer une "Stratégie de la Région Ile-de-France pour la francophonie", et partage également le quatrième objectif de cette stratégie, destiné à « *mobiliser l'ensemble du territoire francilien en faveur de la francophonie* ».

De même, le Ceser approuve les missions confiées par le Conseil régional à ce "Comité francilien pour la francophonie" :

- recenser les initiatives conduites localement et de mutualiser les soutiens au profit d'actions communes ;
- associer l'ensemble des collectivités infrarégionales d'Ile-de-France engagées pour la francophonie afin de démultiplier l'impact de leur mobilisation et celle de leurs acteurs sur le terrain.

C'est pourquoi, le Ceser regrette que le "Comité francilien pour la francophonie", unique outil de concertation créé par cette délibération du 20 septembre 2018, n'ait pas encore été mis en place.

De ce fait, le Ceser demande que ce "Comité francilien pour la francophonie" soit constitué et puisse réunir, comme le proposait le Conseil régional, l'ensemble des collectivités territoriales franciliennes engagées dans la promotion de la francophonie, auquel le Ceser propose d'ajouter des représentants des Chambres consulaires et des Universités franciliennes également impliquées, à l'exemple du "Comité Francophonie" créé par la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le Ceser réitère sa demande d'octobre 2018 d'y être représenté, à titre consultatif, en tant qu'observateur.

Article 2 : … afin de favoriser une dynamique de chef de file

Pour le Ceser, ce "Comité francilien de la francophonie" a vocation à rassembler les acteurs d'Ile-de-France impliqués dans une telle démarche afin de démultiplier l'impact de leurs actions et d'encourager au mieux des collaborations.

Dans ce contexte, le Ceser demande au Conseil régional de veiller tout particulièrement à associer à une telle démarche de concertation le syndicat interdépartemental, les cinq départements, les quatre communautés d'agglomération, les trois syndicats intercommunaux et la cinquantaine de communes d'Ile-de-France qui entreprennent des actions en lien avec des territoires de pays francophones dans lesquels la Région intervient elle-même.

Le Ceser estime que les difficultés, qui n'ont pas encore permis de mettre en place ce "Comité francilien pour la francophonie", doivent conduire le Conseil régional à poursuivre ses efforts, en termes d'outils de concertation, de partenariats et de dispositifs d'appui, pour faire entrer la Région dans la dynamique de chef de file francilien qu'il appelle de ses vœux.

Le Ceser propose, pour ce faire, de s'inspirer des nombreuses initiatives déjà existantes en Ile-de-France et hors d'Ile-de-France.

En termes d'outils de concertation

Article 3 : créer une mission transversale "francophonie"

Le Ceser a pu observer que la francophonie concerne de nombreux services de la Région Ile-de-France. De ce fait, la création du "Comité francilien pour la francophonie" devra favoriser l'émergence d'une meilleure collaboration entre services dans le but de participer au renforcement et au développement des actions menées en appui à la francophonie en Ile-de-France.

C'est pourquoi, le Ceser estime qu'une adaptation de l'administration régionale est nécessaire afin de créer une mission transversale en charge de la francophonie, telle qu'envisagée par le rapport du Conseil régional de septembre 2018 (CR 2018-041).

Article 4 : élaborer un label de coopération "francophonie"

Le Ceser propose que ce "Comité francilien de la francophonie" puisse favoriser la concertation au niveau régional en élaborant un label de coopération "francophonie" destiné à encourager la coopération entre les différentes collectivités territoriales franciliennes impliquées ainsi que la mise en réseau des différents intervenants publics.

Article 5 : développer un réseau régional de recherche à dimension francophone

Le Ceser propose également au Conseil régional de s'inspirer de l'exemple de la Région Nouvelle-Aquitaine qui encourage le développement d'un réseau régional de recherche à dimension francophone et organise des rencontres pour développer le travail en réseau des acteurs culturels de la francophonie, dont une cartographie a été réalisée en 2019.

Article 6 : soutenir l'usage du français en Europe

Le Ceser encourage le Conseil régional à développer une concertation au niveau européen, tout particulièrement avec des territoires des dix-sept autres Etats également membres de l'OIF.

Dans cette perspective, le Ceser engage le Conseil régional à accompagner la volonté manifestée par la nouvelle stratégie nationale de soutien au plurilinguisme, qui doit permettre, tout en développant l'apprentissage d'autres langues européennes, de favoriser également l'usage de la langue française dans ses échanges avec d'autres régions européennes, le français demeurant l'une des trois langues de travail (avec l'anglais et l'allemand) de la Commission européenne et des instances du Conseil de l'Union européenne.

Article 7 : mieux utiliser les outils internationaux de l'OIF

Le Ceser souhaite que la Région Ile-de-France utilise davantage les outils de concertation internationale existants, notamment dans le cadre de l'OIF, via ses opérateurs directs, tels que l'Agence universitaire de la Francophonie, dans le contexte de ses interventions en matière d'enseignement supérieur, ou TV5MONDE dont la diffusion intercontinentale peut contribuer à accompagner sa politique de communication sur les actions menées dans le cadre de sa stratégie de soutien à la francophonie.

Article 8 : s’investir dans l’AIRF et dans les autres réseaux francophones

Le Ceser demande également que la Région Ile-de-France s’investisse à nouveau au sein de l’AIRF (Association internationale des Régions francophones), principal réseau international des collectivités territoriales de niveau régional et seul outil international de nature à permettre de renforcer les synergies intra et interrégionales, de façon mutuellement profitable, notamment dans le domaine du numérique et des "jeunes pousses".

De plus, le Ceser recommande au Conseil régional d’engager une réflexion afin que la Région Ile-de-France s’investisse davantage dans les réseaux francophones existants (recherche, culture, agriculture, etc.), et en concertation avec d’autre acteurs franciliens, à l’exemple du "Réseau des territoires francophones pour la biodiversité", auquel participe le Département de l’Essonne.

Article 9 : inscrire un volet "francophonie" (accords de coopération décentralisée)

Le Ceser estime mutuellement profitable qu’un volet dédié à la dimension francophone, déjà inscrit dans certains accords de coopération décentralisée signés par la Région Ile-de-France, soit généralisé à tous les accords signés avec des territoires dont les Etats sont membres de l’OIF (Arménie, Canada, Côte d’Ivoire, Haïti, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, République de Corée, Sénégal, Tunisie et Vietnam).

Le Ceser estime en effet que les projets de développement à l’international sont autant de vitrines qui valorisent les savoir-faire franciliens et la francophonie, en contribuant à la création de nouvelles coopérations entre territoires et au développement francilien.

Un tel volet dédié à la dimension francophone, pourrait aussi permettre de développer une concertation avec d’autres collectivités territoriales franciliennes, et tout particulièrement les Départements également impliqués dans ces mêmes pays. Le Ceser propose que le Conseil régional s’inspire des bonnes pratiques ainsi mises en œuvre, à l’exemple de la "Saison Africa 2020", soutenue par le Département de l’Essonne, ou du programme d’animation culturelle et d’initiation au français et à la francophonie, initié avec son partenaire vietnamien par le Département du Val-de-Marne.

Le Ceser estime que cela pourrait également permettre une meilleure concertation, directement ou via l’AIRF, avec d’autres Régions qui développent également des actions de soutien à la francophonie, dans le contexte de leurs propres accords de coopération décentralisée, comme, par exemple, l’a fait la Région Auvergne-Rhône-Alpes avec l’ensemble des Régions francophones étrangères avec lesquelles elle coopère, ou comme la Région Nouvelle-Aquitaine qui apporte un appui pour l’apprentissage du français et à l’obtention du Diplôme d'études en langue française (DELF), dans le cadre de sa coopération décentralisée avec une province du Vietnam.

En termes de partenariats

Article 10 : volet "francophonie" dans les projets d’éducation artistique et culturelle

Le Ceser demande que la Région Ile-de-France encourage financièrement, en partenariat avec les trois rectorats franciliens, et en concertation avec les autres collectivités territoriales concernées, dans les établissements scolaires volontaires, la mise en place, dans le projet d’éducation artistique et culturelle, d’un volet consacré à la francophonie, permettant d’ouvrir les jeunes Franciliens, via l’usage de la langue française, à la diversité des cultures dans le monde.

Article 11 : engager un partenariat avec l'Institut français

Le Ceser recommande qu'un partenariat avec l'Institut français soit engagé dans toutes les circonstances où cela peut être utile, notamment afin de favoriser la concertation régionale.

En effet, d'autres collectivités territoriales, à l'exemple du Département du Val-de-Marne, ont déjà signé de tels partenariats pour accompagner des étudiants dans l'apprentissage du français et organiser des évènements culturels autour de la francophonie.

Le Ceser estime qu'un tel partenariat avec l'Institut français permettrait notamment de renforcer les actions menées par la Région Ile-de-France, en soutien à la création de centres culturels dans différents pays avec lesquels elle conduit des actions de coopération décentralisée culturelle, comme en Irak avec l'appui apporté à la création du centre culturel franco-iraquien de Mossoul.

Article 12 : renouveler le partenariat avec l'OFQJ

Le Ceser attire l'attention du Conseil régional sur l'utilité de renouveler un véritable partenariat avec l'Office franco-québécois pour la Jeunesse (OFQJ), qui organise des rencontres collectives de jeunes francophones porteurs de projets, dans le cadre de certains programmes originellement franco-québécois mais ouverts à des jeunes d'autres territoires, de nature à permettre une connexion entre jeunesses francophones, autour de projets concrets.

Le Ceser souhaite également que, par la réactivation d'un tel partenariat avec l'OFQJ, des jeunes d'Ile-de-France puissent bénéficier des effets de la convention, signée par l'OFQJ avec l'OIF en 2013, par laquelle des jeunes francophones, bénéficiant de programmes de l'OIF, peuvent être associés aux projets OFQJ et grâce à laquelle, des jeunes de l'OFQJ peuvent prendre part à des programmes de l'OIF.

Article 13 : créer un festival francilien dédié à la francophonie

Malgré les circonstances exceptionnelles liées à la crise sanitaire qui ont limité l'ampleur des célébrations qui ont ponctué le cinquantième anniversaire de la Francophonie, le Ceser souhaite que la Région, en concertation avec les acteurs franciliens impliqués, prenne part de manière significative, en lien avec ses partenaires de Bruxelles et du Québec, à la "Semaine de la langue française et de la Francophonie" qui se déroule chaque année autour du 20 mars.

Dans cet esprit, le Ceser propose que le Conseil régional crée un festival dédié à la francophonie, à l'exemple de ceux existant en Nouvelle-Aquitaine, tel que le Festival du Film francophone d'Angoulême ou les Festival des Francophonies en Limousin.

En termes de dispositifs d'appui

Article 14 : mieux utiliser le FSE

A la lumière de l'exemple donné par les actions menées par la commune de Pantin et soutenues dans le cadre d'un projet financé par le Fonds social européen (FSE), le Ceser estime que de telles possibilités offertes par ce fonds européen doivent être davantage portées à la connaissance des communes franciliennes, de manière à favoriser la dynamique de l'inclusion que permet un accompagnement à la préparation au Diplôme d'Etudes en Langue française (DELF) et à l'ouverture culturelle à la francophonie de populations arrivées en France sans maitrise de la langue française.

Article 15 : actions à mener avant et pendant les JOP 2024 de Paris

La langue française étant l'une des deux langues officielles des Jeux olympiques, le Ceser estime que les Jeux olympiques et paralympiques (JOP), organisés en 2024 à Paris, ont vocation à être utilisés comme vecteur de diffusion médiatique, avant, pendant et après leur tenue, pour assurer la promotion du français.

C'est pourquoi le Ceser encourage le Conseil régional à prévoir, dans ses dispositifs de soutien à la préparation de ces JOP, des actions incitatives à l'usage de la langue française et des valeurs de la francophonie, à destination de chacun des publics concernés.

Article 16 : soutenir l'apprentissage du français (coopération décentralisée)

Le Ceser propose, du fait que la langue française est enseignée par 900 000 professeurs dans le monde, d'accompagner les efforts engagés par l'Etat pour renforcer le goût pour la langue française et la confiance à l'égard de l'enseignement français à étranger, ce qui doit se traduire par l'accueil de davantage d'élèves, dans plus d'écoles.

Dans cette perspective, le Ceser souhaite que l'enseignement du français dans les territoires francophones avec lesquels la Région Ile-de-France coopère puisse être encouragé par tous les moyens appropriés, financiers, matériels ou humains**.**

De plus, le Ceser propose au Conseil régional de créer un nouveau dispositif de soutien à l'apprentissage de la langue française pour les fonctionnaires des collectivités territoriales étrangères avec lesquelles la Région Ile-de-France coopère.

Il s'agit ainsi d'élaborer une stratégie de développement de la langue française et de la francophonie, adaptée à chacun des pays concernés, à l'exemple de ce que le Département du Val-de-Marne a développé, en particulier au Vietnam (cours de français pour les personnels de la collectivité territoriale avec laquelle il coopère, programme d'animations culturelles autour de la francophonie et d'initiation au français).

Ce dispositif régional pourrait également s'inspirer du programme "Millefeuilles" du gouvernement français destiné aux hauts fonctionnaires étrangers de l'Union européenne pour leur permettre d'apprendre le français, dans le contexte de la nouvelle stratégie de promotion du plurilinguisme dans les instances européennes et les organisations internationales.

Article 17 : instituer un "bonus francophonie" (projets soutenus par la Région)

Le Ceser encourage le Conseil régional à mobiliser les dispositifs sectoriels de la Région, en instituant un "bonus francophonie" pour les projets (sportifs, culturels, éducatifs, agricoles, touristiques, économiques, environnementaux, etc.) soutenus par la Région et intégrant une dimension francophonie. Pour le Ceser, il s'agit ainsi de renforcer un soutien financier de la Région, dans le cas où le volet francophonie est bien pris en compte, le rôle de la Région, comme chef de file, pouvant la conduire à encourager la présence d'une telle dimension francophone dans les actions des acteurs franciliens.

Plus spécifiquement, le Ceser estime que le réseau SPRINT de la Région Ile-de-France est un exemple très intéressant de soutien à l'entreprenariat de jeunes d'Afrique subsaharienne, associant la valorisation de la francophonie aux thématiques de l'entreprenariat et du numérique. C'est pourquoi, au-delà des dispositifs sectoriels existants, le Ceser encourage également le Conseil régional à soutenir de tels réseaux spécifiques, grâce auxquels la francophonie peut offrir des leviers pour la transformation économique de nombreux pays, notamment africains.

Article 18 : encourager les jumelages et la mobilité internationale des lycéens

Dans le contexte de ses interventions dans les lycées et de ses actions d'accompagnement des lycéens franciliens, le Ceser propose au Conseil régional de s'inspirer des actions menées par le Département de l'Essonne en matière de transmission de la langue française et sur le multilinguisme, notamment en favorisant et en accompagnant le développement de sections internationales dans les lycées franciliens, les jumelages internationaux entre établissements scolaires, les coopérations entre universités ou la mobilité internationale des jeunes Franciliens.

Article 19 : s'inspirer des bonnes pratiques d'autres Régions

Le Ceser encourage également le Conseil régional, sans doute dans le cadre du "Comité francilien de la francophonie", à conjuguer au mieux ces dispositifs de niveau régional, départemental voire communal, selon qu'ils concernent des universités, des lycées, des collèges ou des écoles.

Par ailleurs, les dispositifs d'appui de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, déjà mis en œuvre ou en cours de préparation, apparaissent au Ceser comme autant de bonnes pratiques, ancrées dans une tradition d'intervention déjà riche et ancienne en matière d'appui à la francophonie.

De ce fait, le Ceser encourage le Conseil régional à s'inspirer notamment des dispositifs "Synergie francophone" (soutien aux événements organisés dans la région et mettant en valeur la francophonie, avec des partenaires issus de pays membres de l'OIF) et "Passeport pour la francophonie" (destiné aux lycéens pour soutenir des actions de coopération et de solidarité menées en partenariat avec des groupes d'élèves situés dans des pays membres de l'OIF).

Article 20 : développement de chaires francophones "Léopold Sédar Senghor "

Enfin, à l'instar du soutien apporté aux Chaires "Marie Curie", dans le contexte de l'Union européenne, le Ceser propose que le Conseil régional apporte son soutien au développement de Chaires francophones "Léopold Sédar Senghor" dans les universités franciliennes.

Cet avis a été adopté :

Suffrages exprimés : 146
Pour : 145
Contre : 0
Abstentions : 1
Ne prend pas part au vote : 0

Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France
2, rue Simone Veil • 93 400 Saint-Ouen • Tél. : 01 53 85 66 25
www.ceser-iledefrance.fr • @ceseridf

CESER

Région îledeFrance

avis

Avis n°2020-14
présenté au nom de la commission Agriculture, ruralité et espaces naturels par **Claire DADOU-WILLMANN**

La stratégie régionale pour la biodiversité 2020 – 2030

15 oct.2020

Avis n° 2020-14
présenté au nom de la commission Agriculture, ruralité et espaces naturels
par **Claire DADOU-WILLMANN**

15 octobre 2020

La stratégie régionale pour la biodiversité 2020 – 2030

Certifié conforme

Le président

Eric BERGER

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
2 rue Simone Veil • 93400 Saint-Ouen • Tél : 01 53 85 66 25 • Email : ceser@iledefrance.fr • www.ceser-iledefrance.fr

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- le Code Général des collectivités territoriales ;
- le Code de l'Environnement ;
- le rapport et la délibération de septembre 2003 sur la politique régionale en faveur de la biodiversité et des milieux naturels présentés par Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- le rapport et la délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relatifs aux « nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France » présentés par Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- l'avis du Ceser d'Ile-de-France n°2006-10 du 27 septembre 2006 relatif aux « nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France » présenté par Alain Demaizière au nom de la commission de l'Agriculture, de l'environnement et de la ruralité ;
- l'avis du Ceser d'Ile-de-France n° 2007-08 du 19 juin 2007 relatif à « la stratégie régionale pour la biodiversité » présenté par Micheline Bernard au nom de la commission de l'Agriculture, de l'environnement et de la ruralité ;
- l'avis du Ceser d'Ile-de-France n° 2012-11 du 18 septembre 2012 relatif à « l'avant-projet de schéma régional de cohérence écologique » présenté par Bernard Breton au nom de la Commission de l'Agriculture, de l'environnement et de la ruralité ;
- le rapport et la délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relatifs à « la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France » présentés par Jean-Paul Huchon, Président du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- l'avis du Ceser d'Ile-de-France n° 2013-14 du 17 septembre 2013 relatif à « la révision de la stratégie régionale en matière de biodiversité » présenté par Micheline Bernard et Bernard Breton au nom de la commission de l'Agriculture, de l'environnement et de la ruralité ;
- la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), et notamment son article 3 par lequel la Région est chargée d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dans le domaine de la protection de la biodiversité ;
- le rapport et la délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017 relatifs au « Plan Vert de l'Île-de-France : la nature pour tous et partout » présentés par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- le rapport et la délibération n°CR 2017-190 relatifs à la « création de l'Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France » présentés par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- le rapport d'évaluation mondiale 2019 de l'IPBES sur la biodiversité et les services, paru en mai 2019 ;
- le rapport et la délibération n° CR 2019-060 de novembre 2019 relatifs à « la stratégie régionale pour la biodiversité 2020 – 2030 » présentés par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;
- le rapport et la délibération n° CR 2019-056 de novembre 2019 relatifs au « plan régional pour reconquérir les friches franciliennes » présentés par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

Considérant :

La problématique mondiale

- que l'érosion de la biodiversité est actuellement une réalité dramatique à l'échelle mondiale. De nombreux scientifiques s'accordent ainsi pour dire que nous entrons dans la sixième grande phase d'extinction des espèces. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant qu'une forte accélération est mesurée pour les dernières décennies. La perte de la biodiversité nous rend notamment plus vulnérables aux catastrophes naturelles et le changement climatique aggrave cette perspective ;

- que le lien, déjà signalé par les scientifiques, entre réchauffement climatique, effondrement planétaire de la biodiversité et augmentation du nombre des épidémies, vient encore de nous être cruellement rappelé, avec l'apparition du Covid-19. Les scientifiques ont, en effet, déjà démontré que la réduction des espaces de vie des espèces animales peut avoir pour conséquence de permettre aux agents pathogènes de franchir plus facilement la barrière des espèces et d'atteindre ainsi plus facilement l'homme ;

La problématique nationale

- que la reconquête nationale de la biodiversité, à toutes les échelles, est un enjeu majeur tant notre dépendance à son bon état de fonctionnement est fort et tant son altération représente un coût pour notre société. Cette reconquête implique de mobiliser les politiques publiques en matière de développement économique, d'aménagement et de gestion des territoires, comme en matière d'urbanisme, de tourisme ou de santé. Elle peut aussi donner l'occasion à chaque citoyen de s'impliquer au plus près de chez lui. Elle est aussi un formidable gisement d'innovations et d'activités émergentes dans le domaine des biotechnologies et du bio-mimétisme ;

- que la trame verte et bleue -notion de trame verte et bleue formalisée dans le droit français par les lois du 3 août 2009 (dite Grenelle 1) et du 12 juillet 2010 (dite Grenelle 2) ainsi que dans le Code de l'urbanisme par les articles L. 110 et suivants et L.121 et suivants ainsi que dans le Code de l'environnement par l'article L. 371- est, pour toutes les régions françaises, un outil d'aménagement du territoire visant à restaurer et maintenir les capacités d'évolution de la biodiversité au travers du maintien et de la reconstitution d'un réseau écologique afin d'assurer une bonne circulation des espèces, qu'elles soient « remarquables » ou « ordinaires » ;

- que les lois Maptam de 2014, Notre de 2015, ainsi que la loi du 20 juillet 2016 pour la reconquête de la biodiversité ont posé le principe de coopérations renforcées entre les collectivités territoriales et l'Agence française pour la biodiversité (AFB) créée au 1er janvier 2017 et ont conforté le rôle des régions en tant que « chef de file » de l'action publique en faveur de la biodiversité ;

Le cas de l'Ile-de-France

- qu'on constate en Ile-de-France, encore plus qu'ailleurs, une évolution négative de la biodiversité (régression et disparition de certaines espèces, apparition d'autres) en raison principalement de sa fragmentation, notamment par les infrastructures de transport (routes, voies ferrées, transports fluviaux) et de l'importance du continuum urbain en zone agglomérée ; son poids démographique constitue sans aucun doute un handicap supplémentaire pour la préservation de sa biodiversité et oblige, de la sorte, à des politiques différentes que celles conduites dans les autres régions françaises ;

- que l'Ile-de-France a la particularité de se situer au croisement de différentes régions biogéographiques. Elle est aussi située sur des axes migratoires (oiseaux, poissons) et de déplacements animaliers. Il importe donc de tenir compte de cette situation particulière ;

- que l'Ile-de-France constitue par ailleurs un territoire hétérogène sur le plan géologique, géographique, biologique et humain; la diversité des sites et des territoires qui la composent oblige à une gestion différenciée de ces derniers ;

- qu'en raison de son important réseau de transport voué aux échanges internationaux (aéroports, routes, trains…) l'Île-de-France a aussi la particularité d'être un espace de transit très vulnérable aux nuisances des espèces invasives telles que la chrysomèle, le frelon asiatique, le ver plat de Chine, ainsi que les espèces vecteur de maladies parasitaires (le moustique tigre), et allergènes (exemple : la chenille processionnaire, l'ambroisie) ;

- que la Région Île-de-France a la particularité d'être depuis longtemps fortement impliquée dans la politique de préservation de la biodiversité, grâce notamment au rôle joué par l'Agence des espaces verts, fondée le 2 octobre 1976 , ainsi que par ses parcs naturels régionaux, Natureparif créé en 2007, et l'Agence régionale de la biodiversité créée en 2018 ;

- que l'Institut Paris Région est appelé à accompagner les services de la Région dans la mise en place de la stratégie régionale de la biodiversité adoptée en novembre 2019 par le Conseil régional d'Ile-de-France. Il contribuera aussi à l'évaluation la rédaction du bilan du Schéma régional de cohérence écologique qui a été voté par la Région le 26 septembre 2013. Il établira un état des lieux et fera des propositions opérationnelles ;

Les grands axes de la stratégie biodiversité proposés dans le rapport du Conseil régional

- que renforcé par l'apport de nombreuses expertises, le rapport N° CR 2019-060 propose 4 orientations stratégiques, 15 objectifs prioritaires, et 70 actions opérationnelles qui sont déclinés de la manière suivante :

Orientation stratégique A : Améliorer la santé et le bien-être de tous les Franciliens grâce à la nature

Objectif prioritaire A1 : Limiter les pollutions et leurs impacts sur la santé et la biodiversité :
- doubler le nombre de communes en « zéro phyto total » d'ici à 2021, puis atteindre 100% des communes franciliennes sans phyto en 2025 ;
- diminuer les impacts de l'éclairage public et déployer la trame noire en Île-de-France, en s'appuyant notamment sur l'expérience des PNR franciliens ;
- affirmer l'exemplarité de la Région dans la lutte contre les perturbateurs endocriniens ;
- amplifier les actions de reconquête de la qualité de l'air ;
- accompagner des thèses de recherche appliquée au territoire francilien sur les impacts des pollutions sur la biodiversité et la santé humaine ;

Objectif prioritaire A2 : Faciliter l'accès aux espaces de nature partout et pour tous
- faire du Bois Saint-Martin un projet exemplaire, conciliant de manière innovante la préservation et la valorisation de la biodiversité avec l'accueil du public ;
- poursuivre le projet « Tégéval Voie Verte », créateur de continuités pour les Franciliens et la biodiversité ;
- créer la nouvelle forêt de Pierrelaye-Bessancourt, poumon vert du Grand Paris, réservoir de biodiversité et maillon fort des continuités écologiques régionales ;

Objectif prioritaire A3 : Agir pour la biodiversité et la santé des jeunes Franciliens par l'exemplarité des établissements scolaires
- soutenir la création de potagers biologiques dans les lycées ;
- approfondir la connaissance du patrimoine vert et non-bâti des lycées, ainsi que de sa richesse écologique ;
- accompagner les établissements volontaires vers la labellisation EcoJardin ;

- agir pour la biodiversité et la santé des jeunes Franciliens par l'exemplarité des établissements scolaires ;
- développer l'offre de formation à la cuisine de saison et sans perturbateurs endocriniens pour les agents des lycées en charge de la restauration ;

Orientation stratégique B :
Faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation

Objectif prioritaire B1 : Soutenir les entreprises qui innovent avec et pour la nature
- soutenir le développement de filières innovantes spécialisées dans la biodiversité grâce au fonds d'investissement Paris Région ;
- faciliter le mécénat d'entreprise au service de projets locaux de restauration et de préservation de la biodiversité ;
- recenser les entreprises franciliennes expertes en matière de biodiversité pour faciliter leur mobilisation par les maîtres d'ouvrage ;
- faire connaître et valoriser la filière productrice de semences et flore locales ;
- recenser les entreprises franciliennes expertes en matière de biodiversité pour faciliter leur mobilisation par les maîtres d'ouvrages ;

Objectif prioritaire B2 : Promouvoir une alimentation respectueuse de la biodiversité
- accompagner les agriculteurs dans la mise en place des Zones de non Traitement en doublant la surface couverte par des MAEC biodiversité dès 2020 ;
- tripler en 5 ans les surfaces en Agriculture Biologique pour atteindre 45 000 hectares en 2022 ;
- soutenir les travaux du DIM créé par la Région pour trouver des alternatives au glyphosate ;
- créer 50 km de haies favorables aux pollinisateurs et à la petite faune d'ici à 2021, puis 450 km supplémentaires d'ici à 2030 ;
- coordonner l'expérimentation de paiements pour services environnementaux pour les agriculteurs engagés en faveur de la biodiversité ;
- inscrire la biodiversité dans le Plan régional de l'Alimentation ;
- poursuivre le soutien à la diversification des productions et des assolements ;

Objectif prioritaire B3 : Renforcer l'attractivité de l'Île-de-France en valorisant son patrimoine naturel et paysager
- dévoiler les 100 premiers arbres remarquables d'Île-de-France, puis développer et valoriser le réseau des arbres remarquables ;
- développer une offre touristique dédiée pour valoriser les atouts naturels et sites clés de la région ;
- encourager la pratique des sports de nature comme vecteur de découverte de la nature, en s'appuyant sur la plateforme Île-de-France Smart service et l'application Parcours Sport Oxygène ;

Orientation stratégique C :
Placer la biodiversité au cœur de l'aménagement de nos territoires

Objectif prioritaire C1 : Atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette » en Île-de-France
- mobiliser les gisements d'espaces disponibles pour limiter l'artificialisation grâce au Plan Friches régional ;
- cartographier le potentiel de dés-imperméabilisation de territoires tests et expérimenter des méthodes de renaturation sur des sites pilotes ;
- créer une communauté technique francilienne sur la séquence Eviter-Réduire-Compenser ;
- favoriser la réalisation d'opérations de dés-imperméabilisation dans le cadre des dispositifs régionaux ;
- identifier dans les propriétés régionales des sites à haut potentiel écologique susceptibles d'accueillir des mesures compensatoires ;

Objectif prioritaire C2 : Encourager la prise en compte de la biodiversité par les collectivités territoriales

- tripler le budget dédié aux investissements des collectivités territoriales pour agir en faveur de la biodiversité ;
- valoriser et développer l'offre de formation sur la biodiversité à destination des élus ;
- éditer un guide de recommandations sur les essences et espèces végétales à privilégier dans les espaces verts et de nature ;
- publier un guide pratique pour les collectivités territoriales sur la conception de liaisons douces multifonctionnelles favorables à la biodiversité ;

Objectif prioritaire C3 Renforcer l'intégration de la biodiversité dans la planification des territoires

- accompagner les collectivités dans la prise en compte de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme ;
- coordonner les stratégies foncières en faveur de la biodiversité ;
- prioriser les enjeux de biodiversité territoriale dans les « porters à connaissance » ;

Objectif prioritaire C4 : Convoquer le respect de la biodiversité et les solutions fondées sur la Nature dans les projets d'aménagement

- former les professionnels de l'aménagement à l'intégration de la biodiversité dans leurs projets ;
- créer un observatoire des réalisations franciliennes favorables à la biodiversité et au climat ;
- dans le cadre du projet LIFE ARTISAN, soutenir la création de deux sites de démonstration des solutions fondées sur la Nature en Île-de-France ;

Orientation stratégique D : Protéger la nature, notre capital commun

Objectif prioritaire D1 Protéger les espaces et les espèces

- créer/étendre une réserve naturelle régionale (RNR) d'ici à 2021, puis trois supplémentaires d'ici à 2025 ;
- impulser les travaux nécessaires pour le classement en forêt de protection de la forêt régionale de Bondy ;
- soutenir le classement du cinquième parc naturel régional francilien sur le territoire de la Brie et des deux Morin ;
- créer une réserve biologique Intégrale en Forêt de Ferrières et étudier le classement d'autres boisements franciliens ;
- créer/étendre une réserve naturelle nationale (RNN) d'ici à 2021, puis une supplémentaire d'ici à 2025 et une troisième d'ici à 2030 ;
- mobiliser la palette d'outils à disposition pour protéger de nouveaux sites ;
- créer un réseau francilien des gestionnaires d'espaces protégés ;
- mettre en œuvre la déclinaison régionale des plans d'action pour la protection des espèces ;
- poursuivre l'actualisation des « listes rouges » régionales ;

Objectif prioritaire D2 Restaurer la trame verte et bleue régionale

- recréer des continuités écologiques sur 10 points noirs emblématiques du SRCE ;
- restaurer 25 km de berges d'ici à 2021, puis 125 km d'ici à 2030 ;
- engager des mesures exceptionnelles de repeuplement et de restauration des habitats en cas d'accident ou de catastrophe naturelle ;
- accompagner les fédérations et les associations locales dans des actions de reconquête de la biodiversité ;
- mettre en place un observatoire des collisions routières avec la faune pour identifier les secteurs sensibles et les aménagements à réaliser ;
- s'appuyer sur le foncier régional et les Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF) pour restaurer les continuités écologiques ;
- établir et suivre annuellement un label « Rivière vivante d'Île-de-France » ;

Objectif prioritaire D3 Gérer les différents espaces de manière favorable à la biodiversité
- soutenir des projets forestiers de gestion et d'aménagements favorables à la biodiversité ;
- encourager la recherche sur les effets du changement climatique sur les peuplements forestiers ;
- améliorer la connaissance sur les pollinisateurs et -favoriser les pratiques de gestion qui leur sont favorables grâce à la mobilisation des PNR ;
- transformer les infrastructures linéaires de transport en corridors pour la biodiversité et les pollinisateurs ;
- créer une communauté d'échanges et de diffusion de l'information sur la gestion des espèces envahissantes ;
- promouvoir le jardinage écologique auprès des particuliers ;

Objectif prioritaire D4 : Améliorer la connaissance grâce à l'observation de la nature
- identifier les domaines prioritaires pour l'acquisition de connaissances sur la biodiversité en Île-de-France ;
- faire connaître les dispositifs d'observation naturaliste, en s'appuyant notamment sur le portail environnemental des Franciliens ;
- animer le réseau des naturalistes franciliens et faciliter l'acquisition de compétences naturalistes ;

Objectif prioritaire D5 : Renforcer la sensibilisation des Franciliens
- créer un portail internet environnemental à destination des Franciliens ;
- ancrer les Assises Nationales de la Biodiversité (ANB) en Île-de-France ;
- créer un événement « PNR et Biodiversité » ;
- renforcer la mise en réseau des animateurs nature ;

- que sur le long terme la Région Ile-de-France envisage de consacrer 400 millions d'euros à la biodiversité en Île-de-France d'ici 2030 dont 200 millions d'euros d'ici 2025 (soit l'équivalent du montant français pour les aires protégées) ce qui est très ambitieux.

Emet l'avis suivant :

Observations liminaires

Le Ceser approuve la stratégie régionale Biodiversité proposée par le Conseil régional.
Il souhaite en outre insister sur les deux points clés suivants :
- la préservation de la biodiversité est un sujet complexe qui doit être expliqué le plus clairement possible à tous les publics (urbains, ruraux, toutes tranches d'âge). Il faut donc accorder la priorité à la sensibilisation et à l'information de tous ces publics sur ce sujet qui nécessite d'adopter une approche généraliste, et non uniquement naturaliste, c'est-à-dire une approche qui aborde les questions à la fois écologiques, économiques et sociales, tout en restant suffisamment compréhensibles pour tous. Cette étape est nécessaire avant la mise en œuvre de toute autre action (articles 2 à 4) ;
- la préservation de la biodiversité est un projet à long terme, pour lequel les dépenses d'investissements ne porteront leurs fruits qu'avec des mises en œuvre et des suivis sur la durée et donc un budget de fonctionnement adéquat (article 5)

Le Ceser rappelle aussi qu'en raison de la présence de son important réseau de transport voué aux échanges internationaux (aéroports, routes, trains…) l'Île-de-France a la particularité d'être un espace de transit particulièrement vulnérable aux nuisances des espèces invasives, telles que la chrysomèle, le frelon asiatique, le ver plat de Chine, le chardon des champs, les espèces porteuses de maladies parasitaires tel que le moustique tigre, ainsi que les espèces allergènes tels que la chenille processionnaire et l'ambroisie. C'est pourquoi il demande que les mesures et le suivi des espèces invasives soient une priorité, qui doit se traduire par un volet spécifique dans un observatoire sous l'égide de l'Agence Régionale de la biodiversité. (cf l'objectif prioritaire D3 proposé dans le rapport du conseil régional à propos des « espèces envahissantes »).

Article 1 : Une Stratégie régionale « Biodiversité » indispensable à la vie de l'ensemble des Franciliens

Le Ceser félicite la Région de proposer une stratégie 2020-2030 pour la biodiversité transversale, opérationnelle et partenariale. Cette stratégie, où le concept de « zéro artificialisation nette », est clairement mis en avant, est un engagement de reconquête de la biodiversité, indispensable à la vie de l'ensemble des Franciliens.

Article 2 : Une priorité à donner aux démarches d'information, de sensibilisation, d'acculturation, en particulier de proximité

(cf. l'objectif prioritaire D5 proposé dans le rapport du Conseil régional)
Le Ceser demande à la Région de donner la priorité à l'information et la sensibilisation des Franciliens sur les questions liées à la préservation de la biodiversité, son érosion, ses richesses et les services qu'elle nous rend.

En effet, le terme "biodiversité" a besoin d'être explicité et décliné de façon pédagogique pour chaque public. Il faut ré-enchanter le milieu naturel, corriger les représentations négatives erronées (ex : les mares sont associées dans l'image populaire aux moustiques indésirables, etc.) et expliciter les bénéfices collatéraux de la biodiversité, par exemple la création d'ilots de fraicheur grâce aux mares, de lieux permettant un nouveau lien avec la nature, avec des impacts directs sur la santé.

Pour ce faire, le Ceser propose à la Région d'ajouter, dans sa politique contractuelle, un critère d'engagement à faire connaitre la biodiversité en « circuits courts », le but étant de faire en sorte que chaque Francilien apprenne à connaitre la biodiversité locale, ce qu'elle lui apporte et comment il peut participer à sa préservation, voire son amélioration.

Article 3 : Des formations à développer

(cf. les objectifs prioritaires A3 et D4 proposés dans le rapport du Conseil régional)
Afin de diffuser plus largement l'éducation et la sensibilisation à la biodiversité et plus globalement à la nature, les mesures et le suivi des espèces invasives soient une priorité, qui doit se traduire par un volet spécifique dans un observatoire sous l'égide de l'Agence Régionale de la biodiversité
Le Ceser demande aussi à la Région d'auditer les filières de formation de naturalistes, d'entomologistes, de botanistes et plus généralement les filières de sciences naturelles pour développer, si nécessaire, ces formations.

Le Ceser demande à la Région de renforcer, de façon globale, son aide à l'éducation à l'environnement et de façon particulière, son aide à l'éducation à la biodiversité auprès des jeunes des lycées, qui relèvent de son domaine de compétence.
Il suggère d'autre part que ces programmes soient travaillés en commun avec l'Etat, les Départements, les Intercommunalités et les Communes pour éviter les doublons et assurer la cohérence entre les différents niveaux de scolaires et d'étudiants.

D'un point de vue pratique, le Ceser propose que :

- les documents mis à disposition des Franciliens, en particulier des lycéens, incluent un volet sur la valeur et la nécessité de la protection de la biodiversité francilienne ;
- les séjours collectifs de mineurs visant à découvrir ou préserver la biodiversité soient encouragés ;
- les lycéens organisent des assises lycéennes de la Biodiversité ;
- la profession d'animateur nature soit soutenue de façon pérenne, tant au niveau des formations que des structures employeuses, fragilisées par l'absence de continuité des politiques ;
- le plan de développement de potagers biologiques dans les lycées soit complété par l'installation d'hôtels à insectes, nichoirs, ruches afin de contribuer à leur protection ainsi qu'à la pollinisation des plantes cultivées et à l'arrêt de l'emploi de pesticides.

Article 4 : Un partage d'expériences au-delà des limites de la Région

(cf. l'objectif prioritaire D5 proposé dans le rapport du Conseil régional)
Le Ceser approuve l'idée de création d'assises régionales de la biodiversité, comme rendez-vous et partage d'expériences et de suivi des résultats.
Pour assurer un partage d'expériences au-delà des limites de la Région, le Ceser suggère que la Région favorise la création d'un réseau d'abord interrégional, puis national, et éventuellement européen et international.

Article 5 : Un soutien financier en priorité au fonctionnement pour informer et sensibiliser

Le Ceser préconise que, pour la stratégie "biodiversité" de la Région, la priorité soit donnée aux dépenses de fonctionnement liés à la connaissance, la sensibilisation, l'information, l'accompagnement et le partage. Les dépenses d'investissements ne porteront leurs fruits que si elles sont accompagnées par des dépenses de fonctionnement adéquates et conduites sur le long terme.

Article 6 : Un pilotage opérationnel à préciser

Le Ceser suggère à la Région de compléter sa démarche ambitieuse en faveur de la biodiversité par l'instauration :
- d'un calendrier prévisionnel de mise en œuvre précis,
- d'un budget adéquat,
- d'une déclinaison opérationnelle partagée des actions,
- d'un bilan annuel qualitatif et quantitatif des actions proposées.

Ceci permettra d'assurer les éventuelles modifications nécessaires et de valoriser chaque année les actions réalisées par la Région et ses partenaires.

Article 7 : la nécessité de réaliser des évaluations

Le Ceser insiste sur la nécessité qu'il y aura de réaliser des évaluations ex-ante, in itinere et ex-post de la stratégie biodiversité de la Région.

Le Ceser rappelle aussi que la biodiversité est une des clés essentielles de lecture des écosystèmes et doit être prise en compte dans une vision transversale. C'est pourquoi les études d'impact qui seront réalisées dans le cadre des politiques contractuelles de la Région ou lorsqu'elle est maître d'ouvrage, devront inclure tous les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Les impacts sur la biodiversité de la ré-industrialisation souhaitée par la Région, devront faire l'objet d'une vigilance particulière concernant notamment le principe du respect de l'objectif « zéro artificialisation nette ».
De même, les liens entre la transition énergétique et son impact sur la biodiversité devront être explorés Les impacts des implantations des unités de production d'énergie renouvelable devront être tout particulièrement évalués afin d'être réduits dans la mesure du possible.

Article 8 : Pour des politiques ambitieuses de recherche et d'expérimentations

Le Ceser prend acte des axes de recherche proposés par la Région, notamment celui lié aux alternatives aux pesticides et aux perturbateurs endocriniens**.** Il souhaite que la Région développe des politiques de recherche et d'expérimentation audacieuses et soutiennent les porteurs de projets (y compris les start-up).

Il suggère, à titre d'exemples, de :
- favoriser la plantation d'espèces locales et variées pour assurer un approvisionnement des abeilles et des insectes pollinisateurs le plus longtemps possible avec, par exemple, la plantation de noisetiers qui fleurissent dès février sur des espaces verts ou des délaissés routiers ;
- en secteur agricole, favoriser les plantes qui doivent être récoltées à des périodes différentes afin d'étaler les floraisons ;

- implanter des ruches comme indicateurs de biodiversité dans chaque lycée. Ces ruches pourraient d'une part permettre de suivre l'évolution des abeilles et d'autre part, devraient être connectées afin de traiter les plantations quand les abeilles sont confinées dans les ruches ;
- retrouver des races anciennes qui participent à la biodiversité domestique, et les valoriser (exemple : la poule gâtinaise) ;
- développer des programmes de recherche auprès des chercheurs écologues pour :
- sélectionner les espèces les plus adaptées à l'évolution climatique,
- développer la superficie et le nombre des « espaces naturels protégés » (appelés aussi « réserves biologiques intégrées ») qui par définition doivent demeurer fermées au publics parce qu'ils ont pour fonction de permettre de savoir comment évolue la nature lorsqu'il n'y a aucune intervention humaine.

Le Ceser estime que, pour piloter et tirer parti de ces expériences, la recherche sur la biodiversité doit apparaître plus nettement sous la forme de programmes financés explicitement et ce dans toutes les disciplines permettant l'amélioration de la connaissance sur les interactions activités humaines et biodiversité en milieux urbain, agricole et forestier, ainsi que les perceptions sur la nature, sciences de la nature et sciences humaines et sociales.

Article 9 : développer les trames vertes, bleues et noires

(cf. l'objectif prioritaire D2 proposé dans le rapport du Conseil régional)
Le Ceser souhaite que la Région finalise l'inventaire des trames vertes, bleues et noires et veille à leur prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les projets qu'elle soutient, qu'ils soient économiques et/ou environnementaux.

Le Ceser souhaite que la biodiversité aquatique soit restaurée en milieu urbain. Les cours d'eau, dont la 'canalisation'' a réduit la biodiversité, l'aménagement des berges et leur végétation assez unique, les ilots de fraicheur participent à l'adaptation au changement climatique et sont des lieux de biodiversité. Le Ceser propose donc une politique ambitieuse pour re-végétaliser les berges tout en acceptant que les cours d'eau puissent sortir de leur lit. Cette politique n'exclut pas la construction en zone inondable, à question de la faire sur pilotis, comme cela était fait autrefois. D'autre part l'entretien et l'exploitation des cours facilite les moyens de transport de tous les pondéreux, facilite l'approvisionnement des centres ville et permet de se rapprocher du dernier km.

Les plantations d'arbres dans les villes ou les zones aménagées doivent se faire avec précaution, car selon la nature des racines en profondeur ou en râteau, les risques sur les canalisations et les tuyaux ne sont pas les mêmes.

Le Ceser souhaite aussi que la Région demande un entretien plus écologique des corridors ferroviaires, qui participent aux trames vertes et qui sont dévastés chaque année par des coupes mécaniques drastiques des arbustes le long des voies

Enfin, le Ceser souhaite que la dimension transversale et interrégionale de la « Trame verte et bleue » soit incluse dans la réflexion sur des projets transrégionaux -(notions de corridors écologiques…), mutualisés au-delà du périmètre du Bassin parisien avec les régions limitrophes, qui sont des réservoirs écologiques importants. Ce domaine pourrait faire l'objet de demandes de fonds européens de soutien.

Pour préserver la biodiversité nocturne, il s'agit d'inciter à la réduction de l'éclairage public. Le Ceser souhaite que la Région :

- développe un programme d'aide à la modernisation des équipements d'éclairage public de type horloge astronomique et/ou à détection de présence, …
- favorise dans les bonus écologiques des aides, l'extinction totale de l'éclairage public à certaines plages horaires, variables en fonction des saisons.

Article 10 : Mieux s'appuyer sur le SDRIF pour rendre les documents d'urbanisme davantage prescriptifs en matière de biodiversité

Le CESR rappelle que l'efficacité de la stratégie proposée par l'Exécutif régional en faveur de la préservation de la biodiversité dépendra aussi en grande partie de la qualité de la mise en œuvre du SDRIF. Le Ceser rappelle en effet que le SDRIF est le seul document d'urbanisme qui impose une destination générale des territoires. Seul le SDRIF a un caractère juridiquement contraignant, car consacré par l'Etat. Les autres documents (SRCE, Plan Vert, trames vertes bleues et noires…) ne sont qu'indicatifs. Le Ceser invite donc la Région à bien s'appuyer sur le caractère quasi-réglementaire du SDRIF et notamment sur son cahier environnemental pour rendre les documents d'urbanisme davantage prescriptifs en matière de biodiversité.

Article 11 : faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation

(cf. l'orientation stratégique B proposée dans le rapport du conseil régional)

Le Ceser approuve la stratégie régionale qui est de faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation. C'est pourquoi il demande que des clauses liées à la biodiversité soient obligatoires pour les 100 quartiers innovants aidés et financés, ou dans le développement de projets ENR soutenus par la Région (et tout particulièrement, dans le plan Solaire, le projet de ferme photovoltaïque destiné à compenser les consommations du siège de la Région à St Ouen). Il s'agit de prioriser l'évitement et la réduction avant les mesures de compensation. Il rappelle la position du Ceser sur la mise en compatibilité du SDRIF 2030 avec le projet d'aménagement du cluster des medias destiné aux Jeux Olympiques et paralympiques de 2024.

Il souhaite que des programmes de recherche soient lancés pour :

- trouver comment concilier activités humaines et biodiversité : agriculture et biodiversité, sylviculture et biodiversité et aménagement des territoires urbains et biodiversité ;
- étudier l'impact sur la biodiversité des espèces invasives tant végétales qu'animales.

En termes de développement économique, le Ceser souhaite que la Région aide plus explicitement les entreprises en cours de développement ou déjà installées, qui s'efforcent de faire de la biodiversité locale un atout économique.

A titre d'exemples, on peut citer une entreprise qui cherche à fabriquer de la moutarde de Meaux à base de graines produites en Ile-de-France ; des anciennes vignes qui sont en train d'être réintroduites en Ile-de-France ; une filière sucre qui doit se diversifier pour survivre dans la région. On peut aussi citer des démarches qui répondent à une quadruple ambition environnementale, économique, médicinale et d'innovation et qui sont actuellement poursuivies dans le Gâtinais pour produire des plantes aromatiques et médicinale. Un laboratoire d'huiles essentielles s'est installé à Milly. Des agriculteurs produisent du lavandin, thym, menthe poivrée…

Le Ceser souhaite aussi que la Région :

- montre la corrélation entre agriculture biologique/agriculture de conservation et revitalisation des sols, maintien de la biodiversité ; ce qui lui permettra de renforcer ses aides pour ces types de culture en coordination avec la politique nationale ;
- fasse le lien entre développement de marques locales et biodiversité, car cette dernière nécessite le maintien de terres agricoles riches en biodiversité de type élevage de poules en plein air avec la plantation de vergers ;
- encourage la multiplication des opérations de « verdissement » des zones urbaines au travers de la création d'écosystèmes favorisant le développement de la biodiversité et fournissant, en même temps, les services environnementaux nécessaires à la qualité de vie des citadins : diminution des effets d'ilot-de-chaleur, absorption de la pollution, stockage du carbone, infiltration des eaux de pluie, régulation des espèces indésirables...

A ce titre, le Ceser fait observer que la plupart des espaces verts qui ornent actuellement les grands ensembles urbains n'introduisent que très peu de biodiversité en raison de leur uniformité (pelouses tondues régulièrement…). L'aménagement de « jardins partagés », en lieu et place de ses espaces contribuerait à améliorer cette situation.

Article 12 : Un soutien aux structures existantes pour démultiplier les actions

Le Ceser insiste sur l'existence, en-Ile de-France, d'organisations agissant depuis longtemps en faveur de la biodiversité (associations, parcs naturels régionaux, réserves naturelles régionales, start-ups, …). Il propose donc que la stratégie régionale s'appuie prioritairement sur ces dernières en renforçant les aides de la Région pour accompagner ces structures et en leur proposant des lieux d'échanges et de concertation.
A titre d'exemple, la Région pourrait s'appuyer sur des initiatives telles que les projets de centres de soins de faune sauvage.

Il souhaite aussi que la Région soutienne les initiatives citoyennes en faveur de la biodiversité, qu'elle les promeuve et coordonne.

Article 13 : Une politique par essence basée sur la subsidiarité

La valeur "nature" ou "biodiversité" est clairement dépendante de l'écosystème territorial, voire local. Le Ceser souhaite que les politiques régionales soient des axes stratégiques, mais que les décisions d'actions soient locales, fonctions des écosystèmes locaux et élaborées ou finalisées localement en concertation avec l'ensemble des parties prenantes.

Cet avis a été adopté :

Suffrages exprimés : 145
Pour : 129
Contre : 0
Abstentions : 16
Ne prend pas part au vote : 0

Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France
2, rue Simone Veil • 93 400 Saint-Ouen • Tél. : 01 53 85 66 25
www.ceser-iledefrance.fr • @ceseridf

CESER

Région îledeFrance

avis & rapport

L'entreprise 4.0 : réussir le passage à l'entreprise du futur

15 octobre 2020

Rapport et avis présentés au nom de la commission Développement économique
par **Clément DE SOUZA**

CESER

Région îledeFrance

avis

Avis n°2020-15
présenté au nom de la commission Développement économique
par **Clément DE SOUZA**

L'Entreprise 4.0 : réussir le passage à l'entreprise du futur

15 oct. 2020

Avis n° 2020-15
présenté au nom de la commission Développement économique
par **Clément de SOUZA**

15 octobre 2020

L'Entreprise 4.0 : réussir le passage à l'entreprise du futur

Certifié conforme

Le président

Eric BERGER

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL D'ILE-DE-FRANCE
2 rue Simone Veil • 93400 Saint-Ouen • Tél : 01 53 85 66 25 • Email : ceser@iledefrance.fr • www.ceser-iledefrance.fr

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu

Les codes

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'artisanat ;
- Le Code de commerce ;
- Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Les lois

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, dite « loi Maptam », Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises (PACTE).

Les rapports et délibérations du Conseil régional

- CR 230-16 relatif à « la stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la Région Ile-de-France » - SREDII du 14 décembre 2016 ;
- CR 2017-130 relatif à « l'adoption de la Stratégie Smart Industrie » du 7 juillet 2017 ;
- CR 2017-141 relatif à « la mise en œuvre de la stratégie LEADER : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce » du 6 juillet 2017 ;
- CR 2018-043 relatif à « la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce 2018-2021 » du 20 septembre 2018 ;
- CR 2018-052 relatif au « programme Smart Région » du 22 novembre 2018 ;
- CR 2019-043 relatif au « chèque numérique connecté en faveur des artisans et des commerçants » du 19 septembre 2019.

Les rapports et avis du Ceser

- L'avis du Ceser « Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) » (Décembre 2016) ;
- L'avis du Ceser « Schéma régional pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation 2017-2021» (Septembre 2017) ;
- L'avis du Ceser « Stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce 2018-2021 » (Décembre 2018) ;
- Le rapport et l'avis « Sobriété énergétique : quelles actions concrètes en Ile-de-France ? » (Février 2020).

Considérant :

- L'Ile-de-France représente 30% du PIB et 40% des dépenses en R&D de la France, elle est aussi le premier bassin d'emplois en Europe ;
- La volonté du Conseil Régional de faire de l'Ile-de-France une des régions les plus attractives et dynamiques du monde sur le plan économique, ainsi que la 1ère Smart Région d'Europe pour être en cohérence avec la dynamique de transformation numérique.
- Les auditions des personnalités suivantes :
  - Dominique BATANI, Directeur général adjoint, SEMMARIS
  - Betina BEVIS, Responsable des chefs produits hors monétique, Société Générale
  - Antoine BIDARD, Business Developper, Avekapeti
  - Coline DEBAYLE, Fondatrice, Artips
  - Romain DEL GROSSO, Chef de la mission Stratégie économique, Région Ile-de-France
  - Xavier GREEN, Directeur, Subscreen
  - Isabelle LE BOUL'CH, Responsable Flux, Placements, Commerce international, Société Générale
  - Manon LEGER, Membre fondatrice, Latitudes
  - Yves-Marie LEGRAND, Délégué général adjoint, Association des Sociétés Financières
  - Pierre-Emmanuel LEMESRE, Expert innovation, Banque Populaire Rives de Paris
  - Tom MICHEL et Eliott NOUAILLE, Fondateurs, Traits d'esprit
  - Thierry PETIT, Economiste, Institut Paris Région
  - Valery-Antoine PLANCADE, Directeur, BNP Paribas Leasing Solutions
  - Diane SCEMAMA, Fondatrice, Dreamact
  - Julien THEISS, Référent Innovation Industrie, Région Ile-de-France

Emet l'avis suivant :

Article 1 : Afficher une stratégie régionale globalisée pour les acteurs concernés par la transformation du 4.0

Le Conseil Régional souhaitant élever l'Ile-de-France au rang de 1ère Smart Région d'Europe, le Ceser suggère de définir une stratégie globale en matière de transformation 4.0 incluant une vision politique et des objectifs précis : pour une Smart Région à destination de tous et accessible à tous.

Pour ce faire, la Région doit pouvoir se positionner dans son rôle fédérateur par le biais de ses compétences dans de nombreux domaines : développement économique et emploi ; enseignement supérieur, recherche et innovation ; environnement et transition énergétique ; agriculture. Une harmonisation des dispositifs en lien avec ses compétences doit permettre un accompagnement généralisé de l'ensemble des acteurs économiques et non-économiques dans cette mutation.

Un dialogue entre les différents textes régionaux (SRDEII, SDRIF, Stratégie régionale énergie-climat, Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation) devrait être renforcé pour une réponse pertinente à tous les enjeux du 4.0.

Article 2 : Comprendre les enjeux du 4.0 en Ile-de-France pour sensibiliser, former et agir

Le Ceser encourage dans un premier temps la Région à réaliser un diagnostic des enjeux et des conséquences sur le territoire francilien de la révolution 4.0, notamment sur l'emploi et sur l'urgence écologique, par le biais de ses organismes associés tel que l'Institut Paris Région.

Dans un second temps, un tel recensement ouvrirait l'opportunité au lancement d'une démarche de sensibilisation et de formation de l'ensemble des acteurs économiques pour une meilleure compréhension des enjeux technologiques, économiques, organisationnels et environnementaux de cette mutation globalisée.

Le Ceser souligne l'importance de l'obtention d'un consensus des différentes parties prenantes autour du changement à opérer et à accompagner avant la mise en œuvre d'actions concrètes au travers des dispositifs en place et à venir.

Article 3 : Créer une gouvernance tournée vers la collaboration et la fédération des acteurs de la transformation 4.0

Le Ceser constate que l'enjeu de la transformation 4.0 se trouve au cœur de tous les pans de l'activité économique, ainsi il est nécessaire d'établir une gouvernance pertinente et fédératrice. Rassembler les différents acteurs économiques et institutionnels dans une dynamique de collaboration et de concertation est essentiel. Une entité chargée de l'analyse de la pertinence et de l'évaluation de la politique régionale en matière de 4.0 sur le modèle d'un observatoire ou du Comité des Territoires de l'organisme Choose Paris Région devient donc une priorité.

Dans un souci d'efficience de la politique en matière de développement économique, le Ceser soutient un renforcement de la territorialisation de la politique régionale francilienne. Une fédération des acteurs institutionnels locaux devrait compléter une politique davantage en cohérence avec la réalité économique variée des différents territoires d'Ile-de-France (Paris, Petite Couronne, Grande Couronne).

Article 4 : Faire évoluer l'accompagnement régional en cohérence avec la temporalité des acteurs économiques

Le Ceser souhaite attirer l'attention de la Région sur la nécessité d'harmonisation de la temporalité des acteurs institutionnels avec celle des acteurs économiques. La diversité de ces acteurs s'accompagne de niveaux différents d'intégration dans le mouvement 4.0. Les efforts déjà consentis sont salués par le Ceser, cependant la vitesse de transformation est variable. Ainsi, la pertinence réside dans l'adaptation et le renforcement des dispositifs d'accompagnement en fonction du diagnostic francilien évoqué précédemment dans l'article 2.

Article 5 : Inscrire durablement les critères sociaux et environnementaux dans l'octroi des aides au développement économique

Le Ceser encourage la Région à intégrer les évolutions sociétales au cœur de sa politique en matière de développement économique. Elle doit se positionner comme chef de filât afin d'impulser une prise en compte de ces enjeux dans le monde économique francilien. L'implication des dirigeants et des gestionnaires d'entreprises apparaît comme une condition *sine qua non* pour enclencher une vision partagée de tous. Par conséquent, les dispositifs régionaux d'accompagnement doivent être conditionnés par la prise en compte de l'évolution de l'emploi aux plans quantitatif et qualitatif et de l'urgence écologique.

Par extension, la Région doit se constituer comme facilitatrice dans la promotion de la gouvernance socialement responsable pour une inclusion de l'humain dans l'entreprise.

Article 6 : Favoriser une gestion foncière pour accompagner le développement économique

Face aux réalités territoriales franciliennes, le Ceser a identifié l'enjeu foncier comme primordial afin d'assurer la continuité du développement économique. Des déséquilibres sont apparus entre les zones urbaines et les zones rurales notamment du fait d'une désindustrialisation régionale. La transformation 4.0 ouvre la voie à un nouveau modèle industriel davantage adapté à une cohabitation avec les territoires urbains. Il s'agira donc d'amorcer un mouvement favorisant le retour des installations industrielles au cœur de l'Ile-de-France.

Dans la continuité de la Stratégie Smart Industrie de la Région, le Ceser invite la Région à renforcer son action en matière d'offre foncière à destination des TPE et PME franciliennes souhaitant inscrire leur activité au cœur du territoire. L'outil, qu'est la SEM Ile-de-France Investissements et territoires, a émergé pour notamment favoriser le maintien de l'activité en Grande Couronne et soumettre des solutions immobilières aux PME industrielles. La dotation de 5M€ au Budget Primitif 2020 dédiée devra être maintenue et assurée sur les années suivantes afin d'assurer l'effectivité du développement foncier cohérent avec un développement économique francilien.

Le contexte économique actuel montre la dépendance de l'Ile-de-France vis-à-vis de ses importations. Le soutien en faveur d'une activité locale et de circuits courts par le biais d'une gestion foncière cohérente peut créer un levier pour davantage d'indépendance économique en plus de répondre aux enjeux de l'emploi et de l'environnement.

Article 7 : Encourager le partage de l'innovation et le développement du lien entre les acteurs économiques

L'Ile-de-France se positionnant comme un territoire scientifique et technologique de rang mondial, les liens entretenus par les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation et les entreprises sont d'une importance considérable dans le confortement de ce statut. Comme énoncé dans son avis n°2017-11 du 14 septembre 2017, le Ceser apporte son soutien à une action régionale qui favoriserait le rapprochement et les transferts de technologie entre les TPE-PME-PMI-ETI, les Universités, les Grandes Ecoles et les Instituts de recherche.

Le Ceser encourage la Région à contribuer à la dynamique d'innovation par les mécanismes suivants :

- Le renforcement du soutien aux Grands Lieux Intégrés d'Innovation
- La formation de groupes d'échanges et l'animation de réseaux dans des filières stratégiques

En parallèle, la question du lien entre les TPE-PME-PMI-ETI, les grandes entreprises et les collectivités se pose. L'innovation technologique et sociale doit être partagée pour bénéficier à l'ensemble des acteurs. Une expérimentation pourrait être lancée par la Région sous la forme d'un laboratoire.

Article 8 : Renforcer la dynamique des accompagnements sectoriels en accord avec la transition numérique, écologique et sociale

A propos de l'artisanat et du commerce :

Dans la continuité de la Stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce ainsi que du chèque numérique pour un commerce connecté, le Ceser attire l'attention de la Région sur le besoin d'accompagnement renforcé pour ces acteurs, qui sont principalement des TPE et souhaite la mise en œuvre d'une évaluation des dispositifs déjà en place afin de mesurer les impacts réels.

Conformément aux articles 11, 12 et 13 de son avis du 13 décembre 2018, le Ceser renouvelle son souhait d'une action soutenue en faveur de la sensibilisation au numérique, du développement de l'e-business et de la dynamique d'innovation liée à l'artisanat et aux commerces.

Le Ceser salue également l'investissement régional dédié au dispositif d'aide aux renouvellements des véhicules utilitaires des artisans et des TPE dans la perspective d'acquisition de véhicules moins polluants et moins énergivores.

A propos de l'industrie :

L'adoption de la Stratégie Smart Industrie en juillet 2017 par la Région souligne une réelle implication dans l'accompagnement des acteurs du secteur secondaire. Le Ceser salue les moyens affectés et la pertinence des dispositifs mis en œuvre. La Région se doit de persévérer dans cette lancée pour contribuer au renouveau de l'industrie francilienne.

A propos de l'agriculture :

Le Ceser invite la Région à pérenniser ses dispositifs en matière de modernisation et d'adaptation environnementale des exploitations agricoles. Le développement de l'action favorisant le développement de la méthanisation constitue par ailleurs une avancée pertinente pour la transition écologique du territoire francilien, qui sera à concrétiser également.

Article 9 : Lutter contre la fracture numérique entre les acteurs économiques franciliens

Le Ceser salue les efforts consentis dans la mise en œuvre de la Stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique. Le déploiement du Très-Haut Débit, le développement des tiers-lieux et l'accompagnement des TPE-PME-PMI dans leur transition numérique sont définis comme des axes prioritaires des actions entreprises.

Le Ceser soulève un point de vigilance quant au besoin de formation numérique des acteurs économiques des différents territoires d'Ile-de-France, du fait d'inégalités territoriales ancrées. Une solution résiderait dans la mise à disposition de dispositifs de formations numérique par les chambres consulaires, institutions territoriales au plus proche des entreprises locales. En partenariat avec la Région, les chambres consulaires pourraient ainsi fournir des locaux de formation et faire le lien avec les référents des entreprises.

Article 10 : Inscrire le volet 4.0 dans une feuille de route budgétaire

Le Ceser invite la Région à intégrer la transformation 4.0 au cœur de son budget. Si les initiatives « Smart » possèdent déjà des postes de dépenses dédiés dans le Budget Primitif 2020, il serait pertinent de constituer une feuille de route budgétaire des actions et des programmes dotés d'une affectation budgétaire dans une catégorie propre à la transformation numérique, sur le modèle déjà établi pour l'urgence écologique. Ce gain en transparence et en lisibilité constituerait en outre un outil d'évaluation et d'aide à la décision utile à la prospective.

En conclusion :

L'entreprise 4.0 faisant face à des ruptures sur plusieurs plans, la Région doit désormais adopter une vision globale pour répondre aux enjeux technologiques, économiques, organisationnels, sociaux et environnementaux. Sa stratégie d'accompagnement au changement nécessite la concertation avec les différents acteurs économiques et le consensus autour des priorités à opérer. L'accomplissement de la transformation 4.0 devra se doter de moyens importants à la hauteur d'objectifs ambitieux dans la perspective de construire une région intelligente accessible et à destination de tous.

Cet avis a été adopté :

Suffrages exprimés : 143
Pour : 107
Contre : 5
Abstentions : 17
Ne prend pas part au vote : 14

CESER

Région îledeFrance

rapport

L'entreprise 4.0 : réussir le passage à l'entreprise du futur

15 octobre 2020

Rapport présenté au nom de la commission Développement économique

par **Clément DE SOUZA**

L’entreprise 4.0 : réussir le passage à l’entreprise du futur

Rapport présenté au nom de la commission Développement économique
par **Clément de SOUZA**

15 octobre 2020

Sommaire

Introduction.....3
1. L'Entreprise 4.0 : définition, enjeux et applications concrètes sur le territoire francilien.....5
1.1 Une révolution technologique pour l'entreprise.....5
1.1.1 Introduction des systèmes cyber-physiques dans les entreprises et valeur ajoutée de l'intelligence artificielle.....5
1.1.2 La transformation numérique de l'ensemble des acteurs.....7
1.2 La prise en compte de la transition écologique et énergétique.....10
1.2.1 La maîtrise des risques environnementaux dans un contexte de changement climatique.....10
1.2.2 La mise en application de la transition énergétique et des comportements sobres.....10
1.3 La mutation globale d'un modèle économique.....13
1.3.1 Nouveaux modèles d'affaires, mutation de la chaîne des valeurs et individualisation de la production.....13
1.3.2 La raison d'être de l'entreprise et sa responsabilité sociétale.....14
1.4 Une évolution organisationnelle autour de l'Humain et des territoires.....17
1.4.1 Accompagner une évolution majeure de l'emploi dans le nouveau modèle économique et organisationnel.....17
1.4.2 De la collaboration entre l'Homme et la machine vers un management agile centré sur l'humain.....17
1.4.3 Evolution des appareils de formation et de l'employabilité.....18
1.4.4 Mutations géographiques et urbaines des entreprises et du travail.....19
2. Diagnostic et perspectives de l'accompagnement régional autour de l'Entreprise 4.0.....23
2.1 La stratégie régionale comme levier de la transformation 4.0.....23
2.2 Les dispositifs existants pour un accompagnement francilien.....26
2.2.1 Les aides régionales pour un développement globalisé des très petites entreprises aux entreprises innovantes (TP'UP, PM'UP, INNOV'UP (PIA)).....26
2.2.2 Le « Chèque numérique pour un commerce connecté », une aide en faveur de l'artisanat et du commerce.....27
2.2.3 Accompagnement des exploitations agricoles dans le cadre du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations adossé au Pacte agricole régional.....28
2.2.4 Les dispositifs directs de la Région vers l'objectif de Smart Région.....28
2.3 Une mise en perspective avec les expériences 4.0 d'autres régions de France et du Monde (Nouvelle Aquitaine, Pays de la Loire, Allemagne et Chine).....30
Conclusion.....33

Introduction

Face aux nouveaux défis et mutations de notre société, la révolution technologique change notre façon de vivre et de travailler.
Nous vivons une quatrième révolution industrielle qui se caractérise par une fusion technologique entre le monde physique, numérique et biologique. De plus, ces changements ne sont plus linéaires, mais exponentiels. Ils touchent tous les secteurs d'activités et sont les signes de la transformation de pans entiers de la production avec un impact sur le management et la gouvernance. Ces évolutions impliquent un véritable changement de paradigme, avec recherche de sens, en matière sociale dans toutes les organisations. Ce qui créé des mutations en terme de nouveaux modèles économiques, de nouveaux type de compétences et modifie les liens sociaux.

Plusieurs ruptures sont en train de se produire :

- Technologique : l'enjeu de la cohabitation entre l'humain et l'intelligence artificielle (IA), ou comment garder l'esprit critique et créatif face à une pensée préfabriquée ;

- Énergétique et écologique : mieux avec moins ou le principe de la frugalité ;

- Économique : c'est la fin de la standardisation de masse, il faut des produits créatifs et la valeur devient liée à l'immatériel ;

- Organisationnelle : de nouveaux modèles émergent, collaboratifs et organiques. Ce sont les interactions qui priment.

« Le parti pris du gouvernement allemand est clair. Il déclare, avec la quatrième révolution industrielle, l'émergence d'un nouveau paradigme qui succède à l'économie fordiste et signe l'émergence de nouveaux modes de production, de consommation, d'organisation du travail, de régulation et de nouveaux modes d'apprentissage. C'est une révolution industrielle, technologique, qui se double d'une révolution sociétale et culturelle. »[1] Prise en compte dans le modèle allemand dès le début des années 2010 pour redynamiser son terreau industriel, cette révolution a également pris racine en France.

Introduite lors des Etats Généraux de l'Industrie de 2011 et prise en compte dans le Plan « Nouvelle France Industrielle » en 2013, nous retrouvons cette révolution au cœur de la stratégie française actuelle en termes de développement économique comme le montre les 5 orientations stratégiques dépeintes par Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie et des Finances dans son discours du 15 octobre 2019 à Bercy : *« Nous vous présentons 5 orientations stratégiques pour la production française dans les années à venir : 1ère orientation, atteindre une économie zéro carbone en 2050 ; 2ème orientation, anticiper les besoins en compétences et former pour 2025 ; 3ème orientation, devenir une économie de rupture technologique ; 4ème orientation, être compétitif pour produire en France ; 5ème orientation, engager un nouvel acte de décentralisation en matière de développement économique. »*[2]. Ces orientations font directement écho aux ruptures de la révolution 4.0 décrites ci-dessus et vont de pair avec les dispositions de la Loi PACTE[3] (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) mise en œuvre dès le 1er octobre 2019.

Par extension, la Région Ile-de-France, première économie régionale d'Europe, a déjà entamé la démarche de se tourner vers l'entreprise du futur et ses enjeux à travers le déploiement du

[1] *Industrie 4.0, une révolution industrielle et sociétale*, Dorothée KOHLER et Jean-Daniel WEISZ, Futuribles, 26 avril 2018, p. 52-53

[2] Bruno Le Maire, discours relatif au Pacte productif du 15 octobre 2019 : https://www.economie.gouv.fr/pacte-productif/discours-de-bruno-le-maire-ministre-de-leconomie-et-des-finances

[3] https://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPubliee.do?idDocument=JORFDOLE000037080861&type=general&legislature=15

Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Industrialisation, aussi nommée Stratégie #LEADER[4], qui vise à faire de l'Ile-de-France la 1ère Smart Région d'Europe.

Face à ces profondes mutations qui animent la vie économique et particulièrement l'économie francilienne, il apparaît pertinent que le Conseil économique, social et environnemental de la Région Ile-de-France (Ceser) se saisisse de la thématique du passage à l'entreprise du futur. Notamment du fait que le PIB francilien s'élève à 640 000 millions d'euros, soit 31% du PIB de la France métropolitaine et 4,6% du PIB européen en 2014.[5]

Pour cela, le Ceser a décidé de questionner l'entreprise 4.0 dans toutes ses implications, de ses caractéristiques à ses applications concrètes, dans sa globalité de croiser l'ensemble de ces nouveaux enjeux pour une approche globale, moderne et prospective de l'entreprise au-delà du seul périmètre industriel et des grands comptes. La décision a été prise de prendre le parti d'une approche systémique et méta de l'entreprise.

En d'autres termes, il convient de mesurer les enjeux et opportunités du passage à l'échelle 4.0 pour les différentes strates des acteurs économiques (TPE, PME, ETI, etc.) tout en mesurant les besoins et effets induits afin d'engager un accompagnement de l'ensemble des acteurs publics et privés. Notre réponse doit être globale et implique toutes les parties prenantes : le secteur public, privé, la société civile. Cela, autant pour elles-mêmes que pour les salariés qui les composent.

I. Dans quelle mesure pouvons-nous définir ce qu'est l'Entreprise 4.0 ? Comment se caractérise cette transformation parmi les différents acteurs économiques ? Quelles sont ses applications concrètes sur le territoire francilien ?

II. Quel diagnostic de la politique régionale en matière d'accompagnement autour de l'Entreprise 4.0 et de ses enjeux pouvons-nous établir ? Quels exemples régionaux et étrangers peuvent donner des pistes de réflexion sur ce sujet ? Dans quelle mesure la Région Ile-de-France peut-elle être davantage motrice au cœur de cette révolution 4.0 ?

[4] https://www.iledefrance.fr/strategie-leader-1-au-service-de-la-croissance-lemploi-et-linnovation

[5] https://www.gouvernement.fr/20-chiffres-et-faits-qui-temoignent-de-l-attractivite-de-la-region-paris-ile-de-france-5349

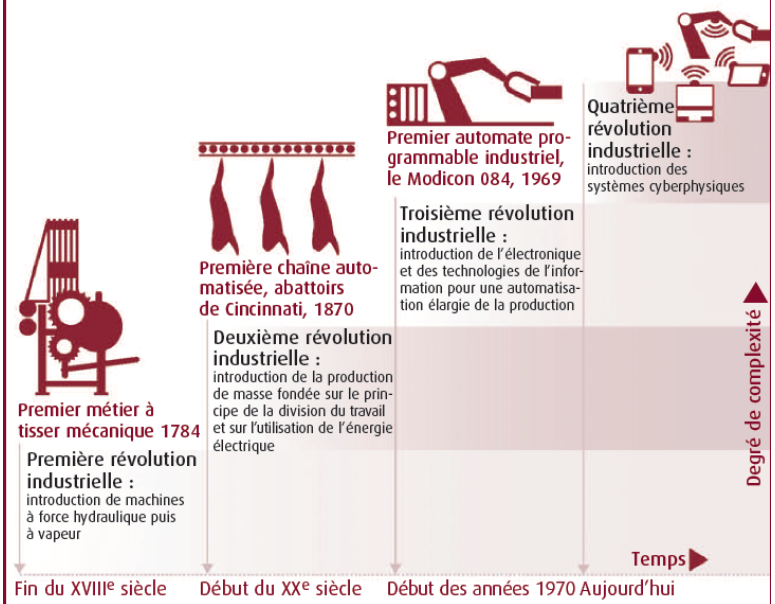
1. L'Entreprise 4.0 : définition, enjeux et applications concrètes sur le territoire francilien

1.1 Une révolution technologique pour l'entreprise

1.1.1 Introduction des systèmes cyber-physiques dans les entreprises et valeur ajoutée de l'intelligence artificielle

La révolution des systèmes cyber-physiques intégrés

Graphique 1 — Les quatre stades des révolutions industrielles



Source : DFKI, 2011 issu de ACATECH et FORSCHUNGSUNION, *Umsetzungsempfehlungen für das Zukunftsprojekt Industrie 4.0: Abschlussbericht des Arbeitskreises Industrie 4.0,* Berlin : BMBF, avril 2013, p. 17. [6]

La troisième révolution industrielle (TRI), théorisée par Jeremy RIFKIN[7], a été caractérisée par l'introduction des technologies de l'information et de la communication dans les activités économiques dans les années 1960-1970. Cette révolution 4.0 signifie une nouvelle approche technologique dans la production de flux d'information entre l'homme et la machine, mais aussi dans l'ensemble de la chaîne, de la production de produits jusqu'à son utilisation finale.

Elle introduit un concept très neuf : l'interconnexion entre tous les acteurs disponibles dans le processus de production jusqu'à la consommation. Cet échange de données constant et multidirectionnel marque une différence nette avec l'organisation scientifique du travail (OST), qui a émergé avec le fordisme et le taylorisme lors de la deuxième révolution industrielle.

Le système cyber-physique propose de répondre à des besoins personnalisés des utilisateurs pour les mêmes coûts et un délai raccourci. Son statut d'élément central se retrouve via son rôle d'agrégateur de l'ensemble des éléments contribuant à la production comme le cloud-computing et d'autorégulateur par le biais des flux de communication continus : il est ainsi le cœur de l'activité économique. Par ailleurs, ce système dépasse le cadre physique de l'unité de production :

[6] *Industrie 4.0, une révolution industrielle et sociétale*, Dorothée KOHLER et Jean-Daniel WEISZ, Futuribles, 26 avril 2018, p. 52-53

[7] L'économiste américain, spécialiste de la prospective et qui a étudié principalement les impacts sociétaux, environnementaux et socio-économiques des nouvelles technologies, définit ce concept dans son livre intitulé *La Troisième Révolution Industrielle.*

l'information circule tout au long de la vie du service ou du produit, le flux des informations est constant de la chaîne logistique en passant par les fournisseurs et les sous-traitants de prestations. L'usine intelligente renvoie même le niveau de qualité et de stocks en temps réel grâce à ce jumeau numérique de l'appareil de production. Nous pouvons donc parler de système matriciel 4.0 pour évoquer cette interconnexion poussée.

Un des points clés apporté par ces systèmes cyber-physiques se mesure en termes de productivité : cette recherche de gains de productivité se traduit par la mise en place du *lean management*[8]. En effet, cette théorie industrielle repose sur le fait « d'apporter de la valeur sans créer de gaspillage »[9] était déjà présente durant la troisième révolution industrielle. Néanmoins, l'entreprise 4.0 peut dépasser cet objectif avec de multiples leviers disponibles : un rendement amélioré par une maintenance prédictive, une meilleure organisation au niveau des stocks, de la variété des produits et des process, ainsi qu'une meilleure communication globale qui tend vers une meilleure coordination.

Les nouvelles technologies en application : blockchain, chatbots, indicateurs de performances plus fiables, jeux de données disponibles

La Blockchain, aussi appelée « chaîne de blocs », est une nouvelle technologie issue des systèmes d'intelligence artificielle. Elle permet le stockage et la transmission d'informations de manière « transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle »[10]. Cette base de données rassemblant tous les échanges réalisés depuis sa création est une sorte de grand livre comptable public vérifiable par l'ensemble de ses utilisateurs, ne comprenant aucune intermédiation et impossible à effacer une fois vérifiée. Le principal enjeu ici est la sécurisation de transactions financières par les différentes parties prenantes sans le recours à un intermédiaire. Ainsi, la tokenisation s'est développée en parallèle : un token, ou jeton, est « un actif numérique émis et échangeable sur une blockchain »[11]. Cette décentralisation des transactions hors du système bancaire classique connaît déjà des expérimentations : iExec est un projet franco-chinois qui a pour objectif de fonder un marché où tout utilisateur sera en capacité de louer la partie inutilisée de son ordinateur dédiée aux calculs contre des tokens ; d'autres utilisateurs pourront ainsi acheter la puissance de calcul proposée en s'affranchissant de quelconque coût supplémentaire du fait de la décentralisation.

Les chatbots, ou « agents conversationnels », sont également une nouveauté de l'intelligence artificielle. Ces programmes informatiques proposent la simulation d'une discussion vocale ou textuelle avec l'utilisateur sur un site internet par exemple. Ils permettent d'assister virtuellement les entreprises en puisant des éléments disponibles dans les données du système pour répondre aux clients. L'interaction est plus intuitive et dépasse le cadre de la simple information recherchée. Avec un développement plus poussé, les chatbots pourraient devenir des outils essentiels aux relations internes et externes des entreprises.

L'intelligence artificielle offre également des perspectives en matière d'amélioration des indicateurs de performances. Les directions financières peuvent déléguer aux logiciels d'intelligence artificielle la mesure de la performance et la constitution de tableaux de bord. Ces tâches, davantage répétitives et chronophages, libèrent ainsi du temps qu'il est possible de consacrer à l'analyse plus poussée.

Derrière tout cela, se situe l'alimentation de l'intelligence artificielle avec des jeux de données efficaces et utilisables. L'IA peut faciliter la préparation de jeux en optimisant la gestion de la qualité des données. L'abondance de données constitue un vrai avantage concurrentiel facilement

[8] Concept né dans les usines du fabricant de véhicules automobiles, Toyota, au Japon et diffusé plus largement durant la période 1990-2000 dans le monde entier

[9] Kiichiro TOYODA, fondateur de la société Toyota en 1937

[10] https://blockchainfrance.net/decouvrir-la-blockchain/c-est-quoi-la-blockchain/

[11] Id.

mobilisable. Néanmoins, un vrai travail de tri et de filtrage des données dans une optique de pertinence doit être mis en place.

Le credit score : les limites de l'intelligence artificielle

Une nouvelle pratique appelée credit score ou notation a vu le jour dans le monde bancaire. En effet, cela consiste l'utilisation d'algorithmes appliqués à l'octroi de crédits en fonction d'une évaluation de l'acteur économique sur plusieurs caractéristiques : situation immobilière, taux d'endettement, mais aussi l'ensemble des données fournies lors du remplissage du formulaire de demande de crédit.

Ainsi, ce système a montré ses limites avec l'Apple Card, carte de crédit proposée par la société Apple. En effet, des plafonds de dépenses différents ont été détectés dans certains ménages entre deux personnes d'un même couple. L'algorithme s'est donc vu accusé d'un biais sexiste qui questionne donc la relative transparence et l'équité de cette utilisation de l'intelligence artificielle.

1.1.2 La transformation numérique de l'ensemble des acteurs

L'imposition de la digitalisation par les acteurs publics

Depuis le 1er janvier 2018 (Entreprises de plus de 250 employés) et depuis le 1er janvier 2019 (Entreprises de 10 à 250 salariés), les fournisseurs du secteur public sont obligés de transmettre les pièces comptables, notamment les factures, de manière dématérialisée par le biais du portail Chorus Pro, développé par l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat, faisant suite à la Loi de Modernisation de l'Economie de 2008. Avec une extension de cette mesure aux TPE au 1er janvier 2020, il paraît irrémédiable d'opérer une transformation numérique pour l'ensemble des acteurs et surtout pour les artisans, ainsi que les commerçants, qui disposent de moins de leviers. Par ailleurs, cela concerne également la dématérialisation des pièces de marchés publics depuis le 1er octobre 2018 : la transmission des offres doit se faire numériquement par les candidats sous peine de refus de la part des pouvoirs adjudicateurs. Nous constatons donc un mouvement général qui s'étend à l'ensemble des acteurs économiques du secteur privé qui doivent se conformer à ces exigences de digitalisation sous peine d'être exclu de la compétition économique.

Les applications du numérique aux petits acteurs économiques

Une illustration de cette transition digitale déjà amorcée se trouve déjà sur le territoire francilien. Dans le cadre des auditions pour ce travail, un exemple emblématique de regroupement de TPE de l'Ile-de-France à portée internationale a pu être décrit dans cette perspective : le Marché d'Intérêt National (MIN) de Rungis. Cela a été complété par un autre cas bientôt concerné qui est celui du Marché aux Puces de Paris/Saint-Ouen, regroupant également ce même type d'entités économiques.

La digitalisation des marchés : le MIN de Rungis et les Puces de Saint-Ouen

- Le MIN, géré par la SEMMARIS, la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du MIN de Rungis, a entrepris un processus de digitalisation pour les 1 200 entreprises commerçantes qui la composent, comme l'a expliqué Dominique BATANI, Directeur général adjoint de la SEMMARIS, lors de son audition par la Commission Développement économique le 21 janvier 2019. Ceci se traduit par la mise en place d'un accès à la fibre pour 100% des commerces, un portail numérique, « myrungis.com », pour le renouvellement des cartes des acheteurs et le développement d'une place de marché « rungismarket.com », afin de se rendre visible dans la perspective d'e-commerce. De plus, une pépinière de jeunes start-ups « Rungis and Co », a également vu le jour pour permettre à ces pousses de partager leur caractère digital avant de s'installer durablement sur le marché. Cependant, il est également à noter que cette transition ne peut s'effectuer sans une formation accrue des commerçants impliquant une prise en compte de différentes sensibilisations à la technologie selon les générations.

- Le Marché aux Puces de Paris/ Saint-Ouen envisage la création d'un site de références pour la vente des marchandises des puciers d'ici le début de l'année 2020 : 1 100 brocanteurs pourraient ainsi mettre en vente leurs articles en respectant le même système de livraison qu'actuellement, ainsi : le client choisit son livreur et s'acquitte des frais de livraison. Dans la perspective d'être davantage un outil marketing qu'un outil de vente, la venue de cette digitalisation soulève des enjeux : la fréquentation des lieux de vente et l'adaptation nécessaire des commerçants les plus réticents à l'outil.

La transition du secteur bancaire vers l'immatériel

Le numérique se trouve désormais au cœur des relations entre les banques et leurs clients. Nous pouvons observer une évolution des comportements de consommation et d'achats avec l'avènement de nouveaux moyens de paiement, mais aussi un impact sur toutes les parties prenantes de la relation banque-client : une redéfinition de ce lien par le biais d'un nouveau prisme immatériel qui bouleverse les pratiques traditionnelles.

La transition digitale des acteurs bancaires

L'audition de professionnels issus des entreprises Banque Populaire Rives de Paris (Pierre-Emmanuel LEMESRE, Expert Innovation), Société Générale (Isabelle LE BOUL'CH, Responsable Flux, Placements et Commerce international et Betina BEVIS, Responsable des chefs produits hors monétique), BNP Paribas Leasing Solutions (Valery-Antoine PLANCADE, Directeur) et l'Association française des sociétés financières (Yves-Marie LEGRAND, Délégué général adjoint) le 16 avril 2019 a permis de cibler les principaux enjeux apparaissant dans la relation banque-client :

- Accompagnement des acteurs dans leur transformation digitale et évolution de la relation client
- Développement de nouveaux moyens de paiement immatériels (sans-contact, e-paiement, instant payment et data)
- Sécurisation des paiements et meilleure réactivité

Mais aussi les principaux freins se matérialisant avec cette évolution :

- Pas d'imposition du numérique pour éviter le rejet
- Nécessité de prévention vis-à-vis de la part de lien de proximité
- Accroissement des coûts liés à la sécurisation du fait d'un système immatériel plus perméable

12

Par ailleurs, de nouveaux phénomènes voient le jour au sein du monde bancaire du fait de l'intégration technologique. L'Ile-de-France est par exemple le meilleur terreau français pour l'accueil des FinTechs, terme désignant les start-ups innovantes qui utilise la technologie pour repenser les services financiers et bancaires: 65% des emplois directs générés par les projets de FinTechs labellisés « Finance Innovation » [13], le pôle de compétitivité francilien accompagnant les acteurs financiers régionaux, se trouvent en Ile-de-France. L'écosystème francilien de la FinTech est propice à ce développement du fait de la présence de nombreux acteurs de l'innovation et de la recherche. Ainsi, les processus classiques de financement peuvent se voir totalement bouleverser par le recours à des outils alternatifs comme le financement participatif, qui représente 401,7 millions d'euros en 2018 en France[14], ou s'appuyer sur les « chaînes de blocs », blockchain.

Tripartie, la sécurisation des transactions immatérielles

Cette FinTech française basée à Paris offre des services de sécurisation des transactions immatérielles, qui sont le fruit de nouvelles pratiques commerciales : ventes de biens entre particuliers, petits travaux et missions freelance. La solution de Tripartie constitue une alternative réelle aux offres bancaires du fait de sa conception comme une blockchain qui ne débloque la transaction qu'une fois le livrable vérifié et le recours à une conciliation s'il y a litige.

15

[12] Audition des établissements financiers Banque Populaire Rives de Paris, Société Générale et BNP Paribas Leasing Solutions le 16 avril 2019

[13] https://finance-innovation.org/finance-innovation-dresse-un-bilan-chiffre-du-dynamisme-de-ses-fintechs-labellisees/

[14] https://www.economie.gouv.fr/entreprises/crowdfunding-financement-participatif

[15] https://tripartie.com/

1.2 La prise en compte de la transition écologique et énergétique

1.2.1 La maîtrise des risques environnementaux dans un contexte de changement climatique

La maîtrise des risques industriels pour l'environnement

Pour pallier l'occurrence d'incidents et d'accidents dans les industries, les infrastructures peuvent être classées Installations pour la protection de l'environnement (ICPE) ou SEVESO en fonction de la catégorisation des risques et de leur potentielle ampleur. Ainsi, la maîtrise des risques environnementaux se double d'un risque réglementaire difficilement gérable pour les 11 000 établissements classés soumis à déclaration, à enregistrement ou à autorisation[16]. En 2018, 13.7% des inspections de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie, DRIEE, donnaient lieu à une mise en demeure du fait de la non-conformité des installations[17].

Dans cette perspective, la révolution 4.0 offre des solutions liées à la technologie pour établir un processus efficace de maîtrise des risques environnementaux. Le recours aux systèmes cyber-physiques évoqués plus haut dans ce travail peut fournir une alternative effective dans la simplification des activités « Hygiène, Sécurité, Environnement » des entreprises. Parmi ces solutions, quelques-unes peuvent être mentionnées puisque déjà existantes : le cloud computing, le recours à des algorithmes combinant textes réglementaires et réalités industrielles de terrain et l'internet des objets ou IOT.

EALICO, la technologie appliquée à la conformité industrielle

EALICO est une société française basée à CERGY et fondée en 2015. Son activité repose sur l'utilisation de technologies issues de l'intégration de systèmes cyber-physiques dans les industries afin de construire des solutions personnalisées pour simplifier et anticiper la conformité des installations industrielles.
Cette entreprise propose par le biais de la prise en compte des caractéristiques de chaque client et l'intervention d'experts en conformité industrielle une réponse adaptée pour éviter les incidents industriels particulièrement impactant à l'échelle environnementale.

18

1.2.2 La mise en application de la transition énergétique et des comportements sobres

La problématique environnementale induit également le volet énergétique. L'Ile-de-France est importatrice de plus de 90% de l'énergie qu'elle consomme, tandis que sa production en matière d'énergies renouvelables ne représente pas plus de 8% du mix énergétique francilien : l'objectif d'indépendance énergétique est encore lointain. Néanmoins, les acteurs économiques comme les entreprises sont davantage concernés par leur capacité à consommer qu'à produire.

En 2015, 32% de la consommation en énergie finale en Région Ile-de-France correspond pour 21% au tertiaire et 11% à l'industrie[19]. En effet, un des principaux leviers pour l'entreprise se trouve dans la transition énergétique. A ce titre, l'entreprise 4.0 devrait être un acteur économique avec

[16] Soit, en 2018, environ 9 000 installations classées soumises à la déclaration, 602 soumises à l'enregistrement et 1 465 soumises à une autorisation selon la DRIEE d'Ile-de-France.
[17] http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2019_brochure_environnement_industriel_v11.pdf
[18] https://ealico.com/fr/
[19] Chiffres issus du rapport n°CR 2018-016 du Conseil Régional d'Ile-de-France relatif à l'adoption de la Stratégie régionale énergie-climat : https://www.iledefrance.fr/espace-media/applis_js/rapports_cp-cr/2018-07-03/rapportsPDF/CR-2018-016.pdf

une gestion minutieuse de son énergie issue de modes de production durables. Ainsi, les entreprises peuvent avoir recours à différents procédés pour obtenir de l'énergie durable : raccordement à un réseau local d'énergie renouvelable comme un réseau de chaleur ou à proximité d'une unité de méthanisation, pose de panneaux solaires sur la toiture et les façades des infrastructures de l'entreprise, ainsi que la mise en place une démarche circulaire pour valoriser et recycler les ressources issues de la production.

Une démarche industrielle écologique et efficacité énergétique

Pour les entreprises industrielles, il est possible d'entrer dans une démarche industrielle écologique. Ce mode d'organisation permet un échange de flux ou une mutualisation de flux à partir des ressources produites par différents acteurs. L'objectif consiste à valoriser les résidus de production pour les utiliser dans d'autres procédés ou de les transformer en énergie.

Afin de compléter la démarche de transition énergétique, il est essentiel pour les entreprises d'opérer un virage vers l'efficacité énergétique appliquée à ses infrastructures. Une consommation d'énergie plus efficiente implique que les entreprises diagnostiquent leurs postes de consommation tout en améliorant les performances énergétiques de leurs bâtiments. Diverses solutions s'offrent à elles : la conception et les modes de construction des infrastructures peuvent intégrer des exigences de performance énergétique pour les matériaux; l'intégration d'un système intelligent de gestion de l'infrastructure, qui permet une régulation des variables du bâtiment comme le chauffage, l'éclairage et les objets connectés ; la production à l'aide de panneaux photovoltaïques combinée à de l'autoconsommation.

La maîtrise des consommations énergétiques issues de la transition numérique devient également une conséquente induite de la mutation 4.0. Selon l'Union française de l'électricité, 3 TWh[20] d'électricité étaient consommés par les data centers ou centres de stockage de données en France en 2015. Devant la multiplication du recours aux technologies informatiques et à l'utilisation des données, il est primordial pour les entreprises d'adapter leur gestion énergétique liée au numérique en appliquant par exemple des solutions d'efficacité énergétique.

Le Data Center comme chauffage au Val d'Europe en Seine-et-Marne

L'usine numérique, ou data center, de 10 000 m2 de la société bancaire, Natixis, située au Val d'Europe est utilisée pour chauffer le Centre aquatique et la pépinière d'entreprises de la communauté d'agglomération. Ce sont 6 000 m2 qui sont alimentés par une eau chauffée par le data-center. Cet exemple démontre les opportunités d'écologie industrielle et territoriale liée aux infrastructures numériques, qui représentent 2,25% de la consommation nationale approximativement (source Negawatt).

[21]

Vers la sobriété énergétique : éco-conception et comportements

La sobriété est également un vecteur du 4.0 que les entreprises peuvent aborder dans leur stratégie. Cela peut être inscrit dans le choix de l'éco-conception pour les marchandises produites par exemple. En effet, ceci est considéré comme une réponse durable dans la mesure où la sobriété s'applique du matériau sélectionné au mode de production jusqu'à la vie du produit dans les mains des consommateurs. Il est ainsi possible de maintenir sa production en réduisant à la fois l'empreinte environnementale des produits ainsi que certains coûts de production.

Cependant, la sobriété est par son essence une réduction de la consommation énergétique par le changement de comportements qu'ils soient individuels ou collectifs ou d'organisation collective[22].

[20] 1 TWh est égal à 1 milliard de KWh, pour comparaison la consommation annuelle d'électricité de la France est de 478 TWh

[21] https://www.alliancy.fr/article/no-theme/2013/09/20/agglomeration-le-val-deurope-se-chauffe-au-datacenter

Par conséquent, les entreprises peuvent promouvoir des manières de travailler différentes et moins impactantes pour l'environnement : favoriser le recours au télétravail et à la mutualisation des mobilités pour les trajets domicile-travail ; mettre en œuvre des coups de pouce visuels et informatifs appelés « nudges », concernant l'éclairage et la veille des ordinateurs sur le lieu de travail ; mettre en avant les co-bénéfices pour la santé des comportements sobres.

L'entreprise Vulli pour la réduction de consommation de plastique (Auvergne-Rhône-Alpes)

Le fabricant de jouets pour enfants, Vulli, a entrepris une réduction de sa consommation de plastique pour le packaging de ses produits dans le cadre du programme « TPE & PME gagnantes à tous les coûts » de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. Cela a consisté à passer d'un packaging avec une fenêtre en plastique à une boîte ouverte. Ceci a permis de réduire la consommation de plastique tout en baissant les coûts de production des emballages, soit un exemple de conception plus sobre.

[23]

[22] http://www.virage-energie.org/definition/

[23] https://www.gagnantessurtouslescouts.fr/assets/pdf/fiche-vulli.pdf

1.3 La mutation globale d'un modèle économique

1.3.1 Nouveaux modèles d'affaires, mutation de la chaîne des valeurs et individualisation de la production

Modification de la chaîne de valeurs

La chaîne de valeurs d'une entreprise se définit comme l'ensemble des étapes déterminant l'avantage concurrentiel de cette entreprise, en mettant en avant ses activités-clés. Dans le contexte du 4.0, une entreprise va chercher à modifier cette chaîne de valeurs avec le contexte d'innovation pour obtenir un meilleur avantage concurrentiel. Celui-ci peut tant se trouver dans ses activités principales que dans ses activités de soutien selon Michael PORTER, professeur de stratégie à l'université Harvard.

L'exemple d'Artips

Cette société, présentée par Coline DEBAYLE, sa fondatrice, lors d'une audition par la Commission Développement économique le 27 mai 2019 propose une newsletter anecdotique à propos d'œuvres d'art, le but étant de rendre accessible l'histoire des œuvres d'art. Elle compte aujourd'hui 600 000 abonnés et démontre que le numérique a permis à un grand nombre d'avoir un accès à l'art de manière alternative. Ce qui a pour conséquence une évolution de l'offre vers des cours de *microlearning* 100% numérique. Le numérique ouvre donc la porte à un avantage concurrentiel pour Artips en rapprochant l'art des personnes ciblées.

24

Nouveaux modèles d'affaires et hybridation

L'hybridation des modèles économiques existants donnent naissance à des nouvelles formes pour les acteurs économiques. Ce procédé consiste à saisir le potentiel inexploré d'un modèle économique en sortant d'une concurrence classique sur un marché saturé pour créer une nouvelle demande dans un espace stratégique vierge[25]. Les modèles classiques se reposaient sur des relations logiques entre entreprise et clients, mais désormais le digital peut permettre la possibilité d'ouvrir son modèle à d'autres parties prenantes.

Avekapeti, un modèle plus ouvert

Cette cantine d'entreprise collaborative offre des plats cuisinés par des chefs indépendants travaillant directement de chez eux. Il s'agit d'une alternative à la « restauration commune d'entreprise » avec une dimension plus sociale tout en proposant des repas frais et faits maison, explique Antoine BIDARD, business developper d'Avekapeti, auditionné par la CDE le 27 mai 2019. Le digital a permis ici une interdépendance entre la plateforme de commande de repas, les cuisiniers indépendants et les livreurs dans une structure à vocation collective.

26

Les modèles d'affaires classiques peuvent également être totalement réinventés. La vente de bien physique qui se trouve au cœur de l'activité ne suffit plus à la survie de l'entreprise. Ainsi, il s'agit de réinventer le modèle avec la mise en place d'une plateforme numérique, communément appelée « marketplace ». Cet outil ouvre des opportunités diverses : diversification des canaux de

[24] https://artips.fr/

[25] L'exemple de la stratégie Océan Bleu, stratégie d'entreprise visant à créer des nouveaux espaces stratégiques d'opportunités.

[26] https://www.avekapeti.com/

vente mais aussi de marketing, public visé plus large. Par ailleurs, l'enjeu se situe dans la complémentarité d'une offre digitale et d'une offre physique.

Dream act, la plateforme au service des produits locaux

Cette entreprise, fondée par Diane SCEMAMA, qui a été auditionnée par la Commission Développement économique le 27 mai 2019, met en avant des produits soucieux de la planète et de la société. Le modèle, entièrement basé sur les circuits courts, s'appuie sur des entrepreneurs sociaux localisés sur une carte. Les produits sont vendus sur un site directement aux consommateurs et parfois par le biais de boutiques éphémères. Les technologies numériques offrent donc à Dream act la possibilité de vendre des produits locaux à distance en s'affranchissant des contraintes du commerce physique.

27

Individualisation de la production et adaptation logistique

Le nouveau modèle économique se caractérise notamment pour les entreprises à dimension industrielle par une individualisation de la production pour répondre à une individualisation de la demande. En d'autres termes, les consommateurs souhaitent désormais des produits personnalisés et individualisés en rupture avec le modèle de masse présent durant la seconde moitié du XXème siècle. Pour répondre à ce défi, les entreprises nécessitent d'adopter des infrastructures de production plus petites et plus flexibles. Ce qui permet de mobiliser les moyens de production pour répondre aux demandes.

Par conséquent, une adaptation logistique est nécessaire. L'outil logistique doit devenir une extension de cette production individualisée. La gestion du stock jusqu'à la livraison se trouve ainsi au centre de cet enjeu. Dans cette perspective de performance, des centres logistiques se dotent de robots mobiles capables de fluidifier la gestion des commandes[28]. En aval, la question de la livraison est le maillon le plus stratégique dans la chaîne transport. Les véhicules autonomes, les robots de livraison et les moyens de transports adaptés aux livraisons sur les « derniers kilomètres » et les « derniers mètres » font leur apparition pour optimiser le coût et le délai.

K-ryole, la réponse à la problématique du « dernier kilomètre » ?

Cette entreprise francilienne s'est attardée sur la question de la livraison dans un périmètre très local à l'aide de remorques électriques autorechargeables fixables sur un vélo. En plus de supprimer la sensation de charge pour le livreur, ce moyen de livraison se veut adapté à la circulation en milieu urbain, avec une empreinte carbone nulle et polyvalente (modèles différents selon les secteurs d'activité) tout en répondant à la nécessité de transport efficient des marchandises.

29

1.3.2 La raison d'être de l'entreprise et sa responsabilité sociétale

Evolution de l'objet social de l'entreprise

[27] https://dreamact.eu/fr/

[28] https://www.latribune.fr/entreprises-finance/services/transport-logistique/pour-des-entreprises-4-0-il-faut-une-logistique-4-0-481133.html

[29] https://k-ryole.com/

La raison d'être de l'entreprise est un élément important de l'enjeu lié au modèle économique impulsé par la révolution du 4.0. En effet, elle se décompose en 3 piliers : l'intention stratégique, les actifs stratégiques et la relation avec les parties prenantes. Elle peut ainsi être « constituée des principes dont la société se dote et pour le respect desquels elle entend affecter des moyens dans la réalisation de son activité » selon la Loi PACTE de mai 2019. L'entreprise comme reflet de la société a l'opportunité d'intégrer davantage les parties prenantes dans sa gouvernance. Un gain de légitimité peut être obtenu auprès des autres acteurs par le passage à un engagement global, qui dépasse le simple statut de l'entreprise.

Un des exemples les plus explicites est le virage amorcé par les entreprises, dites sociales et solidaires. L'agrément ESUS, créé à la suite de la loi dite Hamon de 2014, constitue un levier efficace pour engager une entreprise sur la voie d'un développement posant la solidarité comme finalité. Les obligations donnant l'accès à ce statut sont les suivantes : un réinvestissement des bénéfices dans l'entreprise, une gouvernance entre les parties prenantes, un métier lié à la solidarité et un écart limité entre le plus haut salaire et le plus bas salaire.

Koena, le numérique solidaire (https://koena.net/)

Cette entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire est la première entreprise du Val d'Oise à accéder à l'agrément ESUS. Elle a pour mission de favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap dans le numérique. Koena remplit les conditions de l'agrément ESUS du fait de son objet social exclusivement dédié à l'inclusion de ces publics dans le numérique, un comité de gouvernance incluant toutes les parties prenantes (des salariés aux associations de personnes handicapées) et une lucrativité limitée inscrite dans les statuts.

Simplon, le réseau de Fabriques solidaires et inclusives (https://simplon.co/)

Simplon est une entreprise évoluant, elle aussi, dans le secteur de la formation continue consacrée à l'inclusion numérique. Elle a mis en place un réseau de formation pour les personnes plus éloignées du monde de l'emploi. Comme Koena, Simplon bénéficie de l'agrément ESUS pour les mêmes critères. Par ailleurs, elle met en avant un bilan d'impact social quant aux personnes formées par ses soins en fonction de leur accession à l'emploi.

30

Si les entreprises concernées sont souvent issues du secteur de l'économie sociale et solidaire telles que les associations, les mutuelles, les coopératives et les fondations, une perspective s'ouvre pour l'ensemble des acteurs économiques, puisque désormais la protection de l'environnement est aussi inscrite dans les activités pouvant être éligibles à cet agrément.

Les stratégies de responsabilité sociale et environnementale des entreprises

Le développement de stratégies basées sur différents indicateurs inscrits dans une démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale, RSE, ou de Responsabilité sociétale. Cela peut correspondre à un barème sur lequel l'acteur économique, soit l'ensemble de ses parties prenantes, s'engage à agir sur sa performance environnementale et en matière de gouvernance. La France se situe en 3ème position au niveau mondial en matière de stratégie RSE selon une étude couvrant 2012 à 2018 du Médiateur des entreprises et EcoVadis[31].

[30] https://koena.net/koena-obtient-lagrement-esus/
[31] https://www.ecovadis.com/fr/library/comparatif-de-la-performance-rse-des-entreprises-francaises-2019/

Les labels et les normes de responsabilité

- La famille des normes ISO 14 000 constitue une référence de management environnemental à mettre en œuvre via des mesures ou des perspectives d'amélioration dans les pratiques des entreprises. L'idée est d'intégrer la question environnementale en phase avec la croissance de l'entreprise, mais aussi en impliquant les fournisseurs et les clients dans la démarche.

- Le label LUCIE, adossé à la norme ISO 26 000, est aussi considéré comme une piste pour les entreprises françaises qui ont l'intention de valoriser l'intérêt général, celui de leurs clients, la préoccupation environnementale et le capital humain.

Linifia, la plateforme en ligne de RSE (https://linifia.fr/)

Cette entreprise du Val d'Oise, créée par Krystel PAULUS, met en avant une plateforme en ligne de pilotage dédié à la RSE. Un kit méthodologique, des outils collaboratifs et une assistance en ligne permettent aux clients de Linifia de bénéficier d'une démarche personnalisée et constamment évolutive. Cet accompagnement est essentiel pour les acteurs moins sensibilisés aux enjeux de la gouvernance sociétalement responsable.

La RSE constitue un enjeu crucial puisque ses implications sont réelles pour la survie des entreprises. Les agences de notation extra-financières, les sociétés bancaires et d'assurance considèrent aujourd'hui la prise en compte de la question environnementale dans la stratégie et la gestion de l'entreprise comme un critère de sélection en perspective d'un financement ou de la souscription d'une assurance.[32]

[32] https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/acteurs-de-la-finance/agences-de-notation/notation-extra-financiere/

1.4 Une évolution organisationnelle autour de l'Humain et des territoires

1.4.1 Accompagner une évolution majeure de l'emploi dans le nouveau modèle économique et organisationnel

Comme toutes les grandes évolutions technologiques qui ont eu lieu dans le passé, l'accélération et la massification du recours au numérique par les entreprises conduira à des évolutions importantes de l'emploi et des conditions de travail des salariés.

Au plan quantitatif global, les avis des analystes divergent. Si pour certains les destructions d'emplois dans les secteurs concernés par cette mutation seront compensées par des créations dans les domaines liés au numérique, d'autres, en revanche, estiment que l'on s'oriente vers une raréfaction de l'emploi. Cette problématique macro-économique dépasse les compétences de la Commission Développement économique mais n'en constitue pas moins pour elle une très forte interrogation sociétale que des membres ont rattachée au questionnement sur le revenu universel garanti.
L'évolution qualitative de l'emploi ne fait, elle, pas de doute et doit être prise en compte par les politiques régionales. Elle a principalement deux composantes.

Les nouveaux emplois dont les entreprises ont besoin sont souvent d'une nature très différente et requièrent un niveau de qualification nettement supérieur à ceux qui disparaissent. Des plans de formation anticipés et volontaristes, à l'attention des salariés des secteurs en mutation, doivent être mis en place conjointement par les entreprises en mutations, les branches professionnelles et les instances régionales concernées par la formation.

L'élévation des compétences qu'appelle généralement l'entreprise 4.0 impose de prendre aussi en compte la situation des salariés qui, pour des raisons diverses, ne pourront pas acquérir les niveaux supérieurs de formation. Les « laissés pour compte » du progrès technologique ne doivent pas être abandonnés sur le bord du chemin. La nouvelle « Responsabilité Sociale des Entreprises » trouverait ici un champ d'application.

1.4.2 De la collaboration entre l'Homme et la machine vers un management agile centré sur l'humain

La collaboration entre l'Homme[33] et la machine se voit redéfinie par l'introduction des systèmes cyberphysiques en sus de l'automatisation et de la numérisation croissante des organisations. En effet, si l'Homme reste un élément clé comme il le fut toujours, les « machines » offrent des perspectives de redistribution des tâches. Les systèmes cyberphysiques précédemment introduits dans ce rapport ont la caractéristique d'être autonome quand ils sont affectés à une tâche précise. En prenant davantage le salarié en compte, celui-ci peut désormais sur des activités offrant des perspectives d'une pénibilité moindre et de coordination de ces nouveaux outils. Les chaînes de production sont repensées en rupture avec celles classiques : l'employé doit percevoir la « machine » comme une extension de son outil de travail lui facilitant ce dernier. La réduction de la pénibilité, des erreurs liées au facteur humain et de la répétitivité deviennent des facteurs moins influents sur le produit final. La complémentarité de la machine avec l'Homme redessine et redéfinit le statut du facteur humain : il doit veiller au bon fonctionnement de celle-ci et devient donc le garant de la symphonie industrielle. Ainsi, la cohabitation entre l'homme et les robots, appelée cobotique, prend non le sens d'opposition mais de collaboration en complémentarité.

[33] L'Homme désigne l'être humain sans distinction de genre ou d'âge.

SCALLOG, la robotique au service de la logistique

Cette société française, fondée en 2013 et basée à Nanterre, s'est spécialisée dans l'intégration de robots pour la gestion logistique. L'entreprise répond au besoin d'automatisation des sites logistiques, où la France accuse un certain retard. La solution proposée par SCALLOG repose sur l'optimisation du concept logistique de préparation des commandes incluant des robots mobiles (Automated Guided Vehicles, AGV) soulevant et déplaçant des étagères de stockage vers des stations de préparation. Ce système permet aux opérateurs de se délester des tâches pénibles et répétitives, ainsi que d'assurer une fiabilité de la préparation des commandes, désormais réalisée par les stations de préparation. SCALLOG accumule des références clients de renom : DECATHLON, AIRBUS, GEMO, BOIRON…

[34]

La méthode agile vient également bouleverser les visions classiques de l'organisation comme elle était perçue auparavant. Le client et l'employé reviennent au centre du prisme de considération de l'entreprise. Du côté du client, il s'agit de l'impliquer dans le projet de vente en créant une image de marque ou d'entreprise attrayante tout en générant une satisfaction par rapport au service ou au produit. Du côté des salariés, l'objectif est de tendre vers le bien-être de ces derniers en assurant une organisation transparente et réfléchie tournée vers la satisfaction du client mentionnée auparavant. Ainsi, la méthode agile repose sur huit leviers qui permettent de compléter ce but de l'entreprise : une gouvernance transparente ; un management centré autour du salarié ; le développement de la convivialité et du lien social ; un renforcement de l'engagement sociétal de l'entreprise ; l'assurance des conditions matérielles nécessaires au bon travail ; un focus sur la santé de ses salariés ; l'amplification des compétences et du potentiel salarié ; une intégration des différentes parties prenantes de l'organisation.

1.4.3 Evolution des appareils de formation et de l'employabilité

Un enjeu complémentaire du 4.0 dans l'évolution organisationnelle autour de l'humain se focalise sur la notion d'emploi. En effet, par la transformation du modèle économique et la nouvelle collaboration initiée entre l'homme et la machine, les appareils de formation et par conséquent l'employabilité ont la nécessité d'évoluer pour répondre aux nouveaux défis des savoirs et des qualifications.

Ainsi, émergent des structures hybrides rapprochant directement les acteurs économiques des lieux de formations ou en les fusionnant : l'idée est de tisser le lien de proximité entre le savoir universitaire et théorique avec la réalité économique des emplois. Les entreprises ont un besoin clair de personnel formé aux nouvelles technologies et pouvant s'adapter dans le mouvement continuel de l'innovation. Les industries parient davantage sur un modèle reposant sur la mise en situation directement sur le terrain du fait de la nécessité d'acquisition de savoir-faire appliqué au processus de production. Les entreprises du secteur tertiaire axées sur des prestations plus souvent immatérielles, puisque relevant du service, tendent plutôt vers des plateformes en ligne de formation permettant un accès à des catalogues plus diversifiés et à une flexibilité plus importante.

[34] http://www.scallog.com/

Les campus du futur, l'hybridation entre école et usine

- **Innovation Center for Operations** de Saclay (Essonne), créé via le partenariat de Centrale-Supélec et du Boston Consulting Group en 2016, est une structure dotée d'un espace de 1 200 m2 pouvant accueillir 120 étudiants par an. Cela a été le premier projet d'usine-école en France disposant d'outils de pointe pour appréhender le 4.0 : systèmes cyber-physiques, big data et réalité augmentée. (https://www.bcg.com/fr-fr/d/press/28september2016-france-press-release-156329)

- **Industreet**, campus fondé par Total, qui ouvrira ses portes en 2020 à Stains (Seine-Saint-Denis). L'objectif de ce lieu de formation de l'entreprise énergétique est d'offrir l'opportunité à des jeunes de 18 à 25 ans sans emploi, d'accéder à des cursus d'une durée de 12 à 18 mois en lien avec l'industrie du futur : ligne de production automatisée, maintenance préventive, numérisation des installations industrielles… Les 400 apprenants par session bénéficieront également de techniques d'apprentissages innovantes comme la pédagogie inversée ou le *peer-learning*.(https://lindustreet.fr/)

- **Campusfab**, plateforme de formation, basée à Bondoufle (Essonne), lancée par un consortium d'acteurs industriels et d'organisations professionnelles en 2016. L'initiative met en avant des formations liée au numérique dans les industries avec pour objectif de replacer l'homme au centre du processus de production tout en créant une dynamique d'attractivité autour de la filière industrielle. Le public est composé de 100 alternants sur une période de 3 ans et plusieurs centaines d'élèves en formation continue tout au long de l'année. (https://www.campusfab.com/)

Dans la lignée d'une valorisation de l'humain dans le management des entreprises, une part plus grandissante est garantie pour le bien-être et le savoir-vivre des salariés. Ceci dépasse le cadre unique des compétences et des qualifications en matière de savoir-faire. Artips, société mentionnée précédemment, propose afin de répondre à ce type d'enjeu des formations en *microlearning**, une manière de se former très personnalisée et adaptable pour chaque salarié, appelée *adaptative learning**, en culture générale. Le gain est trouvé tant du côté de l'individu, pour l'apprentissage de contenu, tant pour l'entreprise, pour sa contribution à l'épanouissement personnel de ses salariés. D'autres opportunités de formation consistent à mettre en place des *serious games** regroupant plusieurs employés afin de créer une dynamique de cohésion d'équipe et à renforcer le travail collaboratif.

Le microlearning en réalité virtuelle

- **Simforhealth**, à Bordeaux, développe une formation en réalité virtuelle pour le personnel médical. La simulation numérique permet l'ancrage de procédures et de situations spécifiques de soins de santé par le biais d'un enseignement immersif en tant qu'infirmièr(e) libéral(e). (https://simforhealth.fr/

- **Artefacto** a conçu pour Thalès une formation en réalité virtuelle qui recrée la situation d'un opérateur s'entraînant à la maintenance d'une armoire électrique dans une frégate militaire. L'utilisation associée de manettes ouvre l'opportunité à l'utilisateur d'explorer toutes les possibilités du scénario virtuel basé sur une procédure rigoureuse. (https://www.artefacto-ar.com/)

1.4.4 Mutations géographiques et urbaines des entreprises et du travail

Le 4.0 induit également une réflexion sur la place de l'entreprise et du travail en Ile-de-France dans la perspective du lien avec le territoire.

Ancrage urbain et politique immobilière des entreprises

Notamment dans la situation actuelle de disponibilité du foncier sur le territoire francilien, la question de la localisation des acteurs économiques dans un espace particulier se pose. Comme le montre la carte de la typologie économique de l'Ile-de-France réalisée par l'Institut Paris Région en 2016, l'espace francilien se divise de manière concrète en fonction du type d'activité dominante : industrie, services, économie résidentielle…* Ainsi, les zones industrielles se trouvent davantage reléguées à la limite entre la petite et la grande couronne. Ceci est un phénomène symptomatique de la place des entreprises dans le milieu urbain actuel. L'enjeu réside dans l'ancrage des usines dans ce tissu urbain avec un retour de l'activité industrielle dans la ville.

Le maintien et le développement de l'industrie en Ile-de-France est un sujet actuel. Selon Gilles CRAGUE, Directeur de recherches à l'Ecole des Ponts, « les raisons sont tant économiques (déficit commercial) qu'environnementales (empreinte carbone). On pourrait y ajouter un argument d'ordre culturel : l'acte de fabrication pourrait redonner un sens et une valeur au travail, quelque peu perdus après plusieurs décennies d'éloge de la société postindustrielle et de la « knowledge economy » (économie de la connaissance). »[35]. Les perspectives en faveur d'un tel mouvement sont nombreuses : « redonner vie à un tissu urbain »[36], rapprocher la production des consommateurs, retisser le lien entre les différents acteurs de la vie économique et encourager la mixité économique sur un territoire. Néanmoins, il est nécessaire de « ménager des coexistences et faire cohabiter l'industrie avec les autres fonctions urbaines, et donc avec ses habitants ».[37] Un enjeu sous-jacent est l'acceptabilité des usines au plus proche des habitations dans le cadre d'une production respectueuse de la santé et de l'environnement.

Un autre obstacle réside également dans le coût du foncier et s'applique à l'ensemble des acteurs économiques. En effet, selon l'Observatoire Régional du Foncier, si le montant total des transactions immobilières a progressé de presque 6%, les superficies totales échangées sont en baisse du même ordre au courant des trois premiers trimestres de 2018.[38] La tendance est à la raréfaction des surfaces et des bâtis disponibles d'autant plus près des centres urbains, ainsi le coût corrélé à une demande forte augmente considérablement, obligeant les entreprises à revoir leur stratégie immobilière.

Les nouveaux modes et lieux de travail

De plus, ce nouveau mode d'organisation de l'entreprise induit une transformation dans la manière de penser le travail en lien avec les mutations géographiques et urbaines.

Dans le prolongement de la relocalisation des usines dans les milieux urbains, il est observé l'émergence d'« écosystèmes qui font la part belle à un mode de production économe en énergies fossiles et qui donne la priorité au collaboratif, aux circuits courts, au développement durable, ainsi qu'à l'inclusion sociale. »[39]. Ceci se traduit par l'apparition de tiers-lieux. Ces espaces de travail partagés et collaboratifs sont conçus pour créer un environnement propice à la créativité en

[35] Le Monde, Idées, *reconstruire dans nos villes un milieu favorable aux usines*, Gilles Cragues, Directeur de recherches à l'Ecole des ponts – ParisTech Cired

[36] Le Monde, Idées, *L'industrie continue à se moderniser*, Pierre Veltz, sociologue et économiste-

[37] Le Monde, Idées, *reconstruire dans nos villes un milieu favorable aux usines*, Gilles Cragues, Directeur de recherches à l'Ecole des ponts – ParisTech Cired

[38] Note de conjoncture ORF n°15, octobre 2019, Observatoire Régional du Foncier

[39] Le Monde, Idées, *Les « makers » ou comment produire dans la cité autrement*, Isabelle Berrebi-Hoffmann, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement

favorisant l'échange et un mode de travail innovant socialement.[40] Cette solution alternative offre aussi la possibilité à des actifs de travailler à distance ou à proximité de leur domicile. Ces tiers-lieux se déclinent sous différentes formes : espaces de travail partagés, coworking ; ateliers partagés ; fablabs, qui sont des laboratoires de fabrication ; lieux hybrides regroupant plusieurs fonctions, des salles de réunion ou des ressourceries. Ceci se retrouve dans les bureaux des entreprises qui évoluent vers des lieux où coexistent divers modes de travail : le flex office pour une flexibilité accrue des salariés, des espaces de collaboration pour faciliter les discussions et les réunions, le microworking pour permettre de s'isoler.

DYNAMIC WORKPLACE, vers l'aménagement des espaces de travail

Cette société francilienne, créée en 2019, est un accompagnateur de la transformation de l'environnement de travail des entreprises. En effet, elle joue le rôle de conseil, de concepteur et d'opérateur du cadre de travail pour ses clients. Dans une optique résolument 4.0, l'environnement professionnel devient un lieu de vie pour les collaborateurs, où l'espace est considéré comme collaboratif et catalyse les interactions. L'accent est mis sur la cohabitation des nouveaux modes de travail collaboratifs : par exemple, le développement d'un espace de flexoffice où le microworking est possible par le biais de cabines isolées, insonorisées et connectées. L'enjeu se situe réellement dans l'adaptation conjointe du mode et du lieu de travail.

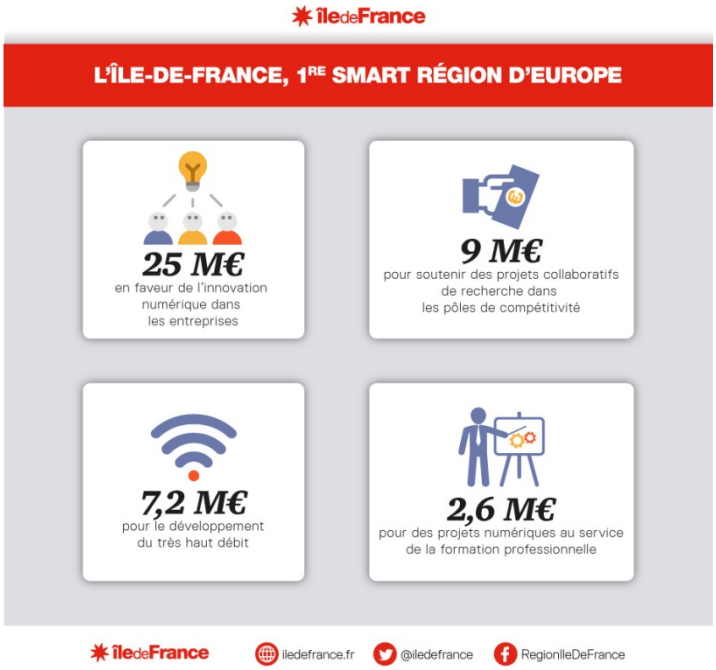
41

Ces nouveaux espaces de travail coïncident avec la promotion et la mise en avant du télétravail et de la flexibilité appliquée au lieu de travail des salariés. En effet, le télétravail constitue une réponse aux conditions de trajets domicile-travail plus compliquées en Ile-de-France du fait de l'hyperdensité et de l'engorgement des transports. Selon l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, le travail hors des locaux de l'entreprise concerne 74% des salariés et permet de réduire l'absentéisme des collaborateurs ainsi que d'augmenter le temps de travail de 2,5% en 2014.[42] Outre les désagréments évités et la réduction du nombre de transports utilisés, le bien-être des salariés est également visé par cet objectif.

[40] https://coop.tierslieux.net/tiers-lieux/typologies-definition/
[41] http://www.mydynamic-workplace.com/
[42] http://www.aractidf.org/teletravail/ressources/teletravail-les-donnees-en-ile-de-france

2. Diagnostic et perspectives de l'accompagnement régional autour de l'Entreprise 4.0

2.1 La stratégie régionale comme levier de la transformation 4.0



La transformation 4.0 des différents acteurs économiques apparaît désormais comme un enjeu incontournable que les acteurs publics ne peuvent qu'accompagner. La Région Ile-de-France a donc entrepris de se saisir de cette opportunité pour axer sa stratégie afin d'atteindre le statut de 1ère Smart Région d'Europe, ce qui s'inscrit directement dans la mutation vers l'entreprise 4.0. Elle a donc décliné plusieurs programmes dans la lignée du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation, SRDEII renommé « Stratégie #LEADER pour la Croissance, l'Emploi et l'Innovation »[43].

Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation 2017-2021[44]

Adopté en décembre 2016 par le Conseil Régional d'Ile-de-France, le SRDEII concerne la période 2017-2021. L'Ile-de-France constituant la 1ère Région d'Europe en terme de richesse dans un contexte de déclin de l'emploi industriel et de manque d'exploitation de son potentiel d'innovation, cette stratégie collective coordonnée par la Région s'appuie sur 4 axes : l'attractivité, la compétitivité, l'innovation et le service aux acteurs du territoire. Par extension, l'objectif est de miser sur les filières stratégiques franciliennes afin d'accéder au rang de hub mondial de l'innovation tout en accompagnant les entreprises et l'emploi dans cette transition. Devenir la 1ère Smart Région d'Europe nécessite donc de soutenir les Grands Lieux d'Innovation et la French

[43] Changement de nom adopté en juillet 2017 par le Conseil Régional d'Ile-de-France
[44] https://www.iledefrance.fr/strategie-leader-1-au-service-de-la-croissance-lemploi-et-linnovation

Tech, l'ensemble des entreprises spécialisées dans les technologies. L'innovation doit être aidée pour créer une ouverture et une synergie avec l'ensemble des acteurs économiques.
Cette Stratégie #LEADER délègue à travers des sous-stratégies thématiques la mise en place d'actions concrètes relatives aux différents domaines impliqués : stratégie régionale en faveur l'artisanat et du commerce, stratégie Smart Industrie, stratégie régionale d'attractivité, stratégie numérique, stratégie d'internationalisation des entreprises, stratégie en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire, stratégie régionale Energie-Climat, stratégie en faveur de l'Economie circulaire.

Stratégie Smart Industrie 2017-2021[45]

Par extension de la stratégie #LEADER, une des principales applications concerne la thématique de « Smart Industrie », ou industrie intelligente mettant en avant les enjeux technologiques et environnementaux par rapport à la nomination « industrie du futur » qui peut susciter les inquiétudes.[46] La Stratégie « Smart Industrie » est un programme d'actions prévu pour la période 2017-2021 d'un montant de 300 millions d'euros sur 5 ans avec un objectif ambitieux de 500 entreprises industrielles aidées. L'importance de ce programme est corrélée à la proportion du secteur industriel en Ile-de-France : 45 000 établissements, dont 87% de moins de 10 salariés, comptant 459 000 salariés, soit 14.3% de l'emploi industriel national, selon la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi*.

Les 3 axes de cette stratégie reposent sur la projection des entreprises vers l'industrie 4.0 et les besoins du futur, l'attraction et le maintien des activités industrielles régionales, ainsi qu'une dynamisation de l'image de l'industrie francilienne. Elle se traduit par des projets d'accompagnement individualisé pour les PMI avec une cible de 100 par année. En parallèle, un accélérateur d'une durée de 24 mois à destination des PMI générant un chiffre d'affaires supérieur à 5 millions d'euros est mis en place avec une cible de 90 entreprises en 5 ans. Les Grands Lieux d'Innovation* (GLII) sont également mis en avant et davantage soutenus pour créer un réseau industriel d'excellence avec les tiers-lieux.

Le soutien aux GLII par la Région Ile-de-France

- Additive Factory Hub (https://www.additivefactoryhub.com/) est une plateforme centrée sur la promotion de la technologie de fabrication additive dans l'industrie. La Région a investi à hauteur de 2,5 millions d'euros dans ce projet porté par le Centre technique des industries mécaniques, acteur dans l'amélioration des performances industrielles des entreprises.

- Digihall (http://www.digihall.fr/) est un hub européen de la transformation numérique, qui réunit un réseau d'experts mobilisables (Commissariat à l'énergie atomique, le pôle de compétitivité Systematic Paris-Region, Institut de Recherche technologique System X) pour accompagner la transition numérique des PMI. La Région a décidé de soutenir le projet immobilier de DIGIHALL à hauteur de 20 millions afin de soutenir la recherche et la formation sur l'intelligence artificielle.

Enfin, la Stratégie Smart Industrie prévoit la création d'un groupe de travail à propos de la thématique du foncier industriel dans la perspective de saisir l'enjeu de la mutation urbaine du

[45] https://www.iledefrance.fr/smart-industrie-projeter-les-pme-franciliennes-vers-lindustrie-du-futur
[46] Audition de Julien THEISS, référent innovation-industrie au Service Politiques économiques de la Région Ile-de-France par la CDE le 4 octobre 2018

foncier disponible pour les entreprises industrielles[47]. Une dotation budgétaire de 5 millions d'euros en section d'investissement a ainsi été affectée au Budget Primitif 2020 pour la création d'une société d'économie mixte baptisée « Ile-de-France Investissements et Territoires », qui aura une vocation patrimoniale mais dont les missions exactes restent à déterminer.

Smart Région Initiative 2018-2021[48]

Ce programme est lancé le 21 novembre 2017 pour une période de 3 ans allant de 2018 à 2021. Il rejoint l'objectif de faire de la Région Ile-de-France la 1ère Smart Région d'Europe en créant des outils disponibles pour les différents acteurs économiques et non-économiques régionaux. Certaines actions déployées dans ce cadre s'inscrivent dans les axes prioritaires du Schéma de Cohérence régionale et d'Aménagement numérique (SCORAN)[49], dont la mise en oeuvre conjointe est partagée entre Le Préfet de la Région Ile-de-France, la Région Ile-de-France et la Banque des Territoires. Outre le fait de vouloir créer une plateforme de services innovants à destination de tous et d'équiper l'ensemble du territoire avec du haut-débit, un focus est réalisé sur les entreprises dans ce programme :

- La volonté d'en faire un hub technologique européen en inscrivant cette démarche dans la stratégie #LEADER notamment avec le programme Innov'up d'aide à l'innovation d'un montant de 50 millions d'euros par an
- Le soutien à la création de pôles de recherches technologiques sur des secteurs dynamiques tels que l'intelligence artificielle, les véhicules autonomes, l'impression 3D et les supercalculateurs quantiques
- Un investissement de 3,5 millions d'euros en 2018 pour favoriser la création de tiers-lieux, comprenant des télécentres, des espaces de coworking, des fablabs et des structures d'accompagnement des entreprises, en partenariat avec de grandes entreprises comme la Poste ou la SNCF
- La mise en œuvre de programmes pour améliorer la formation professionnelle via le développement d'une big data en rapport avec les bassins d'emplois, un processus de formation aux métiers du numérique et une plateforme d'évaluation des formations
- Des services dédiés aux entreprises incluant un chatbot utilisant l'intelligence artificielle pour répondre au sujet des aides régionales, une application liée aux tiers-lieux et un atlas de l'innovation

L'initiative Smart Région est tentaculaire dans sa mise en application puisqu'elle s'inscrit dans différents textes de l'orientation stratégique de la politique régionale. Elle fait écho aux enjeux multiples de la transformation 4.0 qui sont liés à de nombreuses thématiques telles que l'innovation, l'organisation du travail, la formation… Ceci explique la présence d'actions prioritaires, qui sont ciblées comme urgentes à réaliser du fait de leur caractère intermédiaire pour étendre le processus de mutation 4.0 à l'ensemble des acteurs. Ainsi, une des caractéristiques majeures est la nécessité d'une universalité de la transformation par la promotion d'un accompagnement global. C'est la constitution de la première étape avant d'avancer de manière globalisée.

[47] Audition de Thierry PETIT, Economiste à L'Institut Paris Région, par la CDE le 4 décembre 2018
[48] https://www.iledefrance.fr/smart-region-la-transformation-numerique-au-service-des-franciliens
[49] Réunion de la Commission régionale de Stratégie numérique du 5 novembre 2019

2.2 Les dispositifs existants pour un accompagnement francilien

Dans la lignée d'une stratégie régionale en guise de levier de la transformation 4.0 dans le domaine du développement économique, divers dispositifs gérés ou comprenant la participation de la Région Ile-de-France sont présents. En effet, ces programmes qui se matérialisent majoritairement par une aide financière conditionnée par des caractéristiques ou des objectifs en lien avec des enjeux du 4.0 s'inscrivent dans cette mutation actuelle. Ils peuvent permettre aux différents acteurs économiques, notamment les entreprises, d'opérer les prémisses ou de consolider leur mouvement dans cette transformation. La diversité des thématiques concernées par ces dispositifs permet d'obtenir un panel large d'aides.

2.2.1 Les aides régionales pour un développement globalisé des très petites entreprises aux entreprises innovantes (TP'UP, PM'UP, INNOV'UP (PIA))

TP'UP et PM'UP, le développement des TPE et PME

Il s'agit d'aides financières pour les très petites, petites et moyennes entreprises franciliennes à l'origine d'une stratégie de croissance « créatrice d'emploi ». L'aide prend la forme d'une subvention sur une durée de 12 à 18 mois pour TP'UP et de 3 ans pour PM'UP pouvant aller respectivement jusqu'à 55 000€ et 250 000€ par entreprise.

Les conditions requises pour bénéficier de ces programmes sont les suivantes :
- TP'UP = la TPE doit avoir au moins 1 an d'existence, son chiffre d'affaires ou son bilan ne doit pas excéder 2 millions d'euros par an[50]
- PM'UP = la PME doit réaliser un chiffre d'affaires maximal de 50 millions d'euros et un bilan maximal de 43 millions d'euros[51]

Ces deux dispositifs s'inscrivent directement dans la transformation 4.0 puisque 4 axes de développement couverts sont les suivants : la diversification de l'activité ; l'accroissement et la modernisation des capacités de production ; l'optimisation de la chaîne de valeurs ; l'amélioration de la performance sociale et environnementale. L'ouverture des critères a pour conséquence une multiplication des cibles potentielles et concourt à un périmètre plus large d'accompagnement.

INNOV'UP, le focus sur les entreprises innovantes dans les secteurs-clés franciliens

Il s'agit d'aides financières pour les projets d'innovation de procédés, de produits, de services ainsi que d'innovations sociales dont la recherche et le développement se situent en Ile-de-France d'un montant pouvant aller jusqu'à 30 000€ (pour la phase « Faisabilité ») à 100 000€ (pour les phases « Développement » et « Expérimentation »). A cela, peut s'ajouter une avance remboursable pouvant atteindre 1 million d'euros. Les structures concernées sont les PME, les ETI et les organisations de l'Economie Sociale et Solidaire.[52]

Ce programme se décline également pour le Programme d'Investissements d'Avenir. Le dispositif est porté par l'Etat pour le PIA et par la Région au titre de la Stratégie #LEADER. Il consiste en 50% de subvention et 50% d'avance récupérable. Les cibles établies sont les PME et ETI, les filières stratégiques régionales à travers le programme SESAME, les filières agricoles-forestières et les Grands Lieux d'Innovation.[53]

[50] https://www.iledefrance.fr/tpup
[51] https://www.iledefrance.fr/pmup
[52] https://www.iledefrance.fr/innovup
[53] http://leaderpia.iledefrance.fr/Innov-up-LEADER-PIA

Ces filières sont identifiées dans la stratégie #LEADER et des avancées spécifiques font l'objet d'une attention particulière dans le cadre de ces dispositifs : industrie du futur, intelligence artificielle, robotique ou la cybersécurité. [54]

2.2.2 Le « Chèque numérique pour un commerce connecté », une aide en faveur de l'artisanat et du commerce

Dans le cadre de l'avis sur la stratégie en faveur de l'artisanat et du commerce, le Ceser Ile-de-France avait déjà invité la Région à accompagner la transformation numérique et à accélérer l'innovation des acteurs concernés. L'activité artisanale représente 50 milliards d'euros de chiffres d'affaires et une variété de domaines établie (43% de services, 37% d'acteurs dans le bâtiment, 11,5% dans la fabrication, 8,5% dans l'alimentation). Ainsi, le Ceser a demandé « un soutien aux actions déjà mises en place dans le domaine du numérique par les acteurs de l'appui aux artisans »[55] et « l'inscription comme public prioritaire des artisans, commerçants et professions libérales dans une dynamique de montée en compétences vers le digital »[56] dans le cadre de l'article 11 de l'avis sur la stratégie en faveur de l'artisanat et du commerce.

Ainsi, depuis novembre 2019, le « chèque numérique pour un commerce connecté »[57] est disponible pour les commerçants et les artisans de la Région Ile-de-France. Ce chèque pouvant s'élever à un maximum de 1 500 euros est à destination de ces entreprises de moins de 10 salariés. La connexion de ces acteurs économiques leur permettra d'améliorer leur gestion digitale, de développer le « web-to-store » grâce au marketing digital et de booster leurs ventes grâce au e-commerce.

De plus, une plateforme partenariale « Commerce en Ile-de-France »[58] a été inaugurée en 2019 dans le cadre d'un partenariat entre la Chambre Régionale des Métiers de l'Artisanat et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ile-de-France. La première action concrète a été la mise en place d'une « boutique connectée nomade » qui se déplace dans des villes franciliennes afin de sensibiliser les commerçants et les artisans aux nouvelles pratiques digitales. La Région est partenaire dans ce programme.

Un FabLab Artisanat est toujours attendu pour faire émerger une construction d'une offre industrielle innovante dans ce secteur spécifique même si déjà mentionné par le Ceser dans un de ses avis précédents.

Il est à noter que les artisans et les commerçants ont aussi accès aux aides comme PM'up et TP'up : 10% des entreprises lauréates de PM'up sont artisanales pour un montant total de subvention à hauteur de 1,2 M€ en 2019; 39% des lauréats de TP'up sont des petites entreprises issues de l'artisanat ou du commerce avec un montant total de 1,1 m€ versé en 2019.

[54] http://leaderpia.iledefrance.fr/Innov-up-LEADER-PIA
[55] Avis du Ceser sur la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce, 13 décembre 2018
[56] Id.
[57] https://www.iledefrance.fr/un-cheque-numerique-pour-des-commerces-connectes
[58] http://www.cci-paris-idf.fr/vous-etes/presse-espace/communiques/plateforme-partenariale-commerce

2.2.3 Accompagnement des exploitations agricoles dans le cadre du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations adossé au Pacte agricole régional

Dans le domaine de l'agriculture, il existe un dispositif visant à soutenir les exploitants agricoles dans l'atténuation des impacts des pratiques agricoles sur l'environnement, démarche indispensable en termes de production et de durabilité des systèmes d'exploitation. Le financement est partagé entre l'Etat, la Région Ile-de-France, les Départements et l'Agence de l'Eau par attribution d'une aide européenne par le biais du Fond Européen Agricole pour le Développement Rural.[59] Les dépenses éligibles à cette aide doivent être d'un montant minimum de 5 000€.

Ce dispositif se décline sous divers items éligibles : « Bâtiments agricoles », « Diversification » et « Investissements environnementaux ». Les sections « Diversification » et « Investissements environnementaux » permettent aux agriculteurs de bénéficier d'un soutien financier s'ils décident d'effectuer des actions respectivement en matière de :

- Développement des circuits courts et de la commercialisation ; production d'énergie renouvelable ; développement d'agro-matériaux (Diversification)
- Réduction des pollutions par les produits phytosanitaires et fertilisants ; maintien de la biodiversité ; préservation de la ressource en eau ; maintien des paysages (Investissements environnementaux)

Ainsi, ces appels à projet ont vu le jour en 2018 et répondent principalement à l'enjeu environnemental, par la protection de l'environnement et la stratégie de résilience face au changement climatique, induit par la transformation 4.0. Néanmoins, l'opportunité de moderniser les exploitations dans une visée d'amélioration technique et de redynamisation de l'outil commercial peut également emprunter la voie de la digitalisation et d'une organisation adaptée pour répondre à des enjeux 4.0 de ce type.

2.2.4 Les dispositifs directs de la Région vers l'objectif de Smart Région

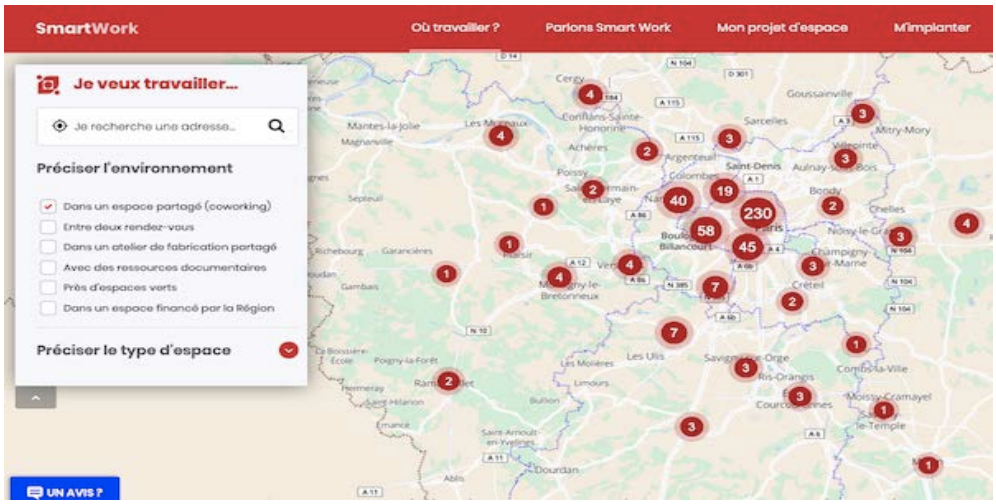
La plateforme « Ile-de-France Smart Services » : le service direct aux usagers franciliens[60]

Ce site internet a été lancé le 15 octobre 2019 dans le cadre de la Smart Région Initiative évoquée précédemment. L'objectif principal de cette plateforme réside dans le développement de services basés sur des données publiques ou privées au plus près des besoins du territoire et de ses usagers. Elle s'appuie sur une approche d'innovation ouverte et de coopération avec les acteurs du territoire de tous types comme les citoyens, les entreprises, les associations et les organismes académiques. Les domaines concernés par cette plateforme s'étendent de l'environnement à la qualité de vie en traitant aussi des activités économiques et de l'éducation.

A l'heure actuelle, 4 services sont proposées dans le cadre d'Ile-de-France Smart Services : Smart Work, IDF Data, Mon Potentiel Solaire et IDF 3D.

[59] http://www.seine-et-marne.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-et-sante-animale/Agriculture/Aides-aux-Investissements
[60] https://smartidf.services/fr

L'application Smart Work, cartographie des tiers-lieux



La plateforme de disponibilité d'espaces de coworking et de tiers-lieux sur l'ensemble de l'Ile-de-France donne accès à une cartographie de lieux de travail en fonction de critères choisis par les utilisateurs comme l'accès à des ressources documentaires, un atelier de fabrication partagé ou un espace de travail partagé.

Outre Smart Work, IDF Data est une plateforme ouverte comprenant 770 jeux de données disponibles pour l'ensemble des acteurs du territoire. Une section « Economie et innovation » ouvre l'opportunité d'accéder à des données issues de l'open data sur les registres liés aux entreprises, les aides distribuées par la Région et les entreprises créées dans le cadre du dispositif #LEADER. Une carte incluant les caractéristiques telles que la localisation et la phase d'accompagnement (création, financement, développement) pour laquelle la Région Ile-de-France a contribué est également présente.

Les deux derniers services sont respectivement « Mon potentiel solaire » et IDF 3D. Ces outils permettent un estimatif du potentiel solaire en fonction de la localisation de l'habitation d'un francilien et une carte proposant la visualisation 3D de la région avec des modélisations des grands projets d'aménagement (le siège de la Région Ile-de-France est déjà disponible).

Le site Oriane.info, un vecteur numérique d'orientation et de formation[61]

Dans le cadre de la politique régionale en matière de formation et d'orientation, la Région Ile-de-France crée le site internet Oriane.info en 2018 afin d'offrir une information « tout public » sur l'orientation. Ce portail renvoie vers un ensemble de ressources, de contenus, d'actions, des prestations, ou encore un accompagnement proposé par divers acteurs et organismes. En lien avec les futurs agences Oriane présentes sur l'ensemble du territoire francilien, cet outil numérique, combiné à ceux de terrain, permettra une complémentarité certaine qui s'inscrit dans le cadre de la transformation 4.0. Oriane.info peut ainsi être vu comme un prisme numérique utilisé comme première étape dans la mutation qui s'opère dans le secteur de l'emploi.

[61] https://www.oriane.info/

2.3 Une mise en perspective avec les expériences 4.0 d'autres régions de France et du Monde

Pour saisir les différents enjeux de l'accompagnement des différents acteurs par les pouvoirs publics, la CDE a eu l'opportunité d'étudier les différentes perspectives offertes à travers des expériences observées en France et à l'étranger. Le benchmark a été réalisé à trois échelles différentes : dimension internationale (la Chine), dimension européenne (l'Allemagne) et dimension régionale (les Pays de Loire, la Nouvelle Aquitaine).

Perspective mondiale : le « Made in China 2025 » en République Populaire de Chine[62]

La Chine a lancé un programme d'une durée de 10 ans appelé « Made in China 2025 ». Il vise également à redynamiser le secteur industriel chinois en s'appuyant sur les technologies de l'information, l'innovation, le respect de l'environnement et la restructuration de ses usines. Pour ce faire, 40 « manufacturing innovation centers » vont être créés d'ici 2025, 15 devraient déjà voir le jour avant fin 2020. Par ailleurs, le développement d'usines vertes au nombre de 1 000 et de 100 zones économiques éco-responsables constitue un autre point de ce programme. L'objectif est à l'horizon de 2050 de permettre à la République Populaire de Chine de se positionner comme le leader manufacturier mondial en termes de qualité et de capacités de productions à la pointe.

Ainsi, « Made in China 2025 » résonne également avec les enjeux que le Ceser a identifiés comme inhérents à la transformation de l'entreprise 4.0. Si l'objectif affiché par les pouvoirs publics chinois, le défi considérable économiquement et la situation actuelle diffèrent de ceux de la Région Ile-de-France, il peut être considéré que cette stratégie chinoise permet de saisir la diffusion de cette révolution à l'ensemble du monde. En effet, les enjeux semblent confirmer une prise de conscience globale, qui apparaît donc comme une nécessité afin de garantir une certaine compétitivité dans le monde de demain.

Sans référence au modèle chinois et quel que soit le modèle de développement adopté, l'exemple de la Chine montre que le 4.0 peut et doit être désormais une composante essentielle du développement de l'industrie dans un territoire. Par ailleurs, l'actualité récente aura pour conséquence probable de donner un nouvel essor aux relocalisations industrielles et aux opérations de reconstitution de stocks, tendances a priori favorables pour notre Région qui devra savoir en tirer parti.

Perspective européenne : l' « Industrie 4.0 » en Allemagne, un programme précurseur[63]

A partir de 2009, la thématique de l'industrie 4.0 a rassemblé les entreprises allemandes dans une perspective de mobilisation. En 2013, un plan national est adopté et vise à redynamiser le secteur industriel allemand avec un objectif : répondre aux besoins d'une multitude d'utilisateurs avec des biens personnalisés le plus rapidement possible grâce aux systèmes cyberphysiques, à la manipulation adéquate de l'information et à la complémentarité homme/machine. Ce plan prend effet dans une situation de perte de dynamisme pour les Mittelstand, l'équivalent des PMI françaises, qui se trouvent au cœur du système industriel allemand, fleuron de leur économie.

Ainsi, un dialogue a été instauré entre les différentes parties prenantes, moteurs dans une telle transition : les grands groupes allemands comme Bosch, le Mittelstand, les centres de recherche universitaire, les syndicats et les décideurs politiques. Une vision commune en est ressortie et des programmes ont émergé comme la Stratégie 2020 des Hautes Technologies pour l'Allemagne. Depuis 2013, des exemples d'application du 4.0 est observée dans de nombreux territoires : l'usine Speedfactory d'Adidas dans le Land du Bade-Wurtemberg, qui concrétise cette nouvelle

[62] https://portail-ie.fr/analysis/1273/made-in-china-2025-lambition-chinoise
[63] https://www.plattform-i40.de/PI40/Navigation/EN/Home/home.html

idée de site de production industriel plus petit et plus réactif du fait d'une nouvelle demande personnalisée.

Le ministère fédéral à l'économie et à la technologie, BMWi[64], prend ainsi le pli de la Stratégie 2020 des Hautes Technologies pour l'Allemagne[65] pour aboutir à une stratégie d'innovation globale. L'objectif est d'atteindre 40 000 entreprises réalisant de la recherche et 140 000 entreprises dites innovantes. Tout cela s'accompagne de dispositifs et de récompenses aux entreprises les plus innovantes, le renforcement d'un programme national d'innovation et la promotion de clusters innovants internationaux. La vision allemande se situe davantage dans la lignée industrielle qui a fait émerger la notion de 4.0, cependant elle n'en reste pas moins un acteur majeur dans la diffusion de la révolution 4.0 dans l'ensemble du monde et un des pays les plus avancés dans ce type de transformation.

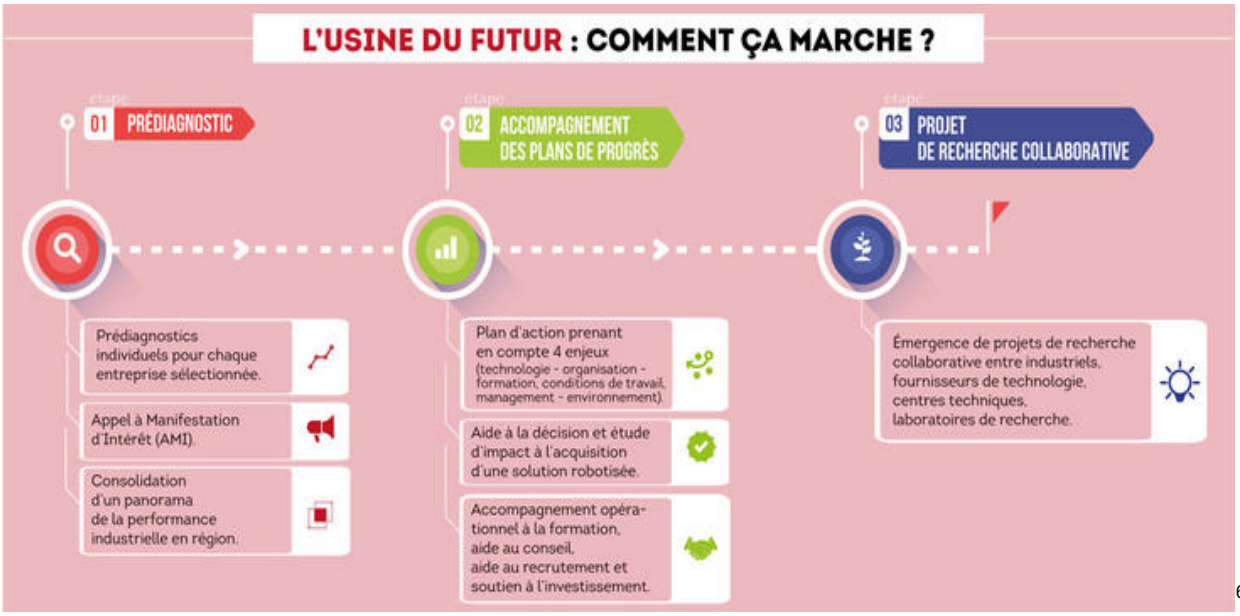
Perspective régionale : les exemples du Pays de Loire et de la Nouvelle Aquitaine

- Exemple de la Nouvelle Aquitaine

La Région Nouvelle Aquitaine a lancé un programme régional intitulé « Industrie du Futur » en 2014 pour une période de 10 ans. Ce dispositif concerne 600 entreprises jusqu'en 2020 avec une réalisation de 350 diagnostics-entreprises et 42,5 millions d'euros de subventions déjà utilisés. Les cibles de ce programme sont les PME et les ETI, tous à vocation industrielle, avec un effectif allant de 10 à 5 000 employés.

Ci-dessous, un détail du fonctionnement du programme a été publié par la Région Nouvelle Aquitaine. Trois phases caractéristiques sont visibles dans ce programme : le prédiagnostic, l'accompagnement des plans de progrès et le projet de recherche collaborative.

L'entreprise Lectra, spécialisée dans le développement de technologies à la destination de l'industrie et composée d'un effectif d'environ 1 500 employés, a par exemple eu l'occasion de repenser entièrement son outil de production, son positionnement sur le marché et de renforcer son site de R&D pour répondre davantage aux enjeux actuels de la transformation 4.0.



[66]

[64] https://www.bmwi.de/Navigation/DE/Home/home.html
[65] https://www.science-allemagne.fr/la-recherche-en-allemagne/organisation-de-la-recherche/strategie-high-tech-2020/
[66] https://www.usinefutur.fr/

L'ampleur de ce programme en fait un outil efficace doté d'un montant important d'aides visant à redynamiser le parc industriel régional en l'inscrivant directement dans les enjeux technologiques, économiques et organisationnels décrits dans la transformation 4.0.

- Exemple du Pays de la Loire

Sous l'impulsion de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre d'Agriculture et de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, avec le soutien de la Région et de l'Agence de l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie (ADEME), le programme TRIA, ou Transition vers la Révolution Industrielle et Agricole, vise à développer l'économie du futur dans ce département. Initié fin 2013 avec les objectifs d'amener le plus grand nombre des 200 000 entreprises ligériennes à réussir leur mutation et de faire émerger et grandir 3 000 acteurs dans des secteurs d'activité à fort potentiel de développement. Il repose sur 4 leviers et 6 piliers définis dans le document suivant :



[67]

Il est remarquable que les 4 leviers (révolution numérique et nouvelles technologies, transition énergétique, nouveaux modèles économiques, amélioration de la performance globale) fassent écho aux 4 catégories d'enjeux identifiés dans ce rapport. Le programme de la Région Pays de Loire offre ainsi les 6 piliers qui peuvent être structurants dans cet accompagnement à la mutation : les énergies renouvelables ; le bâtiment basse consommation (BBC) à énergie positive ; la conversion et le stockage de l'énergie ; les réseaux connectés, la Big Data et les objets connectés ; l'éco-mobilité des biens et des personnes ; une agriculture écologiquement intensive. Par ailleurs, la volonté de cibler tous les différents acteurs économiques de l'industrie à l'exploitation agricole montre une détermination à mener une approche globalisée et inclusive pour un mouvement général vers le 4.0.

[67] https://www.triapdl.fr/tria/tria-pays-de-loire/

Conclusion

L'entreprise 4.0 faisant face à des ruptures sur plusieurs plans, la Région doit désormais adopter une vision globale pour répondre aux enjeux technologiques, économiques, organisationnels, sociaux et environnementaux. Sa stratégie d'accompagnement au changement nécessite la concertation avec les différents acteurs économiques et le consensus autour des priorités à opérer. L'accomplissement de la transformation 4.0 devra se doter de moyens importants à la hauteur d'objectifs ambitieux dans la perspective de construire une région intelligente accessible et à destination de tous.

Remerciements

Nous tenons à remercier chaleureusement les personnes auditionnées qui, par leurs expériences et expertises, nous ont aidés à mieux comprendre la question / la problématique.
Les qualités et fonctions des personnes citées le sont au moment de leur audition par la commission.

- Dominique BATANI, Directeur général adjoint, SEMMARIS
- Betina BEVIS, Responsable des chefs produits hors monétique, Société Générale
- Antoine BIDARD, Business Developper, Avekapeti
- Coline DEBAYLE, Fondatrice, Artips
- Romain DEL GROSSO, Chef de la mission Stratégie économique, Région Ile-de-France
- Xavier GREEN, Directeur, Subscreen
- Isabelle LE BOUL'CH, Responsable Flux, Placements, Commerce international, Société Générale
- Manon LEGER, Membre fondatrice, Latitudes
- Yves-Marie LEGRAND, Délégué général adjoint, Association des Sociétés Financières
- Pierre-Emmanuel LEMESRE, Expert innovation, Banque Populaire Rives de Paris
- Tom MICHEL et Eliott NOUAILLE, Fondateurs, Traits d'esprit
- Thierry PETIT, Economiste, Institut Paris Région
- Valery-Antoine PLANCADE, Directeur, BNP Paribas Leasing Solutions
- Diane SCEMAMA, Fondatrice, Dreamact
- Julien THEISS, Référent Innovation Industrie, Région Ile-de-France

Liste des membres de la commission Développement économique

Bernard COHEN-HADAD Présidente de la commission	Clément de SOUZA Rapporteur
Leïla AICHI	Gérard BACHELIER
Hervé BIAUSSER	Patrick BRIALLART
Bruno BRISEBARRE	François CHENU
Brigitte DESINDES	Elizabeth DETRY
Stéphanie FELICITE	Mireille FLAM
Sarah GARRIDO	Stéphanie GASTAUD
Vincent GAUTHERON	Thierry HUBERT
Olivier HUE	Jean-Louis HULIN
Daniel LEVEL	Serge MAS
Elise MOISON	Patrick PICARD
Jean-Louis RABOURDIN	Lionnel RAINFRAY
Dominique RESTINO	Sandrine VERRIER

Bibliographie

Lois, rapports et avis

Loi relative au Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises, dite PACTE, 22 mai 2019

Rapport n°CP 2017-459 du Conseil Régional d'Ile-de-France relatif à l'adoption de la Stratégie Smart Industrie 2017-2021, Octobre 2017

Rapport n°CR 2018-016 du Conseil Régional d'Ile-de-France relatif à l'adoption de la Stratégie régionale énergie-climat, Juillet 2018

Rapport n°CR 2018-052 du Conseil Régional d'Ile-de-France relatif à l'adoption du Programme Smart Région, Novembre 2018

Rapport n°CR 2019-053 du Conseil Régional d'Ile-de-France relatif à l'adoption du Chèque numérique en faveur des artisans et des commerçants franciliens « Pour un commerce connecté », Septembre 2019

Avis du Ceser sur la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce, 13 décembre 2018

Rapport et avis du Ceser relatif à l'autosaisine « Sobriété énergétique : quelles actions concrètes en Ile-de-France ? », 27 février 2020

Etudes, enquêtes et documents de travail

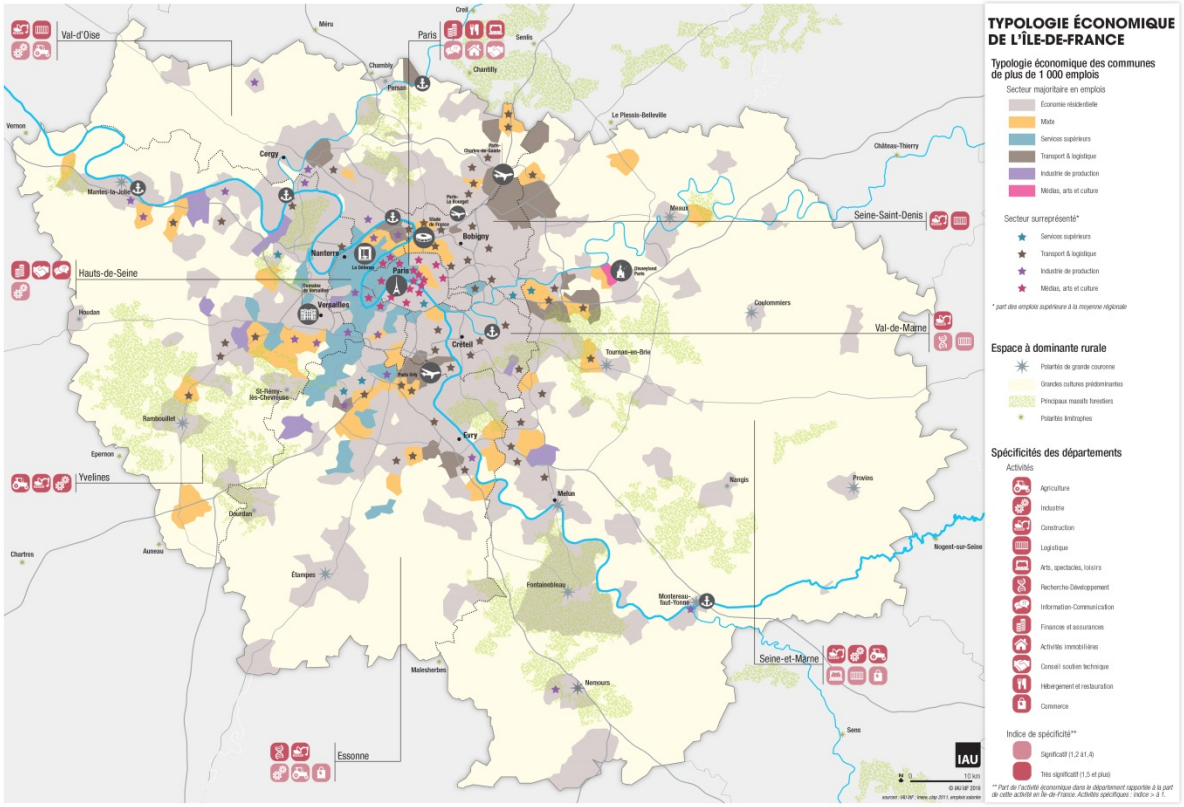
Futuribles, *Industrie 4.0, une révolution industrielle et sociétale*, Dorothée KOHLER et Jean-Daniel WEISZ, 26 avril 2018

Agence Régionale des Conditions de Travail Ile-de-France, Télétravail – les données en Ile-de-France, 2014

Note de conjoncture n°15, Observatoire Régional du Foncier, octobre 2019

Direction Régionale et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie, Brochure Environnement industriel Edition 2019, Décembre 2018

Annexe


TYPOLOGIE ÉCONOMIQUE DE L'ÎLE-DE-FRANCE
Typologie économique des communes de plus de 1 000 emplois
Secteur majoritaire en emplois
Economie résidentielle
Mixte
Services supérieurs
Transport & logistique
Industrie de production
Médias, arts et culture
Secteur surreprésenté*
Services supérieurs
Transport & logistique
Industrie de production
Médias, arts et culture
* part des emplois supérieure à la moyenne régionale
Espace à dominante rurale
Polarités de grande couronne
Grandes cultures prédominantes
Principaux massifs forestiers
Polarités limitrophes
Spécificités des départements
Activités
Agriculture
Industrie
Construction
Logistique
Arts, spectacles, loisirs
Recherche-Développement
Information-Communication
Finances et assurances
Activités immobilières
Conseil soutien technique
Hébergement et restauration
Commerce
Indice de spécificité**
Significatif (1,2 à 1,4)
Très significatif (1,5 et plus)
** Part de l'activité économique dans le département rapportée à la part de cette activité en Île-de-France. Activités spécifiques : indice > à 1.
Val-d'Oise
Yvelines
Hauts-de-Seine
Seine-Saint-Denis
Val-de-Marne
Seine-et-Marne
Essonne
Paris
Nanterre
Versailles
Créteil
Evry
Melun
Meaux
Bobigny
IAU
0
10 km

Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France
2, rue Simone Veil • 93 400 Saint-Ouen • Tél. : 01 53 85 66 25
www.ceser-iledefrance.fr • @ceseridf

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_209-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-209

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Fondation Les Diaconesses de Reuilly
95 rue de Reuilly - 75012 PARIS

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 20-26 du 3 février 2020 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers rattaché à la Fondation Les Diaconesses de Reuilly ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 24 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers rattaché à la Fondation Les Diaconesses de Reuilly, institut situé 95 rue de Reuilly à Paris (75012).
La capacité totale est ainsi portée à **85 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 20-26 du 3 février 2020 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

ue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
: 01 53 85 53 85 – w edefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_210-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-210

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI), site de Paris
de l'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale
Croix Rouge Française Ile-de-France (IRFSS CRF)
120 avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-295 du 6 septembre 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers de la Croix Rouge Française, site de Paris ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 29 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 6 places maximum** pour l'Institut de formation en soins infirmiers de la Croix Rouge Française, institut situé 98 rue Didot à Paris 14ème.
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **148 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-295 du 6 septembre 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_211-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-211
Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical
AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Centre Hospitalier Sud Seine-et-Marne (CH SUD 77)
55 boulevard du Maréchal Joffre – 77305 Fontainebleau cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 19-279 du 10 octobre 2019 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier du Sud Seine-et-Marne ;
VU les arrêtés modificatifs n°2020-87 du 14 avril 2020 portant prolongation de la durée d'autorisation et n° 2020-99 du 11 mai 2020 autorisant la nouvelle implantation du site de formation ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 24 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 10 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier Sud Seine-et-Marne, institut situé 80 route de Valvins à Samois-sur-Seine (77920).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **135 places.**

Article 2 – Les autres dispositions des arrêtés n° 19-279 du 10 octobre 2019, n° 2020-87 et n° 2020-99 susvisés restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_212-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-212

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
du Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF), site de Coulommiers
6-8, rue Saint-Fiacre – BP 218 – 77104 Meaux Cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-250 du 21 juin 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier de l'Est Francilien à Coulommiers ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 23 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 4 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Grand Hôpital de l'Est Francilien, institut situé 28 avenue Victor Hugo à Coulommiers (77120).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **64 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-250 du 21 juin 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_213-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-213

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE
Institut de Formation en soins infirmiers (IFSI)
du Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF- MLV)
site de Marne-la-Vallée
6-8, rue Saint-Fiacre – 77104 Meaux cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-235 du 21 juin 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers à Serris du Centre Hospitalier de l'Est Francilien – site Marne -la-Vallée ;
VU l'arrêté n° 2020-194 du 14 septembre 2020 portant modification pour changement de locaux de l'institut de formation en soins infirmiers à Magny-le-Hongre du Centre Hospitalier de l'Est Francilien – site Marne -la-Vallée ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 23 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier de l'Est Francilien – site de Marne-la-Vallée, institut situé 65 rue des Labours à Magny-le-Hongre (77) ;
La capacité d'accueil totale est ainsi portée **à 65 places**.

Article 2 – Les autres dispositions des arrêtés n° 16-235 du 21 juin 2016 et n° 2020-194 du 14 septembre 2020 susvisés restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_214-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-214

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation en soins infirmiers (IFSI)
du Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF), site de Meaux
6-8, rue Saint-Fiacre – BP 218– 77104 Meaux cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-262 du 21 juin 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier de l'Est Francilien – site de Meaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 23 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 6 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Grand Hôpital de l'Est Francilien - site de Meaux, institut situé 17 rue Guillaume Briçonnet à Meaux (77100) ;
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **81 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-262 du 21 juin 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_215-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-215

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
du Centre Hospitalier Marc Jacquet
Groupe Hospitalier Sud Ile-de-France (GHSIF)
270 avenue Marc Jacquet – 77000 Melun

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-233 du 21 juin 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier Jacquet à Melun ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 22 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier du Sud Ile-de-France Marc Jacquet, institut situé 1 rue de la Fontaine Saint-Liesne à Melun (77).
La capacité d'accueil totales est ainsi portée à **65 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-233 du 21 juin 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_216-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-216

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Centre Hospitalier de Rambouillet
5-7 rue Pierre et Marie Curie - 78120 Rambouillet

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-207 du 21 juin 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier de Rambouillet ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 23 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier de Rambouillet, institut situé 5-7 rue Pierre et Marie Curie à Rambouillet (78).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **65 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-207 du 21 juin 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_217-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-217

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation en soins Infirmiers (IFSI CRF de Mantes-la-Jolie)
de l'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale
Croix Rouge Française Ile-de-France (IRFSS CRF)
120 avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-206 du 21 juin 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers de la Croix-Rouge Française Mantes-la-Jolie ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 29 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 6 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers de la Croix-Rouge Française, institut situé 11 boulevard Sully à Mantes-la-Jolie (78200).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **96 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-206 du 21 juin 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_218-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-218

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation en soins Infirmiers (IFSI)
de l'Etablissement Public de Santé Barthélémy Durand
Avenue du 8 mai 1945 - 91150 Etampes

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-216 du 21 juin 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers de l'Etablissement Public de Santé Barthélémy Durand ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 29 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers de l'Etablissement Public de Santé Barthélémy Durand, institut situé Avenue du 8 mai 1945 à Etampes (91).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **75 places.**

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-216 du 21 juin 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_219-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-219

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation en soins Infirmiers (IFSI)
Centre Hospitalier Sud Francilien (CHSF)
40 avenue Serge Dassault - 91100 Corbeil-Essonnes

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-280 du 18 juillet 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier Sud Francilien ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 28 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier Sud Francilien, institut situé 26 Chemin des Mozards à Corbeil-Essonnes (91).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **155 places.**

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-280 du 18 juillet 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201007-2020_220-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-220

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Centre d'Accueil de Soins Hospitaliers de Nanterre (CASH)
403, avenue de la République – 92104 Nanterre Cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-167 du 30 mai 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre d'Accueil de Soins Hospitaliers de Nanterre ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 22 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'institut de formation en soins infirmiers du Centre d'Accueil de Soins Hospitaliers de Nanterre, institut situé 1-3 rue du 1er Mai à Nanterre (92).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **85 places.**

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-167 du 30 mai 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 12/10/2020
Reçu en préfecture le 12/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201008-2020_221-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-221
du 8 octobre 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2020-163 du 10 juillet 2020 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement,

VU la délibération n° CP 2020-091 du 4 mars 2020 relative aux contrats ruraux : nouveaux dispositifs – avenant – 2ème rapport 2020.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des nouveaux contrats ruraux, votés en Commission Permanente le 4 mars 2020, pour les communes de Yèbles (77) et de Guibeville (91) :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_222-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-222

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Etablissement Public de Santé de Ville-Evrard
202 avenue Jean Jaurès - 93332 Neuilly-sur-Marne

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-287du 19 juillet 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers de l'Etablissement Public de Santé de Ville-Evrard ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 20 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'institut de formation en soins infirmiers de l'Etablissement Public de Santé de Ville-Evrard, institut situé 202 avenue Jean Jaurès à Neuilly-sur-Marne (93).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **75 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-287 du 19 juillet 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_223-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-223

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) Montreuil (93)
Fondation Œuvre de la Croix-Saint-Simon
18, rue de la Croix-Saint-Simon – 75020 Paris

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 18-234 du 18 septembre 2018 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers Fondation Œuvre de la Croix-Saint-Simon ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 22 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places maximum** pour l'institut de formation en soins infirmiers de la Fondation Œuvre de la Croix-Saint-Simon, institut situé 81-83 rue Michelet à Montreuil (93).
La capacité totale d'accueil est ainsi portée à **97 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 18-234 du 18 septembre 2018 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_224-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-224

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE
Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Institut de Formation Interhospitalier Théodore Simon (IFITS)
19, avenue de Maison Blanche - 93331 Neuilly-sur Marne Cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-169 du 30 mai 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers de l'Institut de Formation Interhospitalier Théodore Simon (IFITS) ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 23 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places maximum** pour l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) de l'Institut de Formation Interhospitalier Théodore Simon, IFSI situé 19, avenue de Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne (93).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **206 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-169 du 30 mai 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_225-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-225

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Centre de formation Louise Couvé (CFLC)
44/53 rue de la Commune de Paris - 93300 Aubervilliers

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-212 du 21 juin 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre de formation Louise Couvé ;
VU l'arrêté modificatif n° 2020-30 du 3 février 2020 autorisant l'implantation provisoire de l'IFSI sur un nouveau site ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 23 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre de formation Louise Couvé, institut situé 173 boulevard Félix Faure à Aubervilliers (93).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **60 places**.

Article 2 – Les autres dispositions des arrêtés n° 16-212 du 21 juin 2016 et n° 2020-30 du 3 février 2020 susvisés restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_226-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-226

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Centre Hospitalier Intercommunal Lucie et Raymond Aubrac
40 allée de la Source - 94195 Villeneuve-Saint-Georges

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-153 du 30 mai 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier Intercommunal Lucie et Raymond Aubrac ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 24 juillet 2020;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 2 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier Intercommunal Lucie et Raymond Aubrac, institut situé 40 allée de la Source à Villeneuve-Saint-Georges (94).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **67 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-153 du 30 mai 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_227-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-227

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE
Institut de formation en soins infirmiers Séraphine de Senlis (IFSI)
Centre Hospitalier Les Murets
17 rue du Général Leclerc - 95410 La Queue-en-Brie

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 19-25 du 30 janvier 2019 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers Séraphine de Senlis du Centre Hospitalier Les Murets ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 23 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers Séraphine de Senlis du Centre Hospitalier Les Murets, institut situé 17 rue du Général Leclerc à La Queue-en-Brie (94).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **85 places**.

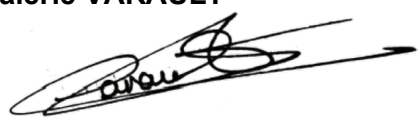
Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 19-25 du 30 janvier 2019 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_228-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-228

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers Jean-Baptiste PUSSIN (IFSI)
Hôpitaux de Saint-Maurice
12-14 rue du Val d'Osne – 94410 Saint-Maurice

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 17-145 du 8 septembre 2017 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers Jean-Baptiste PUSSIN des Hôpitaux de Saint-Maurice ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 29 juillet 2020;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers Jean-Baptiste PUSSIN des Hôpitaux de Saint-Maurice, institut situé 12-14 rue du Val d'Osne à Saint-Maurice (94).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **95 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 17-45 du 8 septembre 2017 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_229-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-229
Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical
AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Centre hospitalier René Dubos (CHRD)
3 bis, avenue de l'Ile-de-France – 95300 Pontoise

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-147 du 30 mai 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Centre hospitalier René Dubos ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 20 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre hospitalier René Dubos, institut situé 3 bis, avenue de l'Ile-de-France à Pontoise (95).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **95 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-147 du 30 mai 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_230-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-230

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Groupe Hospitalier Carnelle Portes de l'Oise (GHCPO)
Route de Noisy « Les Oliviers » 95260 Beaumont-sur-Oise

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-149 du 30 mai 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers du Groupe Hospitalier Carnelle Portes de l'Oise ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 20 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers du Groupe Hospitalier Carnelle Portes de l'Oise, institut situé route de Noisy « Les Oliviers » à Beaumont-sur-Oise (95).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **75 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-149 du 30 mai 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/10/2020
Reçu en préfecture le 09/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_231-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-231

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Fondation Léonie Chaptal
19 rue Jean Lurçat - 95200 Sarcelles

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2020-376 du 23 septembre 2020 approuvant la dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales pour l'extension de la capacité d'accueil supérieures à 10 places en IFSI hors procédure d'appel à projets ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 19-307 du 21 novembre 2019 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers la Fondation Léonie Chaptal ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux de la demande déposée le 22 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 2 octobre 2020 ;

Considérant le soutien de la Région à l'ouverture dans Parcoursup de places supplémentaires de formation préparant au diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre des orientations du Ségur de la santé.

Article 1 - **Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places** pour l'Institut de formation en soins infirmiers de la Fondation Léonie Chaptal, institut situé 19 rue Jean Lurçat à Sarcelles (95).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **81 places**.

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté n° 19-307 du 21 novembre 2019 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 19/10/2020
Reçu en préfecture le 19/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201009-2020_232-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Ref : I20-CRIDF-00143

ARRETE N°2020-232
Du 09 octobre 2020

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.4231-1 à L.4231-9 ;

VU l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'ordonnance n°2016-1562 du 21 novembre 2016 - art.331 ;

VU l'arrêté n°18-278 du 16 octobre 2018 portant désignation de Monsieur Vincent ROGER à la Présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;

ARRETE

Article 1 :

Est désigné, en remplacement de Monsieur Vincent ROGER, pour représenter la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la Présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) lors de la réunion du 2 novembre 2020 :

- Monsieur Jean-François LEGARET, Conseiller Régional d'Ile-de-France.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 19/10/2020
Reçu en préfecture le 19/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201013-2020_233_3-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-233
du 13 octobre 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'article 2 de la délibération CP 2020-223 du 1er juillet 2020 relative à l'artisanat, à l'entrepreneuriat et à l'aménagement numérique.

VU les statuts de l'association AVICCA, approuvés en assemblée générale extraordinaire le 23 juin 2020.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'assemblée générale de l'Association AVICCA :

- **Madame Marie-Christine DIRRINGER**
  Conseillère régionale, Déléguée spéciale

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France**.**

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 14/10/2020
Reçu en préfecture le 14/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201013-2020_234-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-234
du 13 octobre 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 18-337 du 29 novembre 2018 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission d'Aménagement Commercial (CDAC) de Seine-Saint-Denis.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné, en remplacement de Monsieur Ludovic TORO, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) de Seine-Saint-Denis, le 15 octobre 2020 :

- **Monsieur Claude BODIN,** *Conseiller régional d'Ile-de-France*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France**.**

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_235-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-235

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'Aides-Soignants (IFAS)
ASSISTEAL Formation
50 boulevard de Ménilmontant
75020 PARIS

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-25 du 18 février 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'aides-soignants d'ASSISTEAL Formation ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 2 septembre 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 5 octobre 2020 ;

Article 1

Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 10 places, en formation continue et par la voie de l'apprentissage pour l'Institut de formation d'aides-soignants d'ASSISTEAL, institut situé 50 boulevard de Ménilmontant à Paris (75020).
Sa capacité totale d'accueil est ainsi portée à **150 places**, réparties entre deux sessions (janvier et septembre).

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté n° 16-25 du 18 février 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_236-AR

Région îledeFrance

AGREMENT DE DIRECTION
ARRETE N° 2020-236

Centre de formation de Préparateur en pharmacie hospitalière (CFPPH)
Institut de formation de Manipulateur d'Electroradiologie Médicale (IFMEM)

de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP)
Centre de la formation et du développement des compétences
Campus Picpus – 33, bd de Picpus – C21705 – 75571 Paris cedex 12

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3, R.4383-4 et R.4383-5 ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 4 septembre 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 5 octobre 2020 ;

La Présidente du Conseil Régional décide :

Article 1 :

Madame Marie-Françoise LE QUELLEC (épouse DOVAL) est agréée en qualité de Directrice du Centre de formation de Préparateur en pharmacie hospitalière et de l'Institut de formation de Manipulateur d'Electroradiologie Médicale, de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP), institut situé au 33, bd de Picpus à Paris (75012).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_237-AR

Région îledeFrance

AGREMENT DE DIRECTION
ARRETE N° 2020-237

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)

Centre de formation Louis Couvé (CFLC)
44/53 rue de la Commune – 93300 Aubervilliers

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3, R.4383-4 et R.4383-5
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 1er septembre 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 5 octobre 2020;

La Présidente du Conseil Régional décide :

Article 1 :

Madame Sandrine HUBER est agréée en qualité de Directrice de l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre de formation Louise Couvé, institut situé 173 boulevard Félix Faure à Aubervilliers (93).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_238-AR

Région îledeFrance

AGREMENT DE DIRECTION
ARRETE N° 2020-238

Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS)
Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI)

Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux (CHIMM)
1 rue du Fort – 78250 Meulan-en-Yvelines

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3, R.4383-4 et R.4383-5
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 29 septembre 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 12 octobre 2020 ;

La Présidente du Conseil Régional décide :

Article 1 :

Madame Christine AUFRERE est agréée en qualité de Directrice par intérim des instituts de formation d'aides-soignants et en soins infirmiers de du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux, instituts situés - site Bécheville 1, rue Baptiste Marcet aux Mureaux (78130).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_239-AR

Région îledeFrance

AGREMENT DE DIRECTION
ARRETE N° 2020-239

Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS)
Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI)

Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy-Saint-Germain-en Laye (CHIPS)
10, rue du Champ Gaillard- CS 73082 - 78303 Poissy Cedex

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3, R.4383-4 et R.4383-5
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 29 septembre 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 12 octobre 2020 ;

La Présidente du Conseil Régional décide :

Article 1 :

Madame Christine AUFRERE est agréée en qualité de Directrice par intérim des instituts de formation d'aides-soignants et en soins infirmiers du Centre Hospitalier de Poissy-Saint-Germain-en-Laye, institut situé 10, rue du Champ Gaillard à Poissy (78).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_240-AR

Région îledeFrance

AGREMENT DE DIRECTION
ARRETE N° 2020-240

Ecole régionale d'infirmiers anesthésistes diplômés d'Etat (ERIADE)

Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy-Saint-Germain-en Laye (CHIPS)
10, rue du Champ Gaillard- CS 73082 - 78303 Poissy Cedex

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3, R.4383-4 et R.4383-5 ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 29 septembre 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 12 octobre 2020 ;

La Présidente du Conseil Régional décide :

Article 1 :

Madame Christine AUFRERE est agréée en qualité de Directrice par intérim de l'Ecole Régionale d'infirmiers anesthésistes diplômés d'Etat située 20 rue Armagis à Saint-Germain-en-Laye (78), rattachée au Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy-Saint-Germain-en-Laye (CHIPS) au 10, rue du Champ Gaillard à Poissy (78).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_241-AR

Région îledeFrance

AGREMENT DE DIRECTION
ARRETE N° 2020-241

Institut de formation en Masso-Kinésithérapie de l'Est Francilien (IFMK-EF)

Institut Supérieur de Rééducation Psychomotrice (ISRP)
25 rue Ginoux – 75015 PARIS

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3, R.4383-4 et R.4383-5 ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 20 août 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 12 octobre 2020 ;

La Présidente du Conseil Régional décide :

Article 1 :

Monsieur Martial DELAIRE est agréé en qualité de Directeur de l'Institut de formation en Masso-Kinésithérapie de l'Est Francilien rattaché à l'**Institut Supérieur de Rééducation Psychomotrice,** institut situé à l'IUT de Marne-la-Vallée, 17 rue Jablinot à Meaux (77100).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_242-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-242

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS CRF de Romainville)

Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale
de la Croix Rouge Française Ile-de-France (IRFSS CRF)
120 avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-198 du 11 décembre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'aides-soignants de la Croix-Rouge Française ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00026298, déposé le 12 décembre 2019 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 26 août 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 105 places maximum, réparties entre deux sessions, en formation initiale par voie scolaire, en formation initiale par voie de l'apprentissage, en formation continue, pour l'Institut de formation d'aides-soignants de la Croix-Rouge Française, institut situé 120, avenue Gaston Roussel à Romainville (93).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_243-AR

Région îledeFrance

AGREMENT DE DIRECTION
ARRETE N° 2020-243

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)Séraphine de Senlis

Centre Hospitalier les Murets (GHT 94 Nord)
17, rue du Général Leclerc – 94510 La Queue-en-Brie

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3, R.4383-4 et R.4383-5 ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 4 septembre 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 12 octobre 2020 ;

La Présidente du Conseil Régional décide :

Article 1 :

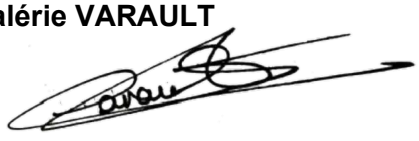
Madame Marie-Paule TABOUY (épouse DANIS) est agréée en qualité de Directrice de l'Institut de formation en soins infirmiers Séraphine de Senlis (IFSI) du Centre Hospitalier Les Murets, institut situé17 rue du Général Leclerc à La Queue-en-Brie (94).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/10/2020
Reçu en préfecture le 15/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_244-AR

Région îledeFrance

AGREMENT DE DIRECTION
ARRETE N° 2020-244

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
Institut de formation d'auxiliaires de puériculture (IFAP)
Institut de formation d'aides-soignants (IFAS)

de l'Institut Hospitalier Franco-Britannique
de l'Oeuvre du Perpétuel Secours
CNIT 3 -2, Place de la Défense – 92800 PUTEAUX

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3, R.4383-4 et R.4383-5 ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n° 19-239 du 26 août 2019 portant agrément de direction par intérim de Madame Danielle CHEVREUL, épouse BEN-ALI, des instituts de formation en soins infirmiers, d'aides-soignants et d'auxiliaires de puériculture de l'Institut Hospitalier Franco-Britannique de l'Oeuvre du Perpétuel Secours ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande daté du 6 janvier 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en date du 5 octobre 2020 ;

La Présidente du Conseil Régional décide :

Article 1 :

Madame Danielle CHEVREUL, épouse BEN-ALI, est agréée en qualité de Directrice des Instituts de formation en soins infirmiers (IFSI), d'aides-soignants (IFAS) et d'auxiliaires de puériculture (IFAP) de l'Institut Hospitalier Franco-Britannique de l'Oeuvre du Perpétuel Secours.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux
Le 15 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 29/10/2020
Reçu en préfecture le 29/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_245-AR

La Présidente

Arrêté n° 2020-245
du 15 octobre 2020

Portant nomination au Comité de lecture du Fonds de soutien Audiovisuel et International Audiovisuel de la Région Ile-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L42-3-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 2020-016 du 05 mars 2020 « POUR UNE POLITIQUE CINÉMA & AUDIOVISUELLE RENFORCÉE DANS LES DOMAINES DE L'INTERNATIONAL ET DE LA DIFFUSION : - CRÉATION DU VOLET INTERNATIONAL DU FONDS DE SOUTIEN, - SOUTIEN AUX PROJETS DE MÉDIATIONS CULTURELLES DANS LES SALLES DE CINÉMA FRANCILIENNES »

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont désignés comme membres titulaires du Comité de lecture « Audiovisuel » des Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel, et Fonds de soutien International Cinéma et Audiovisuel de la Région Ile-de-France, en qualité de membres professionnels de l'audiovisuel,

Nommés pour un an, renouvelable une fois :

Monsieur Loïc BOUCHET
Producteur

Monsieur Olivier DROUOT
Producteur

Prolongées pour un an :

Madame Marie BARRACO
Déléguée générale du festival Séries Series

Madame Fanny RONDEAU
Directrice de développement

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 29/10/2020
Reçu en préfecture le 29/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201015-2020_245-AR

ARTICLE 2 :

Sont désignés comme membres suppléants du Comité de lecture « Audiovisuel » des Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel, et Fonds de soutien International Cinéma et Audiovisuel de la Région Ile-de-France, en qualité de membres professionnels de l'audiovisuel,

Nommés pour un an, renouvelable une fois :

Monsieur Laurent CECCALDI
Producteur

Madame Lou JEUNET
Scénariste

Prolongés pour un an :

Madame Bénédicte LESAGE
Productrice

Monsieur Harold VALENTIN
Producteur

ARTICLE 3 :

Ces désignations prennent effet à compter du 15 octobre 2020.

Les désignations précédentes relatives au comité de lecture du Fonds de soutien audiovisuel sont caduques.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 26/10/2020
Reçu en préfecture le 26/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201016-2020_246-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Ref : I20-CRIDF-00157

ARRETE N°2020-246
Du 16 octobre 2020

portant délégations de signature du Pôle Cohésion Territoriale

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Madame Marion ZALAY, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Cohésion Territoriale, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Mission Administration pilotage et projets transverses

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à Madame Orianne PERRIER, Responsable de la Mission Administration pilotage et projets transverses, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Mission.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 26/10/2020
Reçu en préfecture le 26/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201016-2020_246-AR

Direction Aménagement

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Olivier DENERT, Directeur de l'Aménagement, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier DENERT, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 3 du présent arrêté, à :

- Madame Gaëlle BROSSE ARRIAGADA, Cheffe du service « Aménagement opérationnel et innovations urbaines » dans les limites des attributions du service « Aménagement opérationnel et innovations urbaines » ;
- Monsieur Bastien RECHER, Chef du service « Stratégie du territoire régional et planification spatiale » dans les limites des attributions du service « Stratégie du territoire régional et planification spatiale ».

Direction Action territoriale

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Madame Caroline BONAN-RICHARD, Directrice de l'Action territoriale, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline BONAN-RICHARD, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 du présent arrêté, à :

- Madame Aurélia JAKOB, Cheffe du service « Ile-de-France Sud » dans les limites des attributions du service « Ile-de-France Sud » ;
- Monsieur Thibault DE LALEU, Chef du service « Ile-de-France Nord » dans les limites des attributions du service « Ile-de-France Nord » ;
- Monsieur Jean-Frédéric LAFFARGUE, Chef du service « Programmation et coordination de l'action territoriale » dans les limites des attributions du service « Programmation et coordination de l'action territoriale ».

Direction Agriculture, ruralité et forêt

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur. Nicolas PERRIN, Directeur de l'Agriculture, de la ruralité et de la forêt, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Envoyé en préfecture le 26/10/2020
Reçu en préfecture le 26/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201016-2020_246-AR

Article 8 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PERRIN, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 7 du présent arrêté, à :

- Madame Aline MUZARD, Cheffe du service « Agriculture », dans les limites des attributions du service « Agriculture » ;
- Madame Marie CHEVILLOTTE, Cheffe du service « Ruralité et parcs naturels régionaux » dans les limites des attributions du service « Ruralité et parcs naturels régionaux » ;
- Monsieur Guillaume DEROMBISE, Chef du service « Forêts, énergie et matériaux bio-sourcés », dans les limites des attributions du service « Forêts, énergie et matériaux bio-sourcés ».

Article 9 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aline MUZARD, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 8, à Madame Christelle POUCHIN, Cheffe adjointe du service « Agriculture », à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, dans les limites des attributions du service.

Direction Environnement

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MAES, Directeur de l'Environnement, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 11 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien MAES, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 10 du présent arrêté, à :

- Madame Magali GORCE, Cheffe du service « Nature et biodiversité », dans les limites des attributions du service « Nature et biodiversité » ;
- Madame Anne-Sophie de KERANGAL, Cheffe du service « Economie circulaire et déchets », dans les limites des attributions du service « Economie circulaire et déchets » ;
- Madame Clotilde CARRON, Cheffe du service « Transition énergétique, qualité de l'air, bruit, climat », dans les limites des attributions du service « Transition énergétique, qualité de l'air, bruit, climat ».

Article 12 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté 2019-256 du 28 août 2019.

Envoyé en préfecture le 26/10/2020
Reçu en préfecture le 26/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201016-2020_246-AR

Article 13 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 27/10/2020
Reçu en préfecture le 27/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201019-2020_247-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-247 du 19 octobre 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU le Décret n°97-402 du 23 avril 1997 modifiant le décret n°73-968 du 15 octobre 1973 portant création d'un établissement public chargé de l'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (EPA Sénart).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°17-27 du 28 février 2017 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de l'Etablissement Public d'Aménagement de Sénart (EPA Sénart) :

- **Madame Laure-Agnès MOLLARD-CADIX,** *Conseillère régionale d'Ile-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/10/2020
Reçu en préfecture le 21/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201019-2020_248-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-248
du 19 octobre 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2020-163 du 10 juillet 2020 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement,

VU la délibération n° CP 2020-373 du 23 septembre 2020 relative au Contrat d'Aménagement Régional (CAR) : 4ème affectation pour 2020 et avenants – aide à l'ingénierie territoriale (IT) : 3ème affectation pour 2020.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des nouveaux contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 23 septembre 2020, des communes ou structures intercommunales situées dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val-de-Marne :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/10/2020
Reçu en préfecture le 21/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201019-2020_249-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-249
du 19 octobre 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2020-163 du 10 juillet 2020 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement,

VU la délibération n° CP 2020-340 du 23 septembre 2020 relative aux contrats ruraux : avenants et 5ème affectation pour 2020.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature du nouveau contrat rural, voté en Commission Permanente le 23 septembre 2020, de la commune d'Oncy-sur-Ecole, située dans le département de l'Essonne :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 27/10/2020
Reçu en préfecture le 27/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201020-2020_250-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Ref : I20-CRIDF-00160

ARRETE N° 2020-250
DU 20 octobre 2020

portant délégations de signature de la Direction des Systèmes d'Information

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Silvain CLOULAS, Directeur des systèmes d'information par intérim, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de la Direction des systèmes d'information y compris les bons de commande ou décisions, contrats, marchés et accords-cadres et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Silvain CLOULAS, délégation de signature est donnée, à Monsieur Richard DESCAS, Chef du service « Projets techniques et bureautiques », dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté et dans les limites des attributions du service « Projets techniques et bureautiques ».

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 27/10/2020
Reçu en préfecture le 27/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201020-2020_250-AR

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Silvain CLOULAS et de Monsieur Richard DESCAS, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Matthias FONTAINE, Chef du service « Exploitation et assistance aux utilisateurs », dans les limites des attributions du service « Exploitation et assistance aux utilisateurs » ;
- Monsieur Christophe MARTIN, Chef de la mission « Stratégie études et architectures », dans les limites des attributions de la mission « Stratégie études et architectures » ;
- Madame Saadia GUETARNI, Chef de la mission « Fonctions transverses », dans les limites des attributions de la mission « Fonctions transverses ».

Article 4 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n°19-96 du 8 avril 2019.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 27/10/2020
Reçu en préfecture le 27/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_251-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00161

ARRETE N°2020-251
du 21 octobre 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire est donnée, du mercredi 28 octobre 2020 au vendredi 30 octobre 2020 inclus, à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Juridique Achats Donnée, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 27/10/2020
Reçu en préfecture le 27/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_251-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 29/10/2020
Reçu en préfecture le 29/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_252-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-252
du 21 octobre 2020

Portant sur le règlement intérieur des comités de lecture des Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel et Fonds de soutien International Cinéma et Audiovisuel de la Région Ile-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L42-3-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 2020-016 « Pour une politique cinéma & audiovisuelle renforcée dans les domaines de l'international et de la diffusion : - création du volet international du fonds de soutien, - soutien aux projets de médiations culturelles dans les salles de cinéma franciliennes »

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Le présent règlement intérieur s'applique aux deux comités de lecture, ci-après dénommés « le comité de lecture » mis en place par la délibération n° CR 2020-16 du 5 mars 2020 :
- comité de lecture « cinéma » d'une part,
- comité de lecture « audiovisuel » d'autre part.

CHAPITRE I : ORGANISATION DU COMITE DE LECTURE

Article I : Rôle du Comité de lecture

Le Comité de lecture rend un avis, à titre consultatif, sur l'éligibilité des œuvres candidates à l'allocation d'une aide de la Région au titre des Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel et Fonds de soutien International Cinéma et Audiovisuel, sur la base des informations artistiques, économiques, techniques et financières dans le dossier qui lui est soumis, conformément à la délibération CR 2020-16 du 5 mars 2020 du Conseil régional d'Ile-de-France.

Envoyé en préfecture le 29/10/2020
Reçu en préfecture le 29/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_252-AR

Après étude des dossiers de candidature au Fonds de soutien, le Comité de lecture peut rendre trois types d'avis consultatif sur chaque projet :
- Avis favorable : le projet est alors proposé au vote de la Commission permanente.
- Avis défavorable : le projet ne peut alors pas prétendre à l'allocation d'une aide régionale mais il peut être représenté en cas de réécriture du scénario. Dans ce cas, une seule présentation supplémentaire est autorisée.
- Ajournement d'un projet à une session ultérieure. Dans cette hypothèse d'ajournement à la demande du Comité de lecture, le producteur peut re-déposer un dossier de candidature complet à une session ultérieure.

Conformément aux dispositions de la délibération n° CR 2020-16 seuls les projets ayant recueilli un avis favorable du comité de lecture sont éligibles à une aide financière de la Région.

ARTICLE II : Composition du Comité de lecture

2a - Comité de lecture Audiovisuel

Le Comité de lecture Audiovisuel est composé de 8 membres titulaires et de 8 membres suppléants répartis comme suit :
- 4 titulaires et 4 suppléants, professionnels, désignés par la Présidente du Conseil régional ;
- 4 titulaires et 4 suppléants, conseillers régionaux désignés à la proportionnelle des groupes qui composent l'assemblée du Conseil régional.

Le comité de lecture Audiovisuel examine les dossiers de candidature du Fonds de soutien Audiovisuel d'une part et d'autre part ceux du Fonds de soutien International Audiovisuel.

Un représentant de l'Etat peut assister en tant qu'observateur aux délibérations du Comité de lecture.

2b - Comité de lecture Cinéma

Le Comité de lecture Cinéma est organisé en 3 collèges :
- Collège 1 : examine les films dont le budget est inférieur à 2,5M€
- Collège 2 : examine les films dont le budget est compris entre 2,5M et 5M€
- Collège 3 : examine les films dont le budget est supérieur à 5M€ et toutes les œuvres d'animation

Chaque collège est composé de 8 membres titulaires et de 8 membres suppléants répartis comme suit :
- 4 titulaires et 4 suppléants, professionnels, désignés par la Présidente du Conseil régional ;
- 4 titulaires et 4 suppléants, conseillers régionaux désignés à la proportionnelle des groupes qui composent l'assemblée du Conseil régional.

Le comité de lecture Cinéma examine les dossiers de candidature du Fonds de soutien Cinéma et du Fonds de soutien International Cinéma. . Les dossiers de candidature du Fonds de soutien International Cinéma sont néanmoins examinés séparément par les membres du comité de lecture de chacun des trois collèges.

Seul le/la Président(e) du comité de lecture cinéma, élu(e) régional(e), pourra siéger dans les trois collèges, afin d'assurer la cohérence de la politique régionale d'aide à la production cinéma d'un collège à l'autre.

Un représentant de l'Etat peut assister en tant qu'observateur aux délibérations du Comité de lecture.

Envoyé en préfecture le 29/10/2020
Reçu en préfecture le 29/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_252-AR

ARTICLE III : Désignation des membres du Comité de lecture

Les membres conseillers régionaux sont désignés au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.

Les membres professionnels du cinéma et de l'audiovisuel sont désignés par arrêté de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France.

En cas de démission, d'exclusion ou de décès d'un membre, un nouveau membre est désigné dans les formes prévues aux alinéas 1 et 2 du présent article.

ARTICLE IV : Durée de la fonction de membre du Comité de lecture

Les membres conseillers régionaux sont désignés pour la durée de leur mandat.

Les membres professionnels du cinéma et de l'audiovisuel sont désignés pour une durée d'un an renouvelable une fois.

ARTICLE V : Secrétariat du Comité de lecture

Le Service cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France assure l'organisation des comités.

A chaque réunion du Comité de lecture, un représentant du Service cinéma et audiovisuel assure la fonction de secrétaire de séance.

CHAPITRE II : INSTRUCTION DES DOSSIERS

ARTICLE VI : Sessions

Une session dure de la date d'ouverture du dépôt des dossiers à la date du vote final en commission permanente du Conseil régional.

Le Comité de lecture se réunit au moins trois fois par an selon un calendrier prévisionnel disponible sur le site internet de la Région.

La Région a la possibilité de modifier le nombre et le calendrier des sessions annuelles.

Article VII : Réception des dossiers

Les dossiers de candidature doivent être déposés en français sur la Plateforme des Aides Régionales avant le premier jour de tournage, ou de fabrication de l'œuvre s'il s'agit d'une œuvre d'animation par exemple. L'envoi automatique par la Plateforme d'un mail contenant un numéro d'enregistrement vaut « accusé de réception ». Le Service cinéma et audiovisuel peut demander un complément de dossier sous forme numérique et/ou imprimée.

Le Service cinéma et audiovisuel envoie les dossiers déposés sous forme numérique à chacun des membres titulaires du Comité de lecture au plus tard 4 semaines avant la date de la réunion du Comité de lecture.

Envoyé en préfecture le 29/10/2020
Reçu en préfecture le 29/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_252-AR

Le producteur a la possibilité de retirer un dossier déposé, au plus tard 7 jours avant la date du Comité de lecture. Le nouveau dépôt doit intervenir avant le premier jour de tournage. Un maximum de deux retraits est autorisé pour un même projet.

CHAPITRE III : REUNIONS DU COMITE DE LECTURE

Article VIII : Convocation aux réunions du Comité de lecture

Les membres titulaires du Comité de lecture sont convoqués aux réunions par le Service cinéma et audiovisuel. En cas d'indisponibilité d'un ou plusieurs titulaires il est fait appel à leur suppléant.
En cas d'impossibilité d'être présent et de se faire suppléer, les membres du Comité peuvent donner un pouvoir à un membre présent. Un même membre présent ne pourra disposer que d'un seul pouvoir.

Article IX : Conditions de délibération du Comité de lecture

Le Comité de lecture peut délibérer valablement à la condition que la moitié au moins de ses membres soit présente ou représentée.

Si ce quorum n'est pas atteint, le Service cinéma et audiovisuel convoque à nouveau les membres du Comité de lecture. Le Comité de lecture peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Article X : Président(e) du Comité

10a – Rôle du/de la Président(e) du Comité
Le/la Président(e) du Comité est un membre du collège des conseillers régionaux.
Le/la Président(e) du Comité dirige les débats.
Le/la Président(e) du Comité dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix.

10b – Désignation des Présidents de comités
Le/la Président(e)du comité est désigné(e) par la Présidente de la Région.

Article XI : Rapport administratif

Le Service cinéma et audiovisuel présente aux membres du Comité de lecture les caractéristiques techniques des dossiers déposés (nature du dossier, critères régionaux, garanties financières, enjeux économiques…).

CHAPITRE IV : DELIBERATION DU COMITE DE LECTURE

Article XII : Conflits d'intérêts

Tout membre partie prenante à un projet en qualité d'auteur, réalisateur, producteur, directeur de production ou distributeur, ne peut siéger au Comité de lecture qui examine le dossier dans lequel il est impliqué.
Dans ce cas, un suppléant siège en ses lieu et place.

Envoyé en préfecture le 29/10/2020
Reçu en préfecture le 29/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_252-AR

Région îledeFrance

Article XIII : Examen de la recevabilité des dossiers

Avant le rapport du secrétaire de séance prévu à l'article 11, les membres du Comité de lecture procèdent à un vote à main levée pour décider de la recevabilité des projets, sur la base des informations transmises par le Service cinéma et audiovisuel.

Les membres votent également en début du comité sur la recevabilité des demandes de dérogation pour tout nouveau dépôt après réécriture d'un projet. Ces demandes de dérogation pour dossiers ayant reçu des avis défavorables à une précédente session doivent respecter certaines formalités : le candidat doit fournir au Service cinéma et audiovisuel une note de réécriture détaillée ainsi que l'ancienne version du scénario au plus tard quinze jours avant la date limite de dépôt, et joindre ces documents à son dossier de candidature le jour du dépôt.

Pour les projets cinéma, en cas de changement de devis entraînant un changement de collège, le dépositaire doit en avertir le Service Cinéma et Audiovisuel un mois civil avant la date du comité et faire parvenir les éléments mis à jour dans ces mêmes délais.

Si le dépositaire ne respecte pas ce délai, son projet ne pourra pas être examiné par le comité et sera automatiquement reporté à la session suivante. Il incombe au producteur de transmettre au service un dossier mis à jour.

Pour les projets cinéma dont le budget est égal ou supérieur à 2,5M€ (collèges 2 et 3), 10% minimum du financement de l'œuvre (coproduction, apport d'un distributeur, aides publiques à la production, préachats de diffuseurs…) doivent être confirmés par des engagements formels (contrats, lettres accord, lettres d'intention chiffrées, lettre de soutien public, etc.) au plus tard 7 jours avant le comité de lecture. Les apports en participation, le crédit d'impôt prévisionnel et l'apport producteur ne peuvent être inclus dans ces 10%. Sans ces engagements formels, le dossier du candidat sera déclaré irrecevable. Le producteur conserve la possibilité de le retirer.

Article XIV : Examen de l'éligibilité des dossiers

Tous les projets recevables selon les dispositions de l'article 13 sont examinés à tour de rôle. Les membres font part oralement de leur appréciation sur chacun de ces dossiers.

Les membres du comité de lecture apprécient et sélectionnent les projets selon les critères suivants :
- La qualité d'écriture du scénario et l'approche artistique du dossier ;
- L'originalité du projet et sa contribution à la diversité de la création ;
- Les références du producteur et du réalisateur et/ou des équipes artistiques et techniques ;
- La capacité du projet à favoriser la diversité de création et le renouvellement des talents ;
- La cohérence du budget et du plan de financement du projet ;
- Les perspectives de distribution/diffusion ;
- L'impact économique et l'effet structurant sur le secteur cinématographique et audiovisuel francilien.

Les projets ainsi retenus mettront en valeur les nombreux atouts du territoire de l'Ile-de-France et renforceront son attractivité.

Le comité ne procède pas au chiffrage des aides lors de sa séance. Cette compétence relève de la Commission Permanente.

Envoyé en préfecture le 29/10/2020
Reçu en préfecture le 29/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_252-AR

Article XV : Matériel et déroulement du vote

A l'issue des débats, un vote a lieu à bulletin secret sur l'ensemble des dossiers recevables.

Le matériel de vote est préparé par le Service cinéma et audiovisuel. Les bulletins de vote indiquent :

- Le nom et le numéro d'enregistrement du dossier,
- Les mentions « favorable », « défavorable » et « ajournement » assorties chacune d'une mention à entourer.
- Le vote s'effectue en un seul tour, à bulletin secret
  Pour obtenir un avis favorable du Comité un projet doit recueillir la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité le/la Président(e) dispose d'une voix prépondérante.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/10/2020
Reçu en préfecture le 22/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_253-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020-253
PORTANT AGREMENT D'UN ETABLISSEMENT DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL (création)

Unité Mobile Evaluation Gérontologie (UMEG)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU	le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L451-2 et R.451-2 ;
VU	l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément
VU	la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;
VU	l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU	l'arrêté du 30 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément mentionnée à l'article R. 451-2 du code de l'action sociale et des familles et l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux mentions figurant dans l'arrêté d'agrément délivré par le président du conseil régional défini à l'article R. 452-1 du code de l'action sociale et des familles
VU	l'avis circonstancié du Directeur régional de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale, en date du 14 octobre 2020 ;

CONSIDERANT que le dossier a été déclaré complet le 12 février 2020 ;

CONSIDERANT que l'établissement a satisfait aux conditions d'obtention de l'agrément de droit commun telles que définies à l'article R.451-2 du code de l'action sociale et des familles ;

ARRETE

Article 1

L'UMEG - Unité Mobile Evaluation Gérontologie, sise 15 rue Louis Braille 94100 Saint Maur des Fossés est autorisée à dispenser la formation préparant au diplôme d'Etat Accompagnant Educatif et Social (DEAES) dont l'enseignement est dispensé sur le site de formation situé au 15 rue Louis Braille 94100 Saint Maur des Fossés.

Envoyé en préfecture le 21/10/2020
Reçu en préfecture le 22/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201021-2020_253-AR

Cet établissement est rattaché à l'Association Unité Mobile Evaluation Gérontologie, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège est situé au15 rue Louis Braille 94100 Saint Maur des Fossés.

Article 2

La capacité totale d'accueil au titre de cet agrément est fixée à **14 places.**

Article 3

La capacité totale d'accueil est répartie de la façon suivante :

- en formation continue : 14 places par promotion à raison d'1 rentrée annuelle, soit **14 places totales par an.**

Article 4

Cet agrément est délivré à compter de sa date de signature jusqu'au 13 avril 2024.

Article 5

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Région et un exemplaire est adressé au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires

Le 21 octobre 2020

Pour la Présidente du Conseil Régional et par délégation,



La Cheffe du Service Relations avec les Organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 22/10/2020
Reçu en préfecture le 22/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201022-2020_254-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-254

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT ET AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL

Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS CRF de Mantes-la-Jolie)
de l'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale
de la Croix Rouge Française Ile-de-France (IRFSS CRF)
120 avenue Gaston Roussel – 93230 Romainville

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-200 du 15 décembre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'aides-soignants de la Croix-Rouge-Française à Mantes-la-Jolie ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 11 décembre 2019 ;
VU les avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 10 avril 2020 et 25 août 2020 ;

Article 1 - Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 30 places, réparties entre deux sessions, en formation initiale par voie scolaire pour l'Institut de formation d'aides-soignants de la Croix-Rouge Française, institut situé 11 boulevard Sully à Mantes-la-Jolie (78).

Article 2 - Autorise l'augmentation de 20 places, réparties entre deux sessions, en formation initiale par voie de l'apprentissage, pour l'Institut de formation d'aides-soignants de la Croix-Rouge Française, institut situé 11 boulevard Sully à Mantes-la-Jolie (78).
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à 50 places.

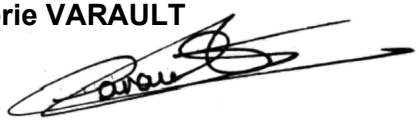
Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 22 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 23/10/2020
Reçu en préfecture le 23/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201022-2020_255-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-255
Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'Auxiliaire de Puériculture (IFAP)
Lycée Fernand et Nadia Léger
7allée Fernand Léger – 95100 ARGENTEUIL

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-206 du 9 juillet 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'auxiliaires de puériculture du lycée Fernand et Nadia Léger ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 0003902 déposé le 10 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 20 octobre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 36 places, dont 24 places en formation initiale par voie scolaire, et 12 places en formation continue pour l'Institut de formation d'auxiliaires de puériculture du lycée Fernand et Nadia Léger, institut situé au 7 allée Fernand Léger à Argenteuil (95).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 22 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 23/10/2020
Reçu en préfecture le 23/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201022-2020_256-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-256
Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'Aides-Soignants (IFAS)
Lycée Fernand et Nadia Léger
7allée Fernand Léger – 95100 ARGENTEUIL

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-207 du 9 juillet 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'aides-soignants du lycée Fernand et Nadia Léger ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00039903 déposé le 10 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 20 octobre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 24 places en formation initiale par voie scolaire, pour l'Institut de formation d'aides-soignants du lycée Fernand et Nadia Léger, institut situé au 7 allée Fernand Léger à Argenteuil (95).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 22 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 23/10/2020
Reçu en préfecture le 23/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201022-2020_257-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-257

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en pédicurie podologie (IFPP)
Ecole DANHIER
15 rue Nicolau – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 14-129 du 23 décembre 2014 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation de pédicurie podologie de l'Ecole Danhier ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00034902 déposé le 15 mai 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 21 octobre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 60 places à raison d'une session en formation initiale par voie scolaire, pour l'Institut de formation en pédicurie podologie de l'Ecole DANHIER, institut situé 15, rue Nicolau et site annexe 72, rue Saint-Denis à Saint-Ouen-sur-Seine (93).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 22 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 23/10/2020
Reçu en préfecture le 23/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201022-2020_258-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-258

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en Masso-Kinésithérapie (IFMK)
Ecole DANHIER
75 rue Saint-Denis – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-142 du 17 septembre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en masso-kinésithérapie de l'Ecole Danhier ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n°00035071 déposé le 18 mai 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 20 octobre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 70 places à raison d'une session, en formation initiale par voie scolaire, pour l'Institut de formation en masso-kinésithérapie de l'Ecole DANHIER, institut situé au 75 rue Saint-Denis à Saint-Ouen (93).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 22 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 04/11/2020
Reçu en préfecture le 04/11/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201022-2020_260-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-260

TRANSFERT ET RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE
Institut de formation en Soins Infirmiers Camille Claudel (IFSI)
du Centre Hospitalier Victor Dupouy

69 rue Lieutenant-Colonel Prudhon – 95100 Argenteuil

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n° 18-237 du 18 septembre 2018 portant renouvellement de capacité d'accueil de l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier spécialisé Roger Prévot ;
VU l'arrêté n° 16-143 du 30 mai 2016 portant renouvellement de capacité d'accueil de l'Institut de formation en soins infirmiers Camille Claudel du Centre Hospitalier Victor Dupouy ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 35447 reçu le 26 mai 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France du 20 octobre 2020 ;

Considérant la cessation d'activité progressive de l'institut de formation en soins infirmiers (IFSI) du Centre hospitalier spécialisé (CHS) Roger Prévot à Moiselles (95) avec redéploiement des effectifs vers des instituts de formation en soins infirmiers du Val-d'Oise.

Article 1
Une capacité d'accueil de 20 places de l'IFSI du CHS Roger Prévot à Moisselles (95) est transférée à l'IFSI du Centre hospitalier Victor Dupouy à Argenteuil.

Article 2
Autorise le renouvellement de 74 places maximum par an, à raison d'une session, en formation initiale par voie scolaire, en formation initiale par voie de l'apprentissage et en formation continue, de l'Institut de formation en soins infirmiers Camille Claudel du Centre hospitalier Victor Dupouy à Argenteuil.
La capacité d'accueil totale est ainsi portée à **94 places**.

Cette autorisation est **valable 5 ans à compter de sa notification**.

Fait à Paris en 3 exemplaires
Le 22 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,
La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 04/11/2020
Reçu en préfecture le 04/11/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201026-2020_261-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-261

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'Aides-soignants Camille Claudel (IFAS)
Centre Hospitalier Victor Dupouy
69 rue du Lieutenant-Colonel Prud'hon - 95100 Argenteuil

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 16-144 du 30 mai 2016 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'aides-soignants Camille Claudel du Centre Hospitalier Victor Dupouy ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 35447 reçu le 26 mai 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 20 octobre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 40 places, à raison d'une session, en formation initiale par voie scolaire, en formation continue, pour l'Institut de formation d'aides-soignants Camille Claudel du Centre Hospitalier Victor Dupouy, institut situé 69 rue du Lieutenant-Colonel Prud'hon à Argenteuil (95).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 26 octobre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 30/10/2020
Reçu en préfecture le 30/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201030-2020_262-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-262
du 28 octobre 2020

Portant nomination au Comité de lecture du Fonds de soutien Cinéma et du Fonds de soutien International Cinéma de la Région Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L42-3-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 2020-016 « Pour une politique cinéma & audiovisuelle renforcée dans les domaines de l'international et de la diffusion : - création du volet international du fonds de soutien, - soutien aux projets de médiations culturelles dans les salles de cinéma franciliennes »

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont désignés comme **membres titulaires du Comité de lecture « Cinéma »** des Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel, et Fonds de soutien International Cinéma et Audiovisuel de la Région Ile-de-France, en qualité de membres professionnels du cinéma.

COLLEGE 1 :

Nommés pour un an :
Madame Valérie Tubiana
Productrice
Monsieur Romain Gavras
Réalisateur et Scénariste
Madame Kristina Larsen
Productrice

Nommée pour un an, renouvelable une fois :
Madame Florence Quentin
Réalisatrice et scénariste

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 30/10/2020
Reçu en préfecture le 30/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201030-2020_262-AR

COLLEGE 2 :

Nommés pour un an, renouvelable une fois :
Monsieur Nicolas Anthome
Producteur et réalisateur
Madame Elisa Soussan
Productrice et auteure
Madame Christine Gozlan
Productrice

Nommé pour un an :
Monsieur Maurice Barthélémy
Réalisateur/Scénariste

COLLEGE 3 :

Nommés pour un an, renouvelable une fois :
Monsieur Olivier KAHN
Producteur
Madame Judith Lou Levy
Productrice et actrice

Nommés pour un an :
Monsieur Christophe Tardieu
Expert
Monsieur Laurent Petrelli
Assistant Réalisateur

ARTICLE 2 :

Sont désignés comme **membres suppléants du Comité de lecture « cinéma »** des Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel, et Fonds de soutien International Cinéma et Audiovisuel de la Région Ile-de-France, en qualité de membres professionnels du cinéma.

COLLEGE 1 :

Nommées pour un an, renouvelable une fois :
Madame Anne Valton
Scénariste
Madame France Zobda
Productrice et actrice

Nommés pour un an :
Monsieur Edouard Weil
Producteur
Monsieur Emmanuel Gras
Réalisateur

Envoyé en préfecture le 30/10/2020
Reçu en préfecture le 30/10/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201030-2020_262-AR

COLLEGE 2 :

Nommés pour un an :
Madame Isabelle Madeleine
Productrice
Monsieur Christian Lambert
Producteur
Monsieur Philipe Martin
Producteur
Monsieur Toufik Ayadi
Producteur

COLLEGE 3 :

Nommés pour un an :
Madame Audrey Diwan
Réalisatrice, Scénariste Cinéma et Auteure
Madame Bénédicte Pollet
Directrice de Post-Production Cinéma
Monsieur Pierre Kubel
Producteur Cinéma
Madame Marie-Ange Luciani
Productrice Cinéma

ARTICLE 3 :

Ces désignations prennent effet à compter du 28 octobre 2020.

Les désignations précédentes relatives du comité de lecture du Fonds de soutien cinéma sont caduques.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-093

Approbation de la convention de partenariat entre l'Agence des espaces verts et la Région Île-de-France pour l'utilisation de la plate-forme « Île-de-France Smart services »

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la convention-cadre relative à l'accès de l'Agence des espaces verts à la smart-plateforme ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion d'une convention avec la Région Île-de-France relative au partage et à l'accès de données entre l'Agence des espaces verts et Île-de-France Smart Services.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

CONVENTION-TYPE DE PARTENARIAT

îledeFrance SMART SERVICES

Version du 6 novembre 2019

NOTICE FACILITANT LA PRISE EN MAIN DU DOCUMENT

Ce document présente une convention-type de partenariat autour de la plateforme « Île-de-France Smart services ».

Il est **annoté afin de vous faciliter autant que possible la complétion**.

Il contient :

1. **La convention-cadre**, identique pour l'ensemble des partenaires, qui fixe les grands principes du partenariat ;

2. **Les annexes identifiées comme « conditions particulières »** qui permettent de préciser les modalités pratiques du partenariat. Ces conditions particulières ont vocation à évoluer dans le temps pour assurer l'évolutivité et la flexibilité du partenariat. Il est en effet possible d'en ajouter ou d'en retirer au cours du temps, sans remettre en cause la convention-cadre.

N'hésitez pas à adresser toute question à l'équipe Île-de-France Smart services qui se tient à votre disposition à l'adresse smartservices@iledefrance.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

CONVENTION CADRE

entre

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

et

L'AGENCE DES ESPACES VERTS
DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Identifiant de la convention-cadre

01-Oct-2020

Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

(1) **Le Conseil régional d'Ile de France**, dont le siège social est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CP 2019-131,

ci-après désigné(s) la "**Région**"

(2) **L'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France**

dont le siège est situé Cité régionale de l'Environnement, 90-92 boulevard du Général Leclerc, 93500 Pantin, représentée par Anne CABRIT, présidente du Conseil d'administration, dûment habilitée aux fins de signature des présentes.

ci-après désigné(s) le(s) "**Partenaire(s)**"

La Région et le(s) Partenaire(s) étant ci-après dénommés individuellement une "**Partie**" et collectivement les "**Parties**".

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

(A) Au travers de la stratégie « Smart Région », la Région Ile-de-France est engagée, avec et pour les Franciliens et acteurs de son territoire, dans la transformation numérique et environnementale de la région. Elle souhaite ainsi dessiner et co-construire le territoire de demain, innovant, attractif et intelligent, pensé par les usages, au service de la qualité de vie et du dynamisme économique, social et culturel. La Région a ainsi l'ambition de **développer un nouveau style de vie « à la francilienne »** et de rendre chaque Francilien acteur de la construction du territoire de demain. Cette stratégie inclut une démarche de **développement de services aux publics basés notamment sur la donnée**, en coopération avec des partenaires publics et privés.

(B) La Smart Plateforme 2030 est la clef de voûte du programme « Smart Région » visant à faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe. Elle a vocation à devenir la **base numérique du territoire smart, sobre et solidaire francilien du futur.** Pour répondre à cet enjeu, la Smart Plateforme 2030 remplit différentes fonctions : **concentrateur de données, double numérique vivant et dynamique en trois dimensions** du territoire régional, **plateforme de services** et **levier de collaboration pour favoriser l'émergence d'écosystèmes d'innovation ouverte.**

L'objectif de la Région à travers la plateforme est de **favoriser le partage et la mutualisation de données pour catalyser l'émergence de nouveaux services et de synergies**, créatrices de valeur pour les citoyens, acteurs économiques et académiques, associations et territoires franciliens.

Dans une logique collaborative (« contribuer », « réutiliser » et « manipuler »), et sous réserve du respect des conditions et des principes éthiques fixés par la Région, les **acteurs publics et privés** (collectivités locales, établissements publics, associations, entreprises de toute taille, etc.) pourront ainsi **déposer leurs jeux de données et applications tout en bénéficiant d'un accès aux jeux de données d'autres acteurs partenaires,** aux fins notamment de création de **nouveaux services**. D'un point de vue technique, ce partage de données n'est possible qu'en respectant un principe d'**interopérabilité.**

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

(C) Dans ce contexte, la Région a défini les principes du projet dans la présente convention cadre (ci-après la "**Convention Cadre**"), et s'est accordée avec le Partenaire sur des Conditions Particulières (ci-après ensemble la "**Convention**").

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Définitions

Administrateur : toute personne habilitée par la Région pour administrer (c'est-à-dire gérer sur la Plateforme) les Contributeurs, Réutilisateurs et Manipulateurs, les Jeux de données, Données et les contenus de la Plateforme.

API : interface web structurée permettant d'interagir automatiquement avec un système d'information, qui inclut généralement la récupération de données à la demande.

Attribut : donnée unitaire permettant de définir un objet métier.

Convention : désigne la présente Convention Cadre et les Conditions Particulières.

Donnée : désigne toute représentation d'une information mise à disposition sur la Plateforme. Recouvre donc la notion de Métadonnées, d'Attributs et de Jeu de données.

Donnée à caractère personnel : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Éléments Protégés : a la définition qui lui est donnée à l'Article 5.02, et exclut expressément les Jeux de données et Données.

Fonctions : désigne les fonctionnalités suivantes de la Plateforme, permettant au Partenaire d'effectuer des actions sur les Jeux de données :

- "**Contribuer**" : désigne l'action de mettre à disposition un Jeu de données sur la Plateforme. Le Partenaire qui utilise cette Fonction est un "**Contributeur**".

- "**Réutiliser**" : désigne l'action de télécharger, d'exploiter ou de diffuser les Jeux de données selon la licence applicable à ces Jeux de données. Le Partenaire qui utilise cette Fonction est un "**Réutilisateur**".

- "**Manipuler**" : désigne l'action de modifier les Jeux de données sur la Plateforme, par quelque moyen que ce soit (modification unitaire ou en masse des Attributs, création d'un nouveau Jeu de données par combinaison avec un autre, etc.). Le Partenaire qui utilise cette Fonction est un "**Manipulateur**".

IoT (ou Internet des Objets) : désigne un nombre croissant d'objets connectés à Internet permettant ainsi une communication entre les biens dits physiques et leurs existences numériques. Les flux IoT désignent des flux de données massifs, essentiellement automatisés et en temps réel.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

Jeu de données : ensemble cohérent et structuré de Données, sur un thème donné, définissant les valeurs des Attributs des objets métier représentés. Cette acception entre dans le champ de définition de « base de données » au sens du droit de la propriété intellectuelle. Chaque Jeu de données est décrit et caractérisé par les Métadonnées qui lui sont liées.

Jeu de données dérivé : désigne tout Jeu de données créé directement à partir d'un Jeu de données, ou à partir d'une combinaison d'un Jeu de données avec d'autres informations, ou de plusieurs Jeux de données entre eux.

Métadonnées : ensemble structuré d'informations techniques, de gestion et de description attaché à un Jeu de données servant à décrire ses caractéristiques en vue de faciliter son repérage, sa gestion, sa consultation, son usage ou sa préservation. Ces informations sont notamment relatives aux restrictions et/ou aux licences applicables au Jeu de données concerné.

Plateforme : désigne la Smart plateforme 2030, éditée par la Région, permettant la visualisation, la modélisation, le traitement et l'exploitation de Données, et la création et l'exploitation de Services.

Résultat : désigne les créations, études, analyses, schémas, publications et tout autre résultat issu de la Réutilisation des Données ou d'un/des Jeu(x) de données par le Partenaire, à l'exclusion de tout Jeu de données dérivé.

Service : désigne les services destinés aux Utilisateurs non Partenaires et aux Partenaires (agents économiques, territoires). Ces services sont conçus – au moins partiellement - sur la base des Données mises à disposition sur la Plateforme.

Utilisateur non Partenaire : désigne un utilisateur de la Plateforme n'étant pas un Partenaire au sens de la présente Convention.

Il est précisé que selon les Fonctions qu'il(s) peu(ven)t être amené(s) à utiliser dans le cadre de la Convention, le(s) Partenaire(s) peu(ven)t être désigné(s) dans le texte de la Convention comme Contributeur, Réutilisateur, ou Manipulateur.

Article 2. Objet

La présente Convention Cadre a pour objet de déterminer :

- les conditions dans lesquelles la Région met à disposition du(des) Partenaire(s) un accès authentifié à la Plateforme ;
- les droits et obligations des Parties, relativement aux différentes Fonctions disponibles sur la Plateforme, et notamment les conditions dans lesquelles le(s) Partenaire(s) peu(ven)t Contribuer, Manipuler ou Réutiliser des Jeux de données.

Article 3. Architecture

Les pièces contractuelles comprennent la présente Convention Cadre et l'annexe dénommée « Conditions Particulières ».

Seule la complétude de ces éléments vaut engagement contractuel des parties.

Les Conditions Particulières peuvent préciser :

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

- Les objectifs spécifiques du(des) Partenaire(s) et de la Région ;
- Dans le cas où un des Partenaires est un Contributeur :
    - Le(s) Jeu(x) de données concerné(s) ;
    - Les différents niveaux d'usage autorisés (par exemple usages différenciés pour différents types de Réutilisateurs) ;
    - Les licences et restrictions applicables au(x) Jeu(x) de données ;
    - Les éventuelles garanties applicables au(x) Jeu(x) de données ;
- Toute autre condition spécifique applicable au(x) Partenaire(s) concernant la Réutilisation et / ou la Manipulation.

Un modèle de Conditions Particulières figure en Annexe.

Chaque nouveau Jeu de données mis à disposition dans le cadre de la Fonction Contribuer devra faire l'objet d'une nouvelle annexe.

En cas de contradiction entre une disposition de la Convention Cadre et une disposition des Conditions Particulières, il est convenu que la disposition de la Convention Cadre prévaut.

Par ailleurs, chaque Partenaire est informé, reconnaît et accepte que l'inscription à un Service donné peut emporter l'application de prérequis spécifiques que le Partenaire devra impérativement accepter lors de l'inscription à ce Service.

Article 4. Durée

La Convention entre en vigueur à sa date de signature, et pour une durée indéterminée. Il pourra y être mis fin dans les conditions de l'Article 10 "Résiliation" de la présente Convention Cadre.

Article 5. Plateforme

Article 5.01 Accès et connexion à la Plateforme

La Plateforme et ses Fonctions sont accessibles au(x) Partenaire(s) en se connectant au site Internet dédié, et en s'identifiant via les identifiants de connexion et mots de passe personnels au Partenaire. Le détail de la gestion des identifiants de connexion et des mots de passe des agents et personnels habilités de chaque Partenaire est défini dans les Conditions Particulières.

Les identifiants de connexion et mots de passe de chaque Partenaire (ou de ses agents et personnels habilités) sont confidentiels et réservés à son usage personnel à l'exclusion de tout usage qui en serait fait par des tiers. Ainsi, chaque Partenaire s'engage à en préserver la confidentialité et en aucun cas à ne les transmettre à des tiers.

Le Partenaire est présumé responsable de toute action résultant d'une connexion à la Plateforme à partir de ses identifiants de connexion, et dès lors, la Région ne peut en aucun cas être tenue responsable des conséquences de cette utilisation.

Article 5.02 Propriété Intellectuelle

L'architecture de la Plateforme, les marques, noms de domaine, les logiciels, les contenus et tous les autres éléments composant la Plateforme, sans que cette liste ne soit exhaustive (ci-après les « **Éléments Protégés** »), sont la propriété exclusive de la Région ou la propriété de tiers ayant accordé une licence à

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

la Région. La présente Convention Cadre n'emporte aucune cession de droits de propriété intellectuelle attachés aux Éléments Protégés au bénéfice du(des) Partenaire(s).

Chaque Partenaire s'interdit tout agissement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux droits de propriété intellectuelle de la Région, ou le cas échéant aux droits de propriété de tiers sur les Éléments Protégés. Ainsi, l'utilisation, la reproduction, la transmission, la commercialisation ou la création d'œuvres dérivées sur la base des Éléments Protégés sans l'accord écrit préalable de la Région sont strictement interdites et peuvent être sanctionnées au titre de la contrefaçon.

Chaque Partenaire s'interdit également d'extraire et/ou réutiliser de façon systématique des parties du contenu de la Plateforme sans l'autorisation préalable écrite de la Région. En particulier, chaque Partenaire s'engage à ne pas utiliser de robot d'aspiration de données, ou tout autre outil similaire de collecte de données pour extraire ou pour réutiliser tout ou partie des éléments contenus sur la Plateforme.

Il est rappelé que le présent Article 5.02 ne s'applique pas aux Jeux de données et aux Données.

Chaque Partenaire s'engage enfin à ne pas accéder ou ne pas tenter d'accéder à la Plateforme par tout moyen autre que l'interface fournie par la Région, ainsi qu'à n'entreprendre aucune activité de nature à entraver ou à perturber la fourniture de la Plateforme par la Région.

Article 6. Données

Article 6.01 Propriété des Données

(a) Le Contributeur demeure propriétaire des droits de propriété intellectuelle sur les Jeux de données, et si applicable sur les Données, mis à disposition via la Fonction "Contribuer" de la Plateforme.

Le cas échéant, si le Contributeur met à disposition sur la Plateforme des Jeux de données appartenant à des tiers et sur lesquels il détient une licence, les tiers auteurs et/ou producteurs des Jeux de données resteront propriétaires des droits de propriété intellectuelle sur les Jeux de données.

(b) Le Contributeur accorde à la Région un droit d'utilisation des Jeu(x) de données, pendant toute la durée de la Convention, afin de mettre à disposition des Utilisateurs non Partenaires et des autres Partenaires (Manipulateurs et Réutilisateurs) le(s) Jeu(x) de données, conformément aux conditions et aux licences visées en Conditions Particulières.

(c) Les licences applicables au(x) Jeu(x) de données et les Conditions Particulières devront notamment spécifier les règles liées au respect de la paternité des Données et Jeu(x) de données (i.e. obligation de créditer l'auteur / le producteur de Jeu de données), et les règles liées à la création de Jeux de données dérivés par les Manipulateurs ou Réutilisateurs.

(d) Sous réserve de dispositions spécifiques prévues par le Contributeur dans les licences applicables au(x) Jeu(x) de données et aux Conditions Particulières, le Réutilisateur est propriétaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

Article 6.02 Garantie de jouissance paisible

Le Contributeur garantit qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle ou autorisations nécessaires pour mettre à disposition le Jeu de données sur la Plateforme, pour les usages, les Fonctions, et selon les conditions définies aux Conditions Particulières.

À ce titre, le Contributeur garantit à la Région ainsi qu'aux Utilisateurs non Partenaires, Manipulateurs et Réutilisateurs la jouissance paisible des utilisations des Jeux de données. Le Contributeur s'engage à assumer l'entière responsabilité de toute réclamation, revendication ou recours à l'encontre de la Région et/ou des Utilisateurs non Partenaires, Manipulateurs ou Réutilisateurs et émanant de tout tiers, en relation avec l'utilisation ou l'exploitation desdits Jeux de données, et prendra à sa charge tous frais et dommages et intérêts qui pourraient en résulter (y compris les frais d'avocats), notamment du fait d'une décision de justice, y compris non définitive.

Article 6.03 Règles de mise à disposition

Par défaut, la mise à disposition des Données doit se conformer aux dispositions qui suivent, qui peuvent le cas échéant être complétées dans les Conditions Particulières.

Il est spécifié que la Région se réserve le droit de mettre en place des règles de filtrage afin de vérifier la conformité des Données à l'ordre public, aux dispositions du présent article et, le cas échéant, aux Conditions Particulières.

(a) Modalités techniques de mise à disposition

La Plateforme fournit des outils de collecte de Jeux de données et de Données issus de différents types de sources : de fichiers, d'applications métier, d'objets connectés, etc.

Par ailleurs, la Plateforme fournit des APIs permettant aux applications tierces de se connecter à la Plateforme pour y publier des Données (push data).

(b) Socle de Métadonnées

La Plateforme permet de cataloguer les Jeux de données :

- Recensement des Jeux de données disponibles et des Métadonnées associées (+ historisation),
- Classement par typologie pour faciliter la gestion (par exemple selon la fréquence de mise à jour, le type de données (IoT, temps réel, etc.), la durée de validité, le processus d'alimentation, etc.),
- Classement selon les droits et licences associées.

Le catalogage des Données est construit selon des standards usuels (csw, etc.).

(c) Mise à jour des Jeux de données

Plusieurs fonctionnalités sont disponibles pour assurer le maintien à jour des Données par le Contributeur concerné :

- Mise à jour manuelle ;
- Mise à jour automatisée à une fréquence fixée, à chaque mise à jour de la source de Données ;
- Mise à jour en temps réel pour les sources concernées (par exemple pour les flux de capteurs IoT).

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

Il est convenu que les règles applicables aux mises à jour des Jeux de données seront prévues aux Conditions Particulières.

Les Administrateurs se réservent le droit de vérifier la conformité des mises à jour effectuées sur les Jeux de données aux règles fixées à la Convention.

Article 7. Engagements de la Région

Article 7.01 Mise à disposition et gestion de la Plateforme

(a) La Région s'engage à mettre la Plateforme à disposition du(des) Partenaire(s) et à mettre en place les règles d'accès et les habilitations nécessaires afin de s'assurer que les Jeux de données soient accessibles uniquement selon les conditions fixées par les Contributeurs.

(b) La Région s'engage à exploiter la Plateforme dans le respect des dispositions légales et règlementaires applicables.

(c) La Région s'engage à mettre en place des mécanismes de traçabilité lui permettant de contrôler la conformité des usages des Jeux de données, étant précisé que ces mécanismes ne peuvent pas détecter tous les usages frauduleux, abusifs ou non conformes aux conventions conclues.

(d) Par ailleurs, la Région met à disposition un lien permettant à tout Partenaire comme à tout Utilisateur non Partenaire de signaler des usages non conformes.

(e) Dans l'éventualité où la Région détecte ou reçoit un signalement d'un usage non-conforme, la Région prendra les mesures nécessaires afin d'investiguer et, le cas échéant, de faire cesser cette non-conformité.

Article 7.02 Source des Jeux de Données

La Région s'engage à assurer, pour chaque Jeu de Données, la visibilité de la source du Jeu de Données, afin d'assurer la valorisation de ses Partenaires et de permettre aux Réutilisateurs et Manipulateurs de créditer les auteurs / producteurs des Jeux de Données.

Article 7.03 Exclusions et limitations de responsabilité

(a) Règles générales

En cas de manquement de la Région à ses obligations contractuelles au titre de la Convention, chaque Partenaire reconnaît et accepte que la responsabilité de la Région ne saurait être engagée qu'au titre des dommages directs et prévisibles, à l'exclusion de tout dommage indirect et notamment perte de données, de clientèle, de revenus, de bénéfices ou de chiffre d'affaires, et préjudice d'image.

(b) Plateforme

La Plateforme est fournie en l'état, son utilisation étant aux propres risques du(des) Partenaire(s). La Région ne saurait être responsable de la disponibilité de la Plateforme. En particulier, l'accès à la Plateforme pourra être temporairement suspendu, en raison d'opérations techniques, de maintenance, de migrations ou de mises à jour ou de contraintes liées au fonctionnement d'Internet.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

Par ailleurs, chaque Partenaire reconnaît et accepte les limites du réseau Internet et en particulier, de ses performances techniques et des temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer les informations. À ce titre, la Région ne garantit pas que l'accès à la Plateforme soit continu, sans interruption, sans suspension ou sans erreur, et ne peut être tenue responsable des difficultés d'utilisation ou de l'impossibilité de l'utiliser.

Le Partenaire est responsable de se doter d'un équipement adéquat et d'une connexion internet afin d'accéder à la Plateforme.

(c) Qualité des Données

Les Données et Jeux de données sont mis à disposition des Réutilisateurs et des Manipulateurs par les Contributeurs, la Plateforme n'agissant qu'en tant qu'intermédiaire. À ce titre, la Région ne garantit en aucun cas la qualité, l'exactitude, la complétude et la mise à jour des Données figurant sur la Plateforme, ces Données étant fournies par la Région en l'état, et ne peut en aucun cas engager sa responsabilité à cet égard.

Le cas échéant, les Contributeurs pourront associer aux Jeux de données des garanties spécifiques dans la licence applicable et aux Conditions Particulières, ces garanties étant portées à la connaissance des Réutilisateurs et des Manipulateurs via les Métadonnées correspondantes.

(d) Respect des règles d'usage

Sans préjudice des engagements de la Région au titre de l'Article 7.01(e) de la présente Convention Cadre, la Région ne peut en aucun cas être tenue responsable vis-à-vis des Contributeurs dans l'éventualité où des Réutilisateurs ou des Manipulateurs ne respectent pas les règles d'usages des Jeux de données.

Article 8. Engagements du Partenaire

Article 8.01 Règles générales

Chaque Partenaire s'engage à respecter, et à faire respecter par ses agents et personnels habilités, les termes de la Convention, les éventuels prérequis applicables à chaque Service, les règles et habilitations fixées sur la Plateforme, ainsi que les conditions d'utilisations attachées aux Jeux de données.

Chaque Partenaire est intégralement responsable des actions qu'il réalise, ou que ses agents et personnels habilités réalisent, sur la Plateforme et sur les Jeux de données, et à ce titre garantit et indemnise la Région de toute action de tiers en lien avec l'usage fait par le Partenaire des Jeux de données.

Conformément au droit commun, chaque Partenaire engage ainsi sa responsabilité au titre de tous les dommages directs que pourrait subir la Région de son fait.

Article 8.02 Reporting

Chaque Partenaire s'engage, sur demande de la Région, à l'informer des Réutilisations effectuées, et à lui communiquer, pour information, les études, analyses, et tout autre Résultat issus de la Réutilisation des Jeux de données.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

Article 9. Audit

La Région se réserve le droit d'auditer les Réutilisations des Jeux de donnés effectuées par chaque Partenaire afin de s'assurer que le Partenaire respecte les conditions applicables aux Jeux de données (notamment les licences d'utilisation auxquels ceux-ci sont soumis, ainsi que les usages autorisés le cas échéant).

Article 10. Résiliation

Article 10.01 Cas de résiliation

(a) La Région pourra mettre fin à la Convention sous réserve du respect d'un préavis minimum de trois (3) mois.

(b) Le Partenaire pourra mettre fin à la Convention sous réserve du préavis indiqué aux Conditions Particulières, pouvant varier entre trois (3) et six (6) mois.

(c) En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses obligations contractuelles, et s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, la Partie non-défaillante pourra résilier la Convention, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre.

(d) La Région peut à tout moment et sans préavis résilier la Convention pour un motif d'intérêt général.

Article 10.02 Effets de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, pour quelque cause que ce soit, il est convenu que :

(a) les accès du Partenaire à la Plateforme seront fermés, et celui-ci perdra le bénéfice de tous les droits qui lui sont accordés par la Convention ;

(b) le(s) Jeu(x) de données mis à disposition par le Contributeur seront retirés de la Plateforme au jour où la résiliation devient effective ;

(c) en cas de retrait d'un Jeu de données de la Plateforme, les Réutilisateurs et Manipulateurs devront respecter les termes des licences applicables à ce Jeu de données concernant son utilisation, et l'utilisation des Résultats (et le cas échéant, en cesser toute utilisation et le supprimer).

Article 11. Protection des données

Article 11.01 Général

(a) Les Jeux de données mis à disposition sur la Plateforme ne comprennent aucune Donnée à caractère personnel.

(b) Ainsi, les Contributeurs s'engagent à ne mettre à disposition sur la Plateforme aucune Donnée à caractère personnel et, en tant que de besoin, à mettre en place tout mécanisme nécessaire à l'anonymisation des Données avant leur mise à disposition.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

La Région se réserve le droit :

- de mettre en place toute procédure de vérification des Jeux de données afin de vérifier le caractère anonyme du Jeu de données ;
- de refuser le Jeu de données dans le cas où son caractère anonyme n'est pas assuré.

Dans l'éventualité où des Données à caractère personnel seraient malgré tout mises à disposition sur la Plateforme, le Contributeur s'engage à défendre et indemniser la Région en cas d'action ou de réclamation de tiers en lien avec le traitement de ces Données à caractère personnel.

(c) De la même manière, les Réutilisateurs et les Manipulateurs s'interdisent de recouper les Données auxquelles ils ont pu avoir accès avec d'autres données de manière à réidentifier des personnes physiques.

Article 11.02 Information du(des) Partenaire(s)

Chaque Partenaire est informé que la Région collecte ses Données à caractère personnel ou celles de ses agents et personnels pour les finalités suivantes :

- la gestion de l'exécution de la Convention,
- la gestion des accès à la Plateforme, et la traçabilité des actions réalisées via la Plateforme, tel que nécessaire à l'exécution de la Convention,
- la réalisation d'analyses et de statistiques sur la base des données d'usage, conformément à l'intérêt légitime de la Région à comprendre les usages de la Plateforme et à en améliorer les fonctionnalités.

Les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) de la Région sont les suivantes : dpo@iledefrance.fr

Les Données à caractère personnel pourront être communiquées aux prestataires et sous-traitants de la Région, notamment aux prestataires en charge de l'administration et de l'hébergement de la Plateforme, dans une certaine limite aux autres Utilisateurs de la Plateforme. Les Données à caractère personnel seront conservées pour la durée de la Convention et pour les durées de prescription applicables.

Conformément aux textes applicables, chaque Partenaire, ses agents et personnels disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement de leurs Données à caractère personnel, d'en demander la portabilité, ou la limitation de leur traitement. Le Partenaire, ses agents et personnels peuvent également s'opposer au traitement de leurs Données à caractère personnel pour des raisons tenant à sa situation particulière, et enfin, communiquer des instructions quant au sort de leurs Données à caractère personnel en cas de décès. Ces droits peuvent être exercés en envoyant un mail accompagné d'une copie d'un titre d'identité à l'adresse e-mail suivante : donnees-personnelles@iledefrance.fr

Chaque Partenaire peut également adresser une réclamation à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), dont le siège se trouve 3 Place de Fontenoy - 75007 Paris.

Il est rappelé que chaque Partenaire est tenu de communiquer cette information à ses agents et personnels dont la Région peut être amenée à collecter les Données à caractère personnel.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

La Région s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

La Région se réserve le droit de compléter ces informations dans le cadre de la Politique de Confidentialité de la Plateforme.

Article 12. Loi applicable / Compétence

La présente Convention est soumise au droit français.

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la Convention, les Parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possible, avant de saisir le tribunal territorialement compétent.

Dans le cas où un accord amiable ne saurait être trouvé, le différend serait alors soumis à la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris.

Fait à Pantin le ,

en 2 exemplaires originaux :

Pour **la Région**

Marc SAUVAGE
Directeur Général Adjoint

.....

Pour **le Partenaire**

Anne CABRIT

Présidente du Conseil d'administration .....

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_093-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_094-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-094

Révision d'autorisations de programme 2016

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration n°16-007 du 8 mars 2016 adoptant le nouveau règlement budgétaire et financier de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°16-014 du 8 mars 2016 habilitant la Présidente à solliciter des subventions afin de financer des opérations sur des propriétés régionales classées en Réserves Naturelles Régionales ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°16-018 du 31 mars 2016 adoptant le budget primitif 2016 de l'Agence des espaces verts ;

VU les délibérations du Conseil d'administration n°16-019 du 31 mars 2016, 16-055 du 22 juin 2016, 16-108 du 18 octobre 2016 et 16-142 du 13 décembre 2016 portant affectation d'autorisations de programme du programme 13 ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°16-126 du 13 décembre 2016 adoptant la décision modificative n°3 du budget 2016 ;

VU les délibérations du Conseil d'administration n°19-073 du 1er octobre 2019 et 19-106 du 10 décembre 2019 approuvant le programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des Espaces Verts, affectant des autorisations de programme 2019 et révisant la durée d'autorisation de programme 2016 ;

VU le programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT le retard pris dans l'exécution des opérations et la nécessité de prolonger la validité des autorisations de programme jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : RÉVISE quatre autorisations de programme et modifie leur durée en les prolongeant d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2021, pour un montant total de 498.323,67 € :

- n°2016-2482 « Sécurisation du mur de soutènement du terrain Chabrand-Thibault » sur l'espace naturel régional de la Butte du Parisis

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_094-DE

- n°2016-2503 « Mise en œuvre du plan de gestion » sur la réserve naturelle régionale du Grand-Voyeux
- n°2016-2505 « Mise en œuvre du plan de gestion » sur la réserve naturelle régionale des Coteaux
- n°2016-2507 « Mise en œuvre du plan de gestion » sur la réserve naturelle régionale du Marais de Stors

Nombre de présents..... :	15
Nombre de mandats ..... :	2
Nombre de votants ..... :	17
Votes POUR..... :	17
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote ..... :	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_095-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-095
Révision d'autorisations de programme 2017

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration n°16-007 du 8 mars 2016 adoptant le nouveau règlement budgétaire et financier de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°17-024 du 14 avril 2017 adoptant le budget primitif 2017 de l'Agence des espaces verts ;

VU les délibérations du Conseil d'administration n°17-041 du 14 avril 2017, 17-074 du 30 mai 2017, 17-096 du 11 juillet 2017, 17-132 du 24 octobre 2017, 17-168 du 13 décembre 2017, 18-017 du 7 mars 2018 et 18-024 du 28 mars 2018 portant affectation d'autorisations de programme du programme 13 ;

VU le programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT le retard pris dans l'exécution des opérations et la nécessité de prolonger la validité des autorisations de programme jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : RÉVISE quarante-neuf autorisations de programme et modifie leur durée en les prolongeant d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2021, pour un montant total de 928.465.23 €, conformément aux éléments présentés dans le rapport de synthèse de la présente délibération.

Nombre de présents	: 15
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 17
Votes POUR	: 17
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_096-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : ..... 09 OCT. 2020 .....

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-096

Affectation d'autorisations de programme 2020 et modifications d'affectations d'autorisations de programme 2019, 2018 et 2017

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la délibération n°16-007 du 08 mars 2016 portant approbation du nouveau règlement budgétaire et financier de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n°17-024 du 14 avril 2017 adoptant le budget primitif 2017 de l'Agence des espaces verts ;

VU l'ensemble des délibérations relatives à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts et à l'affectation d'autorisations de programme 2017 ;

VU la délibération n°18-026 du 28 mars 2018 adoptant le budget primitif 2018 de l'Agence des espaces verts ;

VU l'ensemble des délibérations relatives à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts et à l'affectation d'autorisations de programme 2018 ;

VU la délibération n°19-027 du 2 avril 2019 adoptant le budget primitif 2019 de l'Agence des espaces verts ;

VU l'ensemble des délibérations relatives à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts et à l'affectation d'autorisations de programme 2019 ;

VU la délibération n°20-026 du 30 avril 2020 adoptant le budget primitif 2020 de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n°20-027 du 30 avril 2020 relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts et à l'affectation d'autorisations de programme 2020 ;

VU la délibération n°20-040 du 19 juin 2020 relative à l'affectation d'autorisations de programme 2020 ;

VU la délibération n°20-094 du 1er octobre 2020, relative à la révision d'autorisations de programme 2016 ;

VU la délibération n°20-095 du 1er octobre 2020, relative à la révision d'autorisations de programme 2017 ;

VU le programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_096-DE

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : DÉSAFFECTE un montant de 20.000 € de l'opération « Clôtures de prairies » du budget 2020, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

ARTICLE 2 : AFFECTE une autorisation de programme d'un montant de 1.731.550 € à l'aménagement des espaces verts régionaux et ventilée par site ou projet selon les tableaux annexés à la présente délibération. Cette affectation est imputée sur le budget 2020, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

ARTICLE 3 : DÉSAFFECTE un montant total de 7.010,56 € des opérations « Clôtures de prairies », « Réfection de voirie accès à Ste Assise », « Reprise de la demi-lune d'accès à l'Ormeteau », du budget 2019, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

ARTICLE 4 : AFFECTE une autorisation de programme d'un montant de de 7.010,56 € à l'aménagement des espaces verts régionaux. Cette affectation est imputée sur le budget 2019, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ». Elle est ventilée de la manière suivante :

- Forêt régionale de Bréviande, « Complément à la création d'une place de dépôt P55: barrière métallique », pour 2.095,62 € ;
- Forêt régionale de Bréviande, Allée Royale, « Mise en défens Allée Royale » pour 4.914,94 €.

ARTICLE 5 : DÉSAFFECTE un montant total de 51.976,06 € des opérations «Travaux de maçonnerie dans le potager », « Suppression d'un passage busé», « Broyages préalables à la reprise des terres agricoles », du budget 2018, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux », par dérogation à l'article 16 du règlement budgétaire et financier de l'Agence des espaces verts, de façon exceptionnelle et conséquemment à la crise sanitaire de la Covid.

ARTICLE 6 : AFFECTE une autorisation de programme d'un montant de de 51.976,06 € à l'aménagement des espaces verts régionaux. Cette affectation est imputée sur le budget 2018, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ». Elle est ventilée de la manière suivante :

- Forêt régionale de Bréviande, Allée royale « Talus Allée Royale » pour 1.040 € ;
- Forêt régionale de Bréviande, Allée royale « Complément talus Allée Royale » pour 936,06 € ;
- Forêt régionale de la Roche- Guyon, « Valorisation des boisements et aménagements pour l'accueil du public » pour 50.000 €.

ARTICLE 7 : DÉSAFFECTE un montant total de 76.763,08 € des opérations « Réparation sur le mur du potager », « Aménagement de l'entrée chaussée Jules César », « Démolition d'un ponton et réfection de platelage », « Création de places de dépôts » du budget 2017, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux », par dérogation à l'article 16 du règlement budgétaire de l'Agence des espaces verts, de façon exceptionnelle et conséquemment à la crise sanitaire de la Covid.

ARTICLE 8 : AFFECTE une autorisation de programme d'un montant de 76.763,08 € à l'aménagement des espaces verts régionaux. Cette affectation est imputée sur le budget 2017, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ». Elle est ventilée de la manière suivante :

- Tous Prifs « Mise en défens Tous Prifs » pour 1.100 € ;
- Espace naturel régional de Boissy « Étude paysagère et Aménagement au Bois des Aulnaies» pour 39.808,80 € ;
- Forêt régionale de Bondy, « Étude hydraulique et géotechnique fontis » pour 8.311,88 €
- Forêt régionale de Rougeau, « Complément à la création d'une place de dépôt P55: voirie » pour 27.542,40 €.

Nombre de présents..... :	15
Nombre de mandats..... :	2
Nombre de votants ..... :	17
Votes POUR..... :	17
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ..... :	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_096-DE

Exercice 2020
Délibération N°20-096 du 7 Octobre 2020 - Annexe 1

PRIF		Montant affecté en AP le 30 avril 2020	Montant affecté en AP le 19 Juin 2020	Montant proposé le 1er Octobre 2020	Total affecté AP 2020	Opérations
1	Rougeau - Bréviande	210 000,00 €	100 000,00 €	20 000,00 €	330 000,00 €	***Bréviande*** : Réaménagement de la zone des barbecues - Réouverture de sentiers - Remplacement de barrières - Création de fossés pour améliorer la desserte des parcelles 42-43 - Complément pour amélioration de la place de depot Bois Brulés ***Rougeau*** : Confortement du mur de la côte pavée + assainissement pavillon royal - Remplacement portail et grillage pâture du centre à matériel; Réfection d'un tronçon de la route tournante
				34 050,00 €	34 050,00 €	***RNR de Ste Assise*** :Mise en oeuvre du plan de gestion TU06 Curage et reprofilage des mares- TU07 : Limiter le développement des espèces végétales invasives et des exogènes- PI01 : Schéma d'interprétation
3	Claye-Souilly	37 000,00 €			37 000,00 €	Fourniture et mise en place de mobilier - Complément desserte forestière des grands bois et accès piéton
4	Ferrières	143 000,00 €	50 000,00 €	80 000,00 €	273 000,00 €	Remise en état du platelage de la mare de la glaisière - Mise en place de barrières - Réfection générale du grillage de la Tuilerie - Reprise de voirie suite à effondrements de chaussée (piste cavalière et RF du tour du parc)- Ouverture de limites (Taffarette, vallée de la Brosse, Lotissement) - Mise en place des gabarits sur les parkings des Buronnières, Belle-Assise, Gros hêtre - Mise en sécurité des sorties des routes forestières sur CD10 et CD21 - Etudes botanique et ornithologique pour les suivis FSC (1re tranche) - Broyages et nettoyages dans les pâtures sous les lignes RTE; Mise en sécurité des équipements de la Planchette; Reprise des lisières et haies, Remise au gabarit des saules du ru de Piscop, Remontées de couronnes sur l'alignement ouest de Pontcarré (alignement de platanes)
38	Brosse et Gondoire		20 000,00 €		20 000,00 €	Etudes naturalistes
7	Montgé	10 000,00 €	55 000,00 €		65 000,00 €	Mise en place de mobilier (bancs, barrières, enrochements) - Sécurisation de la ceinture métal du Signal de Montgé; Rénovation d'un escalier - domaine de St-Thibault - Réfection du chemin de descente à l'étang de St-Thibault
12	Les Seiglats	235 000,00 €		- 20 000,00 €	215 000,00 €	***Hors RNR:*** Clôtures des prairies suite à appel à candidatures - Etudes hydrauliques et écologiques des plans d'eau - Evacuation de déchets et déboussaillage - Clôtures de prairies (Désaffection);
		2 650,00 €				***RNR***: Mise en oeuvre du plan de gestion;
35	Maubué	75 000,00 €			75 000,00 €	***Célle*** : Remplacement de Barrières ***Grange et Boulay*** : Nettoyage suite occupations illicites - Remplacement de mobiliers : panneaux, barrières
48	Vallée de la Marne	38 000,00 €		37 500,00 €	75 500,00 €	***Brou*** : Mise en place de mobilier (bancs, mobilier d'accueil) - Réparations de la clôture périmétrale - Fourniture et mise en place de plaques de parcelles; ***Bois de Valres*** : Fauche de la mégaphorbiaie (contrat N2000); Restauration de l'aulnaie à grandes herbes- Restauration du ru du Gué de l'Aulnay ;
51	Grand Voyeux	5 000,00 €			5 000,00 €	***Hors RNR:*** Aménagement nécessaire au pâturage
		48 560,00 €			48 560,00 €	***RNR:*** Mise en oeuvre du plan de gestion
56	Mont-Guichet	15 000,00 €			15 000,00 €	Pose de clôtures (complément pour 1500 ml)
13	Promenade régionale de la Dhuis		20 000,00 €		20 000,00 €	Fourniture et pose d'arceaux mobiles-
				1 200 000,00 €	1 200 000,00 €	Mise en sécurisation de la Dhuis;
2	Vallée de l'Yerres et du Réveillon (77-94)		50 000,00 €		50 000,00 €	***Abords Tégéval:*** Création d'un forage
	Total 77	**819 210,00 €**	**295 000,00 €**	**1 351 550,00 €**	**2 465 760,00 €**	
5	Bout du Monde	100 000,00 €	10 000,00 €		110 000,00 €	Etudes pour le projet de restauration hydraulique et d'accueil du public ; Retrait de chablis flottants dans le Giboin
18	Moisson		4 000,00 €		4 000,00 €	***Hors RNR:*** Elagage de lisières à Frenouse; Barrières d'entrée de site
		20 000,00 €			20 000,00 €	RNR: Evacuation de tas de ligneux;
14	Haute Vallée de Chevreuse		60 000,00 €		60 000,00 €	***Port-Royal*** : renouvellement du mobilier (tables, barrière, lisses...) - Création d'un plan d'accueil - Etude projet remise a jour de l'evacuation d'eau pluviale - Réfection de la voirie principale
19	Rosny	15 000,00 €	68 000,00 €		83 000,00 €	Desserte forestières études préliminaires; Complément restauration des pelouses calcicoles - Fourniture et pose de barrières bois - Réouverture de vue au belvédère de Chatillon
20	Butte de Marsinval		10 000,00 €		10 000,00 €	Etudes préalables pour la route forestière
	Total 78	**135 000,00 €**	**152 000,00 €**	**- €**	**287 000,00 €**	
26	Bois Chardon	6 000,00 €			6 000,00 €	Remplacement de barrières -
29	Orge aval		20 000,00 €		20 000,00 €	***Joncs Marins:*** Préparation des parcelles récupérées pour plantations forestières. Tranche 1
30	La Fosse-aux-Carpes	2 000,00 €			2 000,00 €	Remplacement d'un portail accès zone héronnière
32	Etréchy	8 000,00 €			8 000,00 €	Renouvellement et réparation de mobiliers (corbeilles, escalier)
57	Saint-Eutrope	140 000,00 €			140 000,00 €	Mise en oeuvre du schéma directeur
	Total 91	**156 000,00 €**	**20 000,00 €**	**- €**	**176 000,00 €**	
33	Bondy	105 000,00 €		40 000,00 €	145 000,00 €	Complément : réfection du platelage en bois de la zone des étangs - Modification de la vanne de fond de l'étang de Virginie; Complément : plantations pour les parkings n°2 et 3 -Ouverture de vues sur la zone des étangs-Etude hydraulique et géotechnique fontis
	Total 93	**105 000,00 €**	**- €**	**40 000,00 €**	**145 000,00 €**	
40	Plessis-Saint-Antoine	8 000,00 €			8 000,00 €	Réouverture et travail des lisières
	Total 94	**8 000,00 €**	**- €**	**- €**	**8 000,00 €**	
22	Galluis		11 500,00 €		11 500,00 €	Barrière d'entrée de forêt; Complément pour l'aménagement de l'entrée principale
36	Butte Pinson	200 000,00 €	218 000,00 €		418 000,00 €	Démolitions prise de possession; Dépollution de terrains - Suppression de dépôts - Pose de clôture côté jardins familiaux - Abri des jardins partagés
41	Buttes du Parisis	90 000,00 €	150 000,00 €	100 000,00 €	340 000,00 €	Rénovation du parking butte de Sannois (près centre équestre le galop) - Stabilisation du talus de l'allée de Cormeilles à Sannois - Restauration de mares - Etudes pré-projet construction de locaux pour les bureaux du territoire NO - Sécurisation du Fort; Route forestière du Bois d'hédoit- Restauration paysagère du site des cascades,
		17 527,00 €			17 527,00 €	Travaux compensation écologiques à la Butte de Cormeille (compensation Placoplatre);
44	Plateau d'Andilly	20 000,00 €	60 000,00 €		80 000,00 €	Aménagement de parking et entrées du site. Second panneau ; Cheminements complémentaires: sud + sommet de la butte + mobilier au sommet
45	Boissy-Taverny	40 000,00 €			40 000,00 €	Parcelle de test de régénération / préservation du boisement;
46	Ecouen	40 000,00 €			40 000,00 €	Etude d'aménagement du Mt-Griffard
24	La Roche-Guyon			90 000,00 €		Broyage des lisières de l'allée de Beauregard; Réouvertures sur les coteaux-
54	Stors	8 500,00 €			8 500,00 €	Mise en oeuvre du plan de gestion
	Total 95	**416 027,00 €**	**439 500,00 €**	**190 000,00 €**	**1 045 527,00 €**	
	BATI		150 000,00 €	150 000,00 €	300 000,00 €	
	IMPRÉVUS	200 000,00 €			200 000,00 €	
	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SYLVICOLE	350 000,00 €			350 000,00 €	
	REBOUCHAGE DE NIDS DE POULE	30 000,00 €			30 000,00 €	
	EXTERNALISATION AMO-MOE	50 000,00 €			50 000,00 €	
	MISE EN SECURITE TOUS SECTEURS	200 000,00 €	200 000,00 €		400 000,00 €	
	PRISE DE POSSESSION TOUS SECTEURS	200 000,00 €			200 000,00 €	
	SIGNALETIQUE TOUS SECTEURS	19 000,00 €			19 000,00 €	
	ETUDE D'EVALUATION DE LA BIODIVERSITE DES SITES	50 000,00 €			50 000,00 €	
	TOTAL PROGRAMME 13	**2 738 237,00 €**	**1 256 500,00 €**	**1 731 550,00 €**	**5 726 287,00 €**	
	Solde Programme 13	**3 105 523,00 €**	**4 587 260,00 €**	**4 112 210,00 €**	**117 473,00 €**	
	TEGEVAL PROGRAMME 14	**1 800 000,00 €**			**1 800 000,00 €**	
	TOTAL GÉNÉRAL	**4 538 237,00 €**	**1 256 500,00 €**	**1 731 550,00 €**	**7 526 287,00 €**	

Les montants de la colonne "Montant propose" sont explicite en rouge dans la colonne "Opérations"

AMÉNAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

Annexe n°2 à la délibération n°20-096 du 07 octobre 2020

INTITULÉS DES OPÉRATIONS	Aménagement	RNR	Compensations	Dépenses spécifiques
Totaux ➔	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
1 Espace naturel régional de Rougeau et Bréviande (77-91)	**20 000,00 €**	**34 050,00 €**		
				
Aménagements complémentaires à programmer en 2020 :				
Bréviande				
Complément pour amélioration de la place de dépôt Bois Brulés	20 000,00 €			
Ste Assise				
TU06: Curage et reprofilage des mares		3 000,00 €		
TU07 : Limiter le développement des espèces végétales invasives et des exogènes		1 050,00 €		
PI01 : Schéma d'interprétation		30 000,00 €		

AMÉNAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

Annexe n°2 à la délibération n°20-096 du 07 octobre 2020

INTITULÉS DES OPÉRATIONS	Aménagement	RNR	Compensations	Dépenses spécifiques
Totaux ➔	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
4 Forêt régionale de Ferrières (77)	**80 000,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
				
Aménagements complémentaires à programmer en 2020 :				
Remise au gabarit des saules ru Piscop	15 000,00 €			
Remontées de couronne alignement ouest poincarré	25 000,00 €			
Reprise des lisières et haies	40 000,00 €			

AMÉNAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

Annexe n°2 à la délibération n°20-096 du 07 octobre 2020

INTITULÉS DES OPÉRATIONS	Aménagement	RNR	Compensations	Dépenses spécifiques
Totaux ➔	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
12 Les Seiglats (77)	**- 20 000,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
				
Aménagements complémentaires à programmer en 2020 :				
Clôtures de prairies	- 20 000,00 €			

AMÉNAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

Annexe n°2 à la délibération n°20-096 du 07 octobre 2020

INTITULÉS DES OPÉRATIONS	Aménagement	RNR	Compensations	Dépenses spécifiques
Totaux ➔	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
48 Forêt régionale de la Vallée de la Marne (77)	**37 500,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
				
Aménagements complémentaires à programmer en 2020 :				
Brou				
Fourniture et mise en place de plaques de parcelles;	7 500,00 €			
Bois de Vaires				
Restauration de l'aulnaie à grandes herbes	5 000,00 €			
Restauration du ru du Gué de l'Aulnay	25 000,00 €			

AMÉNAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

Annexe n°2 à la délibération n°20-096 du 07 octobre 2020

INTITULÉS DES OPÉRATIONS	Aménagement	RNR	Compensations	Dépenses spécifiques
Totaux ➔	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
13 Promenade régionale de la Dhuis (77-93)	- €	- €	- €	**1 200 000,00 €**
				
Aménagements complémentaires à programmer en 2020 :				
Mise en sécurité de la Dhuis				1 200 000,00 €

AMÉNAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

Annexe n°2 à la délibération n°20-096 du 07 octobre 2020

INTITULÉS DES OPÉRATIONS	Aménagement	RNR	Compensations	Dépenses spécifiques
Totaux ➔	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
33 Forêt régionale de Bondy (93)	**40 000,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
				
Aménagements complémentaires à programmer en 2020 :				
Complément : plantations pour les parkings n°2 et 3	30 000,00 €			
Ouverture de vues sur la zone des étangs	10 000,00 €			

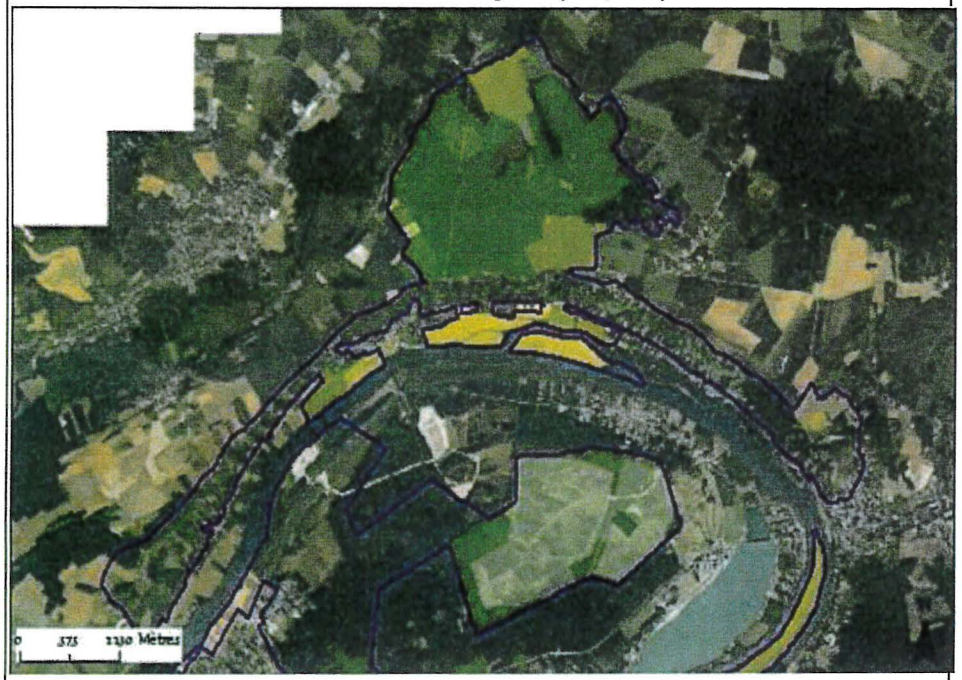
AMÉNAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

Annexe n°2 à la délibération n°20-096 du 07 octobre 2020

INTITULÉS DES OPÉRATIONS	Aménagement	RNR	Compensations	Dépenses spécifiques
Totaux ➔	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
41 Espace régional des buttes du Parisis (95)	**100 000,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
				
Aménagements complémentaires à programmer en 2020 :				
Route forestière du Bois d'Hédoit	50 000,00 €			
Restauration paysagère du site des cascades	50 000,00 €			

AMÉNAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

Annexe n°2 à la délibération n°20-096 du 07 octobre 2020

INTITULÉS DES OPÉRATIONS	Aménagement	RNR	Compensations	Dépenses spécifiques
Totaux ➔	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
24 Forêt régionale de La Roche-Guyon (95, 78)	**90 000,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
				
Aménagements complémentaires à programmer en 2020 :				
Broyage des lisières de l'allée de Beauregard	40 000,00 €			
Réouvertures sur les coteaux	50 000,00 €			
TOUS SITES	**150 000,00 €**			
Aménagements à programmer en 2020 :				
Investissement bâtiments divers	150 000,00 €			
TOTAUX	**497 500,00 €**	**34 050,00 €**	**- €**	**1 200 000,00 €**
Solde vis-à-vis du B.P.	- €	39 000,00 €	78 473,00 €	- €

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_097-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-097

Approbation de l'accord-cadre à bons de commande de prestations de géomètres experts pour 3 lots géographiques : territoire Nord-Ouest, territoire Nord-Est et territoire Sud

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU la proposition de la commission d'appels d'offres réunie le 7 octobre 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE l'accord-cadre à bons de commande de prestations de géomètres experts, pour un montant annuel minimum de 5.000 euros hors taxes et un montant annuel maximum de 80.000 euros hors taxes (pour chacun des lots) attribué à :

- Lot n°1 – Territoire Nord-Ouest : GEOSAT SELAS
- Lot n°2 – Territoire Sud : GEOSAT SELAS
- Lot n°3 – Territoire Nord-Est : GEOSAT SELAS

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer cet accord-cadre.

Article 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre seront inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_098-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-098

Approbation de l'accord-cadre à bons de commande de travaux de restauration écologique sur les espaces régionaux d'Ile-de-France – Territoire Nord-Ouest

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU la décision de la commission d'appels d'offres réunie le 7 octobre 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE l'accord-cadre à bons de commande de travaux de restauration écologique sur les espaces régionaux d'Ile-de-France – Territoire Nord-Ouest, pour un montant annuel minimum de 30.000 euros hors taxes et un montant annuel maximum de 400.000 euros hors taxes attribué à :

..... FL JARDIN .....

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer cet accord-cadre.

Article 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre seront inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-099

Approbation de l'acte modificatif n°2 au marché de travaux de fourniture et pose de clôtures pour permettre la mise en place de zones de pâturage sur l'espace naturel régional du Plateau d'Andilly

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le marché de travaux n°5441 notifié le 10 mars 2020 à NEREV ;

CONSIDÉRANT les adaptations nécessaires au projet d'aménagement ;

VU l'acte modificatif n°1 au marché ;

VU l'acte modificatif n°2 au marché ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de l'acte modificatif n°2 du marché de travaux de fourniture et pose de clôtures pour permettre la mise en place de zones de pâturage sur l'espace naturel régional du Plateau d'Andilly, ci-annexé.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer l'acte modificatif ci-annexé.

ARTICLE 3 : DIT que cet que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché, intégrant l'acte modificatif n°2, sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 15
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 17
Votes POUR	: 17
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

Acte modificatif n° 2

MARCHE FOURNITURE ET POSE DE CLOTURES POUR PERMETTRE LA MISE EN PLACE DE ZONES DE PATURAGES SUR L'ESPACE NATUREL REGIONAL DU PLATEAU D'ANDILLY

A - Identification du pouvoir adjudicateur

Agence des Espaces Verts de la Région Ile-De-France
Cité régionale de l'environnement
90/92, avenue du Général Leclerc
93 500 PANTIN
Tel : 01 83 65 38 00
SIRET : 287 500 052 00074

B - Identification du titulaire du marché public

NEREV
14 Avenue des Cures
95 580 ANDILLY
Tél. : 01 30 10 63 00
Télécopie : 01 39 59 31 34
Courriel : nerev@wanadoo.fr
SIRET : 400 187 951 00035

C - Identification du maître d'œuvre

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA RÉGION ILE DE France
Direction de l'aménagement des territoires
Cité régionale de l'environnement
90-92 avenue du Général Leclerc
93 500 PANTIN
SIRET : 287 500 052 00074

D - Objet du marché public.

- Objet du marché public:

Marché de fourniture et pose de clôtures pour permettre la mise en place de zones de pâturage sur l'espace naturel régional du Plateau d'Andilly n°5441

- Date de la notification du marché public : 10 mars 2020

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE

- Durée d'exécution du marché public : **6 mois,** à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution est de 6 mois détaillé comme suit :

- Phase N° 1 : Fourniture et pose de l'enclos N° 1 et nettoyage de la zone de chantier, le délai est fixé à 2 mois à compter de la notification du marché.
- Phase N° 2 : Fourniture et pose de l'enclos N° 2 et nettoyage de fin de chantier, le délai est fixé à 4 mois à compter de la fin de la phase N° 1.

- Date de la notification de l'OS N° 1: 20 mars 2020

- Date de la notification de l'OS N° 2 : 28 mai 2020

- Acte modificatif N° 1 notifié le 29 juin 2020 modifiant le délai d'exécution et la durée du marché.

Après acte modificatif N° 1, la durée d'exécution du marché est ramenée à **9 mois** à compter de la notification du marché.

- Montant initial du marché public :

  - Montant HT : 44 150.00 €
  - Montant TVA 20 % : 8 830.00 €
  - Montant TTC : 52 980.00 €

E - Objet de l'Acte Modificatif

Suite à la découverte d'une chaussée enterrée en limite de clôture, le présent acte modificatif répond au besoin de poser des piquets dans la limite prévue et d'évacuer l'enrobé qui a été excavé. Cet enrobé a été découvert au moment de la pose et n'a donc pas été prévu dans le cadre du marché initial.

Par ailleurs, après concertation avec la ville, il a été décidé d'abaisser de 40 cm la hauteur de l'enclos n°3, sur la partie située au niveau du plateau (correspondant à une longueur de 100mL). Cette nouvelle hauteur doit permettre à un plus large public de bénéficier de la vue sur le Nord-Ouest du Val d'Oise sans impact du grillage au premier plan.

Enfin, suite à la découverte de l'absence de terre végétale au niveau bas de l'enclos 3, et du fait de la forte pente à cet emplacement, les piquets ne peuvent pas être posés à l'aide d'engins mécaniques. Les trous pour poser les piquets vont donc être réalisés manuellement à l'aide de marteaux-piqueurs et barres à mines. Un scellement est aussi nécessaire pour assurer le maintien sur le long terme du piquet dans le sol.

- **Modifications introduites par le présent acte :**

Adaptations du projet d'aménagement en plus-values :

- **Ajout d'exécution de trous et de location d'un BRH sur minipelle :** afin de défoncer la chaussée et de pouvoir installer les poteaux dans la limite prévue.
- **Ajout du rabaissement de la clôture de 40cm sur 100mL au niveau haut de l'enclos 3:** comprenant le déplacement du fil tendeur supérieur, le pliage du grillage, le replacement des jambes de force et le sciage des poteaux.
- **Ajout du scellement des poteaux sur massif bétonné sur la partie inférieure de l'enclos 3** : comprenant l'exécution de trous manuellement au marteau piqueur et à la barre à mine, ainsi le scellement de chaque poteau dans du massif béton.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE

Devis intégré au marché :

Désignation des prestations ordonnées	TVA	TOTAL	
		HT	TTC
DEVIS N° 203/07/2020/AW – CPLT MARCHE	20%	444.00 €	532.80 €
DEVIS N°214/08/2020/AW – Rabaissement de clôture	20%	2100.00 €	2520.00 €
DEVIS N°221/08/2020/AW – Scellement	20%	3900.00 €	4680.00 €

L'ensemble des modifications en plus-value est détaillé dans le(s) document (s) « Devis » annexé à cet acte modificatif.

Incidence financière de l'acte modificatif :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ NON ■ OUI

Montant de l'acte modificatif :

- Montant HT : 6 444.00 €
- Montant TVA 20 % : 1 288.80 €
- Montant TTC : 7 732.80 €

Nouveau montant du marché :

- Montant HT : 50 594.00 €
- Montant TVA 20 % : 10 118.80 €
- Montant TTC : 60 712.80 €

	MARCHE INITIAL	INCIDENCE ACTE MODIFICATIF N°2	MARCHE APRES ACTE MODIFICATIF N°2	POURCENTAGE
Montant H.T.	44 150.00 €	6 444.00 €	50 594.00 €	**14,6 %**
Montant T.V.A.	8 830.00 €	1 288.80 €	10 118.80 €	
Montant T.T.C.	52 980.00 €	7 732.80 €	60 712.80 €	

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE

F - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente

G - Signature du pouvoir adjudicateur

A : ..... , le .....

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE

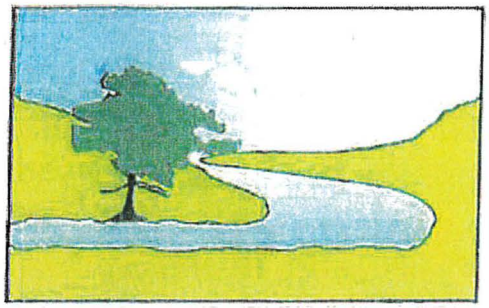
En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE



NEREV

La Nervilloise Espaces Verts

Création, Entretien,
Aménagement d'Espaces Verts
Clôture, Elagage

AEV Région IDF
90/92 Avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN

Andilly, le 30 juillet 2020

DEVIS N° 203 / 07 / 2020 / AW

Objet : Complement au marché suite à decouverte chaussée en limite de clôture

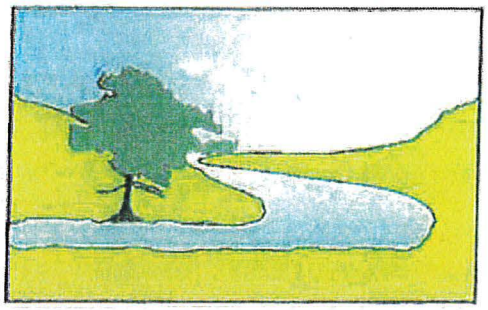
Désignations	U	Qté	P.U. €	Total €
La prestation comprend :				
Travaux complementaires comprenant :				
* L'execution de trous au BRH pour defoncer la chaussée afin de pouvoir y installer les poteaux dans la limite prévue	H	8	35,00 €	280,00 €
* La location d'un BRH sur minipelle	H	4	41,00 €	164,00 €

MONTANT HT	**444,00 €**
TVA 20,00 %	**88,80 €**
MONTANT TTC	**532,80 €**

Acompte 60% à la commande, le solde à la fin du chantier

Tél. : 01 30 10 63 00 ~ Fax : 01 39 59 31 54
Email : nerev@wanadoo.fr
Siège social : Z.I. - 14 avenue des Cures - 95580 ANDILLY
E.U.R.L. au capital de 16 000 € - N° Identification TVA : FR 06 400 187 951 - R.C.S. Pontoise 400 187 951- SIRET 400 187 951 00035 - APE 8130 Z

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE



La Nervilloise Espaces Verts

Création, Entretien,
Aménagement d'Espaces Verts
Clôture, Elagage

AEV Région IDF
90/92 Avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN

Andilly, le 31 aout 2020

DEVIS N° 214 / 08 / 2020 / AW

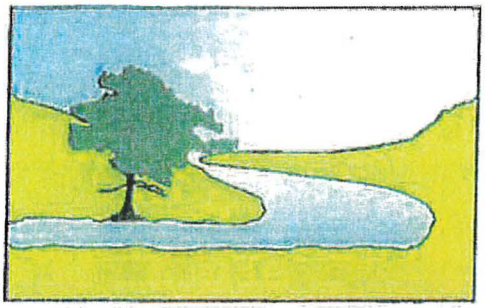
Objet : Rabaissement de la clôture sur 40cm suite à demande d'elu d'Andilly sur enclos 3

Désignations	U	Qté	P.U. €	Total €
La prestation comprend :				
Pliage de la clôture à l'interieur pour diminuer la hauteur de 40cm au niveau du plateau sur l'enclos 3 comme decrit dans CR Fixation par agrafes de la cloture Demontage et fixation à hauteur du fil tendeur superieur Demontage et repose des jambes de forces à hauteur Sciage des poteaux à la nouvelle hauteur de la clôture Evacuation et mise en décharge des déchets issus des modifications	FFT	1	2 860,00 €	2 860,00 €
Remise exceptionnel sur devis 214/08/2020/AW et 221/08/2020/AW	FFT	1	- 760,00 €	- 760,00 €

MONTANT HT	**2 100,00 €**
TVA 20,00 %	**420,00 €**
MONTANT TTC	**2 520,00 €**

Tél. : 01 30 10 63 00 – Fax : 01 39 59 31 54
Email : nerev@wanadoo.fr
Siège social : Z.I. - 14 avenue des Cures - 95580 ANDILLY
E.U.R.L. au capital de 16 000 € - N° Identification TVA : FR 06 400 187 951 - R.C.S. Pontoise 400 187 951- SIRET 400 187 951 00035 - APE 8130 Z

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_099-DE



NEREV
La Nervilloise Espaces Verts
Création, Entretien,
Aménagement d'Espaces Verts
Clôture, Elagage

AEV Région IDF
90/92 Avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN

Andilly, le 28 aout 2020

DEVIS N° 221 / 08 / 2020 / AW

Objet : Scellement des poteaux dans massifs bétonnés sur partie inf. de l'enclos 3

Désignations	U	Qté	P.U. €	Total €
La prestation comprend :				
Execution des trous manuellement au mateau piqueur et à la barre à mine				
Scellement des poteaux dans massifs béton	FFT	1	1,00 €	3 900,00 €

MONTANT HT	**3 900,00 €**
TVA 20,00 %	**780,00 €**
MONTANT TTC	**4 680,00 €**

Tél. : 01 30 10 63 00 – Fax : 01 39 59 31 54
Email : nerev@wanadoo.fr
Siège social : Z.I. - 14 avenue des Cures - 95580 ANDILLY
E.U.R.L. au capital de 16 000 € - N° Identification TVA : FR 06 400 187 951 - R.C.S. Pontoise 400 187 951- SIRET 400 187 951 00035 - APE 8130 Z

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_100-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-100
Modification du tableau des effectifs

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 3-3, 34 et 38 ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°20-042 du 19 juin 2020 modifiant le tableau des effectifs ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la suppression de 1 emploi à temps complet :

Filière	Cadre d'emplois	Grade	Effectif actuel	Évolution	Nouvel effectif
Technique	Ingénieur	Ingénieur	12	-1	11

ARTICLE 2 : APPROUVE la création de 1 emploi à temps complet :

Filière	Emploi	Grade	Effectif actuel	Évolution	Nouvel effectif
Emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels sur le fondement de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 modifié	Délégué(e) territorial (cat. A)	Ingénieur	0	+1	1

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_100-DE

ARTICLE 3 : DIT que les crédits correspondants à la rémunération et aux obligations sociales de l'ensemble des emplois de l'Agence des espaces verts sont inscrits à son budget.

Nombre de présents..... :	15
Nombre de mandats..... :	2
Nombre de votants ..... :	17
Votes POUR..... :	13
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	4
Ne prend pas part au vote ..... :	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_100-DE

TABLEAU DES EFFECTIFS TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 07 OCTOBRE 2020

Grade (ou emplois)	Catégorie	Effectifs budgétaires actuels	Emplois créés	Emplois supprimés	Effectifs budgétaires après modification	Effectifs pourvus
Agents titulaires :						
. Filière technique						
- ingénieur-en-chef hors classe	A	2			2	2
- ingénieur-en-chef	A	1			1	1
- ingénieur principal	A	7			7	7
- ingénieur	A	12		- 1	11	11
- technicien principal de 1ère classe	B	11			11	9
- technicien principal de 2ème classe	B	7			7	4
- technicien	B	7			7	3
- agent de maîtrise principal	C	4			4	3
- agent de maîtrise	C	4			4	3
- adjoint technique principal de 2ème classe	C	4			4	3
- adjoint technique	C	4			4	1
. Filière administrative						
- administrateur	A	1			1	0
- attaché principal	A	2			2	2
- attaché	A	9			9	8
- rédacteur principal de 1ère classe	B	4			4	3
- rédacteur principal de 2ème classe	B	2			2	2
- rédacteur	B	5			5	3
- adjoint administratif principal de 1ère classe	C	6			6	6
- adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1			1	1
- adjoint administratif	C	7			7	6
. Filière culturelle						
- adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	2			2	2
- adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	2			2	2
- adjoint du patrimoine	C	2			2	1
Total agents titulaires et stagiaires		**106**	**+ 0**	**-1**	**105**	**83**
Agents contractuels :						
- directeur / directrice général(e)	A	1			1	1
- chef du service action foncière	A	1			1	1
- responsable mission aménagement	A	1			1	1
- conservateur RNR	A	1			1	1
- chef de projets informatique	A	1			1	1
- chargé(e) de projet	A	1			1	1
- chargé(e) d'opérations foncières	A	2			2	2
- chargé(e) de projet paysagiste	A	2			2	2
- chargé(e) de projet Natura 2000	A	1			1	1
- chargé(e) de communication	A	2			2	2
- chargé(e) de mission aménagement espaces naturels	A	1			1	1
- attaché pôle secrétariat général	A	1			1	1
- délégué(e) territorial	A	0	+ 1		1	0
- doctorant (CIFRE)	A	1			1	1
- chargé(e) de mission animation des RNR	B	1			1	1
- adjoint(e) responsable Bâti	B	1			1	0
- technicien APEN	B	2			2	2
- technicien SIG	B	1			1	1
Total agents contractuels sur emploi permanent		**21**	**1**	**+ 0**	**22**	**20**
TOTAL EMPLOIS PERMANENTS		**127**	**1**	**-1**	**127**	**103**
Emploi de collaborateur de cabinet		1	0	+ 0	1	1
TOTAL GÉNÉRAL		**128**	**1**	**- 1**	**128**	**104**

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_100-DE

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 07 OCTOBRE 2020

Tableau des emplois non permanents

Grade	Catégorie	Effectifs budgétaires	Contrat (loi 26/01/1984)	Motif du contrat
- Ingénieur territorial	A	1	art.3-I-1	Accroissement temporaire d'activité
- Attaché territorial	A	1	art.3-1	Remplacement temporaire de fonctionnaire
- Rédacteur territorial	B	1	art.38-7	Travailleur handicapé
- Technicien territorial	B	1	art.3-2	Vacance temporaire d'emploi
- Adjoint administratif territorial	C	1	art.3-2	Vacance temporaire d'emploi
- Adjoint technique territorial	C	1	art.3-2	Vacance temporaire d'emploi
- Adjoint du patrimoine territorial	C	1	art.3-1	Remplacement temporaire de fonctionnaire
- Adjoint du patrimoine territorial	C	3	art.3-I-2	Accroissement temporaire saisonnier
- Apprentis			loi N°97-940 du 16 octobre 1997	
TOTAL EMPLOIS NON PERMANENTS		**10**		

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-101

Approbation de la convention relative à la contribution du conseil départemental du Val-de-Marne aux frais d'entretien des espaces naturels régionaux de Grosbois, Plessis-Saint-Antoine, Morbras et du bois de Granville (94)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la convention relative à la contribution du conseil départemental du Val-de-Marne aux frais d'entretien des espaces naturels régionaux de Grosbois, Plessis-Saint-Antoine, Morbras et du bois de Granville (94) ci-annexée (intitulée *Convention financière dans le cadre de la charte forestière de territoire du massif de l'Arc boisé*).

Article 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention.

Article 3 : DIT que les recettes résultant de la conclusion de cette convention seront constatées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

CONVENTION FINANCIERE DANS LE CADRE DE LA CHARTE FORESTIERE DE TERRITOIRE DU MASSIF DE L'ARC BOISE

PROJET

ENTRE

Le Conseil départemental du Val-de-Marne dont le siège administratif se situe à l'Hôtel du Département – Avenue du Général de Gaulle, 94054 CRETEIL, représenté par M. Christian FAVIER, Président en exercice agissant au nom et pour le compte du Département, dûment habilité par décision de la Commission permanente du Conseil départemental n° ..... du .....

ci-après dénommé le « Département »,

ET

L'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France, dont le siège administratif se situe au 90-92, Avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, établissement public régional à caractère administratif, agissant en vertu de l'article L. 4413-2 du code général des collectivités territoriales, représentée par son Président en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n°20-101 du conseil d'administration du 7 octobre 2020.

ci-après dénommée l' « AEV »,

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION ____ *4*

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION ____ *4*

ARTICLE 3 : DEFINITION DES ACTIONS AIDEES ____ *4*

3.1. Subvention de fonctionnement ____ **4**

3.1.1 Les travaux d'entretien pour la préservation des milieux naturels ____ 4

3.1.1 Les travaux d'entretien pour l'accueil du public ____ 4

3.1.2 Les animations pédagogiques ____ 5

3.2 Durée maximale de mise en œuvre des actions ____ **5**

ARTICLE 4 : MODALITES DE FINANCEMENT ____ *5*

4.1. Le montant de la participation financière : ____ **5**

4.2 Modalités de règlement : ____ **5**

4.3 Pièces justificatives : ____ **6**

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI ____ *6*

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE L'AEV ____ *6*

ARTICLE 7 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT ____ *6*

ARTICLE 8 - COMMUNICATION ____ *6*

8.1 Supports papiers ____ **6**

8.2 Sites internet ____ **7**

8.3 Réseaux sociaux ____ **7**

8.4 Relations publiques et relations presse ____ **7**

8.5 Contrôle de la bonne réalisation des obligations de communication ____ **7**

8.6 Relais par le Département du Val-de-Marne ____ **7**

ARTICLE 9 – PRECAUTIONS SANITAIRES ____ *8*

ARTICLE 10 : AVENANT ____ *8*

ARTICLE 11 : ENVOI DE COURRIER ____ *8*

ARTICLE 12 : RESILIATION ____ *8*

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX ____ *8*

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

PREAMBULE

Les massifs boisés constituent les principaux espaces naturels du Val-de-Marne, qui est, par ailleurs, un département largement urbanisé. Ils offrent, avec les espaces agricoles, un vaste poumon vert dans le quart sud-est du département. Le Conseil départemental du Val-de-Marne est engagé depuis de nombreuses années dans la protection de ces espaces.

Le massif forestier de l'Arc Boisé, qui couvre plus de 3000 hectares, est composé, outre les forêts domaniales, de forêts régionales dont la gestion est confiée à l'Agence des espaces verts (AEV). L'AEV intervient ainsi en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels pour le compte de la Région Ile-de-France.

C'est ainsi que le Département et l'AEV se sont associés, avec d'autres acteurs locaux et l'AEV, à l'élaboration et la mise en œuvre d'une Charte forestière de territoire de l'Arc Boisé. Elle se traduit par une participation active de l'AEV à ses différentes instances telles que le Comité technique, le Comité partenarial et les différents groupes de travail auxquels elle est inscrite.

Depuis maintenant 15 ans, la Charte forestière de l'Arc Boisé, renouvelée à deux reprises, réunit avec succès divers acteurs du territoire (institutions, communes, associations...) pour mener des actions de protection et de valorisation du massif.

En outre, une convention financière, a été conclue entre le Département et l'AEV, dans l'objectif de la soutenir dans ses missions d'ouverture au public des espaces naturels du département.

L'actuelle 3ème Charte élaborée pour la période 2015-2020 touche à sa fin. Si de nombreuses avancées ont pu être réalisées à ce jour (classement en forêt de protection, mise en place d'un programme d'animations, etc...) de nouveaux enjeux apparaissent : le changement climatique, dont les effets se font ressentir de plus en plus chaque année, questionne les pratiques traditionnelles de gestion forestière. La demande croissante d'accès à la Nature de la part des citadins amène à définir une nouvelle stratégie d'accueil du public. Le développement du numérique implique de repenser les outils de connaissances et de communication. L'année 2020 constitue donc une période de concertation en vue de la rédaction d'une nouvelle Charte qui proposera des réponses à ces nouveaux enjeux.

En parallèle, le Schéma départemental des espaces naturels sensibles (ENS) a été adopté le 25 juin 2018. Il vise à renforcer la lisibilité de l'action départementale et à impulser une nouvelle dimension à la préservation de la nature dans un contexte urbain très dynamique. Ses grandes orientations traduisent, d'une part, la volonté d'améliorer la connaissance des espaces naturels du Val-de-Marne, afin de mieux préserver et valoriser les réservoirs de biodiversité ainsi que les continuités écologiques. Et d'autre part, le souhait de favoriser la découverte des sites à travers les missions d'accueil, de sensibilisation et d'éducation à l'environnement. Ce schéma vise à renforcer la dimension partenariale et a fait l'objet d'une concertation au 1er semestre 2019 à laquelle l'AEV a participé.

Ces deux éléments de contexte, le renouvellement de la Charte forestière de l'Arc Boisé et le Schéma des ENS 2018-2028, constituent le cadre pour cette nouvelle convention entre le Département du Val-de-Marne et l'AEV.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation financière du Département aux frais de fonctionnement liés à l'entretien des domaines régionaux (boisés ou naturels) de Grosbois, du Plessis-Saint-Antoine, de la vallée du Morbras et du bois de Granville, d'une superficie de 273,5 hectares au 31 décembre 2019, dont 233,62 hectares au sein du massif de l'Arc Boisé.

	Arc Boisé					Autres		
	Grosbois				Bois de Granville	Plessis-Saint-Antoine		Vallée du Morbras
Communes	Boissy-Saint-Léger	Valenton	Villecresnes	Villeneuve-Saint-Georges	Limeil-Brévannes	Le Plessis-Trévise	La Queue-en-Brie	La Queue-en-Brie
Surfaces (hectares)	147,5	19,5	15,5	16	30	32	11	2

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature des 2 parties. Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable annuellement par tacite reconduction, sans pouvoir excéder cinq (5) ans.

Cependant, en cas de volonté d'une des parties de mettre fin à la convention au terme de l'échéance annuelle, elle devra le signifier par lettre recommandée avec accusé réception auprès de l'autre partie au moins 30 jours avant ce terme.

ARTICLE 3 : DEFINITION DES ACTIONS AIDEES

Pourront être soutenues les actions relevant du fonctionnement, ayant pour objectif l'ouverture des espaces naturels au public et la sensibilisation aux enjeux environnementaux, qui constituent les grandes orientations tant de la Charte de l'Arc Boisé que du schéma des ENS.

3.1. Subvention de fonctionnement

3.1.1 Les travaux d'entretien pour la préservation des milieux naturels

Ces travaux correspondent à :

- L'entretien des habitats remarquables : maintien d'îlots de vieux bois, réouverture ou maintien de clairières, restauration ou entretien de mares forestières etc. ;
- L'entretien selon des techniques à faible impact et adaptées aux temporalités des espèces sauvages : tonte différenciée, fauche tardive, travaux de gestion réalisés à l'aide de la traction animale etc. ;
- La surveillance des sites afin de préserver leur intérêt écologique.

3.1.1 Les travaux d'entretien pour l'accueil du public

Ces travaux correspondent à :

- L'entretien des aires de stationnement, des zones d'accueil et des entrées de forêt ;
- Le maintien de la propreté de ces espaces ainsi que l'élimination des dépôts d'ordures sauvages en forêt ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

- L'entretien et la sécurisation des routes et chemins de promenade ;
- L'entretien des dispositifs de protection (barrières forestières, dispositifs anti-pénétration), l'entretien du mobilier, des panneaux d'information, et de signalétique des sentiers pédagogiques ;
- La surveillance des sites afin de garantir la sécurité du public.

3.1.2 Les animations pédagogiques

Le Département soutient financièrement les actions de l'AEV visant la réalisation d'animations pédagogiques, l'accueil du public scolaire et notamment les collégiens. Ainsi que l'organisation de manifestations visant à faire connaître les espaces naturels et boisés départementaux et à sensibiliser aux enjeux environnementaux.

La priorité sera donnée, cependant, aux actions issues du programme d'actions de la Charte de l'Arc Boisé et du schéma des ENS répondant à l'enjeu environnemental.

3.2 Durée maximale de mise en œuvre des actions

Les actions inscrites et validées dans le programme d'actions annuel doivent être mises en œuvre dans l'année de l'exercice.

Les actions dont la nature nécessite une mise en œuvre pluriannuelle seront déclinées en phases annuelles pour être intégrées au programme d'actions.

ARTICLE 4 : MODALITES DE FINANCEMENT

4.1. Le montant de la participation financière :

Le montant de la participation financière annuelle du Département est plafonné à :

- 68.000 euros pour les aides au fonctionnement.

Pour les années suivantes, une participation similaire serait envisagée, sous réserve du vote du budget par l'Assemblée départementale.

Le soutien du Département ne pourra pas dépasser un taux global de 80% pour les actions menées par l'AEV.

4.2 Modalités de règlement :

Le règlement interviendra en une seule fois à l'émission des titres de recettes par l'AEV accompagné du bilan des activités de l'année N-1.

L'AEV tient à disposition du Département, pendant toute la durée de la convention, toutes les pièces justificatives nécessaires. Cette remise de bilan des activités devra être effective au plus tard le 30 novembre de chaque année. En cas de non-respect de la date de remise du bilan, le Département se réserve le droit de ne pas verser la subvention de l'exercice concerné.

Le Département versera les sommes dues, suivant les titres de recettes émis par l'AEV :

- A l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal des Établissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

4.3 Pièces justificatives :

Un récapitulatif des travaux et prestations réalisés pendant l'année N-1 comporte un bilan financier faisant notamment apparaitre les dépenses totales et les contributions des autres partenaires de l'AEV.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI

Afin d'assurer le suivi des actions financées, l'AEV fournira, au cours du premier semestre de l'année suivant l'exercice, un rapport d'activités.

Ce rapport reprendra le récapitulatif des travaux et prestations réalisés pendant l'exercice précédent et comportera un bilan financier faisant notamment apparaitre les dépenses totales et les contributions des autres partenaires de l'AEV.

Pour les actions pluriannuelles, un bilan présentera chaque année l'état d'avancement de l'action en rappelant les bilans des années précédentes.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE L'AEV

Préalablement à l'exécution des actions d'entretien de l'année suivante, l'AEV s'engage à proposer l'organisation d'une réunion bilan avec les services du Département. Un compte-rendu de visite sera alors rédigé et l'AEV prendra en compte les points soulevés par le Département à cette occasion, dans la limite des imprévus inhérents aux actions d'entretien réel.

A la fin de l'année d'exercice en cours et avant le 30 novembre, l'AEV fournira les titres de recettes, selon les modalités prévues à l'article 4.2.

Puis, afin d'assurer le suivi des actions financées, l'AEV fournira au Département les éléments prévus à l'article 5.

Dans le cas d'une non transmission de ces documents, le versement des aides peut être suspendu.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

En phase avec son souhait de favoriser l'accès aux forêts de sa population et son souci de contribuer à faire connaître, conserver et accroître le patrimoine écologique, le Département s'engage, sous réserve du vote des crédits par l'Assemblée départementale, à verser à l'AEV la somme indiquée à l'article 4.1, selon les modalités prévues à l'article 4.2 et 4.3.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

L'AEV devra faire part du soutien du Département du Val-de-Marne et fera clairement apparaître la contribution départementale pour toutes les actions de communication liées à ce projet : affiches, flyers, programmes, sites internet, réseaux sociaux, dossiers et communiqués de presse, inserts presse ou tout autre support de promotion, de relations publiques, d'information, de publicité et de communication. Les modalités concernant la valorisation de ce soutien sont détaillées ci-dessous :

8.1 Supports papiers

L'information relative à ce soutien devra prendre à minima la forme de l'apposition de la mention « Initiative organisée avec le soutien du Département du Val-de-Marne ».

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

Le logo départemental devra apparaître de manière très visible conformément à la charte graphique départementale (www.valdemarne.fr). La présence du logotype du Département est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Lorsque le taux d'intervention financière du Département est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype départemental est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Des exemplaires des outils de communication réalisés par L'AEV devront être mis, en amont, à disposition dans le parc départemental accueillant la manifestation afin d'informer les usagers.

8.2 Sites internet

Sur les sites internet, l'information relative à ce soutien devra prendre a minima la forme de l'apposition de la mention « Initiative organisée avec le soutien du Département du Val-de-Marne » et du logo départemental qui devra apparaître de manière très visible, conformément à la charte graphique départementale (www.valdemarne.fr).

La mention et le logo devront faire l'objet d'un lien vers le site institutionnel du Conseil départemental du Val-de-Marne (www.valdemarne.fr).

8.3 Réseaux sociaux

Sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, etc.), l'information relative au soutien du Conseil départemental du Val-de-Marne devra prendre à minima la forme d'une notification du Département du Val-de-Marne (@valdemarne pour Facebook, @valdemarne_94 pour Twitter et Instagram) lors de chaque publication (post, tweet, etc.).

8.4 Relations publiques et relations presse

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention devront expressément faire référence à l'implication du Département. Dans les communiqués ou dossiers de presse, l'information relative à ce soutien prendra la forme a minima de l'apposition du logo du Département et de la mention « Initiative organisée avec le soutien du Département du Val-de-Marne ».

8.5 Contrôle de la bonne réalisation des obligations de communication

Tous les supports de communication seront transmis à la direction de la Communication du Département au moins 10 jours ouvrés avant leur impression, envoi ou mise en ligne. Ce dernier, en lien avec la Direction des espaces verts et du paysage, est chargée de valider la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller L'AEV dans sa démarche.

8.6 Relais par le Département du Val-de-Marne

L'AEV accepte que le Département relaie ses initiatives et ses visuels sur ses supports de communication (éditions de supports divers) et ses médias (magazine départemental, site internet, réseaux sociaux).

À cet effet, L'AEV garantit au Département qu'il dispose sur les visuels cédés à titre gratuit, de tous les droits d'utilisation, d'exploitation et de représentation, tant nationaux qu'internationaux.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_101-DE

ARTICLE 9 – PRECAUTIONS SANITAIRES

En cas de crise sanitaire, L'AEV s'engage à respecter toutes les prescriptions sanitaires nécessaires.

ARTICLE 10 : AVENANT

La présente convention ne pourra être modifiée que par un document écrit sous forme d'avenant et signé par les parties.

ARTICLE 11 : ENVOI DE COURRIER

Tous courriers, actes, pièces et documents relatifs à la présente convention prévue devront être adressés à l'adresse suivante :

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Direction des espaces verts et du paysage
94054 CRETEIL CEDEX

ARTICLE 12 : RESILIATION

Pour un motif d'intérêt général, le Département du Val-de-Marne pourra mettre fin aux dispositions de la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet six mois après réception. Dans cette hypothèse, le Département s'engage à verser les sommes engagées par l'AEV avant la date effective de résiliation de la présente convention.

Le Département pourra, en cas d'inexécution des dispositions de la convention ou de ses avenants, ou en cas de manquements graves, demander par lettre recommandée avec accusé de réception à l'AEV d'y apporter des justifications. Dans le cas où un mois après réception de ce courrier, celui-ci est resté sans effet ou n'a donné lieu qu'à des justifications considérées comme insuffisantes, le Département pourra résilier de plein droit et sans indemnisation la présente convention.

Les autres dispositions de la présente convention ne pourront faire l'objet de modification qu'après accord entre les parties.

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX

Les parties s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige.

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Fait à Créteil, en 2 exemplaires originaux le .....

Pour le Département du Val de-Marne	**Pour l'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France**

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-102

Approbation de la convention de partenariat avec la communauté d'agglomération Val Parisis relative à la gestion des espaces naturels et forestiers régionaux de Boissy et des Buttes du Parisis pour la période 2020-2022

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT que l'Agence des espaces verts entretient et aménage l'espace naturel régional des Buttes du Parisis (95) en vue de son ouverture au public ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de conclure une convention avec la communauté d'agglomération de Val Parisis qui accepte de participer aux frais de gestion des espaces naturels régionaux situés sur les espaces naturels régionaux de Boissy et des Buttes du Parisis pour la période 2020-2022.

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention de partenariat relative à la gestion des espaces naturels et forestiers régionaux de Boissy et des Buttes du Parisis (95) pour la période 2020-2022, ci-annexée

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT

RELATIVE À LA GESTION DES ESPACES NATURELS ET FORESTIERS REGIONAUX DE BOISSY ET DES BUTTES DU PARISIS POUR LA PERIODE 2020-2022

ENTRE

La communauté d'agglomération Val Parisis dont le siège administratif est sis 271, chaussée Jules César 95250 BEAUCHAMP, représentée par son Président en exercice, Monsieur Yannick BOËDEC, dûment habilité par la délibération n° ..... du Conseil communautaire en date .....,

ci-après dénommée « Val Parisis»,

ET

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France, dont le siège administratif est sis Cité Régionale de l'environnement, 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n°20-102 du conseil d'administration du 7 octobre 2020,

ci-après dénommée l' « AEV »,

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

PREAMBULE

L'AEV intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Île-de-France.

Le conseil régional d'Île-de-France subordonne les acquisitions foncières gérées par l'AEV (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, emprises linéaires pour y aménager une coulée verte, etc.) à la prise en charge des dépenses de fonctionnement par les collectivités territoriales de situation, en application de sa délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978.

Cette demande de contribution financière est motivée par la fréquentation principalement locale de ces sites (attestée, entre autres, par l'enquête de « La fréquentation des forêts publiques d'Île-de-France » réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) et publiée en 2000).

Les 296 hectares sis sur le territoire de la communauté d'agglomération Val Parisis et visés dans cette convention font partie d'un ensemble plus vaste de parcelles essentiellement boisées, d'intérêt écologique (biodiversité) propriétés de la Région dans les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) de Boissy et des Buttes du Parisis, gérées par l'AEV et ouvertes à la fréquentation du public.

Espaces naturels régionaux					
En hectares	*Surface PRIF*	*Surface PRIF sur le territoire de Val Parisis*	*Surface acquise*	*Surface acquise sur le territoire de Val Parisis*	*Surface ouverte au public sur le territoire de Val Parisis 2018*
Boissy	137	137	111	111	59
Buttes du Parisis	621	320	333	263	237
TOTAL	758		622	374	296

Surfaces de bois ou espaces naturels acquis et gérés par l'AEV au 31/12/2017

Ne sont pas visées dans la présente convention :

- les parcelles agricoles acquises par la Région mais gérées par bail rural,
- les parcelles boisées acquises par la Région mais pas encore ouvertes au public à la date de signature de la convention.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention de partenariat a pour objet de définir les engagements respectifs des partenaires relatifs à l'aménagement et à l'entretien des espaces régionaux sur le territoire de la Communauté d'agglomération Val Parisis.

Ainsi, les modalités de prise en charge par Val Parisis des frais de fonctionnement liés à l'entretien de 296 hectares régionaux qui sont ouverts au public ou vont l'être dans les 3 (trois) années à venir, inclus dans les espaces naturels régionaux de Boissy et des Buttes du Parisis, sont détaillés et les projets d'aménagement et d'entretien de ces espaces par l'AEV sont présentés.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la présente convention est établie pour une durée de 3 (trois) ans. Elle prend effet au 1er janvier 2020 et s'achève au 31 décembre 2022.

ARTICLE 3 : DEPENSES CONCERNÉES

Les frais de fonctionnement recouvrent :

- la surveillance des sites ;
- les travaux d'entretien divers liés aux espaces naturels et/ou à l'ouverture au public ;

Ils donnent lieu à un bilan annuel présenté aux élus de la Communauté d'agglomération de Val Parisis au plus tard le 15 juin de chaque année (voir article 5 ci-après).

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 – Modalités de fixation de la participation financière de Val Parisis

La participation financière de Val Parisis sera appelée à évoluer sur la période 2020-2022, d'un commun accord entre les deux parties, dès lors que la superficie des propriétés régionales ouvertes au public viendra à croître. Si l'évolution était supérieure ou inférieure à celle convenue ci-dessous, il serait procédé par un avenant qui permettrait de rectifier les périmètres et les surfaces considérés ainsi que les montants correspondants conformément à l'article 4.1 ci-dessus.

L'espace naturel régional des Buttes du Parisis bénéficie d'un gardiennage équestre depuis de nombreuses années mais celui de Boissy en est dépourvu. Compte-tenu de l'augmentation de la fréquentation sur ce site, il est désormais mis en place une prestation de gardiennage pour une période de 5 mois du printemps à l'automne (mercredi et week-end).

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

Pour les années 2020 à 2022, la participation financière de Val Parisis est établie à :

- **422.000 € en 2020**, entretien général des deux espaces naturels régionaux et leur gardiennage ainsi que l'aménagement et l'ouverture de sites spécifiques suivants :
  - Coulée verte Bois Rochefort (Buttes du Parisis), tranche 1 réaffectée, début des études et travaux tranche 2 ;
  - Parc de Chabrand Thibault (Buttes du Parisis), début des études
  - Bois des Aulnaies (Boissy), confortation de la gestion des lisières (nouvelle gestion pour entretenir un espace plus ouvert).

- **427.000 € en 2021**, entretien général des deux espaces naturels régionaux et leur gardiennage ainsi que l'aménagement et l'ouverture de sites spécifiques suivants :
  - Coulée verte Bois Rochefort (Buttes du Parisis), tranche 2 travaux terminés ;
  - Parc de Chabrand Thibault (Buttes du Parisis), poursuite des études et début des aménagements ;
  - Bois de Boissy (Boissy), requalification de l'entrée sud donnant sur chaussée Jules César ;
  - Plaine agricole (Boissy), promenade plantée regarnie ;
  - Bois des Aulnaies (Boissy), premiers travaux d'aménagements des jardins et du bois.

- **433.500 € en 2022**, entretien général des deux espaces naturels régionaux et leur gardiennage ainsi que l'aménagement et l'ouverture de sites spécifiques suivants :
  - Parc de Chabrand Thibault (Buttes du Parisis), aménagements et ouverture ;
  - Bois de Boissy (Boissy), requalification du bois de Boissy, circulations et placettes forestières.

4.2 - Modalités de versement de la participation

Val Parisis procèdera au mandatement de la participation annuelle en une seule fois, à l'émission du titre de recettes par l'AEV.

Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal des Établissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

5.1 – Les engagements en matière d'entretien et de surveillance

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion des sites. En tant que gestionnaire des sites, elle pourra confier la gestion courante du site à un ou des tiers par la conclusion de marchés publics de services et de travaux qui incluront autant que possible des clauses sociales (insertion de personnes éloignées de l'emploi, insertion de personnes en situation de handicap)

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède ou fait procéder aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :

- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer le bon accueil du public à des fins de découverte du site ;

L'AEV définit le programme d'entretien et de surveillance.

La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par le Service « Aménagement et Gestion » de l'AEV.

Les travaux d'entretien présentés ci-dessus seront mis en œuvre par ce service et réalisés par le prestataire retenu dans le cadre de la réglementation issue du code des marchés publics.

L'AEV s'engage à remettre annuellement à Val Parisis et à présenter aux élus communautaires concernés un bilan d'activité des travaux effectués l'année précédente et des dépenses correspondantes dans les deux périmètres régionaux concernés et ce avant le mandatement de la participation annuelle.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier de Val Parisis, en particulier sur les éventuels supports provisoires d'information expliquant les travaux sur le territoire ainsi que sur les plaques ou panneaux d'information au public pérennes, à l'occasion de leur installation ou remplacement.

L'AEV s'engage à étudier les possibilités d'accompagnement et de réalisation de l'opération « *une naissance, une plantation* » sur les propriétés régionales en collaboration avec les services de l'agglomération de Val Parisis et à partager l'organisation de cet évènement.

5.2 – Animations nature et sensibilisation

Des animations nature à destination du grand public et du public en situation de handicap seront proposées à l'ensemble des habitants du territoire. Les villes et la Communauté d'agglomération pourront se faire le relais de ces informations.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VAL PARISIS

En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population à la forêt et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, Val Parisis s'engage, sous réserve du vote des crédits par le Conseil communautaire, à verser la participation à hauteur du montant prévu à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.3.

Val Parisis s'engage à travailler avec les services communaux afin de veiller à la compatibilité des divers documents de planification communaux et intercommunaux avec les PRIF et leurs objectifs.

Val Parisis s'engage à diffuser, sur tous supports de communication, l'action de la région Île-de-France et de l'AEV en faveur de la mise en valeur et la protection des espaces naturels et boisés sur son territoire.

Val Parisis s'engage à communiquer sur les animations nature à destination du grand public et du public en situation de handicap qui sont proposées à l'ensemble des habitants du territoire et se faire le relais de ces informations.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

ARTICLE 7: EVOLUTIONS DU PARTENARIAT

La présente convention scelle un partenariat exigeant qui s'inscrit pleinement dans la croissance souhaitée par les deux parties des superficies des espaces naturels et forestiers maîtrisés par le Conseil régional, entretenus et valorisés par l'AEV et, dans la mesure du possible, ouverts au public.

Dans le cadre des projets de valorisation du bois des Aulnaies, les deux parties réaffirment leur objectif partagé de la création d'un seul espace constitué du bois des Aulnaies et du bois d'Aguère.

Les deux parties conviennent de la nécessité de collaborer autant qu'il sera possible dans l'objectif d'un liaisonnement entre le bois de Boissy et les Buttes du Parisis via le bois des Éboulures et le secteur des Sources d'une part, entre le bois de Boissy et la forêt domaniale de Montmorency via le bois des Aulnaies d'autre part. La liaison verte du SDRIF qui relie le Bois de Boissy à la plaine de Pierrelaye sera étudiée dans le cadre de la constitution de la trame verte de l'agglomération.

Ces objectifs de liaisonnement, inscrits dans le SDRIF et compétence de l'agglomération, seront étudiés et pourront nécessiter la maîtrise foncière publique ainsi que des aménagements spécifiques pour lesquels des subventions pourront être sollicitées auprès de la Région.

Les deux parties réaffirment leur objectif partagé d'un achèvement de l'aménagement de la Coulée verte de Cormeilles jusqu'aux berges de Seine et s'engagent à soutenir l'adaptation des documents d'urbanisme locaux et du PRIF en ce sens en permettant notamment d'intégrer les espaces agricoles fonctionnels de la plaine Rochefort.

Ainsi, après modification des documents de planification locale, les PRIF de Boissy et des buttes du Parisis seront étendus afin de poursuivre les objectifs de pérennisation des espaces agricoles et forestiers tout en garantissant leurs fonctionnalités et leurs usages.

Enfin, les conclusions de l'étude sur l'avenir du Fort de Cormeilles proposent à l'AEV et à Val Parisis de poursuivre la valorisation patrimoniale et muséographique du fort, de développer son attractivité touristique et sa capacité d'accueil d'évènements et d'activités culturels et artistiques ainsi que sa possibilité d'hébergement technique communautaire et/ou régional (maison de l'environnement, de la nature en lien avec la gestion de l'espace naturel).

ARTICLE 8 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.

En particulier, en cas d'acquisition et/ou d'ouverture au public par la Région de nouvelles parcelles sur le territoire de la Communauté d'agglomération Val Parisis ayant vocation à relever de la présente convention, un avenant permettra de rectifier les périmètres et les surfaces considérées ainsi que les montants correspondants.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_102-DE

ARTICLE 9 : RESILIATION

En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.

L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande de Val Parisis par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal de Trésorerie de Franconville –Le-Parisis 424 rue Jean Richepin 95 120 Ermont 30001 00651 E9580000000 26

ARTICLE 10 : CONTRÔLE DES DEPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que Val Parisis souhaiterait effectuer à posteriori.

ARTICLE 11: JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

PROJET

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le .....

Pour la Communauté d'agglomération Val Parisis

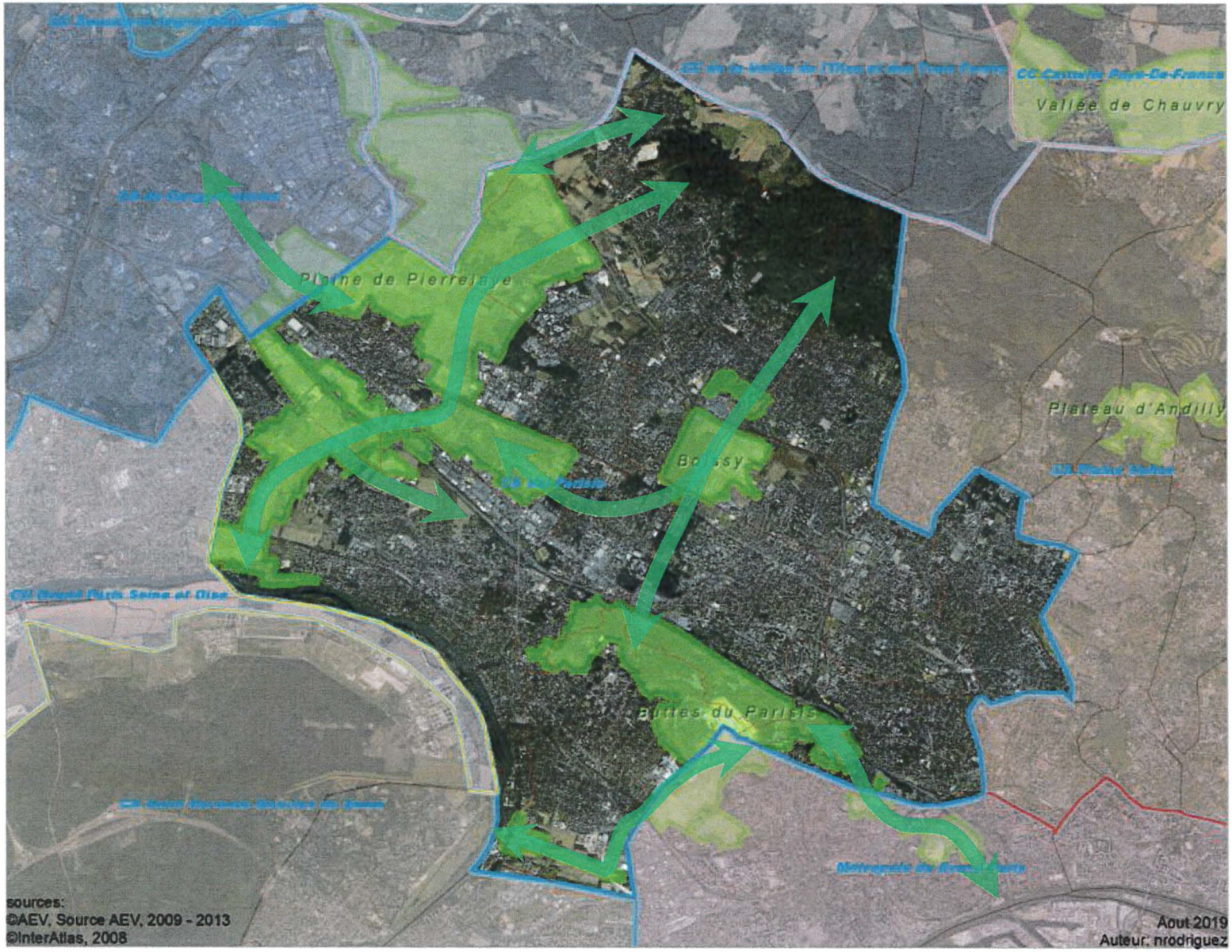
Le Président

Yannick BOËDEC

Pour l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France

ANNEXE 1

Les espaces naturels régionaux sur le territoire communautaire de Val Parisis



Légende

- Limite administtrative des Communes
- Périmètres régionaux d'intervention foncière

Corridors écologiques, circulations agricoles et liaisons vertes du SDRIF sur le territoire communautaire de Val Parisis

0 0,5 1 2 Kilomètres

N

ANNEXE 2

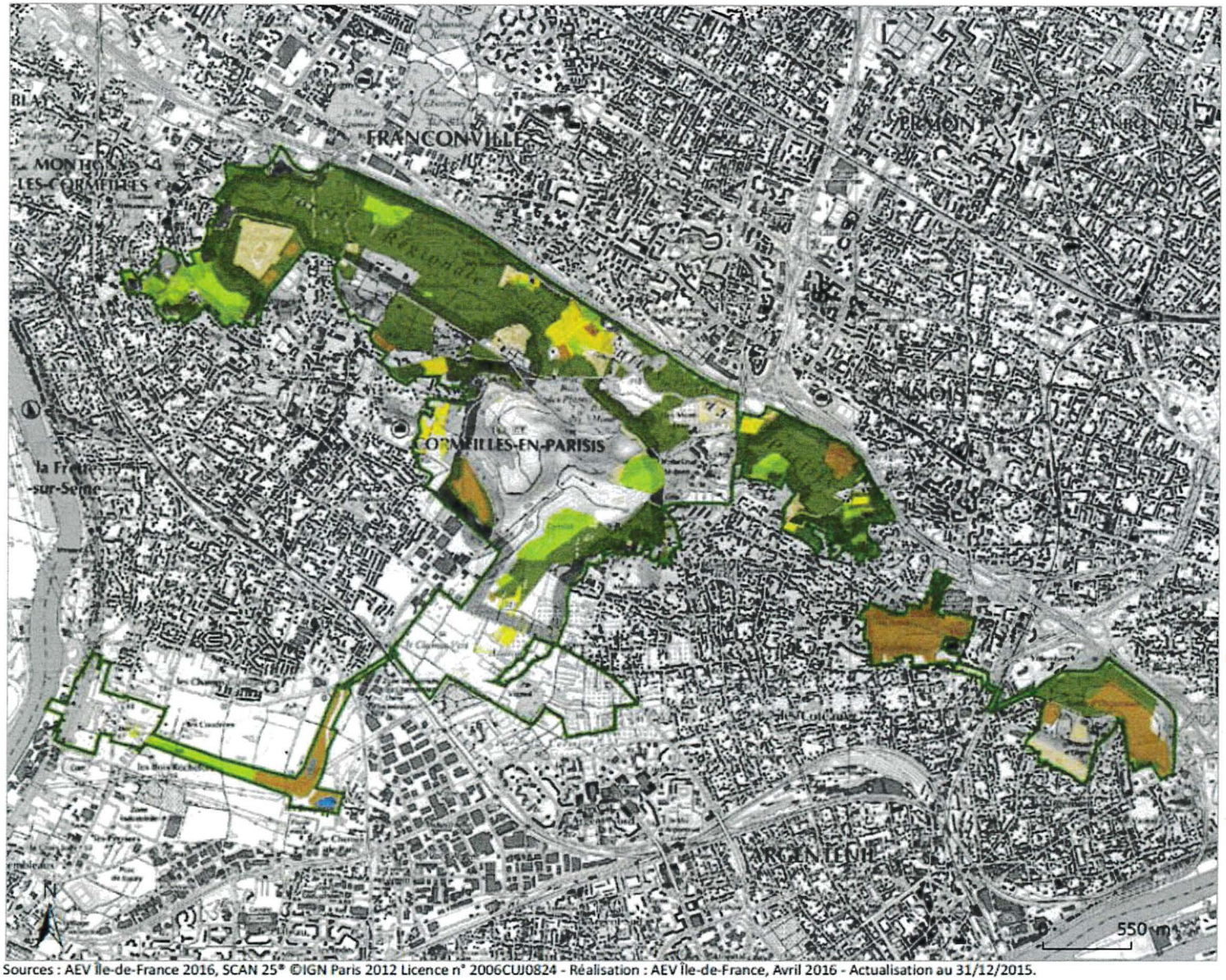
Buttes du Parisis	
PRIF créé en	1983
Superficie totale du PRIF:	621 ha
Total acquis en jouissance :	333,1 ha
%age acquis en jouissance :	54 %

Espace naturel régional des buttes du Parisis

Agence des Espaces Verts

île de France





Sources : AEV île-de-France 2016, SCAN 25® ©IGN Paris 2012 Licence n° 2006CUJ0824 - Réalisation : AEV île-de-France, Avril 2016 - Actualisation au 31/12/2015.

Superficie acquise e
jouissance par comr

Argenteuil (95) : 70,3 ha
Cormeilles-en-Parisis (95)
Franconville (95) : 88,9 ha
Montigny-lès-Cormeilles (
Sannois (95) : 51,4 ha

PRIF

Autre PRIF

Nature des espaces
acquis en jouissance et/ou gérés

- espace boisé
- espace agricole
- espace naturel
- espace paysager
- plan d'eau / eau
- autre

1:35 000 (A4)

ANNEXE 3

Boissy	
PRIF créé en	1993
Superficie totale du PRIF:	137 ha
Total acquis en jouissance :	111,3 ha
%age acquis en jouissance :	81 %

Espace naturel régional de Boissy

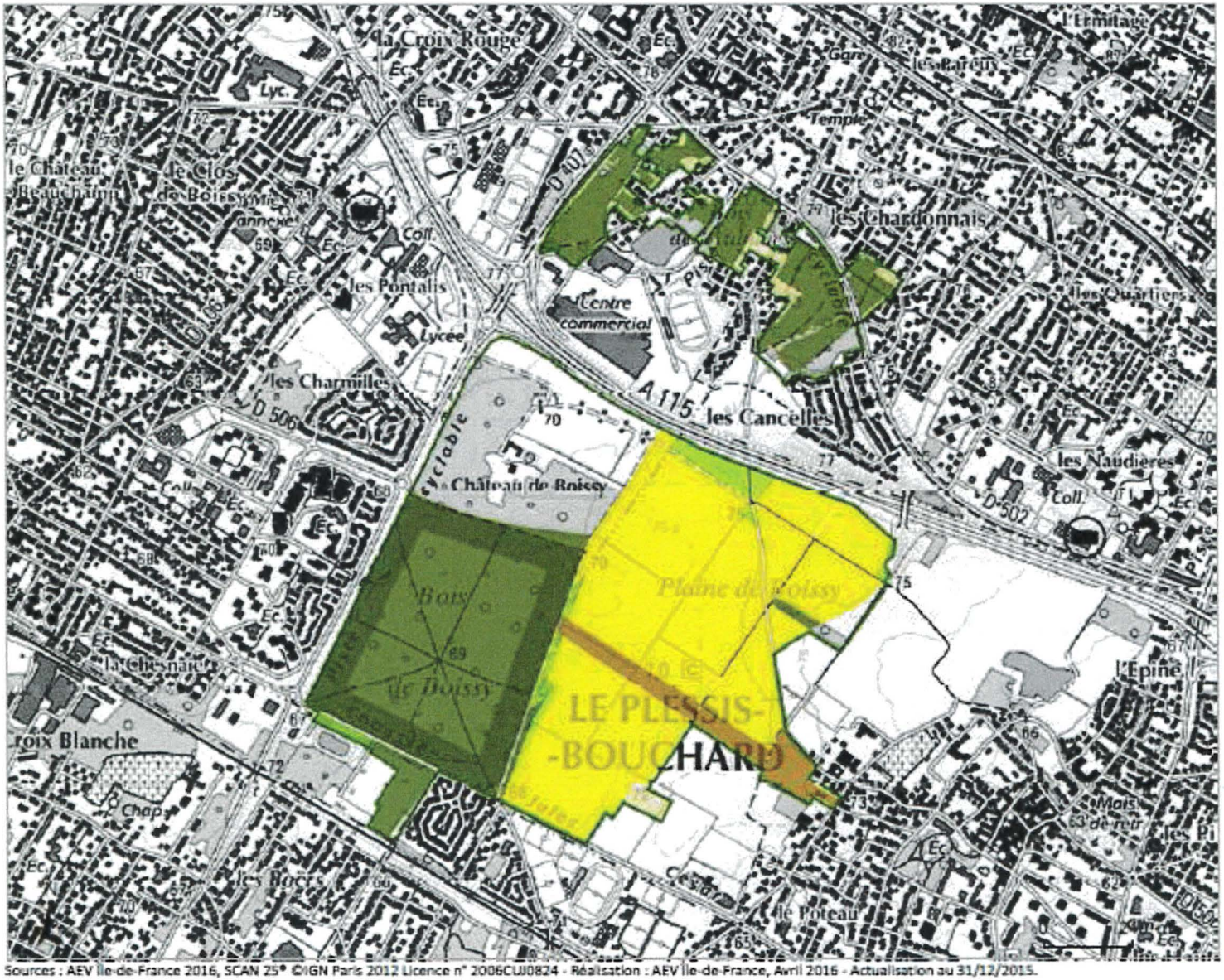
Agence des Espaces Verts

Île-de-France



Superficie acquise en jouissance par commun

Beauchamp (95) : 2,2 ha
Le Plessis-Bouchard (95) : 58,4
Taverny (95) : 50,7 ha



PRIF

Autre PRIF

Nature des espaces acquis en jouissance et/ou gérés

- espace boisé
- espace agricole
- espace naturel
- espace paysager
- plan d'eau / eau
- autre

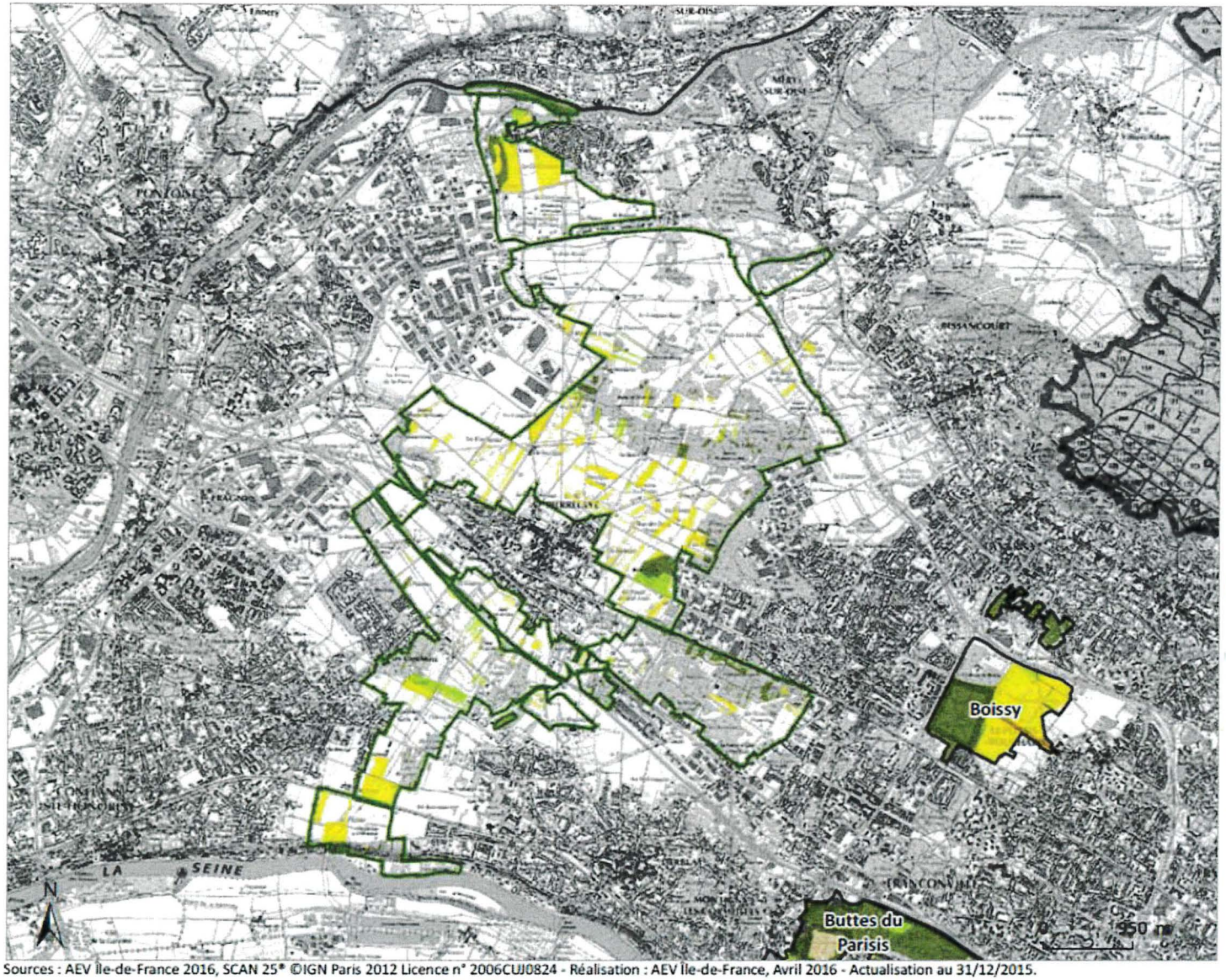
1:15 000 (A4)

Sources : AEV Île-de-France 2016, SCAN 25® ©IGN Paris 2012 Licence n° 2006CUI0824 - Réalisation : AEV Île-de-France, Avril 2016 - Actualisation au 31/12/2015.

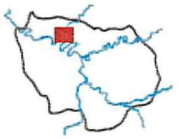
ANNEXE 4

Plaine de Pierrelaye	
PRIF créé en	1999
Superficie totale du PRIF:	1620 ha
Total acquis en jouissance :	178,3 ha
%age acquis en jouissance :	11 %

Espace naturel régional de la plaine de Pierrelaye



Sources : AEV Île-de-France 2016, SCAN 25® ©IGN Paris 2012 Licence n° 2006CUJ0824 - Réalisation : AEV Île-de-France, Avril 2016 - Actualisation au 31/12/2015.



Superficie acquise en jouissance par commune :

Bessancourt (95) : 16,4 ha
Herblay (95) : 35,9 ha
Méry-sur-Oise (95) : 31,5 ha
Pierrelaye (95) : 75,7 ha
Saint-Ouen-l'Aumône (95) : 18,8 ha

PRIF
Autre PRIF

Nature des espaces
acquis en jouissance et/ou gérés

- espace boisé
- espace agricole
- espace naturel
- espace paysager
- plan d'eau / eau
- autre

ANNEXE 5

Espaces naturels régionaux					
En hectares	*Surface PRIF*	*Surface PRIF sur le territoire de Val Parisis*	*Surface acquise*	*Surface acquise sur le territoire de Val Parisis*	*Surface ouverte au public sur le territoire de Val* 2020
Boissy	137	137	111	**111**	**59**
Buttes du Parisis	621	320	333	**263**	**237**
TOTAL	758		622	**374**	**296**

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-103

Approbation de la convention de partenariat avec la commune d'Argenteuil relative à la gestion de l'espace naturel régional des Buttes du Parisis pour la période 2020-2022

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT que l'Agence des espaces verts entretient et aménage l'espace naturel régional des Buttes du Parisis (95) en vue de son ouverture au public ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de conclure une convention avec la commune d'Argenteuil qui accepte de participer aux frais de gestion de l'espace naturel régional situé sur son territoire pour la période 2020-2022.

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention de partenariat relative à la gestion de l'espace naturel régional des Buttes du Parisis (95) pour la période 2020-2022, ci-annexée.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

V1

CONVENTION DE PARTENARIAT

RELATIVE À LA GESTION DE L'ESPACE NATUREL REGIONAL DES BUTTES DU PARISIS

POUR LA PÉRIODE 2020-2022

ENTRE

La commune d'Argenteuil dont le siège administratif est sis 12-14, boulevard Léon Feix BP 721 - 95107 ARGENTEUIL Cedex, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par la délibération n° ..... du 26 juin 2019 de son Conseil municipal

ci-après dénommée la « Commune »,

ET

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France, dont le siège administratif est sis 90-92, rue du Général Leclerc- 93500 PANTIN, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Île-de-France en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales, représentée par son Président en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n°19-053 du 25 juin 2019 de son Conseil d'administration

ci-après dénommée l' « AEV »,

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

PREAMBULE

L'AEV intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Île-de-France.

Le conseil régional d'Île-de-France subordonne les acquisitions foncières gérées par l'AEV (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, emprises linéaires pour y aménager une coulée verte, etc.) à la prise en charge des dépenses de fonctionnement par les collectivités territoriales de situation, en application de sa délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978.

L'espace naturel régional des buttes du Parisis est situé au nord-ouest de la Région Ile-de-France, en zone urbaine dense sur les communes d'Argenteuil, de Cormeilles-en-Parisis, de Franconville, de Montigny-lès-Cormeilles et de Sannois.

D'une superficie de près de 621 ha, cet espace est constitué de six entités distinctes : la butte de Cormeilles, la butte de Sannois, la butte des Châtaigniers, la butte d'Orgemont, la plaine d'Argenteuil et la coulée verte du bois Rochefort.

Le Conseil Régional d'Ile-de-France, par délibérations du 29 juin 1983, du 3 juillet 1990, du 1er juillet 1993 et du 22 octobre 2009, a décidé d'acquérir cet espace en vue d'une ouverture au public.

Le Conseil Départemental du Val d'Oise, lors de ses séances du 9 juillet 1990, du 3 juillet 1993 et du 23 octobre 2009, a décidé le classement en Espace Naturel Sensible de près de 522 hectares, assorti à ce titre d'un droit de préemption. Ce droit de préemption a été délégué à l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France. Le Département a également accepté, dans le cadre d'une convention avec l'Agence, de participer aux frais d'entretien et de fonctionnement sur ce site.

Au 31 décembre 2014, la Région était propriétaire de 328,8 ha sur l'ensemble de ce périmètre. Le rythme des acquisitions foncières est maintenant principalement lié aux rétrocessions des terrains réaménagés dans la carrière de Cormeilles-en-Parisis.

Sur le territoire d'Argenteuil, la butte des Châtaigniers est aujourd'hui aménagée et celle d'Orgemont est en cours de réhabilitation et partiellement ouverte au public.

La plaine d'Argenteuil fait quant à elle l'objet de la définition d'un schéma d'aménagement en partenariat entre la Ville et l'AEV, avec pour objectifs de redynamiser et pérenniser l'activité agricole tout en rendant cet espace plus accessible aux habitants.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

La Commune est engagée dans la mise en valeur des espaces de nature sur son territoire, à la fois des grands espaces paysagers que constituent les buttes du Parisis, la Plaine d'Argenteuil et les berges de Seine, et des espaces verts publics de proximité (50 parcs et squares, jardins familiaux). Elle porte par ailleurs un programme d'actions de sensibilisation des habitants à la préservation de la nature en ville, dans le cadre des Ateliers-nature.

La présente convention fait suite, pour la période 2020-2022, à la convention de partenariat signée pour la période 2019, et traite de la participation d'Argenteuil aux frais de gestion des espaces naturels et forestiers régionaux des Buttes du Parisis situés sur son territoire.

De par leur situation exceptionnelle en milieu urbain et leurs caractéristiques, ces espaces sont très fréquentés et appellent un niveau d'entretien qualitatif.

Les 79 hectares sis à Argenteuil et visés dans cette convention font partie d'un ensemble plus vaste de parcelles propriétés de la Région dans le périmètre régional d'intervention foncière (PRIF) des Buttes du Parisis gérées par l'AEV et ouvertes à la fréquentation du public (espaces naturels et boisés), d'intérêt écologique (biodiversité) et environnemental (notamment sur la gestion de l'eau), soit une surface totale de 344,3 ha répartis comme suit :

Propriétés régionales	PRIF des Buttes du Parisis					Total
Communes	Argenteuil	Cormeilles en P	Franconville	Sannois	Montigny les C	-
Surf. (ha) *	79 ha	106,5	88,7	16,3.	51,3	341,8

* surfaces de bois ou espaces naturels acquis et prises en compte par l'AEV entre 31/12/2016 et le 31/12/2018

Ne sont pas visées dans la présente convention :

- les parcelles agricoles acquises par la Région mais gérées par bail rural (notamment la plaine d'Argenteuil),
- les parcelles boisées ou naturelles acquises par la Région mais pas encore ouvertes au public,
- les parcelles mises à dispositions de la commune (coulée verte Volembert).

Au vu de leur ampleur et de leur caractère exceptionnel, les Buttes du Parisis ont vocation à être fréquentées et prises en charge à une échelle territoriale élargie. La Commune souhaite donc que des initiatives soient prises en ce sens, d'une part en favorisant leur accessibilité depuis les transports en commun et d'autre part en recherchant de nouveaux partenariats financiers, notamment dans le cadre de la Métropole du Grand Paris qu'Argenteuil a intégré le 1er janvier 2016.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge, par la Commune, des frais de fonctionnement liés à l'entretien de 79 hectares régionaux inclus dans le PRIF des Buttes du Parisis et situés sur son territoire.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la présente convention est établie pour une durée de 3 (trois) ans. Elle prend effet pour les exercices budgétaires 2020, 2021 et 2022.

ARTICLE 3 : DEPENSES CONCERNÉES

Les frais de fonctionnement recouvrent (cf. détail en annexe 3) :

- les travaux d'entretien divers liés aux espaces naturels et à l'ouverture au public.
- la surveillance des sites.

Ces frais de fonctionnement n'intègrent pas la gestion des espaces en travaux, ainsi que les prestations de confortement des végétaux dans les 3 années qui suivent l'achèvement des travaux de réaménagement.
Ils donnent lieu à un bilan annuel (voir article 5 ci-après).

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 - Participation financière de la Commune

La participation financière de la Commune s'établit à 127 000 € (cent vingt-sept mille euros) pour l'année 2020.
La participation financière annuelle est précisée dans le tableau suivant pour la période 2020-2022:

COUTS D'ENTRETIEN	**2020**	**2021**	**2022**
Butte d'Orgemont Nord	65 000 €	65 000 €	65 000 €
Butte d'Orgemont Sud (anciennement « Soverini »)	En cours d'aménagement	En cours d'aménagement	En cours d'aménagement
Butte des Châtaigniers	45 000 €	45 000 €	45 000 €
Bois d'Hédoit	27 000 €	27 000 €	27 000 €
Gardiennage	56 000 €	56 000 €	56 000 €
TOTAL	**193 000 €**	**193 000 €**	**193 000 €**
Participation de la ville d'Argenteuil	**127.000 €**	**127.000 €**	**127.000 €**

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

4.2 - Modalités de versement de la participation

La Commune procèdera au mandatement de la participation annuelle en une seule fois, à l'émission du titre de recettes par l'AEV avant la fin du 1er semestre de l'année en cours.

Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le **Comptable public responsable de la Trésorerie de Paris-** Établissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion des sites. En tant que gestionnaire des sites, elle pourra confier la gestion courante du site à un ou des tiers par la conclusion de marchés publics de services et de travaux.

Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède, ou fait donc procéder, aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :

- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer le bon accueil du public à des fins de découverte du site.

L'AEV définit le programme d'entretien et de surveillance. La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par le Service « Aménagement et Gestion » de l'AEV.

Les travaux d'entretien présentés ci-dessus seront mis en œuvre par ce service, et réalisés par le prestataire retenu dans le cadre de la réglementation issue du code des marchés publics.

Conformément aux dispositions de l'article 6, l'AEV intègrera dans son programme d'entretien les prestations qui seront réalisées par les services de la Ville.

L'AEV s'engage à remettre annuellement à la Commune, une fiche récapitulative des travaux effectués l'année précédente et des dépenses correspondantes dans le périmètre régional concerné.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier de la Commune, en particulier sur les éventuels supports provisoires d'information expliquant des travaux à Argenteuil et, le cas échéant, sur des plaques ou panneaux d'information au public pérennes, à l'occasion de leur installation ou remplacement.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population aux espaces naturels et boisés des Buttes du Parisis et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, la Commune s'engage, sous réserve du vote des crédits par le Conseil municipal, à verser la somme actualisée à hauteur du montant prévu à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.2.

Par ailleurs, la Commune s'engage à prendre en charge une partie des prestations d'entretien, notamment en matière de propreté sur l'intégralité de la Butte des Châtaigniers (partie sannoisienne incluse) en contrepartie elle ne prendra pas en charge la propreté dans le Bois d'Hédoit.
La définition précise de ces prestations et leurs modalités de mise en œuvre en partenariat avec l'AEV sont détaillées dans le cahier des charges joint en annexe 4.

La Commune s'engage à remettre annuellement à l'AEV une fiche récapitulative des prestations d'entretiens réalisées sur la propriété régionale l'année précédente dans le périmètre régional concerné.

La Commune s'engage à diffuser, sur tous supports de communication, l'action de la Région Ile-de-France et de l'AEV en faveur de la mise en valeur et la protection des espaces naturels et boisés sur son territoire.

En ce qui concerne les demandes d'occupation temporaire des propriétés régionales, la Commune s'engage à sensibiliser les acteurs d'évènements sur les sites régionaux et à leur rappeler les conditions de gestion durable des sites visant l'amélioration de la biodiversité notamment en garantissant les périodes de reproduction.

ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant, en particulier :

- pour préciser la définition et l'organisation des prestations prises en charge directement par les services de la Ville, conformément aux dispositions de l'article 6, et ce avant le 30 juin 2019 ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

- pour prendre en compte de nouveaux partenariats financiers concourant à l'entretien de l'espace naturel régional ;

- en cas d'acquisition et/ou d'ouverture au public par la Région de nouvelles parcelles à Argenteuil ayant vocation à relever de la présente convention, pour rectifier les périmètres et les surfaces considérées ainsi que les montants correspondants.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas de non respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.
L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande de la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de Madame la Trésorière Principale d'Argenteuil (RIB 30001 00145 C9510000000 97).

ARTICLE 9 : CONTRÔLE DES DEPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que la Commune souhaiterait effectuer à posteriori.

ARTICLE 10 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le.....

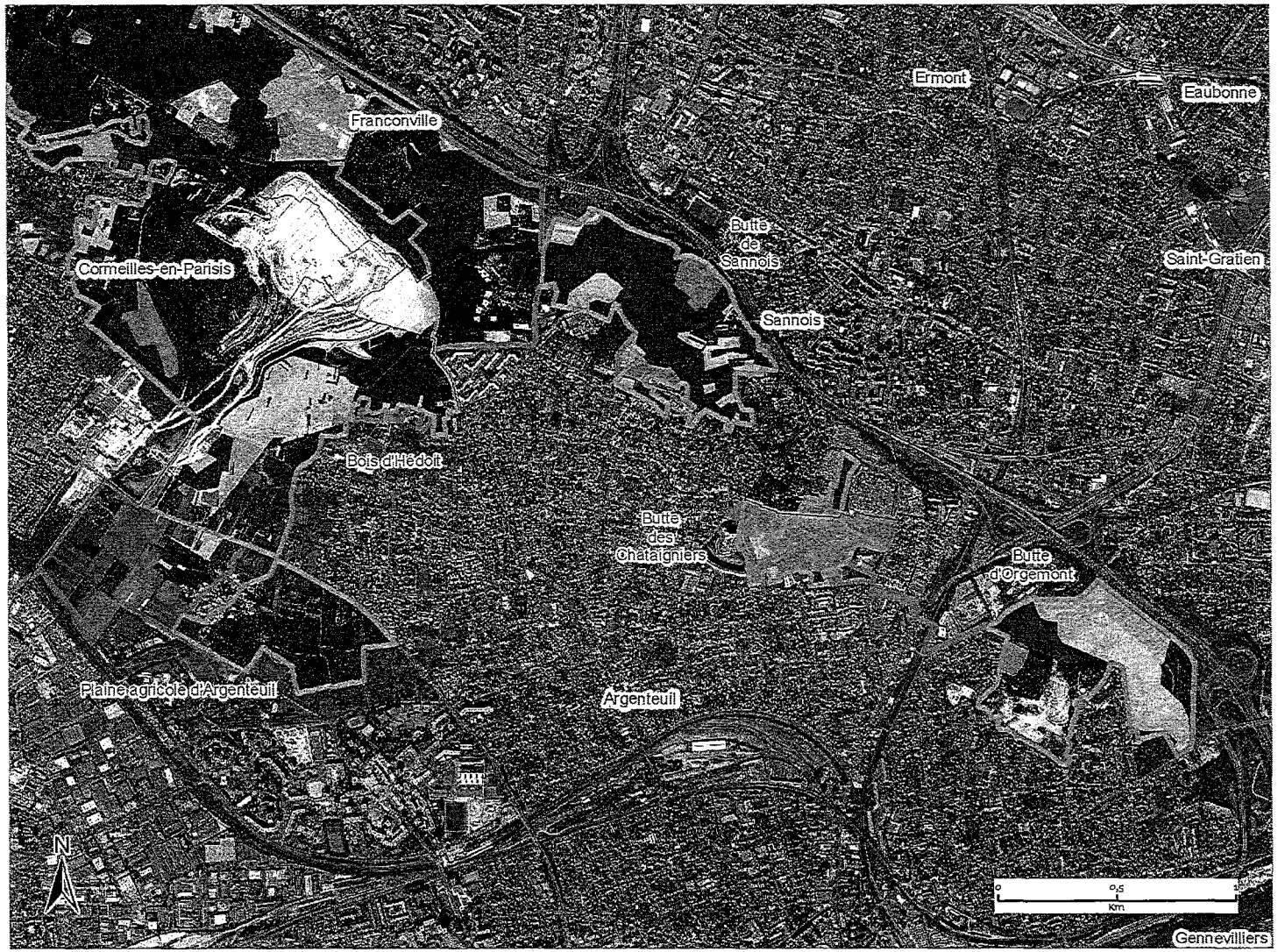
Pour la Commune
d'Argenteuil

Le Maire

Pour l'Agence des Espaces Verts
de la Région Ile-de-France

Espace naturel régional des Buttes du Parisis

Propriétés régionales sur le territoire d'Argenteuil par types d'occupation des sols au 31/12/2014



Légende

- Limites administratives des communes
- Périmètres régionaux d'intervention foncière
- Périmètres Espace Naturel Sensible
- espace boisé
- espace agricole
- espace naturel
- espace paysager
- plan d'eau / eau
- autre

ANNEXE 1

sources:
©AEV, Source AEV, 2009 - 2013
©InterAtlas, 2008

novembre 2015
auteur : SPT

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

ANNEXE 2

SURFACES ouvertes au public (en ha)	2020	2021	2022
Butte Châtaigniers	13,51	13,51	13,51
Bois d'Hédoit	32,79	32,79	32,79
Butte d'Orgemont Nord	24,69	24,69	24,69
Butte d'Orgemont Sud (ancien « Soverini »)	0	0	0
Coulée verte Volembert (mise à disposition Argenteuil.)	0,29	0,29	0,29
TOTAL	71,28	71,28	71,28

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

ANNEXE 3

« Entretien type buttes du Parisis »

ENTRETIEN TYPE			
Agence des espaces verts			
Entretien des plantations (arrosage, taille de formation, débroussaillage, etc) sur les zones nouvellement plantées			
Zones enherbées :			
	Fauche 1 fois /an ou 1 fois tous les deux ans,		
	Zones fréquentées, accotements de chemins et chemins enherbés : maintien de la végétation à 15cm (par broyage)		
Entretien des massifs d'arbustes			
Abattage/élagage de sécurité			
Elagage de lisière			
Entretien du mobilier			
Entretien des ouvrages hydrauliques : fossés, revers d'eau, buses			
Régie (agents de l'AEV) :			
	Tournées de sécurité		
	Suivi des entreprises d'entretien (maîtrise d'œuvre)		
	Tournées de signalement (vérification du bon fonctionnement du site)		
	Tâches ponctuelles ne pouvant être intégrées dans les marchés		
Gardiennage :			
	Tournées équestres et/ou VTT à minima :		
		1 fois par semaine	
		2 fois par weekend	
	La fréquence est susceptible d'augmenter avec l'augmentation des surfaces, selon la fréquentation à venir		
	(exemple : petites réparations, changement des cadenas, peinture scellement de panneaux ,...)		
Ville d'Argenteuil			
Propreté : corbeilles, déchets épars et dépôts			

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

Annexe 4

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

ENTRETIEN
DES ESPACES VERTS REGIONAUX

CAHIER DES CHARGES
OPERATIONS DE PROPRETE
COMMUNE D'ARGENTEUIL

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

SOMMAIRE

I. GÉNÉRALITÉS 13

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES 13

I-A-1 Objet du marché d'entretien 13
I-A-2 Prestations d'entretien courant 13
I-A-3 Prestations occasionnelles d'entretien 13
I-A-4 Règlement, normes et qualification 13
I-A-5 Dégradations 13
I-A-6 Organisation et police du chantier 14
I-A-7 Qualification du personnel 14
I-A-8 Documents graphiques 14

DÉROULEMENT DES PRESTATIONS 15

I-A-9 Interlocuteurs 15
I-A-10 Procédures d'intervention 15
I-A-11 Déroulement du chantier 15
I-A-12 Communication entre l'AEV et la commune 16

II. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES 17

Généralités 17

II-A-1 Respect du milieu naturel 17

Fournitures et matériaux 17

II-A-2 Sacs poubelle 17

Modalités techniques 17

II-A-3 Matériels utilisés et pollution des milieux 17
II-A-4 Gestion des déchets 18
II-A-5 Limitation des nuisances sonores 18

III. MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX 19

Déchets 19

III-A-1 Ramassage et évacuation de déchets épars 19
III-A-2 Ramassage et évacuation de déchets épars avec tri sélectif 19
III-A-3 Ramassage et évacuation de déchets flottants sur un plan d'eau 19
III-A-4 Collecte et évacuation du sac poubelle d'une corbeille de moins de 130 L 19
III-A-5 Mise à disposition d'une benne à ordures 20
III-A-6 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets végétaux 20
III-A-7 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets métalliques 20
III-A-8 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets inertes 20
III-A-9 Ramassage et évacuation de dépôts de matériaux nécessitant un traitement spécifique 20
III-A-10 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets ménagers 21
III-A-11 Ramassage et évacuation de dépôts de pneus 21
III-A-12 Ramassage et évacuation de dépôts d'encombrants 21
III-A-13 Nettoyage d'aires de feu 21
III-A-14 Ramassage et évacuation de dépôts amiantés 21

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

I. GÉNÉRALITÉS

Préambule

Le présent cahier des charges a vocation à être annexé à la convention de participation aux frais d'entretien conclue entre l'AEV et la commune d'Argenteuil, dans laquelle cette dernière s'engage, en particulier, à faire réaliser par ses équipes toutes les opérations de propreté sur les propriétés régionales situées sur la commune.
Par conséquent, la commune s'engage à assurer un bon niveau de propreté du site et une parfaite communication entre les services des deux organismes signataires.
En effet, l'AEV, en tant que gestionnaire, a la responsabilité des faits survenus sur les propriétés régionales et ne doit pas être mise en difficulté du fait des actions de la commune. Ainsi, toutes réclamations concernant les interventions dévolues à la commune lui seront transférées.

En aucun cas la commune ne pourra faire intervenir un organisme tiers sans en avertir l'AEV au préalable.

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

I-A-1 Objet du marché d'entretien

Le présent cahier des charges concerne les prestations d'entretien courant et d'entretien à titre occasionnel ou exceptionnel sur les espaces verts de la commune d'Argenteuil, propriétés de la Région Île-de-France, et dont la gestion est confiée à l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France.
Sur ces sites s'appliquent des prestations d'entretien courant planifiées en début d'année ainsi que des prestations occasionnelles d'entretien, réalisées au fur et à mesure de besoins ponctuels.
La commune peut utiliser un prestataire extérieur pour le ramassage et l'évacuation des dépôts amiantés.

I-A-2 Prestations d'entretien courant

Elles sont planifiées par année civile et correspondent aux travaux d'entretien permanents et réguliers visant à maintenir ou à développer la qualité d'accueil et la propreté des espaces verts régionaux.
Les postes sont :
- collecte et évacuation de corbeilles
- le ramassage de déchets épars et de dépôts

I-A-3 Prestations occasionnelles d'entretien

Elles concernent des travaux dont la fréquence ou la quantité sont indéterminées ou encore des travaux complémentaires à l'entretien courant.

I-A-4 Règlement, normes et qualification

Les accessoires de travaux, doivent être estampillés « NF » ou équivalent et conformes aux normes de l'UE sur la sécurité et l'environnement. Les prestations sont à réaliser conformément à tous les décrets, arrêtés, normes et règlements en vigueur.

I-A-5 Dégradations

La commune est entièrement responsable des détériorations que ses équipes causeraient aux ouvrages, aux équipements, à la voirie, aux véhicules de tiers, aux sols et à la végétation qu'ils soient sur la propriété régionale ou à l'extérieur.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

La commune doit adapter la charge de ses véhicules ou de ses engins aux conditions d'accès de chaque site et à la résistance des sols, annuler ou retarder les travaux dans le cas de conditions atmosphériques mauvaises (terrain détrempé, dégel...). Le poids total en charge (P.T.A.C.) des véhicules circulant sur le site doit être adapté à la portance des sols.

Tout dégât sur les végétaux et autres éléments est de la responsabilité de la commune.

Toute dégradation importante d'un élément de mobilier ou d'un équipement forestier fera l'objet d'un remplacement ou d'une réparation par la commune, après accord de l'AEV.
Tout dégât, comprenant les blessures, l'écorçage, l'étêtage, le bris d'une branche maîtresse ou d'un tronc, la mutilation d'une racine, à des végétaux ligneux dont la taille permet leur remplacement à l'identique sera remplacé à l'identique.
Les mêmes dégâts à un végétal ligneux dont la taille ne permet pas le remplacement à l'identique sera remplacé par un autre arbre de diamètre inférieur, après accord de l'AEV.

Lors de chacune des interventions à l'aide d'engins, la commune veillera à prendre en considération la portance des sols ainsi que les conditions climatiques afin de s'assurer de ne causer aucun dégâts sur les sols, en particulier les ornières et décapage de végétation dû au patinage des pneumatiques/chenilles. Elle devra les remettre en état le cas échéant.

I-A-6 Organisation et police du chantier

Toute prestation devant être réalisée un lundi, mardi, mercredi, jeudi ou vendredi, si ce jour est férié, est réalisée la veille ou le lendemain de ce jour férié (en fonction du planning de la commune)
La continuité du service doit être assurée sans interruption.

Les vêtements de travail, les véhicules et le matériel doivent avoir en permanence un aspect propre et correct. Les véhicules et matériels doivent être en bon état de fonctionnement, les carrosseries doivent être sans bosse ni rouille. Les véhicules et vêtements portent le logo de la commune.

Par ailleurs, la commune aura à sa charge :

- Toutes les demandes d'arrêté de circulation nécessaires au bon déroulement de la prestation.

I-A-7 Qualification du personnel

La commune est tenue de transmettre la liste nominative des personnels intervenant sur les propriétés régionales
Ces personnels communaux doivent pouvoir parler français couramment et être capable d'informer le public, s'il est questionné, sur la gestion par l'AEV et la commune ainsi que sur le règlement intérieur du site.

I-A-8 Documents graphiques

Pour chaque site, des plans de localisation des interventions réalisées jusque-là par l'AEV sont fournis par l'AEV.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

I-A-9 Interlocuteurs

La commune désigne un référent technique unique pour communiquer avec l'AEV.
L'AEV n'a qu'un seul interlocuteur, le chef de chantier ou conducteur
Il est impérativement remplacé lors de ses congés ou absences et veillera à en informer préalablement l'AEV en lui communiquant les coordonnées de son remplaçant.

I-A-10 Procédures d'intervention

Afin de coordonner au mieux les travaux des prestataires de l'AEV, les manifestations et autres évènements avec l'intervention de la commune, la communication des plannings est particulièrement importante.

- **Pour les prestations d'entretien courant**

Un planning d'intervention pour les prestations d'entretien courant est défini pour chacun des espaces concernés par la convention en accord avec l'AEV.
En cas d'événement impondérable empêchant l'intervention de la commune, cette dernière prévient immédiatement l'AEV avec laquelle elle convient d'une nouvelle date. Elle confirme alors dans un délai maximum de 24 heures, par mail, la date, le lieu et l'heure de son intervention.

- **Pour les prestations occasionnelles d'entretien**

La commune doit régulièrement réaliser des tournées de signalement sur l'ensemble des espaces objets de la convention afin de détecter tout nouveau dépôt de déchets et d'en planifier le retrait.
L'AEV fournira à la commune les rapports de la brigade équestre. La commune devra alors planifier le retrait des nouveaux dépôts.
Quarante-huit heures avant intervention la commune informe l'AEV de la nature, la date, le lieu et l'heure d'intervention.
En cas d'événement impondérable empêchant l'intervention de la commune, cette dernière prévient immédiatement l'AEV avec laquelle elle convient d'une nouvelle date. Elle confirme alors dans un délai maximum de 24 heures, par mail, la date, le lieu et l'heure de son intervention.

Lors de ses tournées de signalement, la commune se doit de signaler à l'AEV toute anomalie constatée sur le site, y compris en dehors de son champ d'intervention. Par exemple, des dégradations des milieux ou des équipements, ou un problème de sécurité (arbre menaçant ou autre).

I-A-11 Déroulement du chantier

- **Sécurité**

L'AEV attire l'attention de la commune sur le fait que les sites sont des lieux publics parfois limitrophes d'habitations ou d'équipements publics. Elle doit donc veiller à prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des riverains et des usagers pendant toute la durée des travaux.

En cas d'avis de vents forts (vents d'une vitesse supérieure à 80km/h), les prestations de nettoyages seront reportées. Il est de la responsabilité de la commune de se tenir informée des prévisions auprès des services de Météo France et d'informer l'AEV dans le cas où elle juge nécessaire d'annuler l'intervention.

En cas de manquement par la commune aux règles de sécurité ou aux prescriptions techniques, l'AEV peut à tout moment demander l'arrêt de la prestation.

- **Signalisation**

Pendant l'exécution des travaux, toutes les entrées et sorties doivent être signalées par des panneaux réglementaires établis par la commune.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

Elles sont nettement dégagées de part et d'autre, afin de permettre le maximum de visibilité des véhicules du chantier et d'attirer l'attention du public.

- **Circulation**

Les itinéraires de transport à l'intérieur de chaque site doivent être soumis à l'approbation de l'AEV.
La circulation à l'intérieur des massifs donne toujours la priorité aux cycles et aux piétons. La vitesse ne doit en aucun cas dépasser 30 kilomètres à l'heure.
Il est fourni à la commune **une clé ouvrant les barrières** de chaque site. Celles-ci doivent être refermées à clé après chaque franchissement de véhicule ou d'engin, à l'aller comme au retour.
Les conséquences découlant d'une barrière non refermée par la commune et prouvé comme tel, sont de sa responsabilité. Les coûts de remise en état lui seront facturés par l'AEV.

- **Propreté du site**

La commune est responsable du nettoyage des voies du domaine public salies par le passage de ses camions ou autres engins. Elle est également responsable de toute dégradation constatée sur les voiries et trottoirs du domaine public, consécutives au passage, manœuvres ou stationnement de ses camions ou autres engins.
En cas de dégradation des voies publiques utilisées, la commune a la charge de procéder à l'entretien et à la réfection des dégradations.
La commune doit quitter ou laisser le chantier propre et libre de tout déchet ou produit dangereux pendant et après l'exécution des travaux.
Le stockage des déchets sur le site n'est pas autorisé. Ainsi, la commune doit chaque jour, trier et procéder à l'enlèvement et au transport des déchets sur des sites d'évacuation ou de traitement autorisés.

L'AEV étant responsable de ses déchets jusqu'au terme de leur traitement, la commune doit lui fournir les bons de dépôt indiquant la destination des déchets et leur quantité. La commune devra sous forme de tableau réaliser un bilan mensuel.

I-A-12 Communication entre l'AEV et la commune

Les référents techniques responsables du site conviennent de se rencontrer à une fois par mois afin de coordonner et valider les plannings d'intervention.
Le compte-rendu de ces réunions est rédigé par l'AEV et signé contradictoirement, la commune en recevant un exemplaire. Si aucune observation n'est formulée dans les deux jours ouvrables suivant la réception, les décisions prises lors de ces réunions sont exécutoires passé ce délai.

L'AEV se réserve le droit de signaler tout dysfonctionnement entrant dans les obligations de la commune indiquées dans la convention qu'elle constatera (dépôt de déchets notamment) et la commune se devra de proposer un planning d'intervention dans les 48h afin d'y remédier dans les plus brefs délais.

Tableau récapitulatif des pièces

Qui ?	Prestations	Quand ?	Action / Document
AEV et commune	Courantes	Réunion mensuelle	Planning d'intervention signé des deux parties
Commune	Occasionnelles	48h avant intervention	par mail.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

II. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Généralités

II-A-1 Respect du milieu naturel

La commune doit, en circulant avec ses véhicules, veiller à ne pas altérer le milieu naturel et se conformera à l'itinéraire technique validé par l'AEV. Tout changement d'itinéraire technique se fera avec l'accord de l'AEV afin de ne pas risquer de détruire la faune, la flore ou les habitats naturels.
La commune s'abstiendra de toute cueillette pour préserver la flore et signalera à l'AEV toute anomalie ou découverte concernant la faune et la flore du site.

Fournitures et matériaux

II-A-2 Sacs poubelle

Ils sont en matériaux 100% biodégradables et compostables de type "Bioplast GF 106/02" ou équivalent conformes à la norme EN 13432 ou équivalent et doivent bénéficier de la certification "OK Compost" ou équivalent.
Ils sont ", d'une contenance minimum de 110 litres (110 x 70)., La taille et la forme des sacs devront être adaptées aux corbeilles présentes sur les sites.
Les sacs doivent porter les mentions "100% biodégradable et compostable à base de matière végétale renouvelable" et "OK Compost", ou équivalent.
Les sacs sont soumis à l'agrément de l'AEV.

Modalités techniques

II-A-3 Matériels utilisés et pollution des milieux

Pollutions accidentelles

La commune devra fournir à ses équipes, dans chaque véhicule un kit anti-pollution, permettant de limiter l'impact d'une pollution accidentelle du milieu naturel.
Il devra contenir les produits nécessaires pour :

- contenir et arrêter la propagation de la pollution (boudins, coussins)
- Absorber les liquides sur le sol (feuilles)
- Récupérer les déchets d'absorbants (sac poubelles)
- Protéger le manipulateur (gants spécifiques)
- Utiliser le kit (manuel)

Ses équipes devront être formées à l'utiliser.
En cas de pollution accidentelle, l'équipe concernée devra utiliser ce kit en premier lieu et **prévenir l'AEV dans l'heure qui suit**.

Toute équipe utilisant des petits matériels à moteur thermique nécessitant un approvisionnement en carburant sur le site entretenu devra disposer de contenant munis de bouchons automatiques.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

Utilisation d'engins thermiques

Les engins utilisés devront à minima être conformes à la réglementation en vigueur en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre.

II-A-4 Gestion des déchets

Déchets du chantier

Lors de toute intervention, la commune ne devra laisser aucun déchet, notamment lorsque le repas est pris sur le site.

Déchets verts

Une attention particulière sera accordée aux déchets verts qui devront, conformément au code de l'environnement, faire l'objet d'une valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie
La commune veillera à limiter au strict minimum le volume des déchets à évacuer : tri et recyclage direct sur site des déchets végétaux compatibles avec le projet (mulchage) etc.
Les propositions de réemploi sur site, à l'initiative de la commune, seront examinées et validées par l'AEV.

Comptabilité

La commune devra fournir mensuellement les bordereaux de mise en décharge des déchets. La commune devra sous forme de tableau réaliser un bilan mensuel.

II-A-5 Limitation des nuisances sonores

Sauf si cela est indiqué spécifiquement dans le descriptif de la tâche, les interventions n'auront pas lieu le weekend, ni les jours fériés.

A moins de 150m de zones d'habitation, les interventions nécessitant l'usage de matériel motorisé devront avoir lieu entre 7h et 18h.

De manière générale, la commune devra privilégier le petit matériel à motorisation électrique ou toute autre source d'énergie non bruyante.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

III. MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Déchets

Le délai de la ou des tâche(s), sauf commande complémentaire de tâches de réduction de délai, ne pourra être inférieur à 3 jours.

III-A-1 Ramassage et évacuation de déchets épars

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les déchets épars, y compris les vestiges de feux ponctuels, situés sur les surfaces désignées par l'AEV. Les surfaces sont parcourues visuellement et chaque détritus est ramassé dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.
La commune veillera, en cas d'utilisation de sacs poubelle comme contenant, à utiliser uniquement des sacs biodégradables comme décrit au chapitre II du présent cahier des charges.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.
La commune doit déposer tous les déchets dans des décharges agréées et fournir au maître d'ouvrage les justificatifs de mise en décharge.
Le transport des déchets doit être réalisé dans un véhicule permettant d'isoler les occupants des déchets.
Lorsque le ramassage des déchets est bi hebdomadaire, il doit avoir lieu le lundi et le vendredi.

III-A-2 Ramassage et évacuation de déchets épars avec tri sélectif

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les déchets épars, y compris les vestiges de feux ponctuels, situés sur les surfaces désignées par l'AEV. Les surfaces désignées sont parcourues visuellement et chaque détritus est ramassé dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.
La commune veillera, en cas d'utilisation de sacs poubelle comme contenant, à utiliser uniquement des sacs biodégradables comme décrit au chapitre II du présent cahier des charges. Ils devront être d'une couleur spécifique suivant la collecte (Emballage, Ordures ménagères, verre).

Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.
La commune doit réaliser un tri sélectif des emballages (plastique, carton, métal, verre) qu'elle ramasse par rapport au reste des déchets.
Le transport des déchets doit être réalisé dans un véhicule permettant d'isoler les occupants des déchets.

III-A-3 Ramassage et évacuation de déchets flottants sur un plan d'eau

La prestation consiste à ramasser par tout moyen et à évacuer tous les déchets flottants et/ou visibles depuis la surface d'un plan d'eau ou à proximité.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.

III-A-4 Collecte et évacuation du sac poubelle d'une corbeille de moins de 130 L

La prestation consiste à ramasser et à évacuer les déchets épars et tout dépôt d'ordures ménagères d'un volume inférieur à 0,25 mètre cube situés dans un rayon de deux mètres autour de la corbeille, puis à évacuer le sac de la corbeille.
Ensuite, La commune débarrasse l'intérieur de la corbeille de tous les débris ou déchets qui auraient pu y rester et met en place un sac neuf conforme au chapitre II du présent cahier des charges, aux endroits prévus à cet effet. Préalablement à sa mise en place, le sac est retourné de façon à ce que les mentions imprimées apparaissent sur la partie du sac retournée à l'extérieur de la poubelle.
Ces déchets et ces sacs doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. La commune doit déposer tous les déchets dans des décharges agréées et fournir à l'AEV les justificatifs de mise en décharge.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

Le transport des déchets doit être réalisé dans un véhicule permettant d'isoler les différents types de déchets.

III-A-5 Mise à disposition d'une benne à ordures

La prestation consiste en la mise à disposition d'une benne à ordures fermée de 10 mètres cube, à un endroit désigné l'AEV et la commune. .
La benne doit être en bon état sans bosse ni rouille et débarrassée de tout déchet et salissure.
Lors de l'évacuation de la benne, le ramassage des déchets épars sur une surface correspondant à la projection au sol de la benne, augmentée d'une surface de deux mètres de largeur au-delà de chaque côté doit être réalisé.

III-A-6 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets végétaux

La prestation concerne tout élément végétal, qu'il s'agisse d'herbes, de ligneux, d'arbres ou de parties d'arbres.
La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous produit d'origine végétale indiquée l'AEV et la commune.
Ces produits seront en tas posé sur le sol. La prestation ne comprend pas l'arrachage ou la coupe de végétaux.

Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. Les déchets végétaux sont déposés, aux frais de la commune, dans des plates-formes de broyage compostage (type plate-forme VEGETERRE, marque déposée par l'A.D.E.M.E ou équivalent) afin d'être recyclés en amendement végétal.
Pour le cas où la commune n'est pas propriétaire de la plate-forme, elle doit fournir les justificatifs de mise en décharge des déchets végétaux.

III-A-7 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets métalliques

La prestation concerne tout dépôt composé à plus de 75% de produits métalliques, ferreux ou non (comme par exemple, les dépôts issus de démontage de clôture métallique ou portail).
La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts désignés par l'AEV et la commune.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.

III-A-8 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets inertes

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts de déchets inertes.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.

III-A-9 Ramassage et évacuation de dépôts de matériaux nécessitant un traitement spécifique

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts de matériaux nécessitant un traitement spécifique (huile, batteries, peintures, bois traité, restes d'animaux, extincteurs, bouteilles de gaz etc....) sauf les déchets amiantés.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. Les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur relatif à chacun des déchets collectés, pour le ramassage comme le transport, devront être rigoureusement respectées.
La commune doit déposer tous les déchets dans des décharges agréées et fournir à l'AEV les justificatifs de mise en décharge.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

III-A-10 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets ménagers

La prestation consiste à ramasser tout dépôt de déchets ménagers, de papier, de carton, de déchets fermentescibles, de plastiques, de verres, de fines, de textiles, de bois, de cuir, de caoutchouc ainsi que de matières organiques et à en évacuer tous les produits.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.

III-A-11 Ramassage et évacuation de dépôts de pneus

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts de pneus.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. Les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur relatif à ce type de déchets, pour le ramassage comme le transport, devront être rigoureusement respectées.

III-A-12 Ramassage et évacuation de dépôts d'encombrants

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts d'encombrants.
Par encombrant, on entend tout déchet d'une seule pièce supérieure à ¼ de m^3.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. Les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur relatif à ce type de déchets, pour le ramassage comme le transport, devront être rigoureusement respectées.

III-A-13 Nettoyage d'aires de feu

La prestation s'applique à des surfaces brûlées dont la plus grande dimension est supérieure à un mètre. Pour des dimensions inférieures l'article III-A-10 s'applique.
La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les matériaux, débris et déchets du feu de camp ainsi que ceux situés dans un rayon de deux mètres de longueur autour du feu de camp.

III-A-14 Ramassage et évacuation de dépôts amiantés

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les dépôts de déchets amiantés se situant en milieu extérieur et ne nécessitant pas de plan de retrait selon la règlementation.
La commune devra procéder à l'aspersion permanente des déchets pour éviter toute dispersion de poussières dans l'atmosphère. Les personnes chargées des opérations devront être **équipées d'EPI adaptés** :

- tenue jetable de type 5/6,
- bottes
- masque à assistance respiratoire.

La commune devra mettre à disposition à proximité de la zone de travaux une **Unité mobile de décontamination.**
Ces déchets doivent être **évacués immédiatement** sans être entreposés sur le site.
La commune doit déposer tous les déchets dans des décharges agréées et fournir à AEV les justificatifs de mise en décharge.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_103-DE

Contexte réglementaire :

Les activités de ramassage de déchets amiantés entrent dans le champ du point 2° de l'article R. 4412-94 du code du travail, activités dites de sous-section 4, et sont susceptibles d'exposer les travailleurs aux fibres d'amiante : « [...] interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante »

Elles s'inscrivent dans les disposions réglementaires fixées aux articles R. 4412-94 à R. 4412-124 (définitions et dispositions communes à toutes les activités) et R.4412-144 à R. 4412-148 (dispositions spécifiques aux activités dites de « sous-section 4 »).

Ainsi, vous devez faire appel à une entreprise qui aura les obligations suivantes :

- Former les opérateurs à la prévention du risque amiante suivant les dispositions prévues par l'arrêté du 23 février 2012 ;

- Établir des modes opératoires en décrivant les processus mis en œuvre et les consigner dans le document unique de l'entreprise ;

- Estimer les niveaux d'empoussièrement des processus mis en œuvre, en faisant appel à un laboratoire accrédité pour ces mesures ; puis en fonction du résultat adapter les équipements de protection collective et individuelle des opérateurs (combinaison type 5, appareil de protection respiratoire...)

- Vérifier le respect de la valeur limite d'exposition professionnelle des travailleurs, fondé sur l'évaluation des niveaux d'empoussièrement des processus, conformément à l'arrêté du 14 août 2012 ;

- Consulter son médecin du travail et les instances représentatives du personnel de son entreprise sur le mode opératoire décrit ;

- Envoyer ses modes opératoires aux instances concernées (inspection du travail, CARSAT).

Dans le cadre d'activités dites de sous-section 4, il ne s'agit pas d'un plan de retrait à rédiger mais d'un mode opératoire.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_104-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-104

Approbation de la convention de partenariat avec la communauté d'agglomération de Melun Val de Seine (CAMVS) relative à la gestion des espaces naturels régionaux intégrés au PRIF de Rougeau-Bréviande pour la période 2021-2023

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-14 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT que l'Agence des espaces verts entretient et aménage les espaces naturels régionaux de Rougeau, Bréviande, Allée Royale et Pavillon Royal en vue, notamment, de leur ouverture au public et que la communauté d'agglomération de Melun Val de Seine (CAMVS) accepte de participer partiellement aux frais d'entretien correspondants,

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention financière avec la Communauté d'agglomération de Melun Val-de-Seine annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 15
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 17
Votes POUR	: 17
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_104-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_104-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT

RELATIVE À LA GESTION DE L'ESPACE NATUREL REGIONAL DE ROUGEAU-BREVIANDE POUR LA PÉRIODE 2021-2023

ENTRE

La Communauté d'Agglomération de Melun-Val de Seine dont le siège administratif est sis 297 rue Rousseau Vaudran 77190 Dammarie-les-Lys, représentée par son Président en exercice agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire n°2020.3.4.76 du 17 juillet 2020 et décision du Bureau Communautaire n° du .

ci-après dénommée « la CAMVS »,

ET

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, dont le siège administratif est sis 90-92, avenue du Général Leclerc – 93 500 PANTIN, établissement public régional à caractère administratif, agissant en vertu de l'article L. 4413-2 du code général des collectivités territoriales, représentée par son Président en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n°20-104 du conseil d'administration du 7 octobre 2020.

ci-après dénommée « l'AEV »,

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_104-DE

PREAMBULE

Depuis sa création en 1976 et à nulle autre pareille sur le territoire national, l'Agence des espaces verts (AEV) met en œuvre la politique «Verte» de la Région d'Île-de-France à l'échelle francilienne, en référence notamment aux documents « cadre » que sont, le SRCAE, le SDRIF, le SRCE, les orientations du Plan Vert, etc.
En données chiffrées, cela se traduit au 31 décembre 2019, par :

- 55 périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF), soit 40 795 ha, établis **en relation étroite** (condition sine qua none) **avec les collectivités locales concernées** ;
- 14 630 ha en propriété, terrains en nature de terres agricoles et de milieux naturels, tels que forêts, ripisylves, plans d'eau, espaces dégradés à requalifier, coulées vertes, etc.

L'AEV acquière au sein des PRIF, aménage et gère les propriétés régionales en nom et place de la Région d'Ile-de-France, en vue et selon les cas, de les ouvrir au public, de les protéger, de les mettre en valeur et de les restaurer.

La présence de PRIF sur les territoires franciliens résulte d'accords politiques, se traduisant par une déclinaison financière, au travers de conventions successives et en référence à la délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978 du Conseil Régional de la Région Ile-de-France.

Dans ce sens, l'AEV (donc conséquemment, la Région d'Ile-de-France) prend intégralement en charge les frais d'investissement (acquisition et aménagement) inhérents aux propriétés régionales contenues dans les PRIF et sollicite, par ailleurs, la contribution des collectivités territoriales de situation pour assumer, partiellement ou en totalité, les dépenses de fonctionnement de ces mêmes domaines.

La **CAMVS** est concernée par le PRIF de Rougeau-Bréviande qui s'étend actuellement sur les communes de Boissettes, Boissise-la-Bertrand, Le Mée-sur-Seine, Seine-Port et Voisenon.

La propriété régionale, en cumulé sur le territoire de la CAMVS (au 31/12/2019), compte près de **704ha 45a 06ca**, soit 48% de la surface du PRIF contenu sur les communes membres de la CAMVS.

Aujourd'hui, il est précieux de reconnaître que le partenariat mis en place depuis de nombreuses années avec la CAMVS, dans le cadre de sa compétence en matière de participation financière aux études, aménagements et entretien des espaces boisés régionaux, a réellement permis de protéger et de valoriser les écosystèmes de ce territoire, identifiés comme remarquables (site classé des « Boucles de la Seine et du vallon du ru de Balory » et Réserve naturelle régionale des « Bruyères de Sainte Assise ») et comme réservoirs de biodiversité au schéma régional de cohérence écologique (SRCE), tout en optimisant leurs accès au public (fonction sociale très importante), principalement issu de l'agglomération.

Le PRIF de Rougeau-Bréviande, présente, en effet, une certaine singularité puisqu'il participe de la « Ceinture Verte » de Melun et ainsi, participe de la qualité du cadre de vie et de l'attractivité de ce territoire, situé aux portes de Fontainebleau et de la Réserve de Biosphère du même nom ; Territoires candidats pour le classement du « Domaine de Fontainebleau » au titre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.
Ce rôle viendra très vraisemblablement à se renforcer dans les prochaines années, eu égard aux besoins et attentes croissants de la société civile, mais aussi aux orientations politiques prises dans ce sens qui se déclinent déjà dans quelques contrats dont le Contrat d'intérêt national.

Il convient donc d'accompagner au mieux et de poursuivre ce travail partenarial, qui pourra, notamment, se traduire par l'extension du PRIF sur certaines communes, telles que Maincy ou encore Rubelles, et par la définition d'un projet d'aménagement du territoire partagé.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_104-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge, par la CAMVS, d'une partie des frais de fonctionnement liés à la gestion et l'entretien de la propriété régionale, actuelle et à venir, contenue dans le PRIF de Rougeau-Bréviande à la date d'effet de la présente convention (3 640 hectares), dont 704 ha (acquis au 31/12/2019) sont concernés par le territoire de la CAMVS.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Elle prend effet pour les exercices budgétaires : 2021, 2022 et 2023.

À son terme (le 31/12/2023), elle pourra être prorogée une fois pour la même durée par reconduction expresse, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par une lettre adressée dans un délai de trois mois avant la fin de la présente convention (**soit avant le 30 septembre 2023**), incluant les éventuelles modifications apportées par avenant (voir article 6 ci-après).

ARTICLE 3 : MONTANTS DES DEPENSES CONCERNÉES

3.1 – Présentation des dépenses concernées

Au vu des derniers bilans et des grands postes de dépenses relevés, les opérations concernées par la présente convention relèvent de :

- l'entretien écologique (propreté et espaces verts) et sylvicole de la forêt de Bréviande,
- toutes opérations participant de l'accueil du public, dont le gardiennage.

3.2 – Montants des dépenses totales pour le massif forestier de Bréviande

En référence, les dépenses totales d'entretien pour l'ensemble des propriétés régionales concernées par le PRIF ont été, pour 2019, de l'ordre de 492 741,13 € (pour mémoire, montant de 597 586 € au 31/12/2016), hors RNR Réserve naturelle régionale de Saint-Assise, dont **284 699,93 €** TTC (pour mémoire, dépenses au 31/12/2016 : 311 618 € TTC) pour le seul massif forestier de Bréviande.

A titre informatif, la part régionale affectée à ces dépenses de fonctionnement a été réduite très significativement ces dernières années, en respect des engagements initiaux pris.

ARTICLE 4 : PARTICIPATION AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 – Participation financière de la CAMVS

La CAMVS s'engage à contribuer aux frais de fonctionnement du PRIF de Rougeaux-Bréviande, considérant les propriétés régionales présentes sur son territoire communautaire, à hauteur de **cent quarante-neuf mille euros (149.000 €)**.

Dans le cas où le montant versé par la collectivité à l'année N serait inférieur au montant réalisé, l'Agence des espaces verts procédera à un ajustement sur l'année N +1.

Ce montant forfaitaire ici établi, tient aux seules propriétés existantes sur le territoire de la CAMVS (704 ha) au 31/12/2019, dans les limites du PRIF actuel (3 640 hectares).

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_104-DE

4.2 - Modalités de versement de la participation

La CAMVS procèdera au mandatement de la participation en une seule fois, dès l'émission des titres de recettes par l'AEV.

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014, et dans le cadre de la modernisation de l'action publique, l'utilisation d'un portail électronique devient obligatoire à compter du 1er janvier 2020.

Les avis de somme à payer, ainsi que les pièces justificatives devront être adressés à la CAMVS (numéro SIRET : 247 7000 57000 18) via le portail gratuit et sécurisé Chorus Pro https://chorus-pro.gouv.fr. Le cas échéant, la CAMVS informera l'AEV des références de l'engagement nécessaire au dépôt des pièces sur le portail.

Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal des Établissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

5.1 - Obligations relatives à la gestion

L'AEV est le maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion du site. En tant que gestionnaire du site, elle pourra confier par convention de prestation de service, la gestion courante du site à un tiers.

Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède, ou fait procéder, aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :

- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer le bon accueil du public à des fins de découverte du site ;

L'Agence définit le programme d'entretien et de surveillance.

La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par le service « Aménagement et Gestion » de l'AEV.

Les travaux d'entretien seront mis en œuvre par ce service et réalisés par le prestataire retenu dans le cadre de la réglementation issue du Code la Commande Publique.

L'AEV s'engage à remettre à l'issue de l'année suivant l'exercice, un mémoire récapitulatif des travaux effectués et à organiser une visite sur site par an.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier de la CAMVS, en particulier sur son site internet et sur tous produits réalisés à des fins de communication.

5.2 - Obligations de la CAMVS

La CAMVS s'engage à verser annuellement et selon les modalités définies à l'article 4.2 susmentionné, le montant établi à l'article 4.1 de la présente convention.

La CAMVS s'engage à diffuser l'action de l'AEV relative au PRIF de Rougeau-Bréviande sur tous ses supports de communication.

ARTICLE 6 : RESILIATION - MODIFICATION

En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé de réception en respectant un délai de préavis de deux mois avant la date du terme prévu de la convention. Cette résiliation se fera sans le versement d'indemnité.

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant signé des parties.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_104-DE

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DES DEPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que la CAMVS souhaiterait effectuer à posteriori.

ARTICLE 8 : RESTITUTION

L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande de la CAMVS par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de :
Monsieur le comptable de la CAMVS

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux le,

Pour la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine	Pour l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_104-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-105

Relative à l'approbation d'une convention entre l'AEV et ADIM Paris-Ile-de-France pour le financement de la restauration écologique d'une mare forestière du bois de la Tour (PRIF de Rougeau-Bréviande)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT que les mesures de restauration écologique proposées par l'AEV dans le cadre du financement par l'ADIM Paris-Ile-de-France permettront de valoriser les potentialités écologiques du bois de la Tour PRIF de Rougeau-Bréviande ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention de compensation ci-annexée

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que les recettes afférentes aux mesures de compensation seront imputées sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 15
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 17
Votes POUR	: 15
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 2
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA RESTAURATION ECOLOGIQUE D'UNE MARE FORESTIERE DU BOIS DE LA TOUR (Commune de Vert-Saint-Denis, 77)

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

ENTRE :

La structure ADIM PARIS ÎLE DE FRANCE, ayant son siège social 61 avenue Jules Quentin 92000 NANTERRE, représentée par Madame Stéphanie EUZENAT, Directrice de Programmes, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes,

Ci-après désigné (e) « *ADIM* »

D'une part,

ET

L'Agence des espaces verts de la région Ile de France, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1 du code général des collectivités territoriales, sise 90-92 avenue du général Leclerc - 93500 Pantin, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°20-105 du conseil d'administration du 7 octobre 2020.

Ci-après désignée « AEV »,

D'autre part,

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

PREAMBULE :

Dans le cadre de l'Opération Tour Saint-Gobain, sis 12 Place de l'Iris à LA DEFENSE, ADIM, qui en est le Promoteur, a soumis par courrier le 30 janvier 2020, une proposition de soutien financier au projet de restauration de la mare forestière du bois de la Tour, conformément au projet du 31 octobre 2019 présenté par l'AEV.

Cette proposition de soutien financier intervient au sein d'une démarche de certification LEED® de la Tour Saint-Gobain, conformément à l'Option 2-Financial Support du crédit Sustainable Site Credit 2 – Site Development – Protect or Restore Habitat, du référentiel LEED BD&C v4.0.

La mare forestière du Bois de la Tour – commune de Vert-Saint Denis – se trouve à environ 68 km du de la Tour Saint Gobain, soit moins de 160 km, conformément à l'exigence de l'Option 2 du SSC2 du référentiel LEED v4.0.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

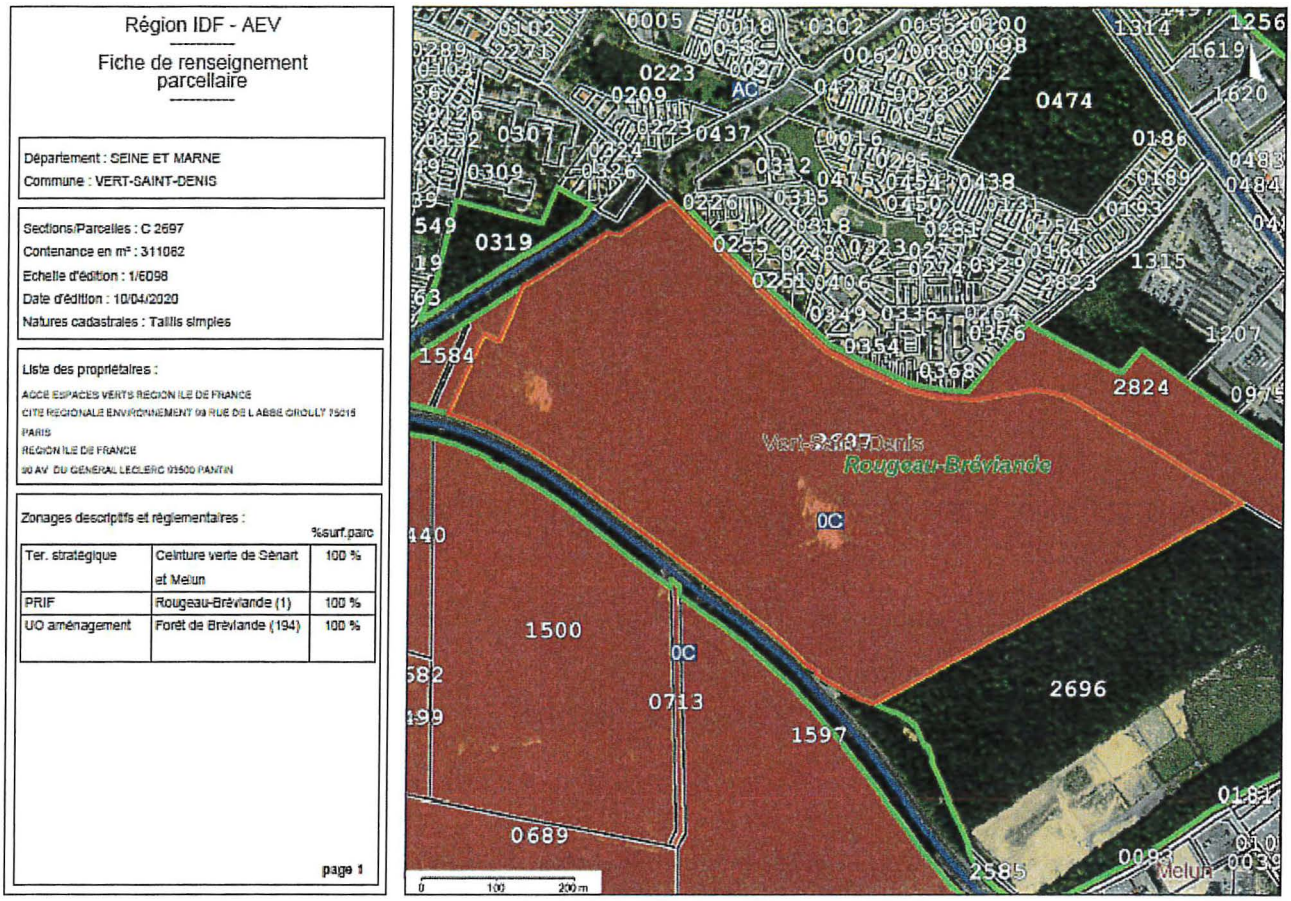
La présente convention a pour objet de définir, entre ADIM et l'AEV, les conditions et modalités de coopération pour la mise en œuvre des mesures de restauration écologique prévues dans les propriétés régionales de Bréviande dans le cadre du projet de restauration de la mare forestière du bois de la Tour.

ARTICLE 2 : Désignation et caractéristiques des biens objet de la convention

La mare envisagée pour la restauration est située sur la commune de Vert Saint-Denis (Seine-et-Marne). Elle se trouve sur la parcelle C2697, propriété de la région Ile-de-France et gérée par l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France. Le bois de la Tour dans lequel cette mare s'inscrit est majoritairement composé de hêtraies neutroclines à mélique.



Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE



Région IDF - AEV

Fiche de renseignement parcellaire

Département : SEINE ET MARNE
Commune : VERT-SAINT-DENIS

Sections/Parcelles : C 2697
Contenance en m² : 311062
Echelle d'édition : 1/6098
Date d'édition : 10/04/2020
Natures cadastrales : Taillis simples

Liste des propriétaires :

AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
CITE REGIONALE ENVIRONNEMENT 99 RUE DE L ABBE GROULT 75015 PARIS
REGION ILE DE FRANCE
90 AV DU GENERAL LECLERC 93500 PANTIN

Zonages descriptifs et réglementaires :

		%surf.parc
Ter. stratégique	Ceinture verte de Sénart et Melun	100 %
PRIF	Rougeau-Bréviande (1)	100 %
UO aménagement	Forêt de Bréviande (194)	100 %

page 1

Cette parcelle sera affectée pour la durée de la convention à la réalisation de l'ensemble des mesures prévues par la présente convention et ce, sans préjudice de l'accessibilité de l'espace régional de Bréviande au public.

ARTICLE 3 : Durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an et prend effet à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 4 : Programme de mesures

Les parties prenantes s'accordent sur le programme d'actions suivant, dont la mise en œuvre permettra de garantir la nature effectivement compensatoire des mesures :

Site / localisation	Mesure	Nature des travaux	date de réalisation
Parcelle n°C2697 – commune de Vert-Saint-Denis (77)	*Travaux de restauration écologique*	*Coupe des arbres alentours de manière à limiter la consommation d'eau et donc la baisse du niveau, à favoriser la pénétration de la lumière et la croissance d'une végétation aquatique et humide sur les berges, et à limiter la chute des feuilles mortes dans la mare ;*	*Réalisation en période automnale ou hivernale*

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

		Curage de la matière organique accumulée dans le fond de la mare de manière à la remette en eau, à l'aide d'une pelle hydraulique. Cette opération induit un remodelage du fond de la mare où l'on cherchera à varier les profondeurs, de manière à laisser des zones en eau en permanence et à avoir des pentes douces favorisant la croissance de la végétation et le déplacement de la faune ; *Dépôt du bois coupé dans des tas à proximité de manière à constituer des refuges pour la petite faune (insectes, amphibiens en phase terrestre...)*	*favorable (entre octobre 2020 et février 2021)*

ARTICLE 5 : Estimation du coût des mesures

La participation d'ADIM aux coûts des travaux et mesures explicités à l'article 4 s'établit comme suit :

Dénomination et localisation	coûts	Nature des travaux	unité	quantité	Prix unitaire € TTC.	Prix total en € TTC.
	Participation aux Coûts des travaux de restauration initiaux	Cf. ARTICLE 4	U	1	9.195 €	9.195 €
					TOTAL	**9.195 € TTC**

ARTICLE 6 : Modalités de paiement

ADIM financera l'AEV pour les prestations de restauration du site telles que définis à la présente convention.
Sous réserve de la parfaite exécution de ses obligations par l'AEV, l'indemnité sera versée comme suit :

- Paiement forfaitaire de l'ensemble des sommes, sur la base du prix ferme établi à l'article 5 et en annexe, dans les 3 mois suivants la signature de la convention et sur présentation d'un titre de recette par l'AEV.

Le versement sera effectué à l'ordre du Comptable public responsable de la Trésorerie de Paris des établissements publics locaux, comptable assignataire de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 7 : Engagement de l'AEV sur la mise en œuvre des actions

L'AEV s'engage à :

- Réaliser les travaux nécessaires à la mise en œuvre des mesures de restauration écologique conformément aux termes de l'article 4 ;
- Ne mener aucune action allant à l'encontre des objectifs de restauration des milieux ou susceptible d'empêcher ou de gêner la réalisation de ces travaux.
- Autoriser le personnel d'ADIM ainsi que toute personne mandatée par ses soins à réaliser, dans le périmètre

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

d'action ou ses abords immédiats, les actions (inventaire, expertise, contrôle...) nécessaires au suivi des travaux ; ADIM s'engageant à informer l'AEV au moins 2 semaines à l'avance de toute visite.

- Assurer un rapportage à l'attention d'ADIM après réalisation des travaux, accompagné des pièces justificatives (bon de commande et facture relatifs aux travaux)

- Faire toute diligence pour répondre à toute sollicitation écrite ou téléphonique du partenaire concernant la convention en cours.

ARTICLE 8 : Obligations d'ADIM

Le *partenaire* ADIM s'engage à :

- Respecter les conditions financières de la convention précisées aux articles 5 et 6 ;
- Faire respecter les termes de la présente convention auprès des prestataires, et/ou de ses sous-traitants et personnels

- Faire toute diligence pour répondre à toute sollicitation écrite ou téléphonique de l'AEV.

ARTICLE 9 : Communication, confidentialité, utilisation des données et reporting

Les informations ou données dont chaque partie aurait eu connaissance au cours de l'élaboration de la présente convention, puis lors de sa mise en œuvre (en dehors de celles déjà diffusées au public) revêtent un caractère confidentiel. Chaque partie s'engage à ne pas la divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de l'autre partie.

L'AEV se réserve le droit d'utiliser l'intégralité des données brutes de prospection collectées sur le site, en vue de toute adaptation de ses actions de restauration, de gestion écologique (hors mesures spécifiques prévues dans le cadre de la convention) au site concerné. Pour toute communication relative au site concerné, elle mentionnera le contexte des suivis réalisés (préciser : mesures compensatoires du projet de la Tour Saint-Gobain avec partenaires ADIM PARIS ÎLE DE FRANCE, GENERALI REAL ESTATE et SAINT-GOBAIN). L'AEV devra solliciter, notamment pour les besoins de sa communication interne, de même que dans ses rapports annuels, plaquettes de présentation, etc, l'accord préalable écrit du partenaire ADIM s'il souhaite utiliser ou reproduire, de quelque manière que ce soit, et sur quelque support que ce soit, et notamment dans toutes communications publiques ou privées et dans tous documents publicitaires ou commerciaux :

(i) les noms de GENERALI REAL ESTATE, ADIM PARIS ÎLE DE France ou SAINT-GOBAIN (respectivement Propriétaire, Promoteur et Preneur de la Tour Saint-Gobain) ou leurs logos,

(ii) le nom, la dénomination et les images de la Tour Saint-Gobain.

De la même manière, ADIM se réserve le droit d'utiliser les données relevées par l'AEV pour communiquer sur les mesures compensatoires liées au projet de restauration de la mare forestière du bois de la Tour. Elle mentionnera son partenariat avec l'AEV pour la restauration et la gestion de ces milieux.

ARTICLE 10 : Modification de la convention

Si l'une des parties souhaite modifier les modalités de la convention, elle devra en aviser l'autre partie. Les parties se rapprocheront alors pour étudier ces modifications et leurs conséquences sur la convention et le respect de l'autorisation administrative prévoyant les mesures compensatoires. Elle pourra, en cas d'accord, faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

À défaut d'accord entre les parties dans les conditions susvisées, la convention sera considérée comme non modifiée.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

Article 11 : Cas de force majeure ou circonstances nouvelles

En cas de circonstances de force majeure (intempéries, incendies, évolutions climatiques, etc...), et dès lors que ces circonstances rendraient impossible tout ou partie des actions au-delà d'une période de 5 ans à compter de la survenance de ces circonstances, les parties se consulteront pour définir si l'application de la présente convention doit être poursuivie et dans quelles conditions. Elles en informeront l'autorité administrative ayant délivré l'autorisation. À défaut de solution mettant d'accord les deux Parties dans un délai de 2 mois, la convention pourra être résiliée de plein droit à la demande de la Partie la plus diligente.

Article 12 : Dénonciation - Litiges

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'AEV, en cas de non-respect de l'une de ses obligations par ADIM, ou faute grave de la part d'ADIM, mettant gravement en cause la sécurité et la santé des personnes.
En cas de résiliation de la convention par l'AEV pour l'une des causes susvisées, aucune indemnité financière ne sera versée à ADIM.

La convention pourra être résiliée à tout moment par ADIM :

- En cas de non-respect, par l'AEV et/ou toute autre personne ayant obtenu de ce dernier un droit d'accès temporaire ou permanent à sa propriété d'un quelconque de ses engagements au titre des présentes ;
- Dans le cas où l'AEV, par une de ses actions, entraverait de façon définitive ou prolongée (pour une durée supérieure à 6 mois) la réalisation des obligations d'ADIM, définies à l'ARTICLE 8

En cas de résiliation par ADIM, pour l'une des causes susvisées, aucune indemnité financière ne sera versée à l'AEV.

Cette notification relative à la résiliation de la convention devra, pour être valable, être transmise par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse de la partie défaillante.

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.
À défaut d'accord amiable constaté par l'une ou l'autre des parties à l'issue d'un délai de trois mois, pouvant être prorogé d'un commun accord entre les parties, tous les litiges afférents à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal de Grande Instance territorialement compétent.

La présente convention est régie par le droit français.

Annexes à la convention :

- *Proposition technique de restauration de mare dans le bois de la Tour (octobre 2019)*

Fait en deux exemplaires, à .....

Le.....

Pour le *partenaire* ADIM	**Pour L'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France**

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

Proposition de restauration d'une mare dans le bois de la Tour – commune de Vert-Saint-Denis (77)

31/10/2019

Contexte :

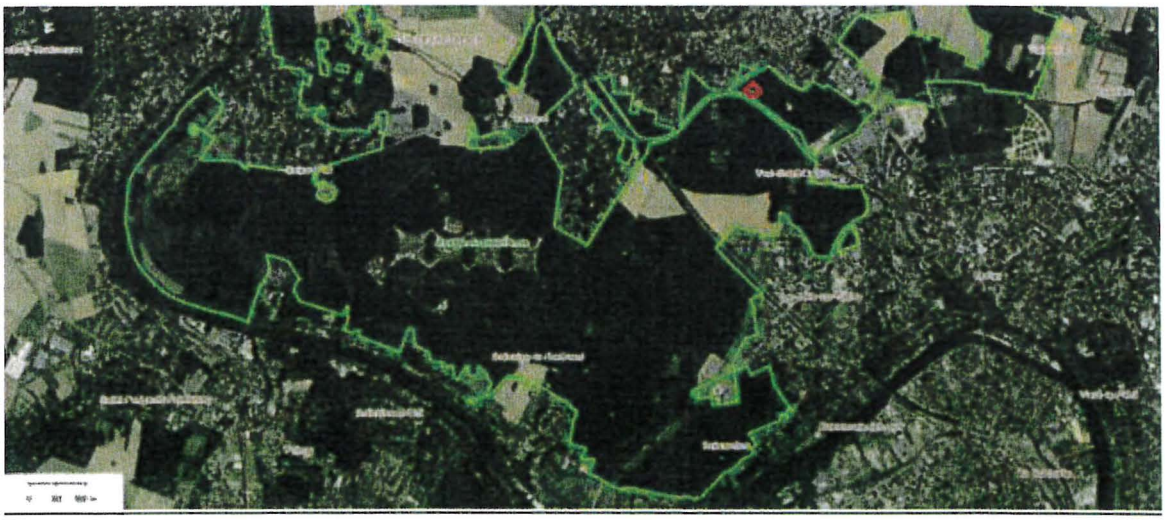
Il s'agirait de restaurer une mare forestière dans le bois de la Tour, faisant partie du domaine régional de Bréviande, sur la commune de Vert-Saint-denis (Seine et Marne).

Ces mares forestières sont des dépressions d'origine naturelle ou anthropique qui concentrent et retiennent les eaux de pluie et le ruissellement. Elles sont souvent des habitats particuliers au sein des forêts et permettent notamment la reproduction d'espèces aquatiques ou dont une phase du cycle de vie au moins est aquatique, notamment les amphibiens (grenouilles, tritons, salamandres), les odonates (libellules et demoiselles) et d'autres insectes (coléoptères, éphéméroptères, etc).

Ces mares ont une dynamique naturelle qui est celle d'un « atterrissement » progressif, c'est-à-dire que la matière organique (principalement la chute des feuilles, mais aussi la croissance des algues ou de la végétation hygrophile) tend à la combler petit à petit, réduisant l'eau libre disponible pour cette faune. C'est d'autant plus vrai qu'en forêt, la croissance des arbres aux alentours favorise la chute des feuilles et ceux-ci assèchent aussi directement la mare aussi de par leur consommation d'eau.

Pour ce faire, l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France procède régulièrement à des « restauration » de mares dans les forêts gérées, de manière à avoir des mares à des stades d'évolution différents au sein des réseaux de mares, dont des mares « jeunes » avec un potentiel d'accueil important pour la flore et la faune aquatique.

Proposition :



Carte : localisation de la mare

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

La mare proposée est à un stade d'atterrissement avancé, comme le montrent les photos ci-dessous.



Photos : mare proposée en restauration (AEV/E. Rotrou)

L'opération consiste en plusieurs opérations simultanées :

- Une coupe des arbres alentours de manière à limiter la consommation d'eau et donc la baisse du niveau, à favoriser la pénétration de la lumière et la croissance d'une végétation aquatique et humide sur les berges, et à limiter la chute des feuilles mortes dans la mare ;
- Un curage de la matière organique accumulée dans le fond de la mare de manière à la remette en eau, à l'aide d'une pelle hydraulique. Cette opération induit un remodelage du fond de la mare où l'on cherchera à varier les profondeurs, de manière à laisser des zones en eau en permanence et à avoir des pentes douces favorisant la croissance de la végétation et le déplacement de la faune ;
- Le dépôt du bois coupé dans des tas à proximité de manière à constituer des refuges pour la petite faune (insectes, amphibiens en phase terrestre…)



Photo : exemple d'opération de curage de mare forestière (AEV/JF Antoine)

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

Résultats attendus :

Le résultat attendu, si l'alimentation en eau de la mare est suffisante et le fond suffisamment imperméable, correspond au profil schématisé ci-dessous :

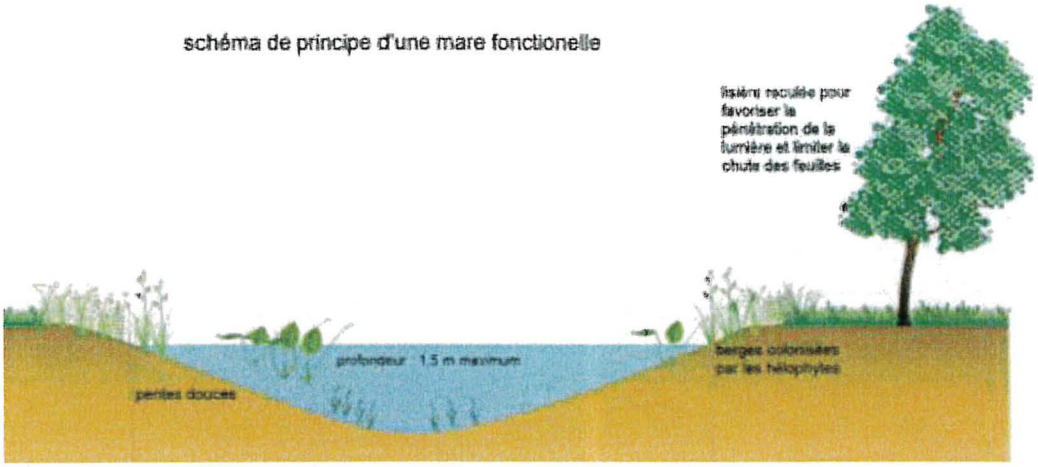


Schéma : coupe-type d'une mare

La photo ci-dessous illustre l'aspect typique d'une mare intra-forestière quelques années après avoir fait l'objet d'une telle restauration.



Photo : mare forestière en forêt de Rougeau (AEV/JF Antoine)

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_105-DE

On y trouve de l'eau libre au moins une partie de l'année, des plantes hélophytes sur les berges : joncs, rubaniers, touradons de Carex, etc. Le niveau d'eau peut varier selon les saisons, mais certaines zones plus profondes restent au moins humides toute l'année. Ce type de milieu permet à de nombreuses espèces à de nombreuses espèces d'y accomplir une partie de leur cycle de vie (amphibiens, odonates et autres insectes aquatiques…). Un certain asséchement temporaire en été a pour effet d'empêcher la survie de poissons, ce qui limite la prédation sur cette petite faune aquatique.

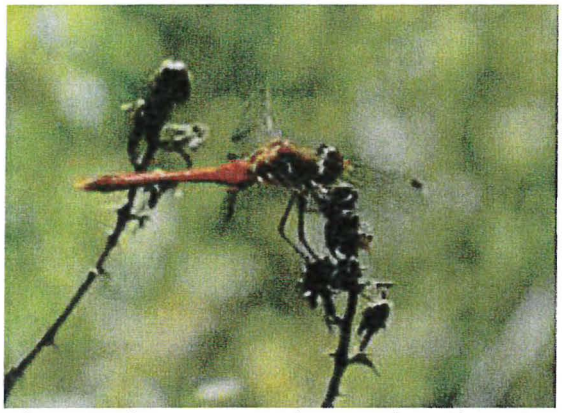



Photo : Espèces courantes de mares forestières : Sympetrum rouge-sang et Grenouille rousse (AEV-JF Antoine)

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_106-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-106

Approbation de la convention de partenariat avec Syndicat Intercommunal d'Aménagement de Jouy-Vélizy (78) relative à la gestion de la forêt régional de la Cour Roland

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-14 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT que l'Agence des espaces verts entretient et aménage l'espace naturel régional de la Cour Roland, notamment, de son ouverture au public et que le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de Jouy-Vélizy (SIAJV) accepte de participer partiellement aux frais d'entretien correspondants,

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention financière avec le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de Jouy-Vélizy annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 15
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 17
Votes POUR	: 17
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_106-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_106-DE

CONVENTION FINANCIERE RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ENTRETIEN DU DOMAINE REGIONAL DE LA COUR ROLAND

ENTRE

Le Syndicat intercommunal d'aménagement de Jouy-Vélizy dont le siège administratif est sis Hôtel de Ville, avenue Jean Jaurès, 78354 Jouy-en-Josas Cedex, représenté par sa Présidente en exercice, Marie-Hélène AUBERT, agissant au nom et pour le compte du syndicat, dûment habilité par délibération de son conseil syndical du ..... 2020.

ci-après dénommé « le Syndicat»,

ET

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France, dont le siège administratif est sis Cité de l'environnement 90 – 92 avenue du Général Leclerc, 93 500 Pantin, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 20-106 du conseil d'administration du 7 octobre 2020.

ci-après dénommée « l'AEV »,

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_106-DE

PREAMBULE

L'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la région Ile-de-France.

Le conseil régional d'Île-de-France subordonne les acquisitions foncières gérées par l'AEV (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, emprises linéaires pour y aménager une coulée verte, etc.) à la prise en charge des dépenses de fonctionnement par les collectivités territoriales de situation, en application de sa délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978.

L'ancien domaine de la Cour Roland, d'une superficie d'environ 52 hectares, situé à Jouy-en-Josas (Yvelines) a été acheté en 1962 par l'État dans le cadre de ses acquisitions effectuées sur le Plateau de Vélizy-Villacoublay.

En 1973, une partition du domaine a été réalisée et un lot de 32 hectares environ a été cédé au District de la région parisienne qui l'a confié pour 60 ans par bail emphytéotique au Syndicat intercommunal d'aménagement de Jouy-Vélizy. Le Syndicat y a aménagé une base de loisirs sportifs sur environ 15 hectares, situés sur le plateau, ainsi qu'un centre artisanal, un relais-nature, un jardin pour handicapés et un gîte d'étapes.

En 1988, le Syndicat a souhaité faire construire un hôtel sur environ 32 ares et une nouvelle partition a été effectuée, le bail emphytéotique étant restreint à cette seule parcelle, tandis que la zone équipée (14,5 hectares environ) faisait l'objet d'une convention entre le conseil régional d'Ile-de-France (successeur du District) et le Syndicat.

Le reste du domaine (soit 17 hectares environ), boisé pour l'essentiel, a été confié à l'Agence des espaces verts. Le Syndicat intercommunal d'aménagement de Jouy-Vélizy, par convention approuvée par le Conseil d'administration le 23 juin 1988, s'est engagé à prendre en charge les frais de fonctionnement.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_106-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge, par le Syndicat, des frais de fonctionnement liés à l'entretien des espaces naturels et boisés au sein des 32 hectares du Domaine de la cour Roland situés sur son territoire.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée d'un an pour l'exercice 2020. Elle prendra fin le 31 décembre 2020. A son terme, elle pourra être prorogée pour la même durée par reconduction expresse, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par une lettre adressée au plus tard dans un délai de deux mois avant la fin de la présente convention (soit avant le 31 octobre 2020), incluant les éventuelles modifications apportées par avenant (voir article 7 ci-après).

ARTICLE 3 : DÉPENSES CONCERNÉES

Les frais de fonctionnement recouvrent :
- la surveillance des sites
- les travaux d'entretien divers liés aux espaces naturels et à l'ouverture au public

Ils donnent lieu à un bilan annuel (voir article 5 ci-après).

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 - Participation financière du Syndicat

La participation financière annuelle du Syndicat s'établit à **20 000,00 €** (vingt mille euros).

4.2 - Modalités de versement de la participation

Le Syndicat intercommunal d'aménagement de Jouy-Vélizy procèdera au mandatement de la participation en une seule fois, dès l'émission du titre de recettes par l'AEV.
Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal des Etablissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion des sites naturels régionaux. À ce titre, elle peut confier les actions de gestion courante à un ou des tiers, par marché public de service et de travaux.
Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède, ou fait procéder, aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :
- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer le bon accueil du public à des fins de découverte du site ;

L'AEV définit le programme d'entretien et de surveillance. La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par le Service « Aménagement et Gestion » de l'AEV.

L'AEV s'engage à remettre annuellement au Syndicat un bilan récapitulatif des travaux effectués l'année précédente et des dépenses correspondantes.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier du Syndicat intercommunal d'aménagement de Jouy-Vélizy, en particulier sur les éventuels supports provisoires d'information expliquant des travaux et, le cas échéant, sur des plaques ou panneaux d'information au public pérennes, à l'occasion de leur installation ou remplacement.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_106-DE

ARTICLE 6: ENGAGEMENTS DU SYNDICAT

En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population au bois et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, le Syndicat s'engage, sous réserve du vote des crédits par son Conseil syndical, à verser la somme actualisée à hauteur du montant prévu à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.2.
Le Syndicat s'engage à diffuser, sur tous supports de communication, l'action de la région Ile-de-France et de l'AEV en faveur de la mise en valeur et la protection des espaces naturels et boisés sur son territoire.

ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.
En particulier, en cas d'acquisition et/ou d'ouverture au public par la Région de nouvelles parcelles sur le territoire de compétence du Syndicat et ayant vocation à relever de la présente convention, un avenant permettra de rectifier les périmètres et les surfaces considérées ainsi que les montants correspondants.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé de réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.
En cas d'acquisition du domaine régional de la Cour Roland par le Syndicat, la présente convention prendra fin à la date de prise de possession par celui-ci et l'AEV lui remboursera le trop perçu prorata temporis.
L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande du Syndicat par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de Madame la Trésorière Principale du Centre des Finances Publiques Versailles Municipal, 82 bis Avenue de Paris – 78000 Versailles (N° de compte : 00001L50001).

ARTICLE 9 : CONTRÔLE DES DÉPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que le Syndicat souhaiterait effectuer à posteriori.

ARTICLE 10 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de de Versailles.

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le.....

La Présidente du Syndicat intercommunal d'aménagement de Jouy-Vélizy	La Présidente de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France
Marie-Hélène AUBERT	Anne CABRIT

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_107-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-107

Approbation de l'avenant n°4 à la convention de participation financière de la Région Île-de-France pour la gestion des espaces naturels de l'île de loisirs de Vaires – Torcy

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-14 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE l'avenant n°4 à la convention de participation financière de la Région Île-de-France pour la gestion des espaces naturels de l'île de loisirs de Vaires – Torcy

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer tout document s'y rapportant.

Nombre de présents	: 15
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 17
Votes POUR	: 17
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_107-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_107-DE

AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE POUR LA GESTION DES ESPACES NATURELS DE L'ILE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY GEREE PAR L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE ANNÉES 2018-2020

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège administratif est sis 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération N°CP 2020-423 du 23 septembre 2020.

Ci-après dénommée la « Région Île-de-France ».
ET

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège administratif est sis 90-92, Avenue du Général Leclerc - 93500 Pantin, agissant en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente, Madame Anne CABRIT, dûment habilitée en vertu de la délibération n°20-107 du conseil d'administration du 7 octobre 2020.

ci-après dénommée l' « AEV »,

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_107-DE

PREAMBULE

Par délibération n°CP 2018-219 du 30 mai 2018, la Région a approuvé la convention avec l'Agence des espace verts concernant la définition des modalités techniques et financières d'intervention de l'AEV et de prise en charge, par la Région Île-de-France, des frais de fonctionnement et d'investissement liés à la gestion de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

Par délibération n°CP 2018-356 du 19 septembre 2018 la Région a approuvé l'avenant n°1 complétant cette convention sur 2 points :

- d'une part, l'ajout en fonctionnement d'une prestation de faucardage du plan d'eau de Vaires
- d'autre part, la définition du programme pluriannuel d'investissement, prenant en compte la réalisation de mesures compensatoires liées à l'aménagement de l'île de loisirs de la Corniche des Forts.

Par délibération n°CP 2019-117 du 19 mars 2019, la Région a approuvé l'avenant n°2 modifiant cette convention sur 2 points :

- la fixation du montant de fonctionnement pour l'année 2019,
- la définition du programme pluriannuel d'investissement, prenant en compte la réalisation de mesures compensatoires liées à l'aménagement de l'île de loisirs de la Corniche des Forts.

Par délibération n°CP 2020-309 du 1er juillet 2020, la Région a approuvé l'avenant n°3 visant à permettre à l'AEV de valider les propositions d'abattage d'arbres qui seraient émises par l'Office National des Forêts et à fixer, pour l'année 2020, le montant des dépenses de fonctionnement et d'investissement prises en charge par la Région et le programme d'investissements correspondant.

Le présent avenant vise à modifier le programme de fonctionnement 2020 pour ajouter une intervention de faucardage afin de permettre aux activités nautiques de loisirs et de haut niveau de se dérouler dans de bonnes conditions.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_107-DE

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE

Dans l'article 4.1, la dernière phrase du premier alinéa est remplacée par les dispositions suivantes:

« Au titre des dépenses de fonctionnement pour 2020, le montant de la participation de la Région relative à l'entretien et au nettoyage des espaces naturels est fixé à 225.000 € incluant une prestation supplémentaire de faucardage à hauteur de 30.000 € pour permettre un bon fonctionnement des activités nautiques »

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le .....

Pour la Région Île-de-France	Pour l'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_107-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_108-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-108

Approbation d'une convention de partenariat financier avec la communauté d'agglomération Plaine Vallée, la commune de Groslay, la commune de Montmagny et l'État permettant à l'Agence des espaces verts de bénéficier de la dotation de soutien à l'investissement local pour l'éradication de décharges et dépôts sauvages, la dépollution et la sécurisation de parcelles régionales dans le cadre de l'aménagement de la Butte Pinson

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2334-42, L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi de finances rectificative pour 2020, publiée au Journal officiel le 31 juillet 2020, dont la priorité est d'engager un plan de relance ;

VU le nouvel appel à projets au titre de la dotation de soutien à l'investissement local, lancé auprès des collectivités locales pour financer notamment la suppression de dépôts et de décharges sauvages ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la conclusion de la convention de partenariat financier entre la communauté d'agglomération Plaine Vallée, les communes de Groslay et de Montmagny, le syndicat intercommunal d'étude et d'aménagement de la Butte-Pinson, l'État et l'Agence des espaces verts pour l'éradication de décharges et dépôts sauvages, la dépollution et la sécurisation de parcelles régionales dans le cadre de l'aménagement de la Butte Pinson, ci-annexée.

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer ladite convention.

Article 3 : HABILITE la Présidente à solliciter une aide de l'État pour cette opération, d'un montant de 1.634.398 €, dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement local.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_108-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_108-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT DSIL

Le préfet de la région d'Île-de-France ;
Le préfet du Val d'Oise ;
Le président de la communauté d'agglomération Plaine Vallée ;
Le maire de Groslay ;
Le maire de Montmagny ;
La présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France ;
Le président du Syndicat Intercommunal d'Études et d'Aménagement de la Butte Pinson ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2334-42 ;

Considérant le projet de suppression des dépôts sauvages et décharges sur les sites du Champ à Loup et de la Redoute dans le cadre du projet d'aménagement de l'espace naturel régional de la Butte Pinson, sur les territoires de Groslay et de Montmagny, dont les caractéristiques et les pièces justificatives, telles que prévues par l'arrêté du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention présentée au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, figurent en annexe de la présente convention ;

Considérant que ce projet répond aux conditions d'éligibilité à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) ;

Considérant le lien entre ce projet et la communauté d'agglomération de Plaine Vallée et les communes de Groslay et de Montmagny, ces deux dernières étant compétentes en matière d'ordre, de sûreté, de sécurité et de salubrité au titre des pouvoirs de police générale du maire mais également en matière de police spéciale de l'environnement en en ce qui concerne la pollution des sols et l'abandon de déchets ;

Considérant l'intérêt de fédérer, grâce à la signature d'un contrat de DSIL, l'ensemble des acteurs institutionnels publics, amenés à porter ou à soutenir des actions, permettant la réalisation des aménagements et favorisant la mise en œuvre du projet de territoire du Domaine régional de la Butte Pinson sur Montmagny et du Champ à Loup sur Groslay ;

Considérant que la signature du contrat cadre et l'octroi de la DSIL faciliteront, pour tous les maitres d'ouvrages intervenant dans la reconquête de la Butte Pinson, la mise en œuvre des objectifs opérationnels déjà existants :

- reconquérir l'espace naturel déqualifié et dégradé de la Butte Pinson et du Champ à Loup (Périmètre Régional d'Intervention Foncière - PRIF), levier de la nouvelle dynamique territoriale,
- offrir un cadre de vie de qualité à ces quartiers carencés en espace vert et aménité environnementale,
- apporter une réponse durable à la question du relogement des gens du voyage sédentarisés de longue date sur ce territoire,
- renforcer les liens et la pérennité de la trame verte et des grandes circulations douces régionales ;

Considérant le caractère fondamental de procéder à l'éradication des décharges et des dépôts sauvages, d'accompagner la dépollution et la sécurisation des parcelles régionales afin de faciliter la lutte contre l'artificialisation et de diminuer les freins à l'aménagement global permettant la reconquête de ce secteur pourtant stratégique, occupé par des populations, et des activités illicites, colonisé par des milliers de tonnes de déchets, par des casses automobiles sauvages et dont l'avenir est obéré par la pollution et des usages impropres ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_108-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_108-DE

Considérant que l'Agence des espaces verts, agissant au nom et pour le compte de la Région Île-de-France, propriétaire des terrains d'assiette du projet, a été désignée maître d'ouvrage du projet ;

Considérant que le Syndicat Intercommunal d'Études et d'Aménagement de la Butte Pinson a également été désigné maître d'ouvrage du projet sur l'assiette foncière lui appartenant (parcelle AD 404 sur le territoire de Montmagny), sur laquelle est située la Redoute de la Butte Pinson ;

Conviennent que le projet de suppression des dépôts sauvages et décharges sur les sites du Champ à Loup et de la Redoute dans le cadre du projet d'aménagement de l'espace naturel régional de la Butte Pinson, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence des espaces verts, est susceptible de bénéficier d'une subvention au titre de la DSIL dans les conditions prévues à la deuxième phrase du premier alinéa du C de l'article L. 2334-42 du code général des collectivités territoriales.

Le versement effectif de la subvention est subordonné à la prise d'un arrêté attributif par le préfet de la région d'Île-de-France et s'effectuera, le cas échéant, dans les conditions prévues par ledit arrêté.

Fait à ....., le ...../...../.....

Le préfet de la région d'Île-de-France

Le préfet du Val d'Oise

Le maire de Montmagny

Le maire de Groslay

Le président de la communauté d'agglomération Plaine Vallée

La présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Le président du Syndicat Intercommunal d'Études et d'Aménagement de la Butte-Pinson

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_108-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_109-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-109

Approbation d'une convention de partenariat financier avec la communauté d'agglomération Val Parisis et l'État permettant à l'Agence des espaces verts de bénéficier de la dotation de soutien à l'investissement local pour le projet de restauration et de mise en valeur de la caponnière de gorge du Fort de Cormeilles

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2334-42, L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi de finances rectificative pour 2020, publiée au Journal officiel le 31 juillet 2020, dont la priorité est d'engager un plan de relance ;

VU le nouvel appel à projets au titre de la dotation de soutien à l'investissement local, lancé auprès des collectivités locales pour financer notamment la suppression de dépôts et de décharges sauvages ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la conclusion de la convention de partenariat financier entre la communauté d'agglomération Val Parisis, l'État et l'Agence des espaces verts pour le projet de restauration et de mise en valeur de la caponnière de gorge du Fort de Cormeilles, ci-annexée.

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer ladite convention.

Article 3 : HABILITE la Présidente à solliciter une aide de l'État pour cette opération, d'un montant de 150.863 €, dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement local.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_109-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_109-DE

Le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Marc GUILLAUME – sis 5 Rue Leblanc, 75015 Paris

Le préfet du Val d'Oise, M. Amaury de SAINT-QUENTIN – sis 5 avenue Bernard Hirsch - CS20105 95010 CERGY-PONTOISE Cedex,

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France, Mme Anne CABRIT – sise 92 Avenue du Général Leclerc 93500 PANTIN,

Le président de la Communauté d'agglomération Val Parisis, M. Yannick BOËDEC – sis 271 Chaussée Jules César 95250 BEAUCHAMP

Préambule

Le Fort de Cormeilles, construit entre 1874 et 1877, occupe une superficie de 11 hectares à l'extrémité ouest de la butte de Cormeilles. Propriété de la Région Ile-de-France depuis 1998, il s'inscrit dans le site naturel régional des Buttes du Parisis, géré par l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

La gestion du fort a été confiée par convention à l'Association des Amis du Fort de Cormeilles. Cette association accueille des artistes et des artisans, supervise la mise à disposition du fort pour des tournages de films et entreprend des travaux de maintenance et de restauration de certains des espaces bâtis du fort.

La communauté d'agglomération Val Parisis, compétente en matière d'attractivité touristique de son territoire, est partenaire de l'Agence des Espaces Verts pour le développement de cet ensemble patrimonial. Conjointement, Val Parisis et l'Agence des espaces verts ont fait réaliser et cofinancé une étude de valorisation du Fort de Cormeilles en 2018, ainsi qu'un diagnostic de sécurisation en 2020.

Le fort a par ailleurs été labellisé par la Région Ile-de-France « Patrimoine d'intérêt régional » en 2018.

Dans le but de diversifier les activités accueillies dans le fort, l'Association des Amis du Fort de Cormeilles a monté fin 2019 un projet de restauration et de mise en valeur d'un ensemble de pièces situées à l'entrée du fort : la caponnière de gorge. Ce projet a été retenu par la Mission Stéphane Bern pour le Patrimoine au titre des projets emblématiques 2020.

Dans le cadre du montage de l'opération, l'Agence des espaces verts souhaite candidater à l'appel à projets pour l'attribution de la dotation de soutien à l'investissement local, lancé par le Préfet du Val d'Oise le 30 juillet 2020.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_109-DE

Les parties prenantes,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2334-42 ;

Considérant le projet de restauration et mise en valeur de la caponnière de gorge du Fort de Cormeilles sur le territoire de la commune de Cormeilles-en-Parisis, dont les caractéristiques et les pièces justificatives, telles que prévues par l'arrêté du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention présentée au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, figurent en annexe de la présente convention ;

Considérant que ce projet répond aux conditions d'éligibilité à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) ;

Considérant le lien très important entre le Fort de Cormeilles et la Communauté d'agglomération Val Parisis, celui-ci étant une tête de réseau majeure de la politique d'attractivité touristique et patrimoniale du territoire communautaire, autant qu'un lieu chargé d'histoire contemporaine que les habitants du Val d'Oise et d'Ile de France doivent s'approprier progressivement, autour du musée déjà existant, des éléments défensifs...;

Considérant que l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France, propriétaire des terrains d'assiette du projet, a été désignée maître d'ouvrage du projet ;

Conviennent

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

Que le projet de restauration et mise en valeur de la caponnière de gorge du Fort de Cormeilles, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, est susceptible de bénéficier d'une subvention au titre de la DSIL dans les conditions prévues à la deuxième phrase du premier alinéa du C de l'article L. 2334-42 du code général des collectivités territoriales.

Que le versement effectif de la subvention est subordonné à la prise d'un arrêté attributif par le préfet de région et s'effectuera, le cas échéant, dans les conditions prévues par ledit arrêté.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

Que la présente convention-cadre est signée pour une durée de 4 ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

Que la durée de la présente convention pourra être prorogée par avenant sous condition que chacune des parties en soit expressément d'accord.

ARTICLE 3 : Suivi de la convention

Qu'un état d'avancement des actions ayant fait l'objet de financements est soumis semestriellement par l'AEV à l'équipe-projet des services de l'État, tout comme à la CAVP. Il met en évidence l'avancement de chacune des actions.

ARTICLE 4 : Modifications de la convention, résiliation

Que toute modification du contenu du présent contrat et/ou de ses annexes devra faire l'objet d'un avenant daté et signé par chacune des parties.

Qu'en cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, sans contrepartie.

ARTICLE 7 : Contentieux

Qu'en cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage...) dont la mise en œuvre n'excédera pas 6 mois.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_109-DE

Fait à

Le Préfet du département du Val-d'Oise,

,

Amaury de SAINT-QUENTIN

Le Président de la Communauté
d'agglomération Val Parisis,

Yannick BOËDEC

Le Préfet de la région d'Ile de France,
Préfet de Paris,

Marc GUILLAUME

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des Espaces verts
de la région d'Ile de France,

Anne CABRIT

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_109-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-110

Approbation de la conclusion d'un bail rural sous seing privé avec un agriculteur (PRIF Montjean)

DÉLIBÉRATION

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE le bail rural avec un agriculteur, ci-annexé.

Article 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer le bail rural.

Article 3 : DIT que les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

BAIL RURAL SOUS SEING PRIVÉ

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 rue du Général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, elle-même représentée par Monsieur Guillaume SANDRET, dument habilité en vertu de l'arrêté de délégation de signature n°A19-013 du 18 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-110 du 7 octobre 2020,

Dénommée ci-après « le BAILLEUR »,

D'une part,

Et

Monsieur Constantin CHIRILOV, agriculteur, né le à , domicilié

Dénommé ci-après « le PRENEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Le BAILLEUR, agissant au nom et pour le compte de la région d'Ile-de-France, a vocation, notamment, à assurer la protection des terres agricoles situées au sein du Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF) de Montjean.

Le BAILLEUR a acquis, le 22 novembre 2016, des parcelles situées sur la commune de Rungis (94) d'une surface de 25ha 68a 69ca.

Dans le cadre de l'appel à candidature lancé fin 2017 sur la plaine de Montjean, un agriculteur a été désigné attributaire par le BAILLEUR d'une surface de 2ha 81a 82ca de terres.

Les parties ont donc convenu de signer un bail rural sous seing privé d'une durée de 9 ans.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

ARTICLE 1- OBJET DU BAIL

Le BAILLEUR et le PRENEUR conviennent de s'engager sur le présent bail dans le but de satisfaire leurs objectifs respectifs et notamment :

Pour le BAILLEUR : mettre à la disposition du PRENEUR qui l'accepte, les parcelles visées à l'article 2 du présent bail.

Pour le PRENEUR : disposer d'une exploitation pendant une durée qui lui permette une sécurité juridique.

Le BAILLEUR donne à bail rural de neuf ans, aux garanties ordinaires et de droit en la matière, modifiées ou complétées éventuellement par les stipulations du présent bail, pour la durée et aux conditions ci-après précisées, au PRENEUR qui accepte, les biens dont la désignation suit.

ARTICLE 2 - DESIGNATION CADASTRALE

Commune	Dpt	Section	N°	Surface cadastrale	Surface louée
RUNGIS	94	N	8	0ha 20a 18ca	0ha 20a 00ca
RUNGIS	94	N	10	0ha 15a 91ca	0ha 15a 66ca
RUNGIS	94	N	11	0ha 20a 92ca	0ha 20a 02ca
RUNGIS	94	N	12	0ha 09a 26ca	0ha 08a 99ca
RUNGIS	94	N	13	0ha 32a 63ca	0ha 31a 88ca
RUNGIS	94	N	14	0ha 02a 59ca	0ha 02a 59ca
RUNGIS	94	N	15	0ha 03a 10ca	0ha 02a 73ca
RUNGIS	94	N	16	0ha 61a 42ca	0ha 58a 87ca
RUNGIS	94	N	17	0ha 20a 77ca	0ha 19a 59ca
RUNGIS	94	N	18	0ha 77a 50ca	0ha 59a 22ca
RUNGIS	94	N	51	0ha 54a 34ca	0ha 42a 03ca
RUNGIS	94	O	39	0ha 13a 06ca	0ha 00a 07ca
RUNGIS	94	O	42	0ha 07a 81ca	0ha 00a 12ca
RUNGIS	94	O	43	0ha 30a 58ca	0ha 00a 05ca
			TOTAL	3ha 70a 07ca	2ha 81a 82ca

Les biens loués sont donnés à bail pour un usage agricole, tels qu'ils existent avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve, sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte du PRENEUR.

Les biens loués comprendront des clôtures installées ultérieurement par le BAILLEUR sur une partie du périmètre.

Le plan figurant en annexe 1 au présent bail indique l'emplacement de la surface louée.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

ARTICLE 3 – CONSTRUCTIONS - AMENAGEMENTS

Le PRENEUR ne pourra effectuer des constructions ou des aménagements sur le terrain loué qu'après avoir adressé un dossier technique complet au BAILLEUR et obtenu l'accord préalable et écrit de ce dernier.

Si l'autorisation est donnée, le PRENEUR sera ensuite autorisé à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme qu'il s'engage à soumettre à l'autorisation préalable et écrite du BAILLEUR.

Le PRENEUR pourra alors exécuter les travaux, à charge pour lui de supporter les impôts et taxes y afférents.

Les terrains mis à disposition ne sont pas aménagés pour de l'irrigation lors de la signature du présent bail. Dans l'hypothèse où le bailleur réaliserait des aménagements hydrauliques sur les parcelles pour permettre une irrigation des cultures, un avenant au présent bail sera signé pour en organiser la mise à disposition et l'entretien.

ARTICLE 4 - ETAT DES LIEUX

Le PRENEUR prendra les biens loués dans l'état où ils se trouveront à la date de leur entrée en jouissance.

Afin de permettre, le moment venu, de déterminer les améliorations apportées au fonds ou les dégradations subies par lui, et conformément aux dispositions de l'article L. 411-4 du Code rural et de la pêche maritime, un état des lieux sera établi contradictoirement et à frais communs dans le mois qui précède l'entrée en jouissance ou dans le mois suivant celle-ci.

Il constatera avec précision l'état des biens loués ainsi que le degré d'entretien des terres.

Passé le délai fixé ci-dessus, l'une des parties pourra établir unilatéralement un état des lieux qu'elle notifiera à l'autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière disposera, à compter de ce jour, de deux mois pour faire ses observations sur le projet ou pour l'accepter. À l'expiration de ce délai de deux mois, son silence vaudra accord. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

ARTICLE 5 - DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de NEUF (9) années entières et consécutives à compter de la date de sa signature, pour finir à pareille époque de l'année 2029.

ARTICLE 6 – NON - RENOUVELLEMENT

Au cas où une partie entendrait s'opposer au renouvellement du présent bail, elle devra prévenir l'autre partie contractante de cette intention dans un délai de 18 mois avant la fin du bail.

L'une ou l'autre partie devra mentionner expressément le motif de non renouvellement en application des dispositions du Code rural et de la pêche maritime.

Le congé notifié par le BAILLEUR le sera par acte extra judiciaire.
Le PRENEUR pourra notifier son congé par lettre recommandé avec accusé de réception.

À défaut de congé, le présent bail sera renouvelé par tacite reconduction aux mêmes clauses et conditions.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

ARTICLE 7 - FERMAGE

En application de l'article L. 411-11 du Code rural et de la pêche maritime et de l'arrêté préfectoral du département de la Val-de-Marne n°2019-030 fixant les valeurs locatives (maxima et minima) à compter du 1er octobre 2019, le fermage annuel est fixé à la somme de 626,54 € soit 222,32 €/ha.

L'indice retenu ayant servi au calcul du fermage de base est de : 105,33 (arrêté ministériel NOR: AGRT2017540A du 16 juillet 2020 constatant pour 2020 l'indice national des fermages).

Le Preneur s'oblige à payer le fermage au bailleur dès le 15 octobre de chaque année.

Le paiement des fermages s'effectuera par chèque ou virement bancaire ou postal adressé au Trésor Public des Établissements Publics Locaux de Paris, Receveur de l'Agence des Espaces Verts, 26, rue Benard 75675 PARIS Cedex 14.

ARTICLE 8 - IMPOTS ET TAXES

Le PRENEUR devra acquitter ses impôts personnels de manière que le BAILLEUR ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

Il paiera, en outre, en plus du fermage, et éventuellement remboursera au BAILLEUR lorsqu'il les aura acquittés en ses lieu et place, tous droits, taxes et cotisations afférentes aux biens loués et que la loi, ou les usages locaux, mettent à la charge de l'exploitant, conformément à l'article L. 415-3 du Code rural et de la pêche maritime ; il est expressément convenu que le preneur prendra à sa charge la moitié de l'imposition pour frais de chambre d'agriculture et la moitié du montant global de la taxe foncière, le tout majoré des frais de confection des rôles.

Le remboursement par le PRENEUR se fera sans délai sur justification du montant des impôts et taxes fournis par le BAILLEUR.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE JOUISSANCE

Ce bail est soumis aux dispositions du statut du fermage et aux usages locaux demeurés valables, notamment aux charges et conditions suivantes que le PRENEUR s'oblige, à exécuter et accomplir :

9.1 - JOUISSANCE

Le PRENEUR jouira des biens loués à l'exemple d'un agriculteur soigneux et actif, sans commettre, ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

9.2 - EMPIETEMENT - USURPATIONS

Le PRENEUR s'opposera à tous empiétements et à toutes usurpations et devra avertir LE BAILLEUR de tout ce qui pourrait se produire dans le délai prescrit par l'article 1768 du Code civil, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts.

9.3 - ASSURANCES

Le PRENEUR devra, pendant le cours du bail, assurer pour une somme suffisante :
- tous les biens lui appartenant et garnissant les biens loués ;
- le recours des propriétaires et le risque des voisins ;
- ses salariés contre les risques d'accident du travail ;
- ses récoltes contre toutes les calamités agricoles dont les compagnies d'assurances acceptent ordinairement de couvrir le risque.

Il en paiera les primes à leurs échéances et justifiera de tout au BAILLEUR par la production des polices et quittances.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

Le PRENEUR ne pourra réclamer aucune indemnité ni diminution du fermage pour cause de grêle, sécheresse, gelée, coulure, inondation, fontis, incendie, foudre, ravages de guerre ou de révolution, et tous autres cas fortuits, prévus ou imprévus, ordinaires ou extraordinaires qui détruiraient tout ou partie des produits, vifs ou morts en cas d'élevage, et dont le PRENEUR demeurera expressément chargé, sauf pour lui à s'assurer.

9.4 - REPARATIONS

- **Réparations locatives** : Le PRENEUR devra, pendant tout le cours du bail, entretenir tous les édifices en bon état de réparations locatives, si elles ne sont occasionnées ni par la vétusté, ni par le vice de la construction ou de la matière, ni par la force majeure.

- **Grosses réparations** : Les grosses réparations et les travaux de reconstruction seront à la charge exclusive du BAILLEUR.

En outre, sous peine d'engager sa responsabilité, le PRENEUR devra avertir le BAILLEUR lorsque l'état des bâtiments loués rendra indispensable l'exécution des travaux incombant à celui-ci.
Le BAILLEUR aura toujours le droit, pendant le cours du bail, de faire constater contradictoirement, aux dépends de qui il appartiendra, tous faits dommageables qui pourraient lui causer préjudice, pour réserver son recours selon la loi.

- Travaux de mise aux normes : De convention expresse le BAILLEUR ne sera pas tenu d'effectuer les travaux rendus nécessaires par la mise en conformité des installations et des bâtiments d'exploitation avec les règles de protection de l'environnement imposées par l'autorité administrative.

Toutefois, le BAILLEUR autorise, d'ores et déjà, le PRENEUR à effectuer ces travaux. Le PRENEUR informera alors le BAILLEUR de toutes mesures qu'il aura pu prendre pour parvenir à cette mise aux normes techniques.

Dans ce cas, lors de l'expiration du bail, le BAILLEUR s'engage à indemniser le PRENEUR. L'indemnité sera calculée par référence aux dispositions prévues par l'article L.411-71 du Code rural et de la pêche maritime.

9.5 - RECONSTRUCTION D'UN BATIMENT DETRUIT PAR CAS FORTUITS

En cas de destruction des bâtiments, le BAILLEUR sera tenu, si le PRENEUR le demande, de reconstruire le bâtiment détruit ou un bâtiment équivalent, à due concurrence des sommes versées par les compagnies d'assurances.

Si les frais de reconstruction excédent le montant de l'indemnité d'assurance, le BAILLEUR pourra prendre en charge l'intégralité de la dépense, en demandant au PRENEUR une augmentation de fermage fixée dans les conditions de l'article L.411-11 du Code Rural et de la pêche maritime, en respectant les quantités arrêtées par le barème préfectoral. En cas de désaccord sur la modification demandée, elle sera fixée par le Tribunal paritaire, saisie par la partie la plus diligente.

Le PRENEUR pourra également décider de participer au financement des travaux de reconstruction : dans ce cas, à l'expiration du bail, il aura droit à une indemnité déterminée dans les conditions fixées aux articles L.411-69, L.411-70 et L.411-71 du Code Rural et de la pêche maritime.

En cas de destruction, Le BAILLEUR ne sera pas tenu de reconstruire les bâtiments.

9.6 – DROIT DE VISITE

Le BAILLEUR se réserve le droit de visiter selon une fréquence raisonnable (annuellement pour les bâtiments d'habitation) les biens loués ou de les faire visiter par ses mandataires après avoir prévenu une semaine à l'avance le PRENEUR.

9.7 – PLANTATIONS – TALUS – FOSSES - CLOTURES

Le PRENEUR devra obtenir l'accord préalable et écrit du BAILLEUR s'il souhaite supprimer ou créer des haies, plantations, fossés ou clôtures.

Le PRENEUR devra entretenir les haies déjà plantées et les clôtures installées par le BAILLEUR.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

9.8 - CHASSE

Le droit de chasse est transféré gratuitement, pour la durée du présent bail rural, du BAILLEUR au PRENEUR pour lui-même, les personnes qu'il autoriserait à l'exercer ou auxquelles il le louerait ou le céderait sans limitation.

Le PRENEUR prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter, le cas échéant, tous risques de dégâts causés par le gibier et les nuisibles.

Le PRENEUR ne pourra réclamer aucune indemnité au BAILLEUR en cas de dégâts causés par le gibier et les nuisibles.

9.9 - EPANDAGE, FERTILISATION, AMENDEMENT

Le PRENEUR s'engage à ne pas épandre de boues résiduaires urbaines et industrielles sur la parcelle louée.

9.10 - OBLIGATION DE GARNIR LE DOMAINE

Le PRENEUR devra garnir les terres et les tenir constamment garnies, pendant tout le cours du bail, de matériels en quantité et de valeur suffisante pour assurer une bonne exploitation et pour répondre du paiement des fermages et de l'exécution des conditions du bail.

9.11 - FIN DU BAIL - OBLIGATIONS DU PRENEUR

Quelle que soit la cause de la fin du bail, à sa sortie, LE PRENEUR devra restituer les lieux en bon état, conformément à l'état des lieux qui aura été dressé comme il est dit ci-dessus, et sauf les modifications et transformations régulièrement autorisées et effectuées au cours du bail, conformément aux articles L. 411-28, L. 411-29 et L. 411-73 du Code rural et de la pêche maritime. Le nouvel état des lieux qui sera alors dressé, à frais communs, devra tenir compte de ces modifications et transformations.

ARTICLE 10 - CESSION - ASSOCIATION AU BAIL - APPORT EN SOCIETE

10.1 - CESSION DU BAIL

Le bail est incessible sauf dans les cas et sous les conditions prévues à l'article L. 411-35 du Code rural et de la pêche maritime.

10.2 - APPORT A UNE SOCIETE

Tout apport à une société civile d'exploitation ou à un GAEC est subordonné à l'agrément personnel et préalable du BAILLEUR conformément aux articles L. 411-37 et L. 411-38 du Code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 11 - SOUS-LOCATION. MISE À DISPOSITION - ECHANGE DE JOUISSANCE

11.1 - SOUS-LOCATION

Toute sous-location est interdite. Toutefois, le BAILLEUR ou, à défaut, le tribunal paritaire, pourra, conformément à l'article L. 411-35, alinéa 3, du Code rural et de la pêche maritime, autoriser le PRENEUR à sous-louer certains bâtiments s'il en existe au présent bail ou parcelles de terre à usage de loisirs, pour une durée n'excédant pas trois mois ; dans ce cas, le produit de la sous-location pourra être réparti entre le PRENEUR et le BAILLEUR dans une proportion fixée par eux, ou, à défaut, par le tribunal paritaire.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

11.2 - MISE À DISPOSITION

En vertu de l'article L. 411-37 du Code rural et de la pêche maritime, si le PRENEUR est, ou devient, membre d'une société dont l'objet est principalement agricole, il pourra mettre à la disposition de celle-ci tout ou partie des biens présentement loués, à condition d'en aviser le BAILLEUR au plus tard dans les deux mois qui suivent par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Tout changement intervenant dans la mise à disposition devra être porté à la connaissance du BAILLEUR dans les mêmes formes et délai.

11.3 - ECHANGE DE JOUISSANCE

Le PRENEUR aura la faculté, dans les limites et conditions fixées par l'article L. 411-39 du Code rural et de la pêche maritime, de procéder à des échanges de jouissance ou locations de parcelles détachées ou enclavées. Le bénéficiaire de ces échanges devra en revanche respecter les conditions de jouissance décrites dans l'article 9 du présent bail. Le PRENEUR devra, au préalable, notifier l'opération au BAILLEUR qui pourra s'y opposer en saisissant le tribunal paritaire des baux ruraux.

ARTICLE 12 – DROIT DE REPRISE - RENOUVELLEMENT

À l'expiration du bail, le BAILLEUR, s'il remplit les conditions requises et à charge d'adresser préalablement un congé 18 mois avant la fin du bail, dans la forme requise, pourra exercer le droit de reprise accordé par le Code rural et de la pêche maritime, notamment par :

- l'article L. 411-57, pour lui permettre de reprendre pour lui-même une surface déterminée par arrêté préfectoral en vue de la construction d'une maison d'habitation,
- l'article L. 411-58, s'il souhaite exploiter le bien lui-même,
- l'article L. 411-62 alinéa 2, en vue d'agrandir une autre exploitation donnée à bail par lui.
- l'article L. 411-67, pour l'exploitation de carrières.

La reprise pourra être soit totale, soit partielle ; dans ce dernier cas, conformément à l'article L. 411-62 alinéa 1 du Code rural et de la pêche maritime, elle ne pourra pas compromettre l'équilibre économique de l'exploitation et le PRENEUR aura la faculté de notifier au BAILLEUR, jusqu'à l'expiration du bail en cours, sa décision de ne pas renouveler le bail.

Le droit de reprise du BAILLEUR s'exercera dans les conditions prévues à l'article L. 411-46 du Code rural et de la pêche maritime, à moins que le bail ne soit résilié soit à l'amiable, soit pour un des motifs prévus ci-après à l'article 15 des présentes.

Si le BAILLEUR n'utilise pas son droit de reprise, à l'expiration de cette période initiale de neuf ans, conformément à l'article L. 416-1 du Code rural et de la pêche maritime, ce bail se renouvellera par période de 9 ans dans les termes de l'article L. 411-46 du Code rural et de la pêche maritime à moins qu'il ne soit résilié soit à l'amiable, soit pour un des motifs prévus à l'article 15 ci-après.
Sauf convention contraire, les clauses et conditions du bail renouvelé seront celles du présent bail ; à défaut d'accord entre les parties, le tribunal paritaire fixera le prix et statuera sur les clauses et conditions du nouveau bail.
Toutefois, lors du renouvellement du bail, le PRENEUR ne pourra refuser l'introduction d'une clause de reprise sexennale prévue par l'article L. 411-6 du Code rural et de la pêche maritime. Au cas où cette faculté serait invoquée, un congé devrait être adressé au PRENEUR avant l'expiration de la sixième année du bail renouvelé.

Une fois stipulée lors d'un renouvellement, cette clause de reprise sexennale continuera à s'appliquer lors des renouvellements ultérieurs.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

ARTICLE 13 - RESILIATION DU BAIL

13.1 - A LA DEMANDE DU PRENEUR

Conformément à l'article L. 411-33 du Code rural et de la pêche maritime, le PRENEUR pourra demander la résiliation du bail :

- si lui-même ou l'un des membres de sa famille indispensable au travail à la ferme est frappé d'incapacité de travail grave et permanente ;
- si, par suite de décès, sa famille se trouve privée d'un ou plusieurs de ses membres indispensables au travail de la ferme ;
- s'il achète une ferme pour l'exploiter lui-même.

Le PRENEUR pourra également demander la résiliation :

- s'il se voit opposer un refus d'autorisation d'exploiter par l'autorité administrative l'empêchant de mettre la structure de son exploitation en conformité avec les dispositions du schéma directeur départemental des structures.
- au cas où après un remembrement, sa jouissance des biens loués étant diminuée, le PRENEUR n'entend pas obtenir le report des effets du bail sur les parcelles reçues en échange, conformément à l'article 123-15 du Code rural et de la pêche maritime.
- au cas où après exercice d'un droit de préemption urbain, le PRENEUR entend quitter les lieux, conformément à l'article L. 213-10 alinéa 3, du Code de l'urbanisme.
- si, suite à une résiliation partielle par le BAILLEUR, pour changement de la destination agricole, le PRENEUR est privé de parcelles essentielles à l'équilibre économique de son exploitation, conformément à l'article L 411-32 du Code rural et de la pêche maritime.
- en cas de cessation d'activité du PRENEUR pour tous motifs que ce soit.

13.2 - A LA DEMANDE DU BAILLEUR

Sous réserve des dispositions des articles L. 411-32 et L. 411-34 du Code rural et de la pêche maritime, le BAILLEUR ne peut demander la résiliation du bail que s'il justifie de l'un des motifs suivants :

1° Deux défauts de paiement de fermage ou de la part de produits revenants au BAILLEUR ayant persisté à l'expiration d'un délai de trois mois après mise en demeure postérieure à l'échéance. Cette mise en demeure devra, à peine de nullité, rappeler les termes de la présente disposition ;
2° Des agissements du PRENEUR de nature à compromettre la bonne exploitation du fonds, notamment le fait qu'il ne dispose pas de la main d'œuvre nécessaire aux besoins de l'exploitation ;

Les motifs mentionnés ci-dessus ne peuvent être invoqués en cas de force majeure ou de raisons sérieuses et légitimes.

Le BAILLEUR peut également demander la résiliation du bail s'il justifie d'un des motifs suivants :

3° Toute contravention aux dispositions de l'article L. 411-35 du Code rural et de la pêche maritime ;

4° Toute contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 411-38 du Code rural et de la pêche maritime ;

5° Toute contravention aux obligations dont le preneur est tenu en application des articles L. 411-37, L. 411-39, L. 411-39-1 du Code rural et de la pêche maritime si elle est de nature à porter préjudice au bailleur.

ARTICLE 14 – AMELIORATIONS PAR LE PRENEUR

Le PRENEUR pourra, dans les conditions prévues par l'article L 411-73 du Code rural et de la pêche maritime, effectuer des améliorations sur le fonds loué.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

Il aura droit, dans ce cas, à sa sortie des lieux, à une indemnité calculée conformément aux dispositions de l'article L 411-71 du Code rural et de la pêche maritime et déterminée lors de l'état de sortie des lieux.
Pour déterminer l'existence et la consistance des améliorations, il sera fait une expertise de sortie qui sera comparée à l'état des lieux dressé au début du bail.

Le PRENEUR ne pourra construire ou faire construire un bâtiment d'habitation sur une parcelle comprise aux présentes que s'il a obtenu, au préalable, l'accord écrit du BAILLEUR. Si l'autorisation est donnée, le PRENEUR pourra alors exécuter les travaux, à charge de supporter les impôts et taxes afférents au bâtiment construit.

De convention expresse pendant le cours du bail, les améliorations effectuées par le PRENEUR sur le fonds loué, dans le respect des procédures légales, resteront sa propriété pendant toute la durée du bail, en ce compris ses renouvellements successifs.

Le PRENEUR aura la faculté de céder les améliorations régulièrement exécutées sur le fonds loué dans les cas énumérés à l'article L 411-75 du Code rural et de la pêche maritime.

Il est fait observer que sont assimilés aux améliorations les travaux effectués par le PRENEUR ayant pour objet de permettre d'exploiter le bien loué en conformité avec la réglementation. Lorsque ces travaux sont imposés par l'autorité administrative, le PRENEUR doit en informer le BAILLEUR qui ne peut s'y opposer.

La demande du PRENEUR sortant relative à une indemnisation des améliorations apportées au fonds loué se prescrit par douze mois à compter de la date de fin du bail, et ce, à peine de forclusion.

ARTICLE 15 — INDEMNITE DE SORTIE

- Dégradation : si la comparaison entre les situations initiale et finale révèle une dégradation du fonds, le BAILLEUR a droit à une indemnité égale au montant du préjudice subi.

- Amélioration : si, à l'inverse, le bien loué a bénéficié d'améliorations, le PRENEUR dont le travail et les investissements sont à l'origine d'une plus-value, est titulaire d'une créance envers le BAILLEUR. Déduction faite des subventions perçues par le PRENEUR et des dépenses somptuaires, le montant de la somme due par le BAILLEUR varie selon la nature des travaux réalisés en cours de bail et la cause de départ du PRENEUR.

- Bâtiments et ouvrages incorporés au sol : à condition de conserver une valeur effective d'utilisation, les aménagements relatifs aux bâtiments et aux ouvrages incorporés au sol ont vocation à donner lieu au versement d'une indemnité.
À l'expiration du bail, ou en cas de résiliation de celui-ci, pour quelque cause que ce soit et avant son expiration, les bâtiments, ouvrages et tout autre aménagement deviendront propriété du BAILLEUR.
Il pourra être versé au PRENEUR une indemnité égale au coût des travaux d'édification des bâtiments, ouvrages et aux coûts des autres aménagements, déduction faite des aides financières obtenues et d'un amortissement calculé d'après le barème départemental.

- Plantations : s'agissant de plantations, le montant de l'indemnité est égal, dans la limite de la plus-value apportée au fonds loué, à l'ensemble des dépenses, y compris la valeur de la main d'œuvre, estimées en fin de bail, qu'aura eu à supporter le PRENEUR, déduction faite d'un amortissement calculé à compter de la date d'entrée en production conformément au barème applicable.

- Indemnité provisionnelle : s'il apparaît que le PRENEUR est en droit de prétendre au versement d'une indemnité, la partie la plus diligente peut, à défaut de fixation un an avant l'expiration du bail, saisir le président du tribunal paritaire de baux ruraux statuant en la forme des référés en vue de la détermination d'une indemnité provisionnelle d'un montant aussi proche que possible de celui de la créance définitive.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

La somme ainsi fixée doit être acquittée ou consignée dans le mois qui suit la notification de la décision du juge. Tant que le BAILLEUR n'a pas satisfait à ses obligations, le PRENEUR est fondé à se maintenir en place (Code rural et de la pêche maritime, art L. 411-76).

Fait en 2 exemplaires originaux à

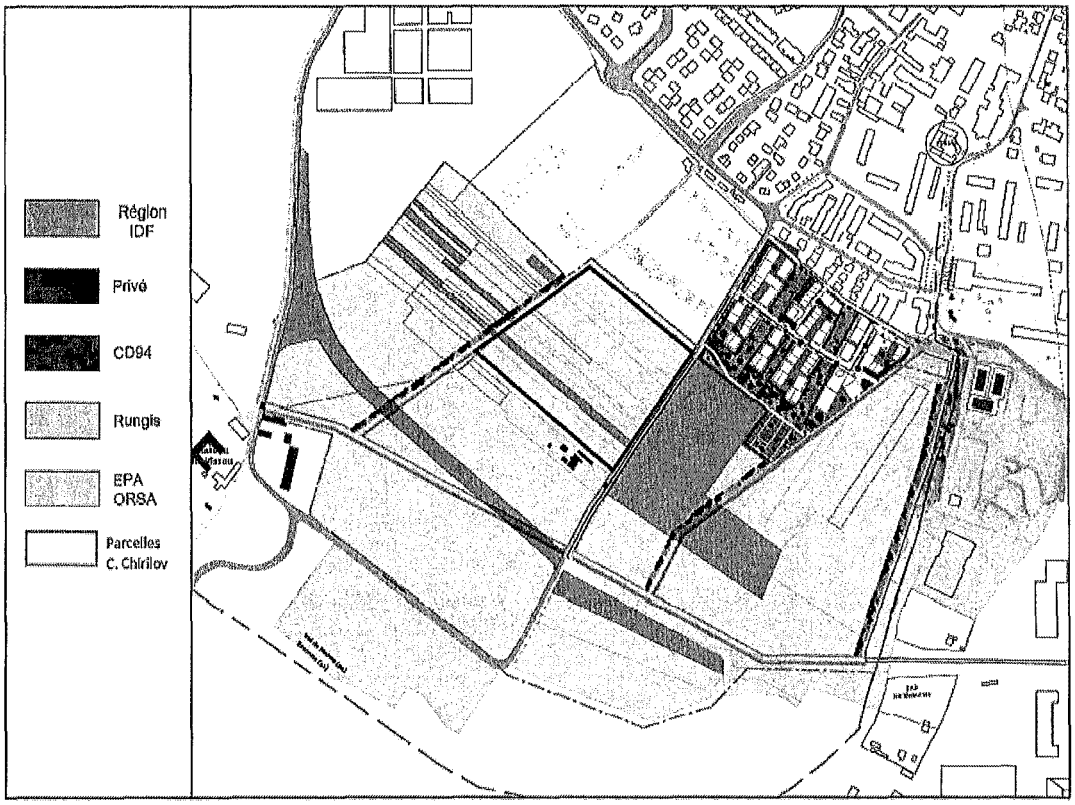
Le

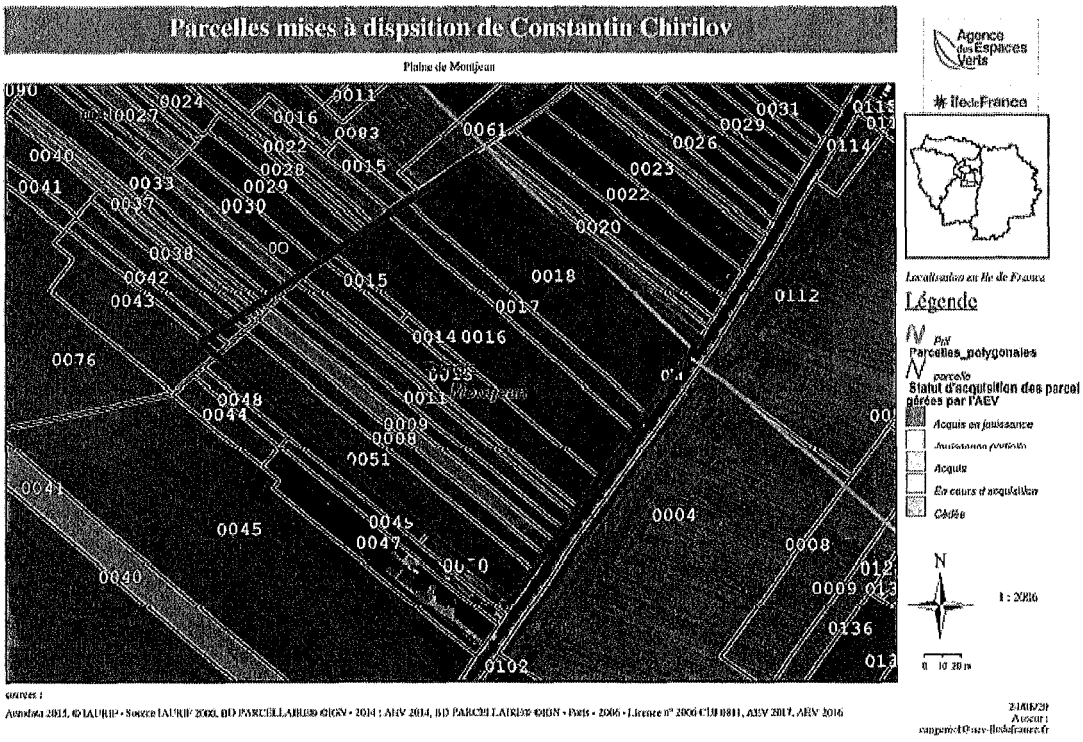
L'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile-de-France

Monsieur Constantin CHIRILOV

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

ANNEXE 1 : plan des surfaces louées





Parcelles mises à disposition de Constantin Chirilov

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_110-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-111

Approbation de la conclusion d'un bail rural sous seing privé avec la SCIC Les Champs des Possibles (PRIF Hurepoix)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE le bail rural avec la SCIC Les Champs des Possibles, ci-annexé.

Article 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ledit bail rural.

Article 3 : DIT que les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

BAIL RURAL SOUS SEING PRIVÉ

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 rue du Général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, elle-même représentée par Monsieur Guillaume SANDRET, dument habilité en vertu de l'arrêté de délégation de signature n°A19-013 du 18 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-111 du 7 octobre 2020,

Dénommée ci-après « le BAILLEUR »,

D'une part,

Et

La Coopérative d'activité et d'emploi, société coopérative d'intérêt collectif à responsabilité (SCIC SARL) à capital variable LES CHAMPS DES POSSIBLES, représentée par ses gérants, Madame Maëla LE GUILLOU et Monsieur Sylvain PECHOUX, domiciliée Hameau de Toussacq – 77480 VILLENAUXE-LA-PETITE

D'autre part,

PRÉAMBULE

Le BAILLEUR, agissant au nom et pour le compte de la région d'Ile-de-France a vocation, notamment, à assurer la protection des terres agricoles situées au sein du Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF) de l'Hurepoix.

La couveuse et coopérative d'activités et d'entrepreneurs LES CHAMPS DES POSSIBLES a pour but d'aider à l'installation de nouveaux actifs agricoles en Ile de France. Pour ce faire, elle anime notamment un dispositif régional de test d'activité agricole (couveuse d'activité agricole) permettant la formation pratique de candidats à l'installation et le test de leur activité en grandeur réelle avant installation. Dans ce cadre, la coopérative met à disposition des "entrepreneurs à l'essai" tout ou partie des moyens de production nécessaires au test de leur activité, dont le foncier. Différents agriculteurs pourront ainsi être amenés à exploiter les terrains pris à bail dans le cadre de leur parcours de test d'activité ou dans le cadre d'une installation durable au sein de la coopérative d'activités en qualité d'"entrepreneur salarié associé".

En 2013 les parties ont signé une convention de mise à disposition gratuite de 10 ha de parcelles récemment acquises dans l'attente de la signature d'un bail rural, suite à l'attribution par la Safer de ces parcelles situées sur la commune de Saulx-Les-Chartreux.

Les parties ont donc convenu de signer un bail rural sous seing privé d'une durée de 9 ans pour 5ha 58a 30ca de parcelles, la surface restante ayant été louée à un agriculteur qui s'est installé après avoir testé son activité au sein de la couveuse.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

ARTICLE 1- OBJET DU BAIL

Le BAILLEUR et le PRENEUR conviennent de s'engager sur le présent bail dans le but de satisfaire leurs objectifs respectifs et notamment :

Pour le BAILLEUR : mettre à la disposition du PRENEUR qui l'accepte, les parcelles visées à l'article 2 du présent bail.

Pour le PRENEUR : disposer d'une exploitation pendant une durée qui lui permette une sécurité juridique.

Le BAILLEUR donne à bail rural de neuf ans, aux garanties ordinaires et de droit en la matière, modifiées ou complétées éventuellement par les stipulations du présent bail, pour la durée et aux conditions ci-après précisées, au PRENEUR qui accepte, les biens dont la désignation suit.

ARTICLE 2 - DESIGNATION CADASTRALE

Commune	Dpt	Section	N°	Surface cadastrale	Surface louée
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	78	0ha 97a 40ca	0ha 97a 40ca
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	79	0ha 33a 24ca	0ha 33a 24ca
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	80	0ha 74a 99ca	0ha 74a 99ca
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	81	0ha 48a 76ca	0ha 48a 76ca
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	84	0ha 36a 46ca	0ha 36a 46ca
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	86	0ha 58a 92ca	0ha 58a 92ca
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	87	0ha 08a 04ca	0ha 08a 04ca
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	88	1ha 48a 99ca	1ha 48a 99ca
SAULX-LES-CHARTREUX	91	ZH	89	0ha 51a 50ca	0ha 51a 50ca
			TOTAL	5ha 58a 30ca	5ha 58a 30ca

Les biens loués sont donnés à bail pour un usage agricole, tels qu'ils existent avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve, sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte du PRENEUR.

Une pompe est présente sur la parcelle ZH86 : son entretien est à la charge de l'exploitant de la parcelle ZH77.

ARTICLE 3 – CONSTRUCTIONS - AMENAGEMENTS

Le PRENEUR ne pourra effectuer des constructions ou des aménagements sur le terrain loué qu'après avoir adressé un dossier technique complet au BAILLEUR et obtenu l'accord préalable et écrit de ce dernier.

Si l'autorisation est donnée, le PRENEUR sera ensuite autorisé à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme qu'il s'engage à soumettre à l'autorisation préalable et écrite du BAILLEUR.

Le PRENEUR pourra alors exécuter les travaux, à charge pour lui de supporter les impôts et taxes y afférents.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

ARTICLE 4 - ETAT DES LIEUX

Le PRENEUR prendra les biens loués dans l'état où ils se trouveront à la date de leur entrée en jouissance.

Afin de permettre, le moment venu, de déterminer les améliorations apportées au fonds ou les dégradations subies par lui, et conformément aux dispositions de l'article L. 411-4 du Code rural et de la pêche maritime, un état des lieux sera établi contradictoirement et à frais communs dans le mois qui précède l'entrée en jouissance ou dans le mois suivant celle-ci.

Il constatera avec précision l'état des biens loués ainsi que le degré d'entretien des terres.

Passé le délai fixé ci-dessus, l'une des parties pourra établir unilatéralement un état des lieux qu'elle notifiera à l'autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière disposera, à compter de ce jour, de deux mois pour faire ses observations sur le projet ou pour l'accepter. À l'expiration de ce délai de deux mois, son silence vaudra accord. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

ARTICLE 5 - DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de NEUF (9) années entières et consécutives à compter de la date de sa signature, pour finir à pareille époque de l'année 2029.

ARTICLE 6 – NON - RENOUVELLEMENT

Au cas où une partie entendrait s'opposer au renouvellement du présent bail, elle devra prévenir l'autre partie contractante de cette intention dans un délai de 18 mois avant la fin du bail.

L'une ou l'autre partie devra mentionner expressément le motif de non renouvellement en application des dispositions du Code rural et de la pêche maritime.

Le congé notifié par le BAILLEUR le sera par acte extra judiciaire.
Le PRENEUR pourra notifier son congé par lettre recommandé avec accusé de réception.

À défaut de congé, le présent bail sera renouvelé par tacite reconduction aux mêmes clauses et conditions.

ARTICLE 7 - FERMAGE

En application de l'article L. 411-11 du Code rural et de la pêche maritime et de l'arrêté préfectoral du département de l'Essonne n°2019-DDT-SEA-318 du 3 septembre 2019 pour la période fixant les valeurs locatives (maxima et minima), le fermage annuel est fixé à la somme de 303,43 €/ha soit 1694,03 €.

L'indice retenu ayant servi au calcul du fermage de base est de : 105,33 (arrêté ministériel NOR: AGRT2017540A du 16 juillet 2020 constatant pour 2020 l'indice national des fermages).

Le Preneur s'oblige à payer le fermage au bailleur dès le 15 octobre de chaque année.

Le paiement des fermages s'effectuera par chèque ou virement bancaire ou postal adressé au Trésor Public des Établissements Publics Locaux de Paris, Receveur de l'Agence des Espaces Verts, 26, rue Benard 75675 PARIS Cedex 14.

ARTICLE 8 - IMPOTS ET TAXES

Le PRENEUR devra acquitter ses impôts personnels de manière que le BAILLEUR ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

Il paiera, en outre, en plus du fermage, et éventuellement remboursera au BAILLEUR lorsqu'il les aura acquittés en ses lieu et place, tous droits, taxes et cotisations afférentes aux biens loués et que la loi, ou les usages locaux, mettent à la charge de l'exploitant, conformément à l'article L. 415-3 du Code rural et de la pêche maritime ; il est expressément convenu que le preneur prendra à sa charge la moitié de l'imposition pour frais de chambre d'agriculture et la moitié du montant global de la taxe foncière, le tout majoré des frais de confection des rôles.

Le remboursement par le PRENEUR se fera sans délai sur justification du montant des impôts et taxes fournis par le BAILLEUR.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE JOUISSANCE

Ce bail est soumis aux dispositions du statut du fermage et aux usages locaux demeurés valables, notamment aux charges et conditions suivantes que le PRENEUR s'oblige, à exécuter et accomplir :

9.1 - JOUISSANCE

Le PRENEUR jouira des biens loués à l'exemple d'un agriculteur soigneux et actif, sans commettre, ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

9.2 - EMPIETEMENT - USURPATIONS

Le PRENEUR s'opposera à tous empiétements et à toutes usurpations et devra avertir LE BAILLEUR de tout ce qui pourrait se produire dans le délai prescrit par l'article 1768 du Code civil, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts.

9.3 - ASSURANCES

Le PRENEUR devra, pendant le cours du bail, assurer pour une somme suffisante :
- tous les biens lui appartenant et garnissant les biens loués ;
- le recours des propriétaires et le risque des voisins ;
- ses salariés contre les risques d'accident du travail ;
- ses récoltes contre toutes les calamités agricoles dont les compagnies d'assurances acceptent ordinairement de couvrir le risque.

Il en paiera les primes à leurs échéances et justifiera de tout au BAILLEUR par la production des polices et quittances.

Le PRENEUR ne pourra réclamer aucune indemnité ni diminution du fermage pour cause de grêle, sécheresse, gelée, coulure, inondation, fontis, incendie, foudre, ravages de guerre ou de révolution, et tous autres cas fortuits, prévus ou imprévus, ordinaires ou extraordinaires qui détruiraient tout ou partie des produits, vifs ou morts en cas d'élevage, et dont le PRENEUR demeurera expressément chargé, sauf pour lui à s'assurer.

9.4 - REPARATIONS

- **Réparations locatives** : Le PRENEUR devra, pendant tout le cours du bail, entretenir tous les édifices en bon état de réparations locatives, si elles ne sont occasionnées ni par la vétusté, ni par le vice de la construction ou de la matière, ni par la force majeure.

- **Grosses réparations** : Les grosses réparations et les travaux de reconstruction seront à la charge exclusive du BAILLEUR.

En outre, sous peine d'engager sa responsabilité, le PRENEUR devra avertir le BAILLEUR lorsque l'état des bâtiments loués rendra indispensable l'exécution des travaux incombant à celui-ci.
Le BAILLEUR aura toujours le droit, pendant le cours du bail, de faire constater contradictoirement, aux dépends de qui il appartiendra, tous faits dommageables qui pourraient lui causer préjudice, pour réserver son recours selon la loi.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

- Travaux de mise aux normes : De convention expresse le BAILLEUR ne sera pas tenu d'effectuer les travaux rendus nécessaires par la mise en conformité des installations et des bâtiments d'exploitation avec les règles de protection de l'environnement imposées par l'autorité administrative.

Toutefois, le BAILLEUR autorise, d'ores et déjà, le PRENEUR à effectuer ces travaux. Le PRENEUR informera alors le BAILLEUR de toutes mesures qu'il aura pu prendre pour parvenir à cette mise aux normes techniques.

Dans ce cas, lors de l'expiration du bail, le BAILLEUR s'engage à indemniser le PRENEUR. L'indemnité sera calculée par référence aux dispositions prévues par l'article L.411-71 du Code rural et de la pêche maritime.

9.5 - RECONSTRUCTION D'UN BATIMENT DETRUIT PAR CAS FORTUITS

En cas de destruction des bâtiments, le BAILLEUR sera tenu, si le PRENEUR le demande, de reconstruire le bâtiment détruit ou un bâtiment équivalent, à due concurrence des sommes versées par les compagnies d'assurances.

Si les frais de reconstruction excédent le montant de l'indemnité d'assurance, le BAILLEUR pourra prendre en charge l'intégralité de la dépense, en demandant au PRENEUR une augmentation de fermage fixée dans les conditions de l'article L.411-11 du Code Rural et de la pêche maritime, en respectant les quantités arrêtées par le barème préfectoral. En cas de désaccord sur la modification demandée, elle sera fixée par le Tribunal paritaire, saisie par la partie la plus diligente.

Le PRENEUR pourra également décider de participer au financement des travaux de reconstruction : dans ce cas, à l'expiration du bail, il aura droit à une indemnité déterminée dans les conditions fixées aux articles L.411-69, L.411-70 et L.411-71 du Code Rural et de la pêche maritime.

En cas de destruction, Le BAILLEUR ne sera pas tenu de reconstruire les bâtiments.

9.6 – DROIT DE VISITE

Le BAILLEUR se réserve le droit de visiter selon une fréquence raisonnable (annuellement pour les bâtiments d'habitation) les biens loués ou de les faire visiter par ses mandataires après avoir prévenu une semaine à l'avance le PRENEUR.

9.7 – PLANTATIONS – TALUS – FOSSES - CLOTURES

Le PRENEUR devra obtenir l'accord préalable et écrit du BAILLEUR s'il souhaite supprimer ou créer des haies, fossés ou clôtures.

Le PRENEUR devra entretenir les haies déjà plantées et les clôtures installées par le BAILLEUR.

9.8 - CHASSE

Le droit de chasse est transféré gratuitement, pour la durée du présent bail rural, du BAILLEUR au PRENEUR pour lui-même, les personnes qu'il autoriserait à l'exercer ou auxquelles il le louerait ou le céderait sans limitation.

Le PRENEUR prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter, le cas échéant, tous risques de dégâts causés par le gibier et les nuisibles.

Le PRENEUR ne pourra réclamer aucune indemnité au BAILLEUR en cas de dégâts causés par le gibier et les nuisibles.

9.9 - EPANDAGE, FERTILISATION, AMENDEMENT

Le PRENEUR s'engage à ne pas épandre de boues résiduaires urbaines et industrielles sur la parcelle louée.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

9.10 - OBLIGATION DE GARNIR LE DOMAINE

Le PRENEUR devra garnir les terres et les tenir constamment garnies, pendant tout le cours du bail, de matériels en quantité et de valeur suffisante pour assurer une bonne exploitation et pour répondre du paiement des fermages et de l'exécution des conditions du bail.

9.11 - FIN DU BAIL - OBLIGATIONS DU PRENEUR

Quelle que soit la cause de la fin du bail, à sa sortie, LE PRENEUR devra restituer les lieux en bon état, conformément à l'état des lieux qui aura été dressé comme il est dit ci-dessus, et sauf les modifications et transformations régulièrement autorisées et effectuées au cours du bail, conformément aux articles L. 411-28, L. 411-29 et L. 411-73 du Code rural et de la pêche maritime. Le nouvel état des lieux qui sera alors dressé, à frais communs, devra tenir compte de ces modifications et transformations.

ARTICLE 10 - CESSION - ASSOCIATION AU BAIL - APPORT EN SOCIETE

10.1 - CESSION DU BAIL

Le bail est incessible sauf dans les cas et sous les conditions prévues à l'article L. 411-35 du Code rural et de la pêche maritime.

10.2 - APPORT A UNE SOCIETE

Tout apport à une société civile d'exploitation ou à un GAEC est subordonné à l'agrément personnel et préalable du BAILLEUR conformément aux articles L. 411-37 et L. 411-38 du Code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 11 - SOUS-LOCATION. MISE À DISPOSITION - ECHANGE DE JOUISSANCE

11.1 - SOUS-LOCATION

Toute sous-location est interdite. Toutefois, le BAILLEUR ou, à défaut, le tribunal paritaire, pourra, conformément à l'article L. 411-35, alinéa 3, du Code rural et de la pêche maritime, autoriser le PRENEUR à sous-louer certains bâtiments s'il en existe au présent bail ou parcelles de terre à usage de loisirs, pour une durée n'excédant pas trois mois ; dans ce cas, le produit de la sous-location pourra être réparti entre le PRENEUR et le BAILLEUR dans une proportion fixée par eux, ou, à défaut, par le tribunal paritaire.

11.2 - MISE À DISPOSITION

En vertu de l'article L. 411-37 du Code rural et de la pêche maritime, si le PRENEUR est, ou devient, membre d'une société dont l'objet est principalement agricole, il pourra mettre à la disposition de celle-ci tout ou partie des biens présentement loués, à condition d'en aviser le BAILLEUR au plus tard dans les deux mois qui suivent par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Tout changement intervenant dans la mise à disposition devra être porté à la connaissance du BAILLEUR dans les mêmes formes et délai.

11.3 - ECHANGE DE JOUISSANCE

Le PRENEUR aura la faculté, dans les limites et conditions fixées par l'article L. 411-39 du Code rural et de la pêche maritime, de procéder à des échanges de jouissance ou locations de parcelles détachées ou enclavées. Le bénéficiaire de ces échanges devra en revanche respecter les conditions de jouissance décrites dans l'article 9 du présent bail. Le PRENEUR devra, au préalable, notifier l'opération au BAILLEUR qui pourra s'y opposer en saisissant le tribunal paritaire des baux ruraux.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

ARTICLE 12 – DROIT DE REPRISE - RENOUVELLEMENT

À l'expiration du bail, le BAILLEUR, s'il remplit les conditions requises et à charge d'adresser préalablement un congé 18 mois avant la fin du bail, dans la forme requise, pourra exercer le droit de reprise accordé par le Code rural et de la pêche maritime, notamment par :

- l'article L. 411-57, pour lui permettre de reprendre pour lui-même une surface déterminée par arrêté préfectoral en vue de la construction d'une maison d'habitation,
- l'article L. 411-58, s'il souhaite exploiter le bien lui-même,
- l'article L. 411-62 alinéa 2, en vue d'agrandir une autre exploitation donnée à bail par lui.
- l'article L. 411-67, pour l'exploitation de carrières.

La reprise pourra être soit totale, soit partielle ; dans ce dernier cas, conformément à l'article L. 411-62 alinéa 1 du Code rural et de la pêche maritime, elle ne pourra pas compromettre l'équilibre économique de l'exploitation et le PRENEUR aura la faculté de notifier au BAILLEUR, jusqu'à l'expiration du bail en cours, sa décision de ne pas renouveler le bail.

Le droit de reprise du BAILLEUR s'exercera dans les conditions prévues à l'article L. 411-46 du Code rural et de la pêche maritime, à moins que le bail ne soit résilié soit à l'amiable, soit pour un des motifs prévus ci-après à l'article 15 des présentes.

Si le BAILLEUR n'utilise pas son droit de reprise, à l'expiration de cette période initiale de neuf ans, conformément à l'article L. 416-1 du Code rural et de la pêche maritime, ce bail se renouvellera par période de 9 ans dans les termes de l'article L. 411-46 du Code rural et de la pêche maritime à moins qu'il ne soit résilié soit à l'amiable, soit pour un des motifs prévus à l'article 15 ci-après.
Sauf convention contraire, les clauses et conditions du bail renouvelé seront celles du présent bail ; à défaut d'accord entre les parties, le tribunal paritaire fixera le prix et statuera sur les clauses et conditions du nouveau bail.
Toutefois, lors du renouvellement du bail, le PRENEUR ne pourra refuser l'introduction d'une clause de reprise sexennale prévue par l'article L. 411-6 du Code rural et de la pêche maritime. Au cas où cette faculté serait invoquée, un congé devrait être adressé au PRENEUR avant l'expiration de la sixième année du bail renouvelé.

Une fois stipulée lors d'un renouvellement, cette clause de reprise sexennale continuera à s'appliquer lors des renouvellements ultérieurs.

ARTICLE 13 - RESILIATION DU BAIL

13.1 - A LA DEMANDE DU PRENEUR

Conformément à l'article L. 411-33 du Code rural et de la pêche maritime, le PRENEUR pourra demander la résiliation du bail :

- si lui-même ou l'un des membres de sa famille indispensable au travail à la ferme est frappé d'incapacité de travail grave et permanente ;
- si, par suite de décès, sa famille se trouve privée d'un ou plusieurs de ses membres indispensables au travail de la ferme ;
- s'il achète une ferme pour l'exploiter lui-même.

Le PRENEUR pourra également demander la résiliation :

- s'il se voit opposer un refus d'autorisation d'exploiter par l'autorité administrative l'empêchant de mettre la structure de son exploitation en conformité avec les dispositions du schéma directeur départemental des structures.
- au cas où après un remembrement, sa jouissance des biens loués étant diminuée, le PRENEUR n'entend pas obtenir le report des effets du bail sur les parcelles reçues en échange, conformément à l'article 123-15 du Code rural et de la pêche maritime.
- au cas où après exercice d'un droit de préemption urbain, le PRENEUR entend quitter les lieux, conformément à l'article L. 213-10 alinéa 3, du Code de l'urbanisme.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

- si, suite à une résiliation partielle par le BAILLEUR, pour changement de la destination agricole, le PRENEUR est privé de parcelles essentielles à l'équilibre économique de son exploitation, conformément à l'article L 411-32 du Code rural et de la pêche maritime.
- en cas de cessation d'activité du PRENEUR pour tous motifs que ce soit.

13.2 - A LA DEMANDE DU BAILLEUR

Sous réserve des dispositions des articles L. 411-32 et L. 411-34 du Code rural et de la pêche maritime, le BAILLEUR ne peut demander la résiliation du bail que s'il justifie de l'un des motifs suivants :

1° Deux défauts de paiement de fermage ou de la part de produits revenants au BAILLEUR ayant persisté à l'expiration d'un délai de trois mois après mise en demeure postérieure à l'échéance. Cette mise en demeure devra, à peine de nullité, rappeler les termes de la présente disposition ;
2° Des agissements du PRENEUR de nature à compromettre la bonne exploitation du fonds, notamment le fait qu'il ne dispose pas de la main d'œuvre nécessaire aux besoins de l'exploitation ;

Les motifs mentionnés ci-dessus ne peuvent être invoqués en cas de force majeure ou de raisons sérieuses et légitimes.

Le BAILLEUR peut également demander la résiliation du bail s'il justifie d'un des motifs suivants :

3° Toute contravention aux dispositions de l'article L. 411-35 du Code rural et de la pêche maritime ;

4° Toute contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 411-38 du Code rural et de la pêche maritime ;

5° Toute contravention aux obligations dont le preneur est tenu en application des articles L. 411-37, L. 411-39, L. 411-39-1 du Code rural et de la pêche maritime si elle est de nature à porter préjudice au bailleur.

ARTICLE 14 – AMELIORATIONS PAR LE PRENEUR

Le PRENEUR pourra, dans les conditions prévues par l'article L 411-73 du Code rural et de la pêche maritime, effectuer des améliorations sur le fonds loué.
Il aura droit, dans ce cas, à sa sortie des lieux, à une indemnité calculée conformément aux dispositions de l'article L 411-71 du Code rural et de la pêche maritime et déterminée lors de l'état de sortie des lieux.
Pour déterminer l'existence et la consistance des améliorations, il sera fait une expertise de sortie qui sera comparée à l'état des lieux dressé au début du bail.

Le PRENEUR ne pourra construire ou faire construire un bâtiment d'habitation sur une parcelle comprise aux présentes que s'il a obtenu, au préalable, l'accord écrit du BAILLEUR. Si l'autorisation est donnée, le PRENEUR pourra alors exécuter les travaux, à charge de supporter les impôts et taxes afférents au bâtiment construit.

De convention expresse pendant le cours du bail, les améliorations effectuées par le PRENEUR sur le fonds loué, dans le respect des procédures légales, resteront sa propriété pendant toute la durée du bail, en ce compris ses renouvellements successifs.

Le PRENEUR aura la faculté de céder les améliorations régulièrement exécutées sur le fonds loué dans les cas énumérés à l'article L 411-75 du Code rural et de la pêche maritime.

Il est fait observer que sont assimilés aux améliorations les travaux effectués par le PRENEUR ayant pour objet de permettre d'exploiter le bien loué en conformité avec la réglementation. Lorsque ces travaux sont imposés par l'autorité administrative, le PRENEUR doit en informer le BAILLEUR qui ne peut s'y opposer.

La demande du PRENEUR sortant relative à une indemnisation des améliorations apportées au fonds loué se prescrit par douze mois à compter de la date de fin du bail, et ce, à peine de forclusion.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

ARTICLE 15 — INDEMNITE DE SORTIE

- Dégradation : si la comparaison entre les situations initiale et finale révèle une dégradation du fonds, le BAILLEUR a droit à une indemnité égale au montant du préjudice subi.

- Amélioration : si, à l'inverse, le bien loué a bénéficié d'améliorations, le PRENEUR dont le travail et les investissements sont à l'origine d'une plus-value, est titulaire d'une créance envers le BAILLEUR. Déduction faite des subventions perçues par le PRENEUR et des dépenses somptuaires, le montant de la somme due par le BAILLEUR varie selon la nature des travaux réalisés en cours de bail et la cause de départ du PRENEUR.

- Bâtiments et ouvrages incorporés au sol : à condition de conserver une valeur effective d'utilisation, les aménagements relatifs aux bâtiments et aux ouvrages incorporés au sol ont vocation à donner lieu au versement d'une indemnité.
À l'expiration du bail, ou en cas de résiliation de celui-ci, pour quelque cause que ce soit et avant son expiration, les bâtiments, ouvrages et tout autre aménagement deviendront propriété du BAILLEUR.
Il pourra être versé au PRENEUR une indemnité égale au coût des travaux d'édification des bâtiments, ouvrages et aux coûts des autres aménagements, déduction faite des aides financières obtenues et d'un amortissement calculé d'après le barème départemental.

- Plantations : s'agissant de plantations, le montant de l'indemnité est égal, dans la limite de la plus-value apportée au fonds loué, à l'ensemble des dépenses, y compris la valeur de la main d'œuvre, estimées en fin de bail, qu'aura eu à supporter le PRENEUR, déduction faite d'un amortissement calculé à compter de la date d'entrée en production conformément au barème applicable.

- Indemnité provisionnelle : s'il apparaît que le PRENEUR est en droit de prétendre au versement d'une indemnité, la partie la plus diligente peut, à défaut de fixation un an avant l'expiration du bail, saisir le président du tribunal paritaire de baux ruraux statuant en la forme des référés en vue de la détermination d'une indemnité provisionnelle d'un montant aussi proche que possible de celui de la créance définitive.

La somme ainsi fixée doit être acquittée ou consignée dans le mois qui suit la notification de la décision du juge. Tant que le BAILLEUR n'a pas satisfait à ses obligations, le PRENEUR est fondé à se maintenir en place (Code rural et de la pêche maritime, art L. 411-76).

Fait en 2 exemplaires originaux à

Le

L'Agence des espaces verts	La SCIC SARL
de la Région d'Ile-de-France	Les Champs Des Possibles

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_111-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_113-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-113

Approbation de la convention cadre avec l'association Incredible Edible France - Les incroyables Comestibles en France pour la mise à disposition de parcelles régionales (tous PRIF)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la convention cadre avec l'association Incredible Edible France, ci-annexée.

Article 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_113-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_113-DE

CONVENTION-CADRE POUR LA MISE À DISPOSITION D'ESPACES NATURELS RÉGIONAUX

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du Général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne CABRIT, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n°19-001 en date du 14 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-113 du conseil d'administration du 7 octobre 2020.

Dénommée ci-après « L'AEV »,

D'une part,

et

L'association INCREDIBLE EDIBLE FRANCE - LES INCROYABLES COMESTIBLES EN FRANCE, dont le siège est 2 impasse des Griottes 68240 FRELAND, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Lydie TAMARELLE.

Dénommée ci-après « le Preneur »,

PRÉAMBULE

L'AEV met en œuvre la politique régionale en matière d'espaces naturels, de forêts et de promenades.

Elle est gestionnaire d'environ 15 000 hectares de terrains acquis au nom et pour le compte de la Région d'Ile-de-France au sein de 55 périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF).

L'AEV œuvre sur ces espaces naturels régionaux à sauvegarder le patrimoine écologique et améliorer la qualité et le cadre de vie des Franciliens par l'acquisition et la mise en valeur de forêts, sites écologiques, trames vertes, espaces agricoles...

Le Preneur s'inscrit dans le mouvement participatif « Incroyables Comestibles ». Il est non marchand et sans but lucratif, et s'inscrit dans une démarche de gratuité. Il vise l'autosuffisance alimentaire des territoires et la nourriture saine et partagée pour tous.

En se réappropriant l'espace public et en le transformant en jardin potager géant et gratuit, la nourriture à partager devient une ressource abondante alimentée par tous et offerte à chacun.

Cet objectif est compatible avec la gestion des PRIF, notamment en ce qui concerne certaines parcelles trop petites pour être confiées à un agriculteur ou dont la localisation n'en permet pas une exploitation agricole.

Les parties se sont donc rapprochées afin de déterminer les conditions de mise à disposition de ces parcelles.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_113-DE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention décrit les conditions de mise à disposition au Preneur de parcelles situées dans les PRIF gérés par l'AEV, dénommées ci-après « les parcelles », aux fins de leur mise en culture de type potager partagé.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente convention-cadre est conclue pour une durée de cinq années à compter de la date de sa signature par les parties.

Elle pourra être reconduite deux fois, de manière expresse à la demande du Preneur pour des périodes similaires de cinq ans, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée deux mois avant la date prévue pour l'échéance.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DE L'OCCUPATION

3.1 - Occupation précaire

L'AEV autorise le Preneur à mettre en œuvre la culture des parcelles sous la forme de potagers partagés et libres d'accès.

Cette occupation est conclue à titre précaire et gratuite, au regard du caractère non lucratif du Preneur.

En raison de son caractère précaire et au regard de la spécificité des parcelles, la présente autorisation ne confère au Preneur qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun droit ou avantage reconnus au locataire d'immeuble à usage commercial.

3.2 - Autorisation d'occupation

Le Preneur sollicitera l'AEV par voie de courrier ou de courriel, pour toute demande d'occupation de parcelles ou pour toute modification d'occupation validée précédemment.

En cas d'acceptation, l'AEV transmettra l'autorisation d'occupation par voie de courrier ou de courriel, assujettie, le cas échéant, de prescriptions particulières.

Cette autorisation mentionnera notamment la surface mise à disposition, les modalités d'accès aux parcelles et la durée d'occupation si celle-ci devait être inférieure à la durée de la présente convention.

Les autorisations étant indépendantes les unes des autres, les modalités de dénonciation de chaque autorisation s'effectueront conformément à l'article 8.2 de la présente convention.

ARTICLE 4 – ACTIVITES AUTORISEES

Le Preneur s'engage à occuper les parcelles à usage exclusif de potager ou de jardin partagé.

Dans ce cadre, il s'engage à :

- Ne pas utiliser de pesticides de synthèse, ni d'engrais chimiques de synthèse pour la culture du potager et pour l'entretien de ses abords. Seuls les produits autorisés en agriculture biologique peuvent être répandus ou pulvérisés,
- Assurer de bonnes pratiques de la gestion de l'eau (récupération d'eau de pluie par exemple),
- Maintenir les éléments fixes du paysage (haies, arbres, bosquets) et procéder à leur entretien.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_113-DE

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU PRENEUR

5.1 – Assurance et responsabilité

Le Preneur demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'activité découlant de la mise à disposition des parcelles ou de son fait personnel.

Le Preneur s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour son activité sur les parcelles et à fournir, dès la signature de la présente convention, les attestations annuelles d'assurance correspondantes.

5.2 – Cession et sous location

Le Preneur ne pourra céder sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention.

Il ne pourra, même à titre gratuit, sous-louer tout ou partie des parcelles, ni les prêter.

5.3 – Respect des sites, du règlement interieur

Le Preneur est tenu de se conformer au règlement intérieur des sites gérés par l'AEV, dont un exemplaire sera remis lors de la signature de la présente convention.

Il prend les lieux en l'état et il est tenu de les occuper. Il s'engage à maintenir les parcelles en bon état d'entretien et de propreté.

5.4 – Obligations spécifiques

Le Preneur s'oblige à :

- Ne pas faire d'exploitation commerciale sous quelque forme que ce soit sur le terrain mis à sa disposition,
- Solliciter l'autorisation écrite préalable de l'AEV pour tout aménagement ou travaux qu'il souhaiterait engager sur les parcelles. Les travaux correspondants seront réalisés sous contrôle du représentant de l'AEV sur le site.
- Informer préalablement et solliciter l'autorisation de l'AEV pour toutes manifestations et tout reportage qu'il organise sur les parcelles,
- Informer sans délai l'AEV au cas où surviendraient divers événements fortuits (incendie, chutes d'arbres…).
- Ramasser ses déchets.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DE L'AEV

L'AEV s'engage à :

- Mettre à la disposition du Preneur qui l'accepte, les terrains visés à l'article 3.2 de la présente convention,
- Remettre au Preneur, le cas échéant, une clé d'accès aux parcelles,
- Fournir les informations et conseils permettant le respect des règles environnementales, à toute demande du Preneur,
- Procéder à l'abattage et à l'élagage des arbres dangereux situés sur les parcelles.

L'AEV ne prendra pas en charge ni l'arrosage, ni la fourniture d'eau ou toute autre fourniture de matériaux ou matériels.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_113-DE

ARTICLE 7 - ETAT DES LIEUX

Un état des lieux contradictoire sera dressé autant de fois que l'AEV le jugera nécessaire, en fonction des autorisations d'occupation délivrées au titre de l'article 3.2.

Si des réparations sont à effectuer au terme de chaque mise à disposition et qu'elles résultent de dégradations causées par le Preneur, ce dernier s'engage à les prendre en charge financièrement.

ARTICLE 8 - RESILIATION -DENONCIATION

8.1 - Résiliation

En cas de non-exécution par le Preneur de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment, avec effet immédiat et aux torts exclusifs du Preneur.

L'AEV met en demeure le Preneur par lettre recommandée avec accusé de réception, soit de cesser l'activité non conforme à la convention, soit de se conformer à ses obligations.

A défaut de réponse de sa part dans un délai de 15 jours, la convention est résiliée.

Le Preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

8.2 - Dénonciation

8.2.1 - Dénonciation par l'AEV

Le Preneur reconnait le caractère temporaire et précaire de la présente convention ainsi que de chaque autorisation mentionnée à l'article 3.2.

Ainsi, la convention et chaque autorisation pourront être dénoncées par l'AEV, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Preneur, en respectant un délai de trois mois à compter de la notification de la dénonciation.

Le Preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation anticipée.

8.2.2 - Dénonciation par le Preneur

Le Preneur pourra mettre fin à la présente convention, ainsi qu'à chaque autorisation mentionnée à l'article 3.2, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'Agence en respectant un délai de trois mois.

Le Preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation.

ARTICLE 9 - MODIFICATION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant.

ARTICLE 10 - DROIT DE COMMUNICATION

Le Preneur s'engage à citer l'AEV dans toutes les opérations de communication et de diffusion (quel que soit le support), qu'il mènera lors des actions évènementielles organisées sur les parcelles.

Tout support de communication (éditions et/ou web) devra présenter le logo de l'AEV et devra être soumis au service communication de l'AEV pour validation de son intégration en bonne et due forme.

L'ensemble des éléments nécessaires sera demandé par le Preneur au service communication de l'AEV à l'adresse suivante : communication@aev-iledefrance.fr.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_113-DE

Réciproquement, l'AEV s'engage à citer le Preneur dans toutes les opérations spécifiques de communication et de diffusion qu'elle mènera au sujet des parcelles.

ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution de la présente convention devra être porté devant la juridiction territorialement compétente.

Fait en deux exemplaires originaux, à

Le

Pour l'Agence des espaces Verts de la Région d'Île-de-France	**Pour l'association INCREDIBLE EDIBLE FRANCE - LES INCROYABLES COMESTIBLES EN FRANCE,**

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_113-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_114-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-114

Approbation d'acquisitions foncières au titre d'opérations déclarées d'utilité publique et au titre d'opérations d'acquisition amiable

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2011 d'un montant de 1.700.065,61 € relatives à la DUP de la Butte Pinson ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2020, d'un montant de 3.232.475 €

VU les opérations d'acquisition envisagées, présentées en annexes de la présente délibération ;

VU les avis des Domaines sur chaque acquisition envisagée ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE les acquisitions listées en annexe 1 et 2.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente à signer les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées aux annexes 1 et 2 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

ARTICLE 3 : DIT qu'un montant de 15.333,40 € d'autorisations de programme du budget 2020, programme 12, est affecté aux opérations présentées en annexe 2.

ARTICLE 4 : DIT qu'à l'issue de ces opérations, le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2020, programme 12, s'élève à 3.217.141,60 €.

ARTICLE 5 : DIT que les crédits nécessaires seront imputés sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_114-DE

ANNEXE 1

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 175 () MAESTU

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
01/10/2019	08/08/2007	15/06/2020	

Prix total : 35 000,00 € **Surface : 0 ha 45 a 32 ca** **Prix au m² : 7,72 €**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AD	33	0 ha 43 a 88 ca	322
95427	MONTMAGNY	AD	50	0 ha 01 a 44 ca	336

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 556 () DUDOUIT

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
01/10/2019	26/02/2007	19/08/2020	

Prix total : 4 600,00 € **Surface : 0 ha 03 a 84 ca** **Prix au m² : 12,00 €**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95288	GROSLAY	AH	68	0 ha 03 a 84 ca	113

Total Butte Pinson **0 ha 49 a 16 ca** **39 600,00 €** **Nb dossiers : 1**

TOTAL **0 ha 49 a 16 ca** **39 600,00 €** **Nombre de dossiers : 2**
Prix moyen au m² **8,06 €**

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_114-DE

ANNEXE 2

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 584 () GODFRIN - CABARET Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
29/06/20			0 ha 33 a 85 ca
2 300,00 €			Prix principal au m² : 0,68 €/m²

Prix total : 2 300,00 € dont prix principal : 2 300,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78431	MORAINVILLIERS	A	112	0 ha 13 a 50 ca	
78431	MORAINVILLIERS	A	115	0 ha 12 a 10 ca	
78431	MORAINVILLIERS	A	269	0 ha 08 a 25 ca	

Total Butte de Marsinval 0 ha 33 a 85 ca 2 300,00 € Nb dossiers : 1

Buttes du Parisis (41)

N° de Dossier : 1513 () SOULIMENT Préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
28/02/20	28/02/20	19/11/19	0 ha 04 a 62 ca
2 910,60 €			Prix principal au m² : 6,3 €/m²

Prix total : 2 910,60 € dont prix principal : 2 910,60 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95176	CORMEILLES EN PARISIS	AR	70	0 ha 04 a 62 ca	

Total Buttes du Parisis 0 ha 04 a 62 ca 2 910,60 € Nb dossiers : 1

Montgé (07)

N° de Dossier : 656 () Courtier Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
31/07/20	07/08/20		0 ha 33 a 53 ca
1 200,00 €			Prix principal au m² : 0,36 €/m²

Prix total : 1 200,00 € dont prix principal : 1 200,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77437	ST SOUPPLETS	E	74	0 ha 14 a 08 ca	
77437	ST SOUPPLETS	E	77	0 ha 19 a 45 ca	

Total Montgé 0 ha 33 a 53 ca 1 200,00 € Nb dossiers : 1

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_114-DE

ANNEXE 2

Moulin des Marais (06)

N° de Dossier : 114 () Poirée Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
27/07/20			0 ha 39 a 50 ca
2 400,00 €			Prix principal au m² : 0,61 €/m²

Prix total : 2 400,00 € dont prix principal : 2 400,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77294	MITRY MORY	G	167	0 ha 05 a 42 ca	
77294	MITRY MORY	G	263	0 ha 05 a 43 ca	
77294	MITRY MORY	G	665	0 ha 07 a 10 ca	
77294	MITRY MORY	G	666	0 ha 21 a 55 ca	

Total Moulin des Marais 0 ha 39 a 50 ca 2 400,00 € Nb dossiers : 1

Plaine de France (42)

N° de Dossier : 133 () Grand Paris Aménagement GPAmgt (ex AFTRP) Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
25/06/20	10/03/20		0 ha 18 a 49 ca
1 522,80 €			Prix principal au m² : 0,82 €/m²

Prix total : 1 522,80 € dont prix principal : 1 522,80 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95612	LE THILLAY	ZB	75	0 ha 05 a 80 ca	
95612	LE THILLAY	ZB	209	0 ha 07 a 23 ca	
95612	LE THILLAY	ZB	210	0 ha 05 a 46 ca	

Total Plaine de France 0 ha 18 a 49 ca 1 522,80 € Nb dossiers : 1

Vallées de l'Yerres et du Réveillon (02)

N° de Dossier : 243 () OSSOLA Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
06/08/20	07/05/20		0 ha 50 a 83 ca
5 000,00 €			Prix principal au m² : 0,98 €/m²

Prix total : 5 000,00 € dont prix principal : 5 000,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77053	BRIE COMTE ROBERT	E	1451	0 ha 50 a 83 ca	

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.
** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition ,

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_114-DE

ANNEXE 2

Total Vallées de l'Yerres et du Réveillon	**0 ha 50 a 83 ca**	**5 000,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL annexe	**1 ha 80 a 82 ca**				
TOTAL annexe	**15 333,40 €**	**Dont Prix principal**	**15 333,40 €**	**dont honoraires**	
	Soit 0,85 €/m²			**Nb dossiers :**	**6**

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_115-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France
le : 09 OCT. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-115
Confirmation des modalités d'acquisition du bois Saint-Martin (PRIF du Val Maubué)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et le décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de ladite ordonnance ;

VU la délibération n°19-095 du 1er octobre 2019 relative à l'acquisition amiable du bois Saint-Martin par la Région Île-de-France agissant par l'intermédiaire de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2020, d'un montant de 3.217.141,60 € ;

VU l'avis des Domaines du 24 juillet 2020 ;

VU les six promesses de vente établies le 18 septembre 2020 entre les consorts PETIET et la Région Île-de-France ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : DIT qu'un montant de 400.000 € d'autorisations de programme du budget 2020, programme 12, est affecté aux frais annexes et honoraires liés à l'acquisition du bois Saint-Martin.

ARTICLE 2 : DIT qu'à l'issue de ces opérations, le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2020, programme 12, s'élève à 2.817.141,60 €.

ARTICLE 3 : PREND ACTE des six promesses de vente signées le 18 septembre 2020, selon le tableau récapitulatif ci-annexé.

ARTICLE 4 : APPROUVE la signature des actes de vente correspondant à ces promesses et conformément au cadre établi par le Conseil d'administration.

ARTICLE 5 : AUTORISE la Présidente à réaliser la vente conformément aux promesses de vente et au cadre établi par le Conseil d'administration.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_115-DE

ARTICLE 6 : AUTORISE la Présidente à demander la création d'une association syndicale autorisée pour la préservation et la mise en valeur des milieux naturels du bois Saint-Martin.

ARTICLE 7 : DIT que les crédits nécessaires seront imputés sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	15
Nombre de mandats ..... :	2
Nombre de votants ..... :	17
Votes POUR..... :	17
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote ..... :	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_116-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-116

Approbation d'une préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les opérations d'acquisition envisagées, présentées en annexe de la présente délibération ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L113-8, L113-10 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental du Val d'Oise n°2-53 du 23 octobre 2009 relative à la création de la zone de préemption au titre des Espaces Naturels, avec délégation du droit de préemption à l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : AUTORISE l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour les biens décrits à l'annexe 1 ci-jointe, à un prix compatible avec l'avis des Domaines

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente à signer les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, pour les opérations décrites à l'annexe 1 ci-jointe.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

ARTICLE 4 : HABILITE également la Présidente à saisir le juge de l'expropriation pour ces opérations, en cas de fixation du prix, ainsi qu'à procéder à la consignation.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	17
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_116-DE

ANNEXE 1

Buttes du Parisis

N° de Dossier : 1531 (Buttes du Parisis 41) GUILLON Jean-François (et Csts) Monsieur

Montant de la DIA : 4 000,00 €	Surface : 0 ha 01 a 96 ca	Prix moyen : 20,41 €/m²

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95176	CORMEILLES EN PARISIS	AR	315	0 ha 01 a 96 ca	

Total Buttes du Parisis	**0 ha 01 a 96 ca**	**4 000,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**0 ha 01 a 96 ca**	**4 000,00 €**	**Nb dossiers : 1**
	Prix moyen au m²	**20,41 €**	

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-117
Approbation de l'aménagement forestier de la Forêt régionale de Maubué

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les articles L.211-1, L.214-3, et L.222-7 du code forestier ;

VU la délibération n° 78-31 du 14 décembre 1978 relative à la procédure de soumission au régime forestier des forêts, bois et terrains à boiser, acquis par l'Agence des espaces verts, au nom et pour le compte de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n°B06 – 130 du 5 décembre 2006 de l'approbation d'aménagement forestier de la forêt régionale de Célie ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE l'aménagement forestier ci-annexé, de la forêt régionale de Maubué qui correspond au regroupement de deux forêts anciennement gérées séparément : les Forêts régionales de Célie et la Grange et Boulay, qui relèvent toutes les deux du régime forestier.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer tout document s'y rapportant.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_118-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

le : 09 OCT. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2020

Affaire n°20-118

Actualisation du règlement intérieur du domaine régional

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-14 ;

VU le code forestier ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°07-037 relative au règlement intérieur des espaces verts régionaux ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour le règlement intérieur applicable aux sites régionaux, pour tenir compte de l'évolution des enjeux d'accès et de gestion des sites ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE les modifications apportées au règlement intérieur du domaine régional.

ARTICLE 2 : ADOPTE le règlement intérieur du domaine régional tel qu'annexé à la présente délibération.

Nombre de présents	15
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	17
Votes POUR	15
Votes CONTRE	0
Abstentions	2
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_118-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_118-DE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU DOMAINE RÉGIONAL

PRÉAMBULE

L'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France (AEV) gère, pour le compte de la Région Île-de-France, plus de 15.000 hectares de terrains en vue de leur préservation, de leur mise en valeur et de leur ouverture au public.

Le présent règlement est applicable sur l'ensemble du domaine régional à l'exclusion des terrains faisant l'objet d'une concession ou d'un bail.

Les visiteurs sont informés qu'ils pénètrent dans un site naturel qui peut présenter certains risques tels que chutes de branches, présence de plans d'eau, dénivelés...
Il leur appartient d'être prudents et d'adopter le comportement qui s'impose.
La responsabilité de l'Agence des espaces verts ne pourra être engagée en cas de dommages, d'incident ou d'accident provoqués par l'imprudence ou la négligence des visiteurs, ou de non respect du présent règlement.

Chapitre I - Fréquentation

Article I.1
Le domaine régional est avant tout destiné aux piétons.
La circulation des cyclistes, cavaliers ou pratiquants de tout autre mode de déplacement ne doit pas entraver la libre promenade des visiteurs à pied.
Tous doivent circuler sur les allées aménagées à cet effet. Les sous-bois et les pelouses sont exclusivement réservés aux piétons.
L'Agence des espaces verts ne garantit pas la mise en sécurité des peuplements forestiers, les piétons sont donc invités à la plus grande prudence lorsqu'ils circulent hors des allées aménagées.
En cas d'alerte météorologique aux vents violents ou tempête~~, relayée par la Préfecture~~, l'accès au domaine régional sera interdit au public.

Article I.2
Il est interdit de franchir des barrages ou des clôtures et d'enfreindre les défenses affichées.

Article I.3
L'allure des cavaliers ne doit pas dépasser le pas. Cependant, toutes les allures sont autorisées sur les pistes cavalières, sauf lors de croisements avec d'autres usagers. L'usage des pistes cavalières est strictement réservé aux activités équestres.

Article I.4
La pratique d'activités physiques ou sportives est autorisée mais elle ne doit pas être la cause d'un trouble à la jouissance paisible de la promenade ou d'une dégradation des sols, pelouses et ouvrages divers.

Article I.5
La baignade est interdite sur l'ensemble du domaine régional, sauf dans les zones explicitement autorisées.

Article I.6
Toutes les activités de type navigation, patinage, escalade, accro-branche, utilisation de drône sont interdites, sauf autorisation expresse préalable de la part de l'Agence des espaces verts.
Les chemins d'une largeur de moins de 2,5 mètres sont interdits à la pratique du VTT.

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_118-DE

Chapitre II - Circulation des véhicules à moteur

Article II.1
La présence de tout véhicule à moteur, y compris les deux-roues, est interdite à l'intérieur des sites régionaux.
Seuls les véhicules munis d'un macaron fourni par l'Agence des espaces verts, visible de l'extérieur du véhicule, sont autorisés à circuler, uniquement sur les chemins et voies de circulation.
La vitesse sur l'ensemble des routes est limitée à 30 kilomètres par heure (quel que soit le véhicule).
Les parkings sont strictement destinés au stationnement des véhicules. Toute autre utilisation est soumise à autorisation.
Le présent article ne concerne pas les véhicules de secours, de police ou de service.

Chapitre III - Propreté

Article III.1
Les papiers, détritus et débris, restes de pique-nique, etc. doivent être emportés hors de la propriété régionale ou déposés dans les emplacements prévus à cet effet.

Article III.2
Il est interdit de déposer tout déchet (ménagers, polluants, inertes, recyclables ou non, végétaux, biodégradables ou non) sur l'ensemble du domaine régional y compris aux entrées et en limite de propriété.

Chapitre IV - Atteinte à la faune et la flore

Article IV.1
Afin de ne pas perturber l'équilibre écologique, il est interdit d'introduire tout animal quel que soit son stade de développement.

Article IV.2
Il est interdit de détruire ou d'enlever des œufs ou des nids, de blesser, de tuer, d'enlever, de transporter, de colporter, de mettre en vente, de vendre ou d'acheter des animaux qu'ils soient vivants ou morts.
Il est interdit de troubler ou de déranger sciemment des animaux par des cris ou des bruits, des jets de projectiles ou de toute autre manière.

Article IV.3
Les animaux disposent, dans le milieu naturel, de réserves de nourriture suffisantes. Pour éviter une surpopulation ou une dépendance vis-à-vis de l'homme, la distribution de nourriture est interdite.

Article IV.4
Afin de respecter et de protéger la flore, il est interdit de vendre, de détruire, de couper, de mutiler, d'arracher, de déterrer, d'enlever ou de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux végétaux.

Article IV.5
Le ramassage des fruits, des baies et des champignons est toléré uniquement dans le cadre d'une consommation familiale.
La cueillette des fleurs non protégées ne peut excéder, par personne, ce qu'une main peut contenir. Celle des plantes protégées est strictement interdite.

Article IV.6
Il est interdit d'apporter ou d'introduire des graines, semis, plants, greffons ou boutures sans autorisation expresse préalable de l'Agence des espaces verts.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_118-DE

Chapitre V - Animaux domestiques

Article V.1
L'accès de tout animal, à l'exception des chats, chiens, chevaux et animaux d'assistance aux personnes handicapées, est interdit.

Article V.2
Conformément à la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux, et à l'arrêté ministériel du 27 avril 1999, établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux, l'accès aux propriétés régionales est interdit aux chiens classés « chiens d'attaque ». Les « chiens de garde et de défense » doivent être muselés et tenus en laisse par une personne majeure.

Article V.3
Pour la préservation de la faune sauvage et le respect de l'ensemble des usagers :
- en période de reproduction, du 15 mars au 15 juillet, tous les chiens doivent être tenus en laisse et ne circuler que sur les chemins ;
- le reste de l'année, les chiens sont sous la responsabilité de leur maître et ne doivent pas s'écarter des chemins, sauf tenus en laisse.

Quelle que soit la période, l'Agence des espaces verts pourra obliger toute personne à tenir son chien en laisse.

Article V.4
Leur maître ou les personnes qui les accompagnent devront prendre toutes les mesures utiles pour empêcher les animaux de s'approcher des bacs à sable, aires et emplacements de jeux réservés aux enfants, de pénétrer dans les massifs, bassins et pièces d'eau. Leur maître ou les personnes qui les accompagnent devront veiller à ce que leur animal ne mette pas en danger les autres usagers.

Ils devront prendre toutes les mesures utiles pour empêcher ou enlever les déjections sur les emprises des chemins de promenade, des caniveaux, des aires de jeux et de stationnement.

Article V.5
Le propriétaire d'un animal reste responsable des accidents, incidents ou atteintes au milieu naturel, provoqués par son animal.

Chapitre VI - Coupe et ramassage de bois

Article VI.1
Tout ramassage ou coupe de bois est soumis à une autorisation expresse préalable de l'Agence des espaces verts.

Chapitre VII - Chasse et pêche

Article VII.1
La chasse et la pêche sont réglementées sur l'ensemble du domaine régional et font l'objet d'un contrat spécifique avec l'Agence des espaces verts.
L'application de cet article constitue une dérogation aux articles I.1, IV.2, IV.3, V.1, V.3, et VIII.1.

Article VII.2
Il est interdit à tout promeneur de pénétrer dans une zone où une chasse en cours est signalée.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_118-DE

Chapitre VIII - Armes

Article VIII.1
Afin d'assurer la sécurité des promeneurs, toute introduction et usage d'arme à feu, de munitions, d'arme blanche et de tout objet susceptible d'envoyer un projectile pouvant présenter un danger pour autrui est interdite.
Cette disposition n'est pas applicable aux personnes mentionnées au titre premier du livre premier du code de procédure pénale dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire.

Chapitre IX - Activités agricoles

Article IX.1
Toute activité agricole, pastorale, maraîchère ou apicole est réglementée et soumise à l'autorisation préalable de l'Agence des espaces verts. Cette autorisation est formalisée par la signature d'une convention.

Chapitre X - Camping et bivouac

Article X.1
Le camping, le bivouac ou le stationnement d'une caravane ou d'une remorque habitable ou de tout autre abri de camping sont interdits sur les sites régionaux, y-compris sur les aires de stationnement.

Chapitre XI - Feux

Article XI.1
Le jet de cigarettes incandescentes, les jeux avec matières inflammables, les feux de toute nature et les barbecues sont interdits.

Chapitre XII - Préservation sonore

Article XII.1
Afin de respecter le calme des lieux, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur caractère agressif. L'usage de transistors, magnétophones ou autres appareils sonores amplifiés est interdit. Toute autre source sonore non amplifiée est interdite si elle entraîne une gêne pour les autres usagers.

Chapitre XIII - Sites historiques

Article XIII.1
Il est du devoir de chacun de respecter les sites historiques, archéologiques, géologiques ou tout élément du patrimoine régional.
L'utilisation de détecteur électromagnétique, la prospection, le prélèvement de tout élément historique ou archéologique ainsi que de fossiles, sont interdits.

Chapitre XIV – Mobilier - Équipements

Article XIV.1
Les équipements existants doivent être utilisés conformément à leur destination et ne pas être détériorés. Il est notamment interdit d'escalader les clôtures, de monter sur les bancs, monuments, panneaux, balustrades, barrières, rampes d'escalier, bornes fontaines, bassins et margelles de bassins, etc., de les salir ou de les utiliser comme support publicitaire ou de graffiti.

Article XIV.2
Les équipements de jeux installés pour les enfants ne sont pas accessibles aux personnes dépassant l'âge maximal indiqué sur les panneaux. L'utilisation par les enfants des agrès et

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_118-DE

jeux est placée sous la surveillance de leurs parents ou des personnes qui en ont la garde. L'Agence des espaces verts décline toute responsabilité en cas d'accident.

Chapitre XV - Manifestations et regroupements

Article XV.1
Toute manifestation ou regroupement (scolaire, culturelle, sportive, associative...) est soumise à l'autorisation expresse préalable de l' Agence des espaces verts. Toute demande devra être adressée au minimum deux mois à l'avance et fera l'objet d'une convention.

Chapitre XVI - Publicité et affichage

Article XVI.1
Tout affichage, fléchage, balisage, inscription publicitaire ou autre, est soumis à l'autorisation préalable de l'Agence des espaces verts.

Chapitre XVII - Prises photographiques et cinématographiques

Article XVII.1
Toute activité cinématographique, télévisuelle, radiophonique ou photographique, est soumise à l'autorisation expresse préalable de l'Agence des espaces verts, dès qu'elle a une vocation commerciale, professionnelle ou est destinée à une diffusion publique. Toute demande devra être adressée au minimum deux mois à l'avance et fera l'objet d'une convention.

Chapitre XVIII - Activités marchandes et commerciales

Article XVIII.1
Toute activité commerciale ou tout démarchage est subordonné à l'autorisation préalable de l'Agence des espaces verts, formalisée par la signature d'une convention.

EN CAS DE MANQUEMENT AUX DISPOSITIONS DU PRÉSENT RÈGLEMENT, PAR TOUT USAGER DU DOMAINE RÉGIONAL, IL APPARTIENDRA AUX AGENTS DÛMENT ASSERMENTÉS DE DRESSER UN PROCÈS VERBAL. CE PROCÈS VERBAL POURRA, LE CAS ÉCHEANT, ENTRAÎNER DES POURSUITES PÉNALES A L'ENCONTRE DU CONTREVENANT.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2020
Reçu en préfecture le 08/10/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201007-20_118-DE